

THÈSE

En vue de l'obtention du
Doctorat de l'Université Paris Ouest Nanterre la Défense (P.X.)
en Sciences Politiques
présentée et soutenue par Nicolas Maslowski
le 28 septembre 2009

Manifester en République tchèque Etude de la protestation par la rue (1989-2009)

Thèse sous la direction de Georges Mink



MEMBRES DU JURY

Monsieur Dominique Colas, Professeur des Universités, Institut d'Etudes Politiques de Paris
Monsieur Michel Dobry, Professeur des Universités, Université Paris I Pantéon Sorbonne
Monsieur Jan Keller, Professeur des Universités, Université d'Ostrava
Madame Marie-Claude Maurel, Professeur des Universités, E.H.E.S.S., directrice du Centre Français de
Recherches en Sciences Sociales de Prague
Monsieur Georges Mink, directeur de recherche au C.N.R.S., Institut des Sciences sociales du Politique

École doctorale de sciences juridiques et politiques

Remerciements

Je remercie, avant tout, le Professeur Georges Mink, d'avoir accepté de diriger cette thèse et de m'avoir fait confiance pendant toutes ces années. Sa pensée, ses conseils, ses corrections minutieuses, son soutien m'ont été d'autant plus précieux que j'étais à l'étranger.

Toute ma reconnaissance va également au Centre Français en Sciences Sociales à Prague, Cefres et à ses directeurs successifs Antoine Marès, Georges Mink, Christian Lequesne, Marie-Claude Maurel, ainsi qu'à l'assistante de direction Hana Netuková. Ce centre m'a accueilli, m'a permis de participer aux ateliers des Sciences Sociales, organisés en collaboration avec l'EHESS, d'organiser un colloque international ainsi que le cycle « confrontations sociologiques », de coordonner les séminaires doctoraux, et surtout de participer aux conférences des grands des sciences sociales françaises.

Je voudrais aussi remercier le réseau des séminaires doctoraux centre-européens (CES) pour leur apport méthodologique mais aussi en terme de connaissance de l'Europe Centrale. Je remercie aussi toutes les institutions de recherche et de formation auxquelles j'ai appartenu durant l'écriture de cette thèse ou dans lesquelles je travaille aujourd'hui ainsi que leur personnel : mon laboratoire de rattachement à Nanterre, le LASP puis l'ISP, l'Institut d'Etudes Politiques de l'Académie Polonaise des Sciences (et en particulier le Professeur Paczkowski), l'EHESS, le Collegium Minor de Prague, l'Université Charles de Prague, la Grande Ecole d'Economie de Prague... Merci aussi à toutes les personnes qui m'ont aidé sur le terrain, aux personnes qui ont accepté de m'informer, de me donner des entretiens ou l'accès à leurs archives, en particulier Ondřej Cakl de l'association Tolérance et le colonel Kvičala de la police tchèque.

Enfin, j'exprime toute ma gratitude à toutes les personnes qui, durant mes années universitaires en France, Pologne et République tchèque, m'ont apporté des encouragements ainsi qu'un soutien moral et matériel. Je pense avant tout à mes parents sans qui je n'aurais pu faire d'études. En plus du soutien moral, je remercie pour les relectures du texte tous ceux qui m'ont aidé et en particulier, ma mère Jacqueline, ma femme Solange, et Muriel Blaive.

SOMMAIRE

pages

9	Introduction
23	Titre 1 : L'étude pluriparadigmatique de l'objet
25	<i>Chapitre 1 : L'étude des manifestations de rue en sciences sociales</i>
58	<i>Chapitre 2 : La manifestation de rue comme sujet d'études territoriales</i>
98	<i>Chapitre 3 : Méthode d'observation et d'étude</i>
121	Titre 2 : Manifester en République tchèque
123	<i>Chapitre 1 : Les agents sociaux</i>
189	<i>Chapitre 2 : Les domaines des manifestations</i>
203	<i>Chapitre 3 : Les règles encadrant la manifestation</i>
243	<i>Chapitre 4 : Les modalités de mise en œuvre de la manifestation</i>
273	Titre 3 : Expliquer l'action manifestante
275	<i>Chapitre 1 : Les organisateurs</i>
327	<i>Chapitre 2 : La société civile et l'action manifestante</i>
373	<i>Chapitre 3 : Les mondes sociaux des manifestations</i>
415	<i>Chapitre 4 : Essai de modélisation du débat dans une arène publique</i>
427	Conclusion
441	Bibliographie
529	Table des matières

Il est fâcheux pour l'idéal de la rationalité instrumentale que des buts plausibles ne soient pas en fait disponibles, mais plus importante encore, à supposer que le but soit disponible, est l'absence d'un monde unique dans lequel l'efficacité pourrait être mesurée à la même aune unique. Je pense que cette pluralité des mondes a toujours fait partie de la condition humaine, qu'elle n'a donc rien de nouveau, mais que nous en sommes récemment devenus plus conscients.

Ernst Gellner, 1986

Introduction

Introduction

Manifester dans la rue représente aujourd'hui quelque chose de banal et pourtant d'exceptionnel. Banal, car il ne se passe pas un jour sans que de nombreuses manifestations se déroulent, que ce soit à Paris, à Prague, à Pékin ou à Santiago. Exceptionnel, car il arrive que des manifestations telles que la révolution de velours, la place Tiananmen, la révolution des œillets ou la marche sur Rome des chemises noires donnent aux manifestants la juste impression de changer le cours de l'histoire.

Bien qu'étant aujourd'hui une pratique internationale, la manifestation de rue, se différencie d'un pays à l'autre. Mettant en scène la révolte, elle utilise une forme et un type de légitimité constitués dans des régions et à des époques de l'histoire bien précises. De même, le coût d'une manifestation n'est pas le même à Pékin ou à Rome. Enfin, à coût égal, l'utilisation de cette pratique n'est pas la même à Paris et à Bruxelles. La pratique de la protestation par la rue, entre le local et le global, est un sujet à échelles variables.

A. Le sujet

La manifestation de rue, en République tchèque¹ sous le communisme, était rare et chère. La relative multiplication des protestations avant la fin du régime (1988-1989) n'en faisait pas moins un élément peu courant de la vie publique. Qu'en est-il après 1989 ? Notre sujet est le fruit de nombreux questionnements :

¹ Tout d'abord, dans la fédération communiste appelée République Socialiste tchécoslovaque, puis dans le cadre de la République fédérale tchèque et slovaque et enfin, en tant qu'Etat indépendant depuis le 1^{er} janvier 1993.

Les réformes libérales et autres changements structurels ont-ils mené à des protestations massives ? Le risque de manifester semble, à première vue, bien inférieur après 1989. Est-ce que les manifestations apparaissent spontanément après les changements économiques et politiques et leurs nouvelles inégalités ? Ou au contraire, le bien-être procuré par l'arrivée du libéralisme occidental limite-t-il les raisons de protester ? Sans tomber dans les excès des stéréotypes qui décrivent le caractère national tchèque comme peu enclin à la violence (ou au courage, suivant les interprétations), quelle est l'influence du facteur culturel sur la protestation par la rue ? La pratique manifestante évolue-t-elle, suivant un apprentissage de la liberté d'expression semblable à celui des pratiques marchandes dans le capitalisme ?

Pour répondre à ces questions, nous avons décidé d'étudier qui proteste par la rue en République tchèque, pourquoi et comment et ceci de la fin du communisme jusqu'à maintenant.

Avant de présenter notre méthode ainsi que notre problématique, nous allons tout d'abord revenir sur l'intérêt que nous voyons à ce sujet de recherche.

B. Contexte paradigmatique de l'étude

L'intérêt de l'étude se place dans le cadre de paradigmes qu'elle interroge et auxquels elle participe. L'étude de la pratique manifestante en République tchèque est un sujet présent dans les différentes sciences sociales, y compris les études territoriales (ou études des aires culturelles et politiques.)

Les sciences sociales abordant le thème de la pratique manifestante sont divisées par des usages et thématiques disciplinaires qui trouvent leurs origines dans un héritage des mondes universitaires plutôt que dans une division épistémologique justifiée. La manifestation est un acte politique, un construit historique qui comporte une dimension anthropologique et sociologique. Nous présentons maintenant succinctement la problématique que nous développerons dans le chapitre 1 du Titre 1.

Manifester est un acte politique

Il l'est tout d'abord parce qu'il peut avoir une influence en politique. La manifestation de rue participe de la construction démocratique d'après A.Etzioni ou A.Touraine. Il semblerait qu'elle n'ait pas finalement beaucoup d'influence sur les politiciens, aux dires de certains auteurs tel que

M.Dobry. Pour P.Favre, elle est considérée comme une action collective illusoire. Elle peut même être considérée comme une action politique anti-démocratique (Sartori). L'influence de la manifestation sur la politique et son efficacité est une clef d'entrée d'étude de la manifestation comme acte politique.

Une autre entrée est celle de l'incitation à l'action. Protester est une entrée en politique originale, et l'étude de l'incitation permet de comprendre les motivations de l'action. La manifestation de rue est-elle le registre des dominés, pour des raisons de structures des dominations sociales? Ou est-ce l'intérêt individuel, mobilisé par des Organisations de Mouvements Sociaux qui constitue le facteur explicatif essentiel? Dans ce dernier cas, quelle est l'influence de l'idéologie, du discours, et donc des facteurs « culturels » dans l'explication de l'action?

Manifester est un construit historique

La manifestation, symbolisant la volonté populaire, utilise une forme de légitimité qui ne fait sens que lorsque c'est la volonté populaire qui est censée représenter la nation et non pas la volonté religieuse ou royale. Cette forme de légitimité démocratique est apparue avec le nationalisme moderne en Europe, c'est-à-dire avec les révolutions américaine et française.

Cette forme alternative de légitimité démocratique permettait d'opposer à la légitimité procédurale, le *romantisme démocratique*. Cette pratique est une ressource en action publique trouvant sa légitimité dans la prétendue âme du peuple, dans l'expression collective d'une volonté sincère et unique. Aussi illusoire et parfois populiste que soit ce type de légitimité, c'est lui qui a permis la construction démocratique telle que nous la connaissons actuellement.

Cette pratique sociale a ensuite connu une régulation et un cadre légal durant le 19^{ème} siècle. L'étendue de ce type de paradigme démocratique a suivi les constructions nationales, connaissant toutefois de grandes différences d'un Etat à l'autre, autant dans les pratiques que dans ses régulations.

La protestation par la rue connaît une dimension anthropologique

Les différences nationales de pratiques manifestantes peuvent être analysées comme découlant des structures sociales ou encore comme découlant de la culture nationale. Si les discours nationalistes ont construit la nation (Gellner), cette dernière connaît des définitions diverses provoquant des conflits d'interprétation. Le vocabulaire des motifs ou encore la forme de la légitimité découle parfois d'une définition nationale. Nous allons vérifier, dans notre étude, l'intérêt et la pertinence d'un tel critère.

Par ailleurs, la manifestation comprise comme un argument dans le cadre d'un débat idéologique est un agent social dans l'économie des conventions (comme comprise par B. Lepetit). L'étude du facteur culturel de l'action collective est ici à la frontière entre anthropologie et sociologie, étant données les pistes offertes à l'étude de la mobilisation d'une part, par la sociologie de Boltanski en France et d'autre part, par celle de David Snow et de l'école de Chicago aux Etats-unis².

Enfin, l'influence des groupes dominants dans la construction d'une culture légitime et la structure sociale des dominations est un critère à prendre en compte. L'influence des facteurs exogènes, à une époque où l'Etat voit son monopole de la culture légitime menacé, est aussi à prendre en considération dans notre étude des manifestations.

La manifestation a une dimension sociologique

La sociologie spécialisée des mobilisations nous amène à revenir sur un type d'agents sociaux que sont les Organisations de Mouvements Sociaux (OMS, Zald, Mac Carthy). Pour les étudier, il nous faut prendre en compte leurs ressources. De même, la *structure des opportunités politiques* (Tarrow) peut être un des éléments explicatifs de leur action. Mais les guerres d'écoles nous amènent à revenir sur le statut de la cause annoncée de la manifestation: est-ce un *illusio*, une raison sincère? Ce statut est-il dépendant des arènes publiques? Les agents sociaux connaissent des raisons objectives et subjectives de protester. Ils ont une influence structurelle sur la protestation et jouent un rôle indirect sur l'évolution des normes sociales et des grands discours. Nous avons fait, entre autres, l'hypothèse d'une coalition discursive ou symbolique des causes dans la protestation commune.

La manifestation est avant tout la gestion du sens de l'action. Ce sens est à interpréter d'une part dans le cadre du débat dans les arènes publiques, du point de vue politique. D'autre part, il est socialement à réintégrer dans le cadre d'une histoire de vie, d'une justification individuelle ou de groupe d'une action. Les dimensions politiques et sociales passent par le calcul de la gestion du sens (lorsque les agents sociaux calculent) et par la compréhension du mode de calcul. Ceci nous a amené à nous poser la question du rôle particulier des *producteurs de sens* dans la mobilisation. Enfin, les mobilisations peuvent avoir des influences sociales de long terme. Elles sont l'occasion de créer des institutions, de faire évoluer les cadres interprétatifs de mondes sociaux...

² Voir à ce sujet, en France, entre autres le livre de Cefaï D. & Trom D. (eds), *Les formes de l'action collective, Mobilisations dans des arènes publiques*, éd. de l'EHESS, Paris 2001.

Comme toute étude connaissant une aire géographique et temporaire, la nôtre participe d'une meilleure connaissance d'une région et donc s'insère dans le cadre des **études territoriales**³ : celle du post-communisme et de la transition démocratique, celle des études centre et est-européennes, celle des études tchèques, européennes et par extension, celle des études internationales.

Les études post-communistes

Les études du post-communisme sont en grande mesure un héritage des études du monde soviétique et est-européen. La recherche d'une spécificité communiste a fait place à la recherche d'une spécificité héritée, celle du post-communisme⁴. Cette approche connaît des biais liés au caractère pluri-sémantique d'un terme signifiant soit la spécificité d'un héritage, soit définissant une région géographique et temporelle.

Parmi les études du post-communisme, il nous faut accorder une place particulière à la « transitologie ». Cette approche, est plus axée sur le chemin menant du communisme à la démocratie de marché et beaucoup moins sur la question de l'héritage spécifique. La question de la démocratisation peut être ici directement concernée par la question de l'apprentissage de la protestation par la rue.

Certaines rares études, d'ailleurs, s'appliquent à l'étude de la protestation dans le post-communisme. Parmi ces études, celle d'Alain Touraine et de son équipe a marqué la recherche sur les mouvements sociaux en Europe Centrale, notamment l'étude sur *Solidarność*. La recherche de l'*Acteur historique*, dans le cas tchèque, n'a pas été couronnée de succès.

Il nous faut, entre autres, citer les travaux de Béla Greskovitz et sa réflexion sur l'absence de protestation en Europe post-communiste. C'est cette absence qui explique que des réformes aussi importantes aient pu être menées.

L'Europe Centrale

L'étude d'une Europe centrale spécifique connaît une longue tradition. Celle-ci a été réactivée par la dissidence et ses amis pour justifier d'une appartenance civilisationnaire de ces pays à

³ La notion de territoire a été l'objet de nombreuses réflexions de la part des géographes qui, au fil du temps, ont fait évoluer sa signification. L'idée de territoire est en lien avec la notion d'espace et bien que utilisée souvent en synonymes ces termes se distinguent sous plusieurs aspects et varient aussi de sens selon les conceptions. Nous pouvons considérer les territoires politiques, culturels ou linguistiques. Dans ce dernier cas, la notion d'aire linguistique ou culturelle est parfois préférée. Voir SACK R., *Human Territoriality. Its Theory and History*, Cambridge University Press, Cambridge 1986. Nous développons cette thématique dans le chapitre 2 du Titre 1.

⁴ Concernant la difficulté de saisir le post-communisme et certains aspects de sa définition voir Mink G., Szurek J.-C. (dir.), *Cet étrange post-communisme : rupture et transitions en Europe centrale et orientale*, Presses du CNRS/La découverte, Paris 1992.

l'occident. La spécificité culturelle de cette région ne peut que difficilement expliquer directement l'existence de protestations ou leur absence. Cette spécificité, quand elle existe, peut toutefois porter sur les structures sociales et sur les thématisations politiques et historiques. La position de l'intelligentsia ou celle des intellectuels et des artistes fait partie des éléments à prendre en compte.

Parmi les études sur la protestation en Europe Centrale, celles d'Ekiert et Kubik attribuent des traditions nationales protestataires. Leurs réflexions semblent mener à une impasse au niveau de la théorisation.

La nation tchèque

Les nations ont été constituées par des discours nationalistes (M. Hroch, E. Gellner). La nation tchèque aurait été créée comme nation culturelle, donnant une place spécifique aux intellectuels et aux artistes. Nous ne pouvons exclure que les discours étant à la base de la construction de la nation tchèque rendent plus coûteuse ou moins rémunératrice, la protestation, par comparaison au cas français.

Les études de la société tchèque semblent moins unifiées dans l'approche qu'elles adoptent. Concernant la protestation, la théorie d'Ivo Možný, dans son livre « Pourquoi si facilement », revient sur la question de l'explication concernant l'étonnante facilité qu'ont eu un petit nombre de protestataires à faire tomber le régime. Sa réflexion va dans le sens d'une faible socialisation des individus à la vie publique et d'un surinvestissement du privé avant 1989.

Les paradigmes de l'international

La première question, à laquelle nous sommes souvent confrontés est celle de l'Européanisation des pratiques. Celle-ci nous semble toutefois un phénomène mineur, l'Europe occidentale n'ayant pas unifié ses pratiques non plus.

Les études de la mondialisation et des mouvements alter-mondialistes nous ont semblé être plus intéressantes. En effet, outre les questions des pratiques, il existe des mises en réseaux d'organisations, et surtout l'unification de discours de justification de grands secteurs. Nous avons voulu en étudier les modalités en terrain tchèque.

C. La méthode :

Face à ce contexte paradigmatique, nous avons décidé d'adopter une approche pluriparadigmatique. Nous avons, pour cela, mis en place une méthode d'étude, que nous développons dans le chapitre 3 du Titre 1.

Mais avant de ce faire, il nous faut revenir sur notre relation au sujet. Ce n'est plus, en effet, un secret en sciences sociales, qu'une recherche ne s'exprime que dans la tension qui existe entre un auteur et une problématique. Nos premières motivations, notre rencontre avec le sujet, nos évolutions constituent cette tension qu'il nous faut reconstituer, afin de présenter notre démarche.

Mon itinéraire

Je⁵ suis franco-polonais. J'ai été élevé en France, avec un attachement pour la Pologne et un désir de mieux connaître ce pays, par tous ses aspects : sa langue, sa littérature, ses usages, son histoire etc. Le rejet de la domination soviétique, le soutien à la dissidence ont été des éléments idéologiques avec lesquels j'ai grandi. Me sentant polonais, je me sentais centre-européen. Je percevais l'Europe centrale ou du centre-Est comme une région connaissant une communauté de destins nationaux, celle d'un occident kidnappé par un pouvoir oriental⁶. C'est ainsi que lorsque j'ai fait mon DEA à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, cycle d'Etudes de la transition démocratique de l'Europe postcommuniste (*Ex Etudes soviétiques et Est-Européennes*), le fait d'avoir 11 professeurs spécialistes de la Russie ou de l'Union soviétique, une spécialiste de l'Allemagne et seulement deux (excellents) professeurs spécialistes du reste de l'Europe Centrale⁷ a renforcé chez moi, comme chez une partie des étudiants, une identité centre-européenne. Il nous paraissait partiellement inapproprié d'entendre parler de l'Europe centrale

⁵ Remarque concernant la rédaction: nous avons fait le choix d'utiliser un „nous“ pluriel dans la rédaction de cette thèse, car notre étude n'a pas été le résultat du seul travail de son auteur. Elle a été conçue sous la direction de Georges Mink, et dans l'interaction avec les commentaires des chercheurs auxquels elle a été confrontée lors de séminaires de recherches au sein du Laboratoire d'Analyses des Systèmes Politiques de l'Université de Paris Ouest, devenu plus tard l'Institut des Sciences Sociales du Politique, du Centre Français en Sciences Sociales de Prague, de l'Atelier en Sciences Sociales de l'EHESS, du Central European Seminar –séminaire doctoral Centre-européen, lors de plusieurs écoles doctorales, mais aussi lors de conférences et de débats individuels avec plusieurs chercheurs. Je suis passé toutefois au « je » pour les quelques paragraphes qui suivent. Ils concernent, en effet, des éléments me concernant personnellement, et qui ont eu une influence sur l'écriture et la formulation de la thèse.

⁶ Milan Kundera, « L'Occident kidnappé ou la tragédie de l'Europe centrale », *Le Débat*, 27, 1983, p. 3-22. Il est à noter ici que les recherches menées par mon père, universitaire sur l'Europe Centrale, ont contribué à construire mon intérêt pour l'étude de cette aire.

⁷ Mon directeur de thèse, Georges Mink, ainsi que Jacques Rupnik.

par des spécialistes de la Russie, développant parfois une vision ne nous convenant pas idéologiquement, ou même qui nous semblait biaisée.

Aussi, c'est pour mieux connaître l'Europe centrale que j'ai commencé un doctorat de Science Politique. Mais l'idée même qu'en tant que spécialiste de la Pologne, je parle de toute l'Europe Centrale m'a semblé aussi pénible que celle d'avoir des spécialistes de la Russie parlant de toute l'Europe postcommuniste du point de vue russe. J'ai donc entrepris l'apprentissage du tchèque et du hongrois et prévu une étude comparée.

Notre idée était d'étudier de manière comparée les protestations sous le communisme, afin de faire ressortir, par delà la communauté de destin, des spécificités nationales. En effet, les mouvements de protestations contre le communisme dans les trois pays m'avaient souvent été présentés comme l'expression de la vraie nation contre l'Etat, courroie de transmission du pouvoir soviétique. Je ne me posais pas la question, à l'époque, de la définition de la vraie nation. Le caractère massif de *Solidarité* et l'influence de l'Eglise polonaise avaient aussi réussi à effacer, dans mon esprit, la contradiction entre l'idée de « vraie nation » et le caractère marginal de la dissidence en Europe centrale. Mais la variable « revendications sociales » des protestations polonaises, soulignée dans plusieurs études, ne m'avait pas échappé. Je souhaitais comprendre l'articulation entre l'individuel et le collectif, le national et le social, la culture et la politique.

J'ai obtenu une bourse du ministère des Affaires Etrangères⁸ et j'ai été accueilli à l'Institut d'Etudes Politiques de l'Académie Polonaise des Sciences, sous la responsabilité du grand historien Andrzej Paczkowski⁹. J'ai participé alors régulièrement aux séminaires d'histoire contemporaine qu'il organisait pour son équipe de recherche. J'ai été aussi invité à suivre les séminaires d'habilitation de Madame Antonina Kłosowska, grande sociologue spécialiste de la culture de masse¹⁰.

Les consultations avec mon directeur de thèse, Georges Mink, mon tuteur Andrzej Paczkowski, ainsi que les débats de ces séminaires et ceux du LASP à Nanterre nous ont amené à choisir de travailler sur archives. Les archives de la police et du parti étaient officiellement ouvertes et cela

⁸ Il s'agit des bourses bilatérales gérées par le ministère français des Affaires Etrangères, que je tiens à remercier ici.

⁹ Les séminaires d'études du professeur Paczkowski m'ont apporté énormément, et je tiens à l'en remercier chaleureusement ici.

¹⁰ Je tiens à remercier ici aussi Feu Madame Kłosowska et lui rendre hommage pour son érudition, la qualité de ses séminaires, et surtout pour ses qualités humaines.

devait nous permettre d'éviter les visions enchantées qu'une étude sur les grandes protestations du communisme déjà connues (1956, 1968 ...) provoquerait sans terrain convenable.

La réalité de notre recherche de terrain s'est avérée tout autre. Après deux ans de recherches, les archives « ouvertes » ne l'étaient toujours pas pour nous. Le soutien de Paczkowski, les contacts aux plus hauts niveaux, le lobbying quotidien nous ont pourtant permis de lancer régulièrement de nouvelles procédures, sans qu'elles n'aboutissent jamais. L'ouverture des archives était liée à une décision politique et l'instabilité politique du moment n'était pas un facteur favorable à notre étude. Seules les archives du Comité central m'étaient ouvertes, et bien que passionnantes, elles ne nous permettaient pas de traiter le sujet que nous avons choisi.

Ayant appris entre temps le tchèque, nous avons décidé de commencer notre terrain tchèque. Nous avons été alors accueilli par le Cefres, Centre Français de Recherches en Sciences Sociales de Prague. Après plusieurs mois d'études, nous avons obtenu l'ouverture des archives tchèques sur le sujet. Nous n'avons obtenu, dans les faits, que quelques dossiers quasiment vides¹¹.

Ce fait était d'autant plus décourageant qu'en passant notre temps à la quête de sources primaires et à la lecture de nos sources secondaires portant sur l'histoire du communisme ou les théories de sociologies politiques, nous étions en train de passer à côté des célébrations des dix ans de la révolution de velours. En effet, 1999 était l'année du retour du passé, et les conférences sur 1989 alternaient avec les documentaires sur les anciens dissidents, les protestataires, les révolutionnaires.

En 1999, à Prague, en parallèle aux multiples manifestations scientifiques (historiques) ou commémoratives, de nombreuses protestations avaient lieu, comptant parmi les organisateurs des héros de la protestation d'avant 1989, les dissidents.

C'est ainsi que s'est dessiné notre sujet. Georges Mink a accepté notre changement de sujet, face aux insurmontables difficultés du travail en archives. Nous avons décidé de nous limiter à l'étude de la protestation par la rue après 1989, en République tchèque. A la suite de nos interrogations concernant le lien entre le national et le social, entre l'individuel et le collectif, nous avons commencé à nous interroger sur le poids de l'histoire et sur la constitution des groupes sociaux.

¹¹ Que se soit dans les archives d'Etat ou dans les archives du Bureau d'enquête sur les crimes du communisme.

Observer

Tout d'abord, nous avons décidé de concentrer notre observation et analyse sur les institutions de la manifestation. Pour cela, il nous a fallu être préinformé des manifestations à venir. Nous avons procédé à des observations participantes, nous concentrant principalement sur les années 1999-2001. Par ailleurs, nous avons typologisé en grands domaines les manifestations, en fonction du sens attribué à l'action, collant au sens commun. Pour cela, nous avons étudié les matériaux fournis par la police tchèque. Nous avons aussi analysé les règles du jeu de l'action manifestante. Il nous fallait comprendre l'intrigue, les coups joués, les buts des jeux. Enfin, nous avons tenté de reconstituer les modalités de mise en œuvre du jeu.

Etudier le militantisme

Afin d'étudier le militantisme, nous avons tenté, par des entretiens semi-directifs, de reconstituer les motivations à l'engagement. Nous avons, entre autres, tenté de reconstituer les histoires de vie. Outre des « entretiens de foule », nous avons reconstitué les appartenances sectorielles, observant que les motivations collaient généralement aux secteurs.

Nous avons aussi et surtout tenté de comprendre les organisateurs. Des entretiens prolongés ont été complétés par d'autres sources pour les plus célèbres d'entre eux. Nous nous sommes basés sur des documents audio-visuels d'une association pour les manifestations d'extrême-droite.

Au delà des manifestations

La manifestation n'a pas été considérée uniquement comme un sujet d'étude, mais aussi comme une clef permettant d'observer d'autres objets sociaux. Ceci nous a permis de revenir sur des questions de sociologie que nous ont inspirées entre autres L. Boltanski et P. Bourdieu.

La question des mondes sociaux, tels que les comprend Boltanski, nous a semblé particulièrement importante. Les mondes sociaux sont autant de réservoirs de ressources pour les organisateurs que des cadres interprétatifs ou/et justificatifs de l'action. Enfin, nous avons recherché les ressources endogènes et exogènes à ces mondes, matérielles et symboliques, afin de reconstituer les systèmes d'allocation des ressources.

L'étude de la manifestation en République tchèque a été considérée comme une entrée originale dans l'étude de la société tchèque. La césure de 1989, avec l'instauration d'un régime de démocratie libérale après un régime autoritaire de type soviétique a été la raison du choix des dates de l'étude. Le changement de régime est aussi l'occasion de mieux comprendre ce qui relève des dispositions intégrées et ce qui relève des structures. La période de vingt ans devait

permettre de comprendre les évolutions, en faisant la part de ce qui était cyclique et de ce qui ne l'était pas, tout au moins dans une perspective annuelle.

D. La problématique:

Nous voulons, dans ce travail, faire le point sur les présupposés et implications de notre étude, avant d'observer et de comprendre l'action manifestante, à Prague, dans les années 1989-2009. Nous avons rédigé à cet effet, notre travail en trois titres.

Le titre 1, L'approche pluriparadigmatique, est l'occasion de revenir sur l'ensemble des paradigmes mobilisés pour mener notre étude et ce, de manière discutée.

Le titre 2, Manifester en République tchèque, est une présentation des manifestations telles que nous avons pu les observer.

Le titre 3, Expliquer l'action manifestante, se consacre aux raisons majeures menant à l'usage de telles pratiques protestataires.

Titre 1

L'étude pluriparadigmatique de l'objet

Chapitre 1

L'étude des manifestations de rue en sciences sociales

*"La représentation rationnelle de l'univers aboutit à une cristallisation de la vérité, figée dans les formes imposées par les structures de la science. (...)
Le romantisme dénonce cette aliénation ; la conscience, pour se découvrir elle-même, doit se déprendre de l'univers du discours objectif dont elle est captive, et chercher en elle-même le principe de l'authentique connaissance de soi et du monde."*

Georges Gusdorf, *L'Homme romantique*, 1984, p. 78

1. LA MANIFESTATION COMME ACTE POLITIQUE

La manifestation est un acte politique. Quand on est français, cela fait partie du sens commun. En France, manifester est courant et les organisateurs n'appellent pas ouvertement à ce que la manifestation soit « politisée », elle en est bien souvent soupçonnée par les médias ou par différents acteurs mis en cause. Si manifester est agir politiquement, s'agit-il d'un type d'action spécifique ? Quelle est l'influence de ce type d'action en politique ? Quel est le rôle de l'incitation politique à l'action manifestante (ou pour dire cela différemment, dans quelle mesure est-ce autre chose qu'une action politique) ? Quelles sont les politiques de gestion des manifestations ? Toutes ces questions font de la thématique manifestante, à notre avis, un sujet de science politique important, que ce soit dans une réflexion fondamentale ou appliquée sur la manifestation de rue.

a) Les manifestations et leurs influences sur la politique

La manifestation a-t-elle une influence en démocratie ? « Oui ! » répondraient sans s'interroger plus longtemps de nombreux politiciens. Combien de ministres de l'Education nationale ont connu en France des tournants dans leur carrière, suite à ce type de mobilisations. Cette remarque montre l'intérêt d'une réflexion sur les fonctions d'une manifestation dans un système.

La manifestation est généralement considérée comme allant de soi en démocratie. C'est une forme d'action publique collective si commune que certains l'estiment comme essentielle à la démocratie. Amitai Etzioni¹² considérait déjà dans les années 1970 la manifestation comme un correctif à l'élection. Pour lui, la manifestation aurait une fonction d'affinage de la volonté populaire, permettant de prendre en compte des revendications et des groupes que le système électoral imparfait ne représente pas, ou mal. Pour Alain Touraine, « L'action collective ne vise pas à donner à chacun son dû, mais soit à renforcer, la position des dirigeants, soit à faire appel, au nom des dominés, à l'idée d'égalité comme instrument de lutte contre l'inégalité »¹³. Et la démocratie existe, d'après cet auteur, lorsque c'est la société civile qui légitime l'Etat¹⁴, car « La démocratie est une médiation institutionnelle entre l'Etat et la société dont la liberté repose sur la souveraineté nationale »¹⁵. Les manifestations peuvent être interprétées, reprenant le modèle présenté par cet auteur, comme des actions de la société civile devant légitimer ou délégitimer l'Etat, et permettant au bout du compte, un renforcement de la démocratie. Les théories d'Amitai Etzioni et celles d'Alain Touraine sont l'expression d'une recherche d'atteinte d'un idéal indéfinissable et inaccessible que serait la démocratie réelle et non formelle. Les mobilisations, par la remise en cause des procédures, cadres et normes en vigueur, construiront cette démocratie. Aussi, nous considérerons ces auteurs comme participant du *romantisme démocratique*¹⁶. Enfin, des manifestations de rue ont été le moyen de réclamer plus de démocratie à diverses époques et lieux, que ce soit durant Solidarność en 1980-1991 en Pologne,

¹² Etzioni A., *Demonstration democracy*, Gordon and Breach, New York 1970.

¹³ Touraine A., *Qu'est-ce que la Démocratie*, Fayard, Paris 1994, p.55.

¹⁴ Touraine A., *Qu'est-ce que la Démocratie*, Fayard, Paris 1994, p.65.

¹⁵ Touraine A., *Qu'est-ce que la Démocratie*, Fayard, Paris 1994, p.65.

¹⁶ Nous ne voulons pas, par cette réflexion exprimer l'idée que ces auteurs se veulent héritier d'une pensée du romantisme du 19^{ème} s. Pour beaucoup, le romantisme est relié à la pensée conservatrice, et il est fort possible que ces auteurs n'en soient pas ravis. Nous considérons le romantisme démocratique plutôt comme un paradigme. La recherche de l'« âme » de la démocratie par-delà la procédure est une démarche très semblable à celle des romantiques cherchant l'« âme » des peuples au delà de leurs Etats. Nous développons cette pensée dans la partie « I.2. la manifestation comme construit historique ».

fin 2004-début 2005 en Ukraine, fin 1999-début 2000 pour une télévision libre en République tchèque, mais aussi à Tiananmen, au Congo etc.¹⁷

Du point de vue de la plupart des manifestants, il semblerait que la manifestation n'ait finalement pas beaucoup d'influence sur les politiciens, voire même sur la politique¹⁸. Le nombre important de mobilisations passées inaperçues dans les médias, ou qui sont volontairement ignorées par les politiciens pourrait pousser à plus de scepticisme. Aussi, en opposition aux théories précédemment évoquées, nous pouvons citer Pierre Favre. Dans l'introduction à l'ouvrage collectif *La manifestation*, il remarque que les manifestations ont souvent tendance à dégénérer, ce qui semblerait contredire leur caractère démocratique¹⁹. De plus, elles modifient très rarement le cours des décisions gouvernementales. « Plutôt que d'apparaître comme un correctif de la démocratie représentative, la manifestation semble au mieux un recours incertain, au pire une action collective illusoire »²⁰. Enfin, les manifestants n'ont que rarement la maîtrise du sens qui sera donné à leur démonstration²¹, et cela suivant des logiques de fonctionnement du monde médiatique. Déjà Giovanni Sartori oppose les protestations telles que les manifestations à la démocratie, rappelant les manifestations des chemises noires fascistes en Italie en 1922²².

Notre étude nous amènera à nous poser la question de l'intérêt de ces deux approches pour la description des logiques politiques mobilisées lors d'actions collectives de type manifestation de rue et par là participer au débat théorique concernant la démocratie.

D'autre part, dans toutes ces théories, la fonction de la manifestation, si elle existe, est liée par le politiste à son efficacité en politique. Ce qui nous amène à nous interroger sur la définition de l'efficacité d'une manifestation, et des moyens d'observation de son influence en politique. Pour ce dernier point, nous définirons au préalable ce qu'est la politique.

¹⁷ Cette conception, cette utilisation n'est pas limitée uniquement à ces auteurs.

¹⁸ Dobry, M., « Calcul, concurrence et gestion du sens. Quelques réflexions à propos des manifestations de novembre-décembre 1986 » in Favre P. (dir.), *La Manifestation*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris 1990 p.357-386.

¹⁹ Favre P. (dir.), *La manifestation*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris 1990, p.60.

²⁰ Favre P. (dir.), *La manifestation*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris 1990, p.61.

²¹ Favre P. (dir.), *La manifestation*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris 1990, p.62.

²² Sartori G., *The Theory of Democracy Revisited*, Chatham House Publisher, Chatham 1987, vol.I chap. 5-3, cité par Fillieule O., *Stratégies de la Rue, les manifestations en France*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris 1997 p. 16.

Il est possible de définir la politique par l'Etat tout comme le faisait Aristote (la *polis*)²³. Ceci nous limiterait toutefois, dans notre étude, aux politiques d'Etats (maintien de l'ordre) et par extension, aux seules interactions entre elles et l'Etat.

Dans la compréhension du politique dans une perspective Aronienne ou Dahlienne²⁴ tout exercice du pouvoir est politique, et inversement, la politique est l'exercice du pouvoir. Cette perspective s'éloigne beaucoup du sens commun d'un militant manifestant qui se pense politisé alors que son action n'a que peu ou n'a pas du tout d'influence directe sur l'allocation des ressources. La notion de politique, dans l'analyse sociale, doit rejoindre l'accession qui est faite par les agents, et qui constitue un élément de structuration de leurs rationalités. Cette compréhension du pouvoir ne nous permet pas de comprendre les logiques en jeu dans la constitution de l'action collective.

Dans une perspective wébérienne²⁵ est politique un groupe de domination dont les ordres sont exécutés sur un territoire donné par une organisation administrative qui dispose de la menace et du recours à la violence physique. Certes le caractère purement géographique du territoire tend à perdre en importance dans les logiques de pouvoirs²⁶, mais cette définition reste la plus pratique de notre point de vue, permettant d'allier les notions de pouvoir et celle de *polis*. Suivant Weber, nous dirons qu'une activité sociale, et tout particulièrement une activité de groupement, « est orientée politiquement » lorsque et tant qu'elle a pour objet d'influencer la direction d'un groupe politique, en particulier l'appropriation, l'expropriation, la redistribution ou l'affectation des pouvoirs directoriaux. »²⁷ Nous soulignerons, de plus, que nous considérons l'allocation des ressources symboliques comme un des éléments majeurs de la politique.

La manifestation de rue peut être analysée selon ce modèle comme une forme d'activité orientée politiquement, et donc son usage et sa capacité d'influencer la direction d'un groupe politique méritent d'être compris. Et comme bien souvent des actions planifiées donnent des résultats inattendus, la capacité à gérer sa propre capacité à changer la politique avec le résultat voulu (c'est-à-dire les possibilités intellectuelles et physiques, en potentiel et en pratique, pour un

²³ Van der Meeren S., *La Politique d'Aristote*, éd. Bréal, Rosny 2002 (avec le texte du livre III, chapitres I à XI), en particulier p.14-16, mais aussi p.53-60. Aristote s'intéresse particulièrement aux relations entre les citoyens et l'Etat, mais aussi insiste sur les relations d'amitié entre citoyens, ce qui contredirait notre présentation simpliste nécessaire à la rédaction.

²⁴ Dahl R., *Modern Political Analysis*, Prentice Hall, 2e éd., Hardcover 1970, p. 6.

²⁵ Weber M., *Économies et Société*, Plon, Paris 1971, édition pocket de 1995, tome 1, p. 97.

²⁶ Le terme « territoire donné » pourrait peut-être être remplacé par le terme « secteur », ou encore « monde social ». Nous proposons bien une appréhension du « territoire » dépassant sa signification purement géographique.

²⁷ Weber M., *Économies et Société*, Plon, Paris 1971, édition pocket de 1995, tome 1, p. 97.

individu ou un groupe d'influencer la politique dans le sens voulu) fera aussi l'objet de notre étude. C'est donc non seulement le fait d'avoir une influence qui est à prendre en compte, mais aussi le fait d'avoir l'influence voulue. Nous appellerons cette dernière *l'efficacité politique* d'une manifestation.

Un des pionniers de la réflexion sur les aspects politiques de l'action collective, Charles Tilly, définit, dans l'un de ses ouvrages les plus célèbres, le but de l'action collective comme la redistribution des ressources du centre de pouvoir. Avec l'apparition de l'Etat-nation, les pouvoirs s'étant centralisés, voir nationalisés, le gouvernement devient une organisation contrôlant et concentrant les principaux moyens de coercition de la population²⁸. L'action collective est politique dans le sens de la volonté de changer le système d'allocation des ressources. Ce système d'analyse se heurte à de nombreux questionnements. D'inspiration marxiste, l'auteur s'intéresse à la réalité des rapports sociaux et non aux perceptions. Se voulant d'inspiration stratégique, le modèle explicatif ne permet pas de comprendre les erreurs d'action collective, ainsi que les échecs, car il suppose de fait que chaque acteur connaît la réalité des rapports sociaux et, disons le, des injustices. Ainsi, ni les représentations des élites du pouvoir²⁹ (considérées comme trop homogènes) ni les représentations de la population ne sont vraiment prises en compte par cette approche objectiviste.

Les manifestations sont-elles explicables par des facteurs objectivement définissables? L'efficacité politique est-elle mesurable? Les manifestations ont-elles une fonction démocratique?

Si nous considérons les manifestations comme une action collective d'individus partageant une même cause, le but d'une manifestation est défini par le mot d'ordre principal des organisateurs. La logique et l'efficacité sont alors plus ou moins facilement définissables. Cependant, cette simplification est abusive, et mène à des raisonnements faux. Un aspect important des recherches concernant l'action collective concerne les politiques publiques de gestion de l'ordre public. Quelles pratiques du maintien de l'ordre adopter dans une démocratie pour faire face à l'affrontement entre des groupes contestataires et le pouvoir politique? Cette problématique a

²⁸ Tilly C., *From mobilization to revolution*, Addison-Wesley 1978, p. 52.

²⁹ Sur l'importance des représentations des élites, voir Veyne P., « Foucault révolutionne l'histoire », in Paul Veyne, *Comment on écrit l'histoire*, Le Seuil, Paris 1971 ; suivi de *Foucault révolutionne l'histoire*, Le Seuil, Paris 1978.

été déjà largement traitée avec des approches de politique publique³⁰, ou bien avec des approches de sociologie de l'action publique, ou encore de sociologie professionnelle ou enfin avec une approche de sociologie historique des processus. L'Etat est compris suivant l'idéaltype de Weber, comme revendiquant, et ce avec succès, le monopole de la violence légitime. C'est pourtant autour de la légitimité de l'utilisation de cette violence étatique que divergent le plus souvent les différentes interprétations de la répression des actions collectives. Notre étude voudrait aussi porter sur la gestion administrative et policière de la répression et en même temps sur la gestion administrative de la légitimité de cette dernière. Un autre aspect à prendre en compte est évidemment le résultat non voulu voire inattendu d'une action collective³¹. Ceci recouvre les erreurs de stratégie, les interactions imprévues (une manifestation qui dégénère). Evidemment, pour prendre en compte cet aspect, il nous faut avant reconstituer ce qui était attendu, et donc reconstituer les raisonnements, qu'ils soient individuels ou collectifs. Cela nous ramène toujours à prendre en compte les différences de raisonnements et de buts en fonction des individus, ou des groupes.

La prise en considération ne serait-ce que de la multiplicité des mots d'ordre, la multiplicité des motivations exprimées et des slogans amènent à plus de retenue. Il est aussi absurde de nier l'existence d'éléments d'unité d'action que de considérer comme uniformes les tenants et les aboutissants prévus des actions individuelles. Le lien entre volontés individuelles et les résultats tels qu'ils sont interprétés n'est pas évident et reste à étudier. Enfin la socialisation à la politique, et la perception de la portée de l'action manifestante n'est pas uniforme non plus. Aussi, l'efficacité d'une action menée ne peut être prise en compte que par rapport au projet d'un ou de plusieurs individus, tel qu'il est conçu, même s'il n'est pas toujours exprimé comme tel. La multiplicité des non-dits et des interprétations multiples des mêmes éléments nous pousse à remettre en cause l'idée même de projet trop simplement défini. Le caractère indéfini et aléatoire des résultats de l'action ne peut que nous conforter dans nos doutes face à une recherche de fonctionnalisme démocratique.

Si ni le pire ni le meilleur n'est sûr d'une manifestation, et si un but unique et commun n'existe pas ou n'est pas analysable objectivement comme le voulait Tilly, quelle est donc son action politique ? Et surtout, dans le doute, qu'est-ce qui mène les individus à manifester ?

³⁰ Ne serait-ce que par Bruneteaux P., *Le maintien de l'ordre, les transformations de la violence d'Etat en régime démocratique*, les presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris 1996.

³¹ Boudon R., *L'art de se persuader des idées fausses, fragiles ou douteuses...* Fayard, Paris 1990 et Boudon R., *Le juste et le vrai : Etude sur l'objectivité des valeurs et de la connaissance*, Fayard, Paris 1995.

b) L'incitation à l'action manifestante politique

Qu'est ce qui incite les gens à manifester ? L'incitation est-elle donnée par des éléments objectifs ou des éléments plus subjectifs ? Ces éléments sont-ils semblables pour tout un groupe, ou doit-on se poser la question des motivations de chaque individu ?

L'action manifestante est souvent perçue comme le pouvoir des faibles, la forme d'action que les dominés choisissent pour agir. L'héritage des pères de la sociologie pourrait nous amener à penser de cette manière. Autant Karl Marx³² que Max Weber³³ ont concentré une bonne partie de leurs écrits à l'analyse des relations de domination. Par ailleurs, l'espoir qu'un mouvement social change la situation des plus pauvres était présent chez de nombreux sociologues et politistes depuis les analyses de ces auteurs.

Réserver l'usage des révoltes et des manifestations aux dominés et malheureux va de paire, généralement, avec l'explication de la révolte justement par le statut de dominé. Certains vont jusqu'à expliquer l'intensité de la révolte par l'intensité de l'injustice. Or, la lecture de nombreuses études et notre expérience nous ont appris que les mobilisations sont aussi fonction d'autres facteurs que celui de la domination³⁴. Lorsqu'en France, des manifestants sortent dans les rues pour défendre l'école publique, dans une concurrence affichée avec les manifestations qui devaient défendre l'école libre, qui est le malheureux ou le plus dominé ? La cause du dominé est-elle celle défendue par la manifestation ayant le plus de manifestants ? Ceci ne fait pas de doutes pour certains journaux, mais pour les sciences sociales, la réponse semble absurde. Cet exemple illustre bien à quel point suivre certains médias dans ce raisonnement reviendrait, pour les sciences sociales, à prendre un cul de sac.

D'un autre côté, ne peut-on considérer l'action manifestante comme un registre d'action des dominés ? Il semble relativement logique qu'un groupe dominant ayant un accès facile et peu coûteux aux médias pour s'exprimer n'utilisera probablement pas la manifestation, ce qui fait penser qu'il y a une affinité structurelle entre les groupes dominés et le recours à des formes

³² Le plus célèbre, évidemment, Marx K., *Le Capital : critique de l'économie politique*,. Livre premier : *Le procès de production du capital*; publ. sous la responsabilité de Lefebvre J.-P., PUF, Paris 1993, Mais aussi *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Ed. Sociales Internationales, Paris 1928.

³³ Evidemment Weber M., *Economie et société*, Pocket, Paris 1995 .

³⁴ Voir entre autre la critique de ce genre de théories dans Dobry M., *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Presses de la FNSP, Paris 1992.

supposées « moins institutionnalisées de prise de parole »³⁵. Mais l'exemple cité auparavant de manifestations qui s'opposent l'une à l'autre (que cela soit simultanément ou dans le temps) met en perspective que l'intrigue, les raisons de la manifestation ne résident pas dans une position dans la hiérarchie des dominations sociales, mais suivent parfois des logiques que la logique des dominations pourrait nous empêcher de voir.

La réflexion structurelle de la sociologie de la domination mène ici naturellement à des réflexions de type holiste. La position dans la structure définissant le mode d'action, l'intelligibilité des raisons de l'action est cherchée dans un objectivisme structurel ne permettant pas de saisir ne serait-ce que les différences de comportements de membres d'une même classe socio-économique ayant été éclairés de la même manière sur leur condition d'exploités. Pour dire cela autrement, les dominés ne se comportent pas tous de façon identique.

D'autres explications structurelles que celle de la domination ont été développées. C'est entre autre le cas de la théorie de la privation relative³⁶. Il s'agit entre autres d'expliquer les révoltes par une impulsion créée par la différence entre les attentes des individus et ce qu'ils obtiennent. Pour simplifier, il s'agit d'une théorie dans laquelle la révolte ou d'autres actions collectives ne sont que l'expression bruyante de frustrés. Cette théorie rejoint le sens commun des journalistes français qui expliquent chaque révolte, manifestation de rue, violence urbaine par la notion unique de « colère ». « La colère des usagers », la « colère » des jeunes issus de l'immigration, la « colère » des ouvriers ne serait qu'une étape supérieure à l'indignation menant à l'expression de cette dernière par la protestation. Cette explication non seulement nous fait tomber dans les biais de l'anthropomorphisation des foules, mais de plus n'explique pas pourquoi certaines colères 'ne prennent pas'. Elle ne prend pas en compte les liens préexistant entre les individus, qu'ils soient imaginaires (argument dit « culturel ») ou objectifs (analyses institutionnalistes ou néo-institutionnalistes). Les évolutions des réactions de la foule ne seraient ainsi pas expliquées par les interactions avec d'autres acteurs (la police), avec une situation politique. Enfin, comme dans les cas précédents, nous tombons dans ce que Michel Dobry³⁷ appelle l'illusion étiologique avec de plus un raisonnement qui tournerait en une tautologie, car non seulement l'individu se comporterait selon des règles dures, suivant les modèles de raisonnements cognitifs issus de

³⁵ Il s'agit entre autres de l'avis de Neveu E., *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, Paris 2000, p. 18-19.

³⁶ Entre autres dans Davis J., "Toward a Theory of Revolution", *American Sociological Review*, n°27 p. 2-19, 1962, ou Gurr T., *Why men Rebel*, Princeton University Press, Princeton, 1970, mais aussi dans Gurr T., *The conditions of Civil Violence : First Tests of a Causal Model*, Center of international Studies, Princeton University, Princeton 1967.

³⁷ Dobry M., *Sociologie des crises politiques*, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris 1992, p.48 à 61 et en particulier p. 48 à 56.

l'informatique (*input, output, process*), mais de plus, l'on pourrait mesurer le caractère insupportable de la frustration justement à la réaction. Ainsi, la cause expliquerait la conséquence, mais l'on observerait la cause que par ses conséquences. Il s'agit de déduction *ex post*.

Kitschelt³⁸ essaiera de complexifier un peu le même type de raisonnement simplificateur, par l'introduction du concept de structure des opportunités politiques. Il s'agit de s'intéresser aux *inputs* et *outputs*, extérieurs au mouvement lui-même. Ainsi, la différence de situation politique dans différents pays devient un facteur amenant les mobilisations à prendre ou ne pas prendre, et même influe sur la forme qu'elles prendraient. Autant l'intégration du facteur politique semble essentiel, autant les facteurs explicatifs (nombre de partis articulant les demandes, influence des Parlements, les liens entre groupes d'intérêts et élus, et la facilité à créer des coalitions d'intérêts) semblent par trop peu explicatifs.

Le livre de Mancur Olson *The Logic of Collective Action*, publié en 1966 introduira un paradigme d'économistes amenant les sciences sociales américaines, suivies des sciences sociales européennes, à considérer avant tout l'action rationnelle individuelle. La pensée en terme de rationalité de groupe correspondait à l'explication de l'action de groupe par l'intérêt de groupe. Mancur Olson considère les cas où l'intérêt de chaque individu du groupe se trouve être différent de l'intérêt du groupe des individus. Nous aurions tort, nous fait remarquer Mancur Olson, de considérer l'ensemble des actions de groupe comme issu de logiques de groupes répondant à des intérêts de groupe. Pour expliquer le paradoxe mis en évidence par Olson, prenons pour exemple les transports en commun. Il peut être de l'intérêt de la collectivité d'avoir des transports en commun, et de l'intérêt de chaque individu de ne pas payer son ticket (évidemment, dans le cas où il n'y a pas de contrôles). L'explication de l'achat du ticket doit passer par l'existence du contrôleur, plutôt que par l'intérêt de groupe de maintenir les transports en commun. Les manifestations de rue n'échapperaient pas à cette logique sociologique.

La mobilisation deviendrait-elle alors un mystère inexplicable de la sociologie ? Mancur Olson introduit la notion d'incitation sélective à l'action collective. Des avantages individuels ou disons même parfois individualisés amènent des individus à s'engager, ou bien des contraintes rendent le non-engagement coûteux (comme l'existence du contrôleur dans les transports en commun). La *Rational Action Theory* connut un tel succès qu'elle a amené à chercher dans chaque action collective les intérêts cachés de tout un chacun. Considérant les individus comme des unités

³⁸ Kitschelt H., « Political opportunity structures and political protest : anti-nuclear Movement in four democracies », *British Journal of Political Science* 16, p.57-85, p.54.

agissant suivant la règle de la volonté de maximisation des intérêts personnels, la perspective olsonienne ouvre la voie à la constitution de moult théories nées directement de la métaphore économique. Ainsi les actions collectives peuvent être perçues comme des industries, et les organisateurs comme des entrepreneurs. Ces actions collectives sont considérées dans un cadre qui se veut généralisant, mais qui, comme nous le verrons, comporte des sous-entendus normatifs non négligeables. Il s'agit entre autres des théories de Zald et Mac Carthy³⁹ examinant les actions collectives dans le cadre des organisations les mettant en place, les *Social Movements Organisations* SMO, elles-mêmes étant une partie d'une industrie des mouvements sociaux (SMI), l'ensemble de ces industries composant un secteur (SMS).

Ces théories, permettent de mettre en valeur l'importance de l'organisation et des potentiels d'actions des organisations. La constitution d'images de marque devient essentielle, et ces études mettent en évidence les effets de concurrence. Nous voyons déjà des incohérences dans l'héritage objectiviste de l'entreprise : les entrepreneurs de mobilisation agiraient suivant des stratégies issues d'intérêts objectifs, mais les individus potentiellement mobilisés ne le seraient qu'en fonction ne serait-ce que de cette image de marque, c'est-à-dire en fonction de rationalités subjectives dépendantes entre autres d'informations plus ou moins faussées et non plus d'une réalité de rapports sociaux ni même d'intérêts objectivement définissables. C'est là que le monde de la perception refait son entrée. Entre le monde du subjectif et celui de l'objectif, la structure sociale des producteurs de sens - entrepreneurs de mobilisation potentiels, peut définir leurs influences et capacités à mobiliser.

A vrai dire, nous pouvons retrouver des éléments subjectivistes déjà chez les pères de la sociologie politique. La relecture du 18 Brumaire de K.Marx⁴⁰ nous rappelle à quel point les qualités d'observateur social de l'auteur dépassaient de loin celle du théoricien. La place des « survivances du passé », amène à interpréter la situation grâce à des toiles de significations

³⁹ Zald M. N., McCarthy J. D. (dir.), *The dynamics of social movements : resource mobilization, social control, and tactics*, (*Frontiers of Sociology Symposium Vanderbilt University 1977*), Winthrop Publishers, Cambridge Mass 1979, et surtout *Social movements in an organizational society : collected essays*, New Brunswick, N.J., Transaction 1987.

MacCarthy J.D., Zald M., « Resource mobilization and social movements: a partial theory », *American journal of sociology*, vol. 82, 1977, p. 1212-1241, McAdam D. , McCarthy J. , Zald M. , (dir.), *Comparative Perspective on social Movements*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996, Mc Carthy J.D., Zald M.N., *The trend of social movements in America: Professionalization and resource Mobilization*, General Learning Press, Morristown 1973.

Voir aussi Zald M., MacCarthy J., *Social Movement Industries : competitions and cooperation among movement organizations*, working paper 201 du CRSO University of Michigan, 1979 consultable sur internet <http://deepblue.lib.umich.edu/bitstream/2027.42/50975/1/201.pdf>.

⁴⁰ Marx K., *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Les Editions sociales, Paris 1969, p.15-18.

construites antérieurement. Une approche objectiviste pourrait consister à regarder les raisons ne correspondant pas à la réalité objective (telle généralement que le sociologue la perçoit), comme des erreurs ou des illusions. Une approche plus postmoderne remettra en cause l'existence de toute objectivité.

Si l'on suppose la subjectivité et la rationalité comme individuelles, il n'en reste pas moins que la communication existe, et qu'elle constitue des perceptions partagées. Cela ne peut mener qu'à une seule conclusion : nous pouvons supposer que les perceptions partagées sont souvent la base de raisonnements partagés. Nous nous plaçons dans une perspective considérant l'intersubjectivité comme un fait social.

En Science Politique, un ensemble de perceptions reliées entre elles est souvent appréhendé par la notion d'idéologie. Traditionnellement, l'idéologie est considérée comme détachée de la réalité, bien qu'il n'y ait pas que des définitions fermées. Suivant l'héritage de Marx, l'idéologie est souvent comprise comme une illusion voilant la face des individus sur la réalité des rapports sociaux marquant les vraies logiques de ce monde. Mais de nombreux autres éléments peuvent être considérés comme des rétributions motivant l'activité politique⁴¹. Or, nombre d'entre elles ne sont pas forcément politiques. L'esprit de solidarité et la franche camaraderie peuvent être une des motivations à l'action politique par les manifestations. Dans le cadre des réflexions sur le caractère subjectif de l'action, quelle importance donner aux théories laissant une grande place aux facteurs « culturels » menant à l'action politique ? Peut-on les opposer aux modèles de la socialisation par la mobilisation à un certain discours politique, telles celles développées ces dernières années à Chicago⁴²? Peut-on lier action collective politique protestataire telles les manifestations de rue aux théories de la dite 'culture politique', ou bien développer des théories de sur-socialisation démocratique de certains individus par rapport à d'autres ? Comment relier entre elles les structures sociales, les représentations et les motivations individuelles ?

⁴¹ Gaxie D., « Economie des Partis et rétribution du militantisme », in *Revue française de Sciences Politiques*, vol 27 nr1, Paris 1977.

⁴² Il s'agit de l'école dont D. Snow, D. Mac Adam et R. D. Bendford sont peut-être les représentants emblématiques, mais dont les collaborateurs sont nombreux.

L'étude des motivations à l'engagement en politique dans le cas des manifestations de rue, en général comme dans le cas de notre terrain particulier fait partie des domaines de la science politique que notre recherche veut faire avancer, en revenant sur la réflexion concernant le caractère individuel ou collectif des facteurs menant à l'engagement politique. Pour cela, nous utiliserons les approches cognitives, afin de reconstituer les logiques des motivations individuelles.

2. LA MANIFESTATION COMME CONSTRUIT HISTORIQUE

Comment l'historien, le sociologue ou le politiste peut-il échapper au stigmate de l'événement⁴³? Certes, la recherche de structure ou les répétitions sont un souci inlassable du chercheur⁴⁴. Mais l'événement ne marque pas uniquement la manière de penser de l'historien. Sur-interprété, dit fondateur, typique, ou exceptionnel, il influence et structure les analyses de tout un chacun et doit être perçu et analysé dans le cadre de l'histoire de son interprétation.

Bien que la manifestation semble aller de soi en France, comme nous le remarquons ci-précédemment, la critique se fait entendre à l'occasion de chacune de ces manifestations. Certains journaux ou certains politiciens dénoncent l'imposture d'un groupe qualifié de non représentatif, ne recherchant que son intérêt, et s'abrogeant le droit de s'exprimer au nom des autres de manière non démocratique. D'autre part, ces critiques sont souvent taxées, au minimum d'antidémocrates, refusant la voix du peuple qui les dérange, pour protéger des intérêts individuels. Cette troublante similitude des argumentations nous amène à revenir sur les origines de telles perceptions, voire même sur les origines de la légitimité de l'utilisation de tels arguments.

⁴³ Questionnement développé entre autres par Alain Boureau dans Boureau A., « L'Historien et le stigmate de l'événement » in Petit J.-L., *L'événement en perspective*, édition de l'EHESS, Paris 1991, p. 141-156.

⁴⁴ Par exemple, ce que Veyne appelle la mise en série, dans Veyne P., *Comment on écrit l'histoire. Essai d'épistémologie*, Paris, Éditions du Seuil, « L'Univers historique », 1971 ; rééd. Seuil, « Points histoire », 1996.

a) Les manifestations symbolisant le peuple

Lorsque nous observons « La liberté guidant le peuple » de Delacroix⁴⁵, une peinture représentant la révolte du « peuple de Paris » du 28 juillet 1830 désirant rétablir la République, nous voyons que la foule armée, en lutte, y représente clairement le peuple, tout le peuple de France. Certes, nous pourrions rétorquer qu'il ne s'agit que d'un petit groupe non représentatif, d'une minorité, de groupuscules extrémistes, mais le titre confirme bien cet agencement symbolique. Ce peuple est guidé par une femme, attirante, la Liberté. La foule en révolte, telle que Delacroix la peint, représente la volonté de liberté qui animait le peuple lors de la Révolution. La légitimité n'émane plus du roi, légitimité divine, mais provient bien de la volonté du peuple, représenté par la foule. Cette volonté de liberté porte le nom de République.

Nous voyons dans cet exemple, comment au XIX^{ème} siècle, la foule peut représenter, chez les artistes, le peuple. La manifestation de rue, mettant en scène une foule, permet à des individus de se présenter en tant que représentant de la volonté populaire, ou tout au moins d'un groupe social⁴⁶, et ce non seulement dans les œuvres d'art. Cette représentation est certes bien plus ancienne, mais au XIX^{ème} siècle, l'âme du peuple et sa volonté deviennent des sujets de recherches qui intéressent particulièrement les intellectuels et les artistes. Dans un régime permettant la construction de représentations concurrentielles, telle que la République française, plusieurs formes alternatives de légitimité démocratique peuvent être mises en compétition. Ainsi, le référendum peut être une forme alternative de légitimité de la volonté du peuple par rapport à la représentation parlementaire⁴⁷. De la même manière, la manifestation peut exprimer une forme alternative de légitimité démocratique. Cette forme aura une légitimité plus ou moins grande en fonction de sa capacité à convaincre en société. Il ne s'agit pas, ici et pour nous, de nous interroger sur la justesse d'un tel cadre interprétatif, mais plutôt de l'observer, en tant que construit historique.

⁴⁵ Peinture exposée au Louvre. Une étude intéressante de l'interprétation possible à faire allant dans le même sens est faite par Cadar G., *Art et Pouvoir*, Fiche de Visite, Musée d'Orsay 1998 en particulier p.1-4.

⁴⁶ Voir Tartakowsky D., *Le pouvoir est dans la rue, crises politiques et manifestations en France*, Aubier, Paris 1998 p. 18.

⁴⁷ Nous faisons bien référence, à Charles De Gaulle, et au référendum du 28 octobre 1962 qu'il organisa contre la volonté du Parlement, pour établir l'élection présidentielle directe. Il conclut que « les partis de jadis ... ne représentent pas la nation », cité par Avril P. *La Ve République, Histoire politique et Constitutionnelle*, PUF, Paris 1987, p. 66.

b) Le romantisme démocratique contre la démocratie procédurale

Si la démocratie existe dans le sens commun, il nous est impossible de lui donner une forme idéale typique. Un régime démocratique est un régime connaissant généralement une légitimité procédurale qui est différente en fonction des Etats et des périodes⁴⁸. Le caractère d'indétermination que connaît cet idéal a pour conséquence la remise en cause permanente de son caractère démocratique, et la proposition d'une forme démocratique alternative de légitimité plus grande que la légitimité procédurale en place. C'est dans cette perspective que nous pouvons parler de *romantisme démocratique*⁴⁹, qui implique la recherche de formes de gouvernement où le peuple exerce la souveraineté, alliée à une approche holiste amenant à considérer comme préalable la définition de l'âme du peuple, ou la volonté du peuple. Il nous faut sans doute chercher la source de ce *romantisme démocratique* dans la Révolution française et des évolutions politiques qui ont suivi. L'attribution de la légitimité à la volonté populaire c'est la légitimation des actions utilisant la représentation du peuple ou celle de sa présumée volonté.

La politique de légitimation symbolique de la République française, après 1789, tout comme celle des autres démocraties comportait, outre la légitimité « démocratique », des aspects de la légitimité royale, et surtout la construction d'une légitimité nationale par l'invention d'une tradition⁵⁰. Cette forme légitimante issue de la Révolution française d'Etat-nation démocratique se répandra et deviendra constitutive des différentes légitimités procédurales se voulant démocratiques qui se construiront dans toute l'Europe. Par ailleurs, les autres discours légitimant en démocratie, et en particulier le discours nationaliste, deviennent inséparables d'éléments de légitimité démocratique.⁵¹ Certes, la légitimité de la volonté populaire n'était pas la seule utilisée par le pouvoir politique. Mais la recherche du peuple et de sa volonté était, et ce de manière croissante, un élément majeur des discours légitimateurs⁵². Aussi, il n'est pas étonnant, bien que

⁴⁸ Norberto Bobbio définit la démocratie d'abord comme « un ensemble de règles qui définit quelle personne est autorisée à prendre les décisions collectives et selon quelles procédures », ensuite comme une quantité d'individus participant à la décision et à la réalité des choix eux-mêmes. Bobbio N., *Il futuro della democrazia*, Einaudi, Turin 1984 p.5.

⁴⁹ Georges Gusdorf considère le romantisme comme la remise en cause du discours dont sont prisonnières les représentations et donc les rationalités au profit de la recherche d'une nouvelle authenticité. Gusdorf G., *L'homme romantique*, Payot-Rivages, Paris 1984, p. 78.

⁵⁰ Nora P., « De la République à la Nation », in Pierre Nora (dir.) *Les lieux de mémoires, I. La république*, Gallimard Paris 1984 p. 651-659, et pour les autres nations, Hobsbawm E., « Mass-producing Traditions : Europe 1870-1914 » in Hobsbawm E., Ranger T. (dir.) *The invention of Tradition*, Cambridge University Press, Londres 1983.

⁵¹ Gellner E., *Nation et Nationalisme*, Payot, Paris 1989.

⁵² Rosenvallon P., *Le peuple introuvable, histoire de la représentation démocratique en France*, Gallimard, Paris 1998.

cela soit contraire au sens commun, que les mouvements populistes participaient activement autant à la construction nationale qu'à la construction démocratique, utilisant, et par là renforçant, la légitimité de la volonté du peuple⁵³.

c) La régulation d'une pratique sociale

C'est dans ce contexte qu'apparaît et s'institutionnalise cette forme alternative de revendication de la légitimité de la volonté populaire que sont les manifestations de rue. Cette forme devient une forme dite d'expression largement acceptée dans le monde démocratique. Si la manifestation était interdite, ce serait un manquement à la démocratie. Dans le sens commun français, par exemple, il s'agit d'un droit qui va de soi, un droit « républicain », un acquis de la Révolution française. Le paradigme démocratique issu de la Révolution française, impliquant la référence au peuple comme source de légitimité du souverain et comme source d'illégitimité d'un souverain auquel s'opposerait le peuple, devint la référence parmi les peuples et les nations d'Europe⁵⁴, avec toutefois des variantes et des adaptations parfois non négligeables. Le droit à manifester devient le droit de revendiquer, de remettre en cause la légitimité obtenue par les règles de la démocratie procédurale, sans changer toutefois de système.

En France, la manifestation ne sera considérée comme un droit garanti que très tardivement. Jusqu'en 1831, les manifestations sont régies par un dispositif législatif devant *de facto* protéger la République des révolutions (sic !). La réglementation française, contrairement à la Grande-Bretagne, la Belgique ou à l'Autriche, ne considère pas la manifestation comme une liberté fondamentale à protéger. Pour Danielle Tartakowski, « ... le droit de manifester est d'autant plus aisément concédé que la rue n'entre pas en concurrence avec un suffrage universel introduit tardivement (et ne véhicule pas, au demeurant, une pareille charge symbolique). »⁵⁵ Le paradigme démocratique est indéniablement hérité en Europe de la Révolution française, mais il s'est constitué ensuite de manière variable dans toutes les nations d'Europe, dans leurs pratiques comme dans leurs législations. Et les différences existent jusqu'aujourd'hui, tant dans les pratiques, que dans les perceptions.

⁵³ Hermet G., *Les populismes dans le monde : une histoire sociologique, XIXe-XXe siècle*, Fayard, Paris 2001.

⁵⁴ Pomian K., *L'Europe et ses nations*, Gallimard, Paris 1990.

⁵⁵ Voir Tartakowsky D., *Le pouvoir est dans la rue, crises politiques et manifestations en France*, Aubier, Paris 1998 p. 21.

3. LA DIMENSION ANTHROPOLOGIQUE DES MANIFESTATIONS

Les frontières entre les sciences sociales sont de nos jours épistémologiquement difficiles à justifier. Pourtant elles existent en tant que fait social, en tant que lectures de références, en temps que canal professionnel. Les différences entre les sciences sociales existent en tant qu'héritage intellectuel et en même temps, en tant que structures sociales. Pourtant l'interdisciplinarité a gommé des différences, et sous l'influence de la critique conceptuelle sociologique, beaucoup d'anthropologues français n'utilisent plus ce concept, autrefois central, de culture compris comme le ciment imaginaire d'une communauté, lui donnant une logique de fonctionnement en tant que tout. Quels que soient les concepts utilisés, les études anthropologiques conservent généralement cet aspect de recherche d'une unité ou d'une structure communautaire, comprenant l'ethnie, ou le groupe national comme un tout. C'est dans ce sens que nous nous sommes posés la question de la dimension anthropologique des manifestations.

Les tchèques font-ils des usages différents de l'action manifestante des français ? Il est de notoriété publique que les belges, par exemple, ne manifestent que rarement par rapport aux français. Mais s'agit-il là du résultat de référents différents, ou d'une structure politique ou économique spécifique ? S'agit-il d'une information tenant à l'existence d'une variable nationale dans la diversité des pratiques, une différence anthropologique s'exprimant dans la manifestation, ou bien ne s'agit-il que d'une comparaison fragile, entre deux sociétés de taille et de population différentes que l'on met côte à côte par habitude de faire des comparaisons au niveau national ?

Il nous faut donc nous poser la question de savoir comment saisir une variable nationale sans tomber dans le piège d'une généralisation hâtive, de l'illusion d'une unité nationale qui n'existerait pas au niveau de certaines pratiques ? Pour un grand nombre de théoriciens⁵⁶ des

⁵⁶ Le Caine A., *Origins of the Czech National Renaissance*. University of Pittsburgh Press, Pittsburgh and London 1993; Anderson, B., *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Verso, London and New York 1990; Gellner E., *Nations and Nationalism*., Cornell University Press, Ithaca, N.Y. 1992; Greenfield L., *Nationalism: Five Roads to Modernity*. Harvard University Press, Cambridge 1992 ; Hroch M., *Social Preconditions of National revival in Europe. A Comparative Analysis of the Social Composition of Patriotic Groups among Smaller European Nations*, Cambridge University Press, Cambridge 1985; Hobsbawm E.J. *Nations and Nationalism since 1780. Programme, Myth, Reality*, 2nd edition, Cambridge University Press, Cambridge 1997; Pryzel I. *National Identity and Foreign Policy. Nationalism and Leadership in Poland, Russia and Ukraine*, Cambridge University Press, Cambridge 1998; Kraus, Michael and Allison Stanger (dir.). *Irreconcilable*

constitutions de la nation moderne, la nation serait le résultat d'une socialisation à un discours nationaliste. Cette socialisation serait avant tout le résultat de l'école, et des ouvrages considérés comme des classiques nationaux. Mais ensuite les médias (tels les journaux), ou encore les prises de positions publiques constitueraient ce qu'est la nation dans l'imaginaire des individus⁵⁷. Pour d'autres théoriciens, la nation est constituée par des ensembles de normes et de conventions qui la composent autant exceptionnellement qu'au quotidien tels les rites et cérémonies de la table ou de la boisson, ou les usages dans le commerce, qui ne peuvent être analysés par la socialisation au discours nationaliste. Enfin, pour d'autres encore, la dite « culture haute » nationale est constituée par un groupe dominant souhaitant le rester⁵⁸, en tant que stratégie de distinction par rapport à des groupes dominés. Etant donné l'importance ne serait-ce qu'en termes quantitatifs dans la production scientifique de l'explication par la variable nationale, nous voulons, par notre étude, revenir sur l'intérêt de ces différentes approches, mais aussi sur les biais qu'elles peuvent impliquer.

L'imaginaire de la nation joue-t-il un rôle ? Quelle est l'importance du caractère national des normes et des conventions sur la grammaire des mobilisations ? Les structures sociales ont-elles une influence sur la forme que prennent les mobilisations dans une société ? Telles sont les questions que nous souhaitons nous poser dans cette recherche.

Differences? Explaining Czechoslovakia's Dissolution, Rowman & Littlefield Publishers, 2000. ou Musil, J. (dir.). *The End of Czechoslovakia*. Central European University Press, Budapest 1995.

⁵⁷ Anderson, B., *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Verso, London and New York 1990.

⁵⁸ Bourdieu, P., *La distinction : critique sociale du jugement*, Ed. de Minuit, Paris 1979. L'auteur ne se limite pas à la question nationale dans cet ouvrage. Cependant Bourdieu, dans *Les Règles de l'art, genèse et structure du champ littéraire*, Seuil, Paris 1992, exprime l'idée que le développement des canons de la culture nationaux est réalisé par les corporations au 19^{ème} siècle.

a) L'imaginaire de la nation

Si les discours nationalistes ont créé la nation, alors peut-être par leur analyse peut-on chercher des spécificités nationales qui pourraient avoir une influence sur les pratiques manifestantes. Il s'agit de l'imaginaire de ce que représente la communauté, donc ce que certains appellent l'histoire nationale, d'autres l'identité, d'autres encore la société, et surtout les *jeux d'interprétations* dont elle fait l'objet⁵⁹. Les discours de la nation (ou en France de la République, par exemple) vont structurer et modifier les rationalités, la perception de ce qui est juste et injuste, légitime et illégitime, et sont sans aucun doute un élément structurant de l'action politique. Ainsi, le vocabulaire des motifs peut être modifié. Les manifestations pour une république laïque auront sans aucun doute une autre signification et une autre raison d'être en France et en Grande Bretagne.

Notre étude va entre autres choses s'appliquer à réfléchir sur les liens que l'on peut faire entre l'imaginaire de la nation et la grammaire des mobilisations. Il s'agira notamment de vérifier la pertinence d'un tel critère, et s'il y a un intérêt, à étudier la manière dont une telle variable influe sur les actions manifestantes. Bien entendu, nous nous rendons compte du danger existant : nombre d'études expliquent les usages les plus divers dans une société par le concept fourre-tout de culture, l'identité ou encore l'essence de la nation. Le lecteur et semble-t-il parfois les auteurs ne sont plus capables de faire la part des choses entre ce qui relèverait d'une variable nationale et ce qui serait par exemple structurel, conjoncturel, social, ou encore politique.

b) Les normes et les conventions

D'autres théories partent du principe que les nations connaissent des usages et des rites, des normes de comportements qui constituent, en plus de la langue, et de la dite « culture haute », les canons d'une culture nationale. L'accent ici est souvent mis sur le caractère unitaire de la culture dans une société, rappelant les descriptions des sociétés primitives qu'utilisaient les anthropologues. Nombre de travaux ont remis en cause l'opérationnalité du calquage des

⁵⁹ Voir à cet effet l'article de Romsics G. « The national story : a constructivist independent variable for sociologists » in Hlavickova Z., Maslowski N., *The Weight of History in Central European Societies of the 20th Century*, CES, Prague 2005, p. 153-163.

schèmes analytiques construits pour modéliser des sociétés primitives sur les nations contemporaines. D'un autre côté, remettre en cause complètement l'imaginaire national, ou la notion de culture, pour se limiter à une explication structurelle ou fonctionnelle pose problème : comment ne pas remarquer que certaines choses qui ne relèvent pas d'une socialisation d'Etat ou religieuse « ne se font pas » dans certains pays, alors qu'elles se font dans d'autres ? L'existence de certaines normes de comportement pourrait influencer les pratiques manifestantes. Ainsi, ce n'est pas seulement la manière de concevoir la communauté qui constituera la nation, mais aussi toute une manière de penser, principalement inculquée par l'école.

Pour expliquer au Président du Sénat tchèque, Petr Pithart, les manifestations contre la banque mondiale et le FMI en 2000 et leurs perceptions, certains politistes (y compris français) mettaient en avant l'argument de la culture politique du pays. Ce concept fragile, intermédiaire entre la question de l'imaginaire de la nation et celles des normes de comportement, connaît un tel succès qu'il nous en faut en dire un mot. Il nous pose toutefois tant de questions et de problèmes que nous n'en présenterons que deux d'entre eux. Si la culture politique est un imaginaire partagé constitué par un passé politique, comment expliquer le comportement de ceux qui manifestent avec des motivations non politiques ? D'autre part, la grammaire de la mobilisation peut s'étendre sur des répertoires non politiques, par exemple sur les répertoires de la symbolique religieuse, et donc la notion d'une culture qui serait limitée au politique perd ici tout intérêt opératoire. La séparation d'une culture politique du reste de la culture semble problématique.

Comment alors étudier les normes et les conventions ? Pierre Bourdieu considère que la constitution de ces canons nationaux depuis le 19^{ème} siècle permet de créer des esprits cultivés nationaux dépassant les différences de formation. « ...l'étude des Canons nationaux peut ainsi donner des chances de se libérer des carcans nationaux de pensée pour favoriser une meilleure communication internationale »⁶⁰. Cette étude des canons nationaux permettrait de mieux cerner l'activité de formation des esprits de l'école et d'autres institutions sociales. Cette méthode par le haut permet de mieux saisir certains raisonnements, mais elle ne nous apporte que peu d'informations sur l'efficacité de la socialisation, ainsi que sur les changements et les évolutions de ces canons. Aussi, c'est dans l'usage qui en est fait que ces normes doivent être étudiées. Il s'agit d'un travail de répertorisation de l'usage de normes, les considérant comme étant toujours

⁶⁰ Bourdieu P., « Le fonctionnement du champ intellectuel », *Regards Sociologiques nr17-18*, Université Marc Bloch de Strasbourg, Strasbourg 1999 p. 1-28, p. 17. Sur ce sujet lire aussi en particulier les pages 13 à 19.

vivantes tant qu'elles servent d'argument dans une justification ou d'instrument permettant de comprendre et de classer cognitivement un fait social⁶¹. Ce travail serait incomplet si l'on ne lui donnait pas une profondeur sociale. L'économie des conventions mobilisées lors des manifestations étudiées, suivant la méthodologie proposée par Luc Boltanski⁶² permet de présenter les conventions dans les systèmes de leurs utilisations. Cette méthodologie est, d'après nous, assez novatrice dans l'étude des actions collectives et rejoint des travaux menés dans cet esprit par des chercheurs français, s'efforçant de trouver des liens avec l'école de Chicago réunie entre autres autour de David Snow⁶³. Notre recherche voudrait participer à l'étude des facteurs dits « culturels » sur la mobilisation.

c) La nation, les groupes dominants et la manifestation

Ernest Gellner, pour sa part, considère que l'Etat Nation, dans sa construction depuis le 19^{ème} siècle, peut être caractérisé comme revendiquant avec succès le monopole de la culture légitime⁶⁴. Il définit cette dernière par les canons de la culture nationale que l'Etat met en place par ses rétributions symboliques ou non symboliques, en choisissant par exemple d'honorer tel ou tel auteur, telle ou telle idée ou événement. Cette description pourrait créer l'illusion que la nation est le résultat d'une politique d'Etat planifiée, construite uniquement sur un projet.

Ce serait donner une unité d'action à l'Etat qu'il n'a pas, oublier de plus les interactions que l'Etat entretient avec les intellectuels et les artistes durant tout le 19^{ème} siècle. L'Etat choisissait d'en honorer certains, mais il en était légitimé par d'autres, et c'est dans cette tension qu'a été structurée la pensée de l'Etat-Nation. Et c'est bien au 19^{ème} siècle que se constituent des corps de métiers avec leurs règles de fonctionnement interne, leurs mondes sociaux auxquels les membres seront socialisés⁶⁵. Il ne faut pas tomber dans un excès inverse, constructiviste, considérant que l'Etat et la nation moderne se sont construits à partir de rien, faisant *tabula rasa* de la société sur laquelle ils se sont constitués.

⁶¹ Lepetit B., « introduction » in *Les formes de l'expérience : une autre histoire sociale* Albin Michel, Paris 1995.

⁶² Boltanski L., *Les cadres : la formation d'un groupe social*, Ed. de Minuit, Paris 1982.

⁶³ Dans l'ouvrage Trom D., Cefraï D. (éd.), *Les formes de l'action collective, mobilisation dans des arènes publiques*, éditions de l'EHESS, Paris 2001, Danny Trom et Daniel Cefraï proposent d'adopter une approche pragmatique dans l'étude des mobilisations. Ils cherchent là des passerelles avec l'école américaine de David Snow et de James Jasper.

⁶⁴ Gellner E., *Nations et nationalisme*, Payot, Paris 1989.

⁶⁵ Ce que Pierre Bourdieu appelle l'habitus et l'éthos : voir Bourdieu P., *Langage et pouvoir symbolique*, Editions Fayards, Paris 1991 qui reprend des textes revus et argumentés par l'auteur du livre *ce que parler veut dire*, Fayard, Paris 1982.

Les groupes producteurs de pouvoir symbolique sont différents d'un Etat-nation à l'autre. Les structures et rapports de forces entre groupes dominants peuvent être considérés comme des critères nationaux non pas seulement par l'influence qu'ils ont sur la grammaire des argumentations, mais aussi par la structure des conflits sociaux qui peuvent en découler et par les stratégies d'alliances diverses que des groupes peuvent mettre en place, susceptibles d'avoir des conséquences à long terme sur les perceptions et les rationalités. La question de la distance qui peut exister entre les groupes dominants producteurs de la culture légitime et les groupes alternatifs est un critère à prendre en compte.

A une époque d'une communication mondiale facilitée par les évolutions technologiques, d'une politique qui « s'europanise », et d'échanges qui s'internationalisent, notre étude devra examiner les facteurs exogènes des évolutions que connaissent les pratiques manifestantes.

4. LA DIMENSION SOCIOLOGIQUE DE LA MANIFESTATION

Nous appelons sociologie, suivant en cela Max Weber, « une science qui se propose de comprendre par l'interprétation l'activité sociale et par là d'expliquer causalement son déroulement et ses effets. Nous entendons par « activité » un comportement humain (peu importe s'il s'agit d'un acte extérieur ou intime, d'une omission ou d'une tolérance), quand et pour autant que l'agent ou les agents lui communique un *sens* subjectif. Et par activité « sociale », l'activité qui, d'après son sens visé par l'agent ou les agents, se rapporte au comportement d'autrui, par rapport auquel s'oriente son déroulement. »⁶⁶ Le sens peut découler d'une interprétation de faits objectifs comme être totalement subjectif.

L'intérêt sociologique de notre étude, la sociologie étant comprise dans un sens weberien, sera mis en valeur par l'analyse de trois éléments clefs perçus dans une perspective dynamique.

Il s'agit d'étudier la manifestation de rue, ses causes et ses conséquences sociales dans la perspective de son déroulement, en tant qu'activité sociale. Pour cela, il nous faudra définir tout d'abord les agents sociaux, et nous chercherons les raisons « objectives » ou « subjectives » de leurs implications. Ensuite, nous analyserons les processus d'interprétation et de construction du

⁶⁶ Weber M., *Économies et Société*, Plon, Paris 1971, édition pocket de 1995, tome 1, p. 28.

sens dans lequel s'insère l'action manifestante, au fur et à mesure du déroulement de l'action sociale manifestante. Enfin, nous étudierons les conséquences sociales des manifestations, en les comparant entre autres aux théories et aux stratégies des agents.

a) les agents sociaux

L'étude de l'action manifestante permet de revenir sur la question des agents sociaux, et de leur rôle dans la construction de l'action collective. Cela nous amène à penser l'intérêt de distinguer des acteurs ayant des stratégies, des perceptions et une capacité d'action, d'*agences sociales*, corps collectif qu'il serait faux d'anthropomorphiser, dont les logiques de fonctionnement interne sont complexes et en interaction avec des forces exogènes, car l'importance de la socialisation à un discours, et de la valeur normative des revendications, sans oublier les luttes de pouvoir ne nous permet pas de nous limiter à une explication stratégique simple⁶⁷. Nous poursuivrons en utilisant le terme englobant d'agents sociaux.

Les structures sociales en termes d'agents ont parfois été interprétées comme explicatives des tenants et des aboutissants de mobilisations. Ce sera en partie le cas pour Charles Tilly⁶⁸, qui considèrera les actions collectives comme piochant dans un répertoire d'actions dépendant des structures des agents sociaux. Offerlé⁶⁹ proposera trois registres de justification, relevant du nombre, du recours au scandale et de l'expertise. On peut rajouter une perspective internationale de la mobilisation⁷⁰. Mais si l'on part du principe que les registres dépendent d'une situation structurelle, ne pourrait-on pas faire progresser la connaissance des logiques sociales de la diffusion et de l'utilisation de ses répertoires, en pensant plus en termes de phénomènes?

⁶⁷ Pour cela, nous pouvons nous inspirer des distinctions faites entre l'acteur et la capacité d'action tel que nous la concevons dans la sociologie anglo-saxonne (par exemple Emirbayer, M., Mische, A. « What Is Agency? », *American Journal of Sociology* nr 103; p.962-1023, 1998, ou Sewell, W.. « A Theory of Structure: Duality, Agency, and Transformation », *American Journal of Sociology* nr 98: p.1-29, 1992). Cette distinction, essentielle, appelle selon nous à des aménagements, comme nous le préciserons par la suite.

⁶⁸ Tilly C., *From mobilization to revolution*, Addison-Wesley 1978.

⁶⁹ Offerlé M., *Sociologie des groupes d'intérêts*, Montchretien, Paris 1994.

⁷⁰ Neveu E., *Sociologie des mouvements sociaux*, la découverte, Paris 2000 p. 21, se référant aux positions de Della Porta D., Kriesi H., « Movimenti sociali e globalizzazione », *Rivista Italiana di Scienza Politica*, 3 1983 p.451-482 et Ollitrault S. « De la caméra à la pétition web : le répertoire médiatique des écologistes », *Réseaux* n 98, 1999, p. 153-185.

L'hypothèse de l'influence structurelle des agents sur les formes de l'action collective nous permettrait-elle de progresser dans la compréhension de ces phénomènes? Déjà dans le célèbre livre *Social Conflict and Social Movements* publié en 1973, Anthony Obershall relève l'importance des structures sociales. Suivant Olson, il relève le caractère essentiel de l'organisation en tant que ressource, et suivant Mac Carthy et Zald⁷¹, le rôle des ressources matérielles ou du leadership. Les outils de notre observation compréhensive nous permettraient-ils de faire ressortir les phénomènes majeurs explicatifs de ces formes d'action en cours dans nos sociétés contemporaines, et nous forcent-t-ils à nous limiter à des typologies ?

D'autres questions nous proviennent de manières indirectes du concept de structure des opportunités. Ce concept de Mac Adams que l'on retrouve généralisé par Sidney Tarrow⁷² a un intérêt majeur en science politique. Il permet de faire ressortir un élément de rationalité politique chez les manifestants, leur offrant le sens du calcul par rapport à ce qui se passe en politique. Ce concept peut aussi bien servir pour expliquer des recherches quantitatives mettant en évidence des régularités dans des cycles manifestants correspondant au calendrier électoral, que des recherches qualitatives reconstituant les rationalités d'acteurs, les organisations de mouvement sociaux (OMS) ou autres. Le pendant de cette question est toutefois lié aux organisations sociales. Pour qu'une organisation d'une certaine structure voit une opportunité, encore faut-il qu'elle existe. Comment donc séparer les structures d'opportunités des structures d'organisations sociales (structures des agents sociaux susceptibles d'agir)? Ces dernières ne peuvent plus être étudiées séparément des opportunités structurelles de l'action. Il serait difficile d'envisager l'existence même de certaines organisations en France ou ailleurs si elles n'avaient pas l'occasion de manifester régulièrement. Il y a vraisemblablement une corrélation entre structure en termes d'agents sociaux et structure politique que nous souhaiterions établir plus finement. Ainsi le lien social a des conséquences politiques comme le lien politique a des conséquences sociales. La séparation entre communauté politique et communauté sociale serait donc à repenser en cette occasion. Erik Neveu⁷³, considère la notion de structure des opportunités politiques comme une « notion utile mais spongieuse ». Le principal reproche qu'il lui fait est de proposer des critères objectifs sans prendre en compte les perceptions sociales qui découlent des structures et les héritages des agents sociaux comme le montre Pierre Bourdieu⁷⁴ dans son étude des

⁷¹ Obershall A., *Social Conflicts and Social Movements*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, New Jersey 1973 p.115-116.

⁷² Tarrow S. *Power in movement : social movements, collective action and politics*, Cambridge University Press, Cambridge 1994.

⁷³ Neveu E., *Sociologie des mouvements sociaux*, la découverte Paris 2000 p. 102.

⁷⁴ Bourdieu P., *Homo Academicus*, Minuit, Paris 1984.

mobilisations d'universitaires. Si les rationalités sont basées sur les perceptions, il nous faut prendre en compte le jeu d'influence sur les perceptions, par les jeux de mises en scène, entre autres, et par les techniques de communication. L'interaction entre structure objective et structure subjective dans l'action collective reste un sujet d'après nous à développer.

Par certains aspects, nos réflexions rejoignent celle de François Chazel concernant des directions de recherches ayant besoin d'être exploitées dans l'étude des mobilisations. François Chazel relève en effet trois dimensions : celle du mode et du degré de liaison sociale entre acteurs éventuellement mobilisables : les réseaux sociaux. La seconde dimension concerne d'après lui les orientations de l'action, et ce qu'il appelle leur « dimension culturelle », c'est-à-dire celle de l'identité et de l'idéologie. Enfin, il propose la dimension de facilitation sociale et politique, qui peut rejoindre, d'après notre sentiment, la notion de structure d'opportunité⁷⁵. Cette dernière notion cependant, nous renvoie aux mêmes interrogations et problèmes que celle des structures d'opportunité.

La question des structures objectives et des structures subjectives (quand ce concept a un sens) relève de fait de la question des rationalités des acteurs et des véritables variables influençant l'action. Autant l'utilisation unique de l'individualisme méthodologique nous ferait tomber soit dans l'illusion herméneutique, soit dans l'illusion d'une rationalité parfaite (suivant les méthodes utilisées), autant sa confrontation aux évolutions de l'organisation collective nous permettrait de voir les stratégies d'influences sur les rationalités d'autres agents (que l'on appelle cela manipuler ou insuffler un nouveau sens), le rôle de la communication, et l'influence des héritages. La réunion de ces éléments nous permettrait-elle de proposer une théorie de l'action collective unifiée ? Ce but sans doute trop ambitieux pour n'être jamais atteint, mérite toutefois d'être sans cesse visé.

Quelles sont les relations entre agents et normes sociales ? Les organisations étant à l'origine de mouvements sociaux mettent en œuvre des manifestations souvent en fonction des cycles électoraux⁷⁶. Les manifestations de rue sont l'occasion de forte production normative. Ainsi, des

⁷⁵ Chazel F., « Individualisme, mobilisation et action collectives » in Birnbaum P., Leca J.(dir.), *Sur l'individualisme*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris 1986, en particuliers p.264-268.

⁷⁶ Comme le montre par exemple Olivier Filieule dans son analyse du cas français in Filieule O., *Stratégies de la Rue, les manifestations en France*, Presses de Sciences Po, Paris 1997, p. 228-244.

manifestations sont organisées par exemple « pour défendre le service public », juste avant des élections. Les interprétations possibles de cette régularité sont diverses :

- La grande illusion : les agents sociaux ont besoin d'organiser des manifestations pour des raisons diverses et variées telles des questions de légitimation par rapport à la base, l'espérance de subventions de fonctionnement ou d'autres avantages accordés par un gouvernement mis en difficulté par le mouvement, ou pour se permettre des choses que l'on ne peut pas faire habituellement. Le « sujet », le « thème » ou encore « la cause » ne sont que des prétextes utilisés pour manipuler le peuple en créant une illusion par des idéologies nouvelles.

- La sincérité : les gens de la rue disent la vérité, et leur « cause » est sincère, car contrairement aux politiciens, ce sont des gens normaux et donc n'ayant pas de connexions étranges et suspectes avec des intérêts politiques et économiques variés. Ils portent le sens de l'histoire, ou encore la démocratie réelle.

L'hypothèse de la mauvaise foi généralisée peut être intéressante. Lors de manifestations de groupe à forte cohésion discursive ou normative, peut-on considérer que les discours qu'ont les manifestants ne sont que des discours militants dont les buts sont cachés (critiquer un gouvernement de droite parce qu'il est de droite, par exemple) par la multiplication de discours construits téléologiquement. Les agents sociaux seraient dans cette perspective compris comme des lanceurs de thèmes, créateurs de discours, participants au débat idéologique, mais aussi comme diffuseurs idéologiques, comme une organisation socialisatrice à certains discours.

Une autre hypothèse est celle de la coalition symbolique des causes qui passent par la construction d'un ou de discours communs⁷⁷. Les agents agrègeraient non seulement la manifestation mais de fait leurs discours.

Afin de saisir les liens qui peuvent exister entre normes et agents sociaux, et pour répondre à la question rappelant parfois celle de la poule et de l'œuf, c'est-à-dire qui est à l'origine, la cause ou

⁷⁷ Voir ici les réflexions de Michel Dobry dans Dobry M., « Calcul, concurrence et gestion du sens », in Favre P. (dir.), *La manifestation*, Presses de la FNSP, Paris 1990.

l'agent, nous essayerons de distinguer ce qui relève d'un héritage en termes discursifs, ce qui peut être mis en relation avec la structure même de l'agent social, de ce qui relève du contexte politique. Si la distinction s'avère impossible à faire, nous essayerons de trouver des éléments de réponse, même partiels.

Bien souvent, afin de comprendre comment agissent les agents sociaux, les sociologues tentent de mettre en évidence des règles du jeu. Si fréquemment cette métaphore est employée avec un certain succès dans les théories de l'action collective, elle pose aussi nombre de problèmes. La métaphore ludique implique un sens particulier englobant dans une société, un monde social⁷⁸, dessiné par les règles du jeu. Une telle approche vient sans doute de l'observation fine du fait que globalement parlant, l'individu se débrouille pour avoir des stratégies conscientes ou inconscientes qui sont relativement fonctionnelles. Or, rien n'est moins sûr que l'existence de cette règle du jeu dans une dimension supplémentaire de l'action et lui donnant sens de manière exacte. En effet, l'information n'est pas distribuée de manière égale, le capital social et symbolique non plus. Aussi quand des éléments de fonctionnalité permettant de dessiner une règle existent, il est intéressant de la faire ressortir. Quand ils n'existent pas, il nous faut réfléchir aux causes : aux bonnes raisons qui amènent les individus à avoir de mauvais raisonnements⁷⁹. Pour cela, il nous faut, une fois de plus, comprendre les rouages de la construction des rationalités individuelles comme celles des groupes. C'est pourquoi nous avons utilisé les termes peu précis de *globalement parlant*, et de *relativement* pour souligner le fait que des agents sociaux agissent en tant qu'acteurs conscients de l'existence d'une règle. Et de plus, la connaissance supposée des « règles du jeu » ne veut absolument pas dire qu'elles existent.

La question du terrain de jeu semble encore moins évidente. L'espace public est-il un être objectif ou subjectif ? Une illusion ou un terrain de jeu ayant des règles du jeu définissables ?

L'espace public, compris comme le lieu d'expression sincère de l'opinion publique n'existe pas⁸⁰. Car les opinions ne sont pas le fruit de l'indépendance totale et libérée d'opinions du citoyen, mais sont dues en partie à des habitus et à des idéologies souvent structurés

⁷⁸ Bourdieu P., *Les Règles De L'art - Genèse Et Structure Du Champ Littéraire*, Édition 1998, revue et corrigée éd. Seuil, Collection : Points Essais, Paris 1998.

⁷⁹ Boudon, R., *L'art de se persuader des idées fausses, fragiles ou douteuses*, Fayard, Paris 1990.

⁸⁰ Bourdieu P., « L'opinion publique n'existe pas » in *Les temps modernes*, 318, janvier 1973, pp. 1292-1309.

sectoriellement et connaissant des hiérarchies, donc aux structures de légitimités des individus dans la société, aux rapports de forces dans les mondes médiatiques et à de nombreux autres facteurs encore.

Mais pourtant, tout le monde en parle, de l'espace public, et ce dans différentes langues. L'espace public a-t-il une réalité sociale par sa perception généralisée ? Si l'on fait cette hypothèse, alors il nous faut remarquer que la différence de structuration des « champs médiatiques », des usages et même de secteurs entiers amène à des perceptions et des réalités de cet espace public. Pour éviter le débat sur la réalité ou l'illusion de cet espace public, nous utiliserons le terme qui nous semble plus approprié d'arène publique⁸¹ comprise comme un ensemble de plates-formes permettant d'exprimer et de constituer un problème public. Nous nous efforcerons, dans notre étude, de poursuivre la recherche épistémologique concernant les structures organisant les agents sociaux et concernant les formes de l'arène publique.

b) Le sens de l'action et les perceptions

Il est banal, de nos jours, de s'étonner de la différence de rationalités que l'on peut rencontrer en société. Le sens que l'on donne aux choses est un critère indiscutable de nos jours, même si certains parlent d'« histoire des mentalités », d'autres de raisons et d'erreurs, d'autres encore de stratégies, et presque tous de perceptions. Cependant, il nous semble intéressant de faire progresser la réflexion sur les critères de la rationalité et sur les critères la faisant évoluer dans une perspective dynamique. Il s'agit pour nous de faire la part de ce qui est un héritage social dans la construction des raisonnements, de ce qui appartient à la stratégie et aux formes qu'elle prend, et enfin de ce qu'on héritera de cette intense activité de création de sens qui a lieu lors des manifestations de rue.

Le sens de l'action, tel qu'il est présenté et perçu, est souvent analysé soit du point de vue des rationalités individuelles, soit au niveau des rationalités de groupes. Epistémologiquement, pourtant, la différence entre ces deux approches semble injustifiée, car ces deux phénomènes présentent les deux faces d'une même médaille. Une avancée majeure pour dépasser cette dichotomie, qui n'a pas lieu d'être, vient de la sociologie historique de la science que nous a proposée Kuhn, notamment son concept de paradigme faisant un lien fort entre un mode de

⁸¹ Nous faisons référence ici à l'ouvrage collectif Cefraï D., Trom D., *Les Formes de l'action collective, Mobilisation dans des arènes publiques*, Edition de l'EHESS, Paris 2001, et aux travaux auxquels leurs auteurs se réfèrent.

pensée - une méthodologie scientifique considérée comme légitime - et une structure sociale⁸². Kuhn limite ce concept à l'analyse des révolutions scientifiques. Mais déjà dans l'introduction à l'édition de 1972, l'auteur reconnaît lui-même que le besoin de faire évoluer ce concept pour rendre compte, pour reprendre les mots de l'auteur, de l'existence en parallèle de plusieurs paradigmes en même temps, sans forcément provoquer de révolution, sans s'exclure l'un l'autre. En fait, Kuhn poursuit par son ouvrage dans la ligne tracée par Weber la recherche du sens donné aux éléments par les agents sociaux, ce qui est une avancée essentielle, et qui pourtant disparaît des études des mobilisations collectives pendant une longue période.

Depuis, plusieurs nouveaux modèles sont apparus pour expliquer la construction des rationalités, principalement rattachés à la notion de cadre d'E. Goffman⁸³. Il s'agit d'un concept qui doit expliquer la construction des rationalités individuelles par l'utilisation de cadres interprétatifs. Certains sont issus de l'expérience et du besoin de comprendre la réalité qui nous entoure pour survivre, d'autres sont le résultat de la déformation de ces cadres primaires, correspondant à la métaphore, à la manipulation, ou encore à des construits sociaux complexes. L'étude des cadres se concentre plus sur la grammaire des argumentations et les formes de l'action que sur la recherche des causes de l'action qui seraient cachées par le rideau de fumée que forme l'argumentation⁸⁴. S'il l'on accepte cette hypothèse, il nous faut alors comprendre comment se constitue le sens de l'action pour les individus. S'il y a manipulation, il nous faut comprendre qui manipule, et comment. Par ailleurs, manipulation ou pas, il nous faut comprendre comment se construisent les interprétations d'un événement, d'un engagement.

L'analyse des cadres dans l'étude de l'action collective a été lancée puis développée par David Snow et ses étudiants à l'université du Texas en 1986⁸⁵ et a fait l'objet d'une littérature plus qu'abondante. Un des sujets de l'étude, d'après les auteurs, est l'alignement des cadres

⁸² Kuhn T.S., *La Structure des Révolutions Scientifiques*, Trad. Française, Flammarion, Paris 1972.

⁸³ Goffman E., *Les cadres de l'expérience*, Minuit, Paris 1991.

⁸⁴ Or s'il est parfois naïf de croire à l'argumentation des manifestants et intéressant de chercher d'autres causes (comme nous le montre si bien les études concernant les cycles électoraux) l'hypothèse que les individus soient des agents sociaux cyniques et manipulateurs mentant en permanence pour lutter pour des intérêts égoïstes et cachés sans y croire peut-être comprise soit comme une méthodologie à portée limitée, soit comme une forme de paranoïa avancée de chercheurs voyant des complots et des intérêts cachés les menaçant partout, soit enfin est le résultat d'un cynisme désabusé de certains sociologues.

⁸⁵ Snow D., Rochford E.B., Worden S.& Benford « Frame alignment process, micromobilization, and movement participation », *American Sociological Review*, 45, p.787-801. Pour une présentation fine de cette école en français, voir la présentation du livre Cefraï D., Trom D., *Les formes de l'action collective, mobilisation dans des arènes publiques*, 2ditions de l'EHESS 2001, p.9-23.

nécessaires à l'action collective. Ils développent tout un vocabulaire spécialisé, la notion de cadre d'injustice par exemple connaissant un certain succès. Cependant, bien qu'ayant pour but de répondre aux insuffisances des approches en termes de mobilisations des ressources, l'analyse des cadres ne devient qu'une amélioration de cette dernière, les cadres étant compris dans une vision stratégiste comme une ressource utilisable, sans prendre en compte l'influence des perceptions sur l'auteur des stratégies⁸⁶. Par ailleurs, les auteurs ne prennent pas en compte non plus l'hétérogénéité des participants et de leurs motivations⁸⁷.

Face à ces problèmes, James Jasper propose de quitter l'objectivation des répertoires de cadres pour se consacrer aux histoires de vies, à l'analyse de l'importance de tels événements dans des trajectoires individuelles, mettant autant en avant l'importance émotionnelle que les stratégies et même les tactiques des acteurs en situation⁸⁸.

Cet auteur, malgré son insistance concernant la place de l'émotion peut être considéré comme intermédiaire par rapport à une autre approche, française, des études des grammaires des motifs. Il s'agit de l'école pragmatique, principalement issue des travaux de Luc Boltanski⁸⁹ et de son entourage. Elle veut étudier les compétences des acteurs, la compétence⁹⁰ étant définie comme construit social déterminé par un ensemble de discours de justification structurant des logiques cognitives, et la manière dont est construit cet ensemble de discours et la compétence déterminent les logiques de l'action⁹¹. Ces ensembles de discours constituent des grandes interprétations de ce qui est légitime ou justifiable⁹² et de ce qui ne l'est pas. Ces justifications constituent autant de ressources mobilisables, ou d'héritages interprétatifs pour des groupes

⁸⁶ Nous rejoignons ici les arguments et réflexions de Daniel Cefraï, dans l'article Cefraï D., « Les cadres de l'action collective, définitions et problèmes » in Cefraï D., Trom D., *Les formes de l'action collective, mobilisation dans des arènes publiques*, éditions de l'EHESS 2001, p. 51-98, en particulier p. 57-64. Nous ne partageons toutefois pas la conviction de l'auteur de cet article concernant la « culture politique » pour des raisons que nous avons déjà évoquées.

⁸⁷ Nous partageons ici l'opinion de Chazel F., « *Les ajustements cognitifs dans les mobilisations collectives* » in *Cognition et sciences sociales*, puf, Paris 1997 p. 193-206 qui a raison de remarquer de plus, que dans certains cas, « les croyances apparaissent comme le produit *dérivé* de l'action, qu'elle n'ont guère en conséquence la fonction d'orienté » p.205.

⁸⁸ Jasper J., *The Art of Moral Protest, Culture, Biography and Creativity in Social Movements*, University of Chicago Press, Chicago 1997.

⁸⁹ Par exemple inspiré par le livre analysant les vocabulaires des justifications Boltanski L., Thévenot L., *De la justification : les économies de la grandeur*, Gallimard, Paris 1991.

⁹⁰ Boltanski L., *L'amour et la justice comme compétences. Trois essais de sociologie de l'action*, Métailié, Paris 1990, Boltanski L., *La souffrance à distance*, Métailié, Paris 1993.

⁹¹ Il s'agit de faire, pour reprendre l'expression de Louis Quéré, de « l'herméneutique praxéologique », dans Quéré L., « Agir dans l'espace public, l'intentionnalité des actions comme phénomène social » p.85-112, in Pharo P., Quéré L., *Les formes de l'action, sémantique et sociologie*, édition de l'EHESS 1990.

⁹² Laurent Thévenot, dans son article Thévenot L. « L'action qui convient » p.39-70 in Pharo P., Quéré L., *Les formes de l'action, sémantique et sociologie*, édition de l'EHESS, Paris 1990, explique pourquoi il préfère parler d'action justifiable. La justification est liée à une exigence de coordination existant autant dans les actions collectives que dans les recherches de cohérences individuelles par rapport à l'action, qui forment des conventions sans que l'on atteigne des accords aussi larges que l'on puisse parler de justifications légitimes.

sociaux voire parfois pour toute une société. Ces compétences sont des conventions qui connaissent leurs économies symboliques (et moins symboliques) qu'il nous faut reconstituer⁹³.

Ce qui nous intéressera ne seront pas les causes des erreurs des gens, confrontant les cognitions d'individus à ce qu'elles auraient dues être⁹⁴, car ce serait tomber dans une méthodologie issue de l'illusion étiologique⁹⁵. Ce sera plutôt de comprendre l'influence, le poids des structures interprétatives, des grammaires de l'entendement ou de la justification sur l'action collective. Ainsi, cette méthode permet de dépasser cette fausse dichotomie entre individualisme méthodologique et holisme, en justifiant le passage de l'un à l'autre par la coordination créée par l'exigence de justification.

L'action collective doit-elle être comprise comme un élément conservateur de structures interprétatives, ou comme les révolutionnant ? Comme un élément créateur ou comme un élément réactualisateur ? Quelles sont les conditions d'évolutions de nouvelles interprétations dans une société ? La socialisation par l'action collective est-elle forte ? Ou bien au contraire, est-ce que ce sont les individus déjà socialisés à certaines pratiques et à certains discours qui y participent ? Quel est donc le poids du passé sur l'action collective ?

D'une autre part, le sens peut être analysé de manière utilitariste, comme un construit suivant des stratégies. Comprendre l'action collective comment elle se construit, c'est aussi comprendre comment des individus gèrent le sens d'une action collective, et ce à plusieurs échelles. Certes, les notions de « cadre » sont une des manières d'appréhender comment des organisateurs d'actions collectives socialisent les « participants ». La gestion du sens est toutefois liée et adressée aussi aux médias, au monde extérieur. Michel Dobry⁹⁶ considère que c'est justement les calculs de la gestion du sens, et les modes de calculs (lorsque les agents calculent) qui constituent le plus important apport à la sociologie de la mobilisation. Ceci peut concerner autant la présentation du mouvement par la construction stratégique de ce dernier (par le choix des leaders, par exemple, jouant sur ce qu'ils représentent) que la prise en compte des qualités de calculateurs en tant que compétence reconnue ou non.

⁹³ Boltanski L., *Les cadres, un groupe social en formation*, Minit, Paris 1982.

⁹⁴ Comme par exemple le fait Boudon R., *L'art de se persuader des idées fausses, fragiles ou douteuses...* Fayard, Paris 1990 (L'espace du politique), ou encore Boudon R., *Le juste et le vrai*, Fayard, Paris 1995.

⁹⁵ Dobry M., *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Presses de la FNSP, Paris 1992, p.48-60.

⁹⁶ Dobry M., « Calcul, concurrence et gestion du sens, quelques réflexions à propos des manifestations étudiantes de novembre-décembre 1986 » in Favre P. (dir.), *La manifestation*, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris 1990 p. 357-386, en particulier p. 358, et sur le style des manifestations et l'identité publique du mouvement p. 371-380.

La gestion du sens d'un mouvement est aussi le résultat d'une interaction avec la construction du sens d'une vie, d'une justification individuelle. Des individus peuvent tirer le sens d'un mouvement dans la direction qui conviendrait à leur profil, alors que des organisateurs du mouvement peuvent aussi chercher à attirer la participation d'individus aux profils particuliers pour donner sens à l'action collective.

Il nous faut revenir ici, par exemple, sur la notion de construction stratégique de la personnalité qui nous semble incontournable⁹⁷. Ainsi, lier son identité à celle d'une action collective protestataire a des conséquences telles sur le mouvement et sur l'action de ses membres qu'il nous semble essentiel, de les étudier pour comprendre les phénomènes sociaux en cours. Ainsi, la stratégie n'est pas toujours liée qu'à la politique, et les relations sociales peuvent y jouer des rôles essentiels.

Une autre piste qu'il nous semble capitale, est liée à la conscience des enjeux qu'ont les participants des manifestations. Si l'on retourne à l'hypothèse de la mauvaise foi partagée et généralisée, nous pouvons considérer que les manifestants militants (par exemple écologistes) veulent donner un prétexte aux journalistes qui leur sont proches ou qui ont intérêt à les considérer comme un événement important qui doit marquer les interprétations politico-sociales du reste de la société. Ils travaillent alors à offrir aux journalistes l'émergence d'un événement sursignifiant⁹⁸.

Nous nous attacherons à observer la professionnalisation supposée dans la communication des OMS, les logiques stratégiques de mise en place de ces OMS, et le travail de labellisation et de détermination des objectifs. Nous nous chargeons de réfléchir, dans cette étude sur les similitudes et différences qui peuvent exister dans les processus de labellisations, entre différentes sociétés, situations, groupes sociaux.

Une autre série de questions liées à la production du sens est celle de sa relation aux hiérarchies dans les groupes sociaux, à la dimension verticale.

Tout le monde n'est pas égal face à la production de sens dans une société, que ce soit en légitimité, en terme de pouvoir d'influence, ou en capacité de penser un nouveau sens. Certes, les médias sont souvent cités, mais de nombreux autres découpages plus fins pourraient, nous semble-t-il, affiner la compréhension des mobilisations. Les travaux concernant les alignements

⁹⁷ Collovald A., *Jacques Chirac et le gaullisme : Biographie d'un héritier à histoires* Belin, Paris 1999.

⁹⁸ Pour reprendre le terme de Paul Ricoeur, dans Ricoeur P., « événement et sens » in Petit J.L., *L'événement en Perspective*, Edition de l'EHESS, Paris 1991 p. 52.

de cadres font partie de ces réflexions, mais ne se concentrent pas sur « les producteurs de sens » en tant que catégorie dépendante des compétences socialement reconnues, comme pourrait le proposer l'analyse pragmatique.

Nous voulons vérifier l'importance de la question de la position sociale, des compétences reconnues, les *états*. De plus, l'existence des réseaux, si nécessaire à la multi sectorisation des mobilisations a aussi une importance. Définir l'économie des différents types de compétences dans la construction d'une mobilisation permet de donner une dimension qui mérite d'être d'après nous approfondie.

Les logiques de structuration du sens peuvent à l'inverse être une entrée pour définir les groupes sociaux, soit en tant qu'éléments de coordination (*révélateur* de ce qu'est le groupe) soit en tant qu'élément structurant (*transformateur* ou même parfois constituant le groupe). L'équilibre entre le rôle de *révélateur*, celui de *transformateur* et celui de *constituant* des mobilisations de groupes sociaux, compris dans leur avant et leur après est un élément que nous voulons aussi traiter. Il nous faudra pour cela prendre en compte la pérennité des groupes d'interprétations.

c) Les manifestations comme ayant une influence sociale

Les manifestations de rue changent-elles les relations sociales à plus long terme ? Dans quelle mesure sont-elles l'occasion de création, de destructions d'agents sociaux ou encore de transformations accélérées ? Les manifestations de rue sont-elles en mesure de changer les perceptions dans la société à moyen ou long terme, ou bien doit-on se placer uniquement dans l'événement éphémère ? Sont-elles en mesure de changer les pratiques sociales ?

Nous proposons trois approches permettant d'analyser l'influence sur la société de manifestations de rue à long terme. La première, déjà évoquée, est celle de la structuration par le sens. La seconde concerne la relation aux pratiques manifestantes dans la société. La troisième concerne l'institutionnalisation des mouvements.

Outre les logiques de structuration du sens, la manifestation nécessite une organisation, qui passe par des rapprochements entre certaines personnes, des accords sur l'utilisation de certaines ressources, et même parfois l'accès privilégié à des ressources (humaines, symboliques,

financières, l'accès aux médias). Ces accords sont la base sur laquelle peuvent s'institutionnaliser des organisations créées pour une action qui devait être éphémère. La question des conditions de l'institutionnalisation transformant une manifestation éphémère en un acteur stable et régulier de la vie sociale permet de s'interroger sur l'influence sociale à moyen terme des mobilisations.

La société n'est pas plate, et les citoyens n'en sont pas égaux, comme l'inscription dans les constitutions pourrait nous le faire croire. La manifestation, son organisation, sa présentation dans les médias est un lieu de cristallisation de labels, permettant de faire carrière à des individus. Ces phénomènes participent de l'héritage des manifestations comme ils expliquent en partie leurs apparitions.

Comme nous l'avons évoqué, la manifestation est l'occasion de mise en place de gestion du sens et d'interprétation. Le sens des choses est prisonnier de cadres hérités du passé comme il est construit par des groupes sociaux d'interprétations, et par les expériences personnelles. Tout d'abord il y a les cadres d'interprétation d'une manifestation : la société civile, les mouvements sociaux, la lutte des classes, la révolution démocratique. Comment la manifestation elle-même est comprise par les grandes interprétations. Ensuite, il y a les cadres mobilisables et mobilisés autour de la thématique de la mobilisation⁹⁹, au sein de ce que nous appellerons le débat dans l'arène publique. L'interaction entre ces différents niveaux produit des changements de sens dans la société. Notre étude veut travailler, sur des cas concrets, pour mieux comprendre la dépendance par rapport au passé, à la structure, et aux expériences personnelles en tant que militant manifestant, journaliste ou autre observateur indépendant.

Quels instruments doit-on prendre pour mesurer les changements à plus ou moins long terme ? L'influence d'une manifestation sur les usages sociaux est-elle mesurable ? L'influence sur le sens n'est-elle pas une vue de l'esprit ? Une réécriture de l'histoire ? Peut-on mesurer les conséquences d'une mobilisation ? Ce questionnement méthodologique a animé notre volonté de recherche depuis le début.

⁹⁹ Dans les études des constructions des causes, une étude intéressante Offenstadt N. « Construction d'une "grande cause": La Réhabilitation des "fusillés pour l'exemple" de la grande guerre », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 44-1, janv.-mars 1997, p. 68-85.

Chapitre 2

La manifestation de rue

comme sujet d'études territoriales

L'étude de manifestations de rue à Prague, s'insère, outre dans les paradigmes disciplinaires des sciences sociales, dans les paradigmes des études territoriales (dites aussi des aires politiques ou culturelles) : dans les études du postcommunisme et de la transition démocratique, dans les études centre et est-européennes, dans les études tchèques, ou encore dans les études européennes ou internationales. Il s'agit de paradigmes auxquels notre étude veut participer, tentant d'apporter des réponses et de participer aux débats qui les animent¹⁰⁰.

¹⁰⁰ Il nous faut citer entre autres l'étude sur le sujet de George Mink, proposant d'analyser cette production intellectuelle des études du postcommunisme, en les regroupant suivant trois grands groupes :

- a. Les politistes et sociologues dit transitologues
- b. Les aera studies
- c. La pluriparadigmatisation .

dans Forest M., Mink G.(ed.), *Postcommunisme : les Sciences sociales à l'épreuve*, Cefres, Prague 2003.

1. LES ETUDES POSTCOMMUNISTES

Nous voulons présenter, dans leurs grandes lignes, les différentes approches méthodologiques permettant d'appréhender le postcommuniste, voir les biais qu'elles amènent. Il s'agit ici, pour nous, de schématiser les approches, ce qui est forcément réducteur, car les études sur la région ont été riches et variées, et si nous connaissons les plus réputées d'entre elles, il est difficile de les connaître toutes et impossible de les présenter toutes. Nous avons donc choisi de typologiser les grands traits paradigmatiques de ces études, en forçant tel un caricaturiste leurs traits distinctifs pour des raisons heuristiques. Ceci permet de mettre en évidence les biais typiques inhérents à chaque approche. Cette réflexion n'est pas isolée mais doit beaucoup à plusieurs publications de synthèses sorties sur ce sujet ces dernières années¹⁰¹.

Les études du postcommunisme ont adopté diverses méthodologies que nous pouvons distinguer en fonction tout d'abord des auteurs et de leurs spécialités. En effet, les auteurs d'études sur le postcommunisme sont issus généralement du monde universitaire et participent de disciplines et spécialités bien distinctes, chaque discipline ayant ses usages, stratégies de légitimation, hiérarchies et méthodologies. Les méthodologies de ces disciplines sont liées directement à l'organisation du monde scientifique et il nous faut l'étudier comme des paradigmes¹⁰².

¹⁰¹ Ici, par ordre alphabétique, quelques exemples des nombreuses réflexions qui ont existé sur ce sujet : Colas D., (dir.), *L'Europe Post-communiste*, PUF, Paris 2002 ; Dobry M., « Les voies incertaines de la transitologie, choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de Path dependence », *La Revue Française de Sciences Politiques* vol.50, nr 4-5, p.585-614, RFSP Paris 2000, « Les transitions démocratiques, Regard sur l'Etat de la « transitologie », Introduction » *La Revue Française de Sciences Politiques* vol.50, nr 4-5, p.579-583 2000, Dobry M., (dir.), *Democratic and Capitalist Transition in Eastern Europe, Lesson for the Social Sciences*, Academic Publishers, Kluwer 2000; Forest M., Mink G.(ed.), *Post-communisme : les Sciences sociales à l'épreuve*, Cefres, Prague 2003 ; Guilhot N., « The transition to the human world of democracy - notes for a history of the concept of transition, from early Marxism to 1989. », *European Journal of Social Theory* 5, no. 2 (2002), pp. 219-243 ; Guilhot, N., Schmitter, P. « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des democratization studies. », *Revue Française de Science Politique* 50, no. 4-5 (2000), pp. 615-631 ; Guilhot N., *The democracy makers. Human rights and the politics of global order*. Columbia University Press, New York 2005 ; Kaase M., Sparschuh V., (ed), Wenninger A. (Co-ed.) *Three Social Science Disciplines in Central and Eastern Europe, Handbook on Economics, Political Science and Sociology.*, Social Science Information Centre (IZ), Berlin / Collegium Budapest, Budapest 2002 ; Maslowski N., « introduction » p. 9-15 in Hlavičková Z., Maslowski N., *The Weight of History in Central European Societies of the XX century*, New Central European Studies in Social Sciences, CES 2005.

¹⁰² Au sens kuhnien du terme : Kuhn, T.S., *La structure des révolutions scientifiques* ; éd. Flammarion, Paris 1972.

Parler de méthodologie¹⁰³, c'est prendre en compte les structures hiérarchiques, la structuration (entre autres administrative) des études et de la recherche, le découpage des spécialités etc. Cette méthodologie découle des structures sociales autant qu'elle les constitue. Les structures sociales impliquent des logiques et des rationalités scientifiques. Nous allons donc présenter certaines logiques de fonctionnement de ces études, et l'influence d'une telle structuration sur la méthodologie.

a) les études soviétiques et postcommunistes

Une grande partie des recherches occidentales sur cette région du monde concernant l'avant 89 était réalisée par des *études soviétiques et est-européennes*, réunissant entre autres des politistes, sociologues et historiens spécialistes de différents pays. Le lien thématique qui pouvait exister entre les différentes spécialités disciplinaires a pour effet indirect de provoquer des cristallisations typiques de chaque discipline. Ainsi, diriger un département d'études soviétiques amenait une forte légitimité dans le monde académique comme dans le monde politique.

Plus la spécificité de la région ou du système politique était soulignée, plus cette légitimité devenait exclusive. Et c'est la capacité de synthèse qui permettait d'être par exemple candidat à la direction du département de ces études. C'est la spécificité du communisme qu'il fallait alors mettre en scène pour « monter »¹⁰⁴.

¹⁰³ Toujours d'après Thomas Kuhn.

¹⁰⁴ Je ne sous-entends en rien, ici, que ceux qui ont mis en avant les spécificités du communisme l'ont fait par opportunisme. J'essaye de mettre en évidence, ici, des logiques paradigmatiques qui ne remettent en rien la bonne foi de chercheurs pour lesquels, lorsque je les ai rencontrés, j'ai ressenti un respect réel et sincère. Par ailleurs, ces tendances lourdes ne sont pas systématiques, et l'on a pu observer des volontés de retour à la discipline des sciences politiques dans certaines formations, comme par exemple à l'IEP de Paris.

L'influence des politistes en politique a son revers dans l'influence des usages et intérêts des politistes sur ces études. Aussi, la capacité à répondre à des questions d'actualité y est sans doute plus recherchée et appréciée que dans les études slaves et Est-européennes (plus sensibles, elles, aux notions de civilisations). Aussi, les spécialistes dits « soviétologues » se distinguaient généralement des « slavissants » par la relativisation des questions de civilisation, faisant ressortir des critères politiques et structurels. Ils se distinguaient d'autre part des mondes « purement » politistes par la présentation d'un monde spécifique, celui du communisme, où les sciences politiques de l'Ouest ne s'appliquent pas, car ce monde communiste était différent par essence (cf. débat sur le totalitarisme). La bipolarisation du monde rendait les politistes particulièrement efficaces dans l'utilisation de ce genre d'arguments, dans la mesure où ils répondaient à un besoin de compréhension des politiciens d'une partie du monde aussi complexe que dangereuse.

La fin du communisme n'a pas été l'occasion de la disparition des études soviétiques, mais plutôt de leur adaptation à la nouvelle situation. Il faut comprendre la conservation de ces études comme le résultat combiné de la force d'inertie des structures existantes et de l'intérêt toujours réel pour les États héritiers de l'Union soviétique et de ses anciens satellites, pour leur puissance nucléaire ou encore leur futur statut de nouveaux États membres de l'Union européenne.

Nous étions dans le *postcommunisme*, concept pluri-sémantique, exprimant à tour de rôle soit une périodisation neutre, soit une spécificité liée à l'héritage communiste, et généralement liant les deux. La spécialisation dans le postcommunisme était souvent donnée d'office sans qu'entre en compte la légitimité d'une telle approche. D'autres études, travaillant en termes de phénomènes et non de régions, évitant le biais quasi essentialiste sont plus convaincantes¹⁰⁵.

b) Les politistes et sociologues dit transitologues

La spécialité d'étude de la transition démocratique a été développée par des politistes, sociologues et historiens ayant travaillé sur l'Amérique latine, mais aussi sur l'Espagne et sur le Portugal, et qui cherchaient à trouver des règles politologiques, sociologiques ou historiques du passage à la démocratie. Comme nous venons de l'évoquer, des spécialistes de la région est-

¹⁰⁵ Comme par exemple les ouvrages collectifs : Colas D., *L'Europe-Postcommuniste*, Presses Universitaires de France, Paris 2002, et Mink G., Szurek J.C. (dir.), *Cet étrange postcommunisme*, CNRS éd./la découverte, Paris 1992.

européenne (*area studies*) se sont reconvertis à cette méthodologie. En parallèle, un certain nombre de spécialistes de la « transition démocratique » se mettent à écrire sur le postcommunisme. La transitologie a donné lieu à une importante production littéraire principalement dans le monde anglo-saxon et beaucoup sous la forme d'ouvrages collectifs. Parmi les auteurs les plus importants nous pouvons citer O'Donnell, Schmitter, Przeworski Lawrence Whitehead, ou encore Juan Linz et Alfreed Stepan, et concernant l'Europe postcommuniste David Stark, ou Laszlo Bruszt, Claus Offe¹⁰⁶. Les théories de Jadwiga Staniszkis et d'Ivan Szelényi sur la reconversion des élites communistes¹⁰⁷ ont été des inspirations importantes de l'évolution des études sur la transition.

¹⁰⁶ Quelques exemples en sont :

Bresser Pereira L.C., Maravall J.M. et Przeworski A., *Economic Reforms in New Democracies. A Social-Democratic Approach*, Cambridge University Press, Cambridge 1993 ;

Colas, (Dir.), *L'Europe post-communiste*, PUF, Paris 2002,

De Waele J.-M., « Les théories de la transition à l'épreuve de la démocratisation en Europe Centrale et Orientale », in Delwit P., De Waele J.M., (Dir.), *La Démocratisation en Europe Centrale, la coopération pan-européenne des partis politiques*, L'Harmattan, Paris, 1998,

Delwit P., De Waele J.M., (Dir.), *La Démocratisation en Europe Centrale, la coopération pan-européenne des partis politiques*, L'Harmattan, Paris, 1998,

Éthier D., *Economic Adjustment in New Democracies. Lessons from Southern Europe*, Macmillan/St-Martin's Press, London/New York 1998,

Huntington S., *The Third Wave. Democratization in the Late Twentieth Century*, University of Oklahoma Press, Norman, OK 1991,

Hyde-Price, *Germany and European Order : Enlarging NATO and The E.U.*, Manchester Univ. Press, Manchester 2000,

Kaase M. (Dir.), *Three Social Science disciplines in Central and Eastern Europe*, IZ Berlin – Collegium Budapest, Budapest 2002,

Korzeniewicz R. P. and Smith W.C., (eds), *Latin America in the World-Economy*, Greenwood, Londres 1996,

Linz, J., Stepan A., *Problems of democratic transition and consolidation, Southern Europe, South America and Post-communist Europe*, John Hopkins University press, Baltimore 1996,

Maurel M.-C., *Recomposition de l'Europe médiane*, SEDES, Montpellier 1997,

Mink.G., Szurek J.-C. (Dir.), *Cet étrange postcommunisme, rupture et transitions en Europe centrale et orientale*, Presses du CNRS / La Découverte, Paris 1992,

Mink.G., Szurek J.-C., *La grande conversion*, Seuil, coll. « L'Epreuve des faits », Paris 1999,

¹⁰⁷ Munck G., « Democratic Consolidation », in Clarke P.B. et Foweraker J., (eds), *Encyclopedia of Democratic Thought*, London, Routledge, 2001.

Nelson J.M. & Eglinton S.J., *Encouraging Democracy, what Role for Conditioned Aid ?*, Overseas Development Council, Washington DC 1992,

O'Donnell G. et Schmitter P., *Transitions from Authoritarian Rule. Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore 1986,

O'Donnell G., « Delegative Democracy », *Journal of Democracy* (5), 1994,

O'Donnell G., « Illusions about Consolidation », *Journal of Democracy* 7 (2), 1996,

O'Donnell G., « "Horizontal Accountability and New Polyarchies" » in *Journal of Democracy* 9 (3), 1998, pp. 112-126,

Oxhorn Ph. et Ducatenzeiler G., (dir.), *What Kind of Democracy ? What Kind of Market ? Latin America in the Age of Neoliberalism*, Penn State University Press, Pennsylvania 1998,

Plattner, M., Dir., *Democracy after communism*, John Hopkins University press, Baltimore 2002,

Sachs, J., Woo, W.T., « Structural factors in the Economic Reforms of China, Eastern Europe and the Former Soviet Union », in *Economic Policy*, 18, pp. 100-145

Schmitter P., « The Consolidation of Political Democracies : Process, Rhythms, Sequences and Types », in Pridham G., (ed.), *Transitions to Democracy. Comparative Perspectives from Southern Europe, Latin America and Eastern Europe*, Dartmouth Publishing Co., Brookfield, VT 1995,

Il va sans dire que chez les transitologues, la comparaison, la construction d'un modèle commun est le but à atteindre. Les éléments comparés sont extrêmement variés. Ce sont toutefois des **séquences structurelles** qui sont généralement étudiées, séquences comprises comme un certain nombre de coups joués par des acteurs politiques. Pour avoir du succès dans le monde des études de la transition démocratique (et devenir par là monsieur démocratisation), il faut trouver les séquences politiques menant à la démocratisation ou à son échec. Par exemple, dans le célèbre modèle d'Adam Przeworski, la démocratisation passe par la constitution d'un acteur intégré d'opposition politique appelé « société civile ». L'intérêt de la démarche est très grand, même si ce dernier acteur, aux contours mal délimités, mériterait d'après nous une définition, et une réflexion sur sa constitution plutôt qu'une présentation de son existence somme toute intuitive¹⁰⁸.

Stark D., « Path Dependency and Privatization Strategies in East Central Europe », *Eastern European Politics and Societies*, 6(1), pp. 17-53,

Stark, D., Bruszt L., *Postsocialist Pathways, Transforming Politics and Property in East Central Europe*, Cambridge University Press, Cambridge 1998,

Szelenyi I., Szelenyi S., « Circulation or reproduction of elites during the post-communist transformation of Eastern Europe : introduction », *Theory and society*, vol 24, n°5, octobre 1995, pp. 615-638,

Szelenyi I., Eyal G.(Dir.), *Making Capitalism Without Capitalists: Class Formation and Elite Struggles in Post-Communist Central Europe*, Verso, London 1999,

Valenzuela S. J., « Democratic Consolidation in Post-Transitional Settings : Notion, Process, and Facilitating Conditions », in Mainwaring S., O'Donnell G. et al., (dir.), *Issues in Democratic Consolidation. The New South American Democracies in Comparative Perspective*, University of Notre Dame Press, Notre Dame 1992, pp. 57-104,

Wheeler R., « The United Nations Commissions on Human Rights », *Canadian Journal of Political Science*, 1999, pp. 75-101.

Whitehead L., *The International Dimensions of Democratization*, Oxford Univ. Press, Oxford, 1996,

¹⁰⁸ Nous avons eu l'occasion de participer activement à un débat sur la définition de ces termes de Société civile et d'intelligentsia, entre autres, lors de notre intervention. *Interpretive Frames of Europe: Europe as a Dividing Line in the Battle between "Populists" and the "Intelligentsia" in the Czech Public Arena* dans le cadre du colloque conférence *One Ring to Rule Them All? Power and Power Relations in East European Politics and Societies* organisée à The University of California - Berkeley, du 8 au 10 novembre 2002 par James Krapfl & Maria Stoilkova.

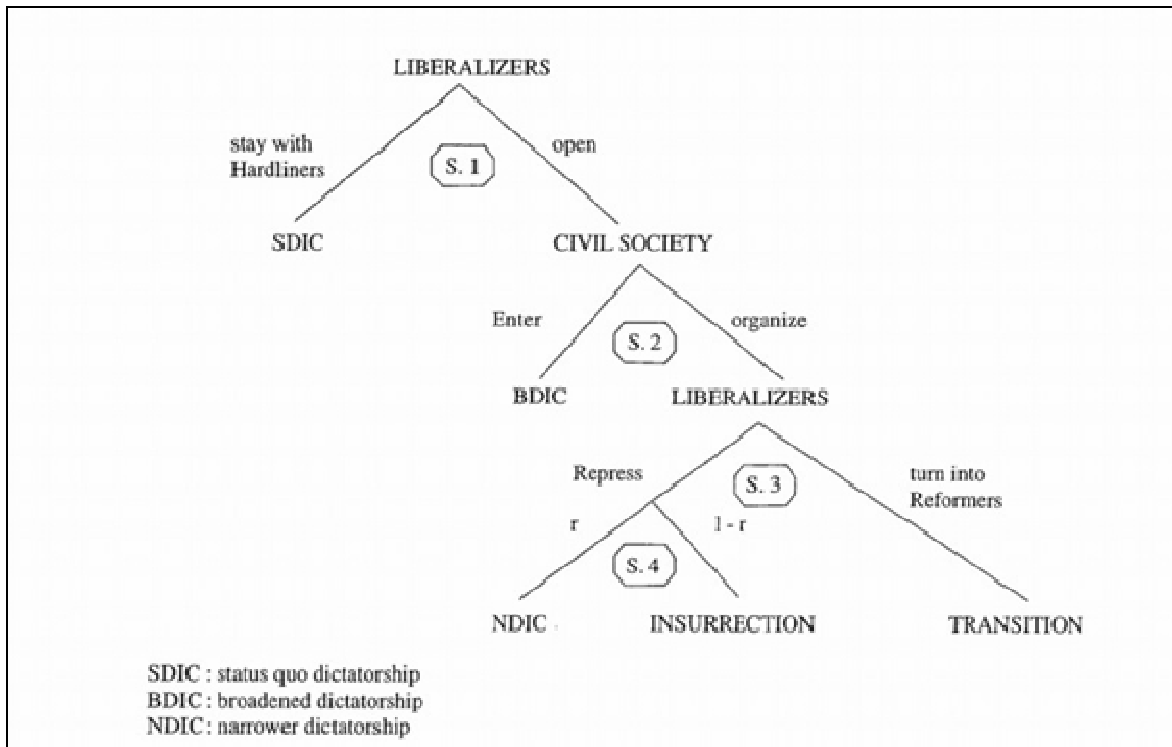


Figure 1 : Schéma explicatif de la transition démocratique d’Adam Przeworski
 venant de Przeworski A., « The games of transition » in Mainwaring S., O’Donnell G., Valenzuela S. (réd.), *Issues in Democratic Consolidation*, University of Notre Dame Press, Notre Dame 1992, p.105-153

Les modèles font réellement ressortir des éléments communs à plusieurs démocratisations, souvent avec un grand souci d’exactitude historique. Cependant cette méthodologie pose de nombreuses questions.

Le changement est pensé en termes stratégiques par les transitologues, sous la forme d’un jeu entre acteurs collectifs, se concentrant sur les études des élites. Cette perspective nous présente, en tant que principaux, des aspects qui peuvent être parfois secondaires. En effet, le souci de trouver des facteurs communs peut amener à considérer comme expliquant les changements ce qui ne serait de fait qu’une similitude dans la forme qu’empruntent ces changements.

Par exemple : les négociations entre élites hongroises au pouvoir et des représentants de l’opposition ont pris, entre autres, la forme de débats sur l’histoire et son interprétation. La

recherche d'une transition comprise comme relation entre élites mènent certains, tout naturellement, à considérer ces débats sur l'histoire comme plate-forme de négociation des élites amenant à la démocratisation¹⁰⁹. Cette « négociation » était-elle vraiment le lieu où s'est jouée la démocratisation ? Ou bien tout était joué, et cette forme de négociation n'était-elle qu'un processus d'accompagnement ? La séparation entre « la société civile » et les « libéraux », et la forme de leurs relations ont-elles été vraiment le moteur des transformations en Hongrie ? Ce serait donc tout à fait par hasard que les transformations en Hongrie suivaient le processus de libéralisation en Pologne et la déclaration de Gorbatchev de non-intervention ? N'avaient-ils jamais pensé à parler de l'Histoire de la Hongrie avant ?

En effet, la volonté de comparer les démocraties populaires et leurs voies de sortie amène à ne faire que des comparaisons de séquences entre élites « nationales », et donc à nationaliser un processus qui a des aspects d'interdépendances internationaux indéniables et si évidents ! Face à cette comparaison entre processus nationaux où l'on oublie l'*input* et les réelles relations de causes à effets pour ne rechercher que les séquences modélisées, on ne retrouve que la maladroite métaphore du *château de carte* qui n'a pour seul avantage que celui d'introduire des relations de causes à effets entre les chutes de régimes, ou encore l'explication de Huntington dite génétique de « l'avalanche » de la « troisième vague de démocratisation »¹¹⁰.

Une autre question reste sans réponse est celle de savoir quand la transition finit. En effet, n'étant pas capable de modéliser la démocratie, il devient normatif de décider quand la transition finit. Comme dit Lord Dahrendorf, il n'y a pas une seule démocratie, celle de Westminster, comme il n'y a pas un seul capitalisme, celui de Chicago¹¹¹. Dans le langage courant, toutefois, il était de moins en moins question de transition et de plus en plus question de consolidation. Nous retombons alors sur la question de savoir si la science politique n'est pas parfois plus structurée par la demande liée à une situation politique que par l'observation des changements.

¹⁰⁹ Cette approche a été l'objet de l'intervention de Yankova G. (Harvard University) « Historical Determinants of Post-Communist Power Relations: A Comparative Case Study of Hungary and Russia », dans le cadre de la conférence *One Ring to Rule Them All? Power and Power Relations in East European Politics and Societies* organisée à The University of California - Berkeley, du 8 au 10 novembre 2002 par James Krapfl & Maria Stoilkova. Elle a été l'occasion de débats animés par Walker E.

¹¹⁰ Huntington S., *The Third Wave : Democratization in the Late Twentieth Century*, University of Oklahoma Press, Norman 1991.

¹¹¹ Cf. Dahrendorf R., *Reflexion on the revolution in Europe*, éd. Transaction Publishers, Washington 2004, p.173.

Pour répondre aux problèmes méthodologiques des approches présentées précédemment, se sont constituées des spécialités qui bien que se voulant distinctes, peuvent être classées dans un même groupe pour plusieurs raisons¹¹². Il s'agit des approches dites de *Path dependence* et de la *consolidation démocratique*.

La *path dependence* veut s'intéresser aux chemins suivis par les différents pays. La méthode reste celle de la définition de séquences et leur ordre d'arrivée. La *path dependence*, cependant, se différencie par le fait de chercher plus d'éléments dans le passé, soulignant que les passés nationaux comptent. Il semble même parfois qu'il ne s'agisse que d'un nouveau terme pour une approche plus ancienne, le néo-institutionnalisme. Nous partageons encore le questionnement de Michel Dobry : Quel est le poids de la détermination du passé ? De quelle façon compte-t-il ? « Comment est sélectionné, découpé et conçu le passé pertinent, celui qui est supposé déterminer et alimenter le processus de transition ou de transformation, et quels types d' « imageries causales » sont mis en scène pour rendre raison des cheminements historiques de ces processus »¹¹³.

Par ailleurs, si l'on reste dans une perspective de description séquentielle de l'histoire avec des bifurcations comme dans les logiques binaires des prémices de la science cognitive, c'est que l'on considère avoir trouvé le modèle des enjeux de l'Histoire au moment de la transition démocratique. Comment fait-on alors pour identifier les transitions qui auraient pu réussir si elles avaient dépassé la 1^{ère} séquence de Przeworski, par exemple ? Ces modèles n'expliquent-ils que les risques d'échecs des transitions qui ont réussi ou presque ? Comment définir le « presque » sociologiquement, avec un modèle qui se veut absolu, puisque découvrant des lois de l'Histoire ? L'essence de la démocratie (ou de la démocratisation) est-elle si particulière que l'on peut lui trouver des lois la faisant échapper à la politologie classique ?

Michel Dobry a raison de rappeler Paul Veyne¹¹⁴ et ses « petites causes pouvant avoir de grands effets ». Adoptant la perspective de la *path dependence*, il nous faut soit refuser cette règle, soit penser la *path dependence* comme des tendances lourdes, mais pas déterministes. Dans ce

¹¹² Dobry M., « Les voies incertaines de la transitologie, choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de Path dependence », *La Revue Française de Sciences Politiques* vol.50, nr 4-5, p.585-614, 2000.

¹¹³ p. 587 Dobry M., « Les voies incertaines de la transitologie, choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de Path dependence », *La Revue Française de Sciences Politiques* vol.50, nr 4-5, p.585-614, RFSP Paris 2000.

¹¹⁴ Veyne P., *Comment on écrit l'histoire*, Seuil, (1ère édition 1971), Paris 1996, p. 55 et les suivantes.

cas, alors, pourquoi utiliser la *path dependence* ? Pourquoi ne pas utiliser le langage plus simple, de la sociologie politique classique ?

Les problèmes posés par le concept de transition sont identiques à ceux de la consolidation avec des incohérences en plus. La première question est celle de savoir comment mesurer la transition, et comment mesurer la consolidation.

Comment différencier une démocratie non consolidée de l'expression du désenchantement démocratique en Europe occidentale, par exemple (faible participation au vote, arrivée au Parlement de partis dits « populistes »...) ¹¹⁵? Le terme de socialisation au vote n'est-il pas plus pertinent, par exemple ? D'autant que comme le montre Madame Grabowska ¹¹⁶(sociologue polonaise du politique) la socialisation au vote en Europe centrale connaît des frontières datant parfois de plus d'un siècle, et ne correspondant pas à la transition de 1989 !!

Pour mesurer la transition, les auteurs se demandent comment des individus, avec leur socialisation, constituent de nouvelles normes : négociations entre élites, imaginaires partagés et erreurs des élites dus à leur socialisation. Finalement, les analystes se comportent comme si les socialisations étaient fixes, mais les élites négociaient, jouaient, par erreur ou par choix, les nouvelles normes. Pour mesurer la consolidation, on considère l'inverse. Les normes sont fixes, et l'on étudie la socialisation lente ou réussie des citoyens aux nouvelles règles. Or, il semble être accepté de tous que les normes et le processus de socialisation sont liés. Leur dissociation semble alors curieuse et artificielle. Au fur et à mesure que changent les normes se mettent en place de nouveaux processus de socialisation. Négociation des normes et socialisation sont les deux faces d'un même phénomène. Un autre axe de séparation du monde politique est celui d'élites politiques / citoyens. Mais cette dichotomie est-elle justifiée ? N'y a-t-il pas une résonance permanente entre les deux ?

¹¹⁵ Perrineau P. (dir.) *Le désenchantement démocratique*, Edition de l'Aube, Paris 2003.

¹¹⁶ Grabowska M., « The post-communist cleavage on the national and the local level in Poland », in: T. Zarycki, G. Kolankiewicz (red.), *Regional issues in Polish politics*, University College, School of Slavonic and East European Studies, Londres 2003, p. 157-176.

Un des critères parfois utilisé, mais connaissant des biais multiples, est celui de la « culture politique ». Tout comme le terme de *société civile*, la *culture politique* Putnamienne a connu une nouvelle carrière avec 1989. La faiblesse du critère tient de la faiblesse des indicateurs utilisés pour le mesurer, d'une part, et pour la confusion de son sens, d'autre part. D'une part, *Culture politique* est comprise comme un imaginaire partagé des citoyens dû à un certain passé commun, généralement national. D'autre part, il est mesuré avec des critères structurels comme « le nombre de personnes lisant les journaux... ». Ainsi, comment mesurer l'imaginaire partagé par le fait que 5%, 15% d'une population donnée lise les journaux ? Cela ne donne-t-il des informations seulement sur une partie de la population plutôt que sur l'ensemble ? Cela ne nécessiterait-il pas une étude structurelle ?¹¹⁷

Et comme pour assurer la continuité discursive avec la « spécificité communiste », on constate l'arrivée en masse d'études ayant pour plan *Spécificité communiste -> transition démocratique -> résultat hybride* et mettant en scène toujours la nécessité d'une connaissance de la spécificité communiste pour comprendre la situation actuelle, dite toujours spécifique. Bien souvent, cette approche est entièrement injustifiée. Sur de nombreux points, les institutions postsoviétiques ne sont spécifiques que si nous considérons l'occident comme modèle et que nous pensons en termes de transition. D'une part, les modèles occidentaux de politiques publiques, de 'sociétés civiles', sont différents entre eux, et d'autre part, les modèles du reste du monde n'en seraient pas moins spécifiques. La question ne provient pas uniquement du biais téléologique du concept de transition. Considérer les modèles occidentaux comme norme est un autre biais normatif.

L'exceptionnalité méthodologique de la transitologie, et tous les concepts spécifiques constitués à cet effet se trouvent finalement sans intérêt. Dans l'article « de la transition à la consolidation, une lecture rétrospective des *democratization studies* », celle-ci est remise en cause par Nicolas Guillot et ... Phillipe Schmitter lui-même (sic!!!), un des pères de la transitologie¹¹⁸.

¹¹⁷ Par exemple la recherche de S. Barnes et de Janos Simon publiée sous la forme d'un ouvrage collectif *The post communist citizen* en 1998, et de la note de lecture de Nicolas Maslowski, *Central European Political Science Review* Vol.1 Nr.1, 2000.

¹¹⁸ Guillot N., C. Schmitter P., « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des *democratization studies* », *Revue française de science politique* Année 2000, Volume 50, Numéro 4-5, pp. 615-632.

c) La protestation dans le postcommunisme

L'étude de la protestation dans le postcommunisme reste rare et connaît de sérieux revers méthodologiques et surtout un manque d'intérêt certain. Elle est avant tout tributaire de l'influence du cadre d'analyse postcommuniste, et donc de la recherche de continuité systématique avec la période communiste, ou encore de l'intégration de la réflexion sur la transition démocratique.

La recherche d'Alain Touraine et de son équipe sur *solidarność* puis sa sociologie des mouvements sociaux a marqué les esprits mais aussi structuré partiellement la spécialité en Europe du centre-est. Les guerres des écoles françaises et critiques méthodologiques n'ont pas eu d'influence sur la perception de Touraine en Europe du centre-Est.

Alain Touraine, faisant partie dans ses activités publiques comme dans ses analyses de la coalition antitotalitaire, jouissait par ailleurs d'une sympathie idéologique forte chez de nombreux spécialistes du monde communiste. Sa renommée internationale et son étude de *Solidarność*, ainsi que des mouvements sociaux dans d'autres pays de la région lui ont permis de tisser un réseau de sociologues formés à son école, et son analyse fine du syndicat a complété la sympathie idéologique dont il bénéficiait, d'une large connaissance de ses œuvres et méthodes¹¹⁹.

Ayant, avec un espoir et une compassion qui animaient alors beaucoup de monde, présenté avec sympathie le mouvement *Solidarność*, le décrivant comme l'Acteur, c'est-à-dire le mouvement social allant dans le sens de l'histoire, Alain Touraine et son équipe semblent persuadés que seul ce type de mouvement peut provoquer les changements nécessaires. Solidarité est un mouvement

¹¹⁹ Parmi les recensions positives :

- Compte rendu de Z. Bauman sur « Anti-Nuclear Protest » et « Solidarity », *Sociology*, 17, 4, Novembre, p. 596-8, Londres 1983;
- Hannigan, J.A. « Alain Touraine, Manuel Castells and Social Movement Theory; a critical appraisal » in *The Sociological Quarterly*, 26, 4, p.435-54, Londres 1985;
- Kennedy, M. Professionals, *Power and Solidarity in Poland.*, Cambridge University Press, Cambridge 1991,
- Compte rendu de Law, D. De « Solidarity », *Sociological Review*, 32, nr 2, p.429-31. Londres 1984
- Terry, S.M. compte rendu sur « Solidarity », *Political Science Quarterly*, 99, 3, p.574-5, Londres 1984
- Watson, M., compte rendu de « Solidarity », *Soviet Studies*, 36, 3, p. 467-9, Londres 1984

Parmi les critiques,

- Goldfarb, J., *Beyond Glasnost: the post-totalitarian mind*, University of Chicago Press, Chicago, 1989.
- Scott, A. « Action. Movement and Intervention: Reflections on the Sociology of Alain Touraine », *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 28, 1, 30-45, 1991.

social total, libérant la société. Cette approche romantique¹²⁰ est théorisée au point de faire des propositions de méthodologie amenant à des risques d'une héroïsation systématique de l'acteur, et de détours normatifs. Les anciens collaborateurs et leurs élèves ont multiplié les études avec une approche tourainienne en Pologne. La recherche de l'acteur, du mouvement social et du sens de l'histoire a rendu toutefois cette méthodologie parfois inadaptée face aux objets étudiés.

Jadwiga Staniszkis considère que la chute du communisme n'a été possible que par le mouvement Solidarité. Le régime utilisait toute son énergie pour atomiser la société, et c'est la création d'une identité et d'un projet commun qui a mené à la chute du régime. La société reste toutefois fortement atomisée¹²¹, l'institutionnalisation de l'opposition démocratique, et l'Eglise ne représentant qu'un des rares aspects de cette société émietlée. C'est dans ce contexte que commence la transformation politique et économique, basée sur la recherche de capital par les grandes entreprises.

Dans une approche plutôt transitologique, Béla Greskovits¹²² s'étonne que face aux vagues de mécontentement qu'ont connu les sociétés d'Europe centrale suite aux réformes libérales, personne ne se pose la question de l'absence de protestation¹²³. Des vagues de protestations auraient pu fragiliser les démocraties encore fragiles.

Pour mieux comprendre le postcommunisme, il compare l'Europe du centre-Est avec l'Amérique latine. Il observe tout d'abord l'isolation des réformateurs néolibéraux, conseillés par des occidentaux et travaillant dans un vide politique¹²⁴. Les politiciens ne sont pas vraiment contrôlés par des groupes d'intérêts. Même les populistes, une fois élus, font rarement des changements économiques populistes, tenus par des engagements internationaux tels que le FMI. Son explication du caractère pacifique et peu protestataire de cette transformation est que le communisme a laissé des sociétés manquant de facteurs permettant l'action collective, qu'ils soient structurels, institutionnels ou culturels. L'absence d'inégalités criantes, le faible nombre

¹²⁰ Comme par exemple, dans Touraine A., *Le retour de l'Acteur, essai de sociologie*, Fayard, Paris 1984.

¹²¹ Staniszkis J., *W poszukiwaniu paradygmatu transformacji*, ISP. PAN, Varsovie 1994.

¹²² Greskovits B., *The Political Economy of Protest and Patience, East European and Latin American Transformations Compared*, Central European University Press, Budapest 1998.

¹²³ Greskovits B., *The Political Economy of Protest and Patience, East European and Latin American Transformations Compared*, Central European University Press, Budapest 1998, p1-5.

¹²⁴ Greskovits B., *The Political Economy of Protest and Patience, East European and Latin American Transformations Compared*, Central European University Press, Budapest 1998, p.35-52.

de pauvres marginalisés, la relativement faible urbanisation de la population, l'absence d'expérience récente de coups d'états et de soulèvement, stabilisent le postcommunisme¹²⁵.

Autre paradoxe : cette absence de protestation apparaît alors que les ouvriers sont plus syndiqués qu'en Amérique latine. Il explique cela par le fait que les syndicats aient des liens avec les cadres dirigeants et avec les politiciens, que ce soit un héritage du communisme (syndicats communistes) ou de la dissidence (solidarité). Conclusion : la protestation n'a pas structuré la transformation. Le marché et la démocratie ont pu être instaurés en même temps, car ils n'étaient pas complets. Une démocratie complète aurait mené à des protestations qui auraient bloqué les transformations¹²⁶.

Pieter Vanhuyse¹²⁷, dans son livre concernant la protestation dans les politiques sociales, traite de fait plutôt des conséquences de l'absence de protestation pour mener les réformes de retraites d'une étude réelle des raisons de cette absence. L'auteur s'insère dans la continuité de la pensée de Béla Greskovits. Les politiciens tenteraient de diviser les forces sociales pour éviter les protestations, par un système d'allocation des ressources d'état permettant d'acheter les partenaires sociaux.

¹²⁵ Béla Greskovits, *The Political Economy of Protest and Patience, East European and Latin American Transformations Compared*, Central European University Press, Budapest 1998, p.69-92.

¹²⁶ Greskovits B., *The Political Economy of Protest and Patience, East European and Latin American Transformations Compared*, Central European University Press, Budapest 1998, p.177 et les suivantes.

¹²⁷ Vanhuyse P., *Divide and Pacify – Strategic social policies and political protests in post-Communist democracies*, CEU Press, Budapest 2006.

2. L'ETUDE DE L'EUROPE CENTRALE

a) Qu'est ce que l'Europe centrale ?

L'Europe centrale est-elle spécifique ? L'Europe Centrale existe-t-elle, ou bien n'est-elle qu'une vue de l'esprit ? S'agit-il d'une région possédant un imaginaire commun ? Ou bien uniquement le regroupement hétéroclite de sociétés n'ayant rien en commun qu'une proximité géographique et un manque de pouvoir relatif par rapport à ses puissants voisins ? Ou encore une justification faible d'un regroupement d'études existant plus par défaut que par nécessité ?

L'Europe centrale doit être étudiée comme une région aux caractéristiques communes, imaginaires ou objectives. La recomposition géopolitique régionale est l'occasion de revenir sur le débat de la définition de l'Europe centrale. Mais avant tout, il nous faut rappeler quelques évidences, face au type d'argumentation souvent entendue. Nous considérons que la question ne concerne pas l'existence de l'Europe centrale, mais l'utilité explicative de la variable « appartient à l'Europe centrale » pour comprendre un phénomène. Une autre définition de l'Europe Centrale serait celle d'une catégorie géographique dont nous nous ne poserions pas la question de la pertinence. Une étude sur une ville tchèque est une information sur les sociétés d'Europe centrale même si elle n'en concerne qu'un petit aspect. Cette seconde définition, plus large et moins ambitieuse, est bien à distinguer de la première, et c'est la confusion entre les genres qui amène des personnes fines du monde académique à avoir des arguments manquant de finesse sur l'existence de l'Europe centrale. Il serait bien entendu absurde de considérer l'Europe centrale comme un tout possédant une cohérence forte dans tous les domaines.

Non seulement les nations d'Europe centrale diffèrent à commencer par la langue, mais de plus, les citoyens et les groupes sociaux dans ces nations diffèrent entre eux tout comme dans toutes les nations. Pour simplifier, l'Europe centrale existe parfois, en fonction de la question étudiée, comme facteur, et parfois non. La multiplicité des similitudes entre les sociétés (passé communiste, discours de la dissidence, gouvernements d'anciens dissidents ayant des discours proches, projet d'intégration européenne) ne doit pas cacher la multiplicité des différences nationales, économiques, sociales ou politiques ni inversement. Les études centre européennes

sont dans cette perspective un cadre intéressant de comparaison faisant ressortir l'unité dans la différence, ou encore les différences dans l'unité. Le besoin de précision dans l'utilisation de ce type de facteur mérite de multiplier les études comparatives en sciences sociales sur le sujet¹²⁸.

Le terme même d'Europe centrale ne fait pas l'unanimité. Pour ne citer que quelques unes des multiples conceptions, Jeno Szucs¹²⁹, proposant une anthropologie politique des évolutions en Europe, définit trois groupes, l'occident, l'orient, et le groupe des ballottés entre les deux, l'Europe du milieu. Cette Europe médiane formerait un tout cohérent en tant que résultat d'une double influence, réunissant des aspects des deux autres Europes. Pour certains historiens, l'Europe *médiane*¹³⁰ peut être définie déjà par les réformes agraires tardives. Mais comme le remarque Foucher¹³¹, la conception de l'Europe centrale est intimement liée à la situation entre autre de l'entre-deux guerres.

C'est justement pour s'opposer à la conception de la *Mitteleuropa* et surtout à son instrumentalisation par la propagande que l'historien polonais Oskar Halecki, et l'école historique de Chicago proposeront un découpage de l'Europe en quatre entités, l'Europe de l'Ouest, de l'Est, du centre-ouest et du centre-est. Cette conception permettait de légitimer l'étude la *ZwischenEuropa*, en mettant de côté l'espace germanophone et l'instrumentalisation du concept de *mitteleuropa* de Nauman par le régime nazi.

L'idée d'Europe centrale connaissait aussi des différences de définition et de sens commun. Ces différences avaient toutefois tendance à se structurer nationalement, en lien avec les interprétations de l'*histoire nationale*. Pour les polonais, l'ULB (l'Ukraine, la Biélorussie et la Lituanie) appartenaient à cette région, étant donné qu'ils avaient partagé avec la Pologne un destin commun dans la *Reczpospolita*. Pour les tchèques, il est difficile de parler d'Europe centrale sans parler d'Autriche qui serait même plus le cœur de ce territoire que la Pologne, et à

¹²⁸ L'Europe centrale étant devenue un cadre dans le sens commun, bien souvent les articles sur la région en anglais ou en français sont écrits par des spécialistes d'un seul des pays de la région, ne parlant qu'une seule des langues, faisant des généralisations hâtives sur toute la région ayant comme source des informations difficilement comparables, ou encore d'autres « synthèses » écrites par un autre spécialiste d'un seul pays. Seuls les travaux de comparaisons en sciences sociales avec des partenaires de toute la région, et ce non pas en « études centre et est-européennes », mais avec des sociologues, politistes, historiens et anthropologues, permettent de mieux saisir les logiques en cours dans ces sociétés, détruisant des illusions de singularité, ou découvrant de fausses similitudes. C'est entre autres le but du réseau CES auquel nous collaborons depuis 2003, et qui réunit entre autres l'université de Varsovie, l'université Charles, l'académie des sciences hongroise et slovaque.

¹²⁹ Szucs J.; *Les trois Europes* avec une préface de BRAUDEL F., Harmattan, Paris 1985.

¹³⁰ Concept utilisé par Braudel dans sa préface à l'ouvrage de Jeno Szucs in Szucs J.; *Les trois Europes* avec une préface de Braudel F., Harmattan, Paris 1985.

¹³¹ Foucher M.(dir.), *Fragments d'Europe, Atlas de l'Europe médiane et orientale*, Fayard, Paris 1993, p.57.

laquelle les polonais n'avaient pas pensé. Enfin, pour les Hongrois, la Croatie comme une partie de la Roumanie, en tant qu'anciennes terres hongroises, y trouveraient leur place naturellement.

Une autre manière de penser la région est la réflexion concernant la construction nationale, l'identité nationale et l'influence de cette construction normative autant sur les imaginaires que sur les pratiques. L'importance de la notion de culture dans les discours de construction nationale de ces nations sans Etats, dans des sociétés partageant des normes occidentales peut avoir des influences sur les « paysages normatifs » de ces mêmes sociétés¹³².

Peut-être devrions-nous plutôt concevoir l'Europe centrale, comme un projet politique, académique et culturel. L'idée de rapprocher des puissances moyennes de la région était déjà assez forte dans la première moitié du vingtième siècle. Relancée par les dissidences des différents pays de la région, elle comportait aussi d'importantes différences¹³³. Pourtant bien que les géographies symboliques de la région ne se superposent pas, nous pouvons observer de nombreuses similitudes dans l'herméneutique des analyses dissidentes, avec entre autres la thématique d'une appartenance culturelle à l'Europe occidentale artificiellement interrompue par la force. Ce projet peut être compris comme une coalition discursive pour des sociétés ayant des intérêts communs, visant à universaliser une cause nationale et dont l'effet a été d'enchanter l'unité de la région.

Pour notre étude, il est difficile d'imaginer que le retard de la réforme agraire du XIII^{ème} siècle dans l'Europe médiane puisse avoir une influence facilement observable sur les manifestations de rue d'aujourd'hui à Prague. Aussi, gardant ces hypothèses et définitions en tête, nous sommes partis avant tout de l'observation du terrain, gardant toutefois ce paradigme scientifique dans lequel s'insère notre étude. L'étude des pratiques dans la région peut être l'occasion de mieux connaître les sociétés qui la composent. Par là, et par le fait qu'elle concerne une société centre-européenne, notre étude s'insère aussi dans les études centre européennes.

¹³² Cette région d'Europe « n'est pas un Etat mais une culture ou un destin » écrivait Kundera dans « Un Occident kidnappé, ou la tragédie de l'Europe Centrale », *Le Débat* 1983, p.13.

¹³³ Kopeček M., « The Ups and Downs of Central Europe. Chapters from Czech Symbolic Geography » in Hlavičková Z., Maslowski N. *The Weight of History in Central Europe Societies of the 20th Century*, CES Praha 2005 p. 41-59.

b) Les études centre-européennes, -logiques d'*aera studies*

Les groupes universitaires occidentaux s'intéressant à l'Europe centrale avant 1989 étaient le plus souvent organisés soit en études soviétiques et est-européennes, ou bien en études slaves et est-européennes. Les méthodologies étaient celles de leurs spécialités : littérature, histoire, sciences politiques, sociologies. On retrouve par exemple le SSEES, à Londres, la *School of Slavonic and East-European Studies*, inaugurée par Tomáš Garrigue Masaryk en 1915, réunissant des enseignements d'historiens, de politistes, ou de spécialistes de la littérature qui sont avant tout reconnus pour leurs connaissances de la région, bien plus que dans leur discipline elle-même. Cette école compte aujourd'hui autour de 4000 étudiants. Dans ce genre d'études, les enseignants-chercheurs sont tout d'abord embauchés pour une spécialité disciplinaire sur un pays (comme « Historien, Bohémisant » par exemple). Ils se doivent alors de souligner et d'enseigner « ce qui est spécifique » au pays. La « spécification » se construit alors au niveau national. Ensuite, afin d'obtenir une position de cadre dans ce domaine, ils se doivent d'être capables de faire des comparaisons régionales (Europe Centrale, ou même Europe Centrale et Orientale) et être apte à réaliser des synthèses sur la région. On retrouve alors des spécifications régionales. Ce type d'organisation des études a même son pendant international, l'ICSEES¹³⁴. Dans ce type d'études, les spécialistes des petits et moyens pays entre l'Allemagne et la Russie se constituent souvent en entité de « spécialistes de l'Europe centrale », ce qui évite de disparaître face à l'écrasante majorité d'enseignants et de spécialistes travaillant sur le monde soviétique puis russe. Ils se présentent en spécialistes de toute l'Europe Centrale par des ouvrages de synthèse ou encore des ouvrages collectifs¹³⁵.

Il existe aussi des groupes liés aux études de langues, littératures et civilisations. Les enseignants-chercheurs de cette spécialité soit restent souvent isolés, travaillant relativement seuls et étant de peu d'influence, soit se constituent en réseaux de comparaison de toute la région. On compte beaucoup d'ouvrages de ce type concernant l'Europe Centrale.

¹³⁴ *International Committee for Soviet and East European Studies*.

¹³⁵ Le travail de montée en généralité sur la région a été fait dans de très nombreux ouvrages collectifs, dont nous ne citerons que quelques uns pour en montrer la diversité :

Pynsent R. (ed.), *The Phoney Peace. Power and Culture in Central Europe 1945-49* SSEES Occasional Paper no.46, Sees ed. Londres 2000; Schöpflin G., *Nations, Identity, Power*, NYU Press, New York 2000, Maslowski M., Delsol C., Nowicki J., *Mythes et symboles politiques en Europe centrale*, Puf, Paris 2002.

Enfin, il est encore à noter l'importance de trajectoires de vie particulières. Le passé politique de certains (par exemple Zbigniew Brzeziński, Henri Kissinger) a des conséquences sur leurs analyses. Une autre voie amenant à l'étude universitaire de l'Europe centrale est le passage par les médias. Nous rappellerons ici les cas de Georges Schöppflin qui ayant travaillé à BBC Europe Centrale a trouvé un emploi à l'université de Londres. Il fût suivi à ce poste par Jacques Rupnik qui trouva ensuite un emploi en France. Timothy Garton Ash ou encore Jean-Yves Potel en sont d'autres exemples. Enfin, les réseaux de la dissidence sont aussi des moyens de se retrouver dans une telle situation. Les cas de Karel Bartošek ou de Marcin Frybes peuvent relever de ces logiques de carrière.

Les chercheurs proposent des explications des changements de l'après-1989 dans leurs propres spécialités. Ce phénomène est banal mais non moins réel. Ainsi, les historiens ou généralistes cherchent, dans les explications historiques et dans la culture nationale les réponses à leurs questions, et alimentent leur réflexion par celles menées en Europe centrale¹³⁶. Un autre aspect de ce biais est que s'imprégnant de l'approche militante¹³⁷ des dissidents, de nombreuses études manquent de distances face aux changements. Les thèmes développés par les dissidents deviennent des thèmes de recherches :

- Par exemple Arato cherchera à définir les sociétés civiles d'Europe centrale en s'inspirant de la manière dont elles étaient pensées de manière militante par les intellectuels dissidents¹³⁸.
- La conviction des dissidents d'être la voix de la nation et en même temps de constituer la meilleure alternative pour une prise de pouvoir de l'après 89 sera partagée par de nombreuses études devant expliquer « pourquoi la population ne comprend pas ce fait ».
- Les théories journalistiques du four et du congélateur connaîtront des succès aussi impressionnants qu'injustifiés.
- Enfin, les rares informations sur la période communiste deviennent « significatives »¹³⁹.

¹³⁶ Voir, par exemple, l'étude unique dans ses sources comme dans sa problématique, de l'analyse de la construction d'une nouvelle mémoire légitime sous un nouveau régime à travers l'étude de la communauté historique: Mayer F., *les Tchèques et leur communisme*, éditions EHESS, Paris, 2004.

¹³⁷ Sur la relation entre l'écriture de l'Histoire tchèque et l'histoire de vie des historiens tchécoslovaques, voir Blaive M., *Une déstalinisation manquée. Tchécoslovaquie 1956*, Paris/Bruxelles, IHTP-CNRS/Complexe, coll. « Histoire du temps présent », Paris 2005, en particulier le chapitre Histoire et Mémoire : le cas des ex-communistes.

Malgré des biais évidents, les *central european studies* ne manquent pas d'intérêts. Dans quelle mesure l'étude des protestations relève-t-elle des études centre européennes ?

c) La protestation et l'Europe Centrale

Les recherches de Grzegorz Ekiert et Jan Kubik ont mené la plus importante des études existant jusqu'aujourd'hui sur les manifestations de rue en Pologne, Hongrie, Slovaquie et RDA, durant les années 1989-1993¹⁴⁰. Les problèmes méthodologiques liés au mode de constitution du répertoire des manifestations feront l'objet de remarques plus loin. Ces auteurs récapitulent leurs études en tentant d'affiner leur analyse sur le pays qu'ils connaissent le mieux, la Pologne.

Pour eux, en Pologne, les protestations de *la société civile* deviennent un mode de participation routinier de l'interaction Etat-société. La Pologne serait renommée pour avoir une *société civile* rebelle¹⁴¹. Ils se proposent d'expliquer pourquoi il y a de plus nombreuses manifestations en Pologne qu'en Hongrie, Slovaquie et RDA en s'appuyant sur trois éléments¹⁴² :

1. l'élément culturel-historique, donc, l'histoire de l'institutionnalisation de telles formes de protestations.

«La Pologne a une forte tradition de manifestations et de protestations, en 1956 en particulier»¹⁴³.

La Slovaquie utiliserait principalement la protestation épistolaire ou pétitionnaire car c'est une forme de protestation qui a été utilisée en 1968 ainsi que durant la charte 77¹⁴⁴.

¹³⁸ Arato A. *Civil Society, Constitution, and Legitimacy* Andrew Rowman & Littlefield Publishers, Inc. NY 2000.

¹³⁹ Je rappelle l'exemple déjà cité d'Ekiert et de Kubik considérant la Charte 77 comme l'expression de la culture des Slovaques expliquant le manque de protestations face à Mečiar. Le livre est sorti bien entendu avant les manifestations-fleuves.

¹⁴⁰ Il est toujours difficile de classer les études. Elles pourraient autant être classifiées comme des études de la transition démocratique qu'études de l'Europe Centrale. L'abondance des explications culturelles régionales ou nationales nous ont toutefois amené à faire le choix de les classer dans cette catégorie.

¹⁴¹ Ekiert G, Kubik J., *Rebellious Civil Society, Popular protest and Democratic consolidation in Poland, 1989-1993*, Ann Arbor, The University of Michigan Press 1999 p. 181.

¹⁴² Une présentation alternative de cette même étude est faite par Maté Szabo, « some lessons of collective protest in Central european post-communist countries: Poland, Hungary, Slovakia and East Germany in 1989-1993 », *East Central Europe*, Collegium Budapest, vol.27, part 1, 2000, p.59-76. L'auteur ne quitte pas la perspective présentée par Ekiert et Kubik, mais souligne l'influence de la culture politique.

¹⁴³ Ekiert G, Kubik J., *Rebellious Civil Society, Popular protest and Democratic consolidation in Poland, 1989-1993*, Ann Arbor, The University of Michigan Press 1999 p. 190.

2. l'élément rationnel instrumental : le manque de confiance dans les partis, ainsi que le manque de commission tripartite motiveraient à manifester.
3. l'élément sociologique institutionnel : la concurrence entre syndicats augmenterait les tendances à protester.

Le problème principal que pose l'explication culturelle-historique est simple : comment expliquer des manifestations entre 1989 et 1993 par des événements survenus en 1956 ? Ceci relève de l'explication historique *ex-post*. Cet argument pourrait être contredit par le faible nombre de manifestations en 1957, 1958 etc. Le cas de l'argument expliquant les formes que prennent les protestations slovaques est encore plus flagrant, si cela est possible : comment l'action d'intellectuels marginaux et principalement pragois de surcroît en 1977 peut-elle expliquer 'le manque de manifestations' entre 1989 et 1993, en Slovaquie ? Par ailleurs, il semble paradoxal de conserver ce type d'explication dans un livre publié en 1999 alors que la Slovaquie a connu, depuis, des manifestations sans précédent achevant l'époque des gouvernements Mečiar. La seconde explication, bien que semblant plus crédible, reste contredite ne serait-ce que par l'histoire proche : l'apparition des commissions tripartites ne fera pas diminuer les nombres de manifestations. L'explication du troisième type semble donner des éléments d'explications plus cohérentes, mais indirectes et sûrement pas systématiques. Pour vérifier cela, il nous faut étudier l'action en train de se faire.

Enfin, présentant une analyse concurrente de la même étude que Kubik et Ekiert, Szabo Mate s'intéresse à la protestation en Europe centrale (Pologne, Hongrie, Slovaquie)¹⁴⁵. Il souligne l'importance de la culture underground dans l'entretien protestataire de tradition nationale. Les communistes reconvertis se sont identifiés aux sociaux-démocrates d'avant-guerre, alors que les mouvements de jeunesse alternative maintenaient une critique douce du régime. Il suit Ekiert et Kubik¹⁴⁶ dans l'idée que les protestations sont devenues de plus en plus courantes après 1989.

Il constate que :

- Les protestations organisées se multiplient.

¹⁴⁴ Ekiert G, Kubik J., *Rebellious Civil Society, Popular protest and Democratic consolidation in Poland, 1989-1993*, Ann Arbor, The University of Michigan Press 1999 p. 190.

¹⁴⁵ « Some lessons of collective protests in Central European Post-Communist Countries », East Central Europe nr 27/1, Collegium Budapest, Budapest 2000, p. 59-76.

¹⁴⁶ Ekiert, J., Kubik G., « Contentious Politics in New Democracies: East Germany, Hungary, Poland, and Slovakia, 1989-9 », *World Politics* - Volume 50, Number 4, July 1998, pp. 547-581, p.554.

- Le « marché de la protestation » est dominé par les syndicats et par les organisations civiques.
- La présence des partis parlementaires diminue sur ce « marché ».

Considérant la culture de la protestation comme faible, l'auteur remarque que la tradition des protestations rurales-agrariennes semble avoir disparu avec la collectivisation. Ce ne sont pas les perdants de la transformation, d'après l'auteur, qui protestent, mais les classes moyennes, à cause des changements de répartition des ressources.

La culture de la protestation est constituée par un marché non entièrement institutionnalisé, où des partis, syndicats et organisations civiques se confrontent ou s'allient. L'auteur y voit une chance pour l'internationalisation des conflits, en particulier l'eupéanisation.

Nous regrettons que la notion de culture de la protestation soit mal définie par l'auteur. Nous aurions aimé en savoir plus sur l'idée de radicalisation des classes moyennes. L'explication de la protestation par la tradition connaît les mêmes travers que chez Ekiert et Kubik, celle d'une explication culturelle ne prenant pas en compte les aspects structurels et organisationnels.

Mis à part cette recherche, les études centre-européennes n'ont pas vraiment étudié cette problématique. C'est pourquoi la question de l'unité de cette région de ce point de vue là pourrait présenter un intérêt certain.

3. L'ÉTUDE DE LA NATION ET DE LA SOCIÉTÉ TCHÈQUE

a) La nation tchèque

Pour schématiser les théories de M.Hroch¹⁴⁷, c'est le travail de construction nationale, la machine de production du discours national/nationaliste qui constitue la nation. Partant de ce principe, l'analyse des spécificités nationales doit passer par l'analyse du discours d'unité nationale, et de ses lieux de production. Il s'agit donc de la forme que prend ce discours (les arguments), des moyens de le répandre (les producteurs/créateurs de la nation), et des

¹⁴⁷ Hroch M., *Social Preconditions of National Revival in Europe*, Columbia University Press, 2000.

interactions qu'il y a entre la forme du discours et son orateur. Ainsi la réflexion sur la nation tchèque est alimentée par toute étude concernant la société. Chaque étude peut être l'occasion de réfléchir à ce sujet. Utiliser toute étude pour définir l'identité nationale, et la question de la nature nationale comme explication de tout phénomène est un excès répandu en pays tchèques, nous semblant être davantage une limitation interprétative qu'un élargissement de perspective¹⁴⁸. Mais la question est peut-être dans les méthodes à l'œuvre et dans le croisement des approches paradigmatiques. Cependant, il faut reconnaître que notre étude participe de ce domaine d'étude qui apporte, comme nous le verrons, des aspects explicatifs non négligeables, bien plus grands que nous ne le supposons dans un premier temps. Nous apportons donc ici, à effet heuristique, une présentation personnelle de ce que nous apprennent les études de la nation tchèque, et surtout le cadre d'analyse dans lequel notre étude va s'insérer, et enfin les éléments de questionnement qu'elle provoque.

La république des Lettres, au XVI^e siècle, est constituée d'un système de fonctionnement des élites intellectuelles unifié et unificateur dans toute l'Europe. La cour, les salons, les loges maçonniques, mais aussi la langue française et le goût et l'art italien unifient et donnent moult éléments communs dans les définitions des rôles des intellectuels de toute l'Europe. La révolution française et les mouvements démocratiques et nationaux amènent à une diversification nationale¹⁴⁹ d'une part et à un rapprochement des modalités d'évolution (constructions nationales) parallèles. Toutefois, même dans ces modalités proches de constructions, des différences non négligeables se sont insérées, nous amenant à souligner ces distinctions.

L'Europe du Centre-Est, les nationalistes, influencés par le romantisme, ont créé un projet national basé sur la culture¹⁵⁰. Les écrivains, les peintres, les historiens, les intellectuels en sont les bâtisseurs. Ce projet, en Pologne et en Hongrie était une réinterprétation des projets

¹⁴⁸ Comme exemple du poids de cette approche dans les réflexions tchèques, nous pouvons remarquer la grande quantité d'ouvrages parmi les plus lus et les plus influents qui traitent de ce sujet depuis plus d'une centaine d'années.

¹⁴⁹ Pomian K., *L'Europe et ses Nations*, Le Débat Gallimard, Paris 1990 p.91-118.

¹⁵⁰ Pomian K., *L'Europe et ses Nations*, Le Débat Gallimard, Paris 1990 p.189-201. Il est à noter que nombre de productions artistiques tchèques participant de ce mouvement ne voulait pas se considérer comme participant du romantisme. Cependant, les thématiques (l'âme de la nation, la recherche de la pureté slave représentée entre autres par un alteregos monténégrin) participent du mouvement qui a embrasé l'Europe, et a été à la base de la constitution des identités nationales au 19^{ème} siècle, même si certains des artistes et intellectuels cités l'ont fait dans une période ultérieure.

nationaux portés par la noblesse¹⁵¹. Comme nous le verrons ci-dessous, la Bohême, largement germanisée, réinvente cette culture dite haute et enchante ce qu'elle trouve de la dite basse. La culture, les intellectuels et les artistes se trouvent d'autant plus aux racines des projets nationaux que les nations sont sans Etat. L'intelligentsia, ayant dans la région un prestige social inférieur à celui de ses homologues ouest-européens, s'attribue la responsabilité principale de la construction nationale. Cette dernière était tout autant mise en danger par les pays envahisseurs que par l'apathie d'une population à convaincre¹⁵² ! La production des interprétations nationales devait donc avoir des vertus mobilisatrices.

Les lieux, milieux et réseaux ressemblaient à s'y méprendre à leurs homologues français, par exemple : salons, galeries, revues, universités... Bien entendu, des organisations politiques étaient aussi le lieu des intellectuels. Les intelligentsias d'Europe centrale étaient cependant plus périphériques que la française, et comptaient sans conteste moins de membres. La sociabilité et les réseaux se recoupant, dans ce petit monde, « tout le monde se connaissait », et il n'y avait rien d'étonnant que l'on soit professeur, artiste et politicien, ces différents rôles semblant alors relever d'une même compétence. Enfin, et surtout, ce sont les discours nationaux et les références qui les différençaient. Nous pourrions dire schématiquement que la culture tenait dans le discours la place que tenait la république dans l'intelligentsia française.

Les « éveilleurs de la nation » constituent une sorte d'« idéaltype » de la culture tchèque. Cet « idéal type »¹⁵³ était constitué par de nombreux textes, tableaux, travaux dits scientifiques proposant avec plus ou moins de succès d'interpréter nationalement ce qui entourait leurs auteurs, ou le passé du peuple, ou encore de constituer des normes nationales à la langue. Il ne s'agissait pas d'invention totale, mais plutôt d'un sens nouveau donné à ce qui existait.

¹⁵¹ Voir l'introduction de Maslowski M. in Delsol C., Maslowski M., Nowicki J., *Mythes et symboles politiques en Europe centrale*, Puf, Paris 2002.

Voir aussi Hvizďala, K, *Rozhovory na přelomu tisíciletí* [Conversations à la frontière du millénaire], avec Prague, Dokořán, 2002 ou les entretiens avec Havel, Schwarzenberg, Štětina, Rupnik ...qui portent autant de pragmatisme activiste que de romantisme national.

¹⁵² Lajos Németh, « Changement de statut de l'Artiste Hongrois au cours du XIXe et du XXe Sècle » in Le Goff J., Köpeczi B. (réd.) *Intellectuels français, intellectuels hongrois, XIIIème-XXème siècle*, Akadémiai Kiado, Budapest 1985 ; éditions du CNRS, Paris 1985, p.279-284. L'auteur y présente une perspective comparative non seulement Est européenne, mais aussi avec des éléments de comparaisons ouest-européennes. Voir aussi Michel B., *Nations et nationalismes en Europe centrale, XIXe-XXème siècle*, Aubier, Paris 1995.

¹⁵³ Contrairement aux exemples de cités présentées par Boltanski L. et Thévenot L. dans leur ouvrage, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Gallimard, Paris 1991, il est difficile de définir une seule cité, mais il s'agissait plutôt d'un mouvement, comportant certaines thématiques, qui constituaient ensemble un monde.

Le projet n'apparaît que progressivement, et se constitue au fur et à mesure des évolutions que connaît le monde de l'intelligentsia. Le mot de projet peut donner la fausse impression d'une stratégie fixée d'avance. Pourtant il nous semble être le mot le plus adapté, car il s'agissait d'une proposition pour l'avenir qui appelait au soutien, et qui semblait être ouvert à tous. Ce projet tel que nous le connaissons actuellement, liant la nation à sa langue, n'allait pas de soi et était controversé non sans raisons : la germanisation de la population 'tchèque' était très avancée, en particulier dans les milieux instruits. L'allemand était la langue de la culture haute, et parmi les intellectuels, les cercles parlant tchèque étaient extrêmement restreints. Ainsi l'idée de « restaurer », de « recréer » un langage tchèque, une littérature tchèque était une tentative au destin très incertain. La littérature, dont les pièces de théâtre, n'était pas créée pour un public préexistant à la production de l'œuvre.

Au contraire, c'est la capacité de convaincre de l'intérêt du projet national qui a permis à ces biens culturels de créer leurs publics¹⁵⁴. La création de la communauté nationale par la création de sa culture, la constitution de mythes, la réinterprétation du passé étaient associées à des projets économiques divers. Mais c'est bien la production culturelle qui était la pierre d'angle du projet.

Jusqu'aujourd'hui, un bon mot illustrant bien cette situation : commentant une rencontre de ces quelques intellectuels dans une brasserie: « si le plafond s'était écroulé, c'est toute la nation tchèque qui aurait disparu ». Cet ensemble de discours, créés par les poésies, textes, peintures et par la philosophie, constitue un *monde de justification* au sens de Boltanski-Thévenot¹⁵⁵. Il s'agit d'un monde complexe, permettant d'interpréter le passé, le présent, les *états*, ce qui est utile et ce qui a de la valeur¹⁵⁶. Les producteurs du sens de la nation tchèque étaient des intellectuels, des universitaires et des hommes de culture tels Dobrovský, Rubeš, Jungmann, Palacký, Havlíček. Plutôt que l'appartenance à la classe sociale, c'est l'appartenance à un groupe social d'auto-référence qui compte en Bohême. Ce sont les représentations qui constituent ce monde social. Formant une grille d'interprétation de l'univers, il connaîtra une influence grandissante dans la société tchèque. Cet ensemble de discours constitue une argumentation qui sera reprise à la fin du dix-neuvième et au vingtième siècle, entre autre par T.G. Masaryk.

¹⁵⁴ Macura V., *Znamení Zrodu, České Národní Obrození jako Kulturní typ* [...], H&H, Prague 1995, p.103 –104.

¹⁵⁵ *De la justification. Les économies de la grandeur*, Gallimard, Paris 1991.

¹⁵⁶ Voir entre autre, pour une étude historique et sémiotique, l'œuvre de Macura V., *Znamení Zrodu, České Národní Obrození jako Kulturní typ* [...], H&H, Prague 1995.

Ainsi, l'intelligentsia, les intellectuels, forment une communauté imaginée¹⁵⁷, où tous seraient théoriquement égaux. En même temps, l'interprétation même de ce qu'est la nation tchèque amène à organiser une nouvelle forme de hiérarchisation : définir ce qui est important pour la nation, et ce qui ne l'est pas, ou encore quels sont les individus grands pour la nation, et lesquels le sont moins ! Il s'agit donc d'une structure sociale mais aussi d'une structure de valeurs différenciées suivant un critère national. Par leurs argumentations, les créateurs de la nation attribuent à la notion de culture et aux intellectuels, comme aux artistes, « un rôle spécifique ». Donc ils se l'auto attribuent, de fait¹⁵⁸. Il en découle que l'intelligentsia est plus égale que d'autres. Les poètes, les écrivains, les peintres et les artistes du monde théâtral sont la voix de la nation, voix qu'ils portent et qu'ils créent en même temps¹⁵⁹.

Tous les intellectuels ne participent pas au projet. Certains ont plus de succès que d'autres pour convaincre de leurs points de vue. Les « éveilleurs » de la nation deviennent suffisamment nombreux et influents pour constituer toute une intelligentsia, et même pour convaincre d'étendre l'ensemble de ce discours.

A cet effet, se créent progressivement diverses organisations (telles les organisations de jeunesse), visant à socialiser les tchèques au nouveau corps du discours. Le succès de ce discours donne à l'intelligentsia une position spécifique dans la société tchèque, la plaçant à son sommet. Un des grands moments du « réveil national » sera la construction du Théâtre National Tchèque, bâti par souscription populaire, et dédié « à la nation par elle-même ».

La politique sera comprise comme une partie de cette culture tchèque à acquérir et à construire en même temps. Ainsi, le professeur philosophe/sociologue T.G. Masaryk, à la fin du 19^{ème} siècle, mettra en place l'Académie ouvrière, qui devait offrir aux sociaux-démocrates l'éducation politique, préalable d'après lui à la création d'un Etat. T.G.Masaryk, reprendra les arguments tchèques de la première moitié du 19^{ème}. En tant que chef d'Etat, il poursuivra cette pensée, considérant que la constitution d'une culture démocratique tchèque était un élément majeur du projet national¹⁶⁰. Culture tchèque et démocratie devenaient, dans ce discours, synonymes. Le

¹⁵⁷ Anderson B, *L'imaginaire national: Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, Paris 1996.

¹⁵⁸ Sur ce sujet, voir encore par exemple l'analyse de Macura V., *Znamení Zrodu, České Národní Obrození jako Kulturní typ*, H&H, Prague 1995, en particulier p. 191-194.

¹⁵⁹ Le cas tchèque est à rapprocher de celui des autres nations de l'Europe du Centre-Est de ce point de vue là.

¹⁶⁰ Masaryk T.G., *Cesta Demokracie III [la voie de la Démocratie]*, Ú.T.G.M., Prague 1994, p. 152. A travaillé aussi sur ce sujet M. Perottino, dans sa thèse de doctorat en sciences politiques, *L'héritage démocratique tchèque*, présenté en 1998 à l'université de Nice-Sophia Antipolis.

projet tchécoslovaque devenait universel¹⁶¹. Le succès de représentation avait des conséquences dans la langue tchèque elle-même : « homme de la culture » prend le sens d'artiste d'une part, et celui de citoyen 'mieux' socialisé, ayant de bonnes manières, étant correct, de bon niveau, possédant une bonne « culture générale ». Ces sens, en tchèque, se superposent et même, souvent, se confondent.

Parmi les créateurs eux-mêmes de cette nation, nous pouvons aussi, bien entendu, analyser des courants. L'historien Jan Křen¹⁶² considère que l'on peut distinguer trois conceptions importantes concernant le sens de l'Histoire tchèque :

- La conception nationale-protestante, représentée par Palacký,
- La conception dite nationale-démocratique, représentée par Masaryk, Krofta Werstadt et Stloukal,
- La conception socialiste nationale, représentée par Slavík, Konrad et la grande majorité des Historiens des années 1960.

Bien entendu, ces conceptions dans l'ensemble avaient des traits communs telle la recherche de la « mission historique de la nation », se confondant avec l'idéologie de sa construction. Les diverses interprétations du sens de la nation tchèque, de son histoire et de ses missions portent sur plusieurs « centres symboliques »¹⁶³ : les personnages de St Venceslas, de St Adalbert, de Cyril et Méthode, de Jean Hus et de l'Eglise des frères tchèques, de Jean de Nepomucène, d'Albert Pražák et de T.G. Masaryk.

Mais c'est bien cette conception de Palacký et de Pekař qui a été utilisée après 1945 dans un discours de légitimation culturo-nationaliste de la violence de classe et ethnique (expulsion des allemands des sudètes)¹⁶⁴. Par opposition, la politique non politicienne, et les avancées par les

¹⁶¹ Sur ce sujet, voir l'ouvrage collectif *Masaryková Idea Československé Státnosti ve Světle Kritiky Dějin* [La pensée de Masaryk de L'Etat Tchécoslovaque à la lumière de la critique de l'Histoire], Ú.T.G.M., Prague 1994.

¹⁶² Křen J. in Křen J. & Otahal M. a další « Diskuse o českých dějinách » [discussions sur l'Histoire des Pays tchèques], *Historické studie* 26, Prague 1989 p. 127-128.

¹⁶³ Je reprends ici le concept développé par l'historien, sociologue et philosophe tchèque Miloš Havelka pour comprendre des événements et des personnages autour desquels se développent les interprétations de l'Histoire, provoquant par ce qu'ils symbolisent les débats sur leurs essences, et cristallisant, dans leurs diverses combinaisons de sens qui leur est attribué, les idéologies communautaires. Ce concept est développé dans Havelka M., *Dějiny a Smysl*, [L'Histoire et le Sens], éd. Knihnice Dějin a Současnosti, Prague 2001, en particulier p.6-18, mais aussi dans une moindre mesure p.18-43.

¹⁶⁴ Havelka M., *Dějiny a Smysl*, [L'Histoire et le Sens], éd. Knihnice Dějin a Současnosti, Prague 2001, p.21.

petits travaux réguliers seront plutôt l'héritage des grandes conceptions de Masaryk¹⁶⁵ que l'on retrouvera dans les discours de la dissidence.

Alors de quoi est faite la nation tchèque ? Suivant Havelka, nous pouvons considérer qu'il s'agit d'une question de dispositions mentales plutôt que de structure (argument « culturel »), une preuve en serait l'arrogance désagréable des serveurs pragois résistant même au passage à l'économie de marché¹⁶⁶. La question des dispositions mentales dite nationales en est ouverte.

Les grands récits concernant la nation, offrant des auto identifications appelées stéréotypes, ont des fonctions non seulement légitimatrices, mais deviennent des cadres d'analyse de situations, et ont même de puissantes fonctions normatives. Le fort égalitarisme des slaves, considère Palacký, a été réutilisé et transformé pour constituer le caractère égalitaire et démocratique des tchèques. Cette définition de la nature tchèque influence jusqu'aujourd'hui les normes de justifications.

Parmi les tentatives de modernisation, ou d'évolution de ce monde discursif définissant la nation tchèque, tout comme dans d'autres pays européens, durant l'entre-deux guerres, l'artiste d'avant-garde s'attribue souvent (lui aussi) ou encore se voit attribuer le rôle de révélateur et de créateur de la nation. Si nous considérons, en accord avec les théories de Paggioli, l'avant-garde comme une idéologie¹⁶⁷, ce discours national explique le paradoxe de la popularité des discours collectivistes chez des artistes cherchant leur inspiration dans des techniques relevant pourtant de l'individualisme le plus poussé.

Mais l'après-guerre amène les artistes d'avant-garde à choisir entre la constitution du grand projet socialiste ou la marginalisation professionnelle. La conversion au style d'Etat du réalisme socialiste est difficile, et amène certains artistes à choisir la marginalisation, voire la lutte. Ainsi, utilisant leur *état*, les *hommes de culture* se permettent d'aller le plus loin en dehors des trames

¹⁶⁵ Dans Masaryk, *Česká Otázka. Naše nynější krize*, Čin Praha 1935. Sur ce sujet, voir aussi Havelka « Nepolitická politika. Kontexty a tradice » et Othalal M., « o nepolitické politice », *Sociologický časopis* nr 34, nr 4 p. 453-477.

¹⁶⁶ Havelka M., *Dějiny a Smysl*, [L'Histoire et le Sens], éd. Knihovnice Dějin a Současnosti, Prague 2001, p.21. Nous remarquons ici que l'auteur présente ici un argument expliqué par la notion d'Hystérésis de l'*habitus* de Pierre Bourdieu. Les dispositions constitutives de l'*habitus* ont pour première propriété d'être durables. Ce concept veut expliquer le phénomène de la conservation par un agent, socialisé dans un certain monde, d'une partie des dispositions alors acquises, même si elles s'avèrent inadaptées à une nouvelle situation.

¹⁶⁷ Paggioli R., *The Theory of the Avant-garde*, Harvard University Press, Cambridge 1968.

idéologiques¹⁶⁸. L'idéologie de l'avant-garde, mis à part son discours fortement collectiviste, promouvait les valeurs du non-conformisme, de l'indépendance voire de l'héroïsme. Les opinions de ces artistes avaient une légitimité plus forte que celles de la plupart des citoyens. En conséquence, le régime combattait encore plus vigoureusement ces artistes qui quittaient la ligne du parti¹⁶⁹. Nous pouvons voir, dans ces groupes, les premiers embryons des révoltes artistiques et intellectuelles contre le régime¹⁷⁰. Durant la déstalinisation, surtout de 1958 à 1960, le régime luttera avec acharnement dans les sphères intellectuelles et artistiques contre les idées hérétiques¹⁷¹.

Outre l'épisode de 1968 qui constitue un sujet en soi, les études et réflexions concernant la nation tchèque suivent deux lignes directrices. La première est généralement représentée par les images déjà évoquées des congélateurs et des fours. La vraie nation cesse de se développer naturellement, prisonnière du régime, et la question devient alors de savoir si la nation en ressortira indemne et inchangée, comme si elle avait été congelée par un régime ne représentant pas le vrai peuple, le régime communiste, ou si tel un four, le régime rendrait chaud des problèmes qui existaient, nous offrant une nation, après 1989, libérée mais malade. Il est, nous semble-t-il, inutile d'expliquer les faiblesses de ce genre d'hypothèses.

L'autre ligne, qu'elle concerne la pensée dissidente ou les sciences sociales, tend à confondre la question de la nation avec celle de la société. Nous en traiterons donc dans la sous-partie concernant la société tchèque.

Nous reviendrons dans le cadre de notre étude sur ce qui est intervenu pendant l'année 1968. Les tchèques sont réputés chez certains de leurs voisins comme manquant de certains attributs de la masculinité liés dans le sens commun au courage et à l'honneur. S'agit-il d'une incapacité génétique à se révolter ou d'un stéréotype injuste sans lien avec la réalité ? Ou encore peut-on trouver une autre explication ? Car si notre étude concerne les manifestations, actions collectives

¹⁶⁸ Les représentants les plus symboliques en étaient Milan Kundera et Josef Škvorecký. Ils pouvaient vraiment être considérés comme déviant de la ligne du parti. Václav Havel représentait cette tendance à la libéralisation dans le domaine du théâtre.

¹⁶⁹ Il est à noter que ce type de justification, répandu en Europe du Centre-Est, a connu son miroir dans la politique anticommuniste américaine favorisant la liberté de la culture, cf. Grémion P., *Intelligence de l'anticommunisme ; le congrès de la culture à Paris, 1950-1975*, Fayard, Paris 1995.

¹⁷⁰ Voir, par exemple, l'article de Dvorský S., « S podzemí do podzemí » [de l'illégalité à l'illégalité], p. 77 à 154, dans Alan J. (réd.), *Alternativní kultura, příběh české společnosti 1945-1989*, Nakl. Lidové Noviny, Prague 2001.

□ Skilling Gordon H., *Czechoslovakia's Interrupted Revolution*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey 1976, p.36.

de protestation, elles concernent en creux aussi les non événements¹⁷². Est-ce une caractéristique nationale qui amène à rendre la protestation plus coûteuse ? Et si non, comment expliquer ce phénomène observé en creux ? Les manifestations de rue tchèques sont-elles en quoi que ce soit comparables entre elles ? Et peut-on comparer celles qui précédaient 1989 avec celle de notre étude, ou avec le phénomène de protestation auquel la résistance pourrait être associée ?

b) La société tchèque

Qu'est-ce qu'étudier la société ? Historiquement, étudier la société tchèque était dans une certaine mesure compris comme étudier la nation tchèque. Il s'agissait de saisir les éléments de continuité et l'unité de la nation, de saisir son essence. Cette essence ne variait ni dans le temps, ni vraiment en fonction de la position sociale. Au plus, les rôles sociaux et les situations auxquelles cette société devait faire face changeaient. Ainsi l'étude de la société tchèque était en fait la présentation d'études ou de réflexions sur la nation tchèque, en considérant parfois l'Etat comme n'en étant pas le représentant le plus fidèle (voire même un représentant indigne et illégitime). Nous retrouvons souvent, dans une même accession, l'étude de la société tchèque sous le communisme.

C'est pour des raisons bien obscures que la société était considérée comme un tout relativement invariant dans le temps. De nos jours, dans la plupart des études, qui se veulent de tradition webernienne, la société tchèque est analysée comme un tout très fracturé, généralement hors du temps. Il s'agit soit de sondages d'opinions proposés le jour j, soit d'élections (pour la société politique). Parfois, deux « photos » sont comparées pour mettre en évidence des évolutions. Cette détemporalisation de la plupart des études, censée prémunir des abus précédents, n'en est pas moins obscure. Les rationalités des agents ne devraient-elles pas être étudiées en fonction de leurs logiques d'action d'une part, et dans les logiques des perceptions de leurs actions d'autre part ? Ces logiques sont construites aussi bien dans le temps que dans les structures subjectives sociales.

¹⁷² Voir à ce sujet l'ouvrage collectif Devaux S.(dir.), *Les nouveaux militantismes en Europe : une mise en perspective Est/Ouest*, L'Harmattan, Logiques politiques, Paris, 2005, en particulier la perspective proposée par Olivier Filieule.

Il est à remarquer que l'absence de protestation que propose d'étudier Filieule, a été l'objet d'études de Béla Greskovitz concernant la transition, comme nous l'avons vu précédemment. Cela a été aussi l'objet d'études de Muriel Blaive en tant qu'historienne, recherchant les causes de l'absence de protestation en Tchécoslovaquie alors que la Pologne et la Hongrie se soulevaient en 1956. Muriel Blaive, *Une déstalinisation manquée. Tchécoslovaquie 1956*, IHTP-CNRS/Complexe, Paris/Bruxelles 2005.

L'étude de la société tchèque nous semble pourtant particulièrement intéressante, et ce à plusieurs niveaux. Tout d'abord, s'il arrive parfois que les recherches sur ce sujet traitent de manière holiste « la société tchèque » recherchant sa spécificité sans forcément la comparer aux autres, toutefois, il nous faut reconnaître que le plus souvent, les recherches la concernant y observent des différences, et ne la considèrent pas comme uniforme, introduisant les notions telles que celles de stratifications sociales, d'usages et d'habitus, de capital social, culturel, politique, et les notions de réseaux et bien d'autres. De fait, dans toute l'Europe centrale, la sociologie reste structurée autour de deux branches majeures : l'étude des stratifications sociales et les sondages d'opinions publiques. Cette dernière branche semble accentuée en République tchèque et en Slovaquie, et il en découle qu'en sociologie, dans leur écrasante majorité, les recherches sur la société tchèque restent dans la tradition la plus classique des recherches quantitatives et basées sur des sondages d'opinion publique. De plus, dans bien des cas, les questionnaires de ces enquêtes amènent à des réponses biaisées. Les nouveaux paradigmes de l'étude de la société tchèque sont plutôt à rechercher, nous semble-t-il, dans les études sociologiques qualitatives, qui, bien que rares, sont réalisées par quelques équipes reconnues¹⁷³. En République tchèque, il s'agit de l'équipe constituée autour de *Samisebe*, avec Zdeněk Konopásek, Alan, Olga Šmidová¹⁷⁴, où les théories de la sociologie des techniques ou de l'anthropologie du quotidien prédominent. Nous retrouvons aussi des études qualitatives en *gender studies*, reprenant des méthodologies ouest occidentales, ou encore la sociologie de la famille de l'école d'Ivo Možný¹⁷⁵. Ces études qualitatives sont plus fréquentes en Pologne et en Hongrie, moins en Slovaquie et en République tchèque.

Les problèmes des études basées sur les sondages d'opinions publiques sont dus au fait que les citoyens sont traités comme égaux entre eux, et c'est donc la quantité de réponses trouvées dans chaque catégorie qui apporte l'information et la compréhension des phénomènes sociaux¹⁷⁶. Or, ce type d'approche conduit souvent à la constitution de nouveaux mythes et entraîne de

¹⁷³ Spalová B., « La révolution de velours dans les sciences sociales tchèques » (avec une introduction de Blaive M.) p.103 -134 –, *Critique internationale* no 32 Economies politiques des privatisations, juillet-septembre 2006.

Voir entre autres les études de Pavol Frič et peut-être son ouvrage *Aktivita a potreby neziskových organizací v České republice : výsledky kvantitativního sociologického šetření* [Les activités et besoins des organisations non gouvernementales en République tchèque, résultat d'une recherche quantitative] ; Agnes : ICN, Prague 1998.

¹⁷⁴ Konopásek Z. (dir.), *Otevřená minulost: autobiografická sociologie státního socialismu*, [Le passé ouvert : sociologie autobiographique du socialisme d'Etat], Prague, Karolinum (1999).

¹⁷⁵ Ecole de la faculté des Sciences Sociales de l'Université Masaryk de Brno.

¹⁷⁶ Bourdieu P., « L'opinion publique n'existe pas » in *Les temps modernes*, 318, janvier 1973, pp. 1292-1309.

nouvelles incompréhensions. En effet, la société n'est pas plate. Les individus diffèrent par leur capacité d'influence politique, économique, en termes de légitimité personnelle et en termes de réseaux. Ces réseaux, structures, microstructures ont une importance tellement primordiale, que le fait d'en recenser les principaux, et leurs modes d'action mènent, certes, à une compréhension plus fine, mais toujours incomplète des phénomènes en cours. Cette conclusion terrible nous a poussé à choisir une approche modeste, ne visant à recenser qu'un certain nombre de logiques sociales, un certain nombre d'agents, en acceptant le fait que derrière ne se cache pas une seule logique d'action. Nous avons donc décidé de faire ressortir les logiques les plus importantes, considérant uniquement les facteurs décisifs uniquement. Pour utiliser un langage de physicien, nous allons marginaliser sur les variables non pertinentes.

Dans une telle perspective, il est essentiel de partir d'une action, dans notre cas de l'action manifestante, d'en identifier les agents principaux, les actions, et ensuite de comparer leurs actions avec l'évolution de la situation générale, afin de découvrir s'il n'y a pas un agent caché, ou, ce qui est plus complexe mais plus intéressant à notre sentiment, dans quelle mesure l'action peut échapper à une logique d'agents sociaux, pour suivre des voies qui connaissent d'autres logiques. Ainsi, l'agent social est défini par rapport aux logiques des actions qu'il provoque, et les rationalités des agents par rapport à leurs stratégies et perceptions des logiques d'actions. Le triplet logiques des actions, agents sociaux et logiques des agents sociaux sont donc inséparables, et doivent être étudiés dans l'interaction permanente que ces sujets d'observation sociologiques entretiennent entre eux.

En Europe centrale ou orientale, la recherche est structurée, comme dans la plupart des pays du monde, au niveau national. Aussi, les études sociologiques ou de sciences politiques concernant des comparaisons termes à termes des pays postcommunistes, ou tout au moins centre européens sont rares. En ce qui concerne le travail des historiens de la société tchèque, l'histoire sociale est quasiment inexistante. L'histoire politique des années de communisme est un peu plus riche. Parallèlement à un certain nombre d'ouvrages obéissant aux analyses de la situation telle que le régime la voyait, se sont constitués des recueils d'articles et des livres entiers dénonçant l'idéologie du régime, et proposant des points de vue alternatifs. La structuration de « la dissidence » a amené à des éléments de cohérence dans l'argumentation des opposants, et de fait au travail collectif et minutieux de constitution d'idéologies alternatives. Ainsi, les ouvrages

concernant l'histoire politique sont principalement des ouvrages politiques, ou même politisés, ce qui induit à d'autres biais encore. Certes, il nous faut préciser que les auteurs de ces livres ne seraient pas tous heureux de l'expression « politisé », étant donné que beaucoup d'entre eux prônaient justement la dépolitisation de la société. Cependant leur argumentation, comme nous le verrons plus tard dans cette thèse, proposaient des clefs d'analyse relevant plus d'un militantisme de l'opposition que d'une analyse distante de la situation. Aussi, la lecture de l'histoire politique nous semble aussi intéressante voir même plus intéressante pour ces effets sociaux que pour ces catégories d'analyse. Ce constat d'absence¹⁷⁷, fait à de maintes reprises, pose des problèmes au sociologue du contemporain, lui rendant plus difficile l'accès à des éléments explicatifs.

En sociologie, les travaux appelés « études de la société tchèque » sont principalement le fait d'ouvrages collectifs aux lignes directrices floues permettant à chaque employé de l'institut de Sociologie de l'Académie des sciences, par exemple, de recycler un article en bénéficiant de la subvention de publication de soutien de la recherche dans ce domaine et donc de compléter ses maigres revenus¹⁷⁸.

¹⁷⁷ Le professeur Jan Rychlík (chaire des études de l'histoire tchèque à la faculté de lettres de l'université Charles) fait ce constat dans « Česká a slovenská historiografie období komunismu v Československu » [L'historiographie Tchèque et Slovaque dans la période du communisme tchécoslovaque] in Hlavičková Z., Maslowski N., *Nacionalismus v současných dějinách střední Evropy. Od mobilizace k identitě*, [Le nationalisme dans l'histoire contemporaine de l'Europe Centrale : de la mobilisation à l'identité] CES Prague 2005 p. 62-72. Ce constat à été fait aussi par Georges Mink dans l'introduction de l'ouvrage collectif Mink, G., Neumayer L., *L'Europe et ses passés douloureux*, La Découverte, Paris 2007.

¹⁷⁸ Mansfeldová, Z., M. Tuček: *Současná česká společnost. Sociologické studie* [La société tchèque contemporaine, études sociologiques] ; version électronique, Institut de sociologie, académie des sciences, 2003 Ce thème permet aussi d'organiser des conférences au sujet si large qu'il offre la possibilité d'inviter tout le monde, voir l'ouvrage collectif tiré d'une conférence de Potůček M. (dir.), *Česká společnost na konci tisíciletí : konference pořádaná Fakultou sociálních věd UK v rámci oslav 650. výročí založení Univerzity Karlovy / Karolinum*, Prague 1999 [La société tchèque à la fin du millénaire, conférence organisée par la faculté des sciences sociales de l'Université Charles de Prague à l'occasion des 650 ans de la création de l'Université Charles], ou encore Skalný J.P. et Rechcigl M. (jr.), *The transformation of Czech and Slovak societies on the threshold of the new millennium and their role in the global world : selected papers from the 21st World Congress University of West Bohemia, Plzen, Czech Republic June 23-30, 2002* / Ou encore Hartl J., Huk J., Haberlová V., *Česká společnost 1998* [La société tchèque 1998] Management Press : STEM - Středisko empirických výzkumů, Prague 1999, ou enfin comme exemple concernant les sondages *Názory a postoje představitelů společenských elit v České republice a ve Slovenské republice* [Les opinions et considérations des représentants des élites sociales de la République tchèque et de la République slovaque], Středisko empirických výzkumů, Prague 1995.

c) La protestation dans la société et nation tchèque

Parmi les rares monographies traitant de la question, *Proč tak snadno*, [Pourquoi était-ce si facile] est sans doute la plus célèbre d'entre elles. Cet ouvrage recherche la réponse aux modalités de fin du régime et aux bases de sa légitimité dans les relations familiales et dans ce qui constitue le lien social plutôt que dans ce qui constitue les relations de domination. En effet, le régime est tombé en 1989 de manière incroyablement facile, lorsque moins de 40 000 personnes¹⁷⁹, d'après les estimations optimistes, toutes villes confondues, sont sorties dans la rue. Ceci constitue moins de 0,4% de la population adulte, et ne constituerait en rien une force majeure dans un régime de démocratie parlementaire. Si le régime était si peu légitime, pourquoi avoir attendu autant pour réagir ? Comment comprendre que cela ait marché ? La légitimité correspond-elle aux valeurs déclarées ou plutôt aux valeurs partagées par la pratique ? A cette dernière question, la réponse d'Ivo Možny est claire : c'est la pratique, révélant les rationalités partagées par les individus qui présentent la forme de la légitimité la plus forte. Dans une économie du manque de perspective et de produits de consommation courante, alors qu'il est difficile d'obtenir quoi que ce soit, comment s'étonner que les individus investissent en masse dans l'institution la plus efficace de la société, c'est-à-dire la famille ? Par une approche néo-institutionnaliste et fonctionnaliste, basée sur l'analyse de la seule institution vraiment efficace d'après Ivo Možny (la famille), l'auteur considère la société tchèque comme de type tribale avant 1989, et évoluant difficilement vers une société ouverte après 1989. Ainsi, c'est l'analyse de ce qui n'est pas d'Etat, la société, qui permet de comprendre les évolutions du régime.

« Qui ne vole pas, vole sa famille »¹⁸⁰, ce dicton d'avant 1989, reflète bien la réalité de l'époque : la disparition du sens de la responsabilité pour la collectivité correspondait à la clanité du système fonctionnel social. Le manque de confiance en la société, comme Granovetter et Bourdieu le comprenait, provoque un manque de sentiment de responsabilité au sens sociologique (et non normatif) du terme. La société est caractérisée par une socialisation faible (par le manque de société) avant 1989, et la détribalisation difficile caractérise la transformation démocratique.

¹⁷⁹ Možný I., *Proč tak Snadno*, édition Slon, Prague 1999 (version de 1991 augmentée d'une seconde introduction) p. 26.

¹⁸⁰ Možný I., *Proč tak Snadno*, édition Slon, Prague 1999 (version de 1991 augmentée d'une seconde introduction) p. 30.

Outre les ouvrages concernant le passé communiste¹⁸¹, la protestation est généralement considérée par les autres ouvrages tchèques comme faisant partie de la problématique de l'extrémisme. Une autre exception est l'ouvrage de Radim Marada¹⁸², « la culture de la protestation, politisation de la vie quotidienne ». L'auteur cependant ne fait pas de réelle recherche sur les terrains tchèques, et reste sur le plan des réflexions théoriques : sociologiques, politologiques, philosophiques.

4. LES PARADIGMES DE L'INTERNATIONAL

a) L'eupéanisation des études centre-eupéennes

Une des conséquences de la fin du communisme, aussi mineure pour le monde politique que de première importance pour le monde universitaire a été la disparition progressive des études soviétiques et est-eupéennes. Car c'est bien l'évolution brutale de la situation géopolitique qui a amené à un redécoupage des paradigmes utilisés pour saisir la région, faisant fi de la volonté d'invariance que présente le discours scientifique par rapport aux situations politiques. En sciences politiques, les études de l'Europe centrale sont la plupart du temps partie intégrante des études des Relations Internationales, de la mondialisation (économique, politique avec les mouvements antimondialisation) et surtout des études eupéennes. L'approche en termes de Relations Internationales n'a, pour notre sujet, qu'un intérêt si limité que nous avons décidé de la mettre de côté. Qu'en est-il des autres approches découlant des grands paradigmes des sciences sociales actuelles? C'est pour répondre à cette question que nous nous efforcerons de comprendre quels peuvent être les dangers et les apports des études de la mondialisation et des études eupéennes pour l'étude des manifestations de rue à Prague, entre 1997 et 2003. Pour

¹⁸¹ Les ouvrages sur 1968 sont particulièrement nombreux, mais ne concernent pas directement les manifestations de rue. Sinon, il nous faut citer :

Vaněk, M. (dir.), *Ostrůvky svobody : kulturní a občanské aktivity mladé generace v 80. letech v Československu*, Ústav pro soudobé dějiny AV ČR/ Votobia, Prague 2002.

Blažek P. (dir.), *Opozice a odpor proti komunistickému režimu v Československu 1968-1989*, éd. Ústav českých dějin FF UK/Dokořán, Prague 2005.

Otáhal M., Vaněk M., *Sto studentských revolucí. Studenti v období pádu komunismu – životopisná vyprávění.*, Lidové noviny Prague 1999.

¹⁸² Marad R., *Kultura protestu a politizace každodennosti*, Centrum pro studium demokracie a kultury (CDK), Brno 2003.

cela nous étudierons rapidement leur structure paradigmatique par l'histoire et la légitimité de leurs structures sociales, pour ensuite analyser l'intérêt et les défauts potentiels que peuvent avoir ces paradigmes pour notre recherche.

Comme nous l'affirmions ci-précédemment, la fin du communisme a eu comme conséquence, par homologie, la fin des études du communisme en science politique, réservant de plus en plus l'ère des études communistes aux historiens. Dans un premier temps, les études soviétiques et est-européennes, mêlant souvent aux ambitions d'aérea studies une volonté de constitution d'une méthodologie spécifique, connurent une reconversion en études du postcommunisme et de la transition démocratique. Ces dernières y avaient¹⁸³ rajouté une ambition: la recherche des formes spécifiques du passage de la dictature à la démocratie.

L'intégration en 2003 de 10 anciens pays communistes à l'Union Européenne est un changement majeur, aux conséquences aussi multiples qu'ambivalentes, autant dans les relations économiques, politiques et géopolitiques aux niveaux régional et mondial, qu'au niveau symbolique. Ce changement, au niveau symbolique a une influence indéniable dans les perceptions et l'analyse de la nouvelle situation, que cela soit par les chercheurs, les politiciens, ou de nombreuses autres catégories de la population. Lorsqu'il faut réduire à un qualificatif la situation politique de cette région, que ce soit dans les journaux ou dans les revues scientifiques, elle est traitée bien plus souvent de nouveau membre de l'Union Européenne, que de postcommuniste. La « nouvelle Europe », comme dira Donald Rumsfeld, ou encore les nouvelles démocraties (democratic studies) ou enfin les nouveaux membres sont de moins en moins perçus comme postcommunistes. Ce phénomène est d'autant plus important que le poids de l'invective « communiste » tend à diminuer dans les débats politiques en Europe Centrale elle-même. De ces changements symbolico-stratégiques, ont découlé des changements dans le monde universitaire spécialisé dans l'étude de cette région. La structure de celui-ci, malgré une capacité parfois étonnante au conservatisme, est bien influencée par des perceptions partagées des rationalités de la société. Le soulagement de la fin de l'affrontement Est-Ouest a fait perdre son intérêt aux études communistes ou postcommunistes aux yeux de toute une partie de la population.

¹⁸³ Voir, par exemple, l'ouvrage de Bruszt L, Stark D., *Postsocialist Pathways: Transforming Politics and Property in East Central Europe*, Cambridge University Press, New York and Cambridge 1998 où les auteurs se placent dans une perspective: communisme spécifique et tentative d'adaptation donne résultat hybride.

Les études des Relations internationales ou les études européennes se sont partagées les empires des études du postcommunisme et centre-européennes. Ainsi à science po', les études centre-européennes sont marginalisées et deviennent une sous-sous section des études européennes, alors que par exemple à Columbia ou à Sydney, ce sont les anciennes études soviétiques qui deviennent études européennes, « avalant » les autres sections. Norman Davis, historien de l'Europe centrale, a écrit une histoire de l'Europe, et Georges Mink et Jacques Rupnik dirigent des ouvrages collectifs sur l'Europe.

La logique paradigmatique des études européennes suit finalement celle des études soviétiques, mêlant des ambitions d'aéra studies avec la mise en avant de spécificités méthodologiques nécessaires pour que soit saisie la dite spécificité de l'objet. Ces études comprennent des études de l'administration de l'UE (avec souvent des approches de politiques publiques) mais aussi des études de cas nationaux comparés. Ainsi, ce sont plutôt les phénomènes d' « européanisation » qui seront mis en avant, dans les tentatives de synthèses, décrivant des points communs de sociétés ne relevant pas des mêmes régions (comparaisons République tchèque-Portugal, par exemple). Dans cette discipline, pour devenir monsieur Europe, il faut être capable de donner une unité par exemple dans l'introduction d'un ouvrage collectif, à des études de politiques publiques, et à des études de spécialistes d'un Etat, ou d'une région (Europe centrale, pays scandinaves...).

Le fait qu'il existe des paradigmes, liant des logiques, des méthodologies et des groupes sociaux, implique certes des biais. Ceci ne doit pas être compris pour autant comme une critique en soi des approches. En effet, une pensée partagée et structurée se constitue pour exister en paradigme, et leur absence totale serait synonyme d'absence de pensée. Le fait qu'il y ait des biais est aussi inhérent au paradigme que l'illusion l'est à l'optique. Penser l'inverse serait tomber dans le scientisme dénoncé par Passeron¹⁸⁴. Il ne faut en rien que les défenseurs de tels ou tels paradigmes se sentent attaqués par ce fait. Certes, pour des raisons heuristiques, nous avons simplifié et grossi les traits de ces biais, mais ceux-ci n'en existent pas moins.

Ainsi, il est parfaitement légitime de se poser la question de l'intérêt des études européennes (outre pour les questions de profilage professionnel) pour saisir notre sujet, tout comme l'intérêt de notre recherche pour la réflexion dans ce domaine même. Il est bien évident que toutes les approches paradigmatiques présentées ici ne sont pas également intéressantes pour l'étude de

¹⁸⁴ Voir l'introduction de Passeron J.C., *Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Nathan, Paris 1991.

notre objet. Le paradigme des études européennes tend à faire disparaître les notions de spécificités nationales ou régionales, au profit de logiques européennes se mettant en place. Il faut sans doute attribuer ce fait aux volontés intégratrices à l'origine du projet européen. Dans quelle mesure peut-on observer une 'européanisation' des pratiques (prises dans le sens des études européennes) ? L'appartenance politique et économique à l'Union européenne est-elle source d'unification de pratiques, d'européanisation des conflits ? Doit-on chercher dans la construction européenne les origines de conflits aboutissant à des manifestations de rue ? Assistons-nous à un phénomène de convergence sociale due au rapprochement structurel économique des sociétés d'Europe centrale ? Dans quelle mesure, dans notre domaine d'étude, des logiques aussi larges jouent-elles ? Quelle place doit-on donner au facteur dit « culturel » ? Les études centre-européennes sont-elles plus à leur place dans les études européennes ou dans les études soviétiques et est-européennes (tout en étant marginales dans les deux) ? L'Europe centrale est-elle spécifique, pour notre domaine d'étude, dans l'Union européenne élargie ? Nous nous efforcerons de réfléchir, dans ce travail, sur le concept « à la mode » d'Européanisation et d'examiner dans quelle mesure il peut enrichir notre analyse ou être enrichi par notre étude¹⁸⁵.

b) L'étude de la mondialisation et des mouvements anti-mondialisation

Un autre phénomène nouveau, dont l'étude se constitue en paradigme (ou plutôt en ancien paradigme reconverti), apparaît. Il s'agit de la mondialisation. Son étude comprend deux branches particulièrement développées, la branche économique et celle des mouvements sociaux¹⁸⁶, notamment ceux dits antimondialistes, ou plus récemment altermondialistes¹⁸⁷.

Contrairement aux paradigmes de la spécificité que nous présentions précédemment, sont construites des analyses visant à saisir la disparition de celle-ci. Le monde deviendrait global, international, que cela soit parfois analysé comme le résultat des échanges économiques

¹⁸⁵ Tarrow S., par exemple, considère que nous pourrions assister à une européanisation des mouvements sociaux, dans « The Europeanisation of conflict : reflection from a social movement perspective », *West European Politics* 18, N.2, Londres 1995, p. 223-251.

¹⁸⁶ Voir le nr spécial de la RFSP, Mayer N., Siméant J., *Les ONG face aux mouvements altermondialistes*, RFSP volume 54, nr 3 de juin 2004. Sur le sujet, voir entre autres l'introduction Mayer N., Siméant, J. « L'espace de l'altermondialisme », in *RFSP* volume 54, nr 3 p. 373-378, juin 2004.

¹⁸⁷ Tarrow S., « Transnational Politics : Contention and Institutions in International Politics », in *Annual Review of Political Science*, 4, 2001, p.1-20.

s'accélération entre les nations ou comme la montée en puissance de groupes dominants (multinationales, nations riches contre pauvres). Enfin et surtout, ces études semblent attirées par des dits 'mouvements antimondialisation' qui portent parfois à leur tour le flambeau de la révolution permanente pour un monde socialement plus juste, ainsi que le nouvel espoir de sociologues engagés dans la lutte contre l'insupportable marché¹⁸⁸.

Nona Mayer et Johanna Siméant, se voient conjuguer deux approches pour appréhender le phénomène altermondialiste, « la sociologie des mouvements sociaux et celle des relations internationales. La première privilégie les conditions d'émergence de cette nouvelle cause et ses cadres d'interprétation, les reconversions militantes et organisationnelles qui permettent l'institutionnalisation, les évolutions du répertoire d'actions protestataires. La seconde s'attache plutôt aux turbulences de la scène mondiale, à l'irruption des « nouveaux acteurs transnationaux » qui viendraient concurrencer l'Etat et préfigurer l'émergence d'une « internationale » civile, à commencer par les ONG. »¹⁸⁹

Malgré des aspects parfois militants, les études sur le sujet nous ont amené à constituer les interrogations de départ à notre recherche : les manifestations sont courantes, les Organisations de Mouvements Sociaux se globalisent, quelle est donc l'influence de la mondialisation des organisations, des réseaux sur les acteurs et sur les pratiques tchèques ? Comment se conjuguent national et international dans des groupes sociaux se ressemblant parfois au point d'en oublier leurs vraies différences ?

Avant d'entamer une réflexion sur la mondialisation, il nous semble essentiel de lire l'analyse de Robert Boyer, dans son texte « analyses savantes et conceptions nationales de la mondialisation »¹⁹⁰. En effet, il montre à quel point les conceptions de mondialisation sont différenciées nationalement, et ont finalement peu de rigueur en termes scientifiques. « Le terme de globalisation est trop global », si la multiplication des échanges est un fait, la part « internationale » des échanges reste extrêmement marginale, et la majorité des économies sont basées sur une production et une consommation fortement nationale. La part d'entreprises multinationales dans la production mondiale des biens reste marginale aussi. Et ce sont les

¹⁸⁸ Tarrow S., « Transnational politics : Contention and Institutions in International Politics », in *Annual Review of Political Science*, 4, 2001, p.1-20. invite à classer les organisations en fonction de leur mode d'action et d'organisation plutôt que par leur idéologie. Nonna Mayer et Johanna Siméant remarquent à quel point les idées sont « de bien pauvres outils pour classer les acteurs dès lors que tous ces derniers affirment peu ou prou qu'un autre monde est possible, ou que la mondialisation libérale provoque des dégâts économiques et écologiques », même si elles regrettent à quel point cette approche reste lettre morte dans l'introduction Mayer N., Siméant, « L'espace de l'alter mondialisme », *RFSP* volume 54, nr 3 p. 373-378, juin 2004, en particulier p.374.

perceptions de cette mondialisation, d'une part, et les effets de l'internationalisation sur les valeurs ajoutées qui peuvent expliquer les attitudes politiques et économiques des sociétés face aux décloisonnements nationaux. Et c'est l'histoire des pactes sociaux et les traditions d'allocations de ressources nationales qui peuvent expliquer les perceptions diversifiées de ce phénomène.

Par ailleurs, il faut prendre d'autres aspects de cette dite mondialisation. Les évolutions de la diffusion de l'information, les nouvelles technologies, sont autant de phénomènes qui peuvent nous conduire à voir la mondialisation comme l'étude de l'internationalisation des pratiques, l'étude des « chemins » qu'elles prennent, des réseaux des mouvements mondiaux.

La structuration du sens par des moyens de diffusion internationaux (le phénomène CNN) est un phénomène qui rencontre des scènes nationales diversifiées, où les enjeux comme les agents ne sont pas les mêmes partout. C'est donc sans doute cette rencontre, particulièrement frappante pour des pays sortant de l'isolement communiste, qui sera un objet privilégié de notre attention dans ce travail.

¹⁸⁹ Mayer N., Siméant, « L'espace de l'alter mondialisme », *RFSP* volume 54, nr 3 p. 373-378, juin 2004, en particulier p.373.

¹⁹⁰ « Analyses savantes et conceptions nationales de la mondialisation », texte présenté dans le cadre de l'atelier de sciences sociales de l'EHESS de Prague, et publié en ligne par le Centre Français de Recherches en Sciences Sociales de Prague à www.cefres.cz/boyer.pdf.

Chapitre 3

La méthode d'observation et d'étude

Que cela soit l'holisme ou l'individualisme méthodologique, l'histoire, la science politique, la sociologie ou autres encore, les approches théoriques ont une influence directe sur les outils d'observation et sur les méthodes d'analyse, ces deux derniers points étant inséparables l'un de l'autre. La multiplicité des approches que nous souhaitons mobiliser pour saisir la manifestation de rue à Prague nous a amené à simplifier en classant en deux grands types d'observation nos méthodes d'étude. Ces deux types s'entrecroisent pour étudier en fin de compte, deux faces d'un même objet. Ces paradigmes interagissent et sont inséparables. Leurs intérêts mutuels en termes de facteurs explicatifs apparaissent régulièrement, mais les besoins heuristiques de la rédaction nous amènent à les séparer.

Tout d'abord, les manifestations de rue sont une pratique sociale en ce qu'elles ont de répétitif et de continu. Elles ne sont pas pratiquées par tous les membres d'une société donnée, et ce ne sont pas toujours les mêmes individus qui la pratiquent régulièrement, mais elles sont un moyen de protester connu de tous les membres de la société tchèque, voire même européenne et encore bien plus largement. Pour étudier les manifestations en tant que pratique sociale, nous avons décidé régulièrement de les observer, d'analyser les jeux des agents collectifs. Il nous fallait d'abord comprendre quels sont leurs agents, le domaine de leur action concerné par la manifestation, les règles du jeu de ces interactions, et les modalités de mise en œuvre de ce jeu.

Dans un second temps, outre une pratique sociale, les manifestations ont été étudiées comme étant constituées d'individus manifestants. L'étude des manifestants consiste alors pour nous en une tentative de comprendre ce qui amène un individu à manifester, ou à organiser des manifestations. Pour la compréhension de ces logiques, nous avons utilisé, outre l'observation participante, les entretiens qualitatifs, libres, directifs et surtout semi-directifs¹⁹¹.

Enfin, pour réunir ces deux faces d'une même recherche, nous avons porté l'attention de notre étude sur la société se révélant derrière les manifestations. Ceci a été effectué par une recherche sur le contexte discursif et raisonné des manifestations (ce que l'on appellera le *débat dans l'arène publique*¹⁹²) sans les séparer des structures sociales qui les portent. Enfin, nous chercherons une explication dans l'histoire comme dans les structures sociales pour tenter de comprendre les origines d'un tel état de fait, nous concentrant sur quelques uns des éléments nous semblant les plus marquants de notre étude.

¹⁹¹ Concernant la méthodologie de l'entretien et de l'observation participante, voir Michelat G., « Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie », *Revue française de Sociologie* XVI 1975 p. 229-247, Bourdieu P., « Comprendre » in *La misère du monde*, Paris Seuil 1993 p.1389-1447, « L'illusion biographique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 62-63, 1986 p. 69-72, Bourdieu P., « L'objectivation participante » *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 2003, Vol. 150, nr. 150, pp. 43-58 ; Lahire B., « Variation autour des effets de légitimité dans les enquêtes sociologiques », *Critiques Sociales* 8-9, 1996, p. 93-101, « Risquer l'interprétation : pertinences interprétatives et surinterprétations en sciences sociales », *Enquêtes* 3, 1996, 61-87; Duchesne S., « Entretien non-pré structuré, stratégie de recherche et étude des représentations ; peut-on déjà faire l'économie de l'entretien « non-directif » en sociologie ? », *Politix* vol.9 nr. 35, 1996, p.189-206, Lavabre MC, *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Presse de la FNSP Paris 1994, Malinowski B., *Les Argonautes du Pacifique occidental*, 1922. Traduction française, Éditions Gallimard, Paris 1963, Beaud S., « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'«entretien ethnographique» », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 1996 Vol. 9 Nr. 35 pp. 226-257, Joana J., « Les usages de la méthode biographique en sciences sociales », *Pôle Sud* 1994, Vol. 1, nr. 1, pp. 89-99, Collovald A., « Des désordres sociaux à la violence urbaine », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 2001, Vol. 136, Nr 136-137, pp. 104-113.

¹⁹² Sur le sujet, voir chateauraynaud F., « Invention argumentative et débat public. Regard sociologique sur l'origine des bons arguments », *Cahiers d'économie politique*, vol. 47, pp. 191-213 L'Harmattan, Paris 2004... L'auteur y revient sur le statut de l'argumentation, et ses fonctions dans le rapprochement ou la définition d'agents.

1. L'OBSERVATION DES MANIFESTATIONS DE RUE

a) L'analyse des institutions de la manifestation

Avant d'analyser les jeux des agents collectifs, il nous fallait observer les manifestations, et pour cela, il nous fallait les trouver.

Pour rencontrer les manifestations, nous avons dû nous résigner à utiliser d'une part les médias, de l'autre les informateurs de mondes sociaux¹⁹³. A cet effet, nous nous sommes abonnés au bulletin internet de l'agence tchèque de presse, et avons analysé systématiquement, tôt le matin, les annonces dans la section « ocekavané udalosti », soit événements prévus pour la journée. Certes, seule une partie des manifestations y était indiquée, mais ceci permettait d'avoir accès à un certain nombre d'entre elles. La pratique de l'étude des manifestants et des organisateurs de manifestation nous a permis de définir des institutions ou des mondes sociaux dans lesquels la manifestation est régulièrement pratiquée, voire initiée, organisée. Dans un second temps de notre étude, nous avons additionné aux informations de CTK celles d'informateurs de milieu.

Parmi les principaux agents collectifs des manifestations de rue, nous avons répertorié tout d'abord les manifestants, les Organisations de Mouvements Sociaux (OMS), ensuite la police, l'administration, les hommes politiques, et enfin les médias. Même si nous en avons recensé d'autres, ceux-ci font partie, par leurs actions comme par leurs « non actions », de chaque manifestation.

Nous avons adapté une logique néo institutionnaliste à l'étude des institutions organisatrices de la manifestation, de la police, de l'administration et des institutions politiques, afin de reconstituer les logiques de ces corps, celles des mondes sociaux auxquels ils appartiennent. Pour cela, il nous a fallu tout d'abord définir la période pertinente à étudier pour comprendre les évolutions. S'agit-il de revenir en arrière de deux cent ans, ou de deux ans? Nous avons été amené à justifier ces choix de temporalisation pour chacune des institutions. Nous avons procédé par la recherche des matériaux et études publiées sur ces institutions, par des entretiens

¹⁹³ Nous utilisons ici la méthode appelée plus communément l'utilisation des informateurs de milieu. Ne souhaitant pas emprunter une perspective dukheimienne, nous avons toutefois préféré les termes d'informateurs de mondes sociaux. Il s'agit de reconstituer et d'objectiver les règles, structures et justifications d'un monde social par des entretiens informatifs avec un ou plusieurs membres. La reconstruction de ses mondes sociaux n'est qu'un préalable à la reconstitution des structures de sens des phénomènes étudiés.

qualitatifs, semi-directifs et libres, par l'étude de la presse, et par une immersion en société tchèque (ethnométhodologie) tout en tentant de se garder de perdre toute distance sur les discours d'auto définition corporatistes ou nationaux.

A cet effet, nous avons tenté de constituer une carte des structures de Mouvements Sociaux de la société tchèque. Il s'agissait de comprendre les institutions ayant des logiques d'action protestataire menant à la manifestation de rue (OMS). A cet effet, il nous a fallu les identifier. Par la suite, comprendre leurs structures, leurs idéologies, leurs ressources, leurs manières de fonctionner et leurs hiérarchies par des entretiens avec des informateurs de milieux et par des enquêtes au sein de ces institutions. Pour cela, nous avons rencontré des représentants de ces institutions, pour reconstruire leur histoire, les relations qu'elles entretiennent avec d'autres agents, et enfin leurs positions concernant le domaine des manifestations.

En ce qui concerne le maintien de l'ordre, les techniques d'observation basées dans un commissariat développées par Olivier Filieule¹⁹⁴ ne pouvaient pas être utilisées, étant donné l'opposition que nous avons rencontrée lors de plusieurs demandes de ce type auprès de la police, aussi bien au niveau local qu'au sommet de la hiérarchie. Nous entrerons plus loin, en détail sur nos rencontres avec l'institution policière tchèque. Il est toutefois intéressant de noter, ici, que les arguments présentés pour le refus étaient de trois types :

- Les questions de secret de l'activité policière :

Elles rendent impossible une telle action, l'activité de la police au cours des manifestations étant associée à celle de la lutte contre les extrémistes.

¹⁹⁴ Filieule O., *Stratégies de la Rue. Les manifestations en France*, Presses de Sciences Po., Paris 1997.

- Les questions de sécurité :

D'une part, les « CRS » tchèques *pořádkové služby* tiennent à rester anonymes pour se protéger d'éventuelles représailles, et notre présence pourrait remettre en cause le secret de leurs employés. D'autre part, accompagner sur le terrain les forces de l'ordre mettrait en danger notre sécurité en risquant autant d'être pris à parti par les manifestants que d'être pris pour un manifestant (voire donc pour un extrémiste par les forces de l'ordre).

- Le manque de sens :

De toute façon, cette étude n'a pas de sens pour les hauts gradés du maintien de l'ordre. Les CRS français sont un modèle pour leurs collègues tchèques, et s'intéresser aux tchèques ne peut aboutir qu'à une critique injuste de leur professionnalisme. Par ailleurs, « il n'y a pas de manifestation en République tchèque », cela n'a donc pas d'intérêt de les étudier¹⁹⁵.

Pour étudier les modalités d'action des forces de maintien de l'ordre et de ses interactions avec les manifestants, nous avons tout d'abord procédé à l'étude de l'institution policière et en particulier des forces de maintien de l'ordre. Cette partie a été particulièrement difficile étant donné le culte du secret développé dans l'institution. Pour cela, un travail de construction de la confiance a été la première étape de notre travail. L'étude de l'enseignement du maintien de l'ordre, des structures organisationnelles des forces de maintien de l'ordre nous a fourni l'essentiel des informations. Autant l'histoire institutionnelle que les entretiens informels, semi directifs et directifs nous ont permis de reconstituer les rationalités. L'étude au cas par cas auprès des forces policières ne nous a pas été autorisée. Cependant, la simple observation participante apporte beaucoup d'éléments permettant de comprendre les raisons des forces de l'ordre. C'est cette observation participante, confrontée à la reconstitution des rationalités des deux agents qui nous permet d'étudier les interactions entre manifestants et police.

¹⁹⁵ Entretiens avec le Colonel Kvičala le 10.11.1999, et avec le Colonel Mazel, le 22.11.1999.

b) L'analyse des domaines de la manifestation

Nous avons typologisé en grands **domaines les manifestations** en fonction du sens attribué à l'action manifestante. Les grands sujets des manifestations étudiées qualitativement étaient replacés dans le contexte plus large des thématiques des manifestations de ces dernières années telles que nous avons pu les reconstituer grâce aux matériaux de la police¹⁹⁶. Les manifestants ont des discours explicatifs de leur action manifestante souvent reliés par une "raison officielle", exprimée en un mot par les individus, les médias. C'est suivant cette technique que la police classe les manifestations. Cependant, ces mots sont fortement connotés à un ou plusieurs ensembles discursifs auxquels il nous faut les rattacher.

c) L'analyse des règles du jeu

Connaissant le domaine de l'interaction, ayant défini auparavant les agents sociaux, nous avons vu la nécessité de décrire ainsi que les règles de l'interaction (qu'est-ce qui fait qu'un agent gagne ou perde, quel est le but du jeu), mais aussi le cadre dans lequel se construit l'action.

Les règles de l'interaction ont été traitées dans un essai de modélisation¹⁹⁷. Avant de faire ce travail nous nous sommes concentrés sur l'encadrement de l'action manifestante. Nous avons considéré comme règle encadrant la manifestation le cadre législatif, politique, administratif laissé à la manifestation, autant au niveau du règlement que de la pratique. Partant du principe que la définition des règles fait partie du jeu, nous nous sommes confortés dans l'opinion, après notre étude, que séparer le domaine et les règles a un intérêt autre qu'heuristique. Cela permet de mieux comprendre le cadre dans lequel se construisent les stratégies. Ce principe crée une dichotomie réelle dans la manière de concevoir les coups qui vont être joués. Nous avons de plus séparé les règles encadrant les manifestations des règles du débat dans une arène publique.

Pour étudier les règles encadrant la manifestation, nous avons d'abord étudié les bases juridiques de la manifestation, ainsi que les conditions institutionnelles et administratives de l'obtention des autorisations de manifester. Un cas particulier d'interactions entre organes d'Etat et manifestations était l'occasion de comprendre qu'il faut par bien des aspects comprendre ces règles comme contextuelles.

¹⁹⁶ voir le Titre 2, Chapitre 2.

¹⁹⁷ Voir Titre 3 Chapitre 4.

d) L'analyse des modalités de mise en œuvre du jeu

L'étude des ressources dans lesquelles piochent les agents collectifs et des stratégies mises en place pour les utiliser, prenant en compte les contraintes qu'elles impliquent, permet d'observer les modalités de mise en œuvre des manifestations. Nous avons donc choisi d'analyser le mode comme fonction des ressources et des contraintes des agents. Pour simplifier,

Mode=Stratégie (ressources; contraintes)

Les ressources et les contraintes sont des variables que l'on retrouve à plusieurs niveaux. Cependant, il ne s'agit pas de choix progressifs, les agents ayant l'ensemble des données en main. Les agents choisissent en fonction de risques calculés, plus ou moins connus, parmi des choix de *package* comptant des contraintes et des ressources, les demi-mesures n'étant pas toujours possibles! Ces choix sont à effectuer dans plusieurs domaines bien distincts les uns des autres dans les rationalités des agents, même s'ils ont des implications les uns sur les autres.

Il s'agit entre autres de connaître les ressources pécuniaires, de *savoir-faire*, de communication et humaines de l'agent collectif manifestant. Il s'agit aussi, pour nous, de voir les possibles de l'interaction avec d'autres agents, en l'occurrence, principalement avec les forces de l'ordre. Enfin, pour confronter ces études de cas avec la généralisation attendue, nous confronterons, dans la mesure des chiffres disponibles, ces cas individuels avec des statistiques concernant une période plus longue, et comparative avec l'ensemble du pays.

Concernant les conditions financières, le sujet est tellement sensible, qu'il a été impossible de les connaître avec précision. Un certain nombre d'éléments découverts concernant les sources de financement nous ont semblé intéressants. L'observation et l'estimation des ressources en fonction des moyens déployés peuvent aussi donner un ordre d'idée. Ainsi, les entretiens, les publications officielles, mais aussi et surtout l'observation seront nos moyens d'étudier cette question financière.

La question du savoir-faire a été étudiée suivant deux aspects: l'histoire institutionnelle, d'une part (ou quel savoir-faire a l'institution), et d'autre part le choix de l'institution d'intégrer des personnes ayant ce savoir-faire. Pour ce second point, il s'agit entre autres des questions de cooptation par les institutions organisatrices de manifestations au niveau de l'organisation. La

question des techniques de récupération au cours de la manifestation est un autre point important. Enfin, dans de nombreux cas, organisations et organisateurs se confondent. Certains éléments de cet aspect seront approfondis alors dans la seconde partie.

Les techniques de mobilisation, la construction d'une cause suit le même schéma. D'une part, il s'agit de stratégies institutionnelles, liées à un savoir-faire, une histoire institutionnelle. Ainsi, la presse et autres médias, les entretiens directifs et semi directifs, et l'observation participante non seulement se complétaient pour reconstituer les rationalités, mais de plus fournissaient des éléments pour tenter de comprendre des stratégies qui parfois étaient à plusieurs échelles¹⁹⁸. Par exemple, les discours tenus par un organisateur de manifestations de rue n'étaient pas toujours les mêmes selon qu'il s'adressait à la foule, aux médias, à un ministre, à un chercheur, et variaient même parfois en fonction de la langue utilisée par le chercheur ... Notre étude va relever, puis tenter de différencier les différents niveaux du discours, voir leurs interactions parfois non voulues, parfois utilisées, entre ces différents niveaux. Pour cela, nous nous attacherons à l'étude de la préparation à l'action manifestante. D'autre part, la construction de la cause¹⁹⁹, peut être interprétée et recherchée dans des logiques et des ressources individuelles. Cet aspect sera lui aussi développé dans le titre 3.

La forme prise par la manifestation fait partie de ces modalités. De nombreuses manifestations à Prague sont statiques, sur une place, avec parfois un podium pour les organisateurs. Les manifestations statiques ou en marche n'ont pas la même dynamique, ne s'adressent pas aux mêmes secteurs, généralement, et amènent à des types d'interactions avec les forces de maintien de l'ordre différentes. Les lieux de la manifestation pour leur symbolique mais aussi pour leur géographie ont leur importance.

¹⁹⁸ Revel J., « Micro-analyse et construction du social » p.15-36 in Revel J.(dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse de l'expérience*, Gallimard/le Seuil, Paris 1996, p.21.

« faire apparaître [...] les stratégies sociales développées par les différents acteurs en fonction de leur position et de leurs ressources respectives, individuelles, familiales, de groupe, etc. [...] il est hors de doute qu'en limitant le champ d'observation, on fasse surgir des données non seulement plus nombreuses, plus fines, mais qui en outre s'organisent selon des configurations inédites et font apparaître une autre cartographie du social ».

¹⁹⁹ Siméant J., *La cause des sans-papiers*, Presses de Sciences Po, Paris 1998.

2. COMPRENDRE LE MILITANTISME

Les manifestations sont constituées d'individus manifestants, comme nous l'avons déjà évoqué. Ce constat banal nous amène toutefois à essayer de comprendre pourquoi des individus (des tchèques par exemple, ou bien des ouvriers qualifiés, suivant le point de vue) manifestent. Ceci est aussi comprendre ce qui amène chaque manifestant à agir. Etudier les motivations de chacun des membres d'une manifestation, où ils sont nombreux représente un travail impossible à effectuer. Une telle enquête quantitative était dans notre cas extrêmement lourde et peu appropriée. Par contre, l'étude des raisons amenant des individus à manifester peut être effectuée par l'utilisation des méthodes qualitatives. Il s'agit d'une étude sociologique approfondie réalisée par l'interview d'un certain nombre d'individus.

Plusieurs hypothèses sont à la base de cette méthode.

La première est que l'étude de quelques manifestants peut permettre de trouver des logiques sociales en œuvre qui se répètent chez d'autres individus manifestant dans la même manifestation, voire dans les manifestations en général. Ces logiques mises en évidence peuvent expliquer par exemple les motivations à l'action protestataire ou à l'engagement civique, mais aussi les évolutions potentielles au sein de la manifestation. La seconde découle du fait que la manifestation est un phénomène social courant et non exceptionnel. Ce phénomène connaît une structure de constitution et d'organisation. L'étude d'individus ayant un rôle particulier, voire un *état*²⁰⁰, comme par exemple d'« organisateur principal », peut permettre de saisir les logiques sociales amenant les manifestations à se constituer. Enfin, nous partons de l'hypothèse que l'éphémère est saisissable par les sciences sociales, non seulement pour ce qu'il a de récurrent, mais aussi dans ce qu'il a d'unique²⁰¹.

²⁰⁰ Boltanski L., Thévenot L., *De la justification : les économies de la grandeur*, Gallimard, Paris 1991, principalement les chapitres 3 et 4.

²⁰¹ L'exceptionnalité est autant un sujet de sciences sociales que la règle provenant de la répétition. La conception considérant seulement cette seconde approche relève d'une illusion scientifique dont nous pouvons retrouver la dénonciation développée dans l'approche développée par Jean-Claude Passeron, par exemple, dans *Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Nathan, Paris 1991. La question de l'éphémère rejoint ici celle des questionnements sur la place de l'événement en sciences sociales. Parmi les réflexions concernant l'éphémère, voir aussi *terrain n°38 mars 2002 Qu'est-ce qu'un événement ?*, et en particulier l'article Bensa A., Fassin E., « Les sciences sociales face à l'événement », mais aussi Boureau A., « L'historien et le stigmaté de l'événement », *Raisons pratiques, n° 2 : L'événement en perspective*, pp. 141-156, ehess 1991.

a) Comment reconstituer les motivations de l'engagement et de l'action ?

Afin de saisir les motivations de l'engagement, nous avons utilisé plusieurs techniques. L'observation participante a été une technique essentielle de notre étude. Nous avons aussi développé (de fait adapté) la technique des «entretiens de foules ». L'appartenance à un secteur idéologique ou autre peut amener des manifestants à avoir une communauté de motivation à l'action collective. Il nous fallait avant tout lire les appartenances sectorielles. Nous avons aussi multiplié les sources d'informations afin d'affiner notre analyse, et effectué des entretiens libres et semi directifs avec des manifestants et des non manifestants, pour reconstituer la thématisation des sens de l'action.

L'observation participante lors de manifestations permet de repérer des pistes et de reconstituer les domaines de la manifestation. Nous pouvons collecter les slogans scandés, les pancartes ou banderoles. Elle offre l'avantage d'apporter non seulement des informations de première main, mais aussi donne la possibilité de recouper ces dernières avec celles de la presse ou des informateurs de mondes sociaux. Elle permet aussi une observation fine des interactions dans la manifestation ainsi que des acteurs extérieurs. C'est pour toutes ces raisons que cette technique sera favorisée.

Il est bien entendu que l'observation participante doit tout d'abord marquer ses limites. Il s'agit de prendre en compte l'influence qu'a la participation sur l'événement lui-même²⁰². S'il s'avère que l'objet d'observation a été entièrement créé ou provoqué par l'enquêteur, alors l'étude, bien que ne manquant pas d'intérêt, relèverait d'une autre problématique. La plupart des cas ne sont pas aussi radicaux, et il nous a fallu, systématiquement, estimer l'influence de notre observation

²⁰² Nous avons eu le fort sentiment que l'observation participante d'une manifestation anarchiste s'opposant aux mouvements d'extrême-droites, en train de retomber, tant le nombre de participants devenait faible (autour de 5 personnes), a été relancée par le fait que des amis ont vu l'observateur dans le groupe et sont venus lui parler. L'arrivée de nouveaux participants involontaires a redonné vigueur au mouvement, et semble avoir été la cause d'une prolongation de plus d'une heure de la manifestation.

Lors des manifestations de rue comptant de nombreux participants, notre présence n'était pas particulièrement remarquée ni perçue, et ne changeait ni les stratégies, ni les perceptions. Les slogans ou les affiches n'étaient pas alors influencés par notre présence non plus. La capacité et la volonté des petits groupes de s'organiser pour faire impression sur « l'occidental », par opposition aux plus grands est aussi expliqué par les phénomènes expliqués par M.Olson dans *Logique de l'action collective*, préface de Boudon R., PUF, Paris 1978.

participante sur les protestations. Nous avons pu observer des cas d'instrumentalisation de notre présence à des fins diverses en fonction des situations²⁰³.

Nous avons découvert lors de nos observations participantes plusieurs intérêts majeurs à cette technique : les manifestants se comportent différemment avec un « camarade de lutte » qu'avec quelqu'un venu de l'extérieur. La chaleur exprimée par les manifestants était souvent importante, et amenait à une aide 'amicale' pour notre enquête...

Du côté des limites, il faut noter la tendance de présenter à un observateur extérieur son pays, sa personne ou bien sa cause, voire son action individuelle sous un jour favorable. Ces biais militants ou intéressés doivent être toujours pris en compte pour analyser les entretiens.

Une autre limite à cette technique réside dans l'impossibilité pour un enquêteur seul d'être présent partout, et de tout voir en personne. Le recoupement avec des sources indirectes permet de contrebalancer en partie cet inconvénient.

Outre la technique de l'observation participante, nous avons utilisé la technique des entretiens de foule. A cet effet, nous nous sommes inspirés de l'article de Fabre et de Fillieule²⁰⁴. Face à l'absence de collaborateurs pour notre enquête, nous avons dû multiplier les entretiens, en les faisant très courts, et semi directifs. L'intérêt de la manœuvre était de percevoir les enjeux stratégiques, les identités sectorielles (positionnement discursif) et de relever des pistes de motivations de l'engagement protestataire. Afin de gagner du temps, nous avons principalement opéré par enregistrement des réponses. Cette technique a été particulièrement enrichissante pour saisir rapidement les grands axes d'interprétation des tenants et aboutissants de la protestation. Elle a aussi montré ses limites. Outre le côté non représentatif connu d'avance de cette technique, il nous a fallu prendre en compte, comme biais principal, la confusion de rôle qui avait régulièrement lieu entre le métier de chercheur et celui de journaliste, ce qui n'était pas sans influence sur le contenu des réponses offertes.

²⁰³ Nous avons par exemple été présenté à des journalistes, en tant que politiste occidental, en l'occurrence français, en fin de manifestation, ce qui permettait de *notabiliser* le mouvement par la mise en avant de notre présence.

²⁰⁴ Favre P., Fillieule O., Mayer N., « La fin d'une étrange lacune de la sociologie des mobilisations. L'étude par sondage des manifestants : fondements théoriques et solutions techniques », *Revue française de science politique*, n° 1, févr. 1997, p. 3-28.

Les mobilisations sont, d'après Michel Dobry, sectorielles²⁰⁵. Pour notre étude, afin de découvrir ses logiques, il nous a fallu avant tout lire les appartenances sectorielles. Pour cela, nous nous sommes intéressés à la foule des manifestants autant qu'aux organisateurs. Nos techniques étaient, comme nous l'avons déjà dit, l'observation participante, les enquêtes durant les manifestations, et le recoupement de nos analyses avec celles d'informateurs de mondes sociaux, d'acteurs et celle de médias éventuels. Les appartenances sectorielles peuvent être découvertes par de multiples indices. L'observation des manifestants est une source d'information importante. En effet, l'apparence physique permet d'estimer tout d'abord les tranches d'âges des manifestants. Le style vestimentaire²⁰⁶, la coiffure, le sac, les bijoux, les tatouages, le comportement sont autant de signes extérieurs permettant de classer les manifestants dans certains secteurs. Enfin, des complicités exprimées, dans la foule, peuvent permettre de rattacher une personne à un groupe²⁰⁷.

Les liens sectoriels peuvent être et sont souvent idéologiques. Les slogans scandés, les banderoles, les discussions dans la foule rendent impossible la classification des secteurs. Observer la différenciation des slogans et des banderoles en fonction de groupes dans la foule dessine les mobilisations multisectorielles²⁰⁸.

La plupart des manifestations que nous avons étudiées offrent une distinction de position géographique nette entre les manifestants et les organisateurs durant la manifestation. Ceci permet d'observer les appartenances sectorielles des organisateurs, comme pour les autres manifestants. Ainsi, il nous a fallu noter non seulement le style vestimentaire²⁰⁹, les accessoires, et le comportement des organisateurs, mais aussi des individus auxquels ils s'adressaient. Les complicités entre organisateurs et secteurs de manifestants ont permis d'étudier leur profil politique.

²⁰⁵ Dobry M., *Sociologie des crises politiques, La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris 1992.

²⁰⁶ La distinction, Bourdieu P., *La distinction : critique sociale du jugement*, éditions de Minuit, Paris 1979, collection "Le sens commun".

²⁰⁷ Nous considérons les secteurs comme des mondes sociaux. Nous utiliserons, selon un usage répandu, le terme de secteurs lorsque nous voudrions souligner leurs aptitudes à être rapidement ou facilement mobilisés.

²⁰⁸ Dobry M., *Sociologie des crises politiques, La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris 1992.

²⁰⁹ Bourdieu P., *La distinction : critique sociale du jugement*, éditions de Minuit, Paris 1979, collection "Le sens commun".

Les médias ont été pour nous une sérieuse source d'informations. Et cela à plusieurs niveaux en même temps. Ils sont source d'informations de seconde main (voire de troisième main) de grand intérêt si l'on prend les précautions d'usage lors de leur analyse.

Les productions des médias sont aussi des sources primaires, étant non seulement les transmetteurs d'informations sur une situation, mais aussi référence structurante et constituante des situations, conditionnant les analyses, influant sur les stratégies.

Les autres sources telles que les analyses sociologiques, séminaires, articles scientifiques, traces physiques laissées par les événements ont aussi été collectés dans la perspective naïve, d'un premier temps, d'exhaustivité de l'étude de la problématique.

Afin de multiplier les informations et par là contrebalancer les biais possibles évoqués par ces méthodes d'une part, et d'autre part afin de procéder à des affinages systématiques de nos analyses, nous avons cherché d'autres sources d'informations.

Partant du constat d'une forte stabilité des institutions sociales à court terme, aucune situation de grande fluidité ne s'étant constituée lors de notre étude, nous avons tout d'abord recherché les informateurs de mondes sociaux. Ceux-ci n'étaient pas uniquement utiles pour reconstituer les institutions sociales de la manifestation, mais aussi pour multiplier les points de vue des manifestants, confronter leurs motivations, leurs histoires de vie... Nous avons procédé suivant la technique de la grappe de raisin pour avoir une vision plus complète.

b) Comprendre les organisateurs

Le partage entre manifestants et organisateurs de la manifestation n'est pas toujours clair, ni facile à effectuer. En effet, dans un événement qui peut sembler, à première vue, si « spontané », chercher les organisateurs est souvent perçu, dans le sens commun, comme une attitude issue d'une interprétation de l'événement suivant la théorie du complot manichéen divisant le monde entre manipulateurs et manipulés. De plus, dans une action collective perçue comme anarchique, chercher de l'ordre dans le désordre peut être aussi considéré comme une lubie de politiste ou de sociologue, une forme de déformation professionnelle. Chacun, lors de la manifestation, apporte sa pierre à l'ouvrage collectif. En portant une banderole originale, ou en scandant un nouveau slogan, chacun peut se sentir co-créateur de la manifestation. Ceci est un élément intéressant à prendre en compte dans l'analyse, mais nous verrons qu'il s'agit d'un facteur pertinent pour analyser les motivations à l'engagement bien plus que comme cadre d'analyse de la structure des manifestations.

Paradoxalement, la notion d'organisateur fait sens autant parmi les manifestants qui s'en défendent, que dans les forces de l'ordre ou l'administration et parfois les médias. Il nous faut noter d'ailleurs que ces agents ne partagent pas toujours la même perception de qui est « organisateur » et que cela amène à des jeux stratégiques portant sur le sens de la manifestation, comme nous le verrons plus tard. Ainsi, dans un débat d'analyse de l'événement, un manifestant ou un sympathisant peut rejeter la notion d'organisateur, mais durant l'événement, il peut montrer du doigt sans sourciller quelqu'un pour indiquer qui est l'organisateur (*organizátor* ou *Pořadatel*).

Lors de l'annonce d'une manifestation par exemple dans la presse, l'organisateur ou le signataire de l'appel est généralement indiqué. Une première recherche auprès d'informateurs de milieux, sur Internet, ou encore auprès de la police peut permettre de trouver un premier contact avec des personnes liées à l'organisation. Il permet de remonter, par une demande d'entretien, au groupe des principaux organisateurs, ou tout au moins à l'un d'eux.

Il y a par ailleurs l'organisateur administratif (*pořadatel*) de la manifestation, lors du dépôt de la déclaration administrative. Celui-ci peut être une personne singulière ou une personne morale (généralement une association). L'information est ouverte et publique bien que l'accès aux archives municipales ne soit pas toujours facile. Ainsi il nous fallait, parallèlement à l'identification et la prise de contact avec les organisateurs de la manifestation, identifier l'organisateur aux yeux de l'administration.

Essayer d'assister aux réunions de préparation de la manifestation, avant que la manifestation ait lieu, était pour nous un but qu'il ne nous a pas été toujours possible d'atteindre. Un premier entretien avec les organisateurs avant la manifestation était intéressant dans la mesure où il permettait d'éviter des analyses ex-post, et nous aidait à reconstituer plus finement les rationalités des organisateurs.

Pour obtenir un entretien, nous nous trouvions confrontés à plusieurs types de difficultés : il s'agissait d'un moment de mobilisation particulièrement intense durant lequel un entretien avec un chercheur peut sembler ne pas être une priorité. Les raisons d'accorder un entretien sont alors de plusieurs types, et pour y accéder, plusieurs techniques sont mobilisées en fonction de la situation. Ceci nous a conduit à nous poser des questions de déontologie et de techniques.

- A quel point les yeux du chercheur doivent-ils briller de compréhension et d'adhésion à la cause défendue par l'enquêté ? L'indifférence à la cause ou à la personne ne permettent pas d'obtenir d'entretiens satisfaisants.
- Sachant que la position de chercheur d'Europe occidentale est loin d'être anodine, comment éviter d'être instrumentalisé pour le soutien à la cause ne serait-ce que par l'entretien ?
- Être un objet d'étude peut éveiller l'espoir d'entrer dans l'histoire, d'être cité dans un livre, de faire rayonner la cause. Comment éviter ces biais ?

Nous avons alors mobilisé notre empathie pour souligner le respect face à certains aspects des manifestations et de leurs organisateurs. En effet, rapidement, cela a été la recherche de la camaraderie, de la complicité et du respect qui est devenu le moteur principal de la relation de l'organisateur au chercheur.

En effet, le fait d'être, cité, entendu, présenté, d'accorder de l'importance à la cause peut être interprété comme un fort soutien à la cause. Il est bien entendu que toute attitude qui semblera critique de la part du chercheur peut amener à voir dans sa présence un grand danger plutôt qu'une grande aide. Ainsi, nous étions autant observé et écouté que nous observions et écoutions.

Nos explications sur le sens de notre recherche étaient utilisées pour prévoir ce que nous pouvions penser du mouvement lui-même. Le soutien aux causes étudiées nous a posé toutefois

des problèmes déontologiques. Aussi afin de se protéger du mensonge et de la prostitution intellectuelle, après avoir présenté de manière favorable notre approche, et utilisé notre réelle sympathie pour le dynamisme et l'esprit d'initiative des organisateurs, nous nous sommes protégés derrière la nécessité scientifique de ne pas dévoiler nos convictions pour éviter d'influencer l'étude. Cette exigence de la neutralité du chercheur a fonctionné dans la majorité des cas étudiés.

Certaines manifestations, comme nous le présenterons plus en détail par la suite, étaient organisées dans le culte du secret, et dans la défiance de la police. Il s'agit entre autres des manifestations de l'extrême gauche, et surtout des anarchistes, ainsi que celles de l'extrême droite.

Notre difficulté personnelle à exprimer de la sympathie sincère pour les manifestants d'extrême droite, et pour les néo-nazis en particulier, le fait que ces groupes et leurs activités soient déjà largement étudiés par les services d'Etat et par des initiatives indépendantes, ainsi que les craintes pour notre sécurité personnelle, en tant qu'étranger, nous a conduit à ne pas réaliser d'études qualitatives auprès de ce type de manifestants. Nous restons toutefois convaincus qu'une étude approfondie des organisateurs de manifestation d'extrême droite serait d'un grand intérêt. Nous nous sommes limités à l'étude des films de ces manifestations, tournés par une association « Tolerance »²¹⁰.

Nous avons observé dès nos premiers entretiens, que 20 minutes ne permettent d'obtenir qu'un discours idéologique préparé pour la presse. La difficulté pour nos interlocuteurs de comprendre ou de croire à la différence qu'il y avait entre notre démarche et celle des journalistes nous a amené à prolonger notre présence auprès des organisateurs autant que c'était possible.

La technique en République tchèque la plus efficace s'est avérée être la présence, l'observation et les entretiens, à la brasserie dite la *Hospoda*. Avant comme après les manifestations, les organisateurs et les militants les plus dynamiques se retrouvaient dans le lieu traditionnel de socialisation du pays. Après plusieurs heures autour d'une bière²¹¹, chaque convive est considéré

²¹⁰ Nous avons joint en annexe la liste de ces dernières.

²¹¹ Voir plusieurs. Nous rappelons qu'il s'agit du pays connaissant la consommation de bières par habitant la plus importante au monde. D'après l'article « Spotřeba piva v tradičních zemích klesá, Česko se drží první » du 22.7.2002 de l'agence tchèque de presse ČTK, malgré une baisse régulière de la consommation, le niveau reste le plus élevé au monde, avec une consommation de 159 litres par an par personne, laissant loin derrière l'Allemagne, consommant autour de 125 litres par personne. Nous rappelons aussi que ces chiffres de la consommation prennent en compte toute la République tchèque, y compris la région morave, aux traditions viticoles. Les chiffres de la consommation de la seule région de Bohême seraient sans aucun doute bien plus importants.

comme un ami, et les secrets des conflits dans les groupes, des alliances, des peurs et des joies, ainsi que les dernières informations concernant le mouvement sont livrés. Ainsi, réussir à être invité, partager des bières, c'était découvrir les coulisses de l'organisation des Mouvements Sociaux !

Pour comprendre les organisateurs, nous avons tout d'abord essayé de comprendre leurs idéologies et repères cognitifs, d'analyser des intérêts cachés, individuels et de groupes, et faire interagir notre analyse sur les individus-organisateur avec celle concernant les Organisations de Mouvements Sociaux.

Nous commençons par une demande de présentation rapide des organisateurs eux-mêmes, afin de reconstituer leurs parcours de vie, et la place de l'événement dans celui-ci. Outre l'intérêt universel de leur cause, présentant les cadres d'analyse de la situation, justifiant par là leur action, nous avons essayé de faire présenter l'intérêt personnel d'une telle implication. L'histoire de la constitution du mouvement, de l'organisation, de l'idée de la manifestation nous permettait aussi de comprendre quelle est la position dans l'organisation de l'organisateur, les sources de sa légitimité, tout en nous informant sur l'histoire du mouvement ? Quand nous avons une connaissance suffisante de l'organisation et des organisateurs, nous pouvons faire parler parfois un organisateur sur les intérêts cachés ou non cachés des autres organisateurs. Les positionnements officiels, souvent politiques, par rapport aux questions concernées par le mouvement permettait de reconstituer les stratégies personnelles et l'idéologie. Enfin, dans les petites structures, la frontière entre positions individuelles et institutionnelles est fine voire parfois inexistante.

Une telle approche, qui peut être considérée comme de l'ethnociologie, nous amène à nous poser une question : Daniel Bertaux applique la théorie de la saturation pour considérer que les logiques sociales découvertes par les récits de vie sont prouvées²¹². Face à la multiplicité des récits de vie des organisateurs, la théorie de la saturation s'applique-t-elle ? Peut-on reconstituer les motivations de l'engagement en cherchant des répétitions là où il n'y en a peut-être pas. Nous avons décidé de les chercher, et de profiter de cette recherche pour revenir sur cette question. En effet, une logique sociale du comportement d'un individu est-elle lisible que dans le nombre ? Ou, pour parler autrement, les raisons cognitives d'un comportement ne sont-elles considérées

²¹² Bertaux D., *L'apprentissage en boulangerie dans les années 1920-1930*, Cordes, Paris 1978.
Et surtout dans Bertaux D., *Les récits de vie : Perspective ethnociologique*, Nathan Université, Paris 1996.

comme sociales que si elles sont partagées par d'autres ? Ou bien peut-on présumer que la socialisation peut avoir des effets uniques ?²¹³

C'est par l'analyse cognitive que nous pouvons considérer les événements et les repères dans la distance qu'ils ont aux autres, mais aussi dans leur utilisation pour construire des raisonnements, des explications. Aussi lorsque la théorie de la saturation ne s'appliquait pas dans notre étude, nous avons estimé nos observations comme valides et intéressantes dans les reconstitutions des raisons individuelles, qui sont sociales car l'individu incarne la société autant que celle-ci est incarnée en chacun de ses membres. Toutefois, la question de l'influence de l'individu sur le reste de la société doit en être que plus étudiée.

3. VOIR AU DELA DE LA MANIFESTATION DE RUE

a) Sociologie urbaine contre sociologie agricole ?

Derrière ce titre qui se veut humoristique, faisant allusion à la sociologie du champ de Pierre Bourdieu, et celle de la cité de Luc Boltanski-Thévenot, se cache un problème de méthode. Pierre Bourdieu et Luc Boltanski ayant travaillé ensemble, partage une sociologie liant l'étude des hiérarchies à celle des systèmes de sens intégrés par les individus. La sociologie de Pierre Bourdieu, par sa notion de **champ**, excelle dans l'étude de la relation de domination, et de la compétition pour celle-ci comme motivation de l'action, dans le cadre de stratégies conscientes ou inconscientes. L'approche proposée par Luc Boltanski met en avant le sens des actions, et en particulier la justification des positions hiérarchiques par le sens que nous leur donnons au sein de mondes sociaux. Il considère comme au sommet des logiques des mondes sociaux soit de grandes idées, ou des textes fondateurs qu'il appelle **cité**. L'accent est alors mis sur l'étude des systèmes de sens. La cité contre les champs, vrai ou faux débat ?

Les deux auteurs sont liés par une volonté d'analyse pragmatique de l'action en train de se faire, dans la pratique, même si leurs théories les amènent à retomber dans des présentations structurelles. Les deux s'intéressent à la diversité des groupes sociaux constituant une société complexe, et en évolution. Ils étudient les différentes gestions sociales du sens.

²¹³ Cette question découle, de fait, des différences d'approches existantes entre Daniel Bertaux (*Les récits de vie : Perspective ethnosociologique*, Nathan Université, Paris 1996) et Jean-Claude Passeron (par exemple, dans *Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Nathan, Paris 1991.)

Nous voulions nous insérer dans une approche pragmatique, et éviter toutefois de choisir entre deux frères géants de la sociologie pragmatique à la française, alors que certains pourraient vouloir nous y pousser²¹⁴. Dans notre étude, les relations de dominations et les grands systèmes de sens nous semblaient aussi importants les uns que les autres. C'est dans la continuité avec l'approche de ces grands auteurs que nous avons voulu mener notre étude. Nous avons toutefois fait le choix des mondes sociaux du modèle de Boltanski-Thévenot, tant les systèmes de sens faisaient sens pour expliquer et comprendre notre objet d'étude, alors que la question de la domination n'aidait pas à exprimer avec plus de clarté les phénomènes que nous avons observés. C'est parce que le modèle de l'économie de la grandeur était utile à notre rédaction que nous l'avons choisi. Nous n'avons pas toutefois voulu rester prisonniers de structures d'un modèle trop rigide pour bien coller à la réalité. Pour nous, entre structure et liberté, la dialectique est restée complexe.

Nous avons vu quels étaient les paradigmes principaux qui pourraient expliquer les manifestations en République tchèque. Les techniques nous permettant d'analyser les raisons amenant un individu ou un groupe à manifester, pour une cause, à tenter de rassembler avec plus ou moins de succès des secteurs prend un intérêt particulier lorsque nous l'insérons dans l'épaisseur historique et sociale des logiques en œuvre. Pour cela nous avons travaillé à repérer quels sont les mondes sociaux d'appartenance de manifestants, et chercher dans les structures, les discours et l'histoire de ces mondes sociaux les raisons des raisonnements ayant mené à la protestation des individus ou des groupes manifestants. Il nous a fallu aussi tenter de faire une carte des mondes sociaux pouvant servir de réservoirs de ressources aux motivations.

Les motivations individuelles de l'implication sont structurées par les mondes sociaux. Certains secteurs ont un usage plus courant que d'autre de la protestation par la rue. Par ailleurs, si la manifestation, dans une approche stratégique, peut être analysée comme un ensemble de coups joués entre différents agents sociaux, elle doit être remise dans des logiques de coups et d'interactions plus larges : en dehors de la manifestation d'une part, et en d'autres temps d'autre part. La manifestation de rue peut n'être que l'expression d'un coup de plus joué par certaines forces politiques, par exemple, et ce depuis plusieurs années. Elle ne doit plus être alors considérée comme une fin, mais comme un des outils mobilisés dans des rationalités ayant des

²¹⁴ Nous analysons les guerres entre élèves des grands sociologues français, entre boltanskistes, bourdevins, tourainiens comme quittant parfois la question des méthodes de recherches pour ne devenir qu'éléments de distinction visant la concurrence entre clans et ne visant pas toujours uniquement le débat épistémologique.

fins autres qu'une seule manifestation. A cet effet, il nous faudra reconstituer les débats publics, et les cristallisations d'identités de groupes.

Enfin, il nous faut étudier les manifestations dans leur efficacité, comparant les stratégies aux effets sur les changements politiques mais aussi en termes d'analyse des évolutions discursives.

b) Les mondes sociaux des manifestants

L'approche néo-institutionnelle de la mobilisation d'une part, et l'étude des motivations individuelles d'autre part nous amènent à essayer de reconstituer les mondes sociaux d'appartenance des manifestants.

Les mondes sociaux ne sont pas des groupes exclusifs. Il ne s'agit pas de castes, dont nous pouvons faire une hiérarchie simple. Il est possible d'appartenir à plusieurs mondes sociaux à la fois, et même d'y appartenir plus ou moins. Notre étude nous a amené à revenir sur la notion de monde social, toutefois, nous avons procédé suivant une méthode pragmatique, mettant la théorie au service de l'observation.

Ayant déjà effectué l'observation des secteurs d'appartenance et des mondes sociaux, nous avons alors tenté de pénétrer les mondes sociaux. Nous avons pour cela adapté nos stratégies à la nature même des groupes que nous avons voulu mieux comprendre. A partir d'entretiens, nous avons tenté de reconstituer l'histoire institutionnelle. Il s'agissait de fait d'ethnométhodologie adaptée.

Nous verrons que nous avons observé le fait que les mondes sont une ressource importante pour un organisateur de manifestation. Il s'agit non seulement d'un lieu de promotion et de présentation de l'initiative, mais aussi d'un cadre de référence, de partage d'une éthique commune²¹⁵. Le sens des choses, ou encore la volonté de faire carrière²¹⁶ dans un monde social pouvait constituer des ressources motivationnelles. En effet, être l'organisateur d'un mouvement de défense de valeurs partagées dans un monde social permet à l'individu d'incarner la cause, de

²¹⁵ Quelle soit saisie comme un *éthos*, ou comme un ensemble de justifications.

²¹⁶ Nous comprenons ici carrière au sens que lui donne E.Goffman, exprimant le parcours de vie d'un individu. Pour Goffman, « l'intérêt du concept de carrière réside dans son ambiguïté. D'un côté, il s'applique aux situations intimes, que chacun entretient précieusement et secrètement, image de soi et sentiment de sa propre identité; de l'autre, il se réfère à la situation officielle de l'individu, à ses relations de droit, à son geste de vie et entre ainsi dans le cadre des relations sociales » in *Asiles. Etudes sur la condition sociale des malades mentaux*, Minuit, Paris 1968, p. 179.

devenir la « voix du monde social ». Ceci peut même permettre à certains d'entrer dans un monde social qui lui aurait été fermé autrement. La volonté de faire carrière dans le groupe n'est toutefois pas forcément à l'origine de la motivation, et l'on peut avoir, à l'inverse, des structures de sens ou des situations qui amènent un individu à incarner une cause sans qu'il ait eu pour motivation le rôle. La reconstitution ici des réelles motivations est souvent difficile, mais permet toutefois d'expliquer certaines stratégies.

c) **Du monde social à l'action manifestante**

Afin de déterminer l'influence d'un monde social sur la participation, voire sur l'organisation d'une action protestataire de type manifestante, nous avons tenté de reconstituer ce qui déclenche l'implication d'un individu.

Pour analyser les facteurs endogènes tchèques, nous avons étudié les institutions et les mondes sociaux tchèques. Il s'est avéré, que nombre des identités de groupes évoluaient comme du débat dans une arène publique, ce qui altérerait la mémoire des événements. Pour contrebalancer ce phénomène bien connu, nous avons essayé de coller le plus possible aux faits lors de nos entretiens. Nous avons observé que cette technique aidait les personnes interrogées à se remettre en situation.

Nous avons par ailleurs, grâce à l'aide d'ouvrages, d'entretiens, et à la participation à de nombreux séminaires, mais aussi grâce à la recherche dans les archives des journaux, travaillé à reconstituer le débat dans une arène publique et politique en République tchèque et plus tôt en Tchécoslovaquie.

La constitution des identités politiques et des débats publics est un sujet tellement large que nous pourrions l'étudier et le décrire sans fin. Nous nous sommes donc limités aux éléments structurants des identités des mondes sociaux étudiés, ainsi qu'aux débats concernant directement un certain nombre de manifestations choisies.

Enfin, le retour sur les domaines de manifestations étudiées nous a permis d'analyser les effets des manifestations sur la création des mondes sociaux.

Si la reconstitution des origines endogènes à la société tchèque des manifestations de rue est effectuée par l'histoire néo-institutionnelle des mondes sociaux réservoirs de ressources, les travaux de sociologie d'autres mouvements sociaux étudiant d'autres terrains nous a permis d'analyser les origines exogènes de ces mouvements. Dans un contexte de mondialisation des institutions et des pratiques, la rencontre d'un phénomène international avec une situation sociale et politique locale a été un autre grand axe d'étude de notre terrain. Outre l'étude des réseaux, des connexions idéologiques et financières, nous avons cherché à comprendre quels sont les systèmes d'allocations de ressources des OMS, qu'il s'agisse d'allocations financières, ou encore d'allocations de position haute dans un monde plus large (par exemple l'offre de la légitimité d'un monde international dans un contexte local).

Titre 2

Manifester en République tchèque

Chapitre 1

Les agents sociaux

3. LES COMITES D'ORGANISATION

La manifestation de rue n'est pas spontanée. Elle est initiée par un ou des individus qui tenteront de garder le contrôle de son déroulement et surtout du sens que l'on va lui attribuer. Nous avons décidé d'utiliser le terme de comité d'organisation car nous n'avons pas été confronté, lors de notre étude, à des manifestations dirigées par un seul individu, même si ce n'est pas une impossibilité théorique. La constitution du comité d'organisation peut être et généralement, est l'un des facteurs non négligeables de l'évolution du projet.

Nous nous élevons toutefois aussitôt en faux contre les théories « génétiques » qui pourraient vouloir déterminer l'avenir d'une organisation par les conditions de « sa naissance .» Les manifestations sont des phénomènes sociaux que les comités d'organisation ne peuvent pas toujours contrôler. Il est à remarquer que les comités d'organisation peuvent eux-mêmes connaître des évolutions inattendues, en fonction de facteurs que nous souhaitons énumérer ci-dessous.

Notre étude qualitative et quantitative de manifestations à Prague après 1989 nous permettra non seulement de mieux comprendre ce qui amène un individu à manifester ou même à organiser une manifestation, mais aussi les formes spécifiques de ces facteurs dans un contexte tchèque, post-

communiste, voire pragois. A cet effet, nous avons analysé les modalités d'apparitions des comités d'organisation ainsi que l'économie de leurs évolutions.

a) Les modalités de leurs apparitions

Un événement est souvent à l'origine de la constitution des comités d'organisation. Bien entendu, il serait réducteur de le considérer, quel qu'il soit, comme le seul facteur menant à la mobilisation. Nous considérons un événement comme cause lorsqu'il est la condition de l'existence de l'action manifestante. Nous le considérons comme 'prétexte' lorsqu'il est présenté comme la cause d'une mobilisation mais qu'il n'en est pas la condition. Nous avons étudié les événements causes ou prétextes lorsqu'ils étaient constitutifs des stratégies de constitution d'un comité d'organisation.

Les structures des opportunités

i. L'événement cause :

Lorsque l'événement est la cause de la constitution de comités d'organisation, c'est parce qu'il amène directement ou indirectement, par définition, à bâtir des stratégies qui n'étaient pas construites auparavant. Cet événement est donc soit cause ou conséquence d'un changement des structures d'opportunités soit perçu comme tel²¹⁷.

La manifestation de *Merci, mais Partez*²¹⁸ nous semble particulièrement bien illustrer la complexité de l'action de l'événement, la nécessité de contextualiser et en même temps l'importance que peut revêtir la fine compréhension des modes de constitution des comités d'organisation de la manifestation.

²¹⁷ Nous entendons par là que ce n'est pas la réalité du changement des structures d'opportunités qui explique les changements, mais la perception juste ou fautive que l'on a de ces changements.

²¹⁸ Manifestation du 3 décembre 1999 d'anciens leaders étudiants de la révolution de velours, suivant une déclaration datée du 17 novembre 1999 (signée originellement par Josef Brož, Igor Chaun, Vlastimil Ježek, Martin Mejstřík, Šimon Pánek et Vlastimil Řehák). Cette manifestation réunissant entre 60 000 et 100 000 participants, selon les sources, était la plus importante qui avait été organisée depuis la révolution de velours, et ce jusqu'à fin 2000.

La constitution du comité d'organisation de *Merci, mais Partez* :

La constitution du comité d'organisation de *Merci, mais Partez* est le résultat d'un contexte politico-social, d'une structure d'opportunités politiques particulières, mais aussi d'un événement : une rencontre lors d'une soirée littéraire qui sera accompagnée de stratégies individuelles et de groupes.

L'année 1999 marquait l'anniversaire des dix ans de la révolution de velours²¹⁹. Face au caractère *politisé* qui aurait pu être attribué à l'*héroïsation* des anciens dissidents engagés en politique, tel que Václav Havel²²⁰, les médias se tournent durant toute l'année vers les *anciens étudiants*. La formule *anciens étudiants* devient le label des leaders de la protestation étudiante de 1989 et par-là un *état* dans le *monde de la post-dissidence*. Dissidents de la dernière heure, ils deviennent les vrais héros de la démocratie et de la nation tchèque. Tout comme en 1989, ils soulignent leur collaboration de 1989 avec les dissidents, alors que de nombreux *anciens dissidents* soulignent l'importance du rôle des *anciens étudiants*. Cette légitimation mutuelle leur fait partager, toujours, un même monde de justification, le monde de la post-dissidence. En parallèle au phénomène d'apparition de ce label, plusieurs initiatives se font jour suivant des logiques relevant de l'économie des conventions voire, ici, de l'économie des labels. Les enjeux étaient de définir qui sera la voix légitime des *anciens étudiants* et donc, d'après l'interprétation du monde de la post-dissidence, la voix de la nation. C'est suite à une telle évolution du débat et à une telle lutte entre deux formes de légitimation que se construit la mobilisation des *anciens étudiants*.

²¹⁹ La révolution de velours (en tchèque *Sametová revoluce*, slovaque *Nežná revolúcia*) est l'expression utilisée pour décrire la période amenant à un changement rapide de régime en Tchécoslovaquie. Cette période, du 17 novembre au 29 décembre 1989, a permis l'instauration d'un régime démocratique et la sortie du régime autoritaire de type soviétique appelé communiste.

Le terme de révolution de velours est utilisé pour souligner son caractère pacifique, par opposition aux révolutions sanglantes dont l'archétype est la révolution française. La révolution de velours a commencé par la répression policière des manifestations étudiantes pourtant légales du 17 novembre 1989.

²²⁰ Václav Havel (né le 5 octobre 1936 à Prague) est un écrivain et homme politique tchèque. Président de la République tchèque de 1990 à 2003. Il est connu en tant que représentant de l'opposition démocratique tchécoslovaque, ce qui fut appelé la dissidence par le régime communiste, terme aujourd'hui entré dans le langage courant. Václav Havel est l'un des auteurs de la Charte 77, et un de ses premiers porte-parole. Il est l'auteur de l'ouvrage *Le Pouvoir des sans-pouvoir*, en 1978.

En novembre 1989, Václav Havel était à la tête du mouvement « forum civique », une association unissant des mouvements d'opposition et d'initiative démocratique. Il est acclamé par la foule lors de la Révolution de velours, et prendra la tête des transformations politiques visant à la démocratisation du pays. En décembre 1989, Václav Havel est élu président intérimaire de la Tchécoslovaquie, en attendant les élections parlementaires. Les parlementaires élus démocratiquement l'ont reconduit à la présidence de la République en juillet 1990. Sa présidence (jusqu'à 2003) sera marquée par ses désaccords personnels et politiques avec Václav Klaus, personnage fort de la politique de l'après-1989.

Tout d'abord, il nous faut présenter la structure des opportunités politiques : suite à de nouvelles élections parlementaires, les partis du centre-droit avaient « héroïquement » renoncé à participer à un gouvernement de coalition, cédant au poids des accusations de Václav Klaus²²¹ de leur gauchisation et de leur volonté de travailler avec des sociaux-démocrates qu'ils considéraient comme crypto-communistes. Face à la perte généralisée de repères en politique, ne pas passer pour un crypto-communiste leur semblait essentiel. Le fait que Václav Klaus signe un accord de gouvernement au nom du parti libéral-conservateur avec justement les sociaux-démocrates a alors été fortement dénoncé comme amoral, populiste et anti-démocratique et surtout comme un abus de pouvoir contre lequel plus personne ne pouvait rien faire sur le coup, au niveau parlementaire.

Le 16 novembre 1999, il y a une soirée littéraire. « Tout le monde était là »²²². Josef Brož y participe « car c'est un plaisir de rencontrer d'anciens amis. » Et puis, il a été interviewé. C'est une soirée particulièrement importante car il s'agit de la présentation du livre d'un *ancien étudiant* sur le mouvement des *anciens étudiants* appelé *100 révolutions étudiantes*²²³.

Après la soirée, il propose à Monika Pajerová d'aller prendre un café au Slavia pour parler de la situation actuelle²²⁴. Il considère, en effet, qu'il est temps que la génération de la révolution, dix ans après, dise son opinion sur la situation. Il propose une rencontre de l'ancien groupe. Prendre cette initiative était un moyen pour lui d'avoir la légitimité de rester dans ce groupe, de souligner sa place parmi ces membres, les *anciens étudiants*, une place qui lui aurait été refusée dans une autre situation. Contacter Monika Pajerová était crucial, car outre son état de « grande » de la révolution de velours, elle était considérée comme étant introduite dans différents salons pragoïses. Elle était, par ailleurs, assez proche de lui à l'époque.

²²¹ Václav Klaus (né le 19 juin 1941), est le second président et un ex-Premier ministre de la République tchèque. Václav Klaus entre en politique peu après la Révolution de velours que connut la Tchécoslovaquie en 1989. Fort de son expérience d'économiste, il est nommé ministre fédéral des Finances de la Tchécoslovaquie. En avril 1991, il devient membre fondateur du Parti démocratique civique (ODS, *Občanská demokratická strana*), le principal parti de la droite anti-communiste et libérale dans un premier temps, parti qui deviendra assez rapidement nationaliste modéré. Il restera président de l'ODS jusqu'à l'automne 2002. Il est reconnu comme l'un des principaux auteurs de la thématique du débat politique tchèque.

²²² Par « tout le monde », Josef Brož veut dire tous ceux qui ont une position importante dans le monde des anciens étudiants, voire plus largement, dans celui de la post-dissidence.

²²³ Otahal M., Vaněk M. *Sto studenckých revolucí, studenti v období pádu komunismu, Životopisna vypraveň*, Nakl. Lidové Noviny, Prague 1999.

²²⁴ Le café mythique de rencontre des artistes mais aussi des dissidents avant 1989.

C'est grâce à Monika Pajerová que « tout le monde » est venu à la rencontre. « Tout le monde », c'est à dire les *leaders des anciens étudiants*, certains, de la même génération, devenus des *activistes humanitaires* connus pour leur action après 1989. Josef Brož, prenant une part particulièrement active à la conversation, propose une action collective contre « la coalition anti-démocratique » de Klaus et de Zeman²²⁵. Il pense que la génération des révolutionnaires doit être garante de la démocratie. Le fait de parler de génération révolutionnaire plutôt que des leaders de la Révolution de velours lui permet de faire partie du groupe des grands hommes, d'élargir ce monde social à sa personne.

Josef Brož : « Et la question principale de mon propos était : Est-ce qu'on a honte de l'establishment d'aujourd'hui comme on avait honte de l'establishment communiste ? »²²⁶

Josef Brož suggère la rédaction d'une pétition *Merci, mais Partez*. Pendant plusieurs heures, des débats animés rappelant l'avant 89, comme le soulignent non sans une certaine fierté plusieurs d'entre eux, font rage. « Nous n'avons pas fait la révolution pour avoir ça » soulignent-ils. Ayant la compétence d'être la voix du peuple et les héros de la lutte démocratique²²⁷, ils s'insèrent dans le monde de justification de *la société civile*. Ils peuvent y interpréter leur *état* d'une manière légitimante pour eux. Ayant été des *grands hommes* de la *société civile*, ils étaient la voix du peuple, considèrent-ils. La réactivation de leur rôle de 1989, de leur *état* de héros de la révolution les amène à l'interpréter comme un *état* permanent. En tant que *grands hommes* de la société civile, ils peuvent justifier d'être ceux qui osent porter la voix de la nation. Grâce à cette justification, ils parlent au nom des citoyens. Cette interprétation, renversant la situation, fait d'eux non seulement ceux qui ont le courage de dire ce que pense la nation, mais même à l'inverse, les amène à décider de prendre la parole lorsqu'ils considèrent que la nation en a besoin, lorsque la situation l'exige. Ils deviennent l'âme et la voix de la nation, comme l'étaient les artistes et intellectuels du 19^{ème} siècle dits « éveilleurs de la nation. »

²²⁵ Miloš Zeman (né le 28 septembre 1944 à Kolín) a été renvoyé du parti communiste en 1968. Il est de 1990 à 1992 député du Forum civique au sein de la première Assemblée nationale tchécoslovaque élue démocratiquement. Par la suite, il sera tout au long des années 1990 un des dirigeants de la social-démocratie tchèque. Il préside la Chambre des députés tchèques, la Sněmovna, de 1996 à 1998, et sera après la victoire du ČSSD (parti Social-Démocrate) aux élections législatives de 1998 Premier ministre du pays du 22 juillet 1998 au 12 juillet 2002, suite à une coalition parlementaire avec son ennemi politique officiel, le parti démocratique civique de Václav Klaus, l'ODS.

²²⁶ Extrait d'un entretien le 24 novembre 1999 avec Josef Brož.

²²⁷ Toujours dans le système de justification de *la société civile*, voir Titre 3, chapitre 2.

Martin Mejstřík était le président de la coordination étudiante en 1989. C'est lui qui est resté en mémoire comme le leader incontestable du mouvement étudiant. Créateur du journal *Kavarna AFFA* en 1987, en tant qu'étudiant de l'Académie de théâtre, il tentera d'y réunir les étudiants de toutes les Académies et écoles artistiques (HAMU²²⁸, FAMU²²⁹, DAMU²³⁰, UMPRUM²³¹, AVU²³²...). Il était devenu le président du Centre de la presse étudiante en 1989, avant d'organiser les mouvements étudiants pragois de la révolution de velours et ce en grande partie au sein de son école.

Martin Mejstřík : « Au début, nous pensions cela tout simplement, que nous allions faire une déclaration, pour notre conscience. Nous nous sentions responsables du changement de régime, il y a dix ans et des espoirs qui l'avaient accompagné. Et nous jouions à l'époque un rôle tout à fait important [il rit]. Et nous avons ressenti la nécessité de nous exprimer face à cette situation après dix ans, après de dire que de nombreuses choses ne nous plaisent pas et que nous avons trahi certains idéaux.»

Nous voyons ici que l'économie des labels peut être une motivation individuelle, de par la prise d'initiative, de constituer un comité d'organisation exclusif. La motivation individuelle de Josef Brož de souligner son appartenance au groupe des anciens étudiants l'amène à réactualiser l'état d'un groupe, les *anciens étudiants*, dont l'identité a été en partie constituée et en partie remobilisée par les médias. Ce groupe est heureux de la place offerte par cette nouvelle situation. La réinterprétation de leur ancien statut dans un contexte nouveau leur permet de réactiver leur *état*, d'une part et de renforcer la présence de leur monde social de l'autre.

Un facteur essentiel, ici, aura été l'événement de leur rencontre. L'événement est ici condition d'existence de la constitution du comité, comme les logiques sociales décrites ci-dessus qui y ont mené. Il permet la constitution d'un groupe d'action avant même que cette action soit définie.

Un autre exemple d'événement constitutif d'un comité, avant même que le mode d'action soit défini, est le cas de SOS-Tchéchénie.

²²⁸ HAMU : Akademie múzických umění, l'Académie tchèque des arts musicaux, est l'école nationale supérieure tchèque de musique, d'audiovisuel et d'arts dramatiques.

²²⁹ FAMU : Faculté de cinéma et télévision de HAMU.

²³⁰ DAMU : Faculté de théâtre de HAMU.

²³¹ UMPRUM : Vysoká škola umělecko-průmyslová v Praze, l'Ecole supérieure des Arts et Métiers de Prague.

²³² AVU : Akademie výtvarných umění v Praze, l'Académie des Beaux-Arts de Prague.

SOS-Tchéquie :

Aleš Brotánek est père de famille et architecte. Mais Aleš Brotánek est avant tout un militant dans l'âme. Il veut changer les choses. C'est comme ça qu'il est devenu écologiste et qu'il a décidé de créer une ferme bio avec sa femme. Il a créé l'association des architectes écologistes. Par ailleurs il est chrétien. En tant que très croyant, il se sent un devoir de responsabilité pour le monde entier. Il admire beaucoup les anciens dissidents, qui sont des modèles moraux pour lui. Il a une admiration particulière pour le père Halík²³³, prêtre catholique et professeur de philosophie et de sociologie, ancien dissident, grand défenseur de la société civile et animateur du débat public et Président de l'Académie Chrétienne. Aleš Brotánek s'est joint aux manifestations de 1989 et s'était même associé pendant trois mois, pour coller les affiches, au Forum Civique.

Le 17 novembre 1999, Ales Brotánek est venu à Prague pour participer à la manifestation de commémoration du 17 novembre 1989. Il en profite pour passer, la veille, à l'Académie Chrétienne²³⁴, pour rencontrer du monde et faire un tour à la bibliothèque.

« [En 1989] ce n'était pas quelque chose de ... c'était spontané. C'était la première manifestation autorisée pour la journée de l'étudiant, le 17 novembre, alors on est seulement venu, on avait rien organisé. Et c'est justement parce que j'y ai participé, que j'ai vécu ces émotions, qu'après 10 ans, lorsque j'étais venu juste voir ces lieux,

²³³ Mons. prof. PhDr. Tomáš Halík, Th.D., (né le 1^{er} juin 1948 à Prague) est théologues catholique, prêtre, psychologue, sociologue et historien des religions. Il est le recteur de l'Eglise universitaire Saint Sauveur (kostel Nejsvětějšího Salvátora v Praze.) Il est enseignant du programme d'été de l'Université d'Oxford. Il a reçu le titre de Vicaire de Sa Sainteté en 2008 ce qui lui permet d'utiliser le titre de Monseigneur. Il a étudié la sociologie et la philosophie à l'Université Charles de Prague et suivi les séminaires d'appartement de Jan Patočka. Il est devenu prêtre de l'Eglise non officielle, dissidente, en 1978. Conseiller de Havel, il sera évoqué comme potentiel candidat à sa succession à la Présidence de la République. Il est connu pour son engagement dans la vie civile, s'exprimant publiquement sur les questions de politique, de racisme, de laïcité et soutenant l'intégration européenne. Il est un « grand » du monde de la post-dissidence.

²³⁴ Les positions politiques et religieuses de Mons. prof. PhDr. Tomáš Halík, Th.D. (soutien aux mouvements œcuméniques et rejet du nationalisme religieux) l'ont amené à des conflits avec Václav Wolf (issu de l'église officielle d'avant 1989), dirigeant la faculté de théologie catholique de l'Université Charles, dont il a été exclu. Il prendra alors la Présidence d'une institution vivotante à l'époque, l'Académie Chrétienne, qui devient le lieu de débats spirituels des mondes de la dissidence (dont fait partie l'archevêque Vlk). Elle existe grâce au soutien de la hiérarchie catholique. L'académie chrétienne réunit, dans ses sections et dans ses débats, divers chrétiens, mais aussi des anti-cléricaux proches du milieu (Jiřin Šiklová), et des politiciens de gauche comme de droite. Une description plus approfondie en est faite dans le Titre III, chapitre 1

voir si j'allais rencontrer tous ces gens, voir s'ils ont changé pendant toutes ces années et là, j'ai ouvert l'hebdomadaire Respekt.

J'y ai lu ce qui se passe en Tchétchénie. Et surtout j'y ai lu comment le monde entier, y compris nos représentants gouvernementaux ne réagissent pas. De fait, ils ne réagissent pas aux très nettes violations des droits de l'homme les plus fondamentales dans un pays qui fait partie des structures européennes. Et l'on ferme les yeux sur ces agissements. »

Vouloir faire quelque chose lui permettait de rejoindre les valeurs des anciens dissidents, de participer à leurs combats pour les droits de l'homme et pour la démocratie. La veille au soir, il a essayé de convaincre ses amis de l'Académie Chrétienne de se joindre à lui. Il y a écrit, sur l'ordinateur, une pétition. Stanislav Novotný²³⁵, le directeur de l'Académie, lui a corrigé la rédaction et ils ont envoyé tout cela à l'agence tchèque de presse à 4h du matin.

Monsieur Blažek, spécialiste en écologie sociale et impliqué dans l'association Ašoka²³⁶, lui conseilla de faire signe à Jana Hradilková, , ‘‘elle est le genre de personne à s'engager dans ce genre d'aventures folles ».

Jana Hradilková est une mère de famille, mais elle est surtout une professionnelle de la société civile. Elle était elle-même active, avant 1989, entre autres dans le groupe des *mères Pragoises*²³⁷. Les parents de son mari étaient une grande famille catholique pragoise, sous le communisme. C'est ainsi, par les réseaux de la dissidence, qu'elle a connu Jiřina Šiklová²³⁸, ancienne grande dissidente. Jana Hradilková se disait croyante agnostique, mais se définissait

²³⁵ Stanislav Novotný (né en 1960) est un ancien activiste. Après 1989, il dirigera le secrétariat du parti démocrate chrétien (KDS), puis il fera une carrière dans la haute fonction publique en étant, en 1994, Président de la police tchèque. Il a été renvoyé, suite à des controverses autour des enquêtes qui touchaient des membres éminents du parti ODS de Klaus. Il est le directeur de l'Académie Chrétienne depuis 1994.

²³⁶ Association aux sensibilités écologistes et droit de l'homme-istes.

²³⁷ L'association *Pražské matky* a eu comme premières activités, durant l'hiver 1988-1989, de protester contre la pollution de l'air à Prague. En mars 1989, elle a organisé ses premières manifestations de rue, avant la chute du régime, appelant non seulement à une amélioration de la situation environnementale, mais aussi à plus de transparence concernant les informations sur le sujet de la pollution. Ce mouvement est considéré comme une opposition politique au régime.

²³⁸ PhDr. Jiřina Šiklová, CSc. (née le 17 juin 1935 à Prague) est une sociologue tchèque. Elle a collaboré avec Petr Pithart depuis les années 70 à la distribution de livres occidentaux ou d'exilés en Tchécoslovaquie de l'époque. Elle est signataire de la Charte 77. Elle connaîtra de dures persécutions. Elle ouvre le département de travail social à l'Université Charles qui n'existait pas dans le pays. Elle reste une activiste de la société civile jusqu'aujourd'hui (Fondation Charta 77, Vize 97, Civil Society Development Foundation and Gender Studies Center Prague). Plus d'éléments sur Jiřina Šiklová peuvent être trouvés Titre III, chapitre 1.

plutôt comme féministe. Elle a créé, avec Jiřina Šiklová, les , « Gender Studies »²³⁹, un centre privé de recherches féministes et de propagation, financé par de nombreuses subventions américaines. Elle travaille aussi pour l'association Ařoka. Tout ceci non seulement lui assure un salaire, mais en plus lui permet d'assouvir sa volonté de s'impliquer dans la vie de la cité.

Dans l'organisation *Gender Studies*, le programme , « souvenir de femmes » avait amené Jana et ses collègues à collaborer régulièrement avec des femmes serbes. Les emails des « copines » serbes bombardés par l'OTAN l'avaient beaucoup touché²⁴⁰. Elle avait donc convaincu ses collègues de s'impliquer dans des réseaux de solidarité avec les serbes bombardés.

Lorsqu'Aleř Brotánek a contacté Jana Hradilková, la pétition a circulé. Grâce à J. Šiklová, elle a été signée par des grands dissidents comme Dana Němcová²⁴¹ ou Ivan Martin Jirous²⁴², dit Magor.

« En 1989, j'étais liée à l'underground, bien évidemment. Tout a culminé avec la manifestation, nous y sommes tous allés. J'y faisais signer la pétition « quelques phrases ». C'était une époque inoubliable. Je pense que l'énergie de dire « Non » face à la Tchétchénie en découle largement. [...] C'était l'occasion d'utiliser aussi ces Tchétchènes non pas à de mauvaises fins, mais pour rafraîchir cette énergie, dire tout simplement quelque chose, ... Se comporter de manière adéquate face à la situation [des commémorations]. »²⁴³

²³⁹ Le centre de Gender Studies de Prague a été mis en place sous la forme de réunions informelles dans l'appartement de Jiřina Šiklová en 1991, réunissant des tchèques et des étrangers, étudiant et débattant autour de la littérature étrangère. De nos jours, ce centre reçoit des subventions internationales, et fonctionne en réseaux. Il constitue des programmes de recherche comme des programmes de formation de la population.

²⁴⁰ La Serbie et le Monténégro étaient un peu considérés comme des alter ego des tchèques ou des tchécoslovaques, et ce depuis le 19^{ème} siècle. Ceci peut expliquer la sensibilité particulière qui existait ici pour la cause Serbe. Une explication complémentaire est fournie par le parallèle fait souvent entre la volonté d'autonomie des Kosovars Albanais, de la population allogène en Serbie, cause soutenue par certains occidentaux, et la cession de la région Tchecoslovaque des Sudètes germanophones à l'Allemagne Nazie par les occidentaux lors du traité de Munich de 1938. Ce dernier point reste toujours compris comme une grande trahison occidentale de la nation tchèque.

²⁴¹ Femme de Jiři Němec (le cousin de Havel), et avec lui une des cofondatrices de la Charte, belle-mère de Milan Hlavsa, le chanteur des *Plastic people of the universe*, elle est active dans le comité d'Helsinki après 1989. Puis elle crée le Centre de Conseil aux réfugiés, puis la fédération des organisations s'occupant de réfugiés. Elle est aussi considérée comme une personne incontournable de la société civile, elle est un personnage clef de la dissidence.

²⁴² Ivan Martin Jirous, née en 1944, poète, est l'ancien leader et manager du groupe *Plastic people of the universe*. Il est considéré comme le créateur du mouvement underground tchèque. Il a obtenu son surnom Magor (le fou) suite aux séjours en hôpitaux psychiatriques que lui a imposé le régime communiste.

²⁴³ Jana Hradilková, entretien le 16.02.2000.

La pétition a circulé donc autour des amis de Jana Hradilková et d'Aleš Brotánek. Jana considère comme très positif que leurs réseaux respectifs ne concordent pas, pour la pétition. Elle avait obtenu des signatures de chrétiens importants (l'évêque Malý²⁴⁴, le prêtre évangélique Svatopluk Karasek²⁴⁵...). Bien que se considérant comme croyante et étant baptisée, elle ne fréquente pas trop « ces gens là » et garde ses distances face au clergé.

Par ailleurs, grâce à Aleš Brotánek, cette pétition a été largement signée par tous les invités d'une soirée du Président Havel. « Ce tour de force de ce gars de la campagne est remarquable », considère Jana Hradilková.

L'équipe s'est élargie au journaliste Milan Daniel²⁴⁶, pour écrire un Mémoire. L'idée était d'entrer en contact avec l'association des mères russes. C'est là qu'Ondřej Cakl, est venu avec l'idée de chercher de l'argent et de demander des subventions. Ondřej Cakl était alors un activiste habitant le squatt de Ladronka. D'autres activités ont amené ces activistes à élargir leurs contacts. Chaque initiative passée ou actuelle permettait aux activistes d'avoir un statut, un état plus ou moins haut dans une hiérarchie invisible et non révélée, mais bien réelle.

Des personnes sensibles à la question tchéchène ont participé à la projection du film de Jaromír Štětina²⁴⁷ et de Petra Procházková²⁴⁸. Ces deux journalistes étaient considérés comme des « héros des droits de l'homme » pour leur travail de terrain en Tchétchénie et pour avoir créé une agence de Presse traitant de cette thématique, l'agence *Epicentrum*. L'activité de pétitions d'Aleš Brotánek et de Jana Hradilková leur permet de proposer aux deux stars médiatiques, lors du débat informel suivant le film, de travailler ensemble et d'unir leurs efforts. C'est ce mouvement qui a abouti à la création du comité d'organisation *Sos Tchétchénie*.

Le comité *Sos Tchétchénie* a été constitué pour l'organisation de la manifestation. Mais de fait, il s'était construit informellement dans le cadre de plusieurs actions de soutien à la Tchétchénie.

²⁴⁴ L'Evêque Václav Malý (1950), ancien dissident, signataire de la Charte 77 et cofondateur du Vons (institution devant défendre les prisonniers innocents avant 1989). Il était le premier attaché de presse du forum démocratique OF. Proche de l'archevêque.

²⁴⁵ Svatopluk Karásek (1942), chansonnier de la dissidence, très lié au monde de l'underground tchécoslovaque de l'avant et de l'après 1989, il s'est ensuite lancé en politique. Son emprisonnement et jugement, en même temps que celui des *plastic people of the universe*, était la cause de la création de la charte 77.

²⁴⁶ Membre de l'Association Most, qui s'occupe de droits de l'homme et des étrangers, Milan Daniel est un journaliste indépendant, écrivant régulièrement, entre autres, pour *Britské listy*, revue d'actualité internet.

²⁴⁷ Jaromír Štětina (né en 1943) est journaliste et actuellement politicien (sénateur indépendant, élu sur la liste des verts). Il est entré et a été renvoyé du parti communiste en 1968. Il a été rédacteur en chef de *Lidové Noviny* en 1993, puis reporter de guerre. Il est connu pour son combat pour les droits de l'homme.

²⁴⁸ Petra Procházková (1964) a fait sa carrière en tant que journaliste de guerre. Elle fut particulièrement remarquée lorsqu'elle s'est proposée avec plusieurs autres journalistes, pour remplacer les malades d'un hôpital qui servaient de bouclier humain à Šamila Basajeva, en Tchétchénie. Elle est, en raison de ses reportages, *persona non grata* en Russie. Elle est fondatrice d'organisations humanitaires et d'associations en Tchétchénie et en Ingouches, et cofondatrice de l'association Berkat, à Prague, en 2001.

L'opportunité organisationnelle était à l'origine des pétitions. Ici aussi, la pétition est un élément constituant du groupe des organisateurs de la future manifestation.

Soulignant l'importance de la révolution de 89 et des dissidents, les activistes trouvent leur légitimité dans l'action. La labellisation, bien que n'étant pas aussi évidente que chez les *anciens étudiants*, est omniprésente. Organiser la lutte pour les droits de l'homme et demander le soutien de ceux que l'on admire pour avoir organisé la lutte pour les droits de l'homme permet de s'identifier, de partager un même statut, presque un même état dans ce mouvement. Les *Grands*, dans ce cas, sont tout de même les journalistes ayant risqué leur vie en Tchétchénie et en Afghanistan.

Les événements changeant les structures d'opportunités, comme nous le voyons ici, peuvent changer les perceptions motivant à la mobilisation. Un autre cas de figure, est celui de l'événement offrant une opportunité discursive de se positionner. La motivation à la mobilisation existait et c'est l'« événement prétexte » qui change la structure des opportunités politiques.

ii. L'événement prétexte:

Lors des manifestations telles que celles des sommets de la Banque mondiale ou encore du FMI à Prague²⁴⁹, l'événement est l'occasion d'un positionnement politique. La constitution d'un comité d'organisation relève plus généralement de groupes politisés que l'on peut considérer comme des « professionnels de la manifestation ». Il existe toutefois des comités d'organisation dont l'événement n'est pas prétexte mais cause d'apparition. La présence de groupes chrétiens²⁵⁰ manifestant contre la faim dans le monde par exemple. Nous voyons ainsi se créer pour l'occasion du sommet du FMI à Prague, un comité à l'initiative d'un paroissien.

²⁴⁹ Les sommets du FMI et de la Banque mondiale à Prague, le 26 septembre 2000, ont été l'occasion de multiples protestations sociales, pour la plupart des manifestations de rue. Ces dernières avaient lieu principalement avant ou pendant le sommet. Cela rejoignait un mouvement de protestations alter-mondialistes qui avaient lieu lors de chaque sommet de ce type.

²⁵⁰ Nous avons rencontré plusieurs organisateurs de manifestations de rue mettant en avant leur chrétienté comme motivation.

Jiří : « La presse et les médias parlaient sans arrêt des manifestations du FMI. C'était l'occasion de dire que nous étions contre la faim dans le monde. Être sensible aux questions des plus pauvres n'est pas réservé qu'aux extrémistes anarchistes. »²⁵¹

Pour s'organiser, il a utilisé les réseaux du Jubilé de l'an 2000²⁵². Être présent et s'afficher en tant que chrétien était une motivation partagée par les membres du comité. Ceci permettait, par la suite, de participer aux débats avec « des représentants de la société civile » organisés par Havel²⁵³.

Ainsi, être labellisé chrétien permet aux organisateurs d'être des chrétiens actifs, d'être la voix des chrétiens dans la société. Cela permet surtout de positionner les chrétiens du côté de la charité plutôt que de celui des banques et des riches. D'après le témoignage de Jiří, l'événement déclencheur de l'action, c'est l'apparition d'une opportunité de présenter son opinion.

Peut-on parler d'un événement lorsqu'il se répète cycliquement? Les journaux se spécialisant dans « l'événementiel » ne créent-ils pas l'événement plutôt qu'ils ne le découvrent? Si les événements sont un construit social, ont-ils une périodicité comme en ont les journaux? Ces questions, qui ne sont pas neuves en sciences sociales, ne sont qu'une forme rhétorique nous appelant à prendre de la distance face à ce qui est appelé événement. L'événement prétexte est particulièrement bien représenté par la scène anarchiste tchèque. Croire que le symbole du premier mai ou l'entrée au gouvernement de Haider en Autriche sont des événements qui ont amené les comités d'organisation à se constituer, fait passer à côté d'une réalité sociale toute autre.

Ainsi, un activiste militant d'un groupe anarchiste manifeste environ une à deux fois par mois, d'après les témoignages. Outre le positionnement politique face à une question, la manifestation sert à hiérarchiser les microstructures et à long terme à recruter de nouveaux membres dans un esprit de concurrence amicale. L'évocation dans les médias de l'événement est un motif de fierté

²⁵¹ Entretien le 11.10.2000.

²⁵² Ensemble d'événements de caractère exceptionnel, organisés autour du passage à l'An 2000, dans le cadre de l'Eglise catholique. Les organisateurs de ces événements constituent un réseau actif facilement mobilisable.

²⁵³ Havel a organisé, le 23.9.2000, un débat qui devait permettre aux institutions de parler avec la société civile, dans le château de Prague, et portant le titre de « Praga - dialogi locus », avec comme panélistes Horst Köhler (FMI), James D. Wolfensohn (président de la Banque mondiale), Trevor A. Manuel (Ministre des Finances), Ann Pettifor (du Jubilé de l'an 2000), Walden Bello (Focus on the Global South), Kateřina Lišková (association écologiste de Brno NESEHNUTÍ), et George Soros, modéré par Mary Robinson (ONU).

et un signe de succès. La première organisation appelant à une manifestation a symboliquement la mainmise sur un sujet. Les manifestants sont principalement constitués par les membres du groupe. Cependant, les groupes d'activistes étant petits, ils sont amenés à entrer en coalition.

Prenons l'exemple de la manifestation contre l'arrivée au pouvoir de Haider en Autriche. L'idée était venue d'un des membres de ČSAF (la fédération anarchiste tchécoslovaque)²⁵⁴. La ČSAF est une organisation ancienne. Ses militants se déclaraient être un groupe de 20 à 30 personnes. Même si ce chiffre était considéré comme gonflé par les non-membres, la ČSAF était reconnue pour être parmi les plus grandes organisations d'anarchistes. Le groupe étant trop petit, l'initiateur s'était adressé à un autre groupe, *Solidarités Socialistes*, comptant, d'après les militants, jusqu'à dix membres.

C'est de la rencontre occasionnelle de ces deux organisations, que s'était créée pour cette manifestation uniquement, une nouvelle structure appelée « Gens contre le Racisme », *Lidé proti rasismu*²⁵⁵.

Outre des aspects de concurrence de groupe, de réelles oppositions idéologiques opposaient CSAF et Solidarité Socialistes. En effet, ce second groupe avait été constitué dans un projet d'anarcho-syndicalisme. Même si le projet syndicaliste a été mis de côté, ils ont une identité bien différente des anarchistes de la ČSAF. Les membres du comité n'avaient pas exclu de réutiliser le label de *Gens contre le Racisme* si la manifestation était porteuse.

Outre les médias, le succès de la manifestation était donné par le nombre de personnes participant à l'organisation, étant donné que dans les manifestations d'anarchistes, les organisateurs constituent la quasi-totalité des manifestants. La bonne ambiance, lors de l'organisation est constitutive de la manifestation.

Paradoxalement, nous pouvons considérer, que les anarchistes ne constituent pas les comités d'organisation pour manifester, mais plutôt manifestent pour constituer des groupes d'organisateur. C'est le travail en commun autour d'un projet de rejet argumenté et d'affirmation de soi qui donne son attractivité à la constitution de groupes manifestants.

²⁵⁴ Plus d'informations sur le monde des anarchistes peut être trouvé dans le titre 3, chapitre 3

²⁵⁵ *Lidé proti rasismu*, Désirant par là sans doute être l'équivalent de l'association slovaque *Lud'ia proti Rasizmu*.

La constituante

La première réunion est généralement constituante du comité d'organisation dans sa première forme. L'anthropologie de ce premier moment est particulièrement importante, car il aura des implications en termes d'orientations organisationnelles comme de choix personnels. Il aura des conséquences légitimatrices constituantes.

Les réunions organisationnelles peuvent avoir lieu n'importe où. Le lieu est généralement choisi en fonction de la taille du groupe mais aussi en fonction de nombreux critères symboliques, géographiques, etc. Les *anciens étudiants*, pour leur première réunion, ont choisi le Café Slavia. Il s'agit non seulement d'un choix pratique (il y a beaucoup de place, situé au centre, avec des prix raisonnables), mais aussi symbolique. Il s'agit du café où intellectuels, artistes et dissidents aimaient à se donner rendez-vous avant 1989. Havel s'y rend encore régulièrement.

Les organisateurs des manifestations « TV chose publique »²⁵⁶ ont choisi le buffet de la télé pour des questions pratiques de taille et surtout de lieu... La quasi-totalité des manifestations que nous avons étudiées se rencontraient toutefois à la brasserie. La brasserie, dans le pays de la bière, est un endroit un peu particulier. Elle sert de cantine le midi, de lieu de vie et de socialisation le soir, on s'y marie (on y organise la noce), on y fête ses anniversaires, ... et l'on y organise des manifestations. Le dense réseau pragois de brasseries et le bas prix de la bière²⁵⁷, suppriment une contrainte organisationnelle, celle du lieu de réunion.

Les réunions des comités d'organisation commencent par la présentation de la problématique par l'initiateur ou les initiateurs. La problématique présentée aura plusieurs fonctions :

- ✓ Mobiliser les participants,
- ✓ Proposer une interprétation,
- ✓ Positionner les initiateurs en tant que dirigeant du groupe.

²⁵⁶ Mouvement de protestations, grèves et happening vers la fin de l'an 2000 début 2001, entamé par les employés de la télévision publique disant s'opposer à la politisation de leur service public. Le mouvement a eu un succès inimaginable et a amené les politiciens à céder.

²⁵⁷ Le prix de la bière dans une brasserie pragoise moyenne, de 1999 à 2004, était de 14 à 24 kc, ce qui équivalait alors à des prix allant de 45cts d'Euro à 75cts d'Euro le demi-litre, ce qui en faisait la consommation la moins chère.

La discussion étant ouverte à tous par la suite (dans toutes les manifestations étudiées), la capacité d'intervenir, de convaincre peut avoir des conséquences sur les *états* des organisateurs, sur leurs positions respectives. L'*état* que l'on a dans un groupe social joue aussi un rôle primordial. Ainsi, le partage des légitimités se fait suivant la capacité (ou la volonté) de justification d'une position, d'un nouvel *état* dans le nouveau projet.

Nous avons vu, par exemple, dans le cas de *Merci, mais Partez*, que Josef Brož avait la légitimité de l'organisateur, mais pas celle de l'*ancien étudiant*. Martin Mejstřík, avec celle d'ancien leader des *anciens étudiants*, avait d'avance un *état* de grand dans le groupe. Mais c'est la capacité de parler, de convaincre, de formuler qui a amené Igor Chaun à jouer, lors de ces rencontres, un rôle de premier plan²⁵⁸. Pour cette manifestation, nous avons remarqué que le groupe des *premiers signataires* s'est distingué des organisateurs techniques –l'association de Malastrana et du comité de coordination (52 personnes), basé sur des responsables dans tout le pays.

Un élément scellant le comité d'organisation est l'écriture et la signature d'un appel, ou d'une pétition. La signature d'un tel document transforme une réunion informelle en moment solennel et transforme les participants en comité d'organisation, pouvant justifier d'être les *premiers signataires*.

Il n'est pas rare que le comité d'organisation prenne le titre de l'appel comme label. C'est le cas du groupe *Sos Tchétchénie*. C'est aussi ce qui est arrivé au groupe *Merci, mais Partez*, *TV chose publique*, *Gens contre le Racisme*, etc...

Le document signé n'est pas seulement une justification de sa position de premier signataire. Il a pour fonction première d'être un appel à manifester. Le fait d'exprimer l'appel, de l'assumer, donne la légitimité au comité d'organisation d'être la voix de tous ceux qui soutiendront leur appel, ou tout au moins d'avoir des arguments pour s'en réclamer.

Il est bien entendu que les motivations individuelles principales d'être signataire d'un appel ne sont pas forcément liées aux enjeux de légitimité. Ces derniers n'en sont pas moins réels et à l'origine de la constitution des comités d'organisation.

²⁵⁸ Observation participante, mais aussi témoignage concordants d'activistes, y compris des membres du comité d'organisation.

Chez les grands habitués des manifestations, tels que les anarchistes et certains écologistes, le document constituant est généralement signé par les organisations et non par les membres du comité d'organisation, avec toutefois le nom de l'auteur du texte très souvent joint.

La légitimité d'un comité d'organisation et les jeux de légitimité au sein d'un comité d'organisation connaissent aussi leurs temporalités.

L'ancienneté face à *la cause*, ou dans l'organisation, les *compétences* des individus, la capacité à convaincre amènent les relations de hiérarchie à évoluer. La première chose à remarquer, c'est que les relations de hiérarchies sont un tabou que les organisateurs évoquent rarement avec quelqu'un d'extérieur. Il semblerait qu'ils évitent même d'y penser, bien souvent, comme si ce sujet « impur » pouvait tâcher la pureté de leur cause. Par ailleurs, le statut de chercheur est souvent confondu avec celui de journaliste, ce qui conduit les organisateurs à cacher les problèmes internes. Notre participation à plusieurs réunions d'organisation, mais aussi le recoupement des entretiens nous a permis de mieux comprendre les aspects de constitution de cette première étape²⁵⁹. Cette hiérarchie existe, bien entendu, au sein même du comité d'organisation et connaît des aspects formalisés et des aspects non-dits.

Le partage des tâches entraîne certains à s'occuper de travaux plus ou moins prestigieux. Le travail de représentation (rencontre de politiciens et des médias) et le travail d'interprétation (rédaction de l'appel, de textes, travail de conception) sont davantage côtés que le travail plus « technique ».

²⁵⁹ Comme cela a été le cas de certaines manifestations organisées dans le cadre d'*Inpeg* (à l'occasion du sommet du FMI et de la Banque mondiale), de *Sos Tchétchénie*, de *Merci, Partez*, de *CT chose publique*. Malheureusement, l'information de l'organisation d'une manifestation ne nous arrivait souvent que juste avant son exécution et il nous a été difficile de prévoir ce qui pourrait se passer. Pour la plupart des manifestations observées, nous n'avons pas pu participer aux réunions d'organisation.

b) Des comités en évolution

L'importance des conditions de création de comités d'organisation n'en fait pas des objets sociaux figés, si toutefois il en existe. Les comités d'organisation évoluent. Les raisons résident dans les stratégies de gestion des ressources, les stratégies d'alliances du comité et les luttes internes.

Les stratégies de gestion des ressources

Les membres des comités d'organisation, que nous appellerons par la suite les organisateurs, construisent ensemble, dans le cadre du comité d'organisation, des stratégies de gestion des ressources pour faire fonctionner le comité d'organisation. Lors des réunions, ils rendent compte de leur activité, présentent leurs « disponibilités », leurs qualités ainsi que leurs réseaux, permettant des ajustements et des prises de positions concernant la gestion des ressources.

L'organisation d'une manifestation de rue est coûteuse en temps. Or, le temps est une ressource rare qui est partagée inégalement entre les différents organisateurs. La question du temps est celle qui est revenue le plus souvent dans nos entretiens.

Par exemple, la question du temps structure le milieu anarchiste : les militants ont généralement le temps de s'engager en temps que lycéens (occupation principale dans ce monde.) Ils ont en plus, à cette époque, suffisamment de liberté pour sortir de chez eux. Après le bac, ou le brevet, rares sont ceux qui arrivent à combiner le monde du travail et celui du militantisme. Les plus âgés sont obligés de prendre en compte les contraintes du travail ou des études dans leur engagement²⁶⁰.

²⁶⁰ Les anarchistes ne recrutent pas particulièrement chez les meilleurs élèves, et ils ne sont donc pas assez nombreux à réussir les examens d'entrée à l'université pour constituer des groupes universitaires. Il est à noter que travailler tout en faisant des études est, en République tchèque, une norme très suivie.

Radek - anarchiste: « Je n'ai pas le temps de participer à la moindre manifestation depuis deux mois, car j'ai des partiels importants à passer. Je ne veux pas être renvoyé de l'université. »²⁶¹

Concernant les tâches dites « organisationnelles », la question du temps est inséparable de la question de l'organisation du travail. L'engagement étant libre, le fonctionnement est basé sur l'appel à contribution. Il s'agit de l'engagement unilatéral d'un ou de plusieurs organisateurs à accomplir une tâche. Typiquement :

« Qui a le temps de faire signer les pétitions avec moi? »²⁶²

Le temps libre peut être aussi le critère de la répartition des tâches.

« Quand pouvons-nous nous rencontrer la prochaine fois ? Jeudi ça vous va ? Ah tu n'as pas le temps ? et vendredi vers 17h ? Qui a le temps ? Dans ce cas, on se rencontre en comité restreint. »²⁶³

Le temps libre d'une personne ayant des capacités spécifiques peut amener à changer le profil de la manifestation.

« Nous comptions beaucoup sur Štětina pour nous faire des portraits de Tchétchènes et nous fournir des grandes photos tirées de son film. Il l'avait promis, mais malheureusement, il n'a que très peu de temps »²⁶⁴

Le temps n'est pas une variable indépendante dans la construction des stratégies. En effet, le temps libre n'est pas réparti également en fonction des personnes et surtout en fonction de leurs *qualités*. Il s'avère que les personnes « importantes » ou « célèbres » sont très prises pour des raisons faciles à comprendre.

²⁶¹ Entretien le 15.3.2000.

²⁶² Petr Koura, réunion à Národní třída, Observation participante d'une réunion d'organisation de *Merci, mais Partez* le 27.11.1999.

²⁶³ Igor Chaun, réunion à Velryba, observation participante d'une réunion de *Merci, mais Partez*, le 22.11.1999.

²⁶⁴ Milan Daniel, entretien le 10.12.1999 après la manifestation de SOS Tchétchénie.

Outre les questions de temps, les réunions du comité d'organisation portent sur celles du partage du travail : les médias, l'organisation, le podium²⁶⁵, la symbolique, le message, les collaborations éventuelles.

La multiplicité des compétences nécessaires à l'entreprise amène à essayer de coopter de nouveaux organisateurs en fonction de leurs compétences. Les artistes et gens du spectacle sont appréciés pour leurs réseaux autant intellectuels et artistiques que techniques.

Ces partages se font en fonction des compétences. Ainsi, une figure médiatique parlera dans les médias, dans la mesure où on lui attribuera la qualité de bien représenter la volonté du comité. L'intérêt d'être fortement représenté dans les médias est confronté à la question de savoir « par qui et comment. »

Des stratégies d'alliances du comité,

Les comités d'organisation peuvent mettre en place des stratégies d'alliances ou de cooptations. Trouver quelqu'un ayant un *état* de grand représentant d'une cause est un moyen de rendre visible la cause, de lui donner un profil médiatique. Face à l'importance de la visibilité pour une manifestation, la grandeur acquise par quelqu'un dans un monde extérieur à l'organisation détermine en partie sa *grandeur* dans l'organisation. L'utilité pour le mouvement ou pour la cause d'un individu est prise en compte dans la construction des grandeurs des individus dans le comité d'organisation.

Nous avons vu se construire des stratégies de cooptation, de recherche de collaborations, de demandes de soutien, de prête-noms et des choix de rejets de soutien.

Pour *SOS Tchétchénie*, Aleš Brotánek et Jana Hradilková ont cherché la collaboration de Petra Procházková et de Jaromír Štětina. Pour cela, ils ont accepté symboliquement de leur céder l'initiative et de se placer sous leur bannière.

²⁶⁵ Comme nous l'avons déjà exprimé, il est bon de rappeler que la plupart des manifestations tchèques sont statiques, généralement avec un podium. On ne manifeste pas en marchant, en défilant, mais on manifeste en écoutant, dans l'ordre et dans un silence relatif les personnes parlant sur le podium. Par contre, les anarchistes, parfois rejoints par les jeunes écologistes, les jeunes communistes ont très nettement un usage différent, celui de manifestations mouvantes, des défilés. Il est à noter que cette spécificité semble évoluer, et que les manifestations-défilés deviennent une forme de plus en plus courante.

Pour *Merci, mais Partez*, les premiers signataires ne demandent pas à Havel ou à d'autres de co-organiser, mais il les appellent à soutenir leur initiative sans la céder²⁶⁶. Lorsqu'une petite organisation anarchiste propose à une organisation plus importante de co-organiser une manifestation, il en découle une supériorité représentative de celle ayant le plus de membres. D'où la solution évoquée de créer une structure commune évitant cette hiérarchisation et offrant un bénéfice à l'initiateur.

Mais tout soutien n'est pas toujours le bienvenu. La qualité de grand dans un monde social peut se transformer en défaut. Le comité d'organisation ne veut pas toujours « être avalé », ou bien refuse le profil que lui donnerait l'aide de certaines personnes ou de certains individus. La volonté de co-organiser les manifestations de *SOS Tchétchénie* par *Impuls 99* ne sera pas vue d'un bon œil et sera finalement refusée²⁶⁷. Les avances des jeunes communistes seront régulièrement rejetées par les anarchistes et écologistes pour éviter toute « récupération »²⁶⁸.

Des activistes telle l'ancienne dissidente Jiřina Šiklová, acceptent de soutenir de leur nom, sans s'engager plus (par manque de temps) dans de nombreuses manifestations telles *SOS Tchétchénie*, *Merci mais Partez...* Cette dernière a fait office de porte parole de fait, dans les journaux, de la cause *TV chose publique*, sans que le comité d'organisation ne soit consulté. Sa simple présence sur les lieux de la manifestation a provoqué sa prise de parole dans les médias, ce qui a été ressenti comme un putsch par plusieurs organisateurs. Multiplier les soutiens de *grands Hommes* permet toutefois d'éviter les désavantages d'un profilage non désiré, d'un cantonnement inutile, de contrebalancer le rattachement symbolique à un seul monde social.

Les rapports de forces internes

Les évolutions dans le comité d'organisation peuvent être aussi le résultat de rapports de force provenant des jeux et enjeux de légitimité déjà évoqués. Les qualités et rapports de forces peuvent contrebalancer des justifications basées sur les labels de la construction de la cause ou du comité d'organisation.

²⁶⁶ La céder serait revenu, pour les organisateurs, à tomber dans le travers de la politisation du mouvement.

²⁶⁷ Le comité était partagé sur la question. L'initiative *Impuls 99* ayant un profil extrêmement clair, la perspective de perdre des soutiens d'autres familles politiques, entre autres celle de Klaus a été décisive.

²⁶⁸ Les jeunes communistes et les communistes sont autant rejetés par les jeunes anarchistes que l'extrême droite.

Le cas de *Merci, mais Partez* en était une illustration complexe mais précise. Les *premiers signataires* constituaient le comité d'organisation de fait.²⁶⁹ L'évolution des préparatifs a pu modifier la situation à cet égard. L'utilisation du labels d'*anciens étudiants* était problématique. En effet, il s'agissait d'un concept flou, représentant les leaders étudiants de la révolution de velours. Se présentant en tant qu'*anciens étudiants*, les premiers signataires ouvraient la possibilité à plusieurs centaines d'autres personnes de les contredire, en tant qu'*anciens étudiants* aussi. Après plusieurs articles et entretiens polémiques avec d'autres *anciens étudiants*, le comité a adopté le terme de *premiers signataires*, limitant à un petit groupe la légitimité d'organisateur. Le premier appel s'adressait aux politiciens et n'évoquait pas encore de manifestation. Il était signé par Martin Mejstřík, Igor Chaun, Šimon Pánek, Vratislav Řehák et Vlastimil Ježek.

Monika Payerová était à l'initiative de la constitution du groupe. Elle était perçue comme la seconde personnalité étudiante de la révolution de velours, après Martin Mejstřík. Mais travaillant au ministère des Affaires étrangères²⁷⁰, elle a préféré prendre quelques jours de réflexion avant de signer l'appel. Durant ce temps, la légitimité de *premier signataire* ne lui sera pas donnée et elle ne fera pas partie du comité d'organisation, d'un point de vue formel. Cependant, sa forte présence dans les médias pour défendre « la cause », sa qualité d'héroïne de la révolution en faisait quelqu'un d'incontournable. Elle sera, par la suite, une des principales organisatrices de la manifestation.

Josef Brož, initiateur de la première rencontre, se verra reprocher son absence aux manifestations de 89 (il était en France) et sera progressivement marginalisé. L'initiative du groupe des *premiers signataires* bénéficiait d'un fort soutien de la population²⁷¹. C'est ainsi que 5 jours plus tard, après de nombreux interviews et entretiens avec des politiciens de tous bords, ils décideront d'organiser une manifestation. L'existence du comité d'organisation a donc précédé l'idée même de manifester.

²⁶⁹ Voir en annexe la première déclaration.

²⁷⁰ La République tchèque ne bénéficie pas d'un système de gestion des hauts fonctionnaires similaire au système français. L'administration et le choix des employés ont toujours une implication politique.

²⁷¹ Outre la presse et les médias, 50 000 signatures de soutien à leur appel dans les jours qui le suivirent, avec des volontaires pour aider à le faire signer dans tout le pays. L'association de « Merci, Partez » estime à 200 000 le nombre de signatures aujourd'hui.

Les initiatives infructueuses

Nous n'avons pas réussi, pour des raisons techniques, à répertorier les manifestations « avortées », les comités d'organisation qui se sont dissouts avant que la moindre manifestation n'ait eu lieu²⁷². Leur existence mériterait d'être étudiée²⁷³. Nous avons pu toutefois répertorier des cas d'accord impossible. Les raisons en étaient soit politiques soit techniques.

Dans le cadre des manifestations contre le FMI et la Banque mondiale, à l'occasion de leur sommet à Prague, une grande partie des diverses sensibilités voulant manifester sur le modèle de ce qui s'est fait à l'occasion d'autres sommets, a décidé de constituer une plate-forme de coordination et de médiatisation commune, appelée Inpeg²⁷⁴. L'organisation a cependant dû renoncer à l'idée d'une manifestation commune et d'un comité d'organisation commun, tant les formes pressenties divergeaient. Inpeg a dû renoncer même à avoir comme seul coordinateur un attaché de presse unique et a finalement choisi d'avoir un représentant de chacun des deux mondes principaux, les écologistes et les anarchistes.

Un exemple de manifestation impossible à organiser malgré l'accord idéologique et ce pour des raisons techniques était le projet d'une manifestation commune des sourds et des aveugles²⁷⁵ face au ministère des Affaires Sociales. La coordination était si complexe, que les organisateurs ont préféré transformer cela en deux événements distincts et qui se réaliseront à deux semaines d'écart.

²⁷² Les manifestations n'ayant pas eu lieu, le comité d'organisation et son projet étaient plus difficiles à observer.

²⁷³ Comme le soulignait Olivier Filieule dans Devaux S., *Engagements associatifs et postcommunisme : Le cas de la République tchèque*, Belin, Paris 2005.

²⁷⁴ INPEG : INICIATIVA PROTI EKONOMICKÉ GLOBALIZACI, [Initiative contre la globalisation économique], les attachés de presses étaient Alice Dvorská pour les anarchistes et Viktor Piorecký pour les écologistes.

²⁷⁵ Entretien avec Milan Pešák, président de l'organisation unifiée des aveugles et mal-voyants, le 02.02.2000.

2. LES ORGANISATIONS DE MOUVEMENTS SOCIAUX (O.M.S.)

Les organisateurs de manifestations de rue, qu'ils soient personnes physiques ou personnes morales, sont censés, d'après la loi tchèque sur le rassemblement, enregistrer administrativement l'événement à venir, ainsi que « réserver » un lieu dans la ville et accepter, par là, d'assumer la responsabilité de la manifestation et de son évolution²⁷⁶. Les formalités définissent juridiquement l'organisateur qui, généralement, est une organisation (personne morale).

Les organisateurs physiques, entrepreneurs de mobilisations, appartiennent, en effet, le plus souvent à une institution, une OMS, organisation de mouvement social. L'ensemble de ces O.M.S. forment, en accord avec les théories Zald et Mac Carthy²⁷⁷, l'Industrie du Mouvement Social. La capacité financière, médiatique de transmettre l'information, mais aussi de mobiliser des réseaux autour d'une cause, d'un thème, sera un des facteurs déterminants du succès de la mobilisation.

Répertorier les Organisations de Mouvements Sociaux et leur capacité structurelle à mobiliser permet alors de dessiner une « carte des agents des mondes de la société civile » avec une variable *manifestation* originale. Nos études qualitatives permettent de comprendre des logiques de fonctionnement, même si elles n'ont ni la possibilité ni la prétention de reconstituer l'ensemble de l'Industrie des Mouvements Sociaux de la République tchèque, ou bien de Prague.

Les Organisations de Mouvements Sociaux recensées sont celles qui jouaient un rôle essentiel dans la mise en œuvre des manifestations de rue, que ce soit en tant qu'initiateurs des manifestations, en tant que soutien, ou encore en tant qu'agent social de l'interaction manifestante d'autres types.

²⁷⁶ D'après la loi 84/1990 Sb. appelée « Zákon ze dne 27. března 1990 o právu shromažďovacím » [loi du 27 mars 1990 sur le droit au rassemblement].

²⁷⁷ Avant tout dans Mc Carthy J. et Zald M., « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, 1977, p. 1212-1241. Mais aussi dans McAdam D., McCarthy J., Zald M.N. (éd), *Comparative perspective on social movements. Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*. Cambridge University Press., Cambridge 1996, 426 p. mais aussi dans McAdam D., McCarthy J., Zald M.N. (1996), « Introduction : opportunities, mobilizing structures, and framing processes - toward a synthetic, comparative perspective on social movements », Pp. 1-20 in D. McAdam, J. McCarthy, et Zald M. N. (dir.), *Comparative perspective on social movements. Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*, Cambridge University Press, Cambridge 1996.

Nous avons classé les OMS en fonction de leur degré d'institutionnalisation. Nous avons tout d'abord traité le cas très particulier des syndicats. Ensuite nous avons distingué les OMS institutionnalisées (statuts, locaux, fonds propres, employés) des OMS faiblement institutionnalisées. Les degrés d'institutionnalisation étant variables, cette division est artificielle. Elle permettait toutefois d'exprimer des différences de logiques à l'œuvre en fonction du degré d'institutionnalisation. Nous avons considéré comme faiblement institutionnalisées²⁷⁸, les OMS ne possédant pas de fonds propres, de locaux et de statuts. Toutefois les OMS ayant un statut, mais des fonds propres extrêmement réduits et pas de locaux seront considérés aussi comme faiblement institutionnalisées.

a) Les syndicats paradoxaux ou le poids de l'héritage

Qui dit manifestation de rue dit syndicat en France. Afin de comprendre pourquoi cela n'est vraiment pas le cas en République tchèque, nous revenons sur les questions de l'héritage des structures du communisme, sur les structures syndicales actuelles ainsi que leurs évolutions à la fois internes et dans la société.

L'avant 1989 nous offre un paysage syndical assez homogène. La pluralité d'avant-guerre disparaît avec l'installation du régime communiste. Les organisations ont été progressivement centralisées, dans le cadre du Mouvement Syndical Révolutionnaire (Revoluční odborové hnutí, ROH). Les syndicats étaient présents dans chaque entreprise et fournissaient un travail de légitimation et d'explication des politiques du parti communiste au sein même des groupes ouvriers. Les syndicats avaient par ailleurs un rôle d'observateurs et de dénonciateurs des

²⁷⁸ Pour Anthony Oberschall (dans Oberschall A., *Social Conflict and Social Movement*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1973. Voir aussi sur le sujet Erik Neveu, *Sociologie des mouvements Sociaux*, Paris La découverte 2000, p. 57-60), le degré de mobilisation varie en fonction de la position que les individus occupent dans la société. Cette mobilisation est fonction de deux variables :

- le niveau de cohésion sociale du groupe auquel l'individu fait partie.
- le niveau d'intégration du groupe dans la société.

Etant donnée la difficulté de définir la cohésion du groupe et l'intégration du groupe dans notre cas, nous avons décidé, sans nous sentir prisonnier d'une approche oberchallienne, de nous limiter à la question de la structure des groupes initiant les mobilisations, sans nous poser la question dans quelle mesure ils représentent vraiment un groupe plus large, dominé ou dominant. Nous nous sommes donc posé la question de l'institutionnalisation des O.M.S. (modèle associatif), que nous considérons comme un des éléments essentiels de l'explication des mobilisations manifestantes.

pratiques anti-communistes que pouvaient avoir certains employés. Enfin, leur soutien était essentiel pour la promotion professionnelle. Nous pouvons en déduire que la fonction des syndicats, en accord avec les conceptions du centralisme démocratique, était celle d'une courroie de transmission du régime dans la société.

L'adhésion massive aux syndicats ²⁷⁹ peut alors s'expliquer de plusieurs manières :

- La pression politico-policière : un rejet des syndicats pourrait être interprété comme une critique du régime et contribuer à toute une série de répressions.

- Les services : les syndicats en effet sont devenus de grands prestataires de services, suivant la logique corporatiste du régime. Ainsi, pour beaucoup, l'on devenait membre des syndicats pour bénéficier des crèches, des vacances organisées, de bons de Noël ou de la cantine. Nous ne pouvons cependant pas comparer l'action des syndicats sous le communisme à la tradition gestionnaire telle qu'elle existait en France avant-guerre. La gestion relève en Tchécoslovaquie d'une logique politique bien plus qu'économique. Les syndicats avaient un pouvoir et une légitimité provenant dans sa plus grande partie, de l'Etat central. La légitimité à la base était un objectif politique et non pas une ressource dans l'action protestataire.

L'adhésion massive aux syndicats était un des succès de la politique d'intégration sociale du régime communiste, cherchant pour se légitimer la collaboration de la population. Cet aspect a continué à exister même après que sa légitimité soit fortement mise à mal par l'intervention de l'armée rouge en 1968.

En 1989, durant la période de la révolution de velours, la société tchèque a changé brutalement de mémoire et d'interprétation de son passé. Il ne s'agissait plus de supprimer les institutions de l'ancien régime, mais de réinterpréter leur rôle, de les reconvertir. Après la fin du régime

²⁷⁹ 95% des employés en 1989, d'après *The European Industrial Relations Observatory*, version on-line d'août 1997.

communiste, la fonction de courroie de transmission que les syndicats avaient assurée devient inutile. Les syndicats sont restés malgré cela influents et riches.

L'Union des Syndicats Tchécoslovaques, le ROH a donc été dissoute en mars 1990, pour se reconvertir en CSKOS (Confédération Syndicale Tchécoslovaque), comprenant par la suite une composante séparée pour les pays tchèques, la ČMKOS. D'autres fédérations syndicales, bien plus petites, ont vu le jour. Cette conversion a été une transformation d'en haut, sans aucune dynamique réelle provenant de la base. Contrairement à la Pologne où le syndicat « Solidarność » a constitué, en parallèle aux syndicats du régime reconvertis, une alternative syndicale, en Tchécoslovaquie, aucune force syndicale « de protestation » n'existait vraiment au lendemain de la chute du régime. L'existence de Solidarność en Pologne, force politique de revendication par excellence, a remis en cause les syndicats traditionnels dans la plupart des grandes entreprises et donc a forcé les syndicats post-communistes réunis principalement dans l'OPZZ à une conversion rapide aux nouvelles fonctions de représentation et d'organisation de la protestation. En République tchécoslovaque, c'est sans doute le manque de concurrence réelle qui explique cette différence d'évolution. Les syndicats les plus importants étaient la puissante confédération des travailleurs artistiques et culturels, l'association syndicale de Bohême, Moravie et Silésie (proche du parti communiste non réformé) et l'association des Unions syndicales.

C'est la loi de 1991 sur les conventions collectives qui a amené à attribuer des lettres de noblesse aux différentes organisations, leur permettant de participer (ou de ne pas le faire) aux commissions tripartites²⁸⁰. Les organisations se sont concentrées sur des stratégies d'influence institutionnelle, considérant la grève ou les manifestations de rue utilisables seulement dans des situations vraiment extrêmes, sortant du répertoire syndical usuel²⁸¹.

²⁸⁰ Afin de mieux comprendre le fonctionnement et les thèmes abordés par les tripartites, et surtout leur échec relatif, voir Cambalíková M., Mansfeldová Z., « Social Partnership in the Czech Republic and the Slovak Republic » p. 301-314, *Sociologia* 29, Bratislava 1997. Voir aussi Potůček Martin, *Křižovatky české sociální reformy* [Les carrefours de la réforme sociale tchèque], Slon, Prague 1999.

²⁸¹ Pour comprendre le cadre, outre nos entretiens et études de la littérature scientifique, nous avons travaillé sur les rapports d'activité concernant les tripartites de 1998, 1999, 2000. « Zpráva o výsledcích kolektivního vyjednávání na vyšším stupni v roce 1997 », « Zpráva o výsledcích kolektivního vyjednávání na vyšším stupni v roce 1998 », « Zpráva o výsledcích kolektivního vyjednávání na vyšším stupni v roce 1999 » qui nous ont été transmis par la confédération syndicale ČMKOS. Dans son rapport de 99, par exemple, comme seule alternative possible et complémentaire à la négociation tripartite, la confédération ne cite ni la grève, ni la manifestation, mais l'espoir de compléter cela par des négociations au niveau européen.(p.24-26).

Après 1989, la fonction des syndicats et leur intérêt ayant en partie disparus et étant donné l'apparition d'entreprises privées ainsi que le manque d'intérêt dans les nouvelles entreprises, d'un tel syndicalisme, le taux de syndicalisation a connu une évolution décroissante. De nombreux avantages au niveau des services ont disparu, les pressions politiques aussi et la baisse du taux d'adhésion était impressionnante. Par ailleurs, la création d'entreprises privées n'a pas favorisé cette évolution²⁸².

Nous vous présentons, dans un tableau provenant des recherches des principaux instituts de sondages tchèques réunis²⁸³, une étude concernant les années 1990 - 2003 :

Tableau 1. Evolution des adhésions aux organisations syndicales en République tchèque (ou dans les pays tchèques et dans la Tchécoslovaquie de l'avant 89) en % de la population de plus de 15 ans et en pourcentage de la population employée 1990-2003

Année	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1999	2000	2001	2003
Mois	10	04	05	04	09	04	04	04	10	10	07
Population au dessus de 15 ans	62	43	42	36	31	21	21	15	14	12	12
Employés	84	61	55	49	41	40	40	26	24	23	22

Source: IVVM, CVVM, Institute de Sociology, MS5 project 'Means and effectiveness of mediating interests' POPULATION 200, N=2,238.

²⁸² Entretiens entre autres avec Jan Uhlř, responsable des syndicats de métallurgistes du ČMKOS; Alena Vondrova, de l'Union des fonctionnaires du ČMKOS.

²⁸³ D'après des sources provenant des centres de recherche IVVM, CVVM, l'Institut de recherche du ministère du Travail et des Affaires sociales, Rilsa, VUPSV, l'Institut de sociologie de l'académie tchèque des sciences, et enfin le centre STEM, réunis dans un article publié on-line sur Internet, par les chercheurs Aleř Kroupa, Renáta Vařková, Jaroslav Hála, sur le portail EIRO on-line le 29-11-2004. Malheureusement, nous n'avons pas pu trouver de recherches aussi complètes pour les années suivantes.

Outre l'intérêt d'être syndiqué pour avoir accès à certains services, la syndicalisation connaît aussi des aspects de courroie politique. Il y a une relation évidente entre le vote à gauche de l'échiquier politique et le taux de probabilité d'être syndiqué.

En termes d'appartenance politique, en 2000, 20% des syndiqués déclaraient soutenir le parti Communiste KSČM; (Komunistická strana Čech a Moravy) contre 11% en 2001 ; 18% soutenait l'Union de la Liberté (Unie svobody-Demokratická unie, US-DEU) contre 5% en 2001 ; 17% le parti social démocrate, (Česká strana sociálnědemokratická, ČSSD) contre 22% en 2001 ; 10% le parti démocratique Civique (Občanská demokratická strana, ODS) (10% en 2001) et 8% le parti Chrétien démocrate parti populaire tchécoslovaque (Křesťanská a demokratická unie - Československá strana lidová, KDU-ČSL) contre 6% en 2001.

Tableau 2. La confiance dans les syndicats en %

Année	1994		1995		1996		1997		1998		1999		2000		2001		2002		2003	
Mois	5		2	10	2	10	2	10	2		2	10	2	10	2	10	2		3	
Oui	29		41	37	36	34	36	37	35		34	36	37	30	30	29	29			32
Non	47		38	41	36	42	39	41	41		42	42	40	46	41	44	42			44

Source: CVVM press release po30422,

Les perceptions des syndicats dans la population ne sont pas unanimes. Nous pouvons observer, malgré une certaine défiance d'une partie de la population, que près d'un tiers des citoyens tchèques continue de leur faire confiance. Nous pouvons interpréter cela comme le résultat d'une reconversion assez réussie en termes d'image.

Malgré le manque de sources sur ce point, l'avis général et partagé des sociologues, journalistes et même des syndicalistes²⁸⁴ est le constat d'une extrême rareté de la protestation (manifestations de rue, grèves).

²⁸⁴ Entretien sur ce sujet avec Jaroslav Šifta, conseiller du Président du ČMKOS, le 15 novembre 1999.

« Ce n'est pas notre culture que de faire des grèves et des manifestations. Malheureusement, ici, ce n'est pas comme en France. Si nous appelons à manifester, il peut ne venir que 20 personnes[...] Et puis, nous préférons négocier, au niveau du gouvernement, dans le cadre des commissions. »²⁸⁵

Dans le livre *Les chemins, carrefours et protestations des nouveaux syndicats*, les auteurs relèvent pour les 10 premières années depuis la révolution, 28 actions collectives protestataires de la principale fédération syndicale, y compris les préparations à des grèves annulées²⁸⁶. Comme autre exemple de la relative « rareté » des manifestations, nous notons, dans le même ouvrage, paru pour les dix ans de la centrale syndicale, que la manifestation de rue organisée devant le Parlement, en 1999, exigeant le versement des salaires impayés y est indiquée comme une « forme de protestation atypique »²⁸⁷ (sic !)

La difficulté à mobiliser doit sans aucun doute être attribuée à l'héritage du passé communiste, en termes de structure organisationnelle. Malgré des tentatives de démocratisation de la structure du ČMKOS en 1999²⁸⁸, il s'agit d'une structure extrêmement centralisée, autour d'un Président se chargeant de faire le lien avec les politiciens et dont les liens avec le parti social démocrate sont indéniables et très forts. Nous ne sortons pas du modèle de courroies de transmission, mais avec des apparitions publiques et politiques du président du ČMKOS, ce qui lui offre un profil politique sans ambiguïté. Ceci ne permet pas de distinguer clairement l'action syndicale de l'action politique²⁸⁹. De plus, l'identification de l'ensemble du monde syndical à une personne, le Président de la fédération ČMKOS ne permet pas d'offrir une image adaptée aux conflits et problèmes locaux ou sectoriels²⁹⁰. Enfin, l'illisibilité des processus de décision et de négociation,

²⁸⁵ Entretien avec Jaroslav Šifta, conseiller du Président du ČMKOS, le 15 novembre 1999.

²⁸⁶ *Cesty, křižovatky, střety nových odborů*. [Les chemins, carrefours et protestations des nouveaux syndicats], Editions ČMKOS Prague 2000, p. 114-118.

²⁸⁷ *Cesty, křižovatky, střety nových odborů*, [Les chemins, carrefours et protestations des nouveaux syndicats], Editions ČMKOS Prague 2000, p. 118.

²⁸⁸ Entretien, le 20 septembre 2000, avec Jaroslav Jarkovský, directeur du département organisationnel. *Zakladni (vnitřní) dokumenty ČMKOS*, Statut ČMKOS, Jednací rady, Volební rady [documents fondamentaux ČMKOS (interne) : statuts, règlements intérieurs, règlements électoraux], ČMKOS Mars 2000.

²⁸⁹ Lorsque les Sociaux-démocrates étaient au pouvoir, le Sénateur Richard Falbr, président du ČMKOS a appelé le gouvernement, plusieurs fois, à des coupures franches dans les dépenses sociales avant de proposer au Premier ministre Zeman de faire l'intermédiaire entre les syndicalistes de la métallurgie « corrompus » et le gouvernement. Voir « Falbr chce urovnat spor mezi odborari NH a Zemanem » dans *České Noviny* du 4 mai 2000.

²⁹⁰ Entretien le 20 septembre 2000, avec Helena Cornejová, directrice du département socio-économique du ČMKOS.

Pour favoriser un dialogue social plus décentralisé, le vice-premier ministre Vladimír Špidla a soutenu la création de tripartites au niveau régional. Voir « Špidla podpořil vznik regionální tripartity », *Právo*, le 20 mai 2000, p.16.

la difficulté à présenter des bilans simples de l'action ne permettent pas aux syndicats de prouver clairement leur utilité et ils sont, de plus en plus, perçus comme une mafia plutôt que comme une représentation²⁹¹. Un autre élément qui a contribué à cela a été le débat public sur les négociations syndicales. Les augmentations de salaires négociées par les syndicats doivent-elles concerner que les employés syndiqués ou bien l'ensemble des employés ? Bien que ce soit la seconde solution qui soit restée la base légale, ce débat a terni l'image des syndicats, sans pour autant motiver à la syndicalisation. Enfin, les syndicats sont considérés comme sans influence²⁹².

Une autre explication de l'attitude des syndicats est la honte des origines du ČMKOS. Richard Falbr (en 2000), Président alors du ČMKOS, considérait l'attitude passive des syndicats face aux grands changements sociaux économiques comme provenant d'une autolimitation. Les liens avec le pouvoir de l'ancien régime devaient être oubliés par la population, par un système de purge interne et de discrétion honteuse²⁹³. Enfin, même lors de manifestations organisées par le ČMKOS, la mobilisation est difficile, ce qui peut être expliqué non seulement par l'image des syndicats, mais aussi par le manque d'individus capables d'organiser une mobilisation²⁹⁴.

Face à l'incapacité à réinterpréter le rôle à la base des syndicats, les gouvernants favorables au dialogue social (Havel, les chrétiens démocrates, les sociaux-démocrates, le parti vert) comme les gouvernements de V.Klaus, y voyant un danger pour leur projet néo-libéral, n'ont sans doute eu que peu d'influence sur le potentiel protestataire des syndicats. La faiblesse de la protestation n'en fait pas particulièrement des syndicats « réformistes » pour autant.

Il est à noter que les faibles syndicats paysans, réunis principalement dans le cadre de l'AK CR, puis PK CR, suivent le même modèle : En raison de forts liens avec le parti social-démocrate et

²⁹¹ Potůček, M.: *Výsledky výzkumů názorů občanů a představitelů místní správy na sociální zabezpečení, odbory a tripartitu*. Pohledy, V, 1997, nr.3, p. 7-9.

²⁹² Voir Cambalikova M., Mansfeldova Z., « Social Partnership in the Czech Republic and the Slovak Republic » in *Sociologia* 29, 1997 nr 3, p.301-314, Bratislava. Voir aussi Rose, Richard and Haerpfer, Christian, 1996. « Fears and Hopes--New Democracies Barometer Surveys », *Transition* (World Bank), vol. 7, nos. 5-6, 13-14.

²⁹³ Voir sur ce sujet des éléments de l'entretien, p. 20, dans le rapport de la stagiaire de Science po' au Cefres (Centre Français de recherches en Sciences Sociales), Virginie Jourdain, *Etats des lieux rapides du syndicalisme en République Tchèque*, Prague 2000, 89 p.

²⁹⁴ Par exemple; lors de la manifestation du 21.12.1999 du ČMKOS devant le Parlement, moins de 2000 participants sont venus (d'après nos calculs, qui devraient être relativement justes étant donné qu'il s'agissait d'une manifestation statique), ce qui a tout de même été considéré comme un succès de mobilisation. Voir par exemple « Udržení reálných mezd » p.1, *Stavebník* de février 2000 nr.1.

de leur participation à des commissions ministérielles, ces syndicats ont plus la fonction de courroie de transmission que celle d'organisateur de la confrontation avec l'Etat²⁹⁵.

b) Les Organisations de Mouvements Sociaux institutionnalisées

Nous avons distingué les OMS institutionnalisées de celles qui le sont plus faiblement. L'existence d'un bureau, de revenus propres, voire d'employés permanents distingue très nettement structurellement les modes de fonctionnement des OMS.

Nous avons considéré qu'il est intéressant de distinguer structurellement les OMS institutionnalisées en fonction de leur domaine d'action, de leur mode de financement et enfin en fonction de leurs membres actifs et des types de projets mis en place. Nous en présentons ici des exemples de types différents.

Nous n'avons pas rencontré, lors de notre recherche, d'Organisations de Mouvements Sociaux (OMS) institutionnalisées, qui n'agissent qu'au niveau local, toutes bénéficiant d'une influence, d'ambitions ou d'un réseau national ou international. Ceci n'implique en rien que ce type d'Organisations de Mouvements Sociaux n'existe pas. Il semblerait toutefois que les organisations agissent toujours à la mesure de leurs moyens, sans véritable auto-limitation territoriale, dans le cadre de leurs causes.

Les OMS participant d'un réseau international sont clairement identifiables. Ce réseau apporte aux OMS, au lendemain de 1989, des ressources financières et surtout un savoir-faire ayant une influence décisive sur leur développement.

Ainsi, *Amnesty international*²⁹⁶ est une organisation internationale qui a créé une section pragoise dès 1991. La section pragoise/tchèque a, dès le début, participé aux campagnes d'information internationales pour les droits de l'homme, y ajoutant une touche locale par une lutte locale en République tchèque. Le savoir-faire international, en termes de demande de

²⁹⁵ Blažek P., « reprezentace zemědělských zájmů v politickém systému České republiky: ekonomické (profesní) zájmové skupiny », *Politologická revue* 1, 1/6/2002, 23-38.

²⁹⁶ *Amnesty International* organisation fondée en 1961 se définit comme « un mouvement mondial réunissant des personnes qui défendent les droits humains universellement reconnus de tous les individus. ». Elle se prévaut de 2,2 millions de membres dans le monde (en comptant les sympathisants). Elle se concentre sur les thématiques mettant en cause les droits de l'homme.

subvention, de présentation au public, etc... lui donne une envergure particulière. De la même manière, *Greenpeace*²⁹⁷ République tchèque, créée en 1992, a pu se développer et attirer des bénévoles grâce à l'image internationale qu'elle porte. De plus, l'organisation mère la finançait jusqu'en 2002. Le cas du comité d'Helsinki²⁹⁸ est un peu particulier, dans cette configuration car les sources de la création de sa filiale Pragoise remontent à 1988, dans l'ancien régime. Dans cette configuration, le soutien international a joué un rôle particulièrement important. Mais son héritage dissident lui permet de bénéficier d'un capital symbolique très important et en fait une structure perçue comme tchèque bien plus que comme internationale.

Les O.M.S. pragoises, étant donné le statut de capitale de cette ville, peuvent facilement prétendre à une action au niveau national ou tout au moins au niveau des représentations.

Ainsi, la SONS²⁹⁹, l'organisation unifiée des aveugles et mal-voyants en République tchèque, a été créée à des fins de représentations et de lobby au niveau national en juin 1996. Ceci l'a amenée à participer à des réseaux européens et mondiaux d'organisation de mal-voyants³⁰⁰. Mais toutefois, cette organisation a été créée suite à des logiques endogènes de besoin et non à l'initiative d'une organisation internationale voulant étendre son influence. L'existence d'organisations semblables à l'étranger est sans aucun doute un modèle et une inspiration, qui structurent les mentalités. L'initiative de la création était locale et les logiques de son fonctionnement ont été agencées directement par les structures d'allocations des ressources tchèques et non pas par une logique d'ONG transnationale.

L'académie chrétienne tchèque, *Česká křesťanská akademie*, se considère comme l'héritière d'une association de chrétiens liés à la dissidence, autour du dissident Prof. Th Dr. Josef Zvěřina. C'est pourtant en 1993 que l'OMS prendra son nom actuel et surtout une dimension nationale³⁰¹.

²⁹⁷ *Greenpeace* se veut être une organisation indépendante des Etats, des pouvoirs politiques et économiques. Son but est de dénoncer les atteintes à l'environnement et d'apporter des solutions qui contribuent à la protection de l'environnement et à la promotion de la paix. Greenpeace est une organisation internationale, présente dans 41 pays, en Europe, en Amérique du Sud et du Nord, en Asie et dans la Pacifique, et bientôt en Afrique. Elle compte aujourd'hui près de 3 millions d'adhérents dans le monde. *Greenpeace* mène pour cela une politique active et professionnelle de gestion du militantisme au niveau international.

²⁹⁸ Membre de la fédération Internationale d'Helsinki pour les droits de l'homme, le comité tchèque a été co-fondé par un des anciens dirigeants de la « maison mère », le prince Schwarzenberg, activiste de l'opposition démocratique.

²⁹⁹ *Sjednocená organizace nevidomých a slabozrakých ČR*.

³⁰⁰ Voir les documents produits par l'organisation sur ce sujet : « umit zit ve tme », Sjednocena organizace nevidomých a slabozrakých ČR, Prague 2000, mais aussi le concept : *Koncepce Cinnosti nevidomých a slabozrakých ČR*, Prague 1999, constitué sur la base des décisions du second congrès, en 1998.

³⁰¹ En complément à la note précédente sur monseigneur Halík, il faut ajouter que suite à la réintégration du séminaire de formation des prêtres à l'université Charles (faculté de théologie catholique), à l'image de ce qui a été fait pour d'autres religions, l'Eglise catholique s'est trouvée dans une situation paradoxale. Les règles de la démocratie universitaire ne lui permettaient plus de diriger la formation de ces prêtres, et cela a pris la forme d'un

L'apparition d'une « Académie chrétienne tchèque », dirigée par Halík, dans ce contexte, devait proposer une oeuvre d'éducation et de débat d'un catholicisme d'ouverture. Cette association, outre le soutien du Cardinal, bénéficiait dès le début des réseaux de la dissidence. Elle compte 5 permanents.

La *Confédération des prisonniers politiques*³⁰² se veut l'héritière du Club des prisonniers politiques K231³⁰³, apparu et disparu en 1968, suite à l'intervention de l'armée rouge. La Confédération des prisonniers politiques a été créée dès le 30 janvier 1990, avec pour mission de regrouper les anciens prisonniers politiques du régime communiste et de les représenter au niveau national. L'idée de se transformer en parti politique pour prendre le pouvoir, issue de l'euphorie de la révolution de velours, a toutefois vite disparu.

Le *Centre de Conseil pour les réfugiés*³⁰⁴ a été constitué en 2002. Il s'agissait, de fait, de l'autonomisation de la section Centre de Conseil pour les réfugiés du comité d'Helsinki. Il s'occupe de l'aide aux réfugiés et aux demandeurs d'asile, l'assistance juridique, psychologique et sociale. Il possède outre des bureaux, une vingtaine de permanents.

*Personnes dans le besoin*³⁰⁵, est une organisation humanitaire, constituée en 1992 sous le nom de fondation du journal *Lidové Noviny*³⁰⁶. Il s'agit actuellement d'une fondation rattachée à la Télévision d'état tchèque, avec près de 200 permanents ou collaborateurs réguliers. Bien que la cible de son action soit principalement à l'étranger, la logique de fonctionnement, de création et de mobilisation provient bien de la population tchèque.

L'*Association Merci, mais Partez*³⁰⁷, créée suite aux manifestations dont elle a pris le nom, n'est pas une association très institutionnalisée. Cependant, durant une période qui a suivi sa création en 1999 et les manifestations du même nom, les perspectives d'entrer en politique ont attiré les sponsors. L'association possédait des bureaux et des permanents. Nous considérons que l'association *Merci, mais Partez* a été, pendant une certaine période, une OMS assez institutionnalisée. Ses missions et ses activités devaient concerner toute la République tchèque.

L'association *Berkat*, a été créée en 2001. Elle se veut toutefois l'héritière d'une association du même nom, Ingouche, qui a été elle aussi co-crée par la journaliste tchèque Petra Prochazková,

conflit ouvert entre l'ultra conservateur Volf, le doyen, et le cardinal Vlk (ancien dissident), s'intensifiant par le renvoi par Volf du prêtre sociologue et philosophe, représentant un catholicisme ouvert et éclairé, le Prof. Halík.

³⁰² Konfederace politických vězňů České republiky.

³⁰³ Klub bývalých politických vězňů — K 231.

³⁰⁴ *Poradna pro uprchlíky.*

³⁰⁵ *Člověk v tísní.*

³⁰⁶ Nadace Lidových novin.

³⁰⁷ Občanské sdružení « Děkujeme, odejděte! ».

en vue du soutien d'un orphelinat, à Grozny, Tchétchénie. Elle est en même temps issue et continuatrice du comité *SOS Tchétchénie*³⁰⁸, organisant des manifestations de soutien à la population civile et appelant au respect des droits de l'homme. Son domaine d'action est l'ensemble de la République tchèque, que ce soit par la récupération et la coordination des dons pour les populations tchéchènes que par l'activisme politique sur le sujet, mais aussi par l'aide aux réfugiés, qu'ils soient tchéchènes, géorgiens, afghans...

L'*Union des Jeunesses Communistes*³⁰⁹ a été créée en 1990 afin de promouvoir la pensée de Marx, Engels et Lénine. Elle se veut indépendante, même si de fait, elle joue le rôle d'organisation de jeunesse du parti communiste. L'organisation de protestations est l'une de ses activités principales, afin de tenter de ramener au sein du parti une jeunesse qui y fait cruellement défaut. Par ses protestations et ses déclarations, elle essaie d'avoir une influence sur l'ensemble de la République tchèque. Son action internationale est limitée et ses seuls partenaires potentiels considérés honteux. L'Union des Jeunesses Communistes fait toutefois partie de la fédération mondiale de la jeunesse démocratique (WFDY³¹⁰), organisation consultative de l'ONU.

La diversité des implantations des OMS institutionnalisées explique en partie la diversité des activités et des modes de financement. Par ailleurs, la plupart de ces OMS n'avaient pas pour seul objectif d'être une OMS. Le fait d'être producteur de Mouvements Sociaux, ne serait-ce que marginalement dans le cadre des activités de l'institution, n'en fait pas moins des OMS.

Certaines OMS institutionnalisées bénéficient d'un soutien financier régulier de leurs activités, pour des raisons idéologico structurelles. Ainsi, les organisations ayant une organisation mère à l'étranger, telle que *Greenpeace République tchèque* et dans une moindre mesure *Amnesty International*, reçoivent des subventions de fonctionnement importantes venant de leurs organisations mères. L'académie chrétienne, de par sa nature, reçoit des soutiens des organisations religieuses, souvent internationales.

³⁰⁸ Výbor SOS Čechensko.

³⁰⁹ Komunistický svaz mládeže (KSM).

³¹⁰ La *World Federation of Democratic Youth* (WFDY) est une organisation de jeunesse de gauche, reconnue par les Nations Unies en temps qu'ONG de jeunesse. Se décrivant comme anti-impérialiste et de gauche, la WFDY a été fondée en 1945, à Londres, dans un contexte de fin de guerre mondiale. Son alignement sur l'Union soviétique durant toute la guerre froide a amené les organisations occidentales de gauche à en sortir massivement. La WFDY est considérée comme le successeur de l'Organisation de la Jeunesse Communiste Internationale. La WFDY a son siège social à Budapest, en Hongrie, à Frangepan ut. 16, 1139 Budapest.

Les OMS institutionnalisées bénéficient largement de subventions de fonctionnement sur projets. Ces projets (formations, informations, conférences) permettent à l'institution d'exister et de poursuivre son travail d'OMS en parallèle. Des financements réguliers ne sont permis que par l'accentuation du poids relatif des autres activités, ce qui peut amener à un changement de sens des missions de l'organisation.

Ainsi outre le soutien des donateurs internationaux et nationaux d'*Amnesty International* *Amnesty République tchèque* cherche des financements en mettant en place des campagnes de formation et d'information. Les formations *aux droits de l'homme* ou encore l'action *Stop à la violence faite aux femmes*³¹¹ en sont des exemples concrets. Ce sont cependant bien les dons de particuliers et dans une plus petite mesure ceux des sponsors qui permettent l'activité. Outre les campagnes d'information et les pétitions, une des activités principales de l'organisation et de ses volontaires est bien la collecte de dons.

Greenpeace République tchèque fonctionne sur le même modèle, mais avec bien entendu des thématiques différentes (écologie, protection des animaux, danger des OGM...)³¹².

La SONS³¹³, organisation unifiée des aveugles et mal voyants en République tchèque, reçoit outre des subventions de fonctionnement, des subventions sur projets du ministère de la Santé, du ministère du Travail et des Affaires Sociales, du ministère de la Culture, du ministère pour le Développement local et de la mairie de Prague. Elle bénéficie, de plus, de nombreux sponsors.

En plus d'un soutien direct de l'Eglise catholique, l'*Académie Chrétienne* reçoit des subventions sur projets : conférences, formations, publications et recherches.

La *Confédération des prisonniers politiques* est aussi financée sur projets: il s'agit d'expositions, de festivals.

Le *Centre de Conseil pour les réfugiés* est financé lui aussi principalement sur projets. Outre les projets Européens permettant d'assurer du conseil juridique aux réfugiés et une assistance sociale et psychologique, des concerts, des journées des réfugiés et des expositions (en collaboration avec d'autres organisations) sont aussi des sources de financement et structurent l'activité de l'OMS³¹⁴.

³¹¹ L'ensemble des programmes sont consultables sur Internet, sur <http://www.amnesty.cz/>

³¹² <http://www.greenpeace.org/czech/kampane2>

³¹³ SONS: entretien avec Milan Pesek, Président du SONS et pages internet <http://www.sons.cz/>

³¹⁴ Multiples entretiens avec Solange Grondin-Maslowski, juriste au Centre de Conseil pour les réfugiés, mais aussi avec Vladan Brož responsable du service juridique, Marie Hradecna, Dana Nemcova, fondatrice de l'organisation et psychologue, entre 2006 et 2008.

La fondation *Personnes dans le besoin* bénéficie de fonds propres extrêmement limités. Les subventions de l'ONU (par l'intermédiaire de ses agences) et du Centre international pour les migrations, les subventions de l'Etat tchèque (y compris des structures locales) et l'Union Européenne sont les principaux donateurs. Les dons individuels forment aussi une partie importante des revenus de l'organisation. Les projets d'aide à des populations du monde entier, en fonction des crises, aux populations en migration, les programmes alimentaires, les programmes de démocratisation (Afghanistan, Irak etc...), mais aussi un programme important d'intégration sociale en République tchèque (il s'agit principalement des roms), des programmes d'informations, de formations (concernant la pauvreté, le multiculturalisme, les migrations etc...) et la lutte pour les droits de l'homme (festival international du film des droits de l'homme, solidarité avec les dissidents de Cuba, de Birmanie, Moldavie, Ukraine et Biélorussie) sont mis en place en fonction des besoins et surtout des subventions.

Berkat est principalement financée sur projets : les subventions de l'Union européenne à la constitution d'un centre communautaire d'accueil des réfugiés a été décisif dans la structuration de l'OMS. Le financement du ministère des Affaires étrangères tchèque aux activités dans le Caucase (centres d'accueil en Tchétchénie, aide à un orphelinat) ne sont pas négligeables. Enfin, un projet commercial, l'ouverture par l'OMS d'une entreprise de catering (ethnocatering), vendant les services de réfugiés, participe à la diversification des sources de revenus et donc des activités.

L'*Union des Jeunesses Communistes* est financée³¹⁵ par le parti communiste et possède des locaux au sein de ce parti. Ses activités sont rarement rentables et elle ne fournit quasiment pas de services³¹⁶ mais considère son action comme celle d'une courroie de transmission des idées communistes, dont le plus haut représentant, en République tchèque, est le Parti Communiste de Bohême et de Moravie. Comptant autour de dix membres, le nombre de ceux qui sont rémunérés n'est pas clair.

Le *service juridique écologique*³¹⁷, association créée en 1995 mais enregistrée qu'en 1997, est une ONG qui se veut apolitique et qui s'est fixée comme mission de défendre l'environnement mais aussi les droits de l'homme en République tchèque³¹⁸. Dans cette optique, cette OMS tente d'influer sur la législation et d'assurer un service juridique gratuit à la population. Depuis 1999-

³¹⁵ Outre ses cotisations et les bénéfices de ses camps de jeunesse.

³¹⁶ Les camps de vacances, entre autres.

³¹⁷ Ekologický právní servis.

³¹⁸ Informations récupérées lors d'une visite de leur siège de Brno, en avril 2000, ainsi que dans leur livret de présentation « Ekologicky pravni servis v roce 1999 » de 42 pages, ainsi que sur les pages internet.

2000, le service juridique écologique a créé un nouveau programme qui en a fait un agent des protestations de rue: les *patrouilles juridiques citoyennes*³¹⁹. Face à la campagne anti-manifestante lancée un an avant la réunion du FMI et de la Banque mondiale, en 2000 à Prague, l'organisation a voulu s'assurer que les droits des manifestants ne seraient pas bafoués. Elle a créé pour cela des brigades de juristes observateurs, qui portant un blazer bleu-clair facilement identifiable, devaient se différencier des manifestants tout en étant des observateurs impartiaux. Le succès de cette opération n'a pas été accompagné d'une collaboration bienveillante de la police. Contrairement aux journalistes en blazer rouge, les blazers bleus clairs des observateurs semblaient plutôt provoquer les actions de répression violente des forces de l'ordre plutôt que d'en protéger les porteurs. Cette activité d'observateur s'est répétée lors des grandes manifestations des années suivantes. La mise en place de cette activité de monitoring a développé fortement l'organisation, faisant passer le nombre de ses employés de 8 avant 1999 à plusieurs dizaines de membres par la suite. Ce sont principalement des collaborateurs extérieurs, des étudiants en droit. Les activités principales du service juridique écologique assurent le financement, par l'obtention de subventions de la part de l'Union européenne, de Newton Information Technology, de l'Open Society Fund, du ministère de l'Environnement³²⁰ et de bien d'autres institutions.

La fondation *Tolérance et société civile* est née de la rencontre de deux initiatives : le comité contre le racisme auprès de la charte 77, d'une part et d'une initiative indépendante de l'autre. Les domaines d'activités de la Fondation sont variés :

- Les manifestations et réunions de citoyens pour sensibiliser à la tolérance et développer l'engagement dans la lutte pour cette cause.
- Le lobbying au Parlement.
- L'organisation de tables rondes.
- L'organisation de concerts contre le racisme.
- Les projets de suivi psychologique et psychothérapeutique des personnes victimes de la violence collective.
- Les activités de formation.
- La recherche, les séminaires, les expositions.

³¹⁹ Občanské Právní hlídka.

³²⁰ Ministerstvo životního prostředí.

- Le conseil juridique.

Tout comme le service juridique écologiste, cette OMS est un agent social indirect des manifestations. Outre quelques manifestations organisées directement (en soutien aux Albanais du Kosovo, en 1998, par exemple), *Tolerance* (tolérance) organise un monitoring de l'extrême droite et du néo-nazisme tchèque mais aussi yougoslave etc. Son responsable actuel, Ondřej Cakl, filme régulièrement les manifestations d'extrême droite en République tchèque³²¹ mais aussi les concerts d'extrême droite etc.³²²

La diversité des activités menées par les OMS entraîne une différenciation en termes de ressources humaines. Ainsi, la gestion et la coordination de campagnes d'information et de pétition offrent un savoir-faire et un réseau de volontaires permettant une mobilisation, pour une manifestation de rue, par exemple, autrement plus importante que la gestion de juristes donnant des conseils aux réfugiés. Les organisateurs de colloques et de publications n'ont que rarement dans leur répertoire d'actions de protestation la manifestation de rue. Lorsqu'ils l'utilisent, c'est avec une certaine circonspection.

Il pourrait sembler que l'existence de permanents, de bureaux, de fonds propres donnent une base d'action aux OMS facilitant l'action de mobilisation et de protestation. Mais de fait la recherche de projets pour les subventions de l'OMS, permettant l'entretien de ses permanents, les négociations régulières avec les pouvoirs publics et la relation de dépendance par rapport à ces derniers ont une influence sur la perception du sens de l'existence de la structure. La protestation devient secondaire et exceptionnelle. Ceci explique sans doute le fait que ces institutions³²³ n'aient pas le même dynamisme dans l'organisation des mouvements sociaux dont font preuve les OMS faiblement institutionnalisées. Elles constituent, par contre, une argumentation justifiant ce type d'action systématique et construite.

³²¹ Il peut être intéressant de remarquer que les néonazis ont même fait un petit film sur lui, disponible sur U-Tube, http://www.youtube.com/watch?v=_KTEgqdmB0&feature=related, appelant de manière non voilée à la violence contre lui, voire au meurtre. Entretiens multiples avec Ondřej Cakl (directeur), Věra Roubalová (ancienne directrice) et différents autres collaborateurs, de 1999-2008. Nous tenons ici à les remercier pour nous avoir facilité l'accès à leur base de données concernant les manifestations d'extrême droite.

³²² Nadace Tolerance (Tolerance a občanská společnost).

³²³ L'exception en sont les organisations *Greenpeace* et l'*Union des Jeunesses Communistes*, dont la protestation et par là la visibilité sont les objectifs principaux.

c) Les OMS faiblement institutionnalisées

Les structures des OMS faiblement institutionnalisées sont par la nature de la typologie elle-même, moins développées que celle des structures institutionnalisées. Pour saisir leurs structures, il nous faut voir les moyens et la forme de l'action qu'elles exercent:

1. Les lieux de rendez-vous et la facilité à organiser des rendez-vous.
2. Le statut juridique.
3. Le financement des activités.
4. Le nombre de leurs militants.
5. Leur répertoire d'actions.
6. Le capital symbolique relatif des membres.

Lorsqu'une OMS est faiblement institutionnalisée, qu'elle ne possède ni fonds propres, ni bureaux, alors la capacité à convaincre de son existence devient essentielle. Cette capacité à convaincre de son existence et de son importance dépend principalement de son activité, de l'événement organisé, dont un type en est l'action de protestation. La préparation, l'annonce et la diffusion de la protestation, son organisation technique dépendent des structures et les constituent. Ce sont en même temps ses moyens et ses formes d'action.

Une première caractéristique des OMS faiblement institutionnalisées, par rapport aux organisations institutionnalisées, réside dans la question du lieu de rendez-vous.

Comme nous l'avons évoqué, un lieu de rendez-vous naturel, à Prague, capitale du pays de la bière, est la « Hospoda », la brasserie. Ainsi, pour prendre les exemples tirés de notre recherche, la plupart des organisations anarchistes ainsi que les plus jeunes militants écologistes se rencontrent systématiquement dans des brasseries où le type de population et de musique correspond à leur monde social³²⁴ et les prix à leurs moyens.

³²⁴ Facilement identifiable par le type de musique, de vêtements, les cheveux, les piercings, l'âge des clients et la structure de leur consommation. En ce qui concerne les anarchistes pragois, nous pouvons évoquer le café « U suché Dásně » (à la gencive sèche) ou encore le café du cinéma Světozor, par exemple.

Le *Comité SOS Tchétchénie* se rencontrerait aussi sur ce terrain neutre, que ce soit pour les préparations des manifestations que pour les rencontres post-manifestation. Il est à remarquer que dans le cas du *Comité SOS Tchétchénie*, d'autres lieux de rendez-vous auraient été possibles, par exemple dans des OMS institutionnalisées « amies », tels le centre *Gender Studies* ou encore l'*Académie Chrétienne*. Cependant, ces lieux, trop marqués idéologiquement, ne permettaient pas un consensus parmi les organisateurs.

Impuls 99, constituée en 1999, voulant donner une nouvelle impulsion à la société civile et à ses amis, a été co-crée³²⁵ par Monseigneur Halík, Président de l'Académie Chrétienne tchèque. C'est bien entendu pour cette raison que cette initiative sans réelle structure institutionnelle, pouvait être en partie accueillie dans ses locaux par l'Académie chrétienne, OMS « amie ». La différenciation entre *Impuls 99* et l'Académie chrétienne permettait de couvrir des domaines d'actions ne se recoupant pas intégralement.

Le statut juridique des OMS faiblement institutionnalisées est aussi une variable du degré d'institutionnalisation. La plupart se considèrent comme des associations et sont considérées comme telles par le sens commun. Mais face à la loi, elles ne sont pas toutes égales.

Les organisations des mondes anarchistes n'ont pas de statut juridique du tout, n'ayant pas fait les démarches nécessaires et ce, pour des raisons idéologiques. Les organisations écolo-anarchisto-pacifistes, en raison de l'influence des membres anarchistes et d'une longévité de vie extrêmement réduite, sont dans le même cas. Et c'est au nom individuel que sont déposées les demandes administratives, quand elles le sont.

Il y a une graduation dans la faiblesse de l'institutionnalisation. Parmi les O.M.S. faiblement institutionnalisées, le dépôt d'un statut d'association dépend de l'avancée du processus d'institutionnalisation de l'OMS. Ainsi, certaines peuvent n'avoir aucun statut dans un premier temps, mais face à une certaine longévité de l'organisation et la reconnaissance de l'utilité de le faire, elles font ce qu'il faut pour obtenir un statut légal. L'institutionnalisation a un coût en termes de temps et en termes de thématisation des réunions. Les membres des organisations créées pour un événement ont tendance à penser ce coût comme peu rentable, tant la longévité de l'organisation est incertaine. Chaque événement ensuite organisé par l'OMS tend à rentabiliser l'institutionnalisation.

³²⁵ comme un appel rappelant en cela l'organisation de la Charte 77.

Un cas un peu particulier est le *comité SOS Tchétchénie*, qui n'a jamais obtenu de statut légal. Mais co-créant l'association Berkat, il trouvera son statut dans la fusion dans une organisation aux causes et assises plus larges, donc de fait en disparaissant.

Les protestations de la cause *Merci, mais Partez* est un autre cas particulier des formes de l'institutionnalisation et de ses implications. Je rappelle que les protestations de la cause *Merci, mais Partez* a connu le summum de sa médiatisation lors de sa manifestation, le 3 décembre 1999, après les signatures et le lancement par les leaders étudiants de la révolution de velours d'une pétition, le 18 novembre. La plupart de ses *anciens étudiants* se sont distanciés de l'initiative de créer une association pour faire perdurer le mouvement, tant les différences de conceptions étaient grandes. L'association a été finalement créée le 21.01.2000. Les anciens étudiants (leaders étudiants de la révolution de velours) quitteront progressivement une association qu'ils n'identifieront plus à la protestation³²⁶.

Impuls 99, conçue dans un premier temps comme une déclaration, sera transformée en association dès 1999³²⁷.

Le financement des activités des OMS faiblement institutionnalisées ne couvre jamais, dans les OMS observées, les frais de l'organisation de la protestation ou de toute autre activité. Il s'agit donc d'improvisation permanente³²⁸.

Chez les anarchistes et anarcho-écologistes, les frais sont réduits au minimum. Ils ne bénéficient d'aucun financement extérieur, mais certaines publications (A kontra...) peuvent parfois participer très symboliquement aux frais. Pour les rares communes anarchistes, l'argent des salaires des membres est mis en commun, tout ou partie, entre co-locataires ou encore co-squatters. Par exemple, dans le squatte artistique *Landronka*, les concerts et autres activités artistiques permettaient outre de nourrir les membres, mais aussi de participer à l'achat d'instruments de sonorisation qui pouvaient être (et qui étaient) utilisés lors de manifestations de rue, entre autres. Par ailleurs, d'autres militants participaient aux frais de groupes par une cotisation correspondant aux moyens de chacun.

³²⁶ Considérer que l'institution, ou l'OMS institutionnalisée représente toujours la cause comporte aussi des enjeux de légitimité. Il est difficilement acceptable, pour de nombreux *anciens étudiants*, que quelqu'un qui n'a pas été *anciens étudiants* ait la légitimité de les représenter. Ceci découle directement de l'interprétation de la manifestation de « Merci, Partez » comme l'expression légitime des anciens étudiants. Cette interprétation peut évidemment être facilement controversée. Sans cette interprétation, l'association n'a plus beaucoup d'argument légitimants.

³²⁷ Voir entre autres Nekvapil V. , *Impuls pro občanskou společnost, esej o třetím rozměru demokracie* », Nové směry, Praha 2003, en particulier p.13-19.

³²⁸ Nous n'avons pas rencontré d'OMS faiblement institutionnalisée connaissant un sponsor régulier et solide. Le KSM étant dans cette situation, il est considéré comme institutionnalisé.

Le *Comité SOS Tchétchénie* profitait du matériel de bureau d’OMS amies, tout comme *Impuls 99*, les frais de téléphone, de représentation et la participation étant à la charge de chacun. *Impuls 99* a toutefois bénéficié de quelques sponsors financiers dès son lancement.

Le comité de *Merci, mais Partez*, au début de ses activités, ne possédait aucune ressource propre. Mais le succès de la mobilisation autour de la pétition du 18 novembre 1999 a multiplié les propositions de soutien. Des locaux de la faculté de cinématographie de l’Académie des Arts (Famu) leur furent prêtés, alors que le fameux groupe de rock *Lucie* leur proposait de jouer gratuitement lors d’une manifestation éventuelle. Assez rapidement, ils ont obtenu des bureaux sur la rue *Narodni Trida* au centre de la ville.

Le nombre des militants des Organisations de Mouvements Sociaux et la facilité à les mobiliser est sans aucun doute un des aspects principaux, si ce n’est le principal des OMS faiblement institutionnalisées. Les OMS anarchistes constituent des groupes de militants plus ou moins nombreux, variant de trois ou quatre membres à une trentaine. Comme nous l’avons évoqué précédemment, les OMS anarchistes les plus stabilisées et leurs organisateurs créent de nouvelles initiatives en permanence et la frontière entre projets communs de plusieurs OMS et nouvelles OMS n’existe pas, tant l’institutionnalisation des OMS anarchistes est faible. Lorsqu’un certain nombre d’activistes de différentes organisations se mettent d’accord sur un projet de manifestation, ils lui attribuent un slogan, ou un nom. Ce nom détermine autant la manifestation que son comité d’organisation. Les membres du comité d’organisation considèrent que leur passé d’activistes est l’histoire institutionnelle de l’organisation. Cette organisation est interprétée tour à tour comme un rapprochement entre plusieurs organisations autour d’un projet commun ou encore comme une nouvelle organisation dont les membres créateurs sont les membres du comité d’organisation. Si la nouvelle initiative devient plus reconnue que ne l’étaient les activités de l’OMS d’origine, c’est alors elle, en tant qu’OMS, qui est mise en avant³²⁹.

Le *Comité SOS Tchétchénie* a eu un nombre de militants très variable en fonction des réunions. Nous pouvons toutefois compter 7 ou 8 militants présents du début ou presque et ce jusqu’à la fin, constituant le corps de l’OMS. L’activité pour l’OMS et la capacité à la mettre en valeur, l’ancienneté dans le comité, mais aussi la capacité à convaincre donnent une position plus ou moins haute au sein du comité d’organisation.

³²⁹ « Je fais partie des organisateurs de *non aux bases* », justifie l’un des activistes qui se présentait auparavant comme anarchiste. *Non aux bases* a été créée ...

Le comité de *Merci, mais Partez* a été formé au début par 7 personnes mais a compté lors des premiers mois de son existence un nombre de militants difficile à évaluer, mais qu'on peut estimer à plusieurs milliers³³⁰. Les réunions comptaient entre 5 et 40 personnes, avec des degrés de hiérarchie complexes sur lesquels nous reviendrons.

Impuls 99 a pu compter, pour la section pragoise, une trentaine ou une quarantaine de militants, ainsi qu'une dizaine de membres de la section jeune, de 1999 à environ 2001. L'intérêt et les activités de l'OMS ont fortement baissé par la suite.

Les répertoires d'actions de ces OMS étaient extrêmement variés eux aussi. Leur seul point commun découle de la méthodologie de sélection (avoir participé à l'organisation de manifestations de rue ou en avoir été un agent social, objets de notre étude).

Les organisations anarchistes, dans leurs répertoires d'actions, se limitent aux réunions-débats du groupe, aux prises de positions officielles (aux communiqués de presse), aux manifestations, ainsi que, dans une moindre mesure, aux luttes de rues avec des groupuscules d'extrême droite³³¹.

Il est toutefois arrivé que certaines manifestations³³² prennent la forme d'un théâtre de rue ou d'un happening. Le *comité SOS Tchétchénie*, a développé un très large répertoire d'actions : lettres aux politiciens, appels, pétitions, manifestations, représentations théâtrales, projections de films...

Impuls 99 a concentré son activité sur la prise de position politique, la rédaction d'appels, mais aussi l'organisation de groupes de discussion et de réflexion voulant réunir les milieux intellectuels, artistiques, religieux, politiciens et anciens dissidents de tout le pays. De plus, *Impuls 99* a développé une large activité par des prises de position, par rapport aux activités d'autres OMS, ou par rapport à des protestations telles les manifestations. Enfin, les membres d'*Impuls 99*, en tant que membres, ont multiplié les commentaires d'actualité dans les médias.

Le comité *Merci, mais Partez* a organisé des manifestations de rue, pétitions, rencontres d'hommes politiques, ainsi que des prises de parole dans les médias. L'activité du comité a évolué après son institutionnalisation.

³³⁰ L'OMS avait une hiérarchie peu claire, en dessous du niveau des premiers signataires. La structure était difficile à saisir et était extrêmement fluctuante.

³³¹ En dehors de publications dans des revues anarchistes ou autres, ce qui ne concerne que quelques uns des membres. Les manifestations d'extrême droite annoncées connaissent quasi-systématiquement des anti-manifestations anarchistes.

³³² entre autres anarcho-pacifistes.

Le comité de *Non aux bases*³³³ est apparu en juillet 2006 pour apporter un autre éclairage des négociations que certains politiciens et hauts fonctionnaires menaient avec les Etats Unis concernant l'installation du radar d'une base anti-missile en République tchèque et pour aussi promouvoir aussi un référendum sur cette question. L'initiative est une association qui compte près de 60 organismes³³⁴. L'association se veut une plate-forme non partisane et ouverte à tous. Le répertoire d'actions de *Non aux bases* est particulièrement riche et recoupe le théâtre de rue, les manifestations plus « classiques » avec pancartes, les concerts, etc.

Nombre de ces OMS ont pu avoir un fort impact médiat, malgré le petit nombre de militants, non seulement grâce à leurs activités, mais aussi grâce au fait que certains de leurs membres étaient particulièrement connus, tout au moins des médias ou encore représentaient un groupe, avaient une légitimité particulière. La présence d'un individu ayant un label permettait facilement d'en faire un sujet d'article ou de reportage. Ces personnes sont ou deviennent structurellement des institutions en elles-même que nous appelons grands citoyens. Nous développons les caractéristiques de ces grands citoyens dans la section suivante.

Les organisations anarchistes n'ont théoriquement pas de leader officiel, de par la nature de leur idéologie. Certains membres toutefois sont plus hauts dans la hiérarchie que d'autres. Il est difficile de parler de leur *grandeur* dans l'absolu, tant celle-ci n'existe que dans certains secteurs du monde des anarchistes. Mais dans le monde des anarchistes, certaines organisations sont plus en vue que d'autres car certains de leurs membres sont considérés comme des grands anarchistes.

³³³ « Iniciativa Ne základnám » .

³³⁴ Au moment de nos entretiens (octobre 2007), *Non aux bases* malgré son grand soutien, n'était pas une OMS institutionnalisée. Elle est une initiative, dont l'adhésion existe par la signature d'une pétition. Elle regroupe toutefois de nombreuses OMS institutionnalisées et non institutionnalisées: Humanistické hnutí, Mezinárodní mírové hnutí, Centrum kultur, Socialistická Solidarita, Hnutí za přímou demokracii, Humanistická strana, Komunita pro lidský rozvoj, Socialistický kruh, Česká mírová společnost, Obrana životního prostředí, Společnost Berty Suttnerové, České národní hnutí za mír a lidská práva, o.s. Vojáci proti válce, Nesehnutí, o.s. Mladí zelení, ZO Strany zelených Domažlice, Islámská nadace v Praze, Sdružení Zdravý životní styl, profem, Strana rovnost šancí, GITA - Genderová informační tisková agentura, Iniciativa ženských a genderově senzitivních nezisk. organizací, Agentura GAIA, Jihočeské matky hnutí Země především, Svaz palestinských studentů, Ekumenická akademie, o.s. Podněty.cz Sustainable.cz – internetový portál pro trvale udržitelný život, Strana zdravého rozumu, Strana 4 vize, publikační server Nový směr, Hnutí na podporu dobrovolných hasičů a dalších dobrovolníků, Evropská unie pro lidská práva, International Commission of Conscience, Křesťanskosociální hnutí, SOP - Socialistická organizace pracujících, Palestinský klub, Pražská organizace Mladých sociálních demokratů, Socialistická alternativa Budoucnost, Křesťanský dialog, Autentičtí sociální demokraté, Hnutí za spravedlivou společnost a lásku k bližnímu, Všeobecný svaz muslimských studentů v ČR, Muslimská unie, o.s. Slovanský výbor, Česká strana národně sociální, Levý blok, REVO - organizace revoluční mládeže, o.s. Horní mlýn, Společnost Julia Fučíka, Ček Árya Sabhá - Árjasamádž České republiky, Ostravský levicový klub.

Le comité SOS Tchéquie n'était pas composé particulièrement de militants ayant une *grandeur* clairement définissable, c'est-à-dire que les membres ne sont pas considérés comme des gens importants. C'est pourquoi, parmi les activités du comité, demander le soutien et la protection des *grands citoyens* était un élément important des stratégies de médiatisation de la cause. Certains *Grands Citoyens* ont été appelés à soutenir la cause, à être présentés comme membres militants, tels Jiřina Šiklová, Vladimír Štětina...

Impuls 99, tout comme le comité *Merci, mais Partez* étaient des organisations dont les membres fondateurs étaient reconnus comme des grands du monde de la post-dissidence. *Impuls 99* a été créée par le prêtre sociologue Tomáš Halík, le politologue Jiří Pehe (proches des positions de Havel) et Jana Šmídová, journaliste issue de la dissidence. L'OMS *Merci, mais Partez* a été lancée par les plus connus des *anciens étudiants*, leaders de la révolution de velours en 1989.

3. LES GRANDS CITOYENS

Comme nous venons de l'évoquer, parmi les agents sociaux des manifestations de rue observés lors de nos recherches qualitatives, outre les O.M.S. qui participent à l'organisation et les comités d'organisation, nous avons observé que certains citoyens peuvent être, à eux tout seuls, des institutions à part entière. Ils étaient présents régulièrement.

Ces *grands citoyens*, plus citoyens et meilleurs citoyens que d'autres, du moins aux yeux de certains, se retrouvent eux-même à incarner la citoyenneté. Leur *état de grandeur* dépend de la cause défendue et du public, bref, des mondes sociaux.

Les mondes sociaux sont des structures du sens. Ils sont ici considérés comme des ensembles de justifications auxquelles sont socialisées plus ou moins de personnes. Ces structures de sens ne sont en aucun cas des agents sociaux de la manifestation. Toutefois, être important dans un monde social donne un pouvoir dans la construction de sens de ce monde social. Représenter ce monde social à l'extérieur dans un débat dans une arène publique, tout en respectant les principes et les qualités qu'il défend, permet de promouvoir ce monde, de le renforcer. Nous appelons *Grand Citoyen* l'individu représentant, par sa seule présence, un monde social. Par son travail de représentation, il peut, par la même occasion, renforcer sa position dans son monde social. Ainsi, un politiste parlant lors d'une manifestation, légitime la manifestation de son analyse intellectuelle, de sa qualité de membre respectable du monde universitaire. Si son analyse est

médiatisée, il peut par la même occasion voir sa position de représentant du monde universitaire (ou du monde des politistes) renforcée, dans la mesure où elle sera acceptée.

Cette grandeur sociale, obtenue par l'incarnation d'un rôle dans un monde social est appelée *état*. Nous développons cette notion dans le titre 3, chapitre 3.

4. LES ORGANES DE L'ÉTAT

a) La police

Structure de la police

La Police de République tchèque, corps de sécurité, est le bras armé de l'Etat et doit appliquer la violence légitime³³⁵ en matière de maintien de l'ordre et de la sécurité, en respectant la loi tchèque et les accords internationaux ratifiés, contraignants pour la République tchèque. Comme il est d'usage en Europe, la police est subordonnée au ministère de l'Intérieur.

La police est généralement en charge du maintien de la sécurité. Mais ce sont les *Forces de maintien de l'ordre*³³⁶ en particulier qui sont confrontées à la gestion, comme leur nom l'indique, du maintien de l'ordre. Elles sont sous la direction du maintien de l'ordre et de la Police des Chemins de fers³³⁷.

La direction du maintien de l'ordre et de la Police des Chemins de fers est l'une des unités organisationnelles de la Présidence de la Police³³⁸. Elle doit non seulement diriger les forces de maintien de l'ordre, mais aussi est chargée de les contrôler. Au sein de cette direction, le

³³⁵ La police est légitime, en accord avec l'idéal type de Weber, mais aussi légale, comme il sied dans un Etat de droit. Elle a été constituée à nouveau, après la révolution de velours, par la loi n.283 de 1991.

³³⁶ *Služba pořádkové policie*.

³³⁷ *Ředitelství služby pořádkové policie a služby železniční policie* (depuis le 1^{er} avril 2006). Avant cette date, les forces de maintien de l'ordre constituaient une unité indépendante.

³³⁸ Policejní prezidium.

département du maintien de l'ordre est en charge directe des forces de maintien de l'ordre³³⁹. Ses structures sont intégrées au niveau de l'administration des régions, au niveau de l'administration de la ville de Prague (ayant un statut particulier), ainsi qu'au niveau des directions de services des districts³⁴⁰.

Les services de maintien de l'ordre connaissent donc une double hiérarchie, la hiérarchie territoriale et la hiérarchie de leurs corps. Il s'agit d'un des services principaux de la police de la République tchèque. Il compte près de 16 000 membres. L'activité de ce service nécessite, outre le contact direct avec les citoyens, un contact avec les organes de la commune et avec des responsables politiques de différents niveaux.

Le maintien de l'ordre comprenant des activités de types variés, les corps ne connaissent pas de spécialisation et la polyvalence exigée des agents justifie ainsi un recrutement spécifique. Cette polyvalence explique aussi les passerelles professionnelles entre ce service et des services spécialisés.

Les domaines principaux d'action du service de maintien de l'ordre est :

- a) La protection des personnes et des biens.
- b) La participation aux actions de maintien de l'ordre public.
- c) La lutte contre la criminalité.
- d) La prise des dépositions...

L'action principale de maintien de l'ordre de la Police tchèque se fait au niveau territorial le plus bas, celui des commissariats d'arrondissement ou des commissariats locaux³⁴¹. Leurs actions sont:

- Le service de surveillance (service de veille à l'exécution des lois).
- La protection des personnes et des biens.

³³⁹ Pořádková a železniční policie.

³⁴⁰ *Policii ČR Správy krajů et Správa hl. m. Prahy*, et aussi les *Policie ČR okresních (obvodních, městských) ředitelství (velitelé služeb)*.

³⁴¹ Obvodní (místní) oddělení policie.

- l'îlotage.
- l'activité processuelle (enregistrement des plaintes etc.)
- La participation à l'action de prévention..

Des unités spécialisées s'occupent aussi du maintien de l'ordre. Il s'agit de:

- l'Unité du service de surveillance³⁴²,
- les unités d'intervention de la Police tchèque (régionales + l'unité Pragoise)³⁴³,
- les unités d'escorte des prisons³⁴⁴,
- Et surtout les unités de maintien de l'ordre³⁴⁵ constituées d'unités régionales et d'une unité spéciale pragoise.

Ce sont ces dernières entités qui sont le plus souvent en contact avec les manifestants de rue.

Leurs missions sont :

- a) la protection des personnes et des biens, le soutien actif au maintien de l'ordre. Le retour à l'ordre public peut être assuré par les brigades en uniformes de protection³⁴⁶.
- b) Le soutien en cas de crises exceptionnelles (catastrophes, accidents industriels, recherches d'individus à une large échelle...),
- c) Le soutien des autres services dans les opérations de protection des gardes à vue policières ou encore l'escorte de personnes arrêtées.

Cette organisation, assez classique, permet d'avoir des troupes de types CRS spécialisées, auxquelles peuvent se joindre des troupes de maintien de l'ordre ne venant pas de ses unités d'élites, mais des commissariats. L'élasticité de cette structure est aussi sa faiblesse, car les agents des petits commissariats ne sont ni habitués ni vraiment préparés à des activités

³⁴² Oddělení hlídkové služby.

³⁴³ Zásahové jednotky Policie ČR správ krajů (správy hl. m. Prahy).

³⁴⁴ Unités de surveillance des bassins (Pofiční oddělení), unité de la police montée (Oddělení jízdní policie), l'unité du métro (Oddělení METRO), l'unité motorisée d'urgence.

³⁴⁵ Pořádkové jednotky (elles veulent être l'équivalent des CRS français).

³⁴⁶ Těžkooděnci, les forces vêtues d'uniformes de protection renforcés.

semblables à celles des combats de rue comme ceux qui ont eu lieu au moment du FMI et de la Banque mondiale en l'an 2000³⁴⁷.

Il est enfin à noter que la gestion des manifestations de rue est considérée comme une subdivision de la thématique de l'extrémisme³⁴⁸.

Histoire de la police

La police tchèque est une héritière directe de la police tchécoslovaque des années 89-92 et dans une perspective plus large, de la police tchécoslovaque d'avant et d'après la seconde guerre mondiale.

La police tchécoslovaque, apparut avec la Tchécoslovaquie en 1918. Elle s'est fortement développée dans l'entre-deux guerres pour compter jusqu'à une centaine de commissariats en 1938.

Le 17. 4. 1945, le gouvernement d'unité nationale a adopté une nouvelle organisation du maintien de l'ordre et de la sécurité intérieure. Le ministre de l'Intérieur, le communiste Václav Nosek a décidé de créer la police d'après-guerre dans la continuité de celle de la guerre et de l'avant-guerre, conservant les structures anciennes, mais en les purgeant³⁴⁹.

Les services de police étaient séparés en quatre unités:

1. Le service de maintien de l'ordre³⁵⁰.
2. Le service criminel³⁵¹.

Ainsi que deux nouveaux services, composés de nouveaux membres :

³⁴⁷ Nous pouvons voir, dans la publication appelée *statut des unités permanentes de maintien de l'ordre et règlement* [Statut stale poradkové jednotky a Cvicevní rad stale poradkove jednotky], illustrée en 30 pages l'influence des techniques des CRS français. Celle-ci est soulignée par le colonel Kvíčala, directeur au maintien de l'ordre de la présidence de la police, lors d'un entretien le 27 novembre 1999.

³⁴⁸ Voir par exemple les rapports annuels sur l'extrémisme publiés en tchèque et en anglais par le ministère de l'Intérieur. Exemple: *Report on State strategy in punishing criminal offences motivated by racism and xenophobia or committed by supporters of extremist groups*, Ministère de l'Intérieur, Prague 1998, ainsi que le second tome *Report on the proceedings of the state authorities in prosecuting crimes motivated by racism and xenophobia or committed by supporters of extremist groups and on the activities of extremist groups in the Czech Republic in 1998 II*. Ministère de l'Intérieur, (Prague septembre 1999).

³⁴⁹ La Slovaquie ayant connu une évolution politique bien différente de la République tchèque durant la seconde guerre mondiale, les dispositions concernant la police tchèque n'étaient pas les mêmes. Les corps policiers ont été dissous pour être réformés (lois SNR č. 6/1945 SNR č. 7/1945).

³⁵⁰ Pořádková služba.

³⁵¹ Kriminální služba.

3. Le service de la sécurité d'Etat³⁵².
4. Le bataillon d'urgence³⁵³ censé lutter contre les terroristes nazis.

C'est au début des années 50³⁵⁴ que les changements organisationnels importants ont eu lieu. L'ancien ministère de l'Intérieur a été divisé en deux: le ministère de la Sécurité nationale et le ministère de l'Intérieur.

1. Le ministère de l'Intérieur dirigeait les comités nationaux et leur administration (représentants locaux de l'Etat.)
2. Le ministère de la Sécurité nationale dirigeait la sécurité d'Etat³⁵⁵ (l'organe le plus politisé et constituant la base de la terreur du régime communiste) et la sécurité publique³⁵⁶, version communiste de la police.

Le terme de police lui-même n'était plus utilisé. Se basant sur un discours national courant dans l'après-guerre, les forces de sécurité sont regroupées dans un corps appelé *Sbor národní bezpečnosti* (SNB), le corps de la sécurité nationale.

Après la mort de Staline, un vent de très relative diminution de la terreur a amené à une réorganisation et a attribué les compétences de la gestion du SNB à nouveau au ministère de l'Intérieur³⁵⁷, alors que le Premier ministre prenait en charge directement l'administration locale (národní výborů), en accord avec les principes du centralisme démocratique. L'institution policière (la sécurité publique) est alors séparée institutionnellement du ministère, pour créer un corps connaissant sa propre direction³⁵⁸, soumise au ministère.

³⁵² Státní bezpečnost.

³⁵³ Pohotovostní pluk 1 NB.

³⁵⁴ Décret nr. 48 de 1950 du 23. 5. 1950.

³⁵⁵ Velitelství Státní bezpečnosti.

³⁵⁶ Velitelství Veřejné bezpečnosti.

³⁵⁷ Rudolf Barák est devenu ministre de l'Intérieur, et ce jusqu'à 1961.

³⁵⁸ Hlavní správa Veřejné bezpečnosti.

En 1968-1969, le corps de la sécurité nationale (SNB) a connu la fédéralisation tchécoslovaque³⁵⁹, tout comme le reste des corps administratifs. La structure hiérarchique pour la sécurité publique devient alors particulièrement peu claire. En effet, l'agent au niveau local connaît une quintuple hiérarchie:

- a) Les pouvoirs locaux, qui ont une influence directe sur le travail des corps de sécurité publique locaux.
- b) Le ministère de l'Intérieur national (tchèque ou slovaque.)
- c) Le ministère de l'Intérieur fédéral et la direction de la sécurité publique fédérale (Hlavní správa Veřejné bezpečnosti), qui donnait ses ordres et indications sans consulter, généralement le niveau national.
- d) Le parti communiste, dont le rôle dirigeant inscrit dans la Constitution, avait un pouvoir non réglementé mais indéniable.
- e) La sécurité d'Etat, considérée généralement comme un corps plus influent que celui de la sécurité publique, utilisait souvent ce dernier corps dans des activités de soutien et d'accompagnement de leurs activités.

Face à cette situation d'équilibristes, les agents locaux devaient d'une part se protéger derrière des demandes formelles précises et d'autre part se construire un réseau de redevabilité clientéliste, par des services rendus et une interprétation souple des règlements.

Le corps de la sécurité publique a été transformé en corps de police, après la révolution de 1989, alors que le corps englobant, le SNB a disparu. La révolution de velours ayant éclaté suite à une répression considérée comme trop dure d'une manifestation étudiante, la transformation policière a été la première revendication d'une opposition éclatée³⁶⁰.

Dans l'après-1989, les modèles développés en Europe Occidentale furent les nouveaux référents en termes d'organisation. Ils donnaient une vision et une direction pour les transformations du

³⁵⁹ Les lois concernant la fédéralisation ne sont rentrées en vigueur que le 24. 4. 1974.

³⁶⁰ Voir l'article de Dvořáková V., Kunc J., p.83 « Transformation policière en République tchèque: une réforme ambivalente? » p. 83-102, *Les cahiers de la sécurité intérieure* nr 41, Paris 2000.

système de sécurité³⁶¹. La direction de la police est prise par d'anciens dissidents, non professionnels et ayant plus peur dans un premier temps de la police elle-même que des malfaiteurs³⁶². La direction première fut donc d'affaiblir la structure et de créer une réelle administration d'Etat, avec un corps de hauts fonctionnaires non militants, clairement séparé du corps politique. L'institution policière reste subordonnée au ministère de l'Intérieur³⁶³. Le caractère politisé lors de l'ancien régime des agents professionnels a voulu être contrebalancé par l'embauche massive, y compris à des postes de direction, de non-professionnels, souvent politisés mais liés aux nouveaux partis. La structure de la Police a été en partie décentralisée. Des associations de citoyens furent créées par d'anciens dissidents pour contrôler la transparence et le caractère démocratique des changements dans la police. Ce phénomène a eu tendance à disparaître au cours des années 1990, pour laisser place à un corps relativement autonome, au début des années 2000. La confiance en l'institution policière s'est reconstruite, dans l'opinion publique, entre 1989 et aujourd'hui³⁶⁴.

C'est dans ce contexte qu'a été édité, en 1992³⁶⁵, le décret du ministère de l'Intérieur concernant l'établissement d'une unité de maintien de l'ordre³⁶⁶ permanente (de type CRS). En 1992, une première unité était créée à Ostrava et devait assurer les opérations dans toute la Moravie. Elle comportait 130 policiers. La seconde unité, prévue pour assurer des opérations en Bohême, n'a été créée qu'en 1995, dans Prague et comptait près de 150 hommes³⁶⁷. Le rôle de ces unités a été la protection de la vie, de la santé et des biens matériels ainsi que la gestion du maintien de l'ordre dans des circonstances exceptionnelles.

Les unités de maintien de l'ordre ont été composées principalement d'agents provenant des services de maintien de l'ordre. Ces unités manquent toutefois d'entraînement, de matériel et d'armes³⁶⁸.

³⁶¹ Nous retrouvons une problématique, celle du processus de démocratisation de la violence d'Etat, que P. Bruneteaux observe en étudiant le cas français, en particulier dans son introduction à *Maintenir l'ordre, les transformations de la violence d'Etat en régime démocratique*, PFNSP, Paris 1996.

³⁶² Kunc, J., « Transition et désorganisation policière : le cas tchécoslovaque », *Les Cahiers de la sécurité intérieure* nr.8, février-avril, p.38-48.

³⁶³ Loi n. 283/1991 Sb.

³⁶⁴ Outre les entretiens personnels avec des agents, voir encore Dvořáková V., Kunc J., « Transformation policière en République tchèque: une réforme ambivalente? » p. 83-102, *Les cahiers de la sécurité intérieure nr 41*, Paris 2000 p. 84.

³⁶⁵ Décret nr 28 du 9.4.1992..

³⁶⁶ Stálé pořadkové jednotky.

³⁶⁷ Unités formées sur la base de la publication des directives nr 14 du 17.6.1992. .

³⁶⁸ C'est l'avis de l'un des responsables de ces unités, citant entre autres le cas du maintien de l'ordre lors d'événements politiques et sociaux (dont font partie les manifestations), le colonel adjoint Milan Gregor, p. 13 in

En 1998, le nombre de membres de ces unités a atteint 509 agents. Une directive sur le statut des unités de maintien de l'ordre a été rédigée en 1999 par le Président de la Police³⁶⁹, ouvrant la possibilité de créer de nouvelles unités permanentes. Des unités nouvelles ont donc été créées dans Prague, à Plzen, Brno, Ostrava. La raison de cette augmentation substantielle des unités était la préparation au sommet du FMI et de la Banque mondiale à Prague, en septembre 2000.

La police face aux manifestations

La police, intervient pour maintenir l'ordre et veille au bon déroulement des manifestations³⁷⁰. Elle n'est pas obligée d'intervenir et généralement n'intervient pas physiquement. Nous étudions ici les interventions de la police, symboliques ou physiques.

L'action symbolique de la police, quant aux manifestations, concerne bien souvent les anarchistes, considérés comme un danger pour l'ordre public. Un exemple d'action symbolique visant à intimider les anarchistes, suite à l'intervention musclée du 1^{er} mai 2000 et précédant les manifestations organisées pour le sommet du FMI et de la Banque mondiale est l'intervention du 6 mai 2000.

Le 6 mai 1945, suite à une résistance héroïque contre les fascistes, un certain nombre de civils avaient été tués par les SS à la station de radiodiffusion.

Les anti-fascistes, principalement anarchistes, ont annoncé une manifestation de commémoration. Alors qu'une manifestation considérée « légale » car enregistrée

Macek P., Filák A., Gregor M., Chmela Z., Maslowski N., *Úloha policie a dalších subjektů při hromadných narušeních veřejného pořádku*, [le rôle de la Police et des autres sujets lors des atteintes collectives à l'ordre public], Policejní Akademie Č.R. Prague 2000

Nous remarquons que (surtout avant 1999, période de grande modernisation en vue du sommet du FMI et de la Banque mondiale de Prague 2000), les techniques et approches enseignées pour la gestion de l'ordre lors de manifestations de rue sont assez primitives. De plus, elles ne prennent en compte que les techniques de combat, éliminant la question de la gestion non violente de la manifestation. C'est visible par exemple dans les manuels de l'académie de police suivant :

JuDr. Ivo Hrazdíra a kol., *Základy metodiky výcviku a taktiky služebních zákroků*, Policejní akademie České republiky, Prague 1996.

First R., Stantejsky M., Fojtík I., *Obušek s kolmou rukojetí, Tonfa* (I et II), Policejní akademie České republiky, Prague 1996.

Burciv F. (colonel), Cech B., *Technické prostředky Bezpečnostních služeb*, , Policejní akademie České republiky, Prague 1999.

JUDr. Pavel Macek, Csc. A kol., *Pořádková činnost policie*, Policejní Akademie České Republiky, Prague 1996.

JUDr. Pavel Macek, Csc., JUDr. Lubomir Kvíčala, *Základní Útvary Služby Pořádkové policie*, Policejní akademie České republiky, Prague 1998.

³⁶⁹ Nr. 34 du 5.5.1999.

³⁷⁰ Les manifestations sont en pays tchèques autorisées et réglementées depuis la loi du 15 novembre 1867 nr 135.

administrativement, avait lieu sur la place de la paix (Nam. Mirů), les antifascistes, principalement des anarchistes s'y sont retrouvés, tentant de « récupérer » cette manifestation. La manifestation enregistrée, soutenant la libéralisation de la consommation du cannabis était susceptible de réunir des sympathisants potentiels³⁷¹. De plus, il s'agissait d'une manifestation de type *street party* : musique techno assez forte, avec des « manifestants » assis par terre en petits groupes, des jongleurs etc. Ce type de manifestation offrait un terrain de politisation particulièrement intéressant aux anarchistes anti-fascistes³⁷².

Vers 15h30, les anarchistes et anti-fascistes se réunissent sur la place, se préparant à manifester. Ils sont environs 175. Une unité d'une centaine d'agents des forces de l'ordre en tenue de combat sort alors de la mairie de Prague 2, donnant sur la place. L'intimidation fonctionne et progressivement, seulement moins d'une centaine de manifestants reste dans le groupe.

Vers 13h50, le groupe se décide à aller déposer une gerbe sur le monument aux morts de la seconde guerre mondiale, au siège de la radio publique. Il s'agit d'une marche de moins de 5 minutes. Les forces de l'ordre se mettent face au trottoir et appellent les manifestants anti-fascistes à se disperser. Les manifestants scandent « gestapo ». Ils restent protégés de toute intervention par le fait d'être sur la place de la paix où une manifestation est officiellement organisée. La police lance toutefois un ordre de dispersion. La moitié des participants restants (environ 50) vont se rasseoir sur la place. Les autres, accompagnés de journalistes demandent le passage.

Un petit groupe essaie de passer de force, utilisant la force symbolique d'une marche pacifique. La police laisse passer huit manifestants avec une banderole et bloque les suivants. Après une courte négociation, le responsable de l'unité reçoit l'ordre de les laisser passer étant donné le sujet de leur manifestation : l'hommage aux morts de la seconde guerre mondiale. Un groupe de plus de 13 personnes exprimant une opinion étant une manifestation d'après le règlement de la police (d'après le responsable), deux groupes de 13 sont lâchés, l'un après l'autre, pour rejoindre les 8 premiers. Les trois groupes sont toutefois séparés par des agents en tenue de combat et tout le long du trottoir menant de la place de la paix jusqu'à la radio, un cordon serré de maintien de l'ordre en uniforme (équivalent des CRS) ne leur laisse qu'un mètre et demi de trottoir pour passer. Les agents raccompagnent les groupes, un par un, à la place de la paix.

³⁷¹ Outre l'observation participante, voir entre autres un article plus complet: « Mladí lidé v Praze požadovali legalizaci konopí » de ČTK du 6 mai. L'organisateur principal était déçu du mauvais coup fait par les anarchistes. Toutefois, il riait en se disant « défendu par la police » car il avait rempli tous les papiers, contrairement aux anarchistes.

³⁷² Outre notre observation participante, voir aussi « Poklidnou konopnou demonstraci narušili jen anarchisté », *Lidové Noviny* du 9 mai 2000, p.4.

Cette technique d'intimidation, très efficace, a permis de montrer aux anarchistes et anti-fascistes que les forces de maintien de l'ordre avaient une existence réelle. La domination symbolique de la police a aidé les manifestants à comprendre que les manifestations contre le FMI et contre la Banque mondiale auraient à connaître des limites dans leurs actions³⁷³. Légalement, l'action de la police n'avait toutefois aucune assise.

Les interventions policières sur les manifestations

i. L'extrême droite plus légitime que les anarchistes ?

Le 20 février 2000³⁷⁴, *Narodni Aliance*, organisation d'extrême droite a organisé une manifestation d'une centaine de skins, qui faisant le salut hitlérien aux pieds de la statue de St Venceslas, en soutien à Jörg Haider pour sa victoire aux élections en Autriche. Une vingtaine d'anarchistes³⁷⁵ se sont réunis à Jugmanovo Nam., puis ont marché en direction des skins, en criant des slogans anti-fascistes.

La police a tout d'abord intimidé les anarchistes par de longs contrôles d'identité, photos etc. Environ 150 policiers avec des chiens protégeaient les 150 skins des agissements de la vingtaine d'anarchistes de l'initiative *Lidi proti racismu* (gens contre le racisme). Ils ont arrêté, par un cordon serré d'agents en tenue de combat, les manifestants à environ 500 m. des skins. Ils ont appelé la manifestation des anarchistes à se dissoudre.

Au moment où les agents ont commencé à manifester des signes d'une intervention musclée pour éparpiller la manifestation d'anarchistes et d'anti-fascistes, des journalistes de tous pays (environ une trentaine, pour moins de vingt manifestants) se sont installés pour prendre des photos, entre les agents de maintien de l'ordre et les manifestants, utilisant ostensiblement leur statut particulier afin d'empêcher les forces de maintien de l'ordre d'intervenir.

³⁷³ Nous avons analysé ce phénomène et nous en avons présenté le résultat « la construction d'une légitimité par la rue » lors de la conférence *les formes de la légitimité dans la construction démocratique*, cefres, 23-25/11/2000.

Nous pouvons trouver des articles manifestant une certaine inquiétude en République tchèque, avant les manifestations (par exemple « Extremisté připravují na víkend dvě demonstrace » dans *Mladá fronta Dnes* supplément prague p. 1. La relation, durant la manifestation, était donnée par l'agence de presse tchèque *ČTK*, par exemple dans l'article « Policie zastavila průvod anarchistů, kteří se vydali k rozhlasu », *ČTK* du 6 mai 2000. Le résultat est salué par les médias: « Demonstrace v Klidu » *MF Dnes* du 9 mai 2000 p.6, ou encore « Protest levicových odpůrců MMF si nevyžádal policejní zásah », dans *ČTK* le 7 mai 2000.

³⁷⁴ Nous avons un informateur observant la manifestation d'extrême droite et la documentant entre autres en la filmant.

³⁷⁵ Observation participante, y compris une bière avec les manifestants après-coup.

La manifestation s'est donc poursuivie et ce suffisamment longtemps pour que les skins se fatiguent et aillent boire une bière. Ce fait a permis aux anarchistes et anti-fascistes une victoire symbolique. Marchant jusqu'à la statue de Saint Venceslas, ils l'ont libérée symboliquement des néo-fascistes.

Le scandale du comportement de la police relaté dans les médias³⁷⁶ a eu pour conséquence l'arrestation du leader du mouvement, dans le métro, deux jours plus tard.

Le 1^{er} mai est traditionnellement l'occasion de manifestations, tant la date est symbolique pour la gauche tchèque et par opposition à cette dernière, pour l'extrême droite. Bien que la première connotation de cette date soit, pour les tchèques, la fête de l'amour, réunissant à Prague les couples et les poètes sur la colline de Petřín, l'obligation du temps du communisme de manifester pour le premier mai est restée dans les esprits. Et cette obligation n'était pas toujours la plus pénible, tant les distributions de saucisses et de bières étaient d'usage, lors de cette sortie familiale en la saison fleurie.

Les communistes du KSČM continuent cette tradition, réservant généralement l'esplanade de Letna. Ce qui est considéré ici comme une manifestation serait sans doute considéré comme une foire en plein air, en France : Stands avec nourriture, estrades avec poésies danses et chants et des familles allant d'un stand à l'autre de manière désordonnée. La police, en grands renforts, est là pour assurer la sécurité des « gens bien ».

Le parti social démocrate, reprenant une partie de l'électorat de gauche aux communistes, fête, lui aussi, le premier mai, en présence de la confédération syndicale³⁷⁷. En souvenir de la première fête du travail, en 1890, les socio-démocrates déposent une gerbe sur le monument dédié à la social-démocratie, sur l'île des archers. Traditionnellement, la police assure une très forte présence pour protéger ces activités politiques de la moindre provocation³⁷⁸.

Mais pour la police, l'activité principale réside en l'activité des anarchistes, organisant des manifestations non enregistrées administrativement sur l'île aux archers et dans diverses parties

³⁷⁶ Relaté dans *Lidové Noviny* du lundi 21 février 2000, p. 3 dans l'article « V Praze hajlovali skini za Haidera » et dans *Mladá fronta Dnes* du 21 février 2000, p. 2 « Skinheadi na srazu hajlovali ».

³⁷⁷ confédération ayant un quasi-monopole syndical, proche des sociaux-démocrates.

³⁷⁸ Le premier ministre Zeman a été invectivé par les anarchistes, lors de cette cérémonie en 1999. Ces derniers l'appelaient entre autres à interdire les mouvements néo-nazis. Les gouvernements sociaux-démocrates ont été particulièrement « protégés » depuis de la présence des anarchistes et écologistes lors de leurs cérémonies du 1^{er} mai.

de la ville, recherchant la confrontation avec les manifestations d'extrême droite, pas toujours enregistrées mais considérées comme légitimes par la police.

Les manifestations du 1^{er} mai de l'an 2000 et les confrontations avec les anarchistes s'insèrent dans une série devenue traditionnelle :

1992 : 200 anarchistes se sont confrontés à environ 150 skinheads. Plusieurs personnes ont été arrêtées entre autres pour port d'arme illégale.

1993 : Autour de 200 anarchistes sont partis de l'île aux archers manifester à travers la ville. Les skinheads les attendaient à Letna, avec des slogans fascistes. Les anarchistes ont connu des confrontations verbales avec les agents les empêchant de poursuivre leur chemin.

1994 : La police a dû séparer les anarchistes et les skins lors de légères confrontations physiques.

1995 : La manifestation anarchiste a tourné à l'affrontement avec la police. Lors des confrontations, des anarchistes ont cassé deux vitrines du Mac Donald. Deux policiers et un anarchiste ont été légèrement blessés.

1996 : Des conflits légers entre les organisateurs du concert payant de Majales, festival étudiant, sur l'île aux archers et des anarchistes voulant manifester leurs opinions.

1998 : Près de deux cents anarchistes ont manifesté pendant trois heures et ont fini devant le Parlement. Confrontation avec la police, plusieurs arrestations brutales face au refus de disperser la manifestation.

1999 : Près de trois cent skins et autres sympathisants d'extrême droite ont manifesté, accompagné d'un cordon de police. Devant le théâtre national, des anarchistes ont lancé des pavés sur le cortège. Suite à une intervention musclée de la police quelques cocktails Molotov et des pavés ont été lancés sur les véhicules de police. Cinq voitures auraient été légèrement endommagées, 9 policiers légèrement blessés, une vingtaine d'anarchistes ont été arrêtés³⁷⁹.

³⁷⁹ Pour plus de précisions, voir « Prvomájové střety » dans *Právo* du 2.5.2000 p. 3.

Le 1^{er} mai 2000, une cinquantaine de sympathisants des mouvements d'extrême droite « jeunesse républicaine » et « front patriotique »³⁸⁰ ont manifesté contre l'Union Européenne et contre le favoritisme dont bénéficient les ethnies étrangères³⁸¹ dans l'administration tchèque. Bien que leurs manifestations n'aient pas été déclarées, ils ont été accompagnés discrètement d'un cortège d'agents des forces de l'ordre restant dans un premier temps dans leurs voitures et ne faisant en rien pression sur les manifestants pour interrompre leur manifestation. La manifestation est partie à 11h de la gare Masaryk. Après avoir attendu que les manifestants aient fini de s'hydrater dans une brasserie, les agents les ont accompagnés sur l'île aux archers, lieu de réunion des anarchistes. Les forces de l'ordre ont alors obtenu la promesse des manifestants de ne pas attaquer. Elles se sont déployées pour « protéger » efficacement cette cinquantaine de skins particulièrement musclés, âgés de vingt à trente ans contre les anarchistes adolescents, ayant entre 12 et 18 ans très majoritairement³⁸².

A 12h, une trentaine d'anarchistes se sont réunis sur l'île aux archers pour protester contre le capitalisme et l'extrême droite. La manifestation a pris la forme anarchique de jeunes amis se rencontrant et s'asseyant sur l'herbe, un jeune lycéen³⁸³ vendant des revues anarchistes présentées sur une couverture. Certains écrivaient des slogans au spray sur un drap. Les unités de maintien l'ordre se sont arrêtées en haut des escaliers. Une journaliste qui faisait des photos dans l'escalier a été brutalement attrapée par le cou et éjectée de la zone, car bien qu'ayant son accréditation sur la poitrine, elle ne portait pas sa veste rouge permettant de reconnaître les journalistes³⁸⁴. Le responsable de l'unité a appelé à dissoudre la manifestation³⁸⁵. Après environ

³⁸⁰ Republikanská mládež et Vlastenecká fronta.

³⁸¹ Nous rappelons que dans les nations « culturelles », où le projet de construire un état nation était basé sur le projet d'unité culturelle d'un groupe (comme en Europe centrale et contrairement à la France, où l'Etat a précédé l'unification culturelle par l'école et l'armée), il est d'usage de différencier l'appartenance nationale de la citoyenneté. Il est donc possible d'avoir un passeport tchèque avec comme nationalité (appartenance à un groupe culturel) inscrite slovaque, polonaise, allemande, ou, pourquoi pas, française. Il est d'usage aussi, comme dans la tradition anglo-saxonne, d'utiliser le terme d'ethnie pour parler de groupe culturel. Ainsi, les théories raciales sont discursivement faciles à mobiliser. Les ethnies dites favorisées sont donc ici autant les ukrainiens, vietnamiens, que les roms aux passeports tchèques.

³⁸² Voir article de ČTK « Zeman a Falbr uctili Svátek práce », « Policie zasáhla proti nepovolené demonstraci » et « Demonstrace pravicových radikálů bez incidentů » de l'agence de presse tchèque ČTK du 1.5.2000., ainsi que notre observation participante.

³⁸³ Ondřej Slačák.

³⁸⁴ Veste qui sans être obligatoire, était fortement conseillée par la police pour éviter que les journalistes soient « pris par mégarde pour des extrémistes » (c'est à dire des manifestants) et ne souffrent d'une répression qui ne leur est pas réservée.

A noter, dans ce cas là, que les passants dans l'escalier et les observateurs tels que votre serviteur n'étant pas journalistes, n'ont pas connu ce problème. Il faut donc interpréter cette réaction comme une pression contre les journalistes pour qu'ils se distinguent des manifestants.

³⁸⁵ Ce qui est difficile formellement à définir, étant donné que sur toute l'île bronzaient des personnes qui se différenciaient le plus souvent toutefois vestimentairement des anarchistes. Il faut reconnaître aussi que les anarchistes étaient plutôt regroupés au niveau des escaliers menant du pont à l'île.

30 minutes, quelques agents sont venus arrêter un jeune lisant une déclaration³⁸⁶. 20 minutes plus tard, alors que deux anarchistes s'enfuyaient en barque, un autre jeune a sorti une banderole et s'est mis à scander des slogans, mollement suivis par les jeunes inquiets. Tentant de fuir les deux agents venus le chercher en bas des escaliers, il a donné un coup de pied dans la jambe du policier en tenue de combat, ce qui lui a valu une arrestation musclée, comprenant un usage (limité) de la matraque. Enfin, le jeune anarchiste de 16 ans vendant les journaux est monté dans un arbre avant de scander des slogans. Les agents en tenue de combat étant incapables de monter dans l'arbre, ont dû se résoudre à laisser le jeune « manifester ». Il a cessé de scander au bout de vingt minutes, devant le désintérêt général.

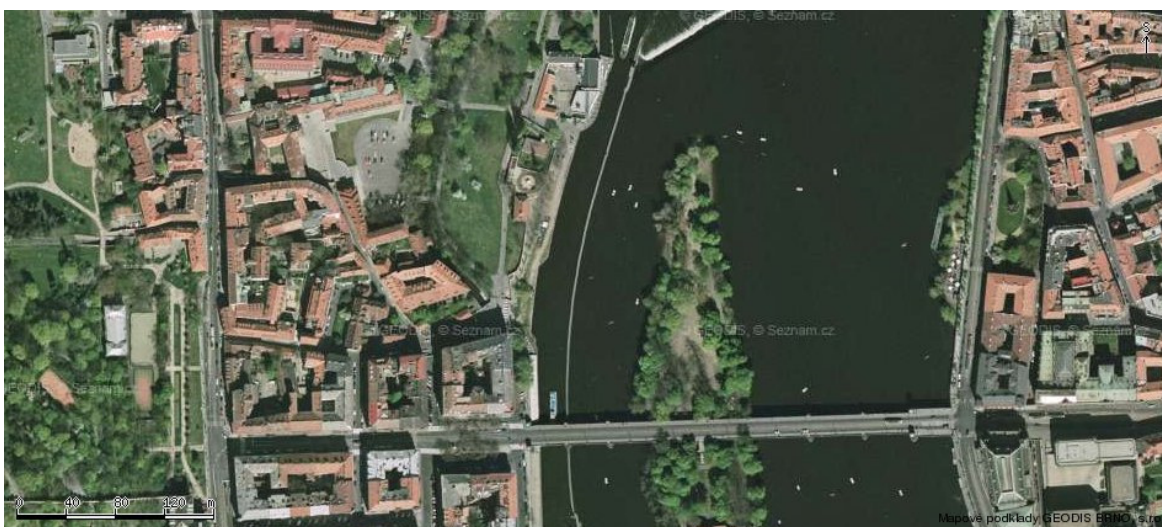
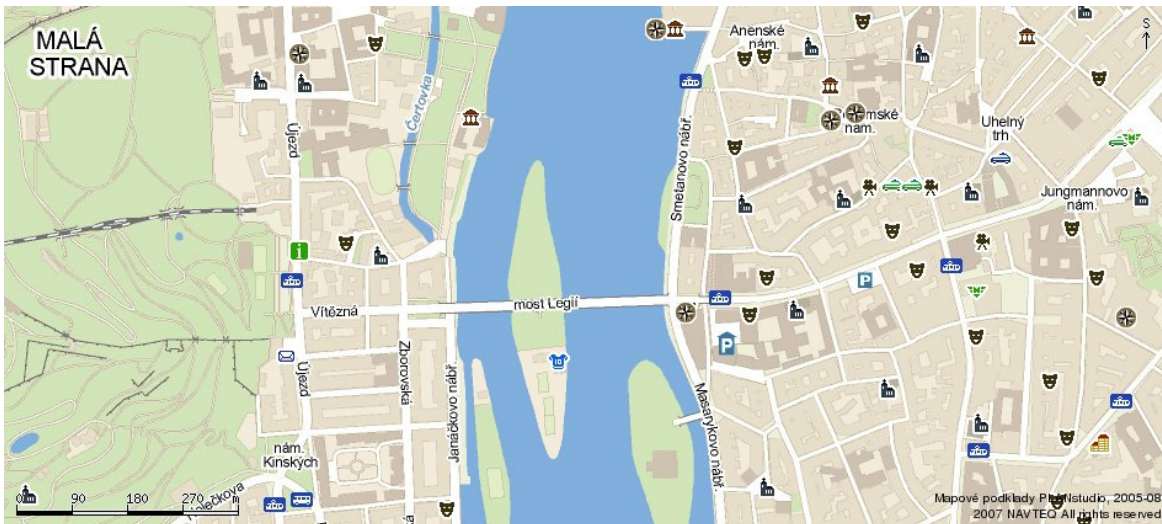
Face à une menace d'intervention musclée de toute une brigade d'agents en tenue de combat, les anarchistes ont accepté de quitter le lieu symbolique de l'île et se sont en majorité retrouvés par petits groupes de six ou sept, pour bronzer sur l'herbe sur l'île de Kampa. Quelques mots échangés avec les forces de maintien de l'ordre ont provoqué d'autres arrestations. Le nombre des anarchistes sur l'île de Kampa comptait jusqu'à deux cents membres déjà³⁸⁷.

Enfin, le passage aux alentours de 14h des skins par le pont menant à l'île a provoqué la mobilisation des anarchistes et écologistes des mouvements anti-fascistes. Les cris, slogans et banderoles, ainsi que les provocations verbales ont débouché sur une cinquantaine d'arrestations sur le coup ou lors de micro-manifestations des rues avoisinantes, par les 400 agents des forces de police « protégeant » les manifestants d'extrême droite (dont une centaine en première ligne)³⁸⁸.

³⁸⁶ Observation participante, toujours, mais aussi voir *Lidové Noviny*, 2.5.2000 p.3 « Policie nedovolila anarchistům ani dočíst projevy ».

³⁸⁷ 200 d'après les forces de l'ordre, nous n'avons pas été capable de faire notre propre évaluation étant donné le caractère dispersé des manifestants anarchistes.

³⁸⁸ ČTK « Policie zatím neobvinila žádného z 53 zadržovaných anarchistů », 01/05/2008 La police a justifié aussi l'intervention par le fait que les anarchistes avaient organisé un monitoring de la manifestation de l'extrême droite. Il semble clair que la police a confondu l'activité de l'association Host (Hnutí občanské solidarity a Tolerance, mouvement pour la solidarité citoyenne et pour la tolérance, sympathisant avec la cause anti-fasciste et organisant alors un monitoring filmé des néo-nazis) et les groupuscules anarchistes manifestants. Cependant, les agents ne portant pas leur numéro d'identification réglementaire lors des interventions, aucune plainte n'a eu de chance d'aboutir. Sur ce dernier sujet, voir aussi « Policie nenosí při zásazích čísla, a tak stížnosti nemají šanci uspět » dans *Lidové Noviny* du 3 mai 2000, p.1 et 2.



L'attitude de la police a été fortement critiquée par le monde politique (la social-démocratie étant au gouvernement). Les années précédentes, la même critique avait été faite à leur égard, considérée comme favorisant l'extrême droite face aux anarchistes³⁸⁹. La relation entre la police et les anarchistes ainsi que l'utilisation (très relative, pour un français) de la violence ont été

³⁸⁹ Petr Uhl, ombudsman (médiateur aux droits de l'homme) a critiqué l'attitude de la police autant en 1999 qu'en 2000 autant que l'a fait sa remplaçante pressentie, Ana Sabatova, par ailleurs sa femme. Sur les 53 personnes arrêtées, seul a été accusé l'adolescent responsable du coup de pied. Les anarchistes, traditionnellement, se sont plaints de l'attitude policière (voir ČTK « Anarchisté považují zákrok proti nim za neoprávněný. »)

Il est à noter, aussi, que l'ODA, parti conservateur mais plus proche de Havel que de Klaus, a exprimé son inquiétude face à l'intervention de la police contre les anarchistes. L'un des responsables, Daniel Kroupa, s'étonne de la répression que connaissent les anti-fascistes, et de la protection, en parallèle, dont bénéficient les communistes qui soutiennent une idéologie dangereuse pour les droits de l'homme. De plus, le leader communiste Grebeníček appelait à la désobéissance civique officiellement. Žantovský, de l'ODA, regrettait l'incapacité de la police à chercher le dialogue et les compromis avec les anti-fascistes. (voir ODA znepokojil zásah policie proti anarchistům., ČTK).

L'association HOST, ayant documenté les événements, a porté plainte contre l'intervention policière, considérée comme inadéquate et violant la liberté d'expression.

l'objet d'articles dans la presse et de reportages, considérés toujours comme une des informations principales du jour³⁹⁰. Le contexte du sommet du FMI et de la Banque mondiale a radicalisé les attitudes et renforcé le soutien médiatique à la police.

« Parce que ces gens là, c'est la délinquance. Les vols dans les supermarchés, les cheveux longs, la drogue, les voitures cassées... Ça se voit aussitôt, qui a du respect pour l'ordre et qui n'en a pas. »³⁹¹

C'est la justification donnée à la différence des manifestations de l'extrême droite (skins, etc.) et des anarchistes. L'idéologie anarchiste soutient le rejet de l'ordre d'Etat, ce qui se traduit en pratique par un manque de respect affiché pour la police et pour ses ordres. Ils sont donc automatiquement compris comme le premier ennemi d'une force qui voit son rôle justement dans le maintien de l'ordre.

Le 28 octobre 2000, les anti-fascistes ont organisé une grande manifestation à Prague³⁹². Outre les anarchistes et écologistes, soutien traditionnel du mouvement anti-fasciste, la manifestation a été rejointe par les jeunes communistes et le syndicat qui leur est proche et qu'elles financent, SOP, se définissant comme trotskiste.

³⁹⁰ Suite aux événements du 1^{er} mai 2000, sont encore parus dans les journaux principaux les articles et photos suivants:

« Kdo se chce bít, policii si vždy najde », *Mladá fronta Dnes* du 4 mai 2000 (opinion de Tomáš Sokol) Pravo, 2.5.2000, « Proti anarchistům na Střeleckém ostrově nasadila policie obušky », p. 3, ainsi que les opinions de Petr Uhl et de Jan Křen.

« Praha 1 zakázala anarchistům pochod », *Právo* 29.04.2000.

« Demonstrace anarchistů bude navzdory zákazu », *Mladá fronta Dnes* du 29.04.200 p.1 et 3.

« Policisté obvinili jen jednoho anarchistu » dans *Mladá fronta Dnes* du 3 mai 2000 p.2 et dans la rubrique opinion des lecteurs « Byl 1. máj, - a kde zůstaly vlajky » p.11.

« Zásah proti anarchistům » photo et commentaire, *Mladá fronta Dnes* supplément Prague, le 2 mai 2000.

« Soud odročil případ ženy, kterou zbili policisté » (commentaire et photo), *Mladá fronta Dnes*, supplément Prague, p.1 du 27.4.2000.

« 1.máj, oslavy a incidenty » *Mladá fronta Dnes* du 2 mai 2000, p.1, photos de l'interventions et commentaires.

« 1. máj: nejživější byli anarchisté v Praze », ainsi que « policie v akci », *Mladá fronta Dnes* du 2 mai 2000, p.2, photos de l'interventions et commentaires.

« Anarchisté a policie se navzájem viní z útoku », *Právo* du 3 mai 2000.

« Všichni jsme zkracování v ústavním právu », commentaire de Petr Uhl dans *Právo* du 3.5.2000 p.6.

« Dialektika Střeleckého ostrova » commentaire de Martin Hekrdla dans *Právo* du 3.5.2000 p.6.

« Policie obvinila dalšího účastníka prvomájové demonstrace », *Lidové Noviny* du 5.05.2000 p.2.

³⁹¹ Officier supérieur ayant une fonction de direction des unités de maintien de l'ordre, demande à rester anonyme, juin 2000.

³⁹² Observation participante.

La forte présence policière a évité un conflit physique entre les mouvements anti-fascistes et les organisations satellites du parti communiste. Les agents des forces de maintien de l'ordre ont accepté la manifestation, l'encadrant de très près, devant et derrière, mais sans l'intimider. La présence d'un député communiste peut en être un élément explicatif.

Après que la manifestation ait dû se dissoudre avant d'entrer en centre-ville, suite à l'ordre de la police, la majorité des communistes et des trotskistes, ainsi qu'une partie des écologistes sont partis. Certains anarchistes ont commencé une confrontation verbale avec les agents. D'autres ont lancé des pierres. Des groupuscules anarchistes se sont mis à manifester partout dans la ville, insultant, provoquant et fuyant les forces de police. Les arrestations ont été massives, bien que nous n'ayons pas eu accès aux chiffres.

Il existe cependant des cas d'interventions musclées de la police contre l'extrême droite. Elles restent rares et mesurées. Lorsque 150 néo-nazis environ ont entrepris d'attaquer une cité de la ville de Janov, les 17.11.2008³⁹³ et 18.11.2008, afin de s'attaquer à la population rom, autour de 200 policiers se sont interposés. L'attaque de la barricade policière avec des pavés et des cocktails molotovs³⁹⁴ ainsi que les centaines de personnes applaudissant les néo-nazis et sifflant les forces de l'ordre ont amené la police à appeler à la dispersion dès le 17.11.2008. L'ordre d'intervention des brigades de maintien de l'ordre n'est pas venu et les réactions de la brigade montée et des troupes n'étaient que ponctuelles et défensives. La police a bien arrêté, toutefois, une vingtaine de néo-nazis.

³⁹³ Voir les articles de *Lidové Noviny* et de *Mladá fronta* sur le sujet, le film de l'association *Tolerance*, et le témoignage du spécialiste, Ondřej Cakl.

³⁹⁴ avec une violence dépassant largement celle du sommet du FMI et de la Banque mondiale, provoquant 20 blessés dans les rangs des forces de l'ordre.

ii. Le cas des écologistes.

Le 1^{er} mai 2006, l'organisation néo-naziste *Národní odpor* (Résistance nationale) a annoncé une manifestation sur la place Palacky à Prague, qui n'a pas été interdite par les autorités malgré les objections des militants des droits de l'homme. Un groupe de membres du Parti Vert a participé à des manifestations de protestation, sous l'œil vigilant des agents de police, qui ont séparé les néo-nazis et leurs opposants. Lorsque la manifestation non autorisée de l'extrême droite (*Národní odpor*) s'est rendue à Karlovo namesti, les antifascistes ont voulu les suivre de loin, séparés par les agents de police. Un agent leur a demandé d'attendre à une distance suffisante. Un autre, Tomáš Čermák (de la police locale et non des unités de maintien de l'ordre) est tout à coup arrivé en appelant à la dispersion. Kateřina Jacques, venue avec les écologistes, avec le T-shirt vert les distinguant des anarchistes et accompagnée de ses deux enfants en bas ages est alors entrée en conflit verbale avec Tomáš Čermák, argumentant que c'est l'autre manifestation qui devrait être dispersée, assurant de la volonté de collaboration des manifestants et faisant remarquer la grande distance entre les groupes. Son incessante argumentation a été comprise comme un refus d'obtempérer et lui a valu une arrestation d'autant plus brutale qu'elle s'en défendait³⁹⁵, laissant les deux enfants en bas ages sans leur mère. Cette arrestation de Kateřina Jacques a eu d'autant plus d'écho que cette dernière était directrice du secrétariat aux droits de l'homme du gouvernement et qu'elle s'est plainte d'avoir été physiquement maltraitée au commissariat³⁹⁶.

Le Premier ministre Jiří Paroubek a déclaré que le comportement de la police était inacceptable. Une enquête menée par le ministère de l'Intérieur a constaté que Čermák devait être poursuivi sous le coup de trois accusations: abus de pouvoir, blessures, manque de retenue et de respect de la liberté personnelle. Le 9 août, 2006 Čermák a demandé au Président sa grâce³⁹⁷. Čermák a été reconnu non coupable par le tribunal de première instance. Dans la suite du procès Čermák, l'affaire a été portée devant le procureur de la cour d'appel qui a finalement confirmé la décision du tribunal de première instance. Le 23 août l'avocat du Čermák, Jaroslav Janeček, a poursuivi Kateřina Jacques pour voies de fait contre un policier (en collaboration avec son collègue Petr

³⁹⁵ Une caméra a filmé la scène, montrant que les autres agents tentaient de cacher aux objectifs des caméras les coups donnés par Čermák à Kateřina Jacques, et la violence de l'arrestation. Un des photographes avait même été arrêté pour avoir photographié la scène.

³⁹⁶ Voir « Policista zmlátil ředitelku sekce pro lidská práva Úřadu vlády, policie zatkla fotoreportéra Britských listů » sur le journal internet Bristké Listy <http://www.blisty.cz/2006/5/2/art28207.html>

³⁹⁷ Voir la radio tchèque: <http://www.rozhlas.cz/izurnal/cesko/zprava/266664ue> écologi.

Slunéčko) et pour faux témoignages. Elle a été accusée d'avoir arrangé l'incident pour attirer l'attention sur elle et son parti politique avant les élections³⁹⁸.



Une autre explication de cette réaction policière est l'expérience des *street party*³⁹⁹ et celle des manifestations écologistes lors du sommet du FMI et de la Banque mondiale.

La police face à la société civile ?

La police, dans sa gestion du maintien de l'ordre, sépare très nettement les manifestations organisées par des jeunes considérés comme déviants⁴⁰⁰, des manifestations organisées par la société civile. Dans cette conception, les anarchistes sont considérés comme déviants, suivant des critères encore hérités de l'ancien régime : alcool, drogues, cheveux longs, idées, cela forment un tout. Ceci explique que les écologistes soient plus souvent rangés dans la première catégorie. Par extension, les gens « corrects » aux idéologies extrémistes sont mieux tolérés, comme dans une certaine mesure, l'extrême droite, même fascisante, ainsi que les communistes. Enfin, les grandes manifestations considérées comme de la société civile ne connaissent aucune

³⁹⁸ Kateřina Jacques nous a expliqué, dans un entretien en juin 2007, à quel point le fait d'être associée à l'image d'une manifestante était difficile à porter en politique tchèque, et qu'elle avait beaucoup de mal à se débarrasser de ce label.

Il est à noter aussi que les organisations écologistes (Greenpeace, Arc en ciel, Enfants de la terre etc....) étaient classées extrémistes par le ministère de l'Intérieur. Sur le sujet, voir l'explication de Petr Pithart dans la revue écologiste http://www.ekolist.cz/staracisla/11_95.htm.

³⁹⁹ Pour plus d'éléments sur ce sujet voir le titre 3 chapitre 3.1. f: Le monde des anarchistes.

⁴⁰⁰ Il est intéressant de noter que parmi les rapports sur l'extrémisme et les techniques de combat, la manifestation est comprise aussi comme une question de techniques de prévention. La prévention concernant non pas la violence des affrontements, mais plutôt la prévention des pathologies sociales amenant les jeunes à participer à ce genre de groupes.

Par exemple dans la publication Maresova (ed.), *Sociálně patologické jevy u mládeže a návrh opatření k omezení jejich vzniku*, l'Institut pour la criminologie et la prévention sociale, Prague 1997.

répression policière. Les études montrent que la réaction de la police correspond plus à l'attente sociale (bien que la population, dans les sondages, soutienne une gestion confrontative et brutale des mouvements néo-nazis ou skins). La population exprime dans les sondages son opposition à la répression de grandes manifestations, telles celles de *Merci, mais Partez* de 1999 ou *Télévision chose publique* et par contre adhèrent à 95% à une gestion violente du maintien de l'ordre lors des manifestations des alter-mondialistes, considérées comme violentes⁴⁰¹.

Il paraît ainsi comme le plus crédible que le soutien et l'acceptation facile de l'intervention injustifiée de la police après les manifestations du FMI et de la Banque mondiale, a permis les arrestations en masse d'une grande brutalité⁴⁰².

Il est enfin intéressant de noter que la manifestation ne peut être séparée du message qu'elle porte, pour la police. Ainsi, lors du défilé de 20 000 sokols, association de gymnastique nationale au centre de la ville⁴⁰³, ou encore lors des manifestations de joie après la victoire au hockey sur glace de l'équipe nationale, quand des milliers de fans ont voulu accueillir les vainqueurs sur la place de la vieille ville⁴⁰⁴, la police considère qu'elle gère la sécurité de la foule mais ne considère pas qu'elle contrôle une manifestation de rue.

⁴⁰¹ Buriánek, Jiří: « Globální Bobovize? Aktuální studie občanské neposlušnosti české veřejnosti » (Global Bobovision? A topical study of civil disobedience of the Czech public) Večerka, K (éd.); *Sborník příspěvků ze seminářů sekce sociální patologie MČSS (Zátoň 2001)*. MČSS, Prague 2002, p.137-146.

⁴⁰² Arrestation de toute personne sur la place Venceslas, touristes y compris, après un appel à dissoudre la manifestation lancé du sommet de la place et donc entendu que 50m. plus bas (la place est extrêmement longue), dans un contexte où il n'y avait plus de manifestation, même si de nombreux manifestants traînaient sur la place. L'intervention s'est passée en opposition avec le règlement, car la police n'a pas le droit d'intervenir en attaquant sur une place fermée sans issue, or, dans ce cas, la police a chargé des deux côtés, arrêtant les personnes se réfugiant rue Stepanska. De très nombreux témoignages d'humiliations et de violences ont été exprimés, y compris par des individus qui n'avaient pas manifesté. Un exemple peut en être ce professeur coréen qui venait d'arriver une heure plus tôt, invité par l'université Charles et qui s'est retrouvé attaqué par les troupes d'élites, puis battu et humilié, à genoux, nu, dans les commissariats.

L'acceptation sociale pour une gestion forte des manifestants, étant donné la violence de certaines manifestations, a mené à une vengeance irrespectueuse des lois. Ceci n'a pas nui à l'image de la police, qui au contraire, a connu 67% de confiance de la population contre environ 40% en 1989. La brutalité de la police a été ici un instrument efficace de légitimation d'une police peu légitime après le communisme. Voir par exemple « Policie má od roku 1990 nejvyšší důvěru lidí. Proč? », *Mladá fronta Dnes* du 13 Aout 2001 p.3, et aussi l'article déjà cité Buriánek, Jiří: « Globální Bobovize? Aktuální studie občanské neposlušnosti české veřejnosti » (Global Bobovision? A topical study of civil disobedience of the Czech public) Večerka, K (éd.); *Sborník příspěvků ze seminářů sekce sociální patologie MČSS (Zátoň 2001)*. 2002. Praha: MČSS; s. 137-146.

Enfin, un sondage mené par Stem et publié le 24 mai 2000 dans *Lidové Noviny*, estime que pour 80% des tchèques, le but principal de la vie est d'avoir une vie calme.

⁴⁰³ Le 2 juillet 2000.

⁴⁰⁴ Voir « Hokejisté se včera vrátili z Petrohradu a čekalo je bouřlivé přivítání », *Lidové Noviny* p. 2, le 10 mai 2000.

b) L'administration

L'administration ne peut légalement interdire sans raisons valables une manifestation. Si la notification n'est pas déposée à temps, l'administration peut ne pas donner d'autorisation administrative, cette absence d'autorisation administrative étant juridiquement différente d'une interdiction⁴⁰⁵. Si l'objet de la protestation porte atteinte aux droits de l'homme ou à la démocratie, il peut être une raison d'interdiction. Une autre raison peut être l'occupation du terrain par une autre manifestation.

Avant les rencontres du FMI et de la Banque mondiale, la volonté de fermer les yeux sur les droits des manifestants se généralisait. Un certain nombre de maires de Prague⁴⁰⁶, ont interdit (violant en cela le droit) les manifestations des alter-mondialistes, afin de rassurer les habitants de leur quartier. Le maire de Prague, Jan Kasl a toutefois décidé de faire pression sur « ses maires » pour respecter la loi et la liberté d'expression⁴⁰⁷. Le tribunal administratif de la ville de Prague a annulé l'interdiction de Prague 2 de manifester le 25 septembre 2000 contre le FMI et la Banque mondiale, sur la place de la paix⁴⁰⁸.

⁴⁰⁵ Devant entraîner une amende et non une interdiction, contrairement à ce qu'affirme régulièrement la police.

⁴⁰⁶ Par exemple, la mairie de Prague 1 a interdit une série de manifestations contre le sommet du FMI. Voir « Radnice Prahy 1 zakázala sérii demonstrací proti zasedání MMF » in *Lidové Noviny* du 24 mai 2000. Une technique pour éviter un échec au tribunal était de refuser la manifestation pour raison d'occupation de la place par une autre manifestation. Ainsi, le parti civique démocratique au pouvoir dans Prague 1 a réservé les places principales pour tout le mois pour des soi-disant manifestations, sans même cacher le caractère fictif de la technique.

⁴⁰⁷ Voir « Jan Kasl chce, aby obvody povolily demosntrace », dans *Mladá fronta Dnes* du 6 mai 2000, supplément Prague p.1.

⁴⁰⁸ Městský soud v Praze zrušil zákaz zářijové demonstrace proti MMF, dans *Lidové Noviny* du 17 mai 2000 p.2.

Chapitre 2

Les domaines des manifestations

Les manifestations se définissent non seulement par les agents sociaux qui les organisent ou soutiennent, mais aussi par le sens qu'elles portent, par la signification qu'elles ont ou qu'elles peuvent avoir ainsi que par les arguments qu'elles offrent à telle ou telle justification. Certes, les interprétations divergent sur le sens que l'on peut apporter à une manifestation. Cependant, c'est bien dans le travail de constitution d'un sens de l'action collective que les stratégies manifestantes prennent elles-mêmes sens. Outre de multiples motivations annexes, le but annoncé, autour duquel se construisent des stratégies militantes, c'est bien l'action symbolique. C'est bien pour influencer sur une interprétation que l'on manifeste, à Prague et non pas pour mobiliser en vue d'une insurrection.

« La Cause » d'une manifestation ne peut pas toujours être définie en une phrase. Chaque banderole, chaque slogan scandé ou l'*état* de participants dits marqués contribue à la constitution commune des sens de l'action collective. Nous appelons cause l'ensemble des productions de sens d'une manifestation. Cependant, de nombreuses causes s'insèrent dans de grands domaines.

Nous appelons domaine, l'ensemble thématique auquel se rattachent les causes.

Le rattachement d'une cause à un domaine peut être une opération risquée et controversée, tant la gestion du sens est liée à la pluralité des interprétations. Les phénomènes d'identification d'une cause à un domaine existent au niveau des stratégies des organisateurs, du sens commun, de l'interprétation individuelle et enfin des médias.

La notion même de domaine fait sens dans la mesure où il s'agit d'une perception partagée par de nombreux individus qui structure leurs stratégies soit militantes⁴⁰⁹ soit interprétatives⁴¹⁰.

Face à la cause et au(x) domaine(s) au(x)quel(s) elle appartient, le malentendu, la déformation, la mauvaise foi sont des stratégies traditionnellement utilisées⁴¹¹. Mais c'est la liberté de thématization des faits, de mises en séries variées qui rend une manifestation interprétable de manière très variable.

Une manifestation contre la guerre en Irak peut avoir ainsi comme interprétation l'expression d'un antiaméricanisme primaire qui est la base du soutien au terrorisme⁴¹². Face à cette liberté d'interprétation, la tentation post-moderne est compréhensible. Une limite à cette liberté d'interprétation réside dans la capacité à convaincre. Ainsi, certaines interprétations, bien que peu crédibles, sont soutenues pour des raisons militantes, la mauvaise foi étant considérée alors comme un acte politique positif par l'individu.

L'individu qui interprète peut utiliser ici les causes, les domaines comme les termes d'une phrase dont la grammaire permet la construction du sens. Mais ces termes de la construction du sens et de la mobilisation sont limités et orientés par les ressources existantes⁴¹³. Ainsi, avant d'étudier comment l'individu construit le sens, nous allons étudier les ensembles de sens existants que sont les domaines.

⁴⁰⁹ Comme pour les manifestants.

⁴¹⁰ Politiciens ou journalistes attribuant des interprétations particulières à un ou à plusieurs événements manifestants.

⁴¹¹ Le domaine est ici compris comme un cadre interprétatif englobant, suivant la sociologie d'Erving Goffman, *Les Cadres de l'Expérience*, Éd. Minuit, Paris 1991.

⁴¹² Comme l'expliquerait le Président Klaus à de nombreuses reprises, en décrivant des manifestations qui réunissaient anarchistes, écologistes et chrétiens.

⁴¹³ C'est aussi l'approche que l'on peut trouver, s'appuyant sur une autre métaphore, chez Swidler A., « Culture in Action: Symbols and Strategies. », *American Sociological Review*, 51, p. 273-286. Ann Swidler considère, dans cet article, la culture comme une boîte à outils, que l'on « utilise » en fonction des stratégies et projets.

1. LES DOMAINES DES MANIFESTATIONS EN REPUBLIQUE TCHEQUE

a) Les méthodes d'observation des domaines :

Les grands conflits d'interprétations de la définition du domaine ont été plutôt rares dans notre étude de terrain. Les domaines étaient davantage l'objet d'une description commune des différents agents sociaux et constituaient un point d'accord de la communication sociale, même si le sens de la mobilisation de ces domaines différait en fonction des agents sociaux. Quand tous les agents sociaux considèrent une manifestation comme étant anarchiste, y compris les manifestants, ceci devient un fait social qu'il nous faut prendre en compte. Il influence autant l'individu mobilisé à manifester que le journaliste qui décrit la situation. Le domaine était anarchiste, la cause pouvant être, par exemple, l'opposition à la montée de l'extrême droite et de Haïder en particulier.

Les premiers éléments rattachant une manifestation à un domaine apparaissent avec l'appel à manifester, tant au niveau du texte que dans l'identification des organisateurs. L'appel détermine autant la question amenant à la protestation que les protagonistes de la scène.

Ainsi, lorsque l'appel à manifester contre l'entrée au gouvernement de communistes est suivi d'un texte sur l'importance des droits de l'homme et de la démocratie et est signé par des intellectuels et des artistes, les organisateurs tentent clairement de mobiliser autour de la cause anticomuniste dans le cadre du domaine des droits de l'homme et de la démocratie. Cet appel, par sa rédaction et ses organisateurs, a été clairement identifié comme se différenciant nettement d'un appel d'organisation d'extrême droite sur le même thème, non seulement par l'identité des organisateurs, mais aussi par les thématiques évoquées dans l'appel. De la même manière, un appel de Greenpeace à manifester contre les dangers de la mondialisation ne relève pas du même domaine que l'appel du parti communiste tchèque et morave à manifester pour le même thème.

Le domaine de la manifestation (dès l'appel, la manifestation est rattachée à un ou des domaines) a des conséquences sur le type de manifestants mobilisés. La diversité des types d'appels utilisés pour une même manifestation, les organisateurs adaptant parfois leur discours en fonction des publics qu'ils veulent interpeler, ne permet pas toujours à l'individu de déterminer entièrement le domaine dominant ou principal, avant la manifestation elle-même. Pour nous, la détermination en était d'autant plus complexe que nous ne pouvions pas connaître l'ensemble des signes ou des thématiques mobilisant l'ensemble des groupes sociaux tchèques.

Les entretiens de foule, l'observation participante nous offrent la possibilité alors de compléter la détermination du domaine du sens de la manifestation. Les slogans, les pancartes et autres inscriptions, les discours des organisateurs sont autant d'informations permettant de classer plus ou moins facilement une manifestation.

Par exemple, le fait qu'une manifestation se déclare anti-fasciste ne donne pas toujours la détermination précise du domaine de la manifestation. Ce peut être une manifestation communiste, une manifestation chrétienne... Le fait que par exemple 80% des manifestants soient de jeunes anarchistes, se déterminant comme tels par des symboles (un A sur la veste, par exemple), des signes vestimentaires (dominance de la couleur noire, capuche, éléments de rouge) et des insignes et aussi le revendiquant verbalement, nous amène à classer dans le domaine anarchiste cette manifestation.

L'ensemble des manifestants n'adhère pas au domaine de la manifestation. Ainsi, lors de la manifestation évoquée, des manifestants se définissent comme écologistes, mais sympathisants de certaines causes anarchistes. La différenciation entre cause et domaine permet aux manifestants de se constituer des profils individuels, complexes. La création de causes communes à deux groupes sociaux peut se faire à l'occasion d'une coalition discursive, dont la cohérence n'est pas toujours l'élément déterminant. Ainsi, une coalition thématique peut permettre de mobiliser des manifestants sensibles à différents domaines. Un exemple typique, sur la scène manifestante tchèque, sont les manifestations anti-racistes, permettant la constitution d'appels non centralisés, lancés par de multiples organisations, au soutien d'une cause commune. Le comité d'organisation peut alors être une organisation ayant une identité discursive touchant aux différents domaines. Cette coalition discursive peut même procurer l'occasion de créer des comités d'organisation communs. Les écologistes, les anarchistes, les militants des droits de l'homme et des organisations religieuses peuvent se retrouver pour la défense de cette cause. Ces manifestations peuvent avoir des comités d'organisation mixtes, ayant des représentants des divers domaines, ou encore être issues de plusieurs organisations appelant à manifester.

Dans ce dernier cas de figure peuvent émerger des stratégies de détournement du sens d'une manifestation. Nous avons, par exemple, lors des préparatifs du sommet du FMI et de la Banque mondiale à Prague, observé une manifestation réalisée suite à l'appel d'organisations anarchistes. Les jeunesses communistes et un syndicat sympathisant communiste (SOP) mieux équipés en microphones et banderoles, se sont joints en masse contre l'opposition farouche des anarchistes. La première partie de la manifestation, les anarchistes, ont pour l'occasion changer leurs slogans antifascistes en « Communisme et Fascisme, même abomination, même merde », afin de se distancier et de permettre aux journalistes de distinguer deux manifestations qui se suivent et non pas une seule manifestation. L'identité de gauche ou d'extrême-gauche des anarchistes sont liés à un rejet fort du communisme.

Enfin, une détermination du domaine est proposée par les médias et leurs interlocuteurs. La liberté d'interprétation des journalistes peut être considérée par les organisateurs de la manifestation comme un détournement de sens. C'est le cas, par exemple, de certaines manifestations écologistes présentées par les médias comme manifestations brutales d'extrémistes.

b) Les domaines observés

Nos analyses qualitatives nous ont amené à constituer des domaines de manifestations. Certes, certaines manifestations ne pouvaient être rattachées à aucun domaine, mais notre expérience du terrain nous a appris que le rattachement à un domaine plus large n'était pas rare.

Nous avons ainsi relevé les domaines suivants :

- Extrême droite,
- Écologistes,
- Anarchistes et anarcho-trotskistes,
- Sectoriel-économique (infirmières, agriculteurs...),
- Communistes,
- Humanitaires, droits de l'homme et politique internationale,

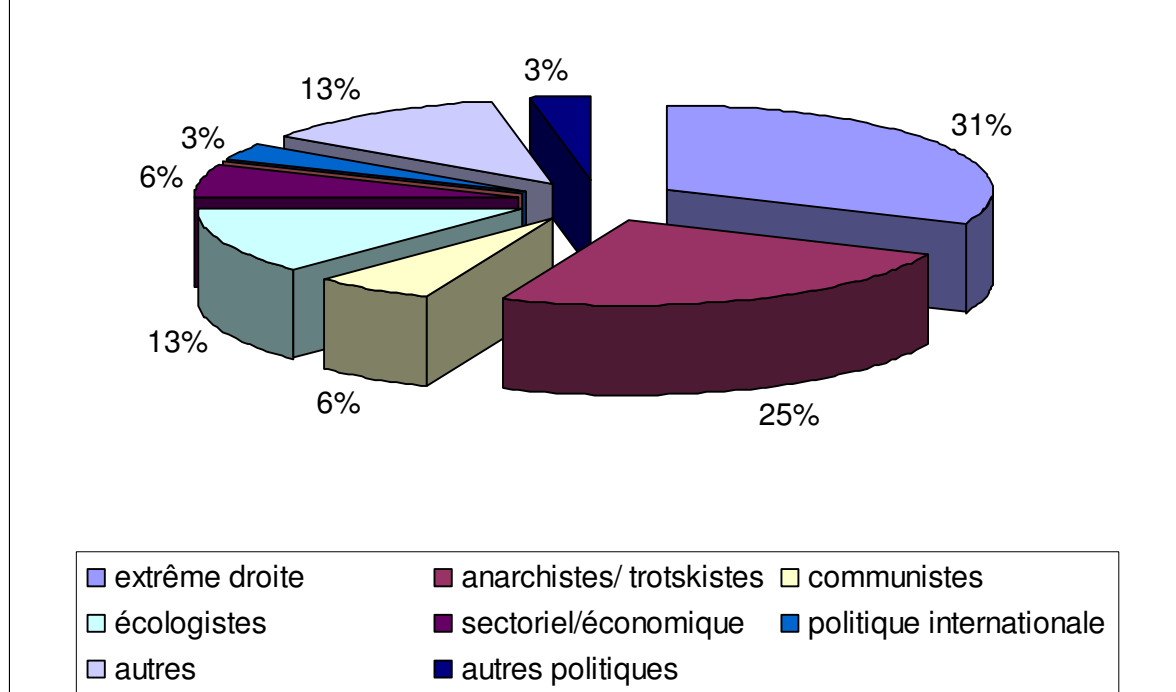
- street party.

La confrontation de cette recherche qualitative avec des éléments quantitatifs nous a semblé essentielle pour différencier ce qui était typique de ce qui était spécifique. Les archives de la police sont les meilleures sources, d'après nous, que nous ayons pu trouver⁴¹⁴. Il s'agit toutefois d'archives uniques, permettant d'avoir une vision plus large que celle donnée par nos études quantitatives.

Nous avons, pour cet effet constitué des graphes statistiques, nous permettant d'analyser les domaines des manifestations en République tchèque.

⁴¹⁴ La Police tchèque étant extrêmement centralisée, et pratiquant le culte du secret, les archives auxquelles nous avons eu accès ont été limitées. C'est cependant grâce à l'intervention du colonel Kvicala, directeur des forces de maintien de l'ordre pour la République tchèque, que nous avons pu obtenir les comptes-rendus de police concernant les manifestations de rue, y compris ceux classés secrets. Malheureusement, notre demande d'obtention de l'ensemble des archives concernant ce sujet depuis 89 a été refusée, pour des raisons de sécurité et de manque de main-d'œuvre. Nous n'avons pu obtenir que les comptes-rendus des années 1997-1999. De plus, le travail de collecte de données dans les archives ayant été fait par les fonctionnaires de police, il nous faut analyser ces sources avec une certaine circonspection. Et ce à plusieurs niveaux. Il semble que seule une partie des manifestations aient été répertoriées, ou tout au moins transmises, sans doute en raison du désordre existant dans l'institution. Par ailleurs, la classification intuitive de la police, par une description rapide de la manifestation nous semble relativement crédible mais sont considérées par les agents comme anarchistes, la plupart des manifestations réunissant les sub-cultures. Les écologistes, les jeunes portant des piercings ou au style vestimentaire peu commun sont généralement analysés comme des signes anarchistes par les agents mais ne le sont pas par les protagonistes eux-mêmes. Il y a donc un risque de déformation qu'il nous faut prendre en compte. Il s'agit toutefois d'informations toujours intéressantes à collecter.

Figure 2: Manifestations par domaine, en République tchèque en 1997



Le graphe que nous avons reconstitué ci-dessus nous permet d'observer qu'en 1997, plus de la moitié des manifestations concernaient l'extrême droite et l'extrême gauche. Il nous faut remarquer que 13% des manifestations sont à domaine écologique, ce qui en fait le troisième domaine d'importance⁴¹⁵.

Les sources de police concernant 1998 nous semblent moins crédibles⁴¹⁶.

⁴¹⁵ Il peut être intéressant pour un français, de remarquer que seul 6% des manifestations concernent le domaine sectoriel ou économique.

⁴¹⁶ Etant donné le nombre suspicieusement bas de manifestations recensées en 1998, et donc la petite taille du dossier. Aucun élément politique ou structurel ne nous permet de penser qu'il s'agit d'une stratégie de limitation de l'information sur cette année là. Le sérieux de l'employé en charge de la collecte des données pour cette année là peut, peut-être, expliquer le phénomène. Nos tentatives d'obtenir une vérification ou un complément d'information ont toutefois été infructueuses.

Figure 3: Manifestations par domaine, en République tchèque en 1998



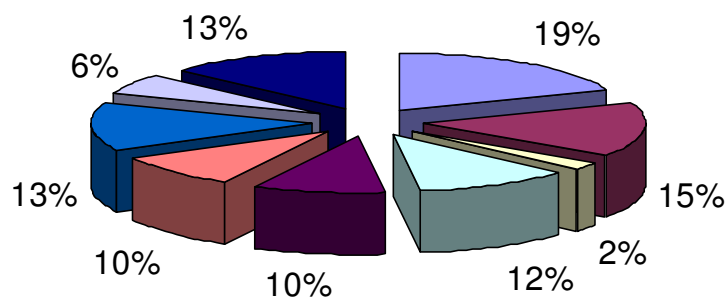
En 1999, (cf. figure 4) nous pouvons observer que les principaux domaines des manifestations en République tchèque restent les manifestations d'extrême droite (19%) et de l'extrême gauche anarchiste (15%), constituant à elles deux 34% des domaines de manifestation.

L'année 1999 marquant les dix ans de la révolution de velours, a amené nombre de citoyens ou d'individus à entreprendre l'organisation de manifestations de rue avec des thématiques politiques diverses, sortant des domaines usuels des manifestations tchèques. Cet anniversaire a semblé être une motivation pour multiplier les manifestations sur les thématiques des droits de l'homme, thématiques humanitaires et de la solidarité internationale. Ceci explique que les deux domaines suivants par ordre d'importance concernent la politique internationale (13%) et les autres domaines politiques (13%) constituent un peu plus d'un quart des manifestations par domaine.

Il nous faut aussi observer l'augmentation nette des manifestations de type *street party*. Ces dernières consistent à organiser une rencontre réunissant la jeunesse alternative principalement (les anarchistes, les écologistes...), sur une place réservée pour une manifestation, au nom d'une cause. La manifestation, comme nous l'avons déjà vu, constitue en même temps une *partie* dans

la rue, avec musique techno assez bruyante et consommation accrue de cannabis et d'alcool. Après le scandale d'une *street party* au cours de laquelle ont été projetés 6 œufs sur l'ambassade américaine⁴¹⁷, ce qui a eu pour conséquence une répression menant même à la dispersion du parc de Kampa (à 5 minutes de l'ambassade) d'environ 1000 jeunes qui bronzaient en consommant de l'alcool « de manière protestataire ». Ce type de manifestation s'est multiplié jusqu'à constituer une catégorie en soi pour les forces de police. Une des causes les plus courantes des manifestations du domaine « street party » est la libéralisation du cannabis.

Figure 4: Manifestations par domaine, en République tchèque en 1999



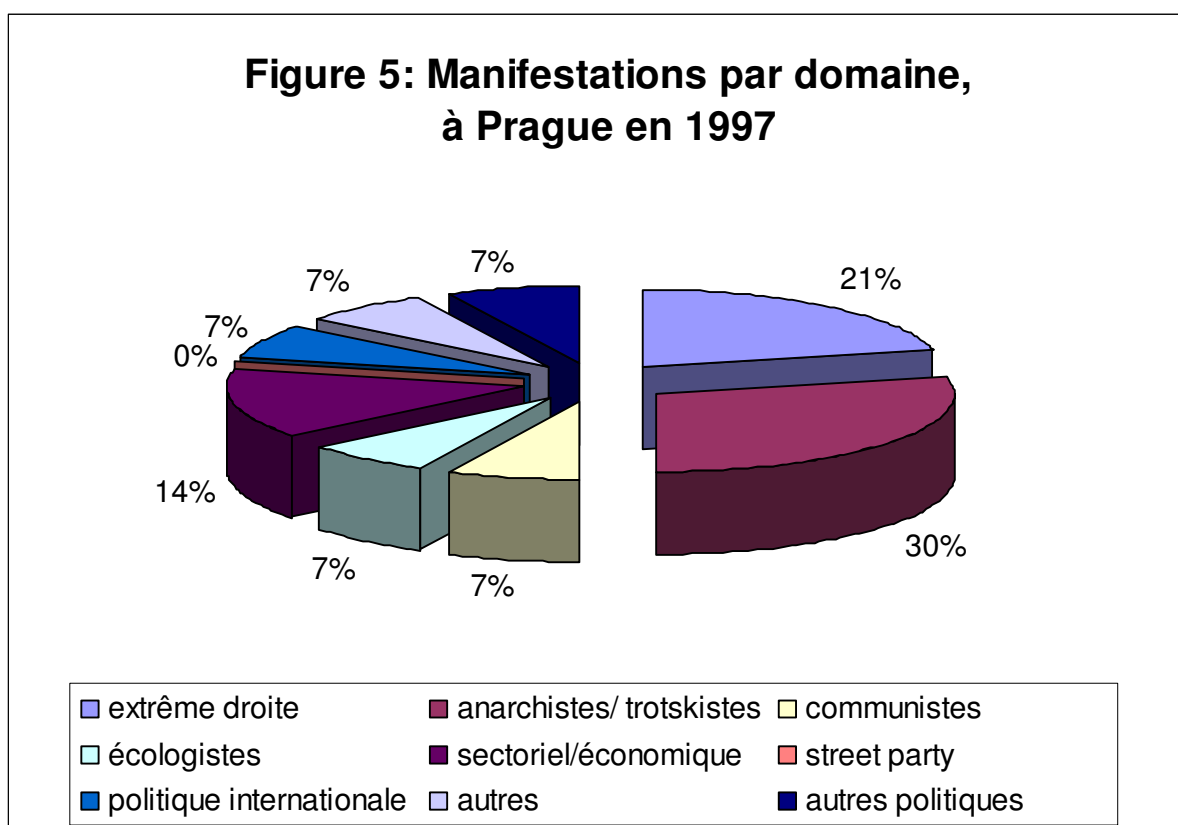
- | | | |
|----------------------------|----------------------------|---------------------|
| ■ extrême droite | ■ anarchistes/ trotskistes | ■ communistes |
| ■ écologistes | ■ sectoriel/économique | ■ street party |
| ■ politique internationale | ■ autres | ■ autres politiques |

⁴¹⁷ En 1998, pour protester contre la guerre en Yougoslavie.

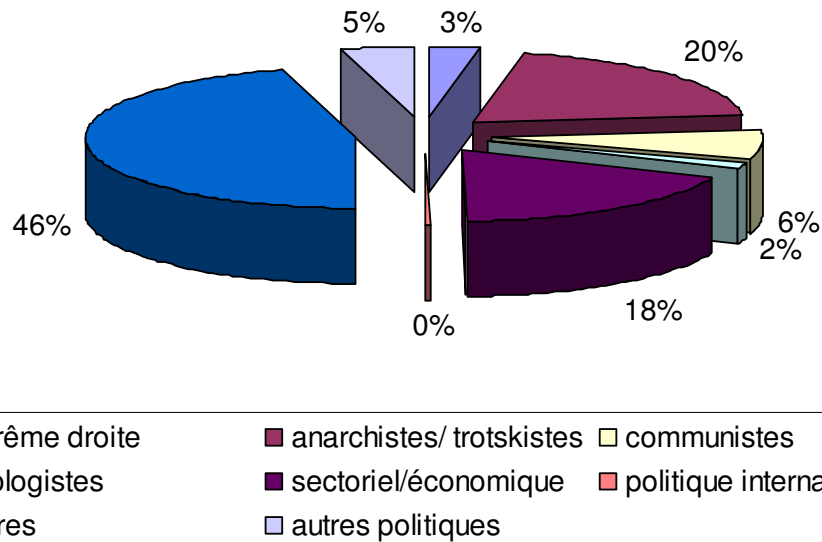
2. LES DOMAINES DES MANIFESTATIONS A PRAGUE

Prague étant la capitale et la plus grande ville tchèque, la problématique manifestante peut fortement s'y différencier du reste du pays. Nous avons décidé d'analyser en particulier les domaines des manifestations à Prague.

A cet effet, nous avons constitué les graphes des manifestations pragoises par domaine, que nous avons confrontés à ceux des manifestants par domaine. Cette différence permet de prendre en compte la variable nombre de manifestants par domaine par an.



**Figure 6: Manifestants par domaine,
à Prague, en 1997**



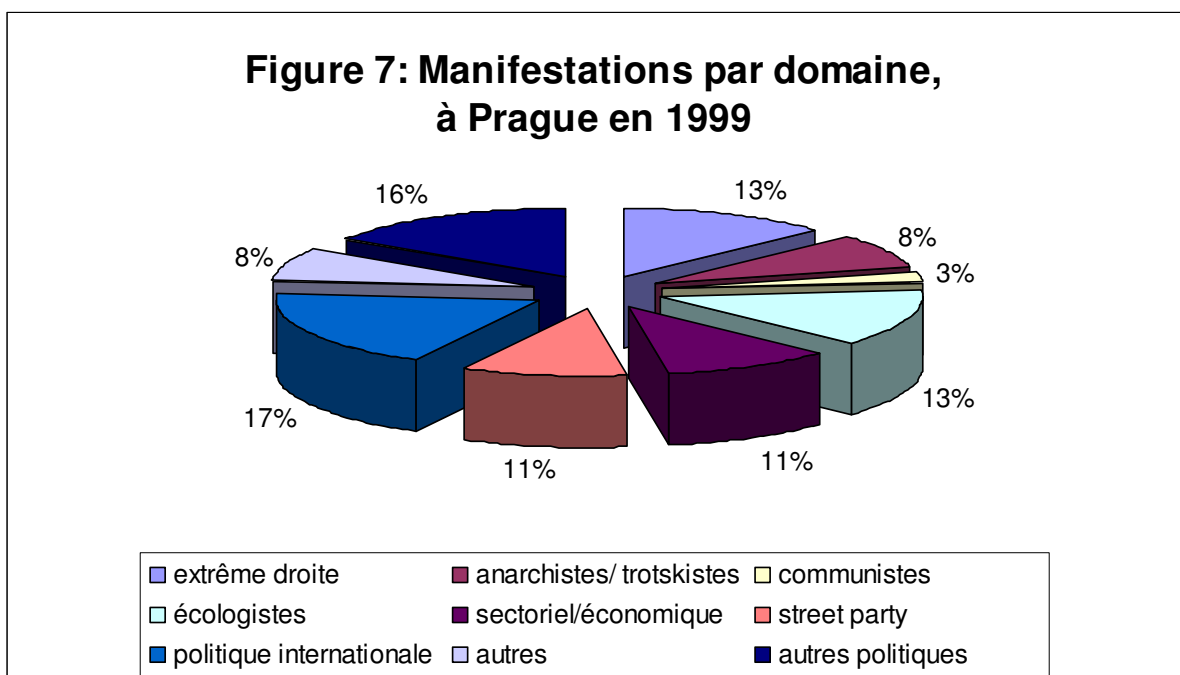
L'analyse des manifestations par domaine à Prague de 1997 comparée à celle des manifestants par domaine à Prague en 1997 met en évidence que l'extrême droite et les anarchistes-trotskistes manifestent régulièrement et en petits groupes. En effet, les chiffres de 1997 nous montrent qu'il y avait 21% des manifestations d'extrême droite pour 3% des manifestants. Concernant l'extrême gauche anarchiste, nous avons 30% des manifestations pour 20% des manifestants. De même, pour les écologistes, nous avons 7% des manifestations pour 2% des manifestants.

Il y a bien une sur représentation statistique des manifestations par domaine en comparant aux manifestants par domaine en ce qui concerne l'extrême droite, les anarchistes et les écologistes. Cela illustre le phénomène de sur-socialisation des manifestants de ces domaines à l'action manifestante. Pour dire cela autrement, les anarchistes, trotskistes et écologistes sont particulièrement actifs dans l'action protestataire par la rue bien que les mobilisations ne concernent qu'un petit groupe.

Les rapports de police concernant les manifestations pragoises de 1998 nous fournissent des chiffres trop petits pour pouvoir être transformés en statistiques significatives.

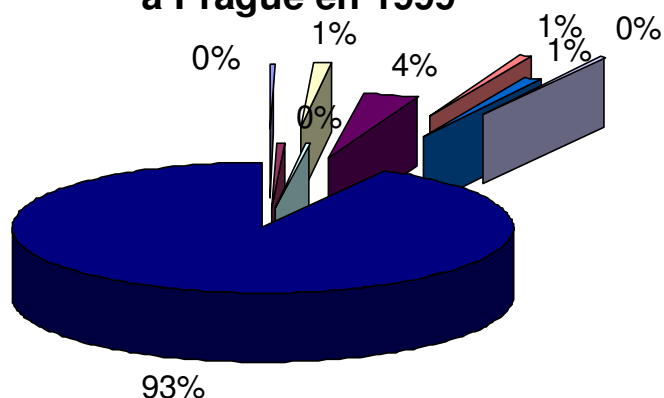
L'année 1999, celle des dix ans de la révolution de velours, connaît à Prague une légère sur-représentation des manifestations politiques (16% contre 13%), comparée au reste du pays. Cela s'explique facilement par le statut de capitale de Prague et par les manifestations des domaines de la politique internationale, des droits de l'homme et de l'humanitaire (17% au lieu de 13%). La sur-représentation est également très nette par rapport à 1997 aussi pour ces deux domaines de la politique internationale (17% au lieu de 7%) et des autres manifestations politiques (16% au lieu de 7%.)

Nous pouvons aussi observer une sous-représentation à Prague en 1999 par rapport à 1997 de l'extrême droite (13% contre 21%) et des anarchistes (8% contre 30% en 1997), ce qu'il faut expliquer par l'augmentation de la part des autres domaines manifestants. Enfin, l'importance des *streets party* connaît la même explication à Prague que pour le reste du pays.



La comparaison du graphe des manifestations à Prague par domaine avec celui des manifestants à Prague en 1999 par domaine est relativement peu significative en raison de l'importance de l'énorme manifestation *Merci, mais Partez*, en termes de nombre de manifestants.

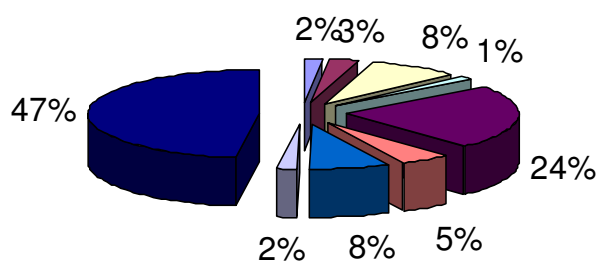
**Figure 8: Manifestants par domaine,
à Prague en 1999**



extrême droite	anarchistes/ trotskistes	communistes
écologistes	sectoriel/économique	street party
politique internationale	autres	autres politiques

Nous avons donc constitué, pour des raisons heuristiques, le graphe des manifestants à Prague en 1999, exceptée la manifestation *Merci, mais Partez*, qui avec ces 52 500 manifestants, d'après les sources policières, donne un aspect drastique au graphe et rend difficile toute comparaison statistique.

**Figure 9: Manifestants par domaine,
exceptée la manifestation *Merci, mais Partez*
à Prague en 1999**



- | | | |
|--|--|---|
| ■ extrême droite | ■ anarchistes/ trotskistes | ■ communistes |
| ■ écologistes | ■ sectoriel/économique | ■ street party |
| ■ politique internationale | ■ autres politiques | ■ autres politiques |

Nous voyons sur ce dernier graphe (figure 9) une très nette augmentation de l'activité manifestante sectorielle (11% des manifestations pour 24% des manifestants) et des manifestations politiques (16% des manifestations pour 47% des manifestants), liée à l'anniversaire des dix ans de la révolution de velours. Cette sur-représentativité des manifestants s'explique par le fait qu'il s'agissait de manifestations relativement plus rares que celles de l'extrême droite (13% des manifestations pour 2% des manifestants), des anarchistes (8% des manifestations pour 3% des manifestants) et des écologistes (13% des manifestations pour 1% des manifestants), mais comportant en moyenne de plus nombreux manifestants. Nous remarquerons que les manifestations communistes (3%) à Prague comptent un nombre relativement important de manifestants (8% des manifestants pragois)⁴¹⁸.

⁴¹⁸ Nous rappelons que les chiffres de ce paragraphe ne prennent pas en compte la manifestation *Merci, mais Partez*.

Chapitre 3

Les règles encadrant la manifestation

La pratique des manifestations de rue bien souvent diffère des lois qui la régissent. Cependant, dans une démocratie de type occidental, écrire sur les pratiques en faisant abstraction des lois, serait passer à côté d'une part, d'un des éléments structurant autant les stratégies que les jeux des légitimités et d'autre part, d'arguments majeurs de justification dans les débats concernant l'interprétation des faits. Si la pratique n'en est pas moins importante, elle se construit en prenant en compte les lois et règlements.

Aussi, nous avons décidé de présenter dans cette partie, de manière simplifiée et commentée, les droits et les devoirs des manifestants en République tchèque ainsi que les applications pratiques de ces derniers.

1. LA REGLEMENTATION

a) Les dispositions internationales et européennes⁴¹⁹

La liberté de manifestation, tout comme les autres libertés fondamentales est assurée non seulement par des dispositions nationales mais aussi par différents instruments internationaux et européens. Les obligations internationales de la République tchèque, dans ce domaine, dérivent d'une part, de son rattachement à des organisations internationales telles que l'ONU ou l'OIT et d'autre part, de ses obligations d'Etat membre de l'UE.

D'un côté, bien avant son adhésion, la République tchèque avait entamé un rapprochement de sa législation aux normes européennes, notamment dans le domaine du respect des droits de l'homme. Elle est ainsi liée dès 1992 par la Convention européenne de sauvegarde des droits et libertés fondamentaux⁴²⁰ et s'est engagée, dès 1991, à respecter les principes démocratiques⁴²¹, par la signature d'un Accord européen d'association avec la Communauté européenne et ses Etats membres⁴²². De l'autre côté, la République tchèque s'est retrouvée liée, dès son adhésion, par divers accords internationaux garantissant les libertés fondamentales auxquelles la Communauté et l'ensemble des Etats membres étaient parties⁴²³. Ses obligations juridiques sont donc désormais comparables à celles des autres Etats membres.

⁴¹⁹ Nous comprenons dans cette partie le terme de disposition dans son accession juridique, et non plus sociologique, contrairement au reste de l'étude. La confusion qui peut en résulter est une conséquence de la rareté des approches réellement pluridisciplinaires, ce qui ne permet pas l'utilisation d'un répertoire conceptuel unifié.

⁴²⁰ La République tchèque est membre du Conseil de l'Europe depuis le 30 juin 1993 et est liée par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales depuis le 18.3.1992.

⁴²¹ Article 6 de l'Accord européen : voir annexe.

⁴²² Un accord européen entre la Communauté et ses Etats membres et la République fédérative tchèque et slovaque avait été signé, le 16 décembre 1991 puis remplacé, après la partition, par un nouvel accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part, signé le 6.10.1993.

⁴²³ L'article 12 de l'Acte d'adhésion est clair : les nouveaux Etats membres prennent les mesures appropriées pour adapter, le cas échéant, leur situation à l'égard des organisations internationales et des accords internationaux, auxquels la Communauté ou d'autres Etats membres sont également parties, aux droits et obligations résultant de leur adhésion à l'Union.

Les dispositions internationales

Les dispositions internationales garantissant le respect de la liberté de manifestation sont nombreuses et dérivent de différents instruments internationaux.

Ainsi, la liberté de réunion et d'association est assurée par des traités internationaux ou par des actes dérivés d'institutions internationales qui sont censés être pris en compte par les juges tchèques lors du règlement des litiges portés devant eux:

- La Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 (articles 20, 21 et 23) .
- Le Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques du 16 décembre 1966 (articles 21 et 22) .
- Le Pacte International relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels du 16 décembre 1966 (article 8).
- La Résolution 2005/37 du 20 avril 2005 de la Commission des droits de l'homme « Promotion des droits de réunion et d'association pacifiques. »
- La Convention No 11 de l'OIT concernant les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles du 12 novembre 1921 ;
- La Convention No 87 de l'OIT sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical du 9 juillet 1948 ;
- La Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail de l'OIT.

Les dispositions européennes

Les dispositions européennes proviennent soit du Conseil de l'Europe soit de l'UE.

- Les dispositions du Conseil de l'Europe.

Les instruments juridiques importants du Conseil de l'Europe réglementant la liberté de réunion sont les suivants:

- La Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950, notamment son article 11 sur la liberté de réunion et d'association.
- La Convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales du 24 avril 1996.
- La Charte sociale européenne du 3 mai 1996, notamment son article 5 sur le droit syndical.
- La charte sociale européenne, signée à Turin le 18 octobre 1961 et révisée en 1996.
- La Résolution 1308 (2002) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe du 18 novembre 2002 sur les restrictions concernant les partis politiques dans les Etats membres du Conseil de l'Europe.
- L'avis 246 (2003) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe du 29 septembre 2003 sur les relations entre le Conseil de l'Europe et les organisations non-gouvernementales.

- Les dispositions de l'UE.

- les dispositions du traité

Le traité de l'UE ainsi que le traité instituant la Communauté européenne contiennent de nombreuses dispositions rappelant l'importance du respect des libertés fondamentales. Si la liberté de manifestation n'est pas toujours expressément citée par ces dispositions, elle doit être cependant considérée comme protégée par leurs dispositions communautaires garantissant la protection des libertés fondamentales, en général.

Ainsi, le **Préambule du traité sur l'Union européenne**, dans sa version consolidée de 2006 rappelle que les chefs d'Etat des différents Etats membres *confirment leur attachement aux principes de la liberté, de la démocratie et du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de l'État de droit.*

L'article 6 du traité de l'UE⁴²⁴ rappelle que *l'Union est fondée sur les principes de la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'État de droit, principes qui sont communs aux États membres.*

L'alinéa 1 de l'article 191 du traité CE dispose que *Les partis politiques au niveau européen sont importants en tant que facteur d'intégration au sein de l'Union. Ils contribuent à la formation d'une conscience européenne et à l'expression de la volonté politique des citoyens de l'Union.*

Ce respect des libertés fondamentales vaut également pour la pratique des différentes politiques de la Communauté européenne : article 11 (politique étrangère)⁴²⁵, article 181A (coopération économique, financière et technique)⁴²⁶ et article 177 (coopération au développement),⁴²⁷ du traité instituant la Communauté européenne.

Le droit dérivé communautaire est aussi engagé dans la lutte pour le respect de la liberté de réunion. La décision 2004/100/CE du 26 janvier 2004⁴²⁸, établissant un programme d'action communautaire pour la promotion de la citoyenneté européenne active, concerne également ce domaine.

- les dispositions de la Charte des droits fondamentaux de l'U.E.

Par ailleurs, la Charte des droits fondamentaux de l'UE⁴²⁹ garantit, dans son article 11⁴³⁰, la liberté d'expression et d'information et dans son article 12⁴³¹, la liberté de réunion et d'association.

Des explications aux différents articles de la Charte ont été établies par le praesidium de la Convention qui a élaboré la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Elles n'ont

⁴²⁴ Voir annexes.

⁴²⁵ Voir annexes.

⁴²⁶ Voir annexes.

⁴²⁷ Voir annexes.

⁴²⁸ Décision 2004/100/CE du 26 janvier 2004, établissant un programme d'action communautaire pour la promotion de la citoyenneté européenne active, JO L 30 du 4 février 2004.

⁴²⁹ Cette Charte a été proclamée sous les numéros 2000/C 364/01, le 7 décembre 2000 à Nice.

⁴³⁰ Voir annexes.

⁴³¹ Voir annexes.

pas en soi de valeur juridique mais constituent un outil d'interprétation précieux destiné à éclairer les dispositions de la Charte⁴³².

L'alinéa 1 de l'article 11 dispose que *Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontières.*

- L'article 11 correspond à l'article 10 de la CEDH, qui se lit ainsi:
«Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière. Le présent article n'empêche pas les États de soumettre les entreprises de radiodiffusion, de cinéma ou de télévision à un régime d'autorisations.

 - L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire».
- En application de l'article 52, paragraphe 3, de la Charte ce droit a le même sens et la même portée que celui garanti par la CEDH. Les limitations qui peuvent être apportées à ce droit ne peuvent donc excéder celles prévues dans le paragraphe 2 de l'article 10, sans préjudice des restrictions que le droit de la concurrence de l'Union peut apporter à la faculté des États membres d'instaurer les régimes d'autorisation visés à l'article 10, paragraphe 1, troisième phrase, de la CEDH.

L'alinéa 1 de l'article 12 de la Charte dispose que *Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association à tous les niveaux, notamment dans les domaines politique, syndical et civique, ce qui implique le droit de toute personne de fonder avec d'autres*

⁴³² Explications relatives à la Charte des droits fondamentaux (2007/C 303/02).

des syndicats et de s'y affilier pour la défense de ses intérêts. Ici, l'article, en mentionnant le domaine civique, rappelle le rôle important des ONG dans la vie publique.

L'alinéa 2 de l'article 12 de la Charte dispose que *Les partis politiques au niveau de l'Union contribuent à l'expression de la volonté politique des citoyens de l'Union.* Il reprend les termes de l'article 191 du traité CE qui consacre au citoyen européen, un droit à l'expression politique.

- Les dispositions du paragraphe 1 de cet article correspondent aux dispositions de l'article 11 de la CEDH, qui se lit ainsi:

«1. Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, y compris le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

- L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale ou à la protection des droits et libertés d'autrui. Le présent article n'interdit pas que des restrictions légitimes soient imposées à l'exercice de ces droits par les membres des forces armées, de la police ou de l'administration de l'État».

Les dispositions du paragraphe 1 du présent article 12 ont le même sens que celles de la CEDH, mais leur portée est plus étendue étant donné qu'elles peuvent s'appliquer à tous les niveaux, ce qui inclut le niveau européen.

Conformément à l'article 52, paragraphe 3, de la Charte, les limitations à ce droit ne peuvent excéder celles considérées comme pouvant être légitimes en vertu du paragraphe 2 de l'article 11 de la CEDH.

- Ce droit se fonde également sur l'article 11 de la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs.
- Le paragraphe 2 de cet article correspond à l'article 10, paragraphe 4, du traité sur l'Union européenne

- la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs de 1989

La République tchèque peut également s'inspirer de la **Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs de 1989**, qui reconnaît un socle minimum de droits sociaux aux travailleurs européens mais qui n'a pas de force contraignante pour les États membres. Elle tient lieu cependant de signal politique donné par les plus hauts responsables de la Communauté.

b) Les dispositions constitutionnelles

La République tchèque est une démocratie constitutionnelle. La Constitution⁴³³ régit ce qui est interdit et ce qui est permis. De plus, elle est le fondement de la légalité de l'action de répression de la police, elle en fixe les limites.

D'après l'article 2, alinéa 2 de la Constitution de la République tchèque (1993), « chaque citoyen est libre de faire ce qui n'est pas interdit par la loi et nul ne doit être forcé de faire quoique ce soit qui ne serait prévu par la loi »⁴³⁴. Ceci est lié au principe que l'utilisation de la force d'Etat doit s'appuyer sur ce qui est prévu par la loi et doit agir dans les limites que la loi fixe⁴³⁵.

La Constitution comporte, outre son texte propre, une Charte des droits de l'homme et des libertés fondamentales à laquelle elle se réfère dans son article 3⁴³⁶. Cette Charte comprend des dispositions générales (titre 1), des dispositions sur les droits de l'homme et libertés fondamentales (dont les droits politiques) (titre 2), sur les droits de la nationalité et des minorités ethniques (titre 3), sur les droits économiques, sociaux et culturels (titre 4), sur le droit à la protection judiciaire et juridique (titre 5) et les dispositions communes (titre 6).

La Charte des droits de l'homme et des libertés fondamentales assure la liberté de réunion⁴³⁷ dans son article 19, alinéa 1 et 2:

⁴³³ La Constitution tchèque a été adoptée le 16 décembre 1992, à la veille de la dissolution de l'État tchécoslovaque, et est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

⁴³⁴ « Každý občan může činit, co není zákonem zakázáno, a nikdo nesmí být nucen činit, co zákon neukládá. »

⁴³⁵ Article 2 de la Constitution, paragraphe 3 « Státní moc slouží všem občanům a lze ji uplatňovat jen v případech, v mezích a způsoby, které stanoví zákon. » [Le pouvoir d'État est au service de tous les citoyens et ne peut s'appliquer que dans les cas, dans les limites et selon les modes fixés par la loi.]

⁴³⁶ Selon l'article 3 de la Constitution tchèque, la Charte des droits de l'homme et des libertés fondamentales est partie intégrante de l'ordre constitutionnel de la République tchèque.

⁴³⁷ Dans l'article 19 des droits et libertés fondamentales :

1. La liberté de réunion pacifique est assurée.
2. Il est possible de limiter par la loi certains cas de réunions sur les lieux publics, s'il s'agit de dispositions essentielles dans une société démocratique visant à protéger les droits et libertés des autres, la protection de l'ordre public, de la santé, de la morale, des biens ou bien de la sécurité de l'Etat. La réunion ne peut en aucun cas être conditionnée à une permission d'un organe de l'administration publique.

Le droit de se réunir pacifiquement est ici clairement présenté comme une possibilité pour les citoyens de donner leurs opinions concernant la chose publique. La manifestation est considérée, en droit tchèque, comme une réunion publique⁴³⁸.

Il est intéressant de constater que la liberté de réunion est clairement considérée comme un droit politique (faisant partie du titre 2) et non pas comme un droit social (titre 4). Bien que n'étant pas expressément présentée comme telle, la manifestation de rue est considérée de fait comme un droit d'expression collective et c'est bien par son expression qu'elle est constitutionnellement définie.

Právo pokojně se shromažďovat je zaručeno [Le droit de réunion pacifique est garanti.].

Toto Právo lze omezit zákonem v případech shromáždění na veřejných místech, jde-li o opatření v demokratické společnosti nezbytná pro ochranu práv a svobod druhých, ochranu veřejného pořádku, zdraví, mravnosti, majetku nebo pro bezpečnost státu. Shromáždění však nesmí být podmíněno povolením orgánu veřejné správy. [Ce droit peut être limité par la loi en cas de réunions dans des lieux publics, s'il s'agit de mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la protection des droits et libertés d'autrui, à la protection de l'ordre public, de la santé, de la morale, des biens ou de la sécurité nationale. Cependant, la réunion ne doit pas être subordonnée à l'autorisation d'une autorité publique.]

⁴³⁸ En droit français, la liberté de se grouper est divisée en deux sous-catégories : les groupements momentanés et les groupements durables. La catégorie des groupements momentanés est elle-même subdivisée en deux autres groupes distincts : la liberté de manifestation et la liberté de réunion. La liberté de manifestation en République tchèque, par contre, n'est pas distinguée de celle de la réunion, mais au contraire, en fait partie.

c) Les dispositions législatives et réglementaires

La loi sur le droit de réunion date de 1990⁴³⁹. Elle a été amendée plusieurs fois, bien que sa structure soit restée sensiblement la même⁴⁴⁰. Sont aussi considérées comme réunions les manifestations de rue⁴⁴¹. La loi souligne qu'aucune permission administrative n'est nécessaire à l'organisation d'une manifestation⁴⁴².

La loi sur les réunions publiques doit servir aux citoyens en vue de l'utilisation de leur liberté d'expression⁴⁴³. Ces réunions sont interdites dans un cercle de 100 m des bâtiments des organes législatifs et des bâtiments utilisés par ces organes⁴⁴⁴. Ne sont pas considérés comme des manifestations les regroupements entrant dans le cadre de l'activité des organes d'Etat⁴⁴⁵ et les regroupements liés à des services⁴⁴⁶.

Il découle de cette loi sur la liberté de réunion divers droits et obligations pour les participants de la manifestation:

- les devoirs de l'auteur de l'appel à manifester (le convocateur)
- les droits et devoirs des participants à la manifestation
- les compétences de l'administration

⁴³⁹ Sb. zákonů 84/1990 Sb. 29.03.90 Zákon o právu shromažďovacím Akt. znění 84/1990 Sb.

⁴⁴⁰ Akt. znění 84/1990 Sb. 01.01.2009 Zákon o právu shromažďovacím Akt. znění 84/1990 Sb. 01.01.2006 Zákon o právu shromažďovacím Akt. znění 84/1990 Sb. 01.01.2003 Zákon o právu shromažďovacím Akt. znění 84/1990 Sb. 01.07.2002 Zákon o právu shromažďovacím Akt. znění 84/1990 Sb. 01.07.90 Zákon o právu shromažďovacím

⁴⁴¹ D'après la loi 84/1990 Sb, loi sur les réunions (le paragraphe 1, 01.01.2006 *Zákon o právu shromažďovacím Akt. Znění*) alinéa 3: « Za shromáždění ve smyslu tohoto zákona se považují též pouliční průvody a manifestace ». La loi concerne donc les réunions dont les manifestations font partie.

⁴⁴² La loi 84/1990 Sb, loi sur les réunions (le paragraphe 1, 01.01.2006 *Zákon o právu shromažďovacím Akt. Znění*) alinéa 4.

⁴⁴³ La loi 84/1990 Sb, loi sur les réunions (le paragraphe 1, 01.01.2006 *Zákon o právu shromažďovacím Akt. Znění*) alinéa 2.

⁴⁴⁴ La loi 84/1990 Sb, loi sur les réunions (le paragraphe 1, 01.01.2006 *Zákon o právu shromažďovacím Akt. Znění*) alinéa 5.

⁴⁴⁵ La loi 84/1990 Sb, loi sur les réunions (version du 01.01.2006 *Zákon o právu shromažďovacím Akt. Znění*) Paragraphe 2 alinéa a. Il en découle que l'arrivée d'un car d'agents de maintien de l'ordre n'est pas une manifestation de rue.

⁴⁴⁶ La loi 84/1990 Sb, loi sur les réunions (version du 01.01.2006 *Zákon o právu shromažďovacím Akt. Znění*) Paragraphe 2 alinéa b.

Devoirs de l'auteur de l'appel à manifester

L'appel à la manifestation est aussi régulé par la loi. Seul un citoyen tchèque de plus de 18 ans ou un groupe de personnes ou encore une personne morale ayant son siège en République tchèque peut appeler à manifester⁴⁴⁷. La loi distingue trois catégories de personnes dans la manifestation : l'auteur ou les auteurs de l'appel à manifester, les organisateurs et les individus participant à cette réunion.

La réunion (en l'occurrence, pour nous, la manifestation) doit être notifiée à l'administration, à l'exception principale des réunions d'entreprises, des cérémonies religieuses et processions, des réunions dans l'habitation d'un particulier, des réunions ne concernant que des individus invités nominalement dans des locaux⁴⁴⁸.

Lors des manifestations tombant sous l'obligation de notifications, l'administration peut envoyer son représentant, pour lequel l'auteur de l'appel doit créer des conditions facilitant son travail, entre autres, l'observation de la manifestation et la préparation d'un appel à la dispersion⁴⁴⁹. L'administration locale peut déterminer certains lieux où une manifestation peut se dérouler sans notification et peut aussi, dans ce cas, limiter les heures de ces rendez-vous.

L'auteur de l'appel à la manifestation se doit de notifier celle-ci par écrit à l'administration, cinq jours au préalable au minimum, 6 mois au maximum. L'administration peut, dans certains cas, accepter des notifications d'une durée inférieure⁴⁵⁰. La notification doit comprendre : le but de la manifestation, le jour et le lieu et l'heure de l'ouverture de la manifestation, ainsi que l'heure présumée de sa fin, le nombre présumé de participants, les dispositions prévues pour que la manifestation se passe en accord avec la loi, avec entre autres le nombre d'organiseurs majeurs nécessaires à l'organisation et la manière dont ils seront repérables. En cas de manifestation défilant (ou manifestation-cortège, par opposition aux manifestations statiques), le lieu de départ, d'arrivée et la route doivent être indiqués ainsi que le nom, la domiciliation des auteurs de l'appel et de leurs représentants.

En cas de manifestation sur un terrain privé, l'organisateur est censé obtenir l'accord du propriétaire du terrain.

⁴⁴⁷ La loi 84/1990 Sb, loi sur les réunions (version du 01.01.2006 *Zákon o právu shromažďovacím Akt. Znění*)
Paragraphe 3.

⁴⁴⁸ La loi 84/1990 Sb, loi sur les réunions (version du 01.01.2006 *Zákon o právu shromažďovacím Akt. Znění*)
Paragraphe 4.

⁴⁴⁹ La loi 84/1990 Sb, loi sur les réunions (version du 01.01.2006 *Zákon o právu shromažďovacím Akt. Znění*)
Paragraphe 4 alinéa 2.

⁴⁵⁰ La loi 84/1990 Sb, loi sur les réunions (version du 01.01.2006 *Zákon o právu shromažďovacím Akt. Znění*)
Paragraphe 5.

L'auteur de l'appel doit suivre toutes les dispositions de l'appel à la manifestation. L'auteur de l'appel, s'il a répondu à son devoir de notification, bénéficie du droit de diffusion de son appel, en temps voulu, par une radio locale.

Si l'auteur de l'appel a des raisons justifiées de croire que sa manifestation sera dérangée, il a le droit de demander à l'administration ou bien à la police une protection de la manifestation. Ce droit se transforme en devoir lorsque les circonstances l'exigent : l'auteur de l'appel a alors le devoir de demander l'aide de la police ou de l'administration en cas de besoin, afin de ramener de l'ordre dans la manifestation, ou après l'annonce de sa dissolution⁴⁵¹. Il a aussi la responsabilité de veiller au bon déroulement de la manifestation, ainsi que celle d'annoncer sa fin.

Droits et devoirs des participants à la manifestation:

Les participants à la manifestation doivent suivre les instructions de l'auteur de l'appel, se disperser dans le calme et sans tarder, après la fin de la manifestation. Nul ne peut empêcher cette dispersion.

Les participants à la manifestation ne peuvent porter ni armes ni explosifs. Ils ne peuvent non plus porter des objets pouvant nuire à la santé. Les participants à une protestation du type manifestation de rue ne peuvent avoir le visage caché, de manière à rendre difficile leur identification par la police, en cas d'intervention violente de la police contre cette manifestation⁴⁵².

⁴⁵¹ La loi 84/1990 Sb, loi sur les réunions (version du 01.01.2006 *Zákon o právu shromažďovacím Akt. Znění*) Paragraphe 6.

⁴⁵² La loi 84/1990 Sb, loi sur les réunions (version du 01.01.2006 *Zákon o právu shromažďovacím Akt. Znění*) Paragraphe 7.

Domaine de compétence de l'administration:

L'administration peut, étant donné les conditions locales ou pour des raisons de sécurité, proposer à l'auteur de l'appel de changer le lieu ou la date de l'action, dans notre cas de la manifestation⁴⁵³. L'administration peut exiger que les manifestations soient finies le soir pas trop tard, de manière à respecter le calme de la nuit⁴⁵⁴ et donc éviter le tapage nocturne.

L'administration interdit les manifestations lorsque l'appel⁴⁵⁵ :

- incite à la limitation des droits individuels, politiques, ou autres en fonction de la nationalité, du sexe, de la race, de l'origine, pour des raisons politiques ou idéologiques, religieuses, sociales, ou bien lorsqu'il appelle à la haine pour ces raisons là;
- appelle à la violence ou à des comportements immoraux;
- incite à violer la loi ou la Constitution.

L'administration interdit les manifestations lorsque :

- le lieu choisi présente des dangers pour la santé des manifestants;
- une autre réunion ou manifestation a été notifiée ou prévue pour le même lieu;
- la manifestation provoque des problèmes de transports importants alors qu'un autre endroit qui en rien ne nuirait à la manifestation est proposé⁴⁵⁶.

Les limitations horaires ou l'interdiction de manifester doivent être décidées dans les trois jours après la notification. L'auteur de l'appel a 15 jours pour faire appel⁴⁵⁷.

Si la manifestation a lieu malgré son interdiction, le représentant de l'administration demande, à l'auteur de l'appel, la dispersion immédiate de la manifestation. L'appel à la dispersion doit

⁴⁵³ La loi 84/1990 Sb, loi sur les réunions (version du 01.01.2006 *Zákon o právu shromažďovacím Akt. Znění*) Paragraphe 8.

⁴⁵⁴ La loi 84/1990 Sb, loi sur les réunions (version du 01.01.2006 *Zákon o právu shromažďovacím Akt. Znění*) Paragraphe 9.

⁴⁵⁵ La loi 84/1990 Sb, loi sur les réunions (version du 01.01.2006 *Zákon o právu shromažďovacím Akt. Znění*) Paragraphe 10 aliné 1.

⁴⁵⁶ La loi 84/1990 Sb, loi sur les réunions (version du 01.01.2006 *Zákon o právu shromažďovacím Akt. Znění*) Paragraphe 10 alinéa 2 et 3.

⁴⁵⁷ La loi 84/1990 Sb, loi sur les réunions (version du 01.01.2006 *Zákon o právu shromažďovacím Akt. Znění*) Paragraphe 11.

contenir les raisons de cette dispersion et les conséquences prévues en cas de non-obtempération⁴⁵⁸.

En cas d'absence d'une représentation de l'administration, un agent de la police tchèque en service peut prononcer un appel à la dispersion. Une manifestation qui a été notifiée et non interdite peut être dispersée dans certaines conditions⁴⁵⁹.

L'auteur de l'appel à la manifestation ou un participant peut déposer une objection au tribunal administratif. La Cour décide si la manifestation a été dispersée en accord avec la loi⁴⁶⁰.

Infraction aux dispositions de la loi sur la liberté de réunion

L'auteur d'un appel à manifester ne respectant pas l'obligation de notification ou bien organisant une manifestation interdite, peut avoir une amende allant jusqu'à 5000 Kč⁴⁶¹.

Ne pas écouter les injonctions de l'auteur de l'appel ou des organisateurs est aussi une infraction. Tenter d'empêcher les individus de se rendre à une manifestation constitue aussi une infraction.

Sont encore des infractions⁴⁶²:

- le port d'armes ou d'objets pouvant blesser; et dont l'objet était la violence lors d'une manifestation.
- Se cacher le visage lors d'une attaque de la police sur une manifestation.
- L'entrée non permise dans une manifestation.
- Une conduite incorrecte ne permettant pas aux participants de la manifestation d'accomplir leur mission.
- Le fait d'empêcher les participants de se disperser pacifiquement.

⁴⁵⁸ La loi 84/1990 Sb, loi sur les réunions (version du 01.01.2006 *Zákon o právu shromažďovacím Akt. Znění*) Paragraphe 12.

⁴⁵⁹ La loi 84/1990 Sb, loi sur les réunions (version du 01.01.2006 *Zákon o právu shromažďovacím Akt. Znění*) Paragraphe 12.

⁴⁶⁰ La loi 84/1990 Sb, loi sur les réunions (version du 01.01.2006 *Zákon o právu shromažďovacím Akt. Znění*) Paragraphe 13.

⁴⁶¹ Environ 200 Euros au jour du 27 octobre 2008. P. Frk dans un article sur le sujet remarque par exemple qu'en aucun cas cette infraction ne pouvait être considérée comme une raison de dispersion de la manifestation par les organes publics. Voir « *Zákáz, rozpuštění a jiná omezení shromáždění podle zákona o právu shromažďovacím* » p. 751-576, *Právní Rozhledy*, 16/2006 Prague.

⁴⁶² La loi 84/1990 Sb, loi sur les réunions (version du 01.01.2006 *Zákon o právu shromažďovacím Akt. Znění*) Paragraphe 13, avec des amendes allant jusqu'à 10 000 Kč en fonction des infractions.

Les lois sur l'Etat d'exception limitent le droit de manifester⁴⁶³.

Par ailleurs, la loi sur la liberté de réunion ainsi que la loi sur l'état d'exception sont accompagnées de diverses mesures d'application dont nous ne citerons qu'un seul exemple:

L'arrêté municipal de la ville de Prague concernant la place Palacky à Prague.⁴⁶⁴

Depuis 2004, il existe à Prague un lieu où les manifestations et autres rassemblements peuvent prendre place entre 8h et 20h, sans notification administrative. Inspiré du *Speakers Corner* de Londres, il s'agit du premier lieu de ce genre en Europe Continentale. Elle attire progressivement les manifestations (entre autres d'extrémistes), bien plus que les poètes.

2. L'APPLICATION DU DROIT: LA JURISPRUDENCE

a) La Haute Cour de Justice Administrative

De nombreuses plaintes ont été déposées auprès des tribunaux administratifs locaux pour interdiction abusive d'une manifestation. Des raisons politiques amènent l'administration locale à interdire les manifestations des anarchistes ou de l'extrême droite, sans y être juridiquement autorisée. Il semblerait que les anarchistes, pour des raisons idéologiques, ne portent que rarement plainte.

En dernier ressort, c'est la Haute Cour Administrative qui doit prendre position; elle est l'équivalent tchèque du Conseil d'Etat en France. Nos recherches n'ont permis de trouver que cinq cas de renvoi devant la Haute Cour Administrative se rapportant à la manifestation. Sur les cinq décisions, trois donnent raison aux agents de l'Etat (administration, police municipale, police), avec des interprétations du droit de manifester assez « souples » et surprenantes. Les

⁴⁶³ La loi 84/1990 Sb, loi sur les réunions (version du 01.01.2006 *Zákon o právu shromažďovacím Akt. Znění*) Paragraphe 19.

⁴⁶⁴ Arrêté municipal de la ville de Prague : *Narižení Rady hl.m.Prahy o místě, kde lze konat shromáždění bez oznámení* (19/2004).

deux autres leur donnant tort ne portent aucune conséquence et ne contribuent donc pas à la fonction de contrôle que devrait avoir cette juridiction. Le non respect de la loi par les organes d'Etat ne porte pas à conséquences, dans ces cas là.

Les interprétations semblent par ailleurs incohérentes, dans la mesure où des décisions contradictoires ont été prises concernant des cas semblables. Le 5 novembre 2007 et le 17 janvier 2008, la Haute Cour Administrative a pris deux décisions concernant deux cas similaires.

Le premier cas concerne l'interdiction d'une manifestation présentée contre la guerre en Irak, déclarée par une association n'existant pas et suivant le même tracé, la même date et la même heure qu'une manifestation auparavant interdite d'extrême droite qui souhaitait commémorer la nuit de cristal dans le quartier juif de Prague. L'apparence de l'auteur de l'appel, ses amis et la concordance avec la manifestation interdite pour violence raciale a amené l'administration au soupçon que la cause présentée n'était qu'un prétexte, pour l'extrême droite néo-nazie cherchant à disséminer la haine raciale dans le quartier juif de Prague, à l'occasion de la commémoration de la nuit de cristal.

La Haute Cour Administrative a considéré que l'association étant fictive à l'époque, la manifestation n'avait pas été enregistrée (notifiée) et donc n'avait pas pu être interdite. Par ailleurs, la Haute Cour Administrative considère qu'il n'y avait pas assez d'éléments de preuves pour considérer que la cause (l'opposition à la guerre en Irak) n'était qu'un faux prétexte, ni pour prouver les liens avec l'extrême droite⁴⁶⁵. Le présumé de racisme était illégal.

Dans le second cas, la Haute Cour Administrative a donné raison à l'administration. L'auteur du pourvoi était connu pour sa participation à différents groupes d'extrême droite et les éléments étaient suffisants pour le soupçonner de vouloir organiser sous un faux prétexte (lutter pour la liberté d'expression) une manifestation de néo-nazis souhaitant commémorer les transports de juifs⁴⁶⁶. Dans ce second cas, le présumé de message raciste était légal et pouvait constituer une base juridique d'interdiction de la manifestation.

La décision 8 Aps 1/2006-92 est encore plus surprenante. Z. H. avait porté plainte contre la police municipale de Prague 1, pour plusieurs raisons. Lors des manifestations que Z.H.

⁴⁶⁵ Décision 8 As 51/2007-67.

⁴⁶⁶ Décision 2 As 17/2008 – 75.

organisait, la police municipale venait systématiquement lui confisquer son matériel de sonorisation de la manifestation (baffe et micro), sous prétexte qu'il n'avait pas de permission spéciale de la mairie pour déposer la baffe au sol. Z.H. considérait que son droit de manifester était violé et qu'il était persécuté par cette réaction systématique de la police municipale. La police municipale, de son côté, considérait que Z.H. profitait des manifestations pour faire une occupation illégale d'un lieu public en déposant sa sonorisation au sol. La Haute Cour Administrative de Brno a considéré la police dans son droit, puisqu'elle a confisqué la sonorisation, mais qu'elle n'a pas interdit la manifestation elle-même (sic!). Par ailleurs, la Cour a rejeté l'accusation de chicane régulière. Même si l'auteur des manifestations se faisait confisquer systématiquement sa sono, dans la mesure où chaque protestation était à une autre date, avec des participants différents, il fallait considérer ces manifestations séparément. Le fait qu'il s'agisse du même auteur de l'appel et de la même sonorisation ne constituait en rien une répétition (sic!) ⁴⁶⁷.

La décision 3 As 19/2007-55 du 10. septembre 2007 de la Haute Cour de Justice Administrative de Brno est encore plus surprenante. Le plaignant J.B. s'est retourné contre l'interdiction de sa manifestation contre la guerre en Irak qui devait avoir lieu le 11. 9. 2006 de 19.00 à 22.00 heures. Une des raisons invoquées est le danger de faire traverser une rue aux manifestants, à une heure de visibilité limitée. Le plaignant argumentait que cette rue, menant au pont Charles, est traversée par des milliers de touristes sans que cela pose de problèmes, grâce à l'existence d'un feu rouge. Le tribunal de Prague, ayant une obligation juridique de répondre à l'appel dans les trois jours, ne l'a pas fait par manque de temps.

La Haute Cour de Justice Administrative a considéré que le non respect par le tribunal administratif de Prague des délais imposés par la loi était justifié, dans la mesure où il manquait de temps (sic!). Par ailleurs, l'argument du danger pour la santé des manifestants occasionné par la traversée d'une rue à une heure de visibilité réduite a été retenu aussi et le tribunal a confirmé la légalité de l'interdiction de cette manifestation (sic!).

Enfin, dans le cas opposant le juriste J.R. contre le ministère de l'Intérieur, l'annulation de la plainte auprès du tribunal administratif local, pour faute de forme, est remise en cause dans la

⁴⁶⁷ Décision 8 Aps 1/2006-92. Nous remarquons que suivant le même principe, la police municipale devrait confisquer les bagages au sol dans les gares et aéroports, par exemple!

mesure où le plaignant, J.R. a apporté la preuve que c'est bien la juridiction qui avait égaré sa plainte.

Le contrôle de la légalité des actes administratifs se fait par plainte au tribunal administratif et en cas d'insatisfaction, par appel à la Haute Cour de Justice Administrative. Le caractère militant de cette Cour, les incohérences de ses décisions et l'absence de sanctions en cas d'illégalité d'actes administratifs rendent son rôle de contrôle tout à fait illusoire et en pratique inexistant.

b) La Cour constitutionnelle

La Cour constitutionnelle a été saisie plusieurs fois pour désigner quelles sont les interprétations à donner de la loi concernant les manifestations et du droit constitutionnel à la réunion, inscrit dans la Charte des droits de l'homme et libertés fondamentales.

Ainsi la Haute Cour Administrative a aussi rejeté la plainte de l'association O. ž. p., o. s. reprochant à la mairie de Prague d'avoir empêché des manifestations lors de la présence du FMI et de la Banque mondiale, du 20.9.2000 au 27.9.2000, remettant en cause la liberté de manifester⁴⁶⁸.

La Cour constitutionnelle a annulé la décision de la Haute Cour Administrative, considérant les décisions de la mairie, du tribunal Administratif et de la Haute Cour Administrative comme anticonstitutionnelles⁴⁶⁹.

Concernant la limite des pouvoirs des organes d'Etat:

Le 17.4.2006, dans la décision Pl. ÚS 40/95, la Cour constitutionnelle donne raison à un groupe de députés demandant l'annulation d'une décision d'un quartier de Brno. En effet, le quartier de Brno-centre, dans un décret⁴⁷⁰, interdit toute réunion bruyante et toute manifestation sur la place centrale de la ville, la Place de la paix. La Cour constitutionnelle a annulé cette décision, pour

⁴⁶⁸ Décision de la haute Cour de justice administrative du 26. mai 2004 nr sp. zn. 7 A 3/2001.

⁴⁶⁹ Décision du 18. Août 2005 nr sp. zn. II. ÚS 459/04.

⁴⁷⁰ vyhláška nr..l/93.

inconstitutionnalité, la gestion législative de la manifestation étant encadrée par la loi et la Constitution et les villes et quartiers n'ayant pas le pouvoir de légiférer sur la question.

Concernant les limites des droits à la manifestation

La décision du 30.01.2003⁴⁷¹ de la Cour constitutionnelle fixe certaines limites à la manifestation. Refusant d'annuler une plainte administrative, la Cour constitutionnelle considère que la demande d'une permission préalable avant de bloquer une autoroute ou une voie rapide est une limite acceptable au droit de manifester, constituant un bon compromis entre les différents droits en jeu. Elle estime donc comme constitutionnelle l'intervention des organes de l'Etat sur l'individu S.

Une limite similaire a été fixée en maintenant que l'interdiction de la manifestation écologiste s'opposant à la pollution automobile sur une des voies principales de communication de Brno était légale⁴⁷².

Une autre décision précise une définition de l'organisateur, en maintenant une amende de 500 kc⁴⁷³ à un individu soupçonné d'être l'organisateur et l'auteur de l'appel à manifester sur la base de l'analyse de son activité pendant la manifestation⁴⁷⁴. Monsieur S. est bien considéré comme organisateur. Nous verrons plus loin que cette décision sera critiquée par la Cour Européenne des Droits de l'homme.

Enfin, la Cour constitutionnelle a confirmé, en accord avec la logique constitutionnelle, la décision de la Haute Cour Administrative č. j. 2 As 17/2008-77 déjà évoquée⁴⁷⁵. Le soupçon concernant l'objet réel de la manifestation ne peut en aucun cas être la base d'une interdiction.

⁴⁷¹ Décision IV.ÚS 522/02.

⁴⁷² IV. ÚS 470/2000, décision du 19 octobre 2000.

⁴⁷³ Environ 20 Euros.

⁴⁷⁴ En tête de la manifestation avec un mégaphone, à donner des instructions. Décision I.ÚS 119/01 du 25.4.2001.

⁴⁷⁵ Concernant l'interdiction d'une manifestation à Plzen sur la base du soupçon que la vraie raison est l'appel à la haine raciale de néo-nazis. Elle l'a confirmé dans la décision III.ÚS 1101/08 #1 du 9.10.2008.

Nous voyons ici que la Cour constitutionnelle a un réel rôle de juridiction de contrôle, définissant la constitutionnalité des lois et décisions juridiques. Les sanctions n'existant quasiment pas en cas de violation des droits civils, son rôle d'organe de contrôle est contestable.

c) **La Cour européenne des Droits de l'Homme**

La dernière instance, lors d'un litige entre un individu et l'Etat tchèque est une plainte à la Cour Européenne des Droits de l'homme. Nous n'avons trouvé⁴⁷⁶ qu'une seule plainte concernant les manifestations.

Monsieur Štefanec⁴⁷⁷ a été condamné en tant qu'organisateur d'une manifestation de rue interdite. Il a été défini en tant qu'organisateur sur la base du sens commun, sans prendre en compte le sens juridique (l'organisateur prend ses ordres de l'auteur de l'appel (le convocateur). Ce sens commun découlait des paroles prononcées par Monsieur S.. Il avait appelé, dans son microphone, au calme, mais il avait considéré en même temps l'interdiction de la manifestation comme arbitraire. Il n'avait pas appelé à sa dissolution. La base de l'accusation relevait d'une logique limitant la liberté d'expression. Seul l'auteur de l'appel (le convocateur) a l'obligation légale d'appeler à la dispersion. La liberté de parole de Monsieur S. ne peut être limitée par le fait qu'il portait un microphone.

Par ailleurs, la Cour Européenne des Droits de l'homme remarque qu'il n'a pas pu faire appel de son préjudice civil, la Cour constitutionnelle se limitant à étudier la constitutionnalité des décisions. La Cour Européenne des Droits de l'homme juge, en l'occurrence, de la limite des fonctions de contrôle que peut avoir cette Cour constitutionnelle.

⁴⁷⁶ Grâce à l'accès par Internet du catalogue des jurisprudences.

⁴⁷⁷ Requête n° 75615/01, AFFAIRE ŠTEFANEC c. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE.

3. LES REGLES DE LA MANIFESTATION DANS LA PRATIQUE⁴⁷⁸

Comme nous l'avons vu, juridiquement, la manifestation de rue en République tchèque, tout comme en France et dans la plupart des pays démocratiques, est considérée comme faisant partie des réunions sur la voie publique et donc appartient au domaine des droits et libertés fondamentales. La pratique connaît toutefois des règles de fonctionnement qui sont structurées par le droit, mais aussi par d'autres facteurs, telles les perceptions, les hiérarchies de légitimité et qui ne sont pas toujours celles des droits constitutionnels, législatifs et réglementaires.

a) Le sens commun et la loi

La manifestation de rue, en langue tchèque, est différenciée des happenings ou des déplacements d'une foule de touristes sur le pont Charles. La définition juridique et administrative du rassemblement sur la voie publique ne permet de distinguer une manifestation de rue d'un groupe de plus de douze touristes sans guide que par le sens de cette marche commune, que par le fait qu'il s'agisse d'une foule exprimant par son action un message politique. C'est l'alliance du sens commun nécessaire à cette définition juridique qui explique la pratique telle que nous la connaissons. C'est au nom de la perception d'un ensemble de personnes comme se rassemblant pour protester que l'on applique des règles particulières encadrant différemment la manifestation d'un groupe de touristes.

⁴⁷⁸ Nous avons utilisé, pour la rédaction de cette partie, les lois suivantes:

- Listina základních práv a svobod (23/1991 Sb.)
- Správní řád (500/2004 Sb.)
- Trestní řád (141/1961 Sb.)
- Trestní zákon (140/1961 Sb.)
- Zákon o právu shromažďovacím (84/1990 Sb.)
- Zákon o přestupcích (200/1990 Sb.)

b) La contradiction en pratique entre la loi et la Constitution

Un autre élément est la contradiction en pratique entre la loi et la Constitution. En effet, dans la charte des droits de l'homme et de libertés fondamentales, le droit de réunion pacifique (et donc de manifestation pacifique) ne peut être dépendant d'une autorisation administrative. Mais la loi n° 84/1990 sur le droit de réunion émet une obligation de notification administrative sur la base de laquelle, principalement, est jugé le danger que peut représenter une manifestation. C'est sur la base de cette analyse qu'est remise ou non l'interdiction de manifester, interdiction dont l'absence peut être ici analysée comme une autorisation de manifestation donnée par l'administration.

c) La pratique policière

Par ailleurs, toute manifestation non notifiée peut être considérée et est généralement considérée comme présentant un danger et est souvent appelée à être dissoute par la police⁴⁷⁹. Légalement, le rassemblement sur la voie publique ne nécessite aucune permission administrative, contrairement à ce qui est affirmé régulièrement par les politiciens ou les médias tchèques. Elle nécessite toutefois une déclaration administrative. Il en découle trois types de manifestations : les déclarées, les non-déclarées et celles qui ont été interdites (suite à une sommation des forces de maintien de l'ordre appelant à la dissolution).

⁴⁷⁹ Alors que la loi prévoit dans ce cas une amende seulement. Encore une fois, la non notification ne remet pas en cause la légalité de la manifestation.

Il nous faut remarquer toutefois, dans le cadre de notre observation participante, que les manifestations non déclarées (les anarchistes ayant un problème idéologique pour déclarer leurs manifestations sont les premiers concernés) connaissent des sommations de type « veuillez vous disperser dans le calme, votre manifestation n'étant pas autorisée ». Par cette argumentation, les forces de maintien de l'ordre montrent qu'elles considèrent et ce en contradiction avec la loi, les manifestations ne bénéficiant pas d'une notification administrative comme illégales. Cette confusion, consciente ou inconsciente, découle de la volonté de faire pression pour que les manifestations soient déclarées, ce qui serait en accord avec les devoirs du manifestant, ainsi que le statut peu clair des manifestations non déclarées⁴⁸⁰.

Les organes d'Etat (la police, l'administration locale et les tribunaux) agissent comme de concert pour interpréter la loi comme si l'autorisation administrative (sous la forme d'une non-interdiction) était la condition de la légalité d'une manifestation selon l'esprit de la loi. Loi qui présente en pratique, une contradiction avec la Constitution.

Les forces de maintien de l'ordre⁴⁸¹ considèrent les syndicalistes comme des « gens corrects » et leur permettent ce qu'elles n'autoriseraient pas aux anarchistes et écologistes, considérés comme des dangereux extrémistes.

Les autorités peuvent interdire une manifestation si elles la jugent propre à troubler l'ordre public ou si ses mots d'ordre sont contraires à la loi (appel au racisme, à la haine, à la violence). L'organe administratif a pour obligation d'exprimer alors cette interdiction dans les trois jours suivant la déclaration administrative. Ni le nom de l'organisateur, ni le sujet de la manifestation ne peuvent servir comme raison pour interdire une manifestation. Seuls peuvent amener à interdire une manifestation les arguments d'un danger, tel que la taille trop faible du « service d'ordre » ou la proximité d'autres manifestations aux alentours. Lors de notre observation participante, à part l'exception du sommet du FMI et de la Banque mondiale, nous n'avons

⁴⁸⁰ Il est à noter que même le spécialiste de l'Académie de Police considère que la contradiction apparente existant entre la Constitution et la loi crée un doute sur le statut des manifestations non déclarées. Les interdire est pour lui l'expression de la liberté des autres, dans « Právní základy postavení a úlohy Policie České republiky při hromadných narušeních veřejného pořádku » p. 8 in *Úloha Policie a Dalších subjektů při hromadných narušeních veřejného pořádku*, Policejní akademie ČR, Prague 2000! Ainsi, la déclaration inscrite dans la constitution est enseignée dès l'Académie de Police comme à ne pas prendre en compte.

⁴⁸¹ D'après nos entretiens, autant avec des agents locaux qu'avec de hauts gradés du maintien de l'ordre.

remarqué quasiment aucun cas d'interdiction de manifestations. Des cas d'interdictions nous ont toutefois été souvent évoqués. Les rares cas d'interdiction faisant l'objet de plainte et d'un appel présentent des cas de figures similaires à ceux dont nous avons entendu parler.

De même, tout attroupement ou rassemblement sur la voie publique ou dans un lieu public qui pourrait porter atteinte à l'ordre public peut être dispersé par la force, après les sommations d'usage et la présentation des raisons de celles-ci. Lors de nos observations participantes, il est d'usage, dans la pratique policière, de considérer, que lorsque deux manifestations s'opposent, l'une d'extrême droite voire néo-nazie et l'autre écologiste ou anarchiste, c'est quasi systématiquement la seconde qui est considérée comme constituant un danger.

La participation à un rassemblement sur la voie publique, qu'il soit administrativement déclaré ou non déclaré, ne peut en aucun cas être considéré comme une infraction. La volonté de faire respecter la déclaration administrative amène, dans la pratique, la police⁴⁸² à multiplier les intimidations et désagréments : contrôles d'identité non argumentés, blocages des manifestants, limitations aux déplacements de groupes comptant plus de 13 personnes, multiplication de provocations pour marquer son autorité et dissolutions injustifiées.

La police est autorisée à effectuer des vérifications d'identité, dans le cadre prévu par la loi, c'est à dire principalement, dans une manifestation, en cas de soupçon justifié de possession d'arme, en cas de proximité d'un délit ou d'un crime ou encore en cas de ressemblance avec une personne recherchée. Les raisons du contrôle d'identité doivent être précisées par l'agent de police. Lors de notre observation participante de manifestations d'anarchistes ou d'écologistes, notre identité a été de nombreuses fois contrôlée et notée, comme celle de l'ensemble des manifestants. Jamais les raisons de ce contrôle n'ont été précisées et ces contrôles s'apparentaient plutôt à une campagne d'intimidation injustifiée.

⁴⁸² Nous avons utilisé, pour la rédaction de la suite de cette partie, les lois suivantes:

- Správní řád (500/2004 Sb.)
- Trestní řád (141/1961 Sb.)
- Trestní zákon (140/1961 Sb.)
- Zákon o obecní policii (553/1991 Sb.)
- Zákon o Policii ČR (283/1991 Sb.)
- Zákon o právu shromažďovacím (84/1990 Sb.)
- Zákon o přestupcích (200/1990 Sb.)

et confronté ces dernières à nos observations et aux résultats de nos entretiens.

Les forces de police doivent porter un numéro d'identification, sur leur uniforme ainsi qu'à l'arrière de leur casque. Nous avons pu observer, lors du sommet de la Banque mondiale et du FMI, que de nombreuses forces de maintien de l'ordre ne portaient pas ce numéro lors de son intervention illégale sur la place Venceslas. Il y a eu, pour eux, au lieu de sanctions, des promotions et félicitations pour bravoure.

Lors de l'intervention, le policier doit informer de ses droits le manifestant. Ce n'est qu'en cas exceptionnels que le policier peut ne présenter ces informations qu'après l'intervention. En cas de blessures, le manifestant a le droit aux premiers soins et à une visite médicale. La copie du rapport du médecin sera jointe au dossier.

L'agent de police peut interpeler un manifestant si :

- a. le manifestant refuse ou n'est pas capable de prouver son identité.
- b. Le manifestant met en danger sa vie ou sa santé, ou celle d'autrui ou encore un bien privé.
- c. Le manifestant ne donne pas à la demande du policier d'explication.
- d. Le manifestant est pris en flagrant délit.

Les policiers déclarant la dissolution d'une manifestation et appelant à une dispersion des manifestants dans le calme, ont l'obligation de présenter les raisons de la dissolution et les conséquences d'une désobéissance potentielle et ce de manière audible de tous. Ce n'est qu'après cette sommation que la participation à une manifestation devient une infraction et donne droit d'intervenir à la police. En aucun cas, les forces de maintien de l'ordre ne peuvent empêcher quelqu'un de quitter une manifestation, avant ou après sommation.

Le soir suivant le premier jour du sommet de la Banque mondiale et du FMI, à Prague, de très nombreux journalistes exprimaient l'opinion qu'il était essentiel de trouver des coupables aux exactions durant les manifestations. Ceci peut expliquer que les forces de maintien de l'ordre ont fermé alors le soir la place Venceslas, remplie d'anciens manifestants et de touristes, mais sans manifestation visible. Une sommation à se disperser a été prononcée au sommet de la place Venceslas, au niveau de la statue, qui n'a pu être entendue 350m plus bas. La place étant fermée

par le haut et par le bas, la charge des deux côtés a amené la foule à s'engouffrer dans la rue Stepanska où des camions de police bloquaient la foule et la police les remplissaient de tout ce monde⁴⁸³. Une demi-heure plus tard, c'est l'ensemble des individus observant cette scène qui a été « pris en sandwich » et arrêté. L'opération sera répétée une troisième fois⁴⁸⁴. Malgré la violation de tous les droits des manifestants ne manifestant plus, comme des touristes pseudo-manifestants, les policiers furent félicités pour leur action autant par la quasi-totalité des journalistes que par des politiciens de tous les partis, excepté Havel, et ses proches.

Par opposition, lorsque la directrice du Secrétariat aux droits de l'homme, Kateřina Jacques, sera violemment arrêtée, sans les sommations d'usage, pour avoir argumenté que la sommation à dissoudre une manifestation écologiste déclarée n'était pas justifiée, le Premier ministre s'excusera en personne et le premier policier ayant intervenu perdra temporairement son emploi. Nous voyons ici clairement que la loi connaît deux poids et deux mesures en fonction de l'honorabilité du manifestant.⁴⁸⁵

d) La notabilité du manifestant

La question de l'influence de la cause ou de l'*honorabilité* et de la *légitimité* du manifestant est un critère essentiel, dans la mesure où la définition même d'une manifestation, mais aussi du danger qu'elle représente, nécessite la prise en compte, dans le cadre du sens commun, du sens de la manifestation.

⁴⁸³ Nous rappelons qu'il est interdit par la loi d'empêcher une dispersion de manifestation, chose dont s'est rendu coupable la police, si nous la croyons, considérant que la place Venceslas, pleine de touristes et d'anciens manifestants assis par terre, en train de manger souvent, constituait une manifestation.

⁴⁸⁴ Nous avons été protégé de ces arrestations et surtout des grandes violences policières qui ont suivi dans le commissariat par le fait d'avoir été reconnu par des officiers des forces de maintien de l'ordre, et prévenu à temps par un policier en civil. Ce dernier nous a informé des violences qui étaient déjà prévues sur les interpellés, pendant la nuit.

⁴⁸⁵ Voir aussi l'article allant dans ce sens concernant le non-respect des droits des manifestants durant la *street party* à Vysoké Mýto du 1 septembre 2001, Škopa Martin, « Parlament ctí víc Listinu e než Ústavní soud », *Via Iuris*, janvier 2003, Brno. Voir aussi l'article du serveur econet <http://zpravodajstvi.ecn.cz/index.stm?apc=zkvx3-357988>, concernant la répression d'un concert de musique techno, qui bien qu'étant sur un terrain privé, a été considéré comme relevant des mêmes lois que les manifestations de rue et de fait de la même problématique.

4. LES REGLES CONTEXTUELLES : ETUDE DU CAS DES MANIFESTATIONS CONTRE LE FMI ET LA BANQUE MONDIALE EN 2000 A PRAGUE

Nous pourrions donner l'impression, en nous limitant aux points précédents que les règles structurelles sont fixes ou tout au moins stables et que les agents sociaux, tels des joueurs d'échecs, « font des coups » en fonction de ce que leurs permettent ces règles.

Les règles, constituées principalement par les organes d'Etat encadrant l'action (le jeu, dans cette métaphore) ne constituent toutefois pas une structure si fixe que cela et un des facteurs de la définition de ces règles est le contexte. Elles sont construites plus ou moins dans l'interaction de plusieurs agents. Il est même possible qu'un des agents de l'interaction soit imaginaire. Cela a été plus ou moins le cas pour les manifestations du FMI et de la Banque mondiale, lors des préparatifs. Cette étude de cas était, pour nous, l'occasion de montrer comment se construisent des règles, dans la pratique et progressivement. Ces règles influent sur les manifestants, sur les manifestations et sur l'interprétation de ces dernières. Dans le cas étudié, la question de la fonctionnalité de ces règles peut être décrochée de la logique de leur construction. Ce sont les logiques de recherche de légitimité qui ont été les logiques de construction de ces règles.

Les réactions précédant les manifestations qui se sont tenues à Prague en septembre 2000, à l'occasion du sommet du FMI et de la Banque mondiale, sont ici analysées. La phase de préparation de cette mobilisation est prise en compte ainsi que les polémiques qui ont embrasé l'ensemble du paysage politique tchèque avant et après l'événement. Les luttes au niveau symbolique et les batailles rangées qui ont eu lieu dans la rue ont permis de définir les répertoires d'actions et les argumentaires mobilisés.

Le succès de certaines options dans le domaine de stratégies dessine les formes de la légitimité en République tchèque. Les répertoires légitimant adoptés à cette occasion décrivent des aspects de la société tchèque. Les descriptions des registres du débat mettent en lumière la structure des conflits d'interprétation de l'intrigue.

Nous nous sommes penché particulièrement sur la construction d'un cadre interprétatif sécuritaire. Le phénomène d'inflation sécuritaire a été le résultat d'une concurrence entre les monopoles des organes de l'Etat (police, différents ministères, mairies ...) dans un contexte de

faiblesse des contre-discours et de quasi-absence de contrôle juridique, associatif, politique ou économique de ce type de dérive.

Tout d'abord nous voulons montrer comment se construit le cadre interprétatif de ces événements. Ceci se passe lors du débat qui a commencé avec les préparatifs, alors que les informations étaient rares sur les formes que les mobilisations pourraient prendre⁴⁸⁶. Par ailleurs, certains agents avaient des informations non connues du grand public. La manière de transmettre tout ou partie de l'information (et son interprétation) est un des éléments définissant la position relative des différents agents de l'intrigue. Chez des professionnels de la gestion de l'information et du sens (les politiciens), ce jeu de position permet d'augmenter de diverses manières sa légitimité.

Ainsi, nous pouvons observer que le parti démocratique civique de Václav Klaus (ODS) et les leaders du parti social-démocrate (ČSSD) jouent un positionnement suivant le même registre, celui que nous appelons le discours sécuritaire, imposant un cadre interprétatif définissant les mesures et les attitudes à adopter. Le Président Václav Havel tente de sortir du cadre donné à ce débat. Les milieux écologistes participent à cette lutte symbolique dont l'un des enjeux est leur légitimité en tant qu'agent social du débat dans les arènes publiques. La stratégie du sécuritaire semble couronnée de succès.

La *police* et certains politiciens sortent légitimés. Les manifestants, présentés comme des «ennemis», sont totalement illégitimes. Les violences policières contre les étrangers sont sans doute un des résultats de l'évolution qu'a connu ce cadre interprétatif. Ce dernier fixe les règles du jeu manifestant dans un contexte particulier. Face à ce succès, la stratégie de la construction d'un cadre sécuritaire a été systématiquement réutilisée depuis, par les forces politiques évoquées ci-dessous.

⁴⁸⁶ Le but de cette étude de cas n'est pas de prendre partie pour un « camp » ou un autre. Il ne s'agit pas non plus de nier les différences de « culture », c'est-à-dire de pratiques et référents, et encore moins de s'en moquer. Cette étude doit permettre d'une part de montrer les liens entre la recherche de légitimité et la construction d'un cadre interprétatif (s'inspirant de la démarche de Goffman E., dans *Les cadres de l'expérience* Ed. De Minuit, Paris 1991, Trad. de : « Frame analysis : an essay of the organization of expérience. D'autre part, cette analyse permet de faire ressortir quelles formes de légitimité sont mobilisées, et quelles sont les lignes de partage dans la société par rapport à ces dernières.

a) Les agents sociaux

Les principaux agents de ces événements ont été définis par l'intrigue. Nous savons que la police ou les groupes de manifestants ne sont pas des agents monolithiques. Cependant, nous n'insisterons pas sur le sujet, ce dernier n'ayant aucune valeur heuristique pour décrire le phénomène que nous voulons mettre en lumière ici.

- **Différents corps de l'Etat** : l'administration, les pouvoirs exécutifs locaux et nationaux, les hommes politiques, la justice, la police et en particulier, les troupes de CRS
- **Les observateurs** : les médias⁴⁸⁷, OPH⁴⁸⁸.
- **Les manifestants** : principalement une association appelée INPEG⁴⁸⁹, les communistes et proches, le jubilé de l'an 2000.

⁴⁸⁷ Nous savons à quel point le « succès » d'une manifestation dépend des médias, de la compétence (ou de son manque, en l'occurrence, à les utiliser (Dobry, Champagne.) Les médias sont diversifiés, et leur influence, leur public et leur contenu varient. Et ceci peut avoir une influence sur les calculs des différents agents. Cependant, dans le cas présenté, une unité de discours (et de citations) notoire dans les « grands médias » non sectoriels a été remarquée. Un dépouillement systématique de trois des principaux journaux tchèques : *Lidové Noviny*, *Mladá fronta Dnes* et *Právo* l'a confirmé. Aussi, par la suite, nous contenterons-nous de citer *Lidové Noviny* (LN.) Nous considérons que cette similarité de contenu de la presse (des médias) dépassant leurs clivages idéologiques est un phénomène qu'il serait très intéressant d'étudier.

⁴⁸⁸ A la suite des échauffourées du 1er mai, l'idée de créer l'OPH, *Obcanske Pravne Hlidky* est apparue. Il s'agissait de créer un bataillon d'observateurs indépendants de la police et des manifestants, ainsi que d'apporter une aide juridique aux victimes des excès de la police. L'idée est venue des milieux écologistes habitués à agir sur la scène publique.

On pouvait dès le premier mai 2000 observer la généralisation de la veste rouge marquée presse chez les journalistes, technique visant à ne pas être pris pour un manifestant et donc à ne pas être battu par erreur. Cette mesure renforce le caractère suspect du manifestant et témoigne du danger de l'être. Le coût d'être pris pour un manifestant est observé dès la manifestation du 1^{er} mai 2000 lors de l'« éjection musclée » d'une journaliste proche des milieux écologistes sans autres raisons que le fait qu'elle ne porte pas une veste rouge, non obligatoire par ailleurs. Cette aventure déjà évoquée, s'est terminée par l'explication que si elle avait porté cette veste rouge, il n'y aurait pas eu de danger pour elle. Le politicien et ancien dissident et *onboutsman* Petr Uhl se dit choqué par la violence policière. Cette violence est bien sûr à relativiser et est fonction des référents, et donc des interprétations. Il s'agit, dans ce cas, de quelques coups de pieds. Petr Uhl est, entre autres, l'un des membres de l'association Host, se définissant de sensibilité écologiste, qui défend toujours beaucoup le droit de manifester. Host et quelques autres mouvements de même sensibilité sont réunis par Marek Vesely (proche du mouvement écologique *Nesehnuti*) pour réfléchir à comment contrebalancer la force de la police, qui leur semble être sans contre-poids, pour éviter des excès lors du sommet.

⁴⁸⁹ INPEG, (initiative contre la globalisation économique) est une coalition de deux milieux, écologiste et anarchiste. Constituée de multiples organisations, INPEG a été mise en place pour constituer une plate-forme de coopération sans hiérarchie. Elle a également marqué leur première grande tentative de collaboration.

Il est bon de noter que certaines organisations écologistes de peur d'avoir des problèmes avec l'Etat, ne participent pas officiellement à cette coalition. Leurs membres y sont à titre individuel. Inpeg a eu très rapidement deux représentants remplissant les fonctions d'attachés de presse, Alice Dvorská (du milieu anarchiste) et surtout Viktor Piorecký (des milieux écologistes.) S'il est besoin d'y voir clair dans les manifestations, les écologistes sont très reconnaissables par leurs vêtements colorés et leurs coiffures exotiques alors que les couleurs noires et rouges sont celles des anarchistes.

Le premier agent, « les manifestants », n'est vraiment entré en scène que le 26 septembre 2000, le Jour J des mobilisations contre le FMI et la Banque mondiale. Cependant, son ombre planait, si l'on peut dire, dès décembre 1999 et les événements de Seattle.

Nos sources proviennent d'entretiens semi-directifs, des matériaux de police, d'articles de journaux et des résultats de notre observation participante⁴⁹⁰.

b) L'entrée en scène.

• La police

La police savait que les manifestants de Prague ne seraient pas les mêmes mais Seattle restait le référent dans le discours et dans les préparatifs. Le 14 janvier 2000, devant la commission parlementaire pour la Défense et la Sécurité, le président de la police, Jiri Kolar, a ainsi présenté sa problématique :

« manifestant = danger »

Le premier élément légitimant la police était donc le danger. La police se présentait comme le *détenteur du savoir* et le *distributeur de la sécurité*. Après avoir évoqué la gravité des événements de Seattle, Kolar dit en effet : « Nous ne disposons que des expériences de l'étranger. Partout, des organisations non-gouvernementales étaient présentes. Partout, elles ont essayé de perturber le cours [du sommet]. Je connais suffisamment bien la scène de nos extrémistes pour avoir des raisons de [penser que ce sera la même chose] ». Ainsi, l'équation était posée :

« Manifestants = danger = extrémistes »⁴⁹¹

⁴⁹⁰ Les informations ont été complétées et documentées par l'épluchage des journaux *Lidové Noviny* (LN) et *Mladá fronta Dnes* et du journal Internet de l'Agence Tchèque de Presse *ČTK* à partir d'un an avant les événements. Les références mises en bas de page pour repères ne citent souvent que LN, étant donné qu'il n'y a aucune différence majeure dans les informations présentées sur ce sujet.

⁴⁹¹ *Lidové Noviny* du 14/1/2000.

Pour comprendre la relation entre d'une part la police et d'autre part les anarchistes et les écologistes, il faut prendre en compte non seulement leurs expériences et leurs idéologies, mais aussi leurs dispositions intégrées et les structures de justification de leurs mondes sociaux. Les anarchistes, parfois accompagnés par des écologistes (notamment à l'occasion de manifestations antifascistes), se refusent systématiquement à donner un pré-avis de manifestation à l'administration ou n'en respectent pas les délais. La police a toujours répondu par la force. Elle les considère en effet comme « anti-système » et donc comme des extrémistes (C'est aussi la classification adoptée longtemps par les experts du ministère de l'Intérieur ou bien des politologues de Brno travaillant sur l'extrémisme.) Les manifestations d'anarchistes qui ont fait leur apparition avec le printemps 2000 ont donc été prétexte, comme tous les ans, à des démonstrations de force de la part de la police. Aussi, atteignent-elles un sommet relatif de

Dans la perspective de la confrontation, cet amalgame semblait découler de l'expression directe de la mission citée ci-dessus et des difficultés qui y étaient liées. Cependant, les premiers éléments d'un mystère soigneusement entretenu apparaissaient : le président de la police, pour des raisons de sécurité, prétendit ainsi qu'il préférerait ne pas trop en dire...⁴⁹² Après Seattle, la perspective de grandes manifestations devint un enjeu important pour la police et le ministère de l'Intérieur. Notons que plus la perspective de ces manifestations était terrifiante, plus le prestige de ces institutions et leur rôle relatif étaient destinés à augmenter.

De façon générale, l'utilité des forces de maintien de l'ordre les légitime en tant que producteurs de sécurité⁴⁹³. Dans le cas de l'événement étudié, le discours sécuritaire s'est étendu à de nombreux agents. De grandes mesures de sécurité ont donc été annoncées par la police et le ministère de l'Intérieur : ainsi, onze mille policiers devaient être mobilisés pour les quinze mille invités.

- Le monde politique

Mais la *gestion symbolique* de ce *don* aux citoyens que représente la sécurité est également devenu un moyen de se légitimer pour la mairie. Soutenue (et sans doute poussée) par la police, la mairie de Prague a en effet demandé et obtenu au ministère de l'Education nationale une semaine de congés supplémentaire pour les écoliers et les étudiants pendant le sommet⁴⁹⁴ (cette mesure est liée au fait que l'âge moyen des anarchistes se situe entre 16 et 25 ans, ce qui devait permettre, espérait-elle sans doute, d'éloigner de nombreux lycéens et étudiants anarchistes.)

Ce discours sécuritaire a été également rapidement adopté par le ministre de l'Intérieur, Stanislas Gross. Un tel dossier à gérer lui donnait, en effet, de l'importance. Ainsi, il a demandé l'intervention des soldats⁴⁹⁵, il a pu rencontrer l'ambassadeur des Etats-Unis pour évoquer ce

fréquentation le 16-4-2000, lors de la manifestation d'Inpeg, en solidarité avec Washington qui compte 300 personnes. Cette manifestation courte et non déclarée est marquée par des arrestations et par une démonstration de force importante de la police. Les forces de l'ordre empêchent entre autres, les reporters de photographier des anarchistes mis de force dans des fourgons.

⁴⁹² La notion de stratégie sans faire la distinction entre une stratégie consciente et inconsciente n'est pas toujours justifiée. On voit, dans ce cas précis, qu'étant donné l'absence d'éléments pour construire des prévisions sérieuses à cette date, la reconstitution de la rationalité justifie cette relation de cause-conséquence et donc le terme « prétendit ».

⁴⁹³ Dans le célèbre idéal-type de Weber, l'Etat a le monopole de la violence légitime. De fait, il semble se légitimer par la pratique. On peut penser qu'un Etat qui perd sa capacité à utiliser cette violence perd sa légitimité, ainsi que celle du monopole de la violence.

⁴⁹⁴ *Lidové Noviny* du 8-2-2000.

⁴⁹⁵ *Lidové Noviny* 12-4-2000.

dossier et il a pu empiéter de façon générale sur les domaines réservés des Affaires Etrangères et du ministère de la Défense.

Par contre, le Président Havel est intervenu en essayant de sortir de la logique du danger et de l'affrontement avec les manifestants potentiels. Il a même proposé d'organiser une rencontre entre le FMI et les opposants de la mondialisation. Ces derniers lui étaient proches, a-t-il affirmé, par leur sentiment de responsabilité face aux générations futures⁴⁹⁶. Les politiciens se positionnaient idéologiquement. Ainsi, Klaus s'est également opposé au Président Havel et à sa proposition de débattre avec les opposants à la mondialisation. « Ce serait légitimer des manifestants par le prestige de la fonction présidentielle... » Havel, lui, a répété qu'il ne s'opposait pas à des manifestations pacifiques⁴⁹⁷.

Le débat s'est ensuite élargi à une grande partie du champ politique et administratif. Pour l'ODS, par exemple, les manifestants étaient illégitimes et il convenait de les combattre. Václav Klaus, à la suite du ministre de l'Intérieur, s'est posé en garant et défenseur de la sécurité, menaçant le gouvernement minoritaire et a rappelé la nécessité de préparatifs contre les opposants à la mondialisation. L'ODS s'est également *positionnée* contre les manifestants en réservant la place de la Vieille-ville et d'autres lieux symboliques du 18 septembre au 2 octobre 2 000 sous prétexte d'organiser ses propres manifestations. Cette astuce a, entre autres, permis à Prague 1, mairie de quartier, d'interdire une manifestation du parti communiste tchécoslovaque. La mairie de Prague 2 a, de plus, interdit plusieurs manifestations d'Inpeg sur la place de la paix (*Náměstí Míru*).

- La justice

Mais la mairie de Prague 2, concernant les interdictions que nous venons de citer, a perdu son procès, n'ayant pas de motif valable au regard de la loi pour justifier son refus de ces manifestations. Elle a respecté la décision de justice et autorisé les manifestations. Le droit reste un référent majeur. Les tribunaux en deviennent des agents sociaux de premier plan.⁴⁹⁸

⁴⁹⁶ *Lidové Noviny* du 28-4-2000.

⁴⁹⁷ *Lidové Noviny* 1-6 2000.

⁴⁹⁸ Il n'est plus payant de risquer de quitter les règles du jeu démocratique. La légitimité de type procédural de l'Etat de droit et de la démocratie permet d'enfreindre la loi « dans le doute » si le jugement n'est porté qu'après l'événement. Le gain à utiliser tous les moyens pour être garant de la sécurité peut être supérieure au coût du jugement. Le temps existant entre l'action illégale et le jugement décide alors de l'intérêt de s'engager dans l'illégalité.

c) Surenchère des arguments.

Pendant que se déroulait cette polémique, la police a étalé sa *puissance* grâce à la télévision en montrant à plusieurs reprises la pratique d'exercices contre les manifestants dans une base militaire. Stanislav Gross s'est efforcé de son côté d'entretenir les peurs en faisant partager la sienne aux médias et au Président. Il a ainsi prédit la présence de plus de 20 000 manifestants, tout en s'inquiétant de leur comportement et de la préparation insuffisante des 11 000 policiers assignés à ces événements⁴⁹⁹. La préparation d'un véritable état d'exception a continué à prendre de l'ampleur.

C'est à cette époque que le *cadre sécuritaire* est entré dans le registre de la lutte contre un ennemi intérieur. Le ministère de l'Intérieur a activement déconseillé aux touristes de venir pendant cette période ; la semaine de congés supplémentaires, assortie d'une recommandation à tous de quitter la ville, a été adoptée définitivement. Certaines écoles ont même exigé que les parents s'engagent par écrit à ce que leurs enfants ne manifestent pas.⁵⁰⁰

Peu à peu, à l'équation « manifestant=danger=extrémiste », il a convenu d'ajouter l'équation «étrangers = problèmes. » Ainsi, il a été décidé que les manifestants étrangers attendus seraient parqués pour mieux être surveillés dans un campement installé dans le stade de Strahov. Quinze mille lits ont été préparés. Mais pour Jan Kasl, Maire de Prague (de l'ODS en coalition avec le CSSD), c'était là trop de confort pour des extrémistes qui venaient ouvertement violer la loi. Il a cependant reconnu qu'il serait légalement difficile de leur interdire d'entrer dans le pays. Le ministère de l'Intérieur a tout de même annoncé de grands problèmes de circulation...

A trois mois des événements, début juin 2 000, la thématique de l'ennemi intérieur s'est renforcée par la théorie du complot. L'attaché de presse pour le FMI du ministère de l'Intérieur, Gabriela Bartikova, a par exemple annoncé que des lycéens avaient été payés environ 200 kc pour prendre part aux manifestations, une accusation reposant sur un témoignage unique⁵⁰¹.

Le ministre Gross a subitement augmenté son estimation du nombre de manifestants. Il est passé de 20 000 à une fourchette de 30 000 à 50 000⁵⁰². Ceci a justifié le déblocage de sommes très importantes

⁴⁹⁹ *Lidové Noviny* 6-5 – 2000.

⁵⁰⁰ On demande aussi aux habitants de ne pas s'approcher de trop près en cas de contacts entre les manifestants et la police, sinon, il y a un risque que des innocents soient blessés (surtout par des tracts de mairies) *Lidové Noviny* du 9-6-2000/*ČTK* 10-6-2000.

⁵⁰¹ *ČTK/Lidové Noviny* 14 juin 2000.

⁵⁰² *Lidové Noviny* et *ČTK* 14 juin 2000.

pour financer l'équipement de la police⁵⁰³. Comme pour achever de créer une atmosphère de psychose, le ministère de la Santé a appelé⁵⁰⁴ les Pragoïses à faire une provision de médicaments en septembre.⁵⁰⁵

Pour preuve supplémentaire du danger que les radicaux étaient censés représenter, Gabriela Bartikova a cité les paroles d'Ann Pettifor, la présidente de l'association « Jubilé de l'an 2 000 », qui disait vouloir « être très active à Prague et être plus nombreux qu'à Seattle. » Cette énormité de discours n'a pas été relevée par la presse⁵⁰⁶.

La surenchère sécuritaire s'est poursuivie et renforcée. Le ministère de l'Intérieur a affiché sur sa page Internet le conseil préventif suivant : « Faites vos achats à l'avance, n'ouvrez pas votre porte aux étrangers, changez les dates de vos rendez-vous chez le médecin afin de ne pas avoir à rouler à travers Prague à la date du sommet. » On continuait donc à se rapprocher de l'état d'exception. « Mais », poursuit le conseil dans un paternalisme qui évoque l'avant-1989, « faites confiance au pouvoir, ne vous inquiétez pas »⁵⁰⁷.

Gabriela Bartikova a encore rajouté : « Les gens doivent comprendre que prendre part à des manifestations comporte des risques, que la police ne peut pas faire la distinction entre ceux qui sont là par hasard et ceux qui cherchent à créer le chaos. »⁵⁰⁸ De son côté, Gross a annoncé dès la mi-août que certains activistes seraient bloqués à la frontière par mesure de sécurité.

Et pourtant, le Président Havel et Horst Köhler (le président de la Banque mondiale) se sont rencontrés et ont insisté sur le fait qu'il convenait de ne pas exagérer la peur des manifestants⁵⁰⁹.

⁵⁰³ ČTK 14 juin 2000.

⁵⁰⁴ *Lidové Noviny* du 18/7/2000.

⁵⁰⁵ *Lidové Noviny* du 17/7/2000.

⁵⁰⁶ « Jubilé de l'an 2 000 » n'est pas considéré en général comme une association d' « extrémistes étrangers. » Il s'agit d'une organisation catholique internationale également nommée « l'année de l'amour », qui, à l'occasion de l'an 2000 propose d'annuler les dettes des pays les plus pauvres...

⁵⁰⁷ *Lidové Noviny* du 25-17-2000. En ce qui concerne l'influence de l'histoire, et en particulier du communisme pour expliquer le phénomène, la diversité des trajectoires et des attitudes ne permet pas de mettre en évidence des déterminants généraux sur l'imaginaire national. Pourtant, l'action ayant tendance à se couler dans des formes existantes, une manière de penser les continuités peut être celle du répertoire d'arguments/d'actions ou bien celle du concept de la culture comme boîte à outils (Swidler, « Culture in Action : Symbols and strategies », *American Sociological Review* 51, 1986, p. 273-286) dans laquelle l'individu « pioche » construisant son action.

⁵⁰⁸ Il s'agit là très nettement d'une conception en opposition à la Constitution tchèque, puisque cette dernière considère les manifestations pacifiques comme un moyen d'expression légitime, d'une part, et les préjugés comme base de l'action des agents de l'Etat comme illégaux.

⁵⁰⁹ *Lidové Noviny* du 17/7/2000.

d) Panique ou diabolisation ? Du cadre sécuritaire à l'anti-manifestant.

Les préparations aux manifestations ont été calmes. Mais les 180 manifestations officiellement déclarées aux mairies pragoises dans les mois précédant le sommet du FMI constituaient un motif d'inquiétude⁵¹⁰.

Même le Président Havel semble avoir commencé à céder à la tentation du discours sécuritaire en déclarant fin août que des « forces sombres » semblaient vouloir « utiliser à mauvais escient » le sommet du FMI⁵¹¹. Début septembre, le ministère de la Santé est revenu à la charge en repoussant ou en décalant les opérations chirurgicales non-urgentes afin de réserver des lits d'hôpital pour les manifestants, les policiers et les invités officiels du sommet.

A la mi-septembre, Inpeg, Greenpeace et d'autres organisations ont commencé à dénoncer dans les médias le comportement de la police des frontières qui bloquait l'entrée du territoire à certaines personnes⁵¹². De nombreuses mairies de quartier ont distribué des tracts à leurs habitants. Ainsi, les habitants de Prague 2 ont reçu dix conseils : avant tout, de quitter Prague si possible pendant la durée du sommet, sinon de barricader les fenêtres, par protection contre les pavés et les cocktails Molotov, de ne pas s'approcher des manifestants et surtout de ne pas échanger d'opinions politiques avec eux.⁵¹³

La police et les journaux ont régulièrement répété que le droit de manifester était un test suivi par le monde entier de la qualité de la démocratie tchèque. Mais si les manifestations se voulaient légales, les manifestants, eux, étaient dépeints comme un danger pour l'Etat et les citoyens. A en

⁵¹⁰ A partir du 15 août, Inpeg décide d'organiser des manifestations tous les dix jours. La police est presque invisible et les manifestations réunissent généralement une vingtaine de personnes dont une partie joue une saynète courte. A l'instigation d'Inpeg, mais aussi de *Stop mmf* réunissant les communistes et le syndicat qui lui est proche SOP (*Solidarita Organizacji Pracujících*), et aussi d'autres structures, 180 manifestations sont déclarées aux mairies pragoises pendant le sommet du FMI. Il est à noter que ce sommet devient un référent majeur par rapport auquel les diverses associations et organisations politiques en concurrence, dans un milieu émietté, montent les enchères en termes d'annonce de leur participation.

⁵¹¹ *Lidové Noviny* 26.8.2000.

⁵¹² Qui empêchait de passer trois hollandais et un américain, cuisiniers végétariens pour le camp des mondialisations. Les cuisiniers végétariens pourront finalement passer après presque trois jours, suite sans doute au scandale et aux interventions du consulat. Greenpeace aussi se plaint de comportements semblables contre ses activistes autrichiens, fichés pour avoir participé à des manifestations contre la centrale nucléaire de Temelin + Le lendemain, ce sont plusieurs dizaines de blocages à la frontière dénoncés.

⁵¹³ Venant d'un organisme public, ces « recommandations » pouvaient clairement influencer la liberté d'expression ; on peut donc en questionner la légalité. L'analyse en termes de 'culture politique', mettant en avant les réactions tchèques par un rapport de type particulier « austro-hongrois » à la légalité ne sont pas opératoires pour décrire ce phénomène. Nous verrons plus loin que l'explication en termes de rapport de type particulier « austro-hongrois » à la violence n'est pas la meilleure variable non plus. Nous ne remettons pourtant pas en cause le fait qu'il y ait des différences en termes de référent par rapport au droit ou à la violence.

croire le concert d'opinions provenant des partis ODS et ČSSD, de la police, des mairies de Prague et de plusieurs ministères, ils formaient un groupe illégitime... En conséquence, plus de treize mille hommes ont été chargés du maintien de l'ordre. Parmi ces hommes, il y avait 2 000 soldats ; l'armée a, en outre, prêté six transporteurs blindés et du matériel divers⁵¹⁴.

e) De la logique d'affrontement à l'action : les temps des manifestants.

- Les premières apparitions du « milieu manifestant »

Dans cette logique d'affrontement, le Jour J du 26 septembre devait être marqué par une grande manifestation commune. Le but, d'après Inpeg, était de cerner le quartier fermé par la police et d'empêcher les financiers de sortir du Palais des Congrès. Parallèlement, Inpeg et en particulier Martin Vrabec devaient organiser un contre-sommet sous la forme d'une grande conférence de deux jours.

Les organisations membres d'Inpeg ont également organisé leurs propres petites manifestations. Ainsi, le samedi 23 septembre, les anarchistes⁵¹⁵ ont fait une marche antifasciste⁵¹⁶. Les communistes, le syndicat SOP et quelques chrétiens de gauche sont également descendus dans la rue. Environ 2 000 personnes ont été dénombrées. Le dimanche 24 septembre, l'organisation « Jubilé de l'an 2 000 » a organisé une manifestation d'environ 600 personnes⁵¹⁷, tandis qu'Inpeg réunissait près de 1000 personnes⁵¹⁸. Malgré les protestations et l'irritation des anarchistes et des écologistes, qui leur refusaient la légitimité d'un défilé commun, les communistes se sont joints au cortège⁵¹⁹.

⁵¹⁴ *Lidové Noviny* du 20-9-2000.

⁵¹⁵ Principalement tchèques et allemands, accompagnés de plusieurs écologistes antifascistes liés à des OMS comme le squatt de *Ladronka*. Observation participante.

⁵¹⁶ Le but annoncé était de rejoindre les manifestations d'extrême droite. La majorité porte l'habit noir traditionnel avec foulard ou cagoule. Lors de la rencontre par hasard d'un groupe de Skin-Head, et une courte course-poursuite, il y a un échange de quelques coups, sous l'œil des caméras. Un des skins qui se serait ainsi blessé un doigt, est emmené en ambulance.

⁵¹⁷ A 11h un groupe de 600 personnes, principalement liées au jubilé de l'an 2000 et habillées de noir et portant une croix blanche, a traversé Prague pour protester contre la mort quotidienne de 19 000 enfants dans le monde.

⁵¹⁸ Après une protestation devant le ministère de l'Intérieur pour qu'on laisse passer à la frontière un train de 5 00 activistes italiens de l'organisation milanaise *Ya Basta!*.

⁵¹⁹ Les différents groupes ne sont pas gommés par une manifestation commune. Aussi, INPEG a-t-elle organisé une marche à travers Prague avec près de 1000 personnes. On s'aperçoit lors de conflits internes que durant une manifestation commune contre un ennemi, une partie des manifestants peut délégitimer les autres participants publiquement. Les anarchistes et les écologistes refusent aux communistes le droit et la légitimité de manifester avec eux. Ces derniers se joindront malgré tout au

• Le 26 septembre, Jour J

Dans une ville en partie vidée de ses habitants, le 26 septembre, les manifestants se sont séparés en trois groupes correspondant à leurs affinités. Le plus petit était principalement formé d'anarchistes. Il était le mieux organisé et allait se révéler le plus violent. Mais même au sein de ce groupe, j'ai pu observer une forte différenciation entre les individus bombardant les forces de l'ordre de pavés et de cocktails Molotov, leurs collègues édifiant des barricades ou arrachant de nouveaux pavés et les observateurs ou manifestants calmes.⁵²⁰

Au regard des moyens considérables de prévention qui avaient été mis en place, le bilan des dégâts matériels a été très léger, presque négligeable : seules cinq vitrines auraient été cassées ou abîmées, dont celle de Macdonald sur la place Venceslas, ainsi que quelques jolies poubelles en terre cuite et quelques vitres de voiture. Ce bilan dérisoire des violences ne représente moins de 0,3% du coût total de la préparation du sommet⁵²¹.

f) La répression

Voyons maintenant le déroulement de la journée du 26 septembre du côté de la police. Toute la journée, elle a résisté stoïquement à des assauts, il faut le dire, parfois très brutaux. De ces événements, elle semble n'avoir retenu que les actes violents. Le discours sécuritaire qu'elle tenait depuis plusieurs mois semblait ainsi se trouver fortement confirmé. Cette perception est certainement à l'origine de son changement de comportement au soir du 26 septembre. Ainsi,

cortège. Il y aura des distanciations publiques pendant la manifestation. Lors de ces premières manifestations, les manifestants sont de couleurs et de styles différents suivant leur groupe d'appartenance. A ces couleurs s'ajoutent la camisole rouge des très nombreux journalistes, la camisole bleu clair d'OPH. et pour finir, les uniformes bleu marine et jaunes des gardiens de l'ordre qui entourent tout cela. Il ne faut pas oublier le lourd ronronnement dès 5h du matin, d'un hélicoptère de service, contribuant à l'étalage de la force. C'est aussi comme cela que Jakub Patočka, rédacteur en chef de *Literarní noviny*, s'étonne que la police ait réussi à faire aussi peur pour la première fois depuis dix ans, et que la population en réponse lui en soit reconnaissante : (*Lidové Noviny* 26.9.2000).

⁵²⁰ Est entreprise, sous le palais des congrès, une lutte régulière avec la police pour essayer de passer en force. Seule une petite partie, au sommet de la rue montant au palais, bombarde de pavés les CRS, qui leur envoient de l'eau et des gaz. Le reste regarde ou certains préparent de nouveaux pavés. Ensuite, chassés par l'avancée des troupes, ils se retireront en lançant des pavés. Quelques panneaux d'affichages et une vieille auto seront enflammés. Les autres cortèges, sont relativement calmes, à part quelques frottements du groupe *Ya Basta!*. Ensuite, les groupes s'émiettent.

⁵²¹ D'après le directeur de la chancellerie du ministre des Finances tchèques (confirmation par lettre datée du 30 novembre 2001, c.j. 10/104913/2001/1232IK), l'ensemble des coûts pour le budget adopté concernant la préparation et la réalisation du sommet en 1998-2000 s'élève à 1 021 millions de kc, 125,7 mil. Kc furent consacrés aux mesures de sécurité, puis 50 mil. supplémentaires furent accordés au ministère de l'Intérieur et à celui de la Défense. Les destructions furent estimées à un montant de 25 mil. par la ville soit 2,5% du coût total, tandis que l'institut Maldon (qui s'occupe de toutes les protestations des alter-mondialistes) en considérait le montant à 80-90 mil. kc. L'estimation servant de référence pour le remboursement par le budget, s'élevait à 5 mil. Après vérification, les dommages ont été remboursés sur un montant de 3 mil. kc, soit moins de 0,3% des coûts totaux pour le budget.

après le départ des dignitaires du Musée national, les CRS ont complètement bloqué les issues de la place Venceslas. Ils ont ensuite chargé par le haut et le bas de la place un public calme de passants, de curieux et de manifestants du jour, au repos, après les avoir bombardés de gaz lacrymogène, cela sans avoir la moindre preuve qu'il s'agissait de manifestants et encore moins qu'il s'agissait de manifestants violents. Nombre d'entre eux, dont une grande majorité d' « innocents » qui n'avaient rien à voir avec les manifestations, ont été jetés dans les fourgons de la police, rue Stepanska par exemple.

Les jours suivants, la police a empêché la tenue de nombreuses autres manifestations et a procédé à de multiples arrestations. Le calme est revenu mais le 29 septembre au matin, il y avait 859 personnes arrêtées, dont 330 étrangers.

Dans ce contexte, il est intéressant de constater que les discours se sont pour ainsi dire croisés sans se rencontrer. Les discours d'interprétation permettent de justifier les actions passées lors du 26 septembre, entre autres en diabolisant « l'ennemi. »

Un représentant d'Inpeg a, par exemple, justifié le recours à la manifestation plutôt qu'à un débat ou à une discussion publique dans les termes suivants : « L'administration tchèque interdit des manifestations légitimes et liquide ainsi les prémices d'une discussion fondée sur les principes démocratiques. »⁵²² Vingt-cinq personnes, dont vingt étrangers, ont été accusées d'avoir commis des excès pendant les manifestations⁵²³. En revanche, les journaux font état de manifestations devant les ambassades tchèques dans différents pays pour dénoncer les arrestations et les violences policières commises à Prague, principalement contre les étrangers.

La conséquence semble en être un discours d'Etat unifié pour interpréter les événements. Ainsi, les « bavures » n'ont pas empêché la police de recevoir les félicitations du monde politique et administratif tchèque pour sa bravoure et son efficacité. La ville de Prague, sous l'influence de certains élus ODS, a achevé de les « héroïser » en distribuant des médailles à ceux d'entre eux qui avaient été blessés.

Les assurances ont estimé le coût des « événements » à environ trois millions de couronnes, ce qui, je le répète, représente moins de 0,3% du coût total du sommet. Mais le simple discours d'inflation sécuritaire semble avoir véritablement exercé une influence néfaste. Le

⁵²² Conférence de Presse, le 29 septembre 2000 .

⁵²³ *Lidové Noviny* du 3.10.2000.

rapprochement fait, pendant des mois, entre étrangers, manifestants et danger a construit un cadre interprétatif des événements. C'est par ce cadre interprétatif que l'on peut expliquer les comportements de ces policiers qui ont procédé à des arrestations injustifiées du point de vue du maintien de l'ordre public et qui ont maltraité de nombreux étrangers⁵²⁴. A posteriori, les événements du 26 septembre ont été interprétés conformément au discours sécuritaire qui les avait précédés⁵²⁵. La conséquence en est notamment que la justice s'est montrée d'une extrême sévérité⁵²⁶. Il faut cependant relativiser cette unité dans l'interprétation des représentants de l'Etat. Le président Havel a analysé la relation de la population aux manifestants comme une tendance de la société tchèque à se fermer sur elle-même⁵²⁷. Il a, par la suite, accordé sa grâce présidentielle à un adolescent de seize ans qui avait cassé la vitre arrière d'une voiture, qui s'était excusé et qui l'avait remboursée. Ce jeune homme a ainsi pu être libéré mais après avoir tout de même passé un mois en prison.

Le cadre interprétatif mobilisé, coproduit, appartient au registre nationaliste voyant le danger des étrangers, de la cinquième colonne et des complots. Le gouvernement minoritaire social-démocrate de M. Zeman et en particulier, son ministre Gross l'anime, entrant dans une surenchère d'arguments et de moyens avec l'ODS (Klaus, Kasl.) Le succès relatif de ce registre est sans doute l'élément expliquant qu'il a été réutilisé... Le positionnement, dans cette crise, d'hommes politiques montrent une communauté de point de vue des politiciens de l'ODS et du CSSD (Grulich, Gross, Zeman...) du côté de l'ordre et de sa défense face aux étrangers.

Havel et des associations veulent défendre « la société civile » et donc prônent une approche plus libérale face aux manifestants.

⁵²⁴ Une hollandaise s'est cassé la jambe et fissuré la colonne vertébrale en sautant par la fenêtre du commissariat. Elle avait été arrêtée sans raison (ce qui fut filmé) maltraitée et même après avoir payé une amende, elle était illégalement emprisonnée. Le comité d'Helsinki tchèque aussi dénonce ces agissements. Après 23 jours d'arrêts, deux étrangers arrêtés place Venceslas sont relâchés, car il s'est avéré que la police n'avait aucun élément contre eux. Suite à la publication de preuves de la violence des policiers en civil, le ministère de l'Intérieur entame tout de même une enquête interne, *Lidové Noviny* 31.10.2000.

⁵²⁵ Ainsi Grulich, ministre de l'Intérieur, lui, se déclare pour l'usage de balles en plastique contre les manifestants. Klaus, lors du congrès de l'ODS à Plzeň, voit dans les manifestations violentes la preuve des dangers que représentent écologistes, anarchistes et autres alter mondialistes.

⁵²⁶ Un jeune polonais de 18 ans, par exemple a été condamné à un an de prison sur la base de son propre aveu d'avoir relancé un caillou qu'il venait de recevoir.

⁵²⁷ *Lidové Noviny* 18.10.2000.

L'analyse des événements entourant le sommet du FMI à Prague me permet donc d'attirer l'attention sur la relation directe que l'on peut faire du texte à l'action, du discours sécuritaire à la répression: « Nous, la police, sommes enfin légitimes dix ans après la révolution de velours », disait après coup le chef de la police municipale de Prague. Cette recherche nous donne aussi des éléments permettant de réfléchir aux conditions de surenchère sécuritaire. Il s'agit dans ce cas d'une coproduction concurrentielle de sécurité⁵²⁸, par rapport à un danger indéterminé.

Les luttes au niveau symbolique et les batailles rangées qui ont eu lieu dans la rue ont permis de définir les répertoires d'actions et les argumentaires mobilisés⁵²⁹.

C'est, bien au contraire, grâce à cela que l'on peut avoir des éléments pour comprendre comment action individuelle ou collective et référents s'articulent. Il semble que les raisons sont le manque de référents permettant la construction d'un contre-discours (manque de légitimité de la parole des manifestants lié entre autres à la relation à la violence ou bien manque d'expériences face à ce genre d'événements), la concurrence, face au manque d'alternative, ne permet de se dégager que par la surenchère.

L'étude de ce cas particulier montre que les règles structurant l'action manifestante et sa perception, règle constituée par les corps d'Etat, ne sont pas seulement structurelles ou cycliques, mais qu'il faut prendre en compte aussi l'aspect contextuel. Se limiter à la seule étude de la loi ne permettrait pas de comprendre un cas tel que celui-là.⁵³⁰

⁵²⁸ Sur une discussion sur l'intérêt et les limites du concept, voir Ferret J. « les polices municipales en France, une perspective socio-politique » p. 263-288 dans *Déviance et Société 1998 Vol. 22 nr3*.

⁵²⁹ Car « En somme, le danger d'un biais objectiviste ne doit pas faire oublier que les répertoires opèrent » d'abord en tant que représentations cristallisées de façons d'agir, possibles ou impossibles, accessibles ou inaccessibles, dotées d'une certaine efficacité ou inefficaces, d'un coût limité ou « à haut risque », allant de soi enfin anormales illégitimes ou parfois déshonorantes », p.363, dans « Calcul, concurrence et gestion du sens » de Michel Dobry, in *La manifestation*, Pierre Favre (dir.) Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques 1990.

⁵³⁰ Le ministre de l'Intérieur, suite à l'utilisation de ces arguments sécuritaires entre autres, est devenu le politicien le plus populaire du pays. Devenu leader de la Social-Démocratie, S.Gross sous-entendra encore qu'il sait de source sûre que Al Kaida veut s'en prendre à la République tchèque, après les USA, et a obtenu des blindés du Ministre de la défense. Ces derniers, cachés derrière des sacs de sable au cœur de Prague, devaient pouvoir tirer sur tout avion tombant sur la radio américaine Europe libre. L'absurdité de cette histoire n'a pas choqué. Poursuivant dans la même lignée, ce sont les manifestants contre le sommet de l'OTAN en 2002 qui constituaient un danger similaire à Al Kaida, et nécessitant des mesures de prévention comparables à celles du sommet du FMI et de la Banque mondiale. Les manifestations ne comptèrent que quelques dizaines de participants, et rien ne fut cassé. Les préparatifs du sommet ont coûté 800 millions d'Euros, et pas une vitre n'a été cassée. Ceci fût interprété comme un nouveau succès de la police. Pour éviter le prago-centrisme, c'est un immeuble à Brno qu'Al Kaida voulait attaquer en 2003. En 2005, J.Paroubek, nouveau leader de la social-démocratie et Premier ministre, a fait attaquer par les forces de l'ordre une techno partie dans un champ qui s'est avérée être légale... Cet élément en a fait l'homme politique le plus populaire du pays à son tour : l'interprétation était à nouveau que des extrémistes étrangers venaient détruire le pays. Le cadre interprétatif sécuritaire, construit pour les manifestations de rue du sommet du FMI et de la Banque mondiale est devenu un cadre de référence, réutilisable pour d'autres causes, et s'avérant être un outil efficace de propagande en politique. Voir, par exemple sur le sujet, la revue : *Reflex* nr 48 du 28.11.2002 « Nic se nestalo? » en particulier les pages 6.-11.

Chapitre 4

Les modalités de mise en œuvre

La mise en œuvre d'une manifestation est un élément du répertoire d'actions protestataires dont les différents modes constituent des variations⁵³¹. Nous avons considéré comme constitutifs de la manifestation, les étapes de sa mise en œuvre, la gestion de son sens et enfin les contraintes de nature cyclique ou structurelle.

1. LES ETAPES DE LA MISE EN ŒUVRE D'UNE MANIFESTATION

Nous répertorions dix étapes de la mise en œuvre d'une manifestation (comme le titre l'indique, nous ne prenons pas en compte dans cette partie la vie de la manifestation après sa mort, dans les médias etc., mais nous limitons aux étapes découlants de l'activité des organisateurs). De cette architecture commune, se développent toutefois des variations dans les conditions et les formes de chacune de ces étapes.

⁵³¹ Sur la notion de répertoire d'action contestataire, voir évidemment Charles Tilly, *La France conteste, de 1600 à nos jours*, Fayard, 1986.

a) Constitution du comité d'organisation

Comme nous l'avons déjà développé dans la partie concernant les comités d'organisation, la préparation de l'organisation d'une manifestation commence avec l'apparition de l'agent social organisateur, ici le comité d'organisation. Dans le cas où l'on traite d'une OMS ayant un comité d'organisation déjà existant pour toute manifestation qu'elle s'apprête à organiser, nous considérons que le comité d'organisation d'une manifestation se constitue lorsque la décision d'organiser une manifestation donnée est prise. Les organisateurs de la manifestation ne sont pas toujours les responsables de l'OMS et cette dichotomie est alors nécessaire.

Ainsi, lorsqu'un paroissien catholique dynamique a décidé d'utiliser les structures et la notoriété du *Jubilé de l'an 2000* pour organiser une manifestation chrétienne de solidarité avec ceux qui meurent de faim dans le monde, à l'occasion du sommet de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International⁵³², il a contacté la hiérarchie catholique pour obtenir son accord pour l'initiative, avant de réunir quelques personnes pour mettre en place le projet. Nous considérons comme faisant partie de cette étape déjà les premiers pas en termes d'organisation, en l'occurrence le contact pris avec la hiérarchie. Le comité d'organisation, était, à ce moment de la mise en place, l'initiateur seul. Lorsque Greenpeace a organisé une manifestation pour la protection des animaux, déguisant un certain nombre d'organisateur en lapins⁵³³, l'idée de la manifestation est apparue lors d'une réunion des militants. Le partage des tâches s'est fait à ce moment-là et c'est ce moment que nous considérons comme celui de la constitution du comité d'organisation car alors ceux des militants souhaitant s'engager dans l'organisation se sont déclarés.

⁵³² le 24.10.2000, entre Letná et Hradčanské náměstí, objet officiel de la manifestation : pour la défense des droits de l'homme.

⁵³³ Le 27.04.2000, « Stop aux maïs transgéniques », manifestation devant la mairie de la ville de Prague, manifestation d'une dizaine d'activistes de greenpeace, déguisés en lapins, protestant contre le maïs génétiquement modifié, et son effet supposé sur l'action des antibiotiques.

b) L'identification de la manifestation

Parmi les étapes de préparation d'une manifestation de rue, l'identification est essentielle. Le comité d'organisation fixe dans le temps, la manifestation, en lui trouvant une date. Il la fixe dans l'espace, lui définissant un lieu. Il en fixe le domaine, lui attribuant un titre, un mot d'ordre, un texte, un symbole. Enfin, le comité d'organisation en fixe les organisateurs annoncés, déterminant au nom de qui est présenté l'appel, qui signe le texte, que ce soit un individu, un groupe d'individus ou un agent social de type OMS.

Il peut être intéressant de mentionner le cas des manifestations à l'occasion du sommet du FMI et de la Banque mondiale. Leur nombre était tellement important, que les mouvements anarchistes, écologistes et autres alter-mondialistes ont décidé d'organiser une plate-forme de coordination, permettant de présenter cette multitude d'événements dans leur pluralité et de présenter les points de vue communs aux multiples organisations, lorsque ceux-ci existaient⁵³⁴. Les différences idéologiques et les différences de forme du projet manifestant, entre les anarchistes et les écologistes étaient toutefois telles que cette plate-forme a choisi, finalement, d'avoir deux porte-paroles, un représentant pour chacune de ces deux tendances.

c) La mobilisation

L'étape de la mobilisation est l'étape de la présentation de la cause et du projet de manifestation à un public plus large que celui du comité d'organisation, dans le but de le motiver, de l'inviter à participer à la manifestation. Elle peut prendre l'aspect de conférences de presse, de tracts, mais aussi d'envois de mails, de textos... C'est à cette étape qu'apparaît juridiquement l'auteur de l'appel (le convocateur).

Ici, dans bien des cas, nous avons pu observer plusieurs cercles de la mobilisation. Par exemple, les mouvements anarchistes fonctionnaient de manière décentralisée. Les militants les plus proches d'un mouvement étaient avertis oralement ou par texto. Ceux-ci transmettaient à des amis potentiellement intéressés l'information de la même manière. Par ailleurs, certains se chargeaient de contacter les différents magazines et publications anarchistes, d'autres préparaient

⁵³⁴ Il s'agit d'INPEG, que nous avons déjà évoqué dans le chapitre précédent.

des tracts et des affiches. Des volontaires les distribuaient et collaient. Enfin, des courriels transféraient l'information suivant des réseaux d'amitiés difficilement identifiables.

d) L'organisation du scénario

L'organisation du scénario est l'étape qui consiste à planifier la forme de la manifestation. La manifestation a des aspects de représentation (nécessitant une planification) et des aspects techniques.

Dans le comité d'organisation de *Merci, mais Partez*, par exemple, une section particulière s'occupait des aspects techniques, alors qu'une autre s'occupait du scénario. Dans les groupes anarchistes, plutôt habitués aux manifestations cortèges, trouver du tissu (des draps) pour faire des banderoles constitue le problème technique principal et trouver des slogans à y inscrire. Les manifestations anarchistes, à l'occasion du sommet de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International, à Prague, ont constitué ici une exception, entre autres sous l'influence des mouvements étrangers. La mise en scène y était bien plus développée et les éléments décoratifs tel un globe géant porté par les manifestants pouvaient avoir des fonctions d'arme de défense tactique dans les confrontations prévues, voire recherchées avec les forces de maintien de l'ordre.

e) Les invités spéciaux ?

La question des invités spéciaux lors d'une manifestation était un aspect du scénario si important que nous le traitons comme une étape séparée. Par ailleurs, il était généralement traité comme tel par les comités d'organisation que nous avons pu observer. Ces invités spéciaux avaient plusieurs fonctions, car non seulement ils profilaient la manifestation de par leur propre profil, mais aussi, ils pouvaient encore légitimer la manifestation. Ils avaient une influence sur la cause bien après la manifestation, mais aussi sur les carrières individuelles des organisateurs. Le choix de ces derniers relève donc de stratégies complexes.

La multiplication des soutiens de personnalités connues, lors des manifestations *TV chose publique* ou encore pour la manifestation *Merci, mais Partez* a été comprise comme utile à la cause. D'un autre côté, le soutien du mouvement d'*Impuls 99* n'était pas souhaité lors de certaines manifestations du comité SOS Tchétchénie en 1999, pour le profil politique qu'il donnait à la manifestation.

f) La manifestation

La manifestation de rue est l'étape clef qui suit logiquement les préparatifs. Il s'agit bien évidemment de la rencontre entre manifestants et organisateurs, dans la rue, à l'endroit et à l'heure prévue, pour manifester son opinion, par le nombre et l'attitude.

En République tchèque, à l'exception des mouvements anarchistes et des défilés syndicalistes, la grande majorité des manifestations ne sont pas, comme nous l'avons déjà dit, organisées comme des défilés mais plutôt comme une participation statique et silencieuse à un meeting, ne donnant voix qu'aux organisateurs faisant face à la foule. Ainsi, la construction d'un podium, la sonorisation, parfois l'éclairage font partie de la gestion technique du scénario. L'ordre de passage des intervenants, le contenu de leur texte, la musique si nécessaire en sont l'aspect politique.

g) La Dissolution/l'intervention de la police

La dissolution est l'étape marquant la fin de la manifestation. Elle peut intervenir dans le calme, à l'appel des organisateurs, ce qui est le plus courant. Elle peut aussi avoir lieu suite à l'ordre de la police. Il peut aussi arriver que la dissolution de la manifestation soit diluée. En raison des départs graduels des participants, la manifestation se dissout progressivement sans que l'ordre en soit donné.

Lors de la manifestation *Merci, mais Partez*, l'appel à la dissolution était net et ferme. Il comprenait des excuses pour le fait que la manifestation avait duré 20 minutes de plus que prévu et un appel à se disperser dans le calme, après avoir ramassé les papiers sâles qui pourraient traîner par terre. A l'opposé, les forces de maintien de l'ordre ont appelé les manifestants anarchistes lors du sommet de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International à

dissoudre leur manifestation de nombreuses fois sans succès. Et ceci a donné lieu à de violents affrontements.

h) L'après-manif : juste après

Étape informelle des manifestations, elle est essentielle et fréquente et nous avons pu l'observer et y participer de nombreuses fois. Les organisateurs de la manifestation se retrouvent juste après la manifestation, pour faire le point. Cette étape se passe généralement dans un café ou dans une brasserie, ce qui est plus courant dans le contexte pragois.

Des petits groupes se forment parmi les manifestants pour poursuivre le rassemblement dans un espace plus convivial. Mais parmi tous ces petits groupes, c'est bien au niveau des organisateurs que cette étape peut porter à conséquence sur la constitution des interprétations « officielles » du comité d'organisation sur ce qui s'est passé et sur l'avenir à donner à l'initiative. Le choix du lieu peut être symbolique et participer de l'identité du mouvement.

Des cafés anarchistes typiques peuvent être l'occasion pour le groupe de voir et d'être vu. Des lieux symboliques de l'ancienne dissidence (comme le café Slavia) ou du monde de l'underground (cafés salles de concerts undergrounds) sont utilisés en fonction de leur proximité géographique.

i) Les déclarations de presse

Un certain nombre de manifestations s'achèvent par une ou des déclarations de presse, présentant au public l'interprétation des organisateurs de l'intérêt et de la réussite des événements. Cette étape ne concerne toutefois que les manifestations les plus médiatiques, comme celle du Fonds Monétaire International, *Merci mais Partez*, ou encore *télévision chose publique*.

j) On fait le point : institutionnalisation potentielle.

Les structures post-manifestantes, tel le comité d'organisation ou certaines de ses composantes peuvent se réunir, une ou plusieurs fois, après la manifestation, pour évoquer des projets potentiels à venir. Il s'agit de l'étape où peut être évoquée l'institutionnalisation potentielle de mouvements en gestation.

Les étapes d, e et f peuvent avoir lieu en ordre dispersé, et avoir lieu avant comme après l'étape c.

2. GESTION DU SENS DES MANIFESTATIONS DE RUE

Les modalités de la mise en œuvre connaissent des temps divers de l'organisation. Tout au long de celle-ci, un travail important de gestion est fourni. Il concerne autant les ressources symboliques que les ressources humaines, financières et autres. La gestion de ces diverses ressources est soumise ou censée être soumise à un travail de gestion englobant, la gestion du sens.

Nous considérerons la gestion du sens comme étant effectuée et planifiée par un individu ou un groupe, utilisant les ressources connues de construction du sens avec les instruments considérés comme les plus adéquats dans le cadre d'un héritage de structures interprétatives données.

Les manifestations de rue, à Prague, que nous avons observées et étudiées, ne correspondaient pas à ce que Luc Boltanski appelle la *dispute en violence*, mais plutôt à une *dispute en justice*⁵³⁵. Non seulement les arguments comptent, mais ils sont même un élément primordial de la construction de l'événement. La manifestation de rue n'est toutefois que rarement une dispute à elle toute seule. Elle intervient dans un contexte, un débat, connaissant souvent déjà les premiers

⁵³⁵ Pour sa sociologie de la dispute, voir Boltanski L., *L'Amour et la justice comme compétences*, Métailié, Paris 1990.

éléments de cristallisation des « camps » dans la société. Nous devons alors la considérer comme un ensemble d'arguments dans le débat public. D'ailleurs, la manifestation de rue devient un élément prêtant aux interprétations diverses.

a) Les ressources de la création du sens

Si nous approchons la manifestation comme une participation à un débat dans une arène publique, la mise en œuvre d'une manifestation de rue comprend un travail complexe d'interprétation d'une situation politique ou sociale et du sens donné à l'action manifestante. Cette nouvelle interprétation est une création de sens. A cet effet, sont mobilisées les ressources de création du sens comprenant des éléments aussi divers que ce qui est usuellement et artificiellement divisé en contenu d'une part et instruments de communication et de diffusion de cette interprétation de la situation, d'autre part.

Comme nous l'avons déjà vu, proposer de donner un sens à une situation ou à une action est un acte social et ne peut faire abstraction ni des perceptions répandues, ni des instruments mobilisables pour interpréter cette situation.

Ces instruments comprennent l'ensemble des formes de communication (langue, langage non verbal, symboles), les moyens de diffusion du sens donné (moyens, tracts, pancartes...) et les autres référents sur lesquels s'appuient les individus pour construire leur analyse et leur communication, tels les *mondes d'interprétation*⁵³⁶ et les logiques qui les animent.

Les moyens de communication, dans la création du sens, étaient, dans notre étude, ceux observés couramment sur d'autres terrains occidentaux. Les symboles et la langue nationale étaient la base de la construction des sens de l'action. Il n'étonnera personne que la langue utilisée en République tchèque ait été le plus souvent, mais pas uniquement, le tchèque. Nous n'avons pas eu l'occasion d'observer une influence des spécificités de la langue tchèque sur les logiques de création du sens. Lors de manifestations s'adressant aussi à un public étranger par l'intermédiaire des journalistes, l'anglais était utilisé, comme par exemple lors du sommet du FMI et de la Banque mondiale, pour le sommet de l'OTAN, durant les manifestations opposées à la guerre en Irak ou à l'élection de Haider. De plus, les manifestations à l'occasion du sommet du FMI et de la Banque mondiale comportaient aussi des pancartes, appels et chants dans d'autres langues,

⁵³⁶ Pour reprendre le concept développé dans Boltanski L., Thévenot L., *De la justification : les économies de la grandeur*, Gallimard, Paris 1991.

celles des manifestants venus pour l'occasion : le français (avec entre autres 'La gauche', le PCF, SUD, Agir), l'italien (principalement autour de l'organisation Ya basta), l'allemand (en particulier dans les mouvements anarchistes) etc.... Nous avons observé les symboles utilisés couramment dans le monde occidental en fonction des idéologies ou des religions, (l'insigne *Peace and love* pour les mouvements hippies, les croix pour les mouvements chrétiens, la couleur rouge pour les communistes, la couleur noire pour les anarchistes, etc...). Les ressources situationnelles conduisent aussi à des choix de lieux semblables en République tchèque post-communiste à ceux de l'occident, par exemple devant la TV publique pour les manifestations de télévision tchèque, chose publique ou devant l'ambassade Russe pour les manifestations de soutien à la Tchétchénie et relevaient souvent de choix permettant une symbolisation simple de la thématique défendue. Mais nous avons pu observer l'utilisation de symboles spécifiquement nationaux (le drapeau tchèque mais aussi certains lieux comme la place Venceslas, les références à des personnages historiques dans une moindre mesure).

Une autre ressource est fournie par la structure des débats publics. La République tchèque rejoint les autres pays Européens dans l'existence d'un partage droite contre gauche, conservateurs religieux contre libéraux anti-cléricaux. Elle connaît, comme dans les pays occidentaux des mouvements pacifistes, des mouvements anarchistes ou d'extrême droite. Une ligne de partage spécifique est toutefois héritée de la structuration du champ politique dans l'après-89, que l'on peut appeler, de manière simplificatrice, la ligne Havel contre Klaus⁵³⁷. Pour la présenter en quelques lignes, le Président Václav Havel soutient une approche ouverte sur l'Europe et la réconciliation avec les pays voisins, défend le devoir d'interventions humanitaires et d'interventions contre les dictatures, l'amitié avec les Etats-Unis, la société civile, la tolérance. Anti-communiste, il respecte les anciens communistes devenus dissidents, soutient l'aide aux plus pauvres, une certaine politique sociale, l'écologie, l'engagement des jeunes et leurs opinions pittoresques, et, sans être vraiment pratiquant, il a des amitiés et du respect dans les milieux chrétiens libéraux. Václav Klaus s'est construit son idéologie et sa personnalité politique en opposition à l'ancien dissident, puisant dans des discours relevant parfois du registre communiste. Eurosceptique, il se porte garant de la souveraineté nationale en particulier face aux voisins les plus proches et aux dangers qu'ils pourraient représenter d'après lui. Il oppose à

⁵³⁷ Le nouveau clivage décrit par la brillante sociologue polonaise Miroslawa Grabowska entre anti-communistes et post-communistes ne joue sur la scène tchèque qu'un rôle marginal. L'ensemble des partis parlementaires (outre le parti communiste de Bohême et de Moravie) se présentant comme anti-communistes, mais étant prêts à passer, de fait, des accords de circonstances avec le KSČM. Nous observons toutefois, dans l'opposition Klaus contre Havel, une opposition héritée du passé communiste. Pour plus d'informations sur ce sujet, voir le Titre3, chapitre 2.

l'interventionnisme humanitaire un nationalisme isolationniste, à la société civile la démocratie procédurale, il soutient les valeurs bourgeoises et son anti-communisme se transforme souvent en critiques des anciens dissidents et de leurs contacts avec les services spéciaux ou avec le parti communiste. Il défend par ailleurs le dogme du libéralisme dépourvu au maximum de politique sociale et dénonce l'écologie, qu'il considère comme une nouvelle forme de religion. Il garde une attitude distante face aux religions, soulignant la prédominance de la souveraineté nationale (la version dominante du nationalisme tchèque est anti-catholique), même s'il garde de bonnes relations avec les milieux ultra conservateurs catholiques. Nous retrouverons nettement la ligne de partage Klaus-Havel lors des manifestations de *Merci, mais Partez*, de *TV chose publique* et dans une certaine mesure du sommet du FMI et de la Banque mondiale⁵³⁸. Nous avons repéré cette ligne dans les initiatives qui se voulaient prendre partie dans ce débat et dans le soutien qu'elles apportent (telles impuls 99, l'association DO ...).

L'importance d'un débat dans une arène publique, en particulier dans les médias peut créer une ressource. Cette ressource permet de constituer de nouvelles lignes de débats. Ces dernières participent à la structuration, ne serait-ce que pour un certain temps, des débats des arènes publiques. Les structures de débats ouvrent le potentiel de mobilisations sectorielles. Les grands thèmes médiatiques sont les principaux agents sociaux de la question. Ils offrent cette ressource situationnelle à de nombreux agents sociaux. Ainsi les thèmes d'actualité peuvent permettre aux anarchistes, par exemple, de trouver des sujets considérés par les organisateurs comme « porteurs » pour leurs manifestations régulières, correspondant aux thématiques qui sont les leurs. La médiatisation de la multiplicité des manifestations lors du sommet du FMI et de la Banque mondiale, peut engager un secteur ou une OMS à chercher de la visibilité et à renforcer par là son institutionnalisation en organisant une manifestation, tout en profilant sa différence. Ceci était aussi vrai pour les manifestations de divers groupes d'anarchistes, pour le mouvement « Ya basta » ou « la gauche » que pour le parti communiste tchèque et morave ou même les manifestants chrétiens du jubilé de l'an 2000 luttant contre la faim et défendant la doctrine sociale de l'Eglise catholique.

⁵³⁸ Alors que le Président Klaus considèrera comme extrémiste le simple fait de défendre les droits de l'homme des manifestants, Havel soulignera la sensibilité qu'il a pour l'engagement de jeunes alter mondialistes, et les appellera au dialogue dans un débat qu'il organisera. L'ODA, parti de droite très conservatrice, mais proche de Havel, défendant donc autant la construction européenne que les droits de l'homme, a défendu ici le droit de manifester: cf. « ODA znepokojil zásah policie proti anarchistům », *České noviny*, <http://www.ceskenoviny.cz>, 02.05.2000.

L'action manifestante, sa justification, suivent la ligne d'un type particulier d'argumentations, avec leur ou leurs logiques mobilisées et suivant un ensemble de compétences et de légitimités appartenant à un ou des mondes particuliers. Ces mondes, parfois s'insérant dans une cause plus ou moins globale (les communistes par exemple ou le mouvement alter mondialiste) ou étant typiquement locaux, sont avant tout construits autour de l'état d'individus particuliers : locaux, tchèques et autour de logiques argumentatives « piochant » fortement dans les débats locaux. Ces logiques argumentatives sont une ressource naturelle pour mobiliser les sympathisants de ces mondes. L'utilisation des logiques de discours peut aussi avoir pour but de délégitimer l'« adversaire ». La rationalité d'un monde peut, dans ce cas, se retourner contre ses créateurs. Ainsi, dans la mise en œuvre de la manifestation dite *Merci, mais Partez*, c'est l'utilisation des arguments de Václav Klaus et des logiques de son discours qui a été particulièrement utilisée contre lui-même. Ce sont ses discours critiquant toute collaboration avec les sociaux-démocrates tchèques, soupçonnés d'être des crypto communistes qui ont été utilisés contre lui, après sa coalition parlementaire avec ces derniers. Ce sont bien des ennemis classiques de l'argumentation Klausienne qui ont utilisé, dans cet exemple, sa rationalité contre lui-même. La contradiction entre les anciens et les nouveaux arguments et choix de Klaus deviennent alors une ressource facilement mobilisable pour donner sens à l'action de protestation.

Une autre ressource importante de la mobilisation est l'identité sociale des individus qui y appellent. Il va de soi que ce genre de ressource peut s'avérer être une contre-ressource, dans la mesure où certains individus attirent la confiance et d'autres la défiance et pour plus de précisions, l'identité sociale de certains individus peut être la base de la construction de la confiance dans certains mondes, mais n'ont pas cette capacité dans d'autres. Il s'agit donc de ressources à double tranchant. L'identité sociale des organisateurs et les mobilisations elles-mêmes peuvent aussi être utilisées par les adversaires de la mobilisation comme argument délégitimant dans le débat public. Les types de légitimité sont liés à une position sociale, une grandeur dans un monde. Ils sont généralement liés aux discours du monde qui les attribue. Être *ancien étudiant*, héros de la révolution de velours, est un *état* donnant une ressource légitimante incompatible, évidemment, avec la cause communiste. Il en découle que les communistes s'opposant à Zeman et à Klaus sont rares, dans la manifestation de *Merci, mais Partez*, ils sont isolés et sifflés. Il est intéressant d'observer que certains types de légitimités peuvent avoir une certaine autonomie. Ainsi, être un célèbre journaliste peut aider une cause, même si le domaine de spécialisation est éloigné de la cause défendue. Un autre exemple d'autonomie est la

légitimité des études ou de la fonction. La République tchèque, comme dans l'ensemble des anciens territoires de l'Autriche-Hongrie, est particulièrement sensible aux titres et fonctions qui sont soulignés par l'usage à chaque instant. Ainsi, l'on présente les individus en soulignant leur niveau d'études (à partir de la maîtrise ou du Master), leur fonction sociale etc. C'est ainsi maître Novak (soulignant que Mr Novak a un master) qui prend la parole, professeur Tomasek, etc., marquant ici une hiérarchie des légitimités s'opposant à l'illusion de l'égalité citoyenne dans la rue.

Enfin, il est bien entendu que les arguments sont aussi utilisés par les « adversaires » d'une mobilisation.

b) Recevoir le sens en héritage et la gestion de l'héritage

Comme nous l'avons vu précédemment, la constitution du sens, dans la manifestation de rue, est nettement liée aux réseaux d'OMS et de légitimités. Peut-on dans une telle situation séparer l'héritage du sens de celui des structures ?

A un moment t donné, l'on hérite du moment $t-1$ non seulement d'une structure de débats, mais aussi de structures de transmission de l'information (canaux de communication), de mondes avec leurs grandeurs et leurs états et donc avec des individus pouvant justifier de plus ou moins de légitimité ainsi que de tous autres éléments existant à $t-1$. L'héritage est si important, que l'on comprend les dérives déterministes de certaines explications cherchant à présenter une évolution dans le temps par les éléments les précédant. Cette dérive ne prend pas en compte la capacité de choisir que peut développer tout individu.

Néanmoins, le sens produit par une structure sociale, connaît un décrochage par rapport à son producteur, permettant aux adversaires de l'utiliser contre son auteur, voire contre l'institution ayant la légitimité la plus grande de sa gestion. Tout comme dans les lendemains électoraux, l'opposition peut utiliser les promesses électorales non tenues du nouvel élu contre lui-même, même si ces promesses ne font pas partie du programme de cette opposition, nous pouvons retrouver ce genre de décrochage dans toute la société. Ceci nous amène à nous souvenir de l'importance de prendre en compte non seulement l'héritage en termes de structures objectives,

mais aussi en termes de structures subjectives que le sens constitue. Un sens donné existe et est un repère social dans la mesure où il est mobilisé pour interpréter une situation. Une idéologie peut être « lancée » par un groupe social ou politique, pour être, par la suite, mobilisée par ses adversaires. Il en est de même pour les autres repères du sens.

Comment le sens peut-il être à la fois un héritage et une ressource ? Si nous prenons la métaphore de la langue française et bien, elle a ses garde-fous, ses règles de grammaire, ses institutions et pourtant, elle évolue. Nous pouvons la considérer comme recrée à chaque instant par chaque individu qui l'utilise, en interaction avec son entourage. Très souvent, elle est recrée à l'identique, car les individus, parlant, tentent tout de même de se faire comprendre. Toutefois, ici et là, elle connaît des évolutions qui amènent à des changements plus ou moins brutaux, conduisant parfois même l'Académie Française à reconnaître l'évolution. Nous considérons le ou les sens, les mondes et justifications comme évoluant suivant une logique similaire. Les structures du sens ont une inertie ou une tendance à se reproduire à l'identique, car non seulement elles structurent les idées des individus, mais aussi leur communication. C'est par les phénomènes de confrontation de ces structures du sens à la vie quotidienne que sont amenées ces dernières à des évolutions régulières. Et ce qui peut sembler être parfois une révolution des manières de pensée n'est qu'une réinterprétation, un réagencement des mondes existants, par la proposition de les réintégrer dans une interprétation plus large.

Il nous faut bien prendre en compte le sens comme un héritage particulier, différencié des structures objectives, comme une institution sociale particulière, connaissant des règles de transmission particulières. Ainsi, si l'on constitue le sens comme reconstitué à chaque interprétation fournie, il l'est sur la base de la réutilisation des sens hérités.

Lorsque l'on appelle à manifester, pour réussir une mobilisation, il est nécessaire d'offrir une justification, une rationalité de l'action et une analyse de la situation qui saura convaincre. Pour marquer le trait et montrer la nécessité de l'usage de repères communs, nous précisons qu'il n'est donc pas possible de mobiliser à Prague en utilisant une langue rare ou non comprise, tel le swahili, ou des symboles ne faisant pas partie des repères des participants ou observateurs⁵³⁹ ou même de nouvelles convictions⁵⁴⁰. Les nécessités de la communication amènent à réutiliser un héritage, ce qui laisse tout de même la possibilité de constituer (ce qui est toujours coûteux) un

⁵³⁹ Pour marquer le trait à des fins heuristiques, nous pouvons donner l'exemple des symboles khmer qui ne seraient pas compris à Prague, si ce n'est que par un nombre extrêmement restreint d'individus.

⁵⁴⁰ La théologie de la libération de l'Amérique latine ne peut pas être comprise ou acceptée à Prague spontanément, par exemple.

nouveau symbole, « quelques » nouvelles idées. Bien entendu, nous considérons ici les argumentations mobilisantes et non pas l'ensemble de l'argumentation. Nous pouvons estimer que ce qui amène un individu à s'engager dans une action collective n'est pas forcément l'ensemble de l'argumentation présentée, l'ensemble n'étant par ailleurs rarement connu de tous.

Les thématiques mobilisantes peuvent être sectorielles comme nationales ou régionales. Nous avons vu, dans le chapitre III, la répartition des domaines de la manifestation. Les dix ans de la révolution de velours donnent une opportunité aux *leaders* étudiants de 1989. La ressource situationnelle permet à un petit groupe de personnes de se positionner en tant que porte-parole d'une cause. Elle n'en détermine pas pour autant l'ensemble des membres de ce groupe.

L'actualité peut aussi offrir, par identification d'une situation à une autre, non pas d'identifier directement sa cause par parallèle, mais d'identifier la cause combattue. Cette technique rend plus difficile de se positionner en tant que seul opposant, leader de la contre cause. Le rejet des manifestations anarchistes du premier mai, peuvent être un exemple de l'utilisation d'un référent dans le contre positionnement de l'extrême droite. L'arrivée d'Haider au pouvoir en Autriche en est un autre, pour les antifascistes des mouvements anarchistes.

L'utilisation de l'héritage ne se fait pas uniquement par parallèle avec des causes ou des situations héritées. Lors des manifestations de *Greenpeace* par exemple, la cause écologique n'est pas utilisée par parallèle. L'organisation veut se fondre dans une cause existante, plus large, par son activité, en se présentant comme le porte-parole de cette cause.

L'utilisation de l'héritage en termes de débats, peut avoir pour fin un jeu d'interprétations sur les positions. Il peut s'agir de la critique de l'adversaire par le changement de registre de justification. Face aux mouvements sociaux de la TV chose publique, par exemple, Klaus utilisera les arguments de la démocratie procédurale, tandis que les manifestants utiliseront les arguments de la liberté d'expression et de la société civile.

Comme nous l'avons vu précédemment, les logiques des discours d'un passé hérité peuvent être utilisées contre son auteur.

Enfin, il ne nous faut pas voir uniquement les héritages du sens comme des opportunités ou des ressources, mais aussi comme des contraintes cognitives. Il est souvent difficile de quitter des modes de penser. Ainsi, nous pouvons voir comme un héritage de la dissidence non seulement certaines thématiques (cf. Chapitre VII), mais aussi certaines manières d'agir perçues comme

« propres » : les manifestations spontanées, sans trop de propagande, pour une grande cause. Nous pouvons voir ces contraintes aussi chez les anarchistes et d'autres...

c) **L'économie de la grandeur**

Comme nous l'avons évoqué, tous ne sont pas égaux face à la gestion du sens. Dans un débat dans une arène publique, une personne ayant un *état* important, une position importante, dans la hiérarchie d'un monde social, voire de plusieurs, a un pouvoir de convaincre plus important que quelqu'un qui n'a aucune position. L'opinion d'une telle personne a la légitimité et le soutien des mondes auxquels elle participe, tant qu'ils ne la remettent pas en cause. Être un homme politique influent, un professeur d'université, un ancien dissident ou un grand humanitaire participe de la détermination de la capacité à créer du sens légitimé.

Dans le cas d'une manifestation de rue, faire partie des premiers organisateurs, des premiers signataires peut donner une influence particulière, une légitimité sur la gestion du sens de l'action manifestante organisée. Cela permet, en général, de faire partie du comité d'organisation.

Proposer à un *grand homme*, bénéficiant de cette grandeur dans un ou plusieurs mondes sociaux, connaît son économie.

Ainsi, le mouvement *Merci, mais Partez* s'est constitué autour d'une première déclaration portant ce titre. Monika Pajerová, bien qu'elle ne fasse pas partie des premiers signataires de *Merci, mais Partez*, n'a pas pu être éliminée du comité d'organisation et s'est retrouvée être une des principales organisatrices. Sa position dans le monde des anciens étudiants est tellement importante que se séparer d'elle parce qu'elle n'a pas signé à temps pouvait mettre en danger tout le processus. Ainsi, le mouvement manifestant se constitue utilisant la légitimité de son *état*, contre l'offre (à Monika Pajerová) de lui ajouter une nouvelle grandeur, celle d'être au sommet du mouvement.

d) L'économie du sens

Un sens de l'action collective est déterminé et offert par les organisateurs. L'analyse des buts et des fins du mouvement, de son utilité peut être proposée par de nombreux autres agents sociaux : politiciens, journalistes.

L'organisation d'un mouvement collectif peut être l'occasion de réunir des agents sociaux divers, dont l'action commune ne va pas de soi. S'effectuent alors des phénomènes de négociations pas toujours formalisées, concernant le sens qui sera donné à l'action. Lorsque l'un des leaders du parti social-démocrate, Vladimir Špidla, s'est joint aux manifestants de *Merci, mais Partez*, il soutenait par sa présence le mouvement et obtenait un soutien de fait de ce mouvement pour renforcer son courant dans son parti opposé à l'alliance Klaus-Zeman et à Zeman en général. On peut alors observer un phénomène de coalition discursive. Autant les représentants du mouvement (pour la plupart plutôt de droite) que Vladimir Špidla proposent une base discursive commune, analysant le mouvement comme la situation politique qui l'a provoqué. Afin que cette coalition discursive ne soit pas interprétée comme une politisation de centre-gauche du mouvement, autant Vladimir Špidla que les organisateurs souligneront la différence de leurs points de vue, se réjouissant de leurs communautés de points de vue concernant cette cause.

Les coalitions discursives permettent alors de renforcer une interprétation d'une situation par la constitution d'un discours commun d'agents sociaux bien distincts. Les coalitions discursives n'empêchent pas les positionnements.

Lors des manifestations à l'occasion du sommet du FMI et de la Banque mondiale, à Prague, quand les alter-mondialistes tchèques ont constitué, à Brno, la plate-forme de coordination appelée INPEG (initiative contre la globalisation économique), face à la campagne médiatique s'opposant d'avance aux manifestants⁵⁴¹ la coordination a, comme nous l'avons déjà vu, choisi deux attachés de presse. En effet, l'ensemble des organisations anarchistes étaient prêtes à se mettre d'accord pour des déclarations communes, mais la distance discursive entre leurs positions de départ et celles des organisations écologistes et associées (différents types d'organisations humanistes) ne permettaient pas de trouver facilement un discours commun. Le monde des anarchistes fut donc représenté par Alice Dvorská, celui des écologistes et autres

⁵⁴¹ Cf. Titre II, chapitre 3.4.

mouvements alternatifs par Viktor Piorecký. Les deux attachés de presse s'attachaient à trouver des analyses communes, qu'ils co-signaient et alternaient dans leurs déclarations et donc dans la production d'interprétations. Nous pouvons considérer qu'il s'agit, ici, d'une coalition discursive institutionnalisée.

Nous avons aussi noté des discours parallèles sans coalitions discursives. Les manifestations contre le FMI et la Banque mondiale n'étaient pas unifiées, par exemple, mais se suivaient avec des slogans, organisations et exigences différentes et pas toujours compatibles.

Un autre élément des coalitions discursives est le jeu de reconnaissance mutuelle entre organisations. L'association *Merci, mais Partez*, mais aussi *Impuls 99* ou encore le président Havel soutiendront la cause des manifestants de *TV chose publique*, étant en retour reconnus comme partenaires importants.

e) **Différenciation des stratégies de gestion du sens en fonction des cibles visées**

La stratégie de gestion et production du sens, dans une OMS, se fait à plusieurs niveaux de la hiérarchie interne, suivant des cadres différents, avec des buts différents. Se mettent en place des phénomènes complexes d'interconnexion de ses différents niveaux dans les grandes lignes des discours. Le nombre de niveaux de production peut varier en fonction des analyses, des mobilisations étudiées et de leurs étapes. Nous avons toutefois typologisé ces gestions de l'action du sens par stratégies. Ils constituent les trois cercles du sens.

Le résultat de la production du sens dépendra autant du succès de ces stratégies que du résultat issu de l'interaction des organisateurs avec les autres agents sociaux producteurs de sens⁵⁴².

Nous comprenons, comme appartenant au cercle du sens, l'ensemble des argumentations tendant à justifier et renforcer l'axe principal de l'argumentation que donnent les organisateurs à la mobilisation. Nous considérons, comme sortant du cercle du sens, les argumentations tendant à déplacer l'axe principal de l'argumentation que donnent les organisateurs à la mobilisation.

Le premier cercle est composé du sens que se donnent les organisateurs de leur propre action. Lors de leurs rencontres, les membres du comité d'organisation constituent un discours en

⁵⁴² Contre action du ou des adversaires, action d'agents indépendants, ayant des stratégies et objectifs différents, comme, par exemple, un média n'étant intéressé que par une logique de vente.

recherchant un principe supérieur. Nous pouvons alors observer le phénomène de ce que Luc Boltanski appelle la « montée en généralité ».

Ce sens fait l'objet d'une négociation et est en évolution. Cependant, dans les étapes de préparation des manifestations que nous avons observées, les limites du cercle du sens sont posées assez vite et ne sont pas tellement remises en cause. Une fois l'axe principal de l'argumentation posé, les débats qui ont lieu par la suite, initiatives, discours et prises de position ne remettent pas en cause ces cadres de l'action, tels que les organisateurs les ont fixés, mais constituent plutôt un travail d'interprétation et de justification s'adaptant à l'évolution de la situation ou des intérêts du comité d'organisation, voire des organisateurs.

La gestion individuelle du sens dans le cadre du débat du comité d'organisation amène à créer un *sens commun* de l'action. Nous avons pu observer, dans la construction individuelle du sens⁵⁴³, un travail intensif permettant de se constituer un profil lisible et cohérent. Il s'agit bien, généralement, d'un travail de construction du sens de sa propre action dans l'interaction avec la construction du sens du comité d'organisation. La légitimité individuelle d'un organisateur, la capacité à convaincre, à créer un sens auquel les autres voudront s'identifier amène certains organisateurs à avoir plus d'influence sur le sens de l'action que d'autres⁵⁴⁴.

C'est au niveau du comité d'organisation que se constituent le sens de l'action, mais aussi les stratégies de constitution du sens à présenter aux militants (deuxième cercle) et les stratégies de constitution du sens présentées au public (troisième cercle).

L'existence d'une différence entre ces trois cercles ne correspond pas forcément à une manipulation⁵⁴⁵. Nous considérons, dans ce modèle, qu'une manipulation correspond à une distance du premier cercle avec le deuxième ou avec le troisième, suffisamment grande pour que les axes principaux de l'argumentation du sens de l'action soient séparés et contradictoires. Une certaine différence de discours en fonction du public (organisateur, militants, grand public) est inéluctable⁵⁴⁶.

⁵⁴³ Justification ou rationalisation que se constitue un organisateur en tant qu'individu.

⁵⁴⁴ Plus sur ce sujet le titre III, chapitre 1.

⁵⁴⁵ Contrairement à ce qui pourrait ressortir de la réflexion de Goffman dans Goffman E., *Les cadres de l'expérience*, Minuit, Paris 1991.

⁵⁴⁶ Latour B., « Si l'on parlait un peu politique? », *Politix*, vol.15, nr.58, 143-165, 2002.

Le second cercle du sens doit permettre aux militants de trouver des rétributions symboliques à l'engagement. Il peut utiliser des motivations propres à un secteur du militantisme. Les limites du cercle sont constituées par le comité d'organisation. Dans les limites de ce cercle, l'argumentation sera renforcée, à plusieurs niveaux, par les militants eux-mêmes. La remise en cause des limites du cercle, c'est-à-dire de l'axe principal de l'argumentation, par un ou des militants peut être considérée comme une tentative de se positionner comme organisateur et peut amener à de la coercition (remarque, ou rejet du mouvement) ou à de la cooptation (intégration plus ou moins grande au travail du comité d'organisation). Les argumentations dissidentes sont toutefois généralement tolérées dans la mesure où elles n'ont que peu d'influence et que le coût de la discipline discursive reste supérieur aux dangers représentés par la division pour la mobilisation.

Le troisième cercle du sens est constitué par la stratégie de communication dirigée vers le grand public. Celle-ci est faite soit directement par le comité d'organisation, par l'intermédiaire des médias, soit par les militants (tracts, pétitions etc.) Les militants eux-mêmes peuvent être sensibilisés par le comité d'organisation ou par d'autres militants à la stratégie de communication, aux éléments à mettre en avant et à ceux à ne pas souligner, pour avoir une mobilisation maximum.

Si nous prenons le cas de la manifestation *Merci, mais Partez*, le comité d'organisation a développé une argumentation concernant la nécessité pour des personnes qui agissent quand la nation est en danger, de la remettre sur les rails de la démocratie tchèque. L'argumentation était de droite anti-Klaus. Le fait (tel qu'il était perçu) que Klaus travaille avec des cryptocommunistes sociaux-démocrates, juste pour contourner le monde de Havel et donc pour des raisons de pouvoir, était vécu comme profondément immoral par les organisateurs.

Dans le second cercle, pour les militants, ce discours gardera relativement le même axe, insistant moins sur les qualités intrinsèques des organisateurs, mais soulignant la possibilité, pour les plus jeunes, de vivre un « remake » de la révolution, par un abandon total pour la cause.

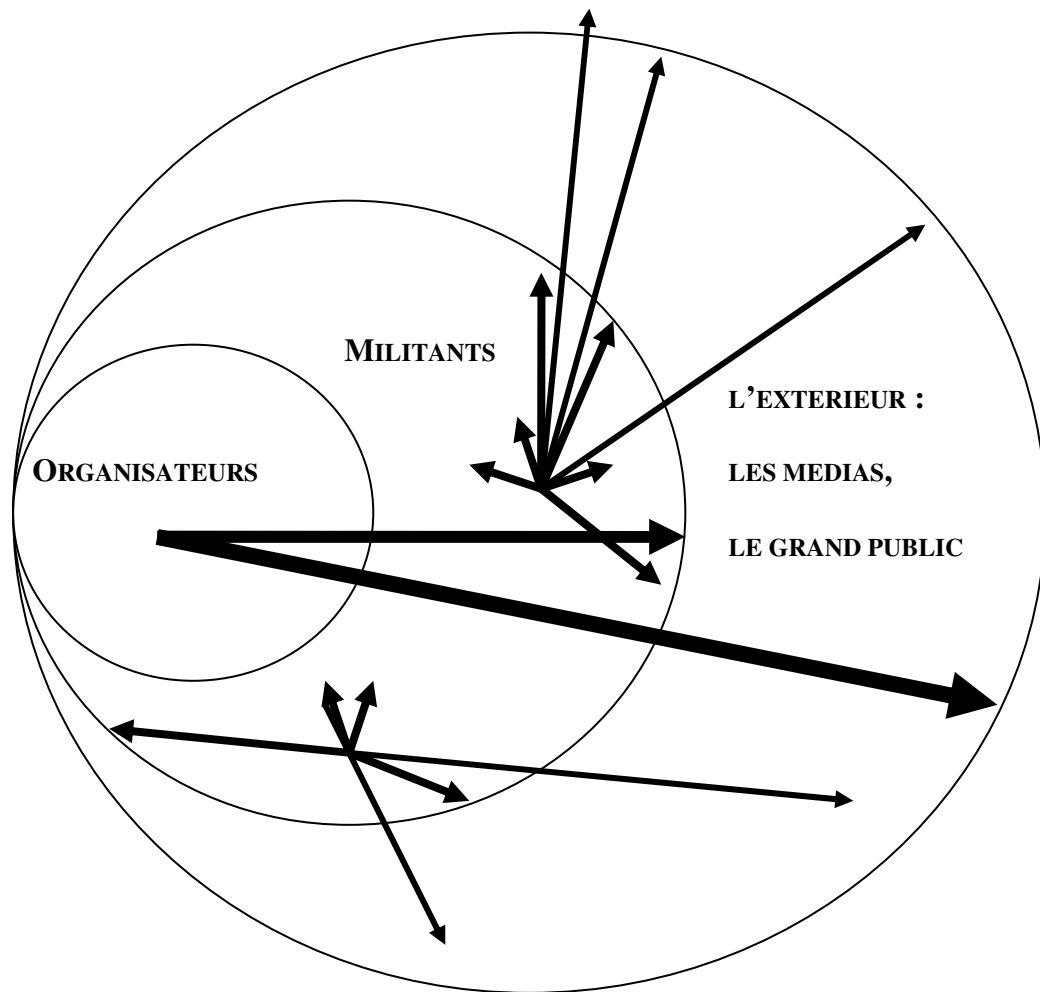
Le troisième cercle du sens de l'action, sera celui des médias et du grand public. Le discours sera celui d'un rejet de l'alliance Klaus-Zeman. Le rejet de la social-démocratie n'y apparaît pas, ouvrant de fait l'appel aux électeurs de la gauche centriste. La critique de Klaus n'apparaît pas dans d'autres éléments que dans son alliance avec la social-démocratie de Zeman, ouvrant

l'appel aux électeurs de droite rejetant tout « pacte » avec la gauche et dont la sympathie pour Klaus n'empêche pas de la sympathie pour Havel, par exemple.

Dans le cas de la manifestation anti-raciste du 16.05.2000.⁵⁴⁷, les organisateurs ont en tête outre la cause elle-même, l'importance de montrer le rôle d'organisateur et de moteurs de certaines organisations anarchistes par rapport à d'autres. Les militants, jeunes anarchistes, y ont développé un discours interne soulignant l'importance pour les mouvements anarchistes d'être à l'initiative de la lutte anti-raciste et anti-fasciste et de mobiliser autour de ces thèmes la jeunesse alternative et en particulier les écologistes. Face au grand public, il s'agissait d'une manifestation de lutte contre le racisme et le fascisme, organisée par un groupe indépendant et ouvert à tous. Le rôle des mouvements anarchistes a disparu entièrement d'une partie des tracts et des conférences de presse. Il n'est réapparu que dans les usages vestimentaires spécifiques des jeunes anarchistes durant la manifestation.

⁵⁴⁷ 16.05.2000 Manifestation alter-mondialiste et anti-FMI, Prague.

Figure 10 : Les cercles de la production du sens



légende



Cercle du sens



Production du sens indiquant le producteur à la source de la flèche, et sa cible, à la pointe

Il n'est pas impossible, théoriquement, que les stratégies d'adaptation des discours et du sens de l'action aux différents secteurs soient plus adaptées. Nous n'avons pas observé toutefois ce phénomène en République tchèque, si ce n'est des adaptations de la forme du discours aux médias.

Parmi les rares mobilisations multi-sectorielles que nous ayons pu observer, nous pouvons donner l'exemple des manifestations contre le FMI et la Banque mondiale. Elles n'étaient pas organisées par un comité d'organisation porteur de plusieurs discours, en fonction des secteurs, mais étaient organisées par de nombreux comités d'organisation, n'étant reliés que par un comité de coordination. Ce dernier ne constituait d'unité discursive qu'au niveau de l'annonce des dates et de la dénonciation de l'attitude des pouvoirs publics face aux manifestants potentiels.

Tableau 3 : L'utilisation du sens dans le débat public

Utilisation	Dépend de	Méthode	But
Symboles	Histoire : les grands récits de la nation, les idéologies.	Identification d'une situation à un schème d'interprétation connu.	S'intégrer dans une cause par parallèle, ou identifier l'« adversaire » et sa cause par parallèle.
Positionnement/débats	Les grands débats politiques et sociaux (surtout structure, mais aussi héritage etc.)	Se présenter comme le champion d'un camp.	S'intégrer dans une cause par opposition.
Jeux de légitimités	Hierarchies sociales.	Critique par le changement de registres.	Délegitimer un adversaire ou son discours.
Logique des discours	Discours et débats.	Souligner les contradictions.	Délegitimer un adversaire ou son discours dans son propre camp.
Diffusion	Cohésion discursive ou de discipline interne de l'organisation, des contacts dans les médias, des amis de la cause.	Médias, étalage de pouvoir, multiplication des arguments et des soutiens.	Diffusion et promotion du sens. Convaincre à sa cause.

3. RESSOURCES ET CONTRAINTES STRUCTUELLES, CYCLIQUES

a) Les ressources structurelles des OMS

Outre la gestion du sens et de la cause, de nombreux éléments donnent un coût à la mobilisation plus ou moins important, rendant « facile » ou « difficile » une mobilisation et ayant une influence sur la gestion de celle-ci (et donc sur la décision de l'organiser). Il s'agit des moyens aidant à l'organisation, à la communication et à la mobilisation.

Lorsqu'une manifestation est organisée dans le cadre d'une OMS institutionnalisée ou faiblement institutionnalisée, ceci permet, bien entendu, de profiter de ses moyens financiers, de son image et de ses réseaux en termes de communication et de ses militants, lorsqu'elle en a.

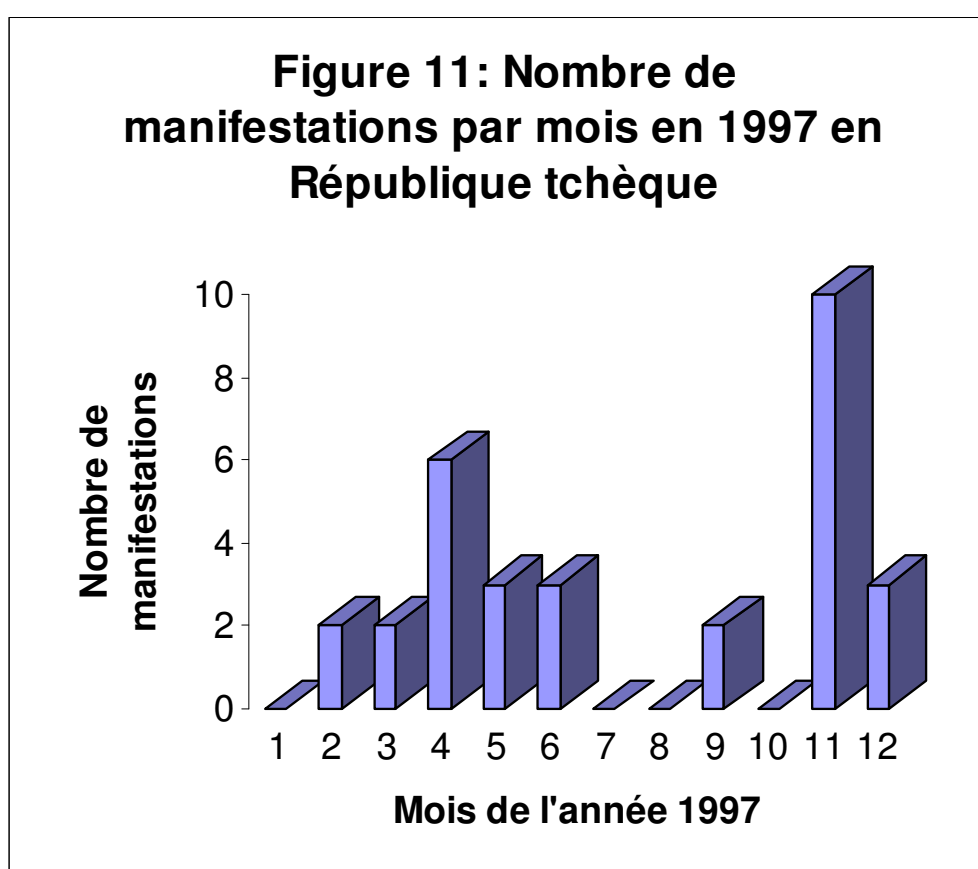
Lorsque le comité d'organisation ne possède pas l'appui logistique d'une ou de plusieurs OMS, il lui faut alors faire le point sur les soutiens potentiels qu'elle peut obtenir auprès d'amis des organisateurs, d'amis de la cause, afin d'obtenir les ressources nécessaires.

La mobilisabilité de secteurs, ou plutôt, dans le cas tchèque, la difficulté à mobiliser et la perception de celle-ci peuvent expliquer « en creux » pourquoi de nombreuses mobilisations ne se font pas⁵⁴⁸. L'étude des manifestations de rue à Prague, de l'organisation de la protestation nous permet de comprendre plutôt comment se construisent et se gèrent les manifestations. Nous avons pu toutefois déceler des éléments de stratégie dans l'adaptation des discours et des thèmes aux secteurs mobilisables.

⁵⁴⁸ Témoignage entre autres de syndicalistes sur la difficulté de mobiliser.

b) Le choix de la période et climat: les cycles manifestants

Comme le souligne Olivier Filieul⁵⁴⁹, l'organisation de manifestations de rue suivent des cycles correspondant aux opportunités politiques. Des opportunités qui suivent les cycles électoraux ont été observées lors de notre étude⁵⁵⁰. Nous avons, dans notre étude empirique, observé l'importance encore plus grande qu'ailleurs, pour ce type de mobilisation en République tchèque, des opportunités médiatiques, comme nous l'avons évoqué, mais aussi des opportunités liées au cycle annuel.



⁵⁴⁹ Filieul O., *Stratégies de la Rue, Les manifestations en France*, Presses de Sciences Po, Paris 1997.

⁵⁵⁰ Lors de manifestations telles que *Merci, mais*, *Partez*, *TV chose publique* etc.

Figure 12: Nombre de manifestations par mois en 1998 en République tchèque

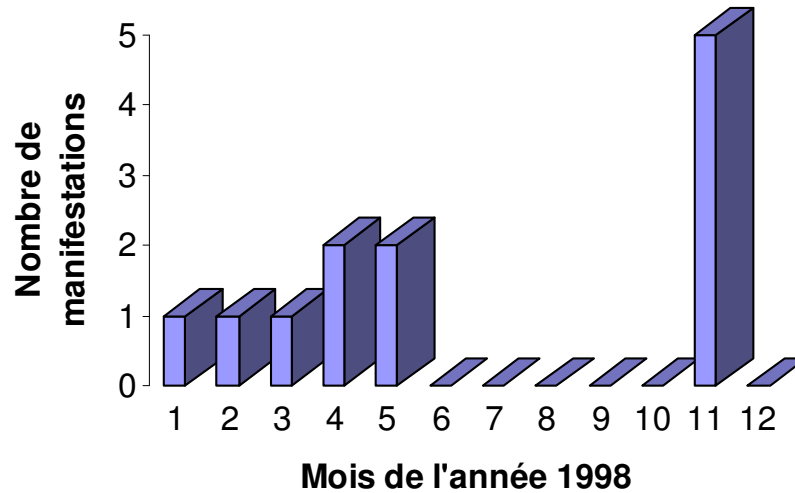
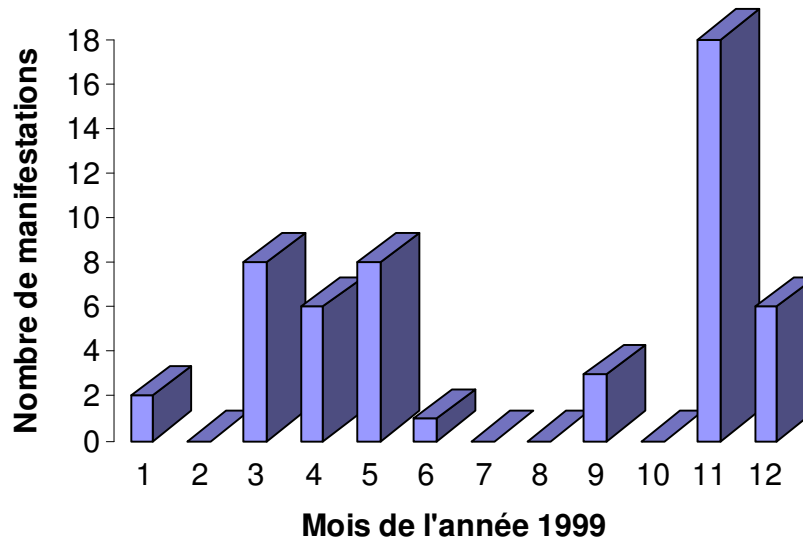
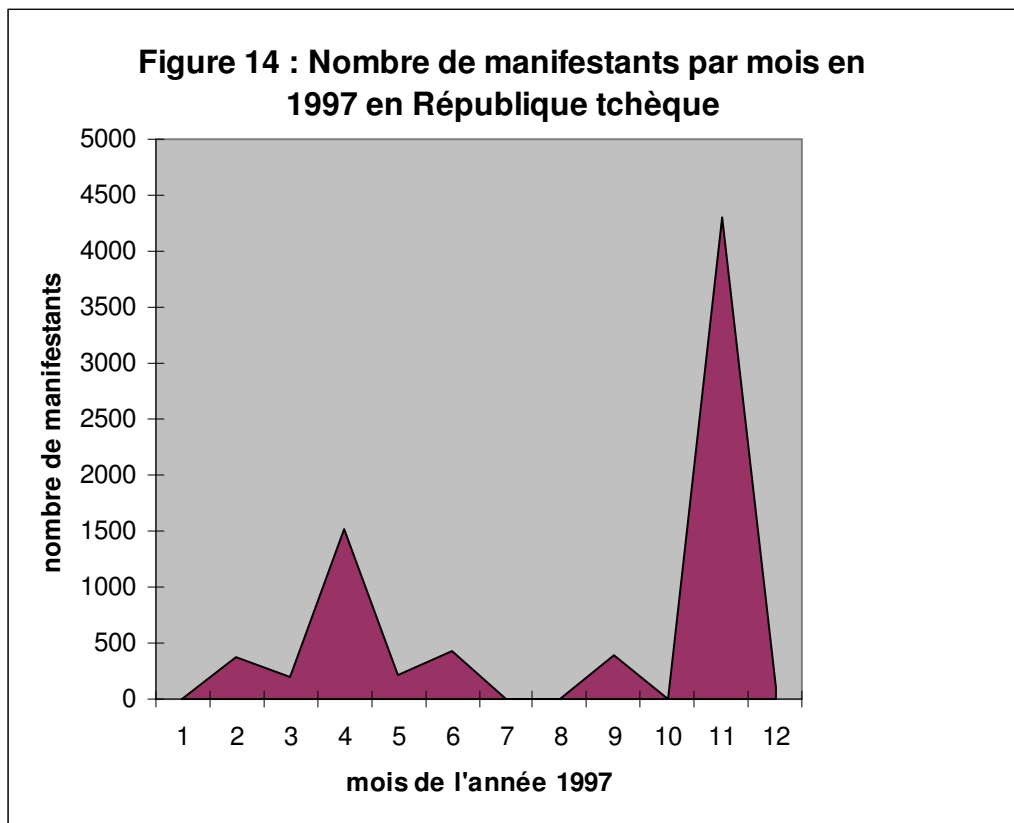


Figure 13: Nombre de manifestations par mois en 1999 en République tchèque



Nous pouvons observer, en termes de nombre de manifestations organisées, qu'elles connaissent des cycles. Les manifestations sont « plutôt » organisées au printemps et en automne qu'en hiver

et en été. Les vacances d'été rendent difficiles les mobilisations et un intérêt sérieux des médias. D'autre part, les basses températures de l'hiver pragois semblent être considérées comme un critère démotivant pour les organisateurs potentiels. La douceur de l'hiver en janvier et février 1998⁵⁵¹ peuvent expliquer le graphe de 1998 et l'organisation de manifestations durant cette période. Nous remarquerons, par ailleurs, que les célébrations de l'anniversaire des dix ans de la révolution ont mené à nombre d'autres manifestations, fin 1999, l'opportunité thématique semblant favorablement contrebalancer les contraintes du froid (relatif) de la fin 1999.



⁵⁵¹ D'après les indications de l'institut climatologique et hydrologique tchèque. Nous remercions ici pour son aide le chercheur de cet institut Radim Lebeda.

Figure 15: Nombre de manifestants par mois en 1998 en République tchèque

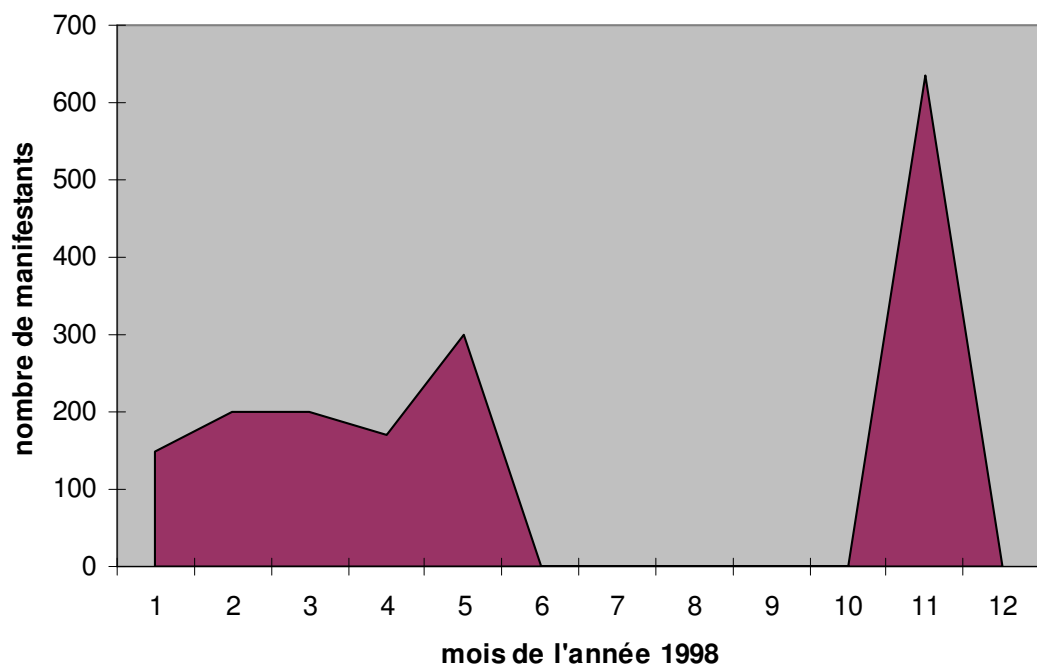


Figure 16: Nombre de manifestants par mois en 1999 en République tchèque

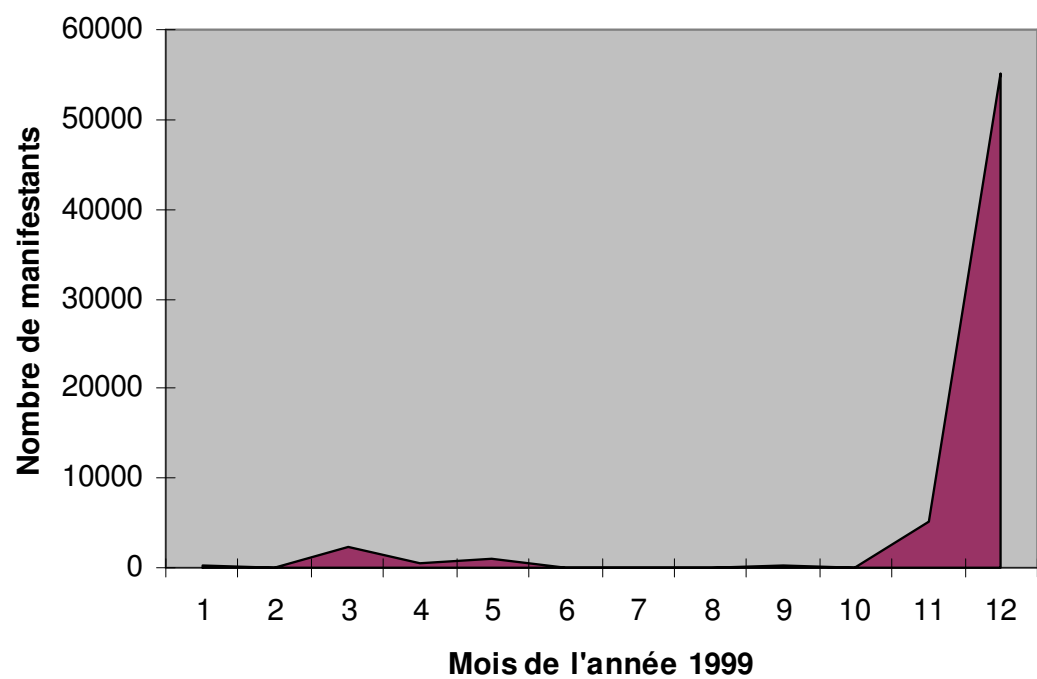


Figure 17: Nombre de manifestants par mois en 1997-1999 en République tchèque

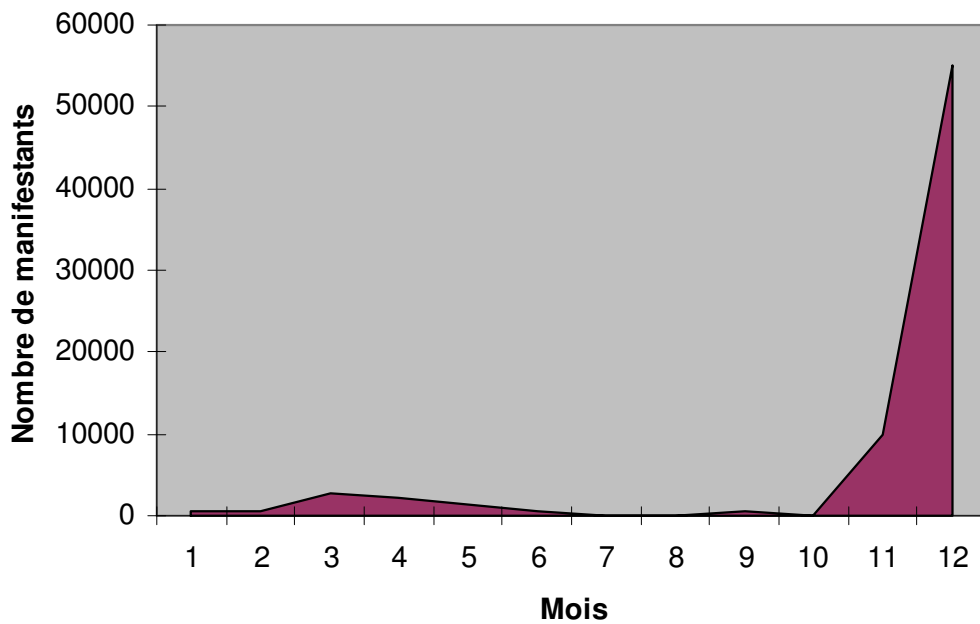
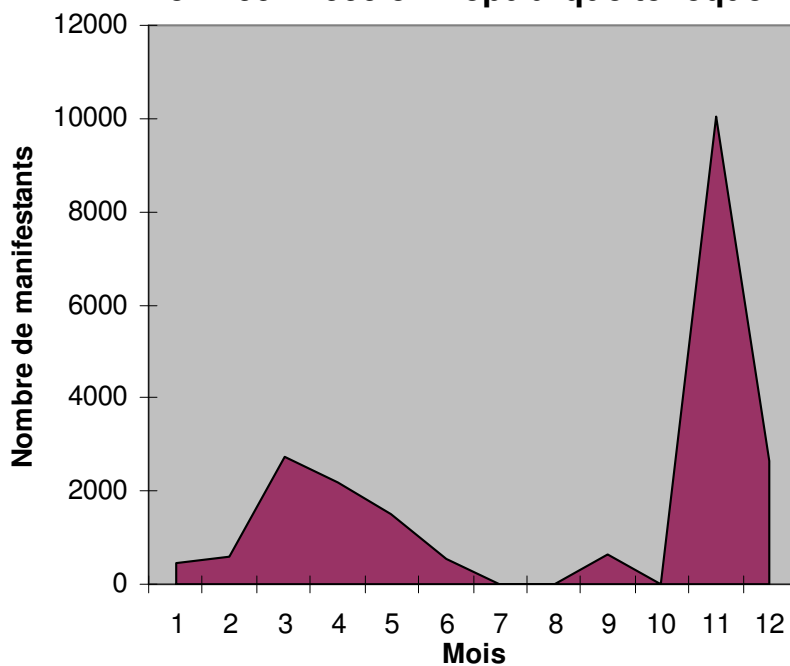


Figure 18: Nombre de manifestants par mois exceptée la manifestation *Merci mais Partez* en 1997-1999 en République tchèque



Nous observons sur les graphes ci-dessus que les explications précédentes en termes de stratégies d'organisation se trouvent confortées par le critère « nombre de manifestants par mois ». Outre les sursauts thématiques (telle la manifestation de *Merçi, mais Partez*), nous pouvons observer l'importance de l'automne dans l'organisation des mobilisations, mais aussi la remontée due au redoux du printemps.

Titre 3

Expliquer l'action manifestante

Chapitre 1

Les organisateurs

Lors de l'organisation d'une manifestation de rue, depuis le moment de sa préparation à ce qui en découle, les organisateurs provoquent une multitude de phénomènes sociaux et politiques. Ces phénomènes qui se situent à différents niveaux (aussi bien micro que macro) résultent de diverses interactions : les interactions entre organisateurs et agents sociaux, l'interaction entre organisateurs et soit par leurs interactions avec des agents sociaux, soit entre eux et enfin celle qui concerne l'intérieur de chaque organisateur (il se change lui-même.) L'ensemble des agents sociaux interagissant lors de l'organisation d'une manifestation (les organisateurs de la manifestation, les militants, les médias, les hommes politiques mais aussi les simples manifestants ou encore les passants qui observent) méritent d'être étudiés en profondeur. Cependant, face à l'immensité de la tâche, il nous a fallu faire des choix.

Nous avons décidé d'approfondir l'étude des organisateurs et ce pour plusieurs raisons : ils sont les moteurs et les dirigeants, par définition, de l'action collective. Certains diront : « Si cela n'avait pas été lui, cela aurait été quelqu'un d'autre », prônant une explication structurelle, sociale et déterministe des événements. D'autres, au contraire, considèrent que le succès d'une action collective est une question de charisme individuel de l'organisateur, de ses qualités mobilisatrices essentielles : « C'est lui qui a réussi à mobiliser autour de cette question, comme personne n'aurait pu le faire à sa place. » Car « c'est quelqu'un hors du commun. » Nous considérons que nous pouvons et devons étudier les organisateurs utilisant ces deux approches (analyse de la structure, analyse du charisme personnel) comme des pistes, mais sans tomber dans les biais déterministes auxquels elles mènent.

L'étude des organisateurs d'une manifestation ne peut être menée que par l'utilisation de l'individualisme méthodologique. Dans ce cas, l'explication structurelle implique l'analyse d'incitations « structurelles » qui conduit un individu à s'engager en fonction de ses capacités, comme un entrepreneur de commerce serait poussé à le faire par une demande forte et une offre manquante. Ces incitations seraient tellement fortes, qu'à l'image des théories décrivant le capitalisme et la main invisible du marché, elles amèneraient quelqu'un à se transformer en entrepreneur de mobilisations. Sa capacité de choix à s'engager ne serait alors qu'une illusion, une force invisible (par exemple une recherche consciente ou inconsciente de domination) l'amènerait à le faire. Une variante de ces deux approches consiste à étudier les structures sociales et leur reflet dans l'intériorisation qu'en fait l'individu⁵⁵².

Une autre approche consiste à chercher les causes de l'action humaine - des choix individuels, non pas dans les structures sociales, mais en l'individu lui-même, compris non pas comme le représentant d'une classe sociale, mais comme le résultat d'une histoire individuelle. Cette approche passe par la compréhension du mode de fonctionnement que peut avoir un individu, suite à des évolutions dans son histoire personnelle (ses dispositions). Elle passe par son cheminement intérieur et par l'étude des phénomènes de socialisation⁵⁵³.

Que nous adoptions l'une ou l'autre de ces approches, étudier les organisateurs permet de mieux comprendre ce qui amène les manifestations à être organisées. L'utilisation des deux approches avait pour nous l'intérêt de montrer les poids respectifs de la structure sociale et de la trajectoire individuelle de l'organisateur. Etudier les motivations à l'engagement, reconstruire les raisons et rationalisations des organisateurs, la construction de leurs dispositions devaient nous permettre

⁵⁵² Comme dans l'ouvrage de Pierre Bourdieu et de Jean-Claude Passeron *Les Héritiers, les étudiants et la culture*, Les éditions de Minuit, Paris 1964.

⁵⁵³ Chez Alain Touraine, l'acteur peut être collectif. Non seulement il est capable de prendre de la distance face à sa propre histoire, mais il peut décider d'agir pour faire changer l'histoire de la société à laquelle il appartient (entre autres, dans *Le retour de l'acteur - Essai de sociologie*, LGF/Livre de Poche Paris 1997).

Pour Daniel Bertaux (*Les récits de vie. Perspective ethnosociologique*, Nathan, coll. « 128 », Paris 1997), la technique de recherche se base sur l'étude des récits de vie pour comprendre les motivations intérieures et extérieures qui mènent l'individu à faire certains choix. L'auteur garde un aspect structuraliste dans la mesure où il cherche la répétition de l'événement pour en tirer une règle de fonctionnement de la société. Son structuralisme prend toutefois la profondeur de l'introduction de la trajectoire individuelle dans l'explication concernant tout un groupe.

Pour Annie Collovald, l'individu, analysé par des règles sociales universelles, peut avoir une évolution particulière. C'est l'analyse de la biographie de Chirac qui a permis de comprendre comment fonctionne l'individu. *Jacques Chirac et le gaullisme, Biographie d'un héritier à histoires*, Belin, Paris 1999.

de faire la part des choses, aux frontières du social et de l'individuel. Pour concrétiser notre problématique, nous nous sommes posé plusieurs questions :

- Suite aux études de Robert Putnam, nous pouvons nous poser la question de savoir si l'organisateur est un meilleur citoyen que les autres, voire « plus citoyen » que les autres.
- L'organisateur est-il devenu organisateur suite à son histoire de vie individuelle ou par « la force des choses » ? Etait-il plus ou moins prédisposé à le devenir ?
- Comment un organisateur embrasse-t-il une cause ?
- Doit-on comprendre un organisateur de manifestation comme un individu qui crée du sens ou qui utilise et articule le sens découlant des structures sociales ?
- Quelles conclusions tirer de tout cela pour la compréhension de la société civile ?

Pour répondre à nos questions, nous avons mené un certain nombre d'entretiens semi directifs avec les organisateurs de manifestations de rue⁵⁵⁴. Nous les avons utilisés autant pour reconstituer les discours de justification, de rationalisation de chacun d'entre eux, que pour reconstituer les parcours de vie et chercher, par saturation des hypothèses⁵⁵⁵, des règles sociologiques menant les individus à embrasser l'*état d'organisateur* de manifestations de rue.

⁵⁵⁴ La liste des entretiens est disponible après la bibliographie.

⁵⁵⁵ Voir Bertaux D., *Les récits de vie : Perspective ethnosociologique*, Nathan Université, Paris 1996.

1. LA THÉORIE D'UNE SUR SOCIALISATION DES ORGANISATEURS ?

a) Un citoyen engagé est un bon citoyen

Lorsque nous lisons la presse tchèque, nous découvrons deux types d'analyses diamétralement opposées des manifestations de rue et de leurs organisateurs, les deux appuyant leurs argumentations sur la démocratie et l'expérience du communisme.

Des journalistes, mais aussi des hommes politiques⁵⁵⁶ considèrent les mouvements de protestation comme des actes d'incivisme mettant en danger la démocratie, alors qu'elle est si récente. Les manifestants sont considérés comme des extrémistes essayant d'obtenir par la force ce qu'ils n'ont pas pu ou su obtenir par les urnes. Un bon citoyen devrait savoir ne s'exprimer que par le vote, sans tenter de fausser le débat par des actions troublant l'ordre public et coûtant de l'argent aux contribuables. C'est au nom de la mauvaise expérience de la dictature communiste qu'il est de notre devoir, d'après cette argumentation, de refuser ce type d'incivisme.

C'est en s'opposant à cette approche, mais aussi en faisant référence à la mauvaise expérience de la dictature communiste que d'autres considèrent comme respectable, voire admirable ce type d'engagement et de civisme⁵⁵⁷. Certains anciens dissidents, Havel en tête, considèrent qu'ils peuvent, dans une certaine mesure, faire un parallèle entre l'action des manifestants d'après 1989 et ceux d'avant. C'est par respect de leur engagement pour une cause, de leur souci de l'avenir de la société, de leur sentiment de responsabilité que ces manifestants agissent. C'est aussi au

⁵⁵⁶ Principalement autour de V.Klaus. Voir sur le sujet, par exemple, Martin Myant « Klaus, Havel and the debate over civil society in the Czech Republic », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, Volume 21, Issue 2 June 2005, pages 248 – 267. Voir aussi, pour illustration, l'article dans Radio Prague de Martin Mikule « Former dissidents protest against President Klaus' criticism of non-governmental organizations » du 23/05/2005, consultable sur <http://www.radio.cz/en/article/66798>.

⁵⁵⁷ Havel et ses amis, entre autres. Voir Havel, V., V. Klaus, P. Pithart p.12-23 « Civil Society after Communism: Rival Visions. », *Journal of Democracy* 7, 1996.

Voir aussi Adam Fagin, « Environmental Protest in the Czech Republic: Three Stages of Post-Communist Development », *Czech Sociological Review*, Vol. 8 No. 2, 2000, p.139-156. A l'origine, il s'agit d'une intervention présentée lors des ateliers sur « la protestation environnementaliste dans une perspective comparée » lors de la 27ème session jointe de ECPR Workshops à Mannheim, du 26 au 31 mars 1999.

nom de la démocratie procédurale que les dissidents étaient critiqués avant 1989. Les citoyens engagés sont alors de bons citoyens.

Si nous reprenons la notion de société civile de Putnam⁵⁵⁸, nous y retrouvons un aspect fonctionnel, voire normatif de l'implication sociale, l'engagement citoyen aidant au bon fonctionnement de la cité nord-italienne. « *Il faut six mois pour organiser des élections, dix ans pour installer une économie de marché, mais une génération pour créer une société civile. Or, sans société civile, il n'y a pas de démocratie* » (Ralf Dahrendorf). Nous retrouvons ces idées chez Arato, faisant des OMS et des ONG des bastions de la construction démocratique. Il en découlerait que les créateurs et dirigeants des OMS et ONG seraient à la pointe de la construction démocratique.

Autant les arguments contre la première approche nous semblent convaincants, autant nous pouvons observer l'illusion de la démocratie naturelle cachée derrière cette deuxième approche. Il suffit pour cela d'utiliser l'argument simple que c'est bien par « la société civile » et le capital social, d'après la compréhension qu'en a Robert Putnam, qu'Adolf Hitler ou Vladimir Ilitch Oulianov dit Lénine ont pris le pouvoir. La réflexion concernant les limites de la civilité d'une action collective n'a pas beaucoup plus de sens non plus. Une manifestation de rue pour la démocratie est-elle incivique dès que certains manifestants se battent avec la police ? A combien de coups échangés doit-on placer la barre transformant l'expression de la société civile en incivilité ? L'incivilité dépend-elle des moyens utilisés pour s'exprimer ou plutôt du contenu ? Nous nous retrouvons dans des questions de normes qui peuvent faire l'objet d'observation, pour reconstituer les conventions sociales ou encore l'objet de débats moraux. Ces débats ne relèvent pas des sciences sociales, dans le sens qu'ils ne peuvent trouver de solution dans l'observation de la société, la question étant morale et non scientifique⁵⁵⁹.

Nous prendrons en compte, pour plus d'objectivité, les mobilisations de façon non normative, comme un fait social. Nous ne considérerons comme important le *fait* d'être un *bon citoyen* que dans la mesure où cette perception aura des conséquences sur les actions des agents sociaux étudiés. Il nous faut donc comprendre comment se construit la catégorie du *bon citoyen* et du

⁵⁵⁸ Putnam R., Leonardi R., Nanetti R., *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton University Press, USA, Hardcover 1993.

⁵⁵⁹ S'il nous fallait exprimer normativement notre conviction, ce qui n'est pas l'objet de l'ouvrage, nous dirions que nous considérons qu'un bon citoyen doit savoir être d'après nous un citoyen engagé, bien qu'il soit possible d'être un citoyen engagé sans être si bon citoyen que cela.

*mauvais citoyen*⁵⁶⁰ dans le sens commun et donc nous pencher sur l'économie des conventions conduisant à ces perceptions.

b. Un organisateur est-il un individu mieux socialisé que les autres ?

La socialisation est un processus d'apprentissage qui permet à un individu de comprendre les modèles de fonctionnement des mondes dans lesquels il vit et agit. Elle est le résultat à la fois d'une contrainte imposée par certains agents sociaux, mais aussi et surtout d'une interaction entre l'individu et son environnement. La compréhension des mondes passe par la connaissance des règles et leur fonctionnement, l'acquisition de compétences reconnues dans ces mondes. Les structures de ces mondes donnent parfois une grande liberté de réinterprétation, de redéfinition de l'*état* de chacun. Aussi, se faire connaître, faire reconnaître son *état* et ses *compétences* par des individus ayant des *états* importants dans ces mondes, permet de participer à la structure (structuration) de ce monde, de pouvoir négocier l'économie de sa propre grandeur.

Pour A. Percheron (1993)⁵⁶¹ « toute socialisation est le résultat de deux processus différents: processus d'assimilation et d'accommodation. Par l'assimilation, le sujet chercherait à modifier son environnement pour le rendre plus conforme à ses désirs (...) par l'accommodation, au contraire, le sujet tendrait à se modifier pour répondre aux pressions de l'environnement. » La socialisation ne serait donc pas uniquement, pour A. Percheron, une structure complexe, mais aussi et surtout le moment de l'interaction entre l'individu et les structures sociales. L'avantage de ce concept est de saisir autant l'interaction de l'individu avec les structures sociales que les transformations de l'individu qui en découlent pour constituer ses dispositions.

Un organisateur est-il un individu mieux socialisé que les autres? Répondre par l'affirmative à cette question, simple à première vue, peut déjà être compris de trois manières différentes : soit seuls les individus mieux socialisés que les autres atteignent l'*état* d'organisateur, soit devenir organisateur est une manière de se socialiser, soit enfin, les deux en même temps. Ce dernier point, suivant la théorie de la circulation ou de la reproduction, exprime l'idée que l'on trouve chez « les citoyens mieux socialisés » des organisateurs des manifestations et qu'il s'agit d'une manière parmi d'autres d'entretenir, voire d'augmenter, leur niveau de socialisation et par là leur

⁵⁶⁰ Voir, sur ce sujet, la question de la notabilité du manifestant, p.275 et son application pratique dans la p.273-293.

⁵⁶¹ Percheron A, *La socialisation politique*, A.Colin, Paris 1993.

position dans la société. La socialisation à un ensemble de discours et donc à un groupe social est bien, dans ce cas là, comprise comme un ensemble d'interactions dans le cadre d'un *monde social*.

Organiser une manifestation nécessite un certain nombre de compétences et en développe d'autres. Un bon organisateur doit savoir communiquer autant avec ses collaborateurs les plus proches qu'avec un public plus large, diriger des ressources humaines, avoir des contacts dans la presse ou en politique, bénéficier de la confiance d'un certain nombre de personnes ou d'institutions...

L'organisation d'une manifestation de rue amène à la construction d'une structure, avec sa hiérarchie. Être organisateur est, dans cette structure, un *état* haut. Cependant, dans de nombreux cas étudiés, les manifestations et leur structure organisationnelle ne font que participer de la structure d'ensemble de justifications plus larges, celles de *mondes* englobant la justification de la manifestation elle-même. Une manifestation « de gauche », par exemple, participe de l'opposition entre deux mondes, de droite et de gauche⁵⁶². Une manifestation réussie permet à ses organisateurs, de participer au débat de la gauche (renforçant certains groupes de gauche contre d'autres), alors que cette même manifestation peut tout en même temps servir d'argument légitimant de la gauche contre le droite. Ce mouvement d'apparence éphémère permet donc aux organisateurs d'acquérir un *état* et en plus, une certaine visibilité⁵⁶³.

Pour complexifier la présentation, la même manifestation peut être interprétée comme participant de plusieurs débats à la fois. Une même manifestation peut être comprise comme soutien des moyens de l'éducation des enfants ou encore comme une lutte entre l'école publique et l'école privée ou encore comme un soutien au service public ou enfin une marque d'opposition au gouvernement. Ainsi, un organisateur de manifestation de rue peut se prévaloir d'un *état* dans plusieurs *mondes*, en fonction de la *cause* et du *domaine* de la manifestation. La multiplicité de ses *états* et leur interprétation constituent ce que l'on appellera le *profil politique* de l'organisateur.

⁵⁶² Présentation simplifiée à des fins heuristiques.

⁵⁶³ La visibilité aidant à l'acquisition d'un état haut, sans pour autant que l'on ne puisse confondre les deux termes.

Atteindre un *état* n'est pas ici seulement une motivation cachée de l'organisateur, bien au contraire. Faire bouger les lignes d'interprétations, appeler les manifestants à venir afin de légitimer un message ou une option, est souvent le sens annoncé ouvertement de la manifestation. La manifestation ne légitime pas un message désincarné et facilement déformable. Elle légitime aussi les interprètes de ce message. Et c'est bien en se présentant comme représentant de ces manifestants que les organisateurs prennent la parole même après la manifestation.

Quel lien peut-il y avoir entre la position sociale d'un individu et l'apprentissage qu'il a connu de la vie en société ? Cet apprentissage peut se faire dans le groupe de référence ou par socialisation anticipatrice⁵⁶⁴, amenant un individu à apprendre à connaître un monde social, à intégrer ses valeurs pour faire partie d'un groupe donné. Nous pourrions donc parler de *dispositions pratiques* et de *dispositions discursives*.

La spécificité d'une socialisation peut expliquer l'accession à l'*état* d'organisateur. Les réseaux, les rencontres, mais aussi la connaissance de l'usage, de certaines manières d'agir, d'un discours amènent à devenir organisateur de manifestation. Il s'agit là d'une explication en termes de pouvoir ou de potentiel. C'est parce que l'individu peut, par la possession de compétences, qu'il organise. On parle parfois alors d'opportunités ou même de structures d'opportunités. Cette explication peut alors rappeler certaines explications structurelles, dans la mesure où elle peut être facilement rapprochée d'un jeu de position. Elle prend sens si on lui rajoute un but du jeu, qui est généralement « monter en pouvoir. » Nous voyons ici que ces phénomènes existent et que ces facteurs explicatifs font sens. Nous verrons par la suite que monter en pouvoir n'est pas le seul but des individus, ce qui rend impossible de nous limiter au modèle explicatif prenant la forme unique d'un jeu de positions.

Outre la question de l'*input*, il y a la question de l'*output* qui entre en jeu au niveau de l'organisateur. Organiser une manifestation de rue change non seulement la société, mais aussi l'organisateur. Nous verrons ici que la socialisation que constitue l'organisation de la manifestation pour son organisateur peut être une conséquence secondaire de l'action comme la

⁵⁶⁴ Robert K. Merton, *Eléments de théorie et de méthode sociologique*, Armand Colin, Paris 1997 où il présente sa théorie majeure de *anticipatory socialization*.

motivation principale de son engagement. Dans ce dernier cas, la socialisation peut être considérée comme une rétribution de l'engagement.

Il y a tout d'abord plusieurs types de socialisation, à différents mondes, à différentes activités, la socialisation débouchant sur la construction de *carrières*⁵⁶⁵. Un organisateur de manifestations peut être fortement socialisé à un monde ou à une activité autre que celle de la protestation. L'action manifestante serait alors une conséquence logique de cette socialisation, comme faisant partie du répertoire d'actions, répertoire qui ne se limite pas à celui de la protestation, par ailleurs.

Milan Pešák est le président de l'Union des organisations d'aveugles et de malvoyants tchèques, qui regroupait environ 12 500 membres directs ou indirects en l'an 2000. Il est aveugle lui-même. Il est en contact avec les politiciens du Parlement et du gouvernement, en tant que membre de conseils consultatifs. Il a ainsi senti le vent tourner pour les aveugles. Sa cause, si populaire jusqu'en 1998, a commencé à être considérée comme « trop défendue » quand le budget a cherché des économies. De plus, son organisation était sympathique à l'administration pour son caractère associatif. Mais la compétition pour l'allocation des ressources étatiques a amené les critiques à se multiplier et à dénoncer sa position de monopole sectoriel.

Avant 1989, il n'était qu'un membre inactif de l'Union des invalides⁵⁶⁶, l'organisation du régime, à appartenance obligatoire. Il a appris, dans un lycée pour aveugle, à se débrouiller seul. Avec 16 autres amis aveugles et mal voyants, il se décide dès 1989 à créer une association des aveugles et mal-voyants⁵⁶⁷, se distançant de l'Union héritée du régime communiste par une attitude plus de droite, dans la vague du mouvement de changement de régime. Une des sections de l'Union des invalides se convertira aux pratiques du marché libre et de la démocratie, en créant une association concurrente, dès

⁵⁶⁵ Nous comprenons la notion de carrière ici au sens de Goffman, consistant en l'ensemble des modifications durables (tournants) constituant la construction de l'identité sociale individuelle d'une catégorie sociale. Cette notion est liée à l'idée que la perception de l'identité sociale dans un groupe est aussi un élément structurant de l'image de soi-même et de la perception du monde et d'une situation. Nous la considérons ici comme le résultat d'un travail de socialisation. Goffman E., *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*, trad. de Liliane et Claude Lainé, Éditions de Minuit, Paris, 1979, p.177-180.

⁵⁶⁶ *Svaz Invalidů.*

⁵⁶⁷ *Česká unie nevidomých a slabozrakých.*

1990, la Société des aveugles et des mal-voyants de République tchèque⁵⁶⁸, mais conservant les biens matériels hérités du passé. La concurrence entre les deux organisations les pousse à développer toute une série de services complémentaires non seulement pour leurs membres mais pour l'ensemble des mal voyants. Suite à une négociation difficile, les deux organisations fusionnent en 1996. Milan Pešák prend alors la direction de l'organisation unifiée. Celle-ci gère des centres d'élevage de chiens pour aveugles, des centres d'apprentissage du braille, des magazines en brailles, regroupant environ 170 employés. L'ensemble des services est garanti par des subventions du ministère du Travail et des Affaires sociales. Milan Pešák n'est pas habitué à manifester et la seule manifestation d'aveugles dont il ait entendu parler dans le pays est celle de 1927.

Fin 1998, le budget de l'association, toutes subventions sur projets confondues, a diminué d'environ 15%. En 1999, Vladimír Špidla, ministre du Travail et des Affaires sociales, propose de nouvelles baisses qui heurtent fortement l'organisation et décide de diminuer les possibilités de voyages à tarif préférentiel pour les handicapés. En parallèle, il considère que l'on devrait soutenir une politique plus étatiste de gestion du handicap, pour plus d'équité. L'association bénéficie de l'argent public, sans toutefois connaître l'ensemble des contraintes du fonctionnaire. Špidla n'est pas sensible à l'argumentation concernant le fait que l'organisation est bien plus efficace que ne l'a jamais été l'administration. Mais c'est la prévision d'une forte diminution des subventions pour l'an 2000 qui a amené Milan Pešák à penser à manifester. La politique du gouvernement social-démocrate et ses techniques rappelait à Milan Pešák celle du régime communiste. L'approche étatiste et les techniques du pouvoir de ce gouvernement de gauche provoquait chez lui une véritable irritation. Comme en 1989, une manifestation lui semblait être la réponse appropriée. Les raisons techniques de communication l'ont toutefois amené à renoncer à une manifestation commune avec les sourds et malentendants qui partageaient avec les aveugles ce point de vue. Il organise une assemblée extraordinaire du conseil d'administration, avec des représentants des régions (le 13 janvier 2000⁵⁶⁹), qui décident d'une manifestation pour le 20 janvier 2000.

⁵⁶⁸ *Společnost nevidomých a slabozrakých v České republice.*

⁵⁶⁹ Dans une déclaration, le conseil de la République de SONS décide de se joindre à la pétition « sauvons les services pour les aveugles » et décide de l'organisation de la manifestation, les deux éléments étant clairement liés.

Milan Pešák sait qu'il peut bénéficier d'un fort soutien des médias. La cause est respectée et il connaît de nombreux politiciens et journalistes qui pourront relayer son point de vue exprimé par la manifestation. Milan Pešák est socialisé à la politique et aux relations avec les médias par ses fonctions. Il sait comment jouer, utiliser ses contacts pour promouvoir une cause qui sera rendue visible par la manifestation. Etre organisateur de manifestation n'est pas pour lui un changement d'*état*, mais plutôt un type d'action dans un répertoire plus large de protestations possibles. Cependant, par son action, il acquiert un *état* d'activiste médiatisé, d'acteur de la politique sociale autrement plus grand qu'en tant que membre d'un des conseils consultatifs gouvernementaux. Ses dispositions à représenter les aveugles et mal-voyants au niveau public seront autant pratiques que discursives, même si elles ne ressortent pas directement d'une expérience de la protestation par la rue.

« Mercredi, nous avons réussi à participer au forum *Radio forum* pour parler de cette question. [...] J'ai rencontré dans le couloir une rédactrice [que je connaissais.] Elle m'a dit « ha lala, je vous avais laissé ma carte, un contact, il fallait me contacter. Mais puisque vous êtes là, venez m'enregistrer quelques mots... » Elle m'a dit « je vais voir ce que je peux faire pour vous. » A partir de minuit, ils ont passé l'information en boucle, à chaque instant, à la radio nationale « demain, les aveugles manifestent. » » Milan Pešák

La socialisation de Milan Pešák aux mondes de la politique et des médias n'est pas le seul cas de figure. C'est cette « sur-socialisation », entre autres, qui l'amène à prendre l'initiative de la manifestation et qui lui permet de bien la mettre en valeur. Cette socialisation lui donne des atouts qui l'amènent à se décider à organiser la manifestation. Il ne s'agit pas d'une condition nécessaire et suffisante. D'autres atouts structurels (comme la facilité de mobiliser dans une organisation aussi intégrée que la sienne) peuvent expliquer son choix. Par ailleurs, il existe des individus qui organisent des manifestations sans connaître ni politiciens, ni journalistes...

Jana Hradilková ne connaît pas vraiment de politiciens ni même de journalistes. Elle travaille à mi-temps dans l'association « Gender Studies » et à mi-temps dans l'association « Asoka ». Elle sait monter des projets et connaît de nombreuses

personnalités phares de la société civile, des grands citoyens, comme les anciens dissidents, dont Jiřina Šiklová. Elle organise les activités et manifestations du comité SOS-Tchéchénie à la manière des autres projets associatifs qu'elle a montés. Elle sait que certains projets lui rapportent un peu d'argent pour vivre alors que d'autres non. Les réseaux contactés, les structures, la « manière d'être » (façon dont elle s'est construit sa personnalité sociale) provenaient, eux aussi, directement d'une socialisation professionnelle à ce type d'activité, comprise comme un savoir-faire et des contacts, une reconnaissance dans certains milieux.

L'engagement relève ici de deux facteurs : de ses dispositions à l'action en société, d'une part et d'un *état* d'activiste dans la *société civile*, de l'autre. C'est son *état* d'activiste qui l'a amenée à être contactée pour co-organiser des manifestations de rue et d'autres activités pour la cause tchéchène. Elle a prouvé ses compétences par la gestion de plusieurs projets sur les femmes et même en Yougoslavie. La gestion de projets, c'est la mise en place de groupes, la réflexion sur les modalités de l'action, la mise en place d'actions et généralement la recherche de subventions. Son état d'activiste n'explique cependant pas tout. De son centre *Gender Studies*, elle était la seule à vouloir s'engager dans ce nouveau combat. Sa volonté de toujours s'engager dans de nouveaux combats, d'être active, sa disponibilité au moment où l'opportunité s'offre à elle, la différence de ses collègues. Ce n'est pas seulement sa capacité à mener l'organisation, à concevoir des projets qui l'incite à s'engager, mais c'est aussi la rencontre d'une cause et d'un individu ayant certaines dispositions.

Ondřej Cakl du comité SOS Tchéchénie n'a pas, à l'époque (en 1999), d'emploi. Il est toutefois assez investi dans différents groupes antifascistes ou dans les activités artistiques du Squatt Landronka, dans lequel il a logé pendant plusieurs mois. Il est socialisé à l'activisme au niveau de la base. Il sait contacter et mobiliser des manifestants ainsi que des OMS non institutionnalisées. Ce sont ses « copains » avec lesquels il vit et s'engage. Il peut être considéré comme un marginal par une partie de la société, en tant que squatter chômeur. Il s'agit d'un personnage chaleureux et dynamique, qui « a l'ambition de s'engager, mais pas celle de diriger ». Dans ses groupes de référence, face à ses mondes, il s'est construit un profil, un *état*, auquel il veut rester fidèle. Nous avons à le considérer comme un individu « sur-socialisé » dans le sens où il maîtrise et connaît particulièrement bien les groupes dits alternatifs et sait travailler avec leurs membres. Il

est particulièrement socialisé, aussi, à la manifestation de rue, par son expérience d'organisation et d'aide aux groupes antifascistes. Comme Jana Hradilková et Milan Pešák, nous pouvons le considérer comme quelqu'un de socialisé, ayant une *carrière* riche dans la société civile. Contrairement à eux, il n'est pas socialisé à la position de *leader* de groupes. Sa socialisation implique l'appartenance structurelle à un monde et est un facteur explicatif majeur de son engagement.

On voit, sur ces exemples, qu'être socialisé, voire sur-socialisé, permet d'atteindre l'état d'organisateur ou pour tourner cela du point de vue de certains organisateurs, c'est une des formes de l'action de responsable. Nous voyons sur l'exemple d'Ondřej Cakl que le caractère de petit ou de grand *état* doit être considéré au niveau d'un groupe de référence, dans le cadre d'un monde de justification et ne peut se mesurer au niveau de toute une société. Ainsi, l'idée que la manifestation de rue est l'instrument d'action parmi les plus petits doit être nuancée. Ces organisateurs sont des « grands » comparés ne serait-ce qu'à la plupart des individus mobilisés. Néanmoins, la manifestation de rue reste une forme de protestation collective ouverte à tous. L'idée qu'il s'agit d'un répertoire d'action des dominés n'est pas totalement fausse dans la mesure où cette forme d'action est ouverte aux mondes les plus marginaux, qui en profitent. Mais ce sont bien les grands de ces mondes là qui organisent.

La socialisation peut être liée directement à l'action protestataire. Nous parlons alors de *carrière protestataire*. Les « spécialistes » de la protestation ne sont pas alors forcément payés pour leur activité, mais ils construisent ou ont construit, comme une *carrière*, leur identité sociale, pour appartenir à ce groupe social. La répétition de leur engagement provient de dispositions acquises par l'expérience.

Jiřina Šiklová se veut au centre de la société civile. En tant qu'ancienne dissidente, elle a les réseaux médiatiques et politiques permettant d'aider fortement les causes des mouvements protestataires. Même si souvent, elle n'est pas à l'origine des mouvements qu'elle soutient, sa forte position peut amener à la considérer comme faisant partie des organisateurs. D'un autre côté, ses apparitions, ses prises de positions dans les médias et son soutien à de nombreuses causes lui permettent d'entretenir son image d'activiste permanent de la société civile. Son engagement, son enseignement à la faculté et sa prise

de position dans les médias lui permettent de faire une carrière dans la société civile (domaine plus large qu'une carrière protestataire.)

Martin Shaw est britannique. C'est un activiste professionnel. Il se définit comme écologiste radical. Il trouve soit des petits jobs pour survivre, soit il obtient des financements d'ONG. Il sait bien que ces ONG sont financées par des lobbies industriels, mais « il faut bien vivre » et trouver les moyens de défendre sa cause. C'est ainsi qu'il est parti aux Etats-Unis pour participer à la campagne anti-OGM. C'est là-bas que lui et un petit groupe d'activistes ont décidé d'aller à Prague. C'est aussi là-bas qu'il a rencontré et collaboré avec des hollandais qui ont financé son séjour de 6 mois à Prague, pour préparer les protestations du FMI et de la Banque mondiale de l'an 2000. Cette idée d'aller à Prague s'est concrétisée après qu'il a été déporté des USA pour la Grande Bretagne, suite à ses activités de protestation anti-OGM. Il estime à un peu plus de vingt personnes le nombre d'activistes dans INPEG venus coordonner la protestation à Prague. Parmi ces vingt personnes, il y a sept activistes internationaux : un couple de norvégiens, un américain, trois britanniques, un espagnol. Tous n'ont pas trouvé de financement, mais ils sont accueillis par les militants d'INPEG des différents milieux (anarchistes, socialistes, trotskistes, chrétiens, écologistes radicaux...) Tout comme pour ses autres collègues, c'est l'existence des réseaux protestataires internationaux, créés par les rencontres lors de participation à des protestations, qui permet à ces gens de faire une carrière protestataire internationale. C'est parce qu'il a prouvé, lors d'actions de ce type, son efficacité, qu'il a été financé par l'organisation hollandaise. Il lui faut donc entretenir des relations dans le monde entier, lier des amitiés et apporter son expérience de la protestation. Il se profile, entre autres, par sa capacité à organiser des actions protestataires non confrontatives, appelées les « *creative actions*.»

Bohdana a 24 ans. Elle a été attirée par les mouvements anarchistes encore au lycée. Venir étudier à Prague a été pour elle l'occasion de participer à des réunions avec des groupes bien plus étoffés qu'à Hradec Kralové, d'où elle vient. En tant qu'étudiante en droit, elle peut prendre en charge les aspects juridiques et administratifs des protestations et surtout, faire des procès à l'administration et à la police en cas de litiges. C'est son

intégration aux milieux anarchistes qui l'amène à participer à de nombreuses protestations.

Sa socialisation aux milieux anarchistes lui permet d'avoir la confiance de ses camarades et lui donne un rôle d'organisateur d'actions protestataires. Même si elle construit une carrière protestataire, nous voyons que la manifestation de rue n'est qu'un élément parmi d'autres (même si c'est le principal) de son activité protestataire.

[Pour INPEG] je suis en charge des affaires juridiques, comme rédiger les contrats de location pour le contre-sommet de septembre. J'écris aussi les appels en cas d'interdiction des manifestations etc... Je m'occupe aussi des relations avec l'étranger, lorsqu'il s'agit de leur donner des précisions juridiques, sur ce qui peut amener à leur arrestation.

Lors de nos entretiens, les *carrières protestataires*, comme nous venons de l'indiquer, étaient des éléments d'explication de certains engagements. Aussi intéressantes que ces explications soient, elles ne concernaient qu'une partie restreinte de nos entretiens et ne peuvent constituer en aucun cas, la ligne d'explication majeure de l'engagement.

La socialisation à un type d'activité ou à un groupe est souvent un facteur explicatif majeur de l'engagement dans l'organisation d'une manifestation de rue. Mais la socialisation ne doit pas être analysée qu'en tant que cause, mais aussi en tant que conséquence de l'action manifestante. Organiser une manifestation, défendre une cause, cela permet de faire énormément de choses : rencontrer des gens importants, se mettre en avant, parler d'égal à égal avec des personnes influentes, être accepté dans un groupe... Les différents types de socialisation que nous avons observés chez les organisateurs sont une explication de leur engagement, leur offrant des opportunités pour s'engager. La socialisation peut être aussi une motivation. Elle peut permettre à un professionnel de la *société civile* de rencontrer de nouvelles personnes, d'apprendre à faire de nouvelles choses comme la prise de parole dans le domaine public. Nous avons pu observer ce type de motivation, à des degrés divers aussi.

Ondřej Slačák est un lycéen, à un an et demi du baccalauréat. Il fréquente depuis plusieurs années les groupes anarchistes. Il a réussi, depuis un an, à entrer dans le comité de rédaction de *A-kontra*, une revue anarchiste en vue. Il fait partie aussi de deux mouvements anarchistes, ČAS et ČAF (l'association des anarchistes tchécoslovaques et la Fédération des anarchistes tchécoslovaques.) Il connaît par cœur autant l'histoire des mouvements anarchistes tchécoslovaques que les textes des anarchistes mais aussi des trotskistes – le ČAS étant lié à différents milieux d'extrême gauche excepté, bien entendu, les communistes. Il est bien intégré dans le monde des anarchistes, car il fréquente les manifestations depuis sa jeunesse, depuis 1996 et 1997. Être rédacteur lui offre une position lors des manifestations, ce qui contribue à définir, dans ce monde, son *état*. Outre scander et manifester, il peut étaler ses journaux sur une couverture et les vendre, ce qui lui permet d'échanger longuement avec chaque acheteur potentiel. Même s'il n'y a pas de hiérarchie officielle chez les anarchistes, c'est ainsi qu'il est devenu peu à peu, une personnalité incontournable, un organisateur. De cela, il a tiré ses lettres de noblesse avec sa prise de risque face à la police, ce qui lui a valu une arrestation⁵⁷⁰.

Dans le cas d'Ondřej Slačák, s'engager dans l'organisation d'une manifestation est rendu possible entre autres par son *état*, sa position dans le monde anarchiste. Mais en même temps, la socialisation obtenue par l'organisation d'une manifestation est une rétribution en soi. Elle permet de grandir dans le monde des anarchistes. Même s'il est impossible de mesurer la part de motivations idéologiques à l'engagement et la part des motivations liées à la socialisation et à la position sociale, ce second élément apparaît nettement dans de nombreux témoignages d'organiseurs (et pas uniquement chez les anarchistes.)

⁵⁷⁰ Je rappelle ici et développe son histoire déjà évoquée précédemment: lors des manifestations du 1er mai 2000, les anarchistes se sont réunis sur l'île aux archers. Après une ou deux heures de résistance, alors que la police arrêta toute personne scandant (la manifestation n'étant pas administrativement annoncée), il est monté dans un arbre pour scander, mettant par-là la police dans une situation difficile techniquement. Face à la difficulté de l'action d'arrestation, la police a dû se résoudre à le laisser scander du haut de l'arbre, perdant par là une partie de son autorité. Il avait par sa prise de risque face à la police et son succès relatif, obtenu les compétences permettant d'assumer un *état* plus haut dans les mondes anarchistes.

Ma première grande manifestation, je crois, c'était le 1^{er} mai 1997. [...] C'était assez intéressant, j'en garde une bonne impression, parce que c'était de fait une action brutale⁵⁷¹, qui a réussi à traverser tout Prague en faisant un pied de nez à la police. Et il n'y a eu aucune destruction ou violence. [...]

De nos jours ce n'est plus possible. La police bloque tout, détruit, liquide. [...] Je considère qu'il s'agissait d'une manifestation très honorable...

Être initiateur permet de justifier d'une position sociale particulière dans un groupe. En 1999, Josef Brož avait 33 ans. Dix ans auparavant, il devait finir ses études de théâtre à la faculté de Philosophie de l'Université Charles. Il était rédacteur en chef du journal étudiant de sa faculté *Situace*. Il était donc actif au Centre de la presse étudiante qu'il avait co-créé, entre autres avec Martin Mejstřík⁵⁷², son camarade de l'Académie théâtrale qui rédigeait à l'époque le journal provocateur *Kavárna A.F.F.A.*⁵⁷³ Lui-même collaborait à *Kavárna A.F.F.A.* pour la faculté de Lettres. Il souligne cet élément avec une fierté particulière car il sait qu'à l'époque, il y avait peu de journaux « libéraux » tolérés. Un autre élément de sa fierté est que tous les autres membres de ce journal étudiant et des autres journaux participant au Centre de la presse étudiante, donc ses amis de l'époque, sont devenus les héros de la révolution des *anciens étudiants*. La Révolution de velours a commencé par les protestations étudiantes du 17 novembre 1989. Pourtant, il ne les considère pas comme des héros, soulignant d'un côté qu'ils ne sont pas des personnes exceptionnelles à ses yeux et de l'autre « qu'il appartient à la même bande », qu'il en est un élément constitutif important. Par exemple, Martin Mejstřík a connu Monika Pajerová⁵⁷⁴ par son intermédiaire. Elle travaillait dans sa revue. Il l'a « découverte », « lancée ».

⁵⁷¹ Il veut dire par-là que la manifestation n'était pas administrativement autorisée et qu'elle s'est déroulée malgré les appels à la dispersion de la police.

⁵⁷² Martin Mejstřík (né le 30 mai 1962 à Kolín) est un politicien tchèque indépendant, actuellement membre du Sénat et conseiller municipal de Prague 1. Il était l'un des principaux organisateurs du mouvement étudiant qui a lancé la révolution de velours. Bien que son père ait appartenu au parti communiste jusqu'à 1968, Martin Mejstřík est connu pour son anti-communisme radical, élément principal de son profil politique.

⁵⁷³ Revue étudiante co-fondée par Martin Mejstřík en 1987, *Kavárna A.F.F.A.* (dite aussi Art Forum-Forum AMU, l'AMU étant l'Académie des arts, réunissant autant l'école de théâtre et d'art dramatique, l'école de musique et l'école de cinéma.) Cette académie laissait plus de liberté de parole aux étudiants, selon les témoignages, que l'université Charles de Prague. Les collaborateurs principaux de la revue étaient alors Igor Chaun (futur metteur en scène de cinéma), l'historien Pavel Žáček, Monika Pajerová, le scénariste Petr Jarchovský, et Milan Podobský, le rédacteur en chef du mensuel satyrique *Sorry*.

⁵⁷⁴ Monika Pajerová (aujourd'hui MacDonagh-Pajerová, née en janvier 1966 à Janov) était la représentante du mouvement étudiant pour la faculté des Lettres de l'Université Charles de Prague durant la Révolution de velours.

Josef Brož : « Je les connaissais avant le changement car chacun a des connaissances. Parce que chacun faisait quelque chose avant le changement déjà. Ce n'était pas une génération qui s'est réveillée le 17 en se disant « on va faire quelque chose maintenant ». En fin de compte, c'est nous qui avons organisé la manif du 17 novembre 89. »

Pourtant, Josef Brož n'est pas un *ancien étudiant*. En effet, il avait quitté le pays pour la France fin septembre 1989 et n'a pas pu prendre part aux protestations. Mais il se présente, mi-sérieux mi-riant, comme le dernier émigré politique. Il évite le sujet, mais il semble frustré. Il a manqué sa chance d'être un *ancien étudiant* et n'a comme seule légitimité que celle de les avoir connus à l'époque, d'avoir été quelqu'un dans ce monde social. Il souligne sa participation au grand mouvement de lutte contre le communisme par le journal étudiant, ainsi que par son lobby et ses contacts pour la cause durant les quelques mois de son émigration politique.

Lui, qui voulait devenir un exilé politique, se retrouve sans statut dans le monde de la dissidence et de la post-dissidence. En initiant une activité commune avec *les anciens étudiants*, signant un texte commun, il pourra être considéré comme faisant partie de ce monde là. Obtenir ce label, la reconnaissance de son appartenance à ce groupe avant 1989 lui permettra de l'utiliser, se prévalant d'un *état de grand*. Sa socialisation correspondra à la construction de son *état*. Organiser une pétition et une manifestation de rue lui permettra de parler, au nom des *anciens étudiants*, aux journaux, aux hommes politiques et aux jolies jeunes filles. La socialisation peut être, dans son cas, comme dans d'autres, considérée comme une motivation forte, un facteur explicatif de l'engagement.

Aleš Brotánek, du comité SOS tchéchénie, ne connaît pas de politiciens ni de journalistes. Il n'est pas habitué non plus à organiser des manifestations de rue. Il est toutefois socialisé, particulièrement, à d'autres types d'activisme. Il consacre sa vie à

Elle est devenue le porte-parole officiel du comité de grève de l'Université Charles, et a été membre fondatrice du Forum Civique. Suite à cela, elle est entrée dans la diplomatie. Aujourd'hui, elle s'investit dans la construction européenne en tant que Présidente de l'Association *Ano pro Evropu* [Oui à l'Europe]. Elle est chargée de cours à la New-York University de Prague.

l'architecture écologique et anime des cercles écologiques dans son village Rožmitálu pod Třemšínem à 70 km de Prague. Il a quitté Prague pour le bonheur et la santé de sa famille, ce qui ne pouvait être atteint que par une vie à la campagne. Il anime aussi un cercle catholique aux ambitions intellectuelles, s'occupant de sujets de société, dans le cadre de l'Académie Chrétienne tchèque.

Aleš Brotánek est admiratif de la révolution de velours et de ses acteurs. Il considère les dissidents et les leaders de la Révolution comme des modèles de comportement et « qu'il devrait y avoir plus de gens comme eux ». Selon lui, « pour l'anniversaire des dix ans de la Révolution de velours, on ne peut pas laisser faire ce qui se fait en Tchéquie. » Par son activité, son engagement pour la cause Tchéquie, il agit comme un citoyen engagé devrait le faire, comme les gens qu'il admire. Faire partie de cette catégorie, celle des gens qu'il admire, se comporter comme il le faut pour être quelqu'un de bien, peut être alors considéré comme une motivation annexe à celle de faire changer la situation en Tchéquie. Quant à ses convictions chrétiennes, nous pouvons dire qu'il voit la rédemption dans la lutte pour un meilleur monde. La socialisation à l'action de protestation peut alors être considérée comme un moyen d'obtenir cette rédemption, comme une voie à suivre.

C'est justement parce que j'ai participé [mais pas organisé] à la manifestation [de la Révolution de velours du 17 novembre], que j'ai voulu à nouveau voir les lieux, regarder si je ne rencontrerais pas ces gens [que j'ai rencontrés à l'époque], j'ai voulu voir s'ils ont changé, après toutes ces années.

Puis, j'ai ouvert la revue *Respekt*. J'y ai lu ce qui se passe en Tchéquie et surtout comment le monde entier, y compris nos dirigeants compris, ne réagissent pas. Pour ainsi dire, ils ne réagissent pas à une claire violation des droits de l'homme élémentaires, dans un pays qui fait maintenant partie des structures européennes et ils ferment les yeux là-dessus.

J'ai eu honte de ce que nos dirigeants, après 10 ans, ne soient pas capables de réagir en fonction du droit et de défendre le plus faible. Je me suis souvenu combien cela nous faisait du bien, il y a dix ans, quand quelqu'un lâchait un mot de soutien pour nous. Ce 17 novembre pourrait justement être utilisé pour mobiliser les gens à nouveau, pour qu'on puisse aider la Tchéquie d'une manière ou d'une autre.

L'organisateur de la manifestation pour la libéralisation du cannabis, Michal Polák, est informaticien. Dans son monde, outre le travail, l'individu doit être capable de relations humaines détendues et de savoir s'amuser. Les concerts psychédélics ou techno entre autres, sont l'occasion de faire connaissance, de se faire des amis, généralement autour d'un « joint ». Ce plaisir est d'autant plus intense, qu'il fait partie des interdits.

Organiser une manifestation de rue pour la légalisation du cannabis, c'est en fait utiliser un vide législatif pour organiser un concert en pleine ville, en faisant la promotion de l'interdit. La manifestation de rue est une forme administrative permettant tout simplement de réserver une place au centre ville pour organiser une fête géante, avec une musique extrêmement forte. Pour Michal, collaborer avec les copains pour l'organisation est une première motivation, la fête en est une seconde. La cause est un prétexte qui lui est d'autant plus sympathique qu'il lui permet de promouvoir officiellement l'interdit. Dans son cas, la socialisation est consciemment et ouvertement la fin de l'action manifestante.

En fait, on ne se rencontre que lors de ces manifestations. Au début, on se rencontrait en dehors, en 1998, par exemple, dans une brasserie ou chez quelqu'un et on parlait de ce qu'on pourrait faire et comment le faire. En fait, on s'est aperçu qu'on tournait en rond, qu'on se répétait et que cela ne menait à rien.

c. Reproduction ou circulation des organisateurs ?

Pour beaucoup de gens, rien n'est plus démocratique qu'une manifestation de rue. En effet, il semble que la voix de chacun y est également représenté et que c'est la quantité, constituée par chaque individu manifestant qui fait la force d'un tel mouvement.

Nous avons déjà vu qu'il ne s'agit que d'une illusion. Les voix des organisateurs sont bien plus influentes que celles des manifestants et la médiatisation, le domaine de la manifestation ainsi que son influence sur les changements politiques et sociaux sont des facteurs cruciaux aussi, si ce n'est plus importants quant à la force d'une manifestation que le seul nombre des

manifestants. Enfin, nous avons vu que les causes comme les manifestations connaissent des hiérarchies.

En haut de la hiérarchie de l'organisation d'une manifestation de rue il y a les organisateurs. Quoi de plus naturel, alors, que de se poser les questions classiques de la sociologie des élites : parmi les organisateurs, y a-t-il reproduction ou circulation des élites ? Proviennent-ils d'un même groupe social ou au contraire, la manifestation favorise-elle la circulation ? Une autre question est l'origine sectorielle de ces organisateurs : les facteurs idéologiques ou religieux aident-ils à la sélection des organisateurs des manifestations (voie politique de sélection)? Les organisateurs ont-ils les mêmes opinions ?

Pour appréhender ces questions, là non plus une approche quantitative ne nous était pas possible. Aussi, nous a-t-il fallu nous limiter à l'étude qualitative des histoires de vie, pour comprendre les logiques qui amènent quelqu'un à devenir organisateur de manifestation de rue. Nous voulons ici présenter la partie de notre recherche concernant les origines des organisateurs ainsi que leurs convictions.

Notre étude ayant lieu à Prague, nous avons trouvé une sur-représentation de pragois d'origine, ce qui est facilement explicable. Dans les logiques individuelles menant à l'engagement, le facteur de l'origine sociale semble n'avoir joué de rôle que dans très peu de cas. Notre échantillon d'entretiens étant assez large, tant au niveau quantitatif qu'au niveau des domaines⁵⁷⁵, nous pouvons considérer, comme une première hypothèse forte, la grande diversification des origines. Cependant, notre méthode s'attachait plutôt à comprendre les logiques individuelles par les histoires de vie. Et c'est la rencontre d'une opportunité, voire la recherche d'une opportunité qui amenait les gens à s'impliquer, sans que nous ne trouvions réellement de logiques sociales à l'accès à l'état d'organisateur. Il s'agit, en fait, d'un brassage de personnes ayant des origines diverses. L'importance du facteur familial sera toutefois citée, par exemple dans le cas de Jana Hradilková (une grande famille Pragoise), par la sociologue Jiřina Šiklová. De nombreux organisateurs ont des parents ayant fait des études. Cependant, nous n'avons pas trouvé de lien logique entre la carrière militante et la catégorie sociale des parents.

Les origines et convictions idéologiques ou religieuses des organisateurs sont un facteur que, par contre, il ne faut pas négliger. Les origines sont présentées comme un facteur explicatif et la justification d'un engagement personnel. Dans certains cas, il est difficile de faire la part de

⁵⁷⁵ Excepté l'extrême droite, que nous avons évitée pour des raisons de sécurité personnelle.

rationalisation ex post de sa propre action et celle de références familiales influençant réellement les trajectoires. Dans le cas d'une justification répétée et d'un engagement répété, le discours devient une référence en soi qu'il faut prendre en compte dans l'étude de la construction des trajectoires.

Jiřina řiklová soulignera, pour expliquer son engagement, les convictions social-démocrates de son père. Ondřej Slačák expliquera sa curiosité et son intérêt pour l'anarchisme par l'existence, dans sa famille, d'un arrière-grand-oncle, célèbre anarchiste en Autriche-Hongrie, avant de participer à la création du parti communiste. Son grand-oncle était un poète prisonnier communiste, lors de la guerre d'Espagne. Nous voyons, dans ce cas, que ce facteur a amené à un intérêt pour les idéologies d'extrême gauche et à une curiosité pour l'anarchisme. Il faut d'autres facteurs explicatifs pour comprendre pourquoi Ondřej Slačák n'a pas, plutôt, choisi le communisme que l'anarchisme. De plus, celui-ci souligne que les origines juives de son père lui permettent d'obtenir une attitude compréhensive de ses activités pour la cause antifascistes.

Bohdana pense que, peut-être, les convictions de centre-gauche de son père l'ont amenée à être de gauche aussi. Mais c'est avant-tout, aux cours d'éducation civique communiste, qu'elle a découvert un intérêt réel pour les théories anarchistes.

De nombreux organisateurs ont expliqué aussi leur engagement par des convictions religieuses ou tout au moins fait part de leurs convictions religieuses. Il est particulièrement intéressant de relever ce phénomène dans un des pays les plus athées d'Europe, avec près de 70 % de la population se déclarant d'aucune religion. Les 30% de religieux sont principalement catholiques (26,8%) et aux deux tiers non pratiquants d'après le dernier recensement.

Issue d'une grande famille catholique, Jana Hradilková se dit croyante, mais à sa manière. Ses convictions féministes ne sont pas en contradiction avec la conviction d'un être bon et supérieur, de quelque chose d'au-dessus de l'homme et qui fait sens.

Aleř Brotánek se définit par ses convictions écologistes et catholiques. C'est au nom de ses convictions qu'il s'engage et qu'il a organisé sa vie et celle de sa famille.

Petr Koura, étudiant, est un catholique. C'est ainsi qu'il définit ses convictions y compris politiques. Il se sent proche du Professeur prêtre catholique libéral, Tomáš Halík (proche de Havel.)

Vojta Javorský est croyant. Il n'a pas vraiment de conviction politique, mais il sait qu'il est chrétien et pratiquant. Il ne pense pas que les différences entre les chrétiens fassent sens.

Moi, je suis un croyant. Je suis catholique romain et mes convictions politiques... j'appelle cela le bon sens, oui, je ne ferai jamais partie d'un parti politique. Enfin... Ne dis jamais jamais... Mais je ne veux pas en faire partie. Je ne veux pas, car j'aime la liberté, j'aime exprimer mes propres convictions, tout simplement ce que je pense. Je ne veux pas être lié par les choix d'un groupe, avec lesquels je pourrais ne pas être d'accord, je ne suis pas un type à parti politique...

Adam Komers, présentateur de journaux télévisés de la Télévision tchèque.

Par ailleurs, lorsque nous avons posé la question (pour confirmer l'hypothèse de nos premières observations), certains organisateurs ont semblé étonnés que nous puissions interroger sur une appartenance religieuse. Petr Kopecký, journaliste, en a souri. Milan Daniel, photographe, explique à l'étranger que nous sommes, qu'il est rare de rencontrer des croyants à Prague.

2. LES TRAJECTOIRES INDIVIDUELLES ET L'ÉTAT D'ORGANISATEUR ?

Un individu, lorsqu'il analyse ce qui l'entoure, qu'il essaye de comprendre ce qui se passe et qu'il veut agir dans un but précis, utilise à cet effet plusieurs instruments. D'une part, il utilise les repères sociaux du sens. Les signaux et les informations, qui lui arrivent et qu'il perçoit, il les comprend grâce à l'ensemble des codes d'interprétation qui sont communs à la société à laquelle il appartient et qu'il a acquis grâce à une période d'apprentissage. Il s'agit de la langue, des normes, des relations de causes à effets qui lui ont été enseignées comme à tout un chacun. D'autre part, il utilise son expérience personnelle. Elle lui sera particulièrement utile pour décider comment agir, mais aussi pour comprendre personnellement sa propre situation ou encore interpréter, de manière originale, le monde qui l'entoure. Elle lui permet de remettre en cause les repères sociaux du sens ou de se les approprier, d'en choisir certains plutôt que

d'autres. Elle lui donne aussi des dispositions, des tendances à répéter un comportement appris, à l'utiliser consciemment ou inconsciemment comme une technique qui marche pour atteindre un but, permettant d'économiser l'invention d'une autre technique et son expérimentation. Elle donne encore une image de soi-même, une vision de sa propre personne. La volonté de maintenir ou de changer sa propre image peut expliquer des comportements, des actions. Cette image de soi sera, bien entendu, confrontée à l'image que nous renvoie la société. L'expérience, le passé d'un individu peut lui donner des compétences et une reconnaissance sociale.

Lors de la période d'apprentissage, ces deux types de rétributions ne sont pas discernables, tant le phénomène d'apprentissage du « background » est commun à toute la société. Les repères sociaux du sens s'acquièrent par l'individuation sociale du savoir, par la répétition d'expériences individuelles communes à toute la société de l'expérimentation personnelle qu'en fait chaque membre, en fonction de ses rythmes de vie⁵⁷⁶ (aussi variés que le stade anal, la découverte que le feu c'est chaud, la joie de l'anniversaire, la rencontre amoureuse...) L'expérience acquise par l'apprentissage relève donc soit d'un passage commun à tous les individus de la société ou presque (l'apprentissage de la langue à un certain âge), soit commun à un groupe choisi (expérience unique d'être un homme ou une femme ou, pour un autre type de groupe, l'expérience des concours aux grandes écoles), soit enfin relève d'une trajectoire individuelle originale et unique. Dans ces trois cas, l'expérience individuelle est au cœur de cet apprentissage.

La trajectoire individuelle a indéniablement des conséquences sur les actions d'un individu. Nous nous sommes posé la question des motivations et des contraintes qui pouvaient mener quelqu'un à devenir, dans son parcours de vie, organisateur d'une ou plusieurs manifestations de rue. Nous avons cherché à découvrir si celles-ci se répétaient d'un individu à l'autre, voire si elles avaient un caractère structurel.

Outre l'explication de l'action par les motivations, qui doit être associée à la constitution d'une stratégie rationnelle (suivant la rationalité de l'individu) il nous faut nous poser la question de l'influence de dispositions particulières amenant certains à devenir organisateur de manifestation de rue. Analyser les dispositions passe par l'étude de ce qui n'est pas commun à tous, de ce qui est exceptionnel ou bien qui n'est commun qu'à une partie des individus de la société. En effet, en République tchèque, nous ne pouvons pas considérer qu'organiser une manifestation de rue est commun au point d'être considéré comme un passage obligé de la vie d'un individu.

⁵⁷⁶ Voir par exemple les étapes du développement de la personnalité dans les travaux d'Erikson.

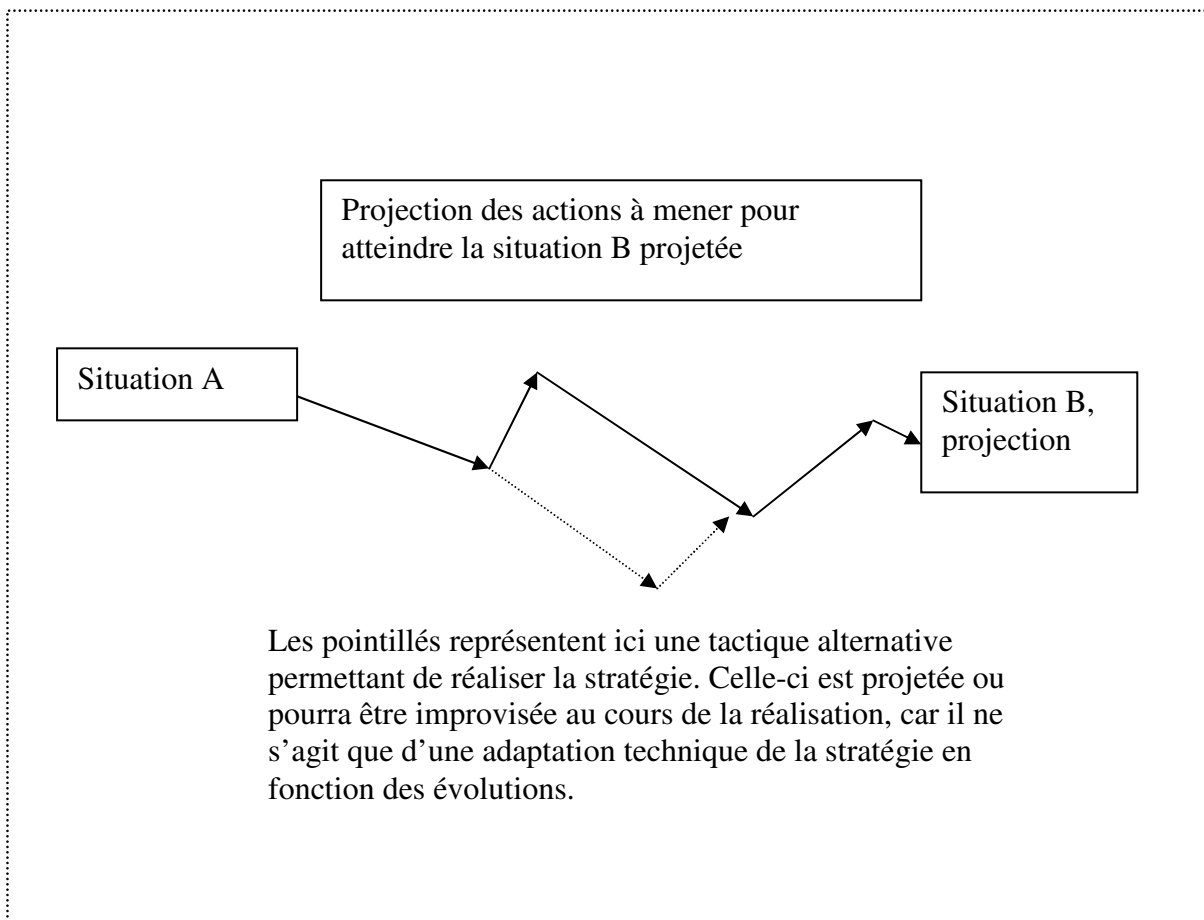
Même si la politique est présente et d'accès libre dans toutes nos sociétés démocratiques d'Europe (et même dans bien d'autres démocraties), chaque individu n'entre pas en politique. Manifester étant un acte politique, nous avons voulu nous pencher sur cet aspect particulier de l'organisation des manifestations de rue qu'est l'entrée en politique. Est-elle spécifique ou typique? Cette entrée est-elle explicable par des trajectoires individuelles? Comment ces trajectoires individuelles interagissent avec des opportunités structurelles? S'adaptent-elles où les constituent-elles? Enfin, outre les structures de la pratique et l'entrée en politique, nous avons essayé de découvrir s'il y avait une relation entre les trajectoires des organisateurs de manifestations et l'éthique, l'*éthos* de leur action. L'expérience de l'organisation de manifestations de rue amène-t-elle les individus à partager un *éthos* commun?

a) Motivations et stratégies

En sciences sociales, lorsque est utilisé le terme de stratégie, c'est pour déterminer un travail de rationalité de l'acteur⁵⁷⁷, qui dans la perspective d'atteindre un but précis, prévoit un certain nombre d'actions. Tel un joueur d'échec, il sait tous les coups que l'on peut jouer (ou du moins il le croit) et fait une projection mentale, cherchant à prévoir le résultat de son action sur l'avenir de la situation. La stratégie diffère de la tactique dans la mesure où il s'agit d'une réflexion plus profonde, avec un but à plus long terme. Nous pourrions schématiser la stratégie de la manière suivante :

⁵⁷⁷ L'idée de stratégie inconsciente de classe ou de groupes sociaux ne correspond pas à cette définition.

Figure 19: Stratégies et rationalité



Les stratégies des comités d'organisation ont été décrites dans la partie de cette thèse traitant de ces derniers. Elles se construisent suivant des étapes et des temps qui se répètent dans les différents comités d'organisation. Nous avons été convaincu, lors de nos recherches, d'être particulièrement prudent en ce qui concerne la notion de stratégie de groupes et ce, pour plusieurs raisons.

La capacité de projection des organisateurs n'est pas répartie de manière égale. C'est l'expérience de la protestation, l'expérience des médias et l'expérience du monde politique qui permettent à certains organisateurs de projeter mieux que d'autres. Mais, dans beaucoup de nos observations participantes et dans nos entretiens, nous observons chez les organisateurs plutôt du « tâtonnement », des tactiques à court terme, dans une situation d'incapacité de projection plutôt que la construction de stratégies.

La constitution du comité d'organisateur de *Merci, mais Partez* s'est faite suite à une volonté d'utiliser la lumière des projecteurs tournés vers les anciens leaders manifestants

de 1989, dix ans après, pour exprimer un point de vue. La possibilité d'utiliser l'étendue d'un monde social et de faire partie des grands de ce monde là, est un facteur explicatif majeur⁵⁷⁸. La manifestation n'est qu'un des éléments de défense de la cause et ne semble pas si importante que ça au moment de la décision de l'organiser. Elle est finalement décidée comme un complément « visuel » à la pétition, une répétition symbolique de 1989. Au fur et à mesure de l'organisation de cette manifestation, les réactions des hommes politiques, la constitution ou réactivation d'un réseau dans tout le pays, le soutien des sondages et de la presse, l'invitation d'entrepreneurs à transformer le mouvement en parti, les candidatures spontanées à une intervention, pendant la manifestation, de personnalités connues sont des éléments qui ont amené à repenser les stratégies, à gérer le succès et à entretenir un esprit d'escalier. C'est l'évolution imprévue de la situation qui conduit certains membres du comité d'organisation à faire pression pour poursuivre le travail d'accompagnement tactique. Ce n'est pas une stratégie de communication claire et systématique qui, dès le début, les amène à prévoir l'engouement pour la thématique. L'expression publique d'une cause a connu une adhésion plus importante que prévue et c'est ce qui est à l'origine de l'évolution des buts recherchés et des moyens de les atteindre à chaque instant. Les différentes capacités d'évaluation de la situation ont mené à des désaccords et la capacité à convaincre n'était qu'un des facteurs de la constitution de la décision, à côté du pouvoir et des légitimités individuelles, des coalitions ou rapprochements stratégiques entre différents membres.

Un autre exemple de la difficulté d'utiliser un biais de par trop stratégeste est le mouvement de manifestations pour l'indépendance journalistique de la télévision publique tchèque. En 1998, suite à la nomination par le conseil d'administration au poste de directeur de la télévision publique de Jakub Puchalský, jeune journaliste politisé de 29 ans, sans expérience dans le domaine de la gestion télévisée, l'ensemble des postes de direction ont été attribués suivant des considérations perçues comme politiques par la plupart des journalistes. Ceci mènera à constituer le mouvement de protestation *Télévision tchèque, chose publique*. Alena Müllerová, suite à une discussion de café, avec des collègues, a décidé d'organiser une rencontre avec des représentants du monde

⁵⁷⁸ Le coup de téléphone de Josef Brož à Monika Pajerová, la convainquant d'organiser la réunion d'un petit groupe d'anciens activistes étudiants et la chaîne de coups de fils qui s'en est suivie, a abouti à l'organisation d'une rencontre, le matin du 18 novembre 1999. L'après-midi, lors d'un second rendez-vous du groupe, Igor Chaun a amené 13 points qu'il avait rédigés. Le succès de ce texte les a amenés à le transformer en pétition pour répondre à la demande répétée de citoyens interpellés par l'appel. Le 22 novembre, à Velryba, suite à un rendez-vous d'un groupe plus large, l'idée de faire une manifestation apparaît et elle ne va pas de soi. Elle sera annoncée le 23 à la presse.

syndical. Le comité ainsi constitué a organisé une conférence *Télévision tchèque, Chose publique* le 17 décembre 2000. Les tensions à la télévision se multiplièrent et le choix de Jiří Hodač, le 20 décembre 2000 a mené à une politisation ouverte des postes clefs. Jana Bobošíková, ancienne attachée de presse de Klaus est devenue, entre autres, directrice du service d'information. Les « coups » de protestation se sont multipliés et les auteurs des protestations observaient le résultat de chaque coup, du contre-coup de l'adversaire (en l'occurrence, du gouvernement), avant de prévoir le coup suivant. Le manque d'expérience de la protestation n'a pas permis la constitution d'une stratégie recherchée et nous a fait considérer qu'il s'agissait plus de tactiques à court terme, rappelant plutôt, par analogie, une navigation à vue, que la constitution d'un projet de parcours dès le début de l'action. L'expérience de la fréquentation de la dissidence avant 1989 et des actions de protestation ont pu aider à penser la constitution du soutien chez les intellectuels et les artistes. L'action d'ouverture de la protestation au grand public était peu recherchée au début, elle ne semblait même pas être considérée comme faisant partie des possibles. Les réactions de soutien et le durcissement du bras de fer ont amené les protestataires à évoluer dans leurs conceptions. Ce durcissement du conflit, l'absence d'influence sur les changements des opinions des journalistes les plus importants de la télévision, le danger pour tous de risquer d'être renvoyés en cas de non suivi de la ligne politique pousseront les journalistes progressivement dans les retranchements de la lutte ouverte. La constitution d'une rédaction parallèle fidèle aux nouveaux dirigeants et luttant sur les ondes avec les studios des journalistes classiques ont poussé les protestataires à radicaliser le conflit, en comptant entièrement sur les manifestants pour trouver un soutien à leur cause. Dans ce cas, la manifestation n'est qu'une des formes de la protestation, participant d'une série d'action dans un répertoire plus large.

Une autre limite à l'utilisation abusive de la notion de stratégie est la question du but à atteindre. Si, certes les comités d'organisation développent des stratégies qui sont parfois formalisées, précisant le but comme les moyens d'action, les organisateurs membres du groupe recherchent des buts multiples. L'action du comité d'organisation peut être le résultat de la mise en place d'une stratégie définie à l'avance, comme celle de compromis incessants entre opinions opposées. Il est alors difficile d'anthropomorphiser des groupes disparates aux légitimités changeantes, en considérant qu'ils agissent comme un seul homme. Il serait faux de considérer les comités d'organisation comme des administrations neutres et efficaces mettant en place des

stratégies prédéfinies. L'action individuelle, non rémunérée financièrement, doit porter en elle la rétribution de l'organisateur. Pour certains organisateurs, la lutte pour la cause ou bien même le succès de l'action ne sont pas des rétributions suffisantes. Nous observons toutefois un phénomène de contribution conditionnée à l'action du groupe : le travail est partagé suivant les intérêts individuels de rétributions symboliques et autres (rencontrer des personnes hautes de certains mondes; se faire connaître...) Le travail considéré comme moins « intéressant » est attribué avec difficulté et parfois, non effectué. Certaines activités, ne faisant pas partie de la stratégie, sont tout de même effectuées par les organisateurs qui y trouvent sens ou intérêt personnel. Seules des activités pouvant mener à une crise dans le comité d'organisation, voire à une éviction, sont évitées. Il nous faut alors en revenir aux motivations au niveau individuel. Nous avons alors cherché à savoir s'il existait des lois sociologiques à ces motivations.

Max Weber classe les motivations à l'action en quatre types

- action affective (émotion),
- action traditionnelle (habitudes, coutumes),
- action rationnelle en valeur (convictions, valeurs),
- action rationnelle en fin (agir dans un but fixé par avance).

Max Weber considère que, dans les sociétés modernes, c'est l'action rationnelle qui prime sur les autres. Bien conscient, après la lecture de Weber, que c'est une multitude de motivations qui peuvent se superposer pour expliquer l'action de l'organisateur de manifestation, nous avons choisi de les répertorier. Pour cela, nous avons utilisé les justifications (ce qui nous a permis de comprendre et de reconstituer les échelles d'intérêts des sens communs), mais aussi cherché à reconstituer les motivations cachées. En effet, dans de nombreuses études, la sociologie politique nous montre que, derrière des motivations universalistes déclarées peuvent se dissimuler des motivations cachées (manipulation) de nature partisane ou bien même égoïste. L'intérêt individuel (qui n'est pas forcément égoïste) prend une telle part dans les dernières recherches que nous avons, nous aussi, décidé d'y consacrer une partie séparée. Nous rappelons que face à cette multiplicité de motivations, il nous faudra étudier aussi bien celles qui sont secondaires, voire négligeables, que celles qui sont dominantes.

La typologie de Weber est utile pour classer les motivations. Elle comporte, comme toute typologie, des limites qui lui sont inhérentes. Le partage entre action affective et action en valeur connaît une frontière faible, lorsque, par exemple, les valeurs sont construites sur l'affectif. C'est entre autres le cas chez les organisateurs de manifestations écologistes que nous avons rencontrés. La relation affective pour les animaux, de type empathique et anthropomorphisante peut être et est pour beaucoup, une des bases de la construction des idéologies de l'écologie.⁵⁷⁹

Viktor « Quand on pense à la souffrance des ces animaux, à leurs douleurs et aux tortures qu'ils subissent, on se dit que l'on vit dans une société sans cœur. Il faut faire quelque chose ».

Nous avons classé comme action traditionnelle l'organisation de manifestations de rue à des dates symboles. Le premier mai en est le meilleur exemple. Les communistes, comme les socialistes, les anarchistes et l'extrême droite peuvent y voir une forme de motivation. Nous remarquerons que, derrière les motivations de l'action traditionnelle, nous pouvons aussi déconstruire des rationalités qui ne sont pas toujours héritées de la coutume.

Les motivations rationnelles en valeurs sont celles qui nous ont été exprimées le plus souvent. Ces motivations sont liées à des intérêts sociaux et en même temps individuels, tant les valeurs sont constituantes de la personnalité. Nous développerons ce dernier point dans l'étude des motivations liées à l'intérêt individuel. L'aspect social des motivations rationnelles en valeurs se recoupe en partie avec l'étude de l'adhésion à des groupes idéologiques. Ainsi, le monde de la post-dissidence amène à sentir une forte solidarité avec les victimes du communisme, de la dictature, de l'impérialisme russe. Ici une vision politique rejoint et pousse à la compassion. Nous retrouvons cet aspect chez les organisateurs des manifestations de rue concernant la Tchétchénie.

Pour justifier de son engagement, Aleš Brotánek explique :

« [...]J'ai eu honte, qu'après 10 ans, nous avons des représentants qui sont incapables de réagir en fonction du droit et de défendre le plus faible. [...] »

⁵⁷⁹ Nous ne voulons en aucun cas dire, ici, que toute forme d'écologie est basée sur l'affectif. Les rationalités de la biodiversité peuvent être basées sur des rationalités en valeurs ou en fin, découlant souvent d'un paradigme de la conservation. Ce n'était pas le cas chez nos interviewés.

L'adhésion au même monde discursif est une explication de l'engagement de *Merci, mais Partez*. Igor Chaun, porte-parole informel du mouvement *Merci, mais Partez*:

« Parce qu'il y avait en moi une grande quantité de colère et de désaccord avec l'atmosphère sociale et parce que ce dixième anniversaire était pour nous une occasion naturelle de s'exprimer. Nous nous sentions, au moment de cet anniversaire, comme plus forts, ayant le droit de prendre la parole, de nous exprimer. »

Martin Mejstřík:

« Nous sentions l'obligation de s'exprimer après ces dix ans, de dire qu'il y a de nombreuses choses qui ne nous plaisent pas et que nous avons trahi certains de nos idéaux.

En fait, la représentation politique a trahi les idéaux pour lesquels on est allé [faire la Révolution.] Nous n'avions pas d'autres buts. Nous voulions seulement, pour notre conscience, exprimer certains [idéaux]... »

Nous retrouvons, encore comme motivation, cette adhésion chez les organisateurs de *Télévision tchèque, chose publique*.

Chez les groupes ouvertement rattachés à une idéologie d'étendue internationale, comme chez les anarchistes ou autres écologistes, nous retrouvons, comme motivations en valeurs, l'attachement aux idéologies anarchistes, tout comme c'est le cas dans de nombreux autres pays.

L'action rationnelle en fin peut être la même que l'action rationnelle en valeurs, les motivations se superposant. Parmi les multiples motivations en finalité que nous avons répertoriées, une partie est exprimée par les discours de justification et certaines ne sont pas avouées. Tout comme pour les actions rationnelles en valeurs, nous traiterons des motivations liées à l'intérêt individuel, séparément.

Les organisateurs de manifestations de rue appellent à manifester au nom d'une cause. Elle est la raison officielle de l'existence de la manifestation de rue, publiquement exprimée. Avant de chercher les causes cachées des motivations à l'engagement, il nous faut nous pencher sur les causes ouvertement exprimées, qui peuvent ne pas en être moins réelles.

Les organisateurs de *Merci, mais Partez* veulent dénoncer la situation politique et surtout la changer. L'accord d'opposition, coalition parlementaire entre les sociaux démocrates et leurs ennemis idéologiques, le parti démocratique civique de Václav Klaus est interprété comme une volonté de partage des postes de pouvoir dans toute la société, visant à fausser les règles de la démocratie représentative pour créer un pouvoir oligarchique. Les organisateurs croient qu'un mouvement de rejet populaire de cette politique amènera à la renonciation de cette pratique et peut-être, permettra l'érosion du soutien aux dirigeants proposant ce type de politique. Ils croient que comme en 1989, une ou plusieurs grandes manifestations pacifiques amèneront le système à changer de lui-même, sous la pression populaire. La sincérité de cette conviction peut expliquer la force de la désillusion lorsque rien n'a semblé changé suite à la grande manifestation.

Les organisateurs des manifestations du mouvement *Télévision tchèque, Chose publique* veulent obtenir une télévision non politisée et obtenir des représentants reconnus pour leurs qualités et issus de ce monde professionnel, à la tête du Conseil de l'audiovisuel, comme à la direction des chaînes publiques tchèques. Leur conviction, lors de leur protestation, qu'une victoire est possible est un pari où ils croient avoir leurs chances. La brutalité de l'affrontement rend prévisible la perte de leur emploi en cas d'échec.

Les manifestations des organisations d'aveugles et celles de sourds sont des mobilisations visant à faire pression sur les administrations centrales et les hommes politiques afin d'obtenir les financements qui leur ont été supprimés. Ces raisons non cachées sont des motivations fortement crédibles.

Les manifestations organisées à l'occasion du FMI et de la Banque mondiale avaient des buts affichés divers et constituant un large éventail. La volonté affichée par certains d'attirer l'attention des dirigeants sur les plus pauvres, sur des questions ne relevant pas uniquement du marché libre sont des buts crédibles, des motivations en fin.

Certaines autres raisons exprimées semblent être inaccessibles et, comme nous avons écarté l'hypothèse d'une naïveté totale des organisateurs, ces raisons ne semblent pas pouvoir être classées de manière crédible comme des motivations en fin. En effet, supprimer la faim dans le monde semble difficile à atteindre par une manifestation. Il nous faut alors traiter les « causes perdues » comme des motivations en valeurs ou encore comme une motivation ayant une fin légèrement ou nettement différente de celle exprimée.

Une de ces fins peut être de sensibiliser à la thématique défendue. Il s'agit de motivations exprimées individuellement par les organisateurs comme formulées dans les stratégies des comités d'organisation. Cette motivation est l'explication de slogans faciles à retenir ou encore de techniques pour attirer l'attention des médias.

Des saynètes sont jouées sur la place de la vieille ville, dans la période précédant les manifestations organisées à l'occasion du sommet du FMI et de la Banque mondiale, afin d'attirer l'attention des médias et des passants sur la problématique de la cruauté du libre-échange.

Les organisateurs de manifestations s'opposant à la guerre en Irak ont utilisé des chars en carton pour mimer la guerre. Le but avoué était de sensibiliser aux désastres de la guerre menée par les Américains. Bien entendu, aucun des organisateurs ne s'attendait à ce que cette manifestation arrête la guerre.

Une autre motivation pour organiser une manifestation de rue est paradoxalement de renforcer le comité d'organisation ou l'OMS à l'origine de la manifestation de rue.

Lors de l'organisation des manifestations de rue d'OMS issues du monde anarchiste, les organisateurs avouent parfois, à mots couverts, la relation de concurrence informelle existant entre différents groupes de ce monde. Les manifestations sont alors l'occasion de montrer l'efficacité d'un groupe et d'attirer de nouveaux membres en son sein. Cette motivation, n'est pas forcément la principale ou la seule, mais elle existe.

Les manifestations du 1^{er} mai du parti communiste ou des sociaux démocrates ont, entre autres, pour but de renforcer le parti organisant ces événements.

Lors des manifestations organisées à l'occasion du sommet du FMI et de la Banque mondiale à Prague, de nombreuses structures organisationnelles se sont alliées pour organiser des défilés communs. Les pancartes, chemisettes ou encore badges permettaient toutefois de distinguer les appartenances aux différents comités d'organisation. « Etre présent et visible à un tel événement est aussi essentiel pour un mouvement comme le nôtre » m'a confié un des organisateurs du mouvement *la gauche*, par exemple.

Manifester ou organiser une manifestation peut enfin être un moyen de participer à la vie politique, devenant dans une arène publique, un argument dans le débat. La manifestation

devient l'occasion de soutenir un camp et d'en attaquer un autre. Cette motivation est particulièrement développée, en République tchèque, comme dans les autres parties du monde.

Motivations et intérêt individuel :

Les motivations liées à l'intérêt individuel sont à l'origine d'un phénomène social, lorsqu'elles apparaissent régulièrement et constituent une explication sociale des trajectoires individuelles. Nous pouvons observer parfois des tendances communes aux organisateurs, notamment, celle de vouloir obtenir les mêmes rétributions symboliques. Les stratégies d'acquisition de ces ressources sont une des manières de décrire cette réalité sociale. La notion de stratégie inconsciente, parfois utilisée, nous semble plus difficile à définir. En effet, la construction d'un modèle rationnel inconscient ne serait alors qu'une hypothèse invérifiable et inobservable tant que la psychologie ou les méthodes d'hypnose ne progresseront pas suffisamment pour en prouver l'existence. Lorsqu'une grande partie des organisateurs semblent connaître des motivations annexes similaires, il nous faut cesser de réfléchir aux différences individuelles pour réfléchir à ce qui est donné socialement. Ainsi, quand l'attrait de certains types de rétribution est une règle connaissant seulement quelques exceptions, nous utiliserons la notion de structures motivationnelles. Il nous faudra alors nous poser la question du non-intérêt de certains individus, lorsque celui-ci relève de l'exception.

Outre les motivations sociales amenant quelqu'un à organiser une manifestation de rue, l'intérêt individuel peut être une motivation forte, même si, comme nous l'avons décrit, c'est loin d'être la seule motivation observée. Lors de nos entretiens, observations et enquêtes, nous n'avons pas observé d'intérêts individuels liés à une motivation traditionnelle ou affective. La rareté du premier type et la difficulté à cerner le second en sont, sans aucun doute, les causes.

Nous avons classé les motivations rationnelles des individus en trois grands types, quittant par-là la typologie wéberienne, qui nous limitait dans notre description. Ces types de motivation ont été rapportés à la recherche de l'acquisition de trois types de ressources :

- Les ressources matérielles, correspondant à une rétribution matérielle découlant de l'engagement.

- Les ressources de potentiels ou encore le pouvoir d'action dans la société.
- Les ressources essentielles, aidant à la construction de la personnalité.

Nous avons observé, comme d'autres, qu'il existe des possibilités de conversions entre ces trois types de ressources. Mais ces conversions ne vont pas de soi et ne se font pas automatiquement. Nos recherches ne nous ont pas permis de comparer ces ressources à différents capitaux convertibles comme nous pouvons convertir des monnaies sur le marché des devises, avec des frais annexes, sommes toutes, négligeables.

Les rétributions matérielles de l'organisation de manifestations de rue existent. Elles restent toutefois extrêmement limitées et peuvent rarement, à notre avis, être le seul facteur explicatif de l'action. Seule une enquête exhaustive, impossible de nos jours à mener, pourrait servir de preuve, il nous faut donc considérer nos observations comme un indicateur fort.

L'organisation des aveugles et des mal-voyants manifestait pour protester contre la baisse des subventions de fonctionnement de l'organisation. Ces subventions finançaient les salaires de tous les organisateurs. Certes, ce n'était qu'un des postes de dépenses parmi d'autres, mais les salaires et les emplois étaient mis directement en danger.

Un des organisateurs des manifestations à l'occasion du sommet du FMI et de la Banque mondiale avait obtenu une bourse d'une fondation hollandaise, sous la forme d'une rétribution financière. L'entretenu estimait que le montant était si petit que l'on ne pouvait le considérer comme un salaire mais, tout au plus, comme un soutien.

Un organisateur de manifestation voulait contre son témoignage, à défaut d'argent, obtenir de nous au moins un restaurant « cher »⁵⁸⁰. La même personne voulait pour l'expression de son opinion dans la presse être payée le prix d'un article.⁵⁸¹

Comme autre type d'avantages obtenus grâce à l'organisation de manifestations de rue, nous avons pu noter des billets gratuits pour un concert, des gâteaux ... Ces motivations étaient toutefois subalternes et ne peuvent, en aucun cas, être considérées comme le carburant de l'action.

⁵⁸⁰ Ce que nous avons refusé, de peur que cela ne porte préjudice à la véracité du témoignage.

⁵⁸¹ Dans ces deux cas, les espoirs de l'individu ont été déçus.

La question des motivations peut être aussi celle du sens profond recherché par un individu. « L'action est un processus dans le système acteur-situation qui a une signification motivationnelle pour l'acteur individuel ou, dans le cas d'une collectivité, pour les individus qui la composent »⁵⁸². Cette motivation, que Parson appellerait de type culturel, découle directement du sens donné aux choses, aux personnes. Elle se concentre sur la question de la définition de l'être, des choses et des personnes, sur leur signification. Nous appellerons ce type de motivation *essentielle*.

Les *ressources essentielles* sont celles nécessaires ou/et utiles à la construction de la personnalité. Nous ne parlons pas de personnalité sociale tant il est difficile de séparer ce que l'individu est pour lui de ce qu'il est par et pour la société. Ces deux aspects de l'individu, lorsqu'ils sont séparés, cause une dichotomie des types de motivations qui ne recouvre pas la réalité de notre observation. La séparation paradigmatique de la psychologie et de la sociologie ne devrait pas amener à faire croire qu'il y a deux individus, l'un intérieur et fonctionnant sur la base de refoulement inconscient et l'autre social, ayant une action mue par une rationalité commune aux autres membres du groupe dont il fait partie et dont la cohabitation se ferait sans réels points de friction.

Lors de nos entretiens, nous avons été souvent confronté à une certaine fierté, une certaine excitation, lorsque l'organisateur de manifestations de rue parlait de sa capacité (ou parfois plus modestement, de l'aventure qui lui est arrivée) à « griller » la hiérarchie des structures sociales, à en atteindre les sommets ou encore à réussir ce qui peut sembler impossible. Les témoignages directs sur le sujet sont plus rares. Mais le récit de la manière dont a été abordé quelque'un d'important, des échanges avec les médias est accompagné d'un changement de comportement de l'interviewé, de rires et de ce que l'on pourrait qualifier de fausse modestie à peine voilée. Le fait d'être interrogé est considéré comme la marque d'une certaine reconnaissance, créant même l'expression de la sympathie. La fierté déglagée se prête bien à l'observation du chercheur. Les organisateurs entretenus évitent toutefois de l'exprimer par des mots, comme pour éviter de « salir » leur engagement pour une cause par ces motivations individuelles.

Organiser une manifestation, défendre une cause est donc une manière d'exister dans plusieurs mondes. Par la participation à la vie du monde et de ses justifications, les organisateurs

⁵⁸² Parsons T., *The Social System*, Routledge et Kegan Paul, Londres 1967, p.4.

acquièrent une identité dans ce même monde. Cette identité peut être analysée par son aspect social (en mesurant l'influence, la grandeur et l'appartenance), mais aussi individuel (identité, identification.) Faire siens les analyses, discours, valeurs d'un monde peuvent amener un individu à changer réellement et profondément ou selon les personnes, superficiellement.

Josef Brož, en devenant organisateur de *Merci, mais Partez*, voit plusieurs opportunités s'ouvrir à lui. Outre la réouverture de l'accès au monde des anciens étudiants et donc des anciens dissidents, il peut (ou tout au moins espère) voir sa position de journaliste renforcée par ses contacts répétés avec différents médias. Il peut tenter de servir d'intermédiaire entre les politiciens et la société et enfin, tenter d'entrer dans le monde de la politique. L'ensemble de ces opportunités peut être considéré comme des manières d'exister dans plusieurs mondes. Ce profil multi-facette peut être un tremplin personnel et professionnel.

Une autre motivation provenant de la participation à la vie d'un monde peut être celle de voir son engagement reconnu, ne serait-ce que par les amis participant au même monde. Ce retour d'image de sa propre identité par le regard de membres de son groupe de référence est une motivation essentielle.

Bohdanka ne cherche plus à être comprise par ses professeurs d'université, ni par sa famille. Ses amis et ceux qui lui sont proches idéologiquement, savent que son engagement est réel et que l'on peut compter sur elle, car elle l'a prouvé de nombreuses fois. Ce retour aide à constituer sa personnalité.

Être organisateur de manifestation de rue, défendre une cause, c'est aussi agir d'une certaine manière, agir comme les personnes que l'on admire et donc s'engager. Cela permet de mettre en résonance le sens de son activité avec le sens auquel on adhère. Cela permet d'être ce que l'on veut être.

Jana Hradilková veut être une activiste de la société civile et dans une certaine mesure, elle l'est déjà. En faisant sienne la cause des tchéchènes, elle entre de pleins pieds dans le monde de l'humanitaire et des droits de l'homme. Elle se construit une personnalité et partant le sens de sa vie publique. Elle peut, lors d'activités, contacter d'autres activistes pour leur demander une collaboration, s'adresser à d'anciens dissidents, à des hommes

politiques, à des journalistes. Elle acquiert un *état*, mais aussi un sens à l'activité qu'elle porte et qui la porte.

Les individus ont différentes identités sociales et participent de différents mondes. Participer à un ou plusieurs mondes supplémentaires peut pousser à vouloir agir.

Petr Koura est un étudiant de la faculté de lettres qui a été élu au sénat de l'Université Charles de Prague. Être comme les étudiants révolutionnaires de 1989 constitue alors pour lui un rêve inaccessible. Participer à une nouvelle révolution avec ses héros, organiser la révolte au nom d'une cause dans laquelle il se reconnaît est aussi inespéré. En se mettant au service des premiers signataires de la lettre ouverte de *Merci, mais Partez*, Petr Koura rencontre tous ses « héros » personnellement. Il peut les inviter à parler à l'université devant les étudiants, leur offrant une plate-forme et devenant un allié de la nouvelle génération, un partenaire pour eux. A la faculté, il jouit alors de l'image d'une personne participant à ce monde, ce qui en fait une personnalité remarquée et soutenue. En devenant un des organisateurs techniques de la manifestation, Petr Koura n'est sans doute pas cynique et il croit que son activité est liée à la cause qu'il veut défendre. Nous ne pouvons pas exclure que ce type de motivation puisse jouer un rôle aussi. Le sens qu'il veut donner à son existence (publique et privée) lui donne un *état* dans le monde des anciens dissidents. Son action pour la cause et les valeurs de ce monde lui donne une certaine position, *état* confirmé par la reconnaissance des grands de ce monde.

Alice Kliková co-dirige la section des jeunes de Impuls 99. Son activité dans l'OMS lui permet d'être considérée comme une des leurs par la « grande section », celle des anciens dissidents et des intellectuels. Elle y acquiert un profil particulier auprès de personnalités célèbres comme auprès de certains de ses professeurs.

Ces différents exemples montrent que l'engagement découle d'une motivation essentielle, touchant au sens même donné par les individus à leur personnalité.

La motivation de la rencontre des grands hommes n'est généralement pas celle mise en avant. Au contraire, la plupart des interviewés soulignent toutefois le fait de ne pas être impressionnés par les fonctions d'individus avec lesquels ils ont été en contact et le plus souvent mentionnent, que ce genre de contacts leur sont entièrement naturels et communs. La volonté de faire impression sur le chercheur, occidental de surcroît, en est, d'après nous, la raison principale.

Au cours d'un autre entretien, à la question « C'est du beau monde, avez-vous pu rencontrer beaucoup de gens importants en organisant la manifestation ? », la réponse de l'interviewé qui a demandé à rester anonyme pour cette partie de l'entretien a été la suivante: « Vous savez, nous, les personnes qui font bouger les choses, qui sont un peu plus actives, on n'est pas nombreux. Alors forcément, on se connaît tous. Au pire, lorsque l'on ne se connaît pas directement, on a toujours un ami commun. On fait partie des mêmes cercles ». Et de citer la liste des copains étant des gens importants. La confrontation avec les témoignages des personnes citées nous amène à analyser ce genre de réponse comme la justification d'une position haute de l'organisateur, prouvée par les personnes fréquentées.

Enfin, être important, représenter un mouvement, un groupe social ou des valeurs peut rapporter des biens matériels, ce qui peut aussi constituer une motivation. Obtenir certains *états* ouvre la porte à l'obtention potentielle de biens intéressants ou la possibilité d'influer sur la société comme on le désire, ce qui se recoupe ici partiellement avec les motivations de pouvoir.

La recherche du pouvoir est un thème classique de la sociologie politique. Nous pouvons même attribuer à nombre de recherches les épithètes de cyniques, désabusés, tant l'individu y apparaît comme un être ne cherchant que la domination et réussissant avec plus ou moins de succès à manipuler son entourage dans ce but précis. D'autres approches sont caricaturalement différentes, décrivant le sens de l'action, tel que les acteurs le perçoivent ou le décrivent, sans voir les intérêts cachés et parfois égoïstes des individus. Lors de notre recherche de terrain, nous avons observé une réalité se situant entre les deux extrêmes. La recherche de pouvoir existe, comme motivation, même si c'est loin d'être la seule ou la principale rencontrée. De plus, cette recherche de pouvoir, lorsqu'elle apparaît, n'est pas toujours le réflexe égoïste de chercher à être

sans cesse plus fort, mais elle peut être aussi issue d'une volonté de changer la société dans un sens considéré comme positif ou encore d'une recherche du sens de sa propre vie.

Devenir organisateur de manifestation de rue peut être motivé par une volonté de pouvoir. Cette motivation peut être secrète, comme franche et avouée. Lors de nos questionnements sur le sujet, même si les entretenus reconnaissent parfois avoir un certain engouement à rencontrer des gens importants, à agir à haut niveau, ils reviennent presque toujours à une justification de leur action par la cause.

Comme exception, Tomáš Pojar témoigne honnêtement une motivation de son engagement indépendant de la cause. Peut-être a-t-il plus de distance ou de conscience analytique que les autres ?

Tomáš Pojar, au moment de l'entretien a 25 ans. Il est directeur de l'organisation humanitaire tchèque la plus connue, *Člověk v tísni*, [Individus dans le besoin.] Il nous dit ouvertement,

« Je ne cache pas que faire de la politique internationale, avoir l'impression de faire changer les choses, avoir du pouvoir sur ce qui se passe est une motivation en plus du bonheur de faire de l'humanitaire. Il ne s'agit pas de faire de nous des saints et chacun d'entre nous a des motivations multiples » Tomáš Pojar

Dans d'autres cas, la recherche du pouvoir peut être lue dans l'importance donnée à son obtention dans les déclarations, suivant des variations sur les thèmes de « j'ai fait, je connais, je suis connu ».

Josef Brož :

« Oui. Entre temps j'ai déjà passé l'appel à l'agence ČTK. Sauf que dans les renseignements des numéros de téléphone ils m'ont donné la télé tchèque ! C'est à dire j'ai appelé la télé tchèque, en disant : « Ecoutez est-ce que ça vous intéresse un appel dix ans après ». Ils m'ont dit : « Ouais ! On verra, on va discuter. Et trente minutes plus tard, on me rappelle pour me dire qu'oui, ça les intéresse, qu'ils peuvent faire un scoop direct à 19h13 sur la place Venceslas.

Je passe plutôt dans les journaux avec un message précis pour les agences, pour expliquer comment c'était au début. Parce que c'est moi qui ai tout annoncé aux médias, en fait j'ai choisi trois médias, la Télé publique, le journal plus ou moins intellectuel *Lidové Noviny* et le troisième c'était l'agence ČTK.

[...]

Vous avez prévu de rencontrer les hommes politiques?

Ils nous ont appelé, ont demandé à nous voir.

[...]

Et vous avez accepté?

Ouais ! Moi, j'ai dit en principe qu'on ne refuse pas mais on préfère les citoyens que les hommes politiques. Mais par politesse on les accepte. [...]

Être organisateur de manifestations de rue permet d'avoir du pouvoir non seulement en dehors de l'organisation, en tant que représentant d'une cause, mais aussi dans l'organisation elle-même. Certains organisateurs sont particulièrement actifs, ce qui justifie aux yeux des autres comme à leurs propres yeux de demander à certaines personnes de travailler pour eux ou pour la cause qu'ils incarnent, suivant les directions qu'ils décident. D'autres utilisent très nettement diverses techniques visant à mettre en valeur leur propre personne et leur activité, quitte à surestimer leur activité et à sous-estimer celle des autres, voire même à mentir. Nous utiliserons alors les termes d'approches convaincues et d'approches cyniques. Dans les deux cas, le pouvoir exercé ou obtenu potentiel peut être considéré comme une motivation plus ou moins formalisée ou consciente. Devenir organisateur de manifestations de rue est l'occasion, en effet, de construire un monde, lui donner un sens et de chercher des individus pour participer à ce monde,

en distribuant les tâches, les *états* ou en définissant les critères de leurs attributions. L'organisateur construit un monde, pour y régner.

D'autres organisateurs sont déjà connus. Ils ne mettent pas en avant le fait d'avoir des connaissances, car ce n'est pas la peine, étant donné leur *état*. Ils peuvent toutefois être en concurrence pour une position à l'intérieur d'un monde ou encore lutter pour la place d'un monde dans la société.

Martin Mejstřík est un leader si ce n'est le leader de la Révolution étudiante de velours de 1989. Pour justifier de son engagement en 1999, lors des manifestations de *Merci, mais Partez*: « Ce n'a pas été un hasard que nous soyons tous camarades, que nous soyons ceux qui ont fait quelque chose il y a dix ans. Nous agissons peut-être comme une espèce de conscience pour certains, comme « la voix de la nation », peut-être ». Dans ce cas, la justification de son propre état peut être considérée comme une motivation à l'engagement, même s'il est impossible de savoir quelle est la motivation première pour chaque individu. Etre l'âme de la nation, ne serait-ce que pour certains, est un *état* haut qui peut être une motivation inconsciente ou consciente pour un individu.

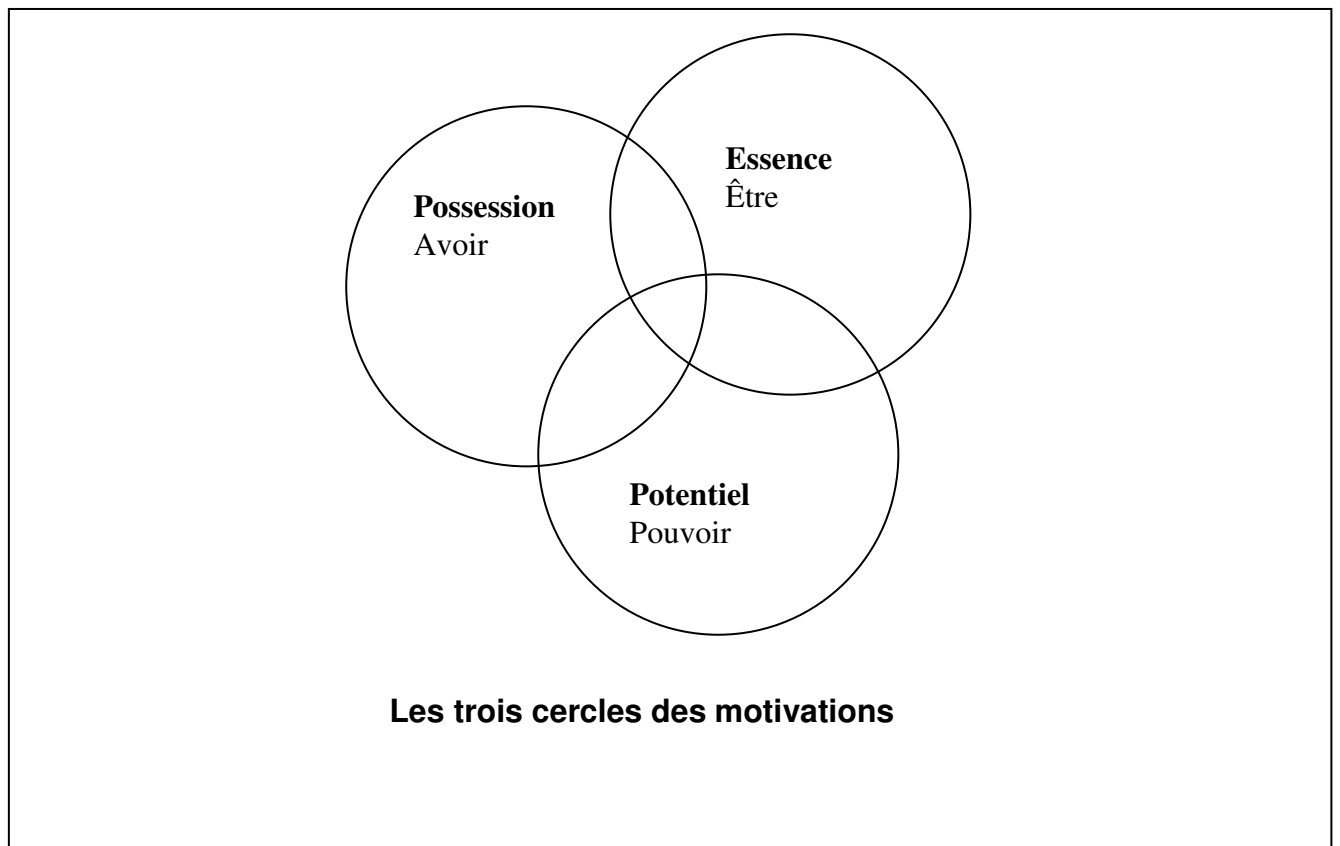
La question du pouvoir peut être aussi liée à une quête de sens.

« Il y a toujours beaucoup de gens pour parler, pour être importants. Moi, je fais partie des gens qui agissent, qui font des choses et qui font vraiment avancer les choses. » Jan, organisateur de manifestations à l'occasion du sommet du FMI et de la Banque mondiale à Prague.

La volonté d'agir, donne sens à la personne, c'est une manière d'interpréter sa propre personne et sa place dans la société. De cette interprétation, découlent des motivations à l'engagement. Avoir du pouvoir, avoir des résultats devient alors un des moyens de confirmer son *état*, le sens de son engagement et de justifier du sens de la gestion de sa propre vie.

Dans ce cas de figure, ce n'est pas une certaine personnalité sociale qui est attirante parce qu'elle donne accès au pouvoir, mais à l'inverse, la recherche de pouvoir est une manière de confirmer et de conforter sa personnalité. Le pouvoir devient alors le support recherché dans la quête du sens de sa vie ou de son activité.

Figure 20 : Les trois cercles des motivations



La question des dispositions :

La rencontre régulière des structures de motivation peut amener un individu à intégrer des dispositions à certains types d'actions. Ces dispositions peuvent conduire quelqu'un à devenir organisateur de manifestations de rue, sans que l'ensemble des raisons de son engagement ne soit issu d'un calcul, d'une stratégie ou d'une tactique. Il s'agit de types d'actions qui ont été intégrés au cours de l'expérience de l'individu et qui sont mobilisés dans certaines situations.

Les dispositions que nous avons relevées, amenant quelqu'un à devenir organisateur de manifestations dans certains cas, n'étaient pas directement des « dispositions à organiser des manifestations. » Elles relevaient de domaines plus larges, dont la manifestation n'était qu'une des formes potentielles de l'action. Nous avons relevé principalement trois types de dispositions :

- La disposition à l'engagement pour des causes.
- La disposition pour l'organisation de la société civile.
- Les dispositions pour l'engagement politique.

La disposition à l'engagement pour des causes est pour nous la disposition expliquant la propension d'un individu à vouloir participer à l'engagement ou à l'organisation de causes qui lui sont proches idéologiquement, lorsqu'il en a l'occasion, sans construire de raisonnement basé sur des motivations pesant le sens de l'engagement dans la société civile.

Jiřina Šiklová est le meilleur exemple de ce type de disposition. Elle est une ancienne dissidente qui a pris sur elle, avant 1989, l'organisation de plusieurs initiatives. Depuis 1989, elle multiplie les soutiens et s'engage dans de nombreuses causes. Elle ne fait plus le calcul de l'intérêt de s'engager pour une cause. Elle se retrouve à soutenir des causes pour lesquelles une partie de ses motivations qui l'ont amenée à se transformer en activiste pourraient ne pas trouver réponse. Elle ne se pose plus la question de savoir si elle veut être une activiste, mais plutôt quelles causes soutenir en priorité, en fonction de son temps libre et de ses affinités idéologiques et personnelles. Son état d'activiste de la société civile⁵⁸³ est explicable autant par le besoin de défendre une position acquise, que par un ensemble de dispositions.

La disposition à participer à des organisations de la société civile est autre chose que celle de s'engager pour des causes. Elle implique l'interaction dans des groupes (on n'agit pas seul) et la possibilité d'agir de manière créative dans des groupes peu formalisés.

⁵⁸³ En langue anglaise, nous exprimons cet *état* par la création du terme de *civil societist*.

Dans les histoires de vie que nous avons récoltées, aux cours de nos entretiens, cette disposition est celle qui nous a paru la plus répandue, la plus souvent aperçue. La rencontre d'une cause, d'une personne, d'un groupe peut amener quelqu'un à se décider à s'impliquer dans des organisations peu institutionnalisées. Ce type d'implication peut être particulièrement gratifiant pour des personnes ayant du mal à trouver leur place, leur grandeur, dans les mondes de la société. Elle offre une identité et un sens à l'action. Ce type d'activité devient une disposition, structurant des parcours de vie particuliers.

Ondřej Cakl a trouvé un milieu parmi les squatters de ladronka. Les grands débats écologistes, anarchistes et antifascistes l'ont amené à se construire des convictions fermes. Son engagement dans SOS Tchétchénie, dans des mouvements antifascistes, lui constitue une identité d'activiste indépendant. Progressivement, son militantisme devient son mode de vie, une manière d'être qu'il ne peut pas quitter et qui lui permet de faire carrière dans la société civile. Il s'engagera progressivement dans de nombreuses institutions et causes, comme dans Host et dans l'association Tolerance. Il recevra le prix de la fondation d'Helsinki en 2005 pour son activité dans cette dernière. Son domaine d'action relève plutôt d'un monde et d'un milieu que d'une cause précise.

La disposition pour l'engagement politique est constituée par des expériences et des activités motivées par la participation active au débat politique. Ces expériences induisent un type de socialisation particulier, l'intégration de la loyauté à une institution ou à une idéologie comme partie constituante de cette action. Elle est provoquée par la claire perception d'une action collective, dans un camp politique et mène à différencier l'action en interne pour faire évoluer la cause, l'idéologie ou l'institution et en externe, pour renforcer l'institution et la cause qu'elle défend, le monde auquel l'individu participe.

Ce type de disposition se décline suivant différents modes. On peut ainsi adhérer physiquement à un parti politique ou le soutenir, adhérer respectivement au courant d'un parti, tentant d'influencer directement la compétition électorale. On peut aussi adhérer à une cause qui connaît plusieurs soutiens institutionnels sans que la loyauté s'attache à une de ces institutions. Il est possible enfin d'adhérer à une contre-cause, c'est-à-dire à une cause se définissant comme le rejet d'une autre.

Zdeněk Štefek est le premier vice-Président de l'Union des Jeunesses Communistes. L'organisation, ayant ses locaux dans l'enceinte du parti Communiste de Bohême et de Moravie, est considérée comme un tremplin pour une carrière dans le parti. Elle a des positions publiques plus extrêmes que le parti Communiste qui officiellement s'en distancie. Zdeněk Štefek est, en même temps, l'assistant parlementaire de Stanislava Fišer. Il est rentré à 21 ans au Parti communiste et à 22 ans aux jeunesses communistes. Être membre des jeunesses communistes est l'occasion d'être particulièrement visible et de lancer des slogans qui ramènent l'électorat nostalgique, entre autres, au parti, sans qu'il ait à en porter les conséquences symboliques. Travailler à Prague et en faire partie lui a donné l'accès privilégié aux membres les plus importants du parti (les jeunesses communistes n'ont que 27 membres à Prague.)

Jan Křecek avait 14 ou 15 ans en 1988 et 1989. Il se joignait, à l'occasion, aux manifestations contre le régime. En 1991, lorsqu'est apparue l'Association des Anarchistes Tchécoslovaques et que ses membres ont obtenu des locaux dans l'ancien Institut du Marxisme Léninisme, il s'est joint à eux. Les locaux dans le centre, la forte personnalité de Jakub Polák, alors rédacteur de *A kontra* faisaient de ce mouvement une référence pour les jeunes, un lieu où l'on créait des amitiés, en luttant pour une cause. Ceci permettait aux jeunes adultes ou pré-adultes de justifier de leur indépendance et de leur responsabilité. Le rapprochement de Jakub Polák du parti communiste pour des raisons financières a eu pour conséquences l'éclatement du mouvement et la perte des locaux au centre-ville. Jan Křecek s'est progressivement investi dans différents mouvements, en fonction des personnes et des idées, pour devenir un anarchiste de référence. Les manifestations de rue sont, avec les publications, les moyens principaux d'existence de son activité politique.

b) Entrer en politique

Devenir organisateur de manifestations de rue, outre les aspects de liens sociaux et de socialisation à différents milieux, est une entrée en politique. Elle peut apporter une légitimité en termes de représentation et la reconnaissance d'un savoir-faire.

Manifester, organiser des manifestations de rue est basé sur deux des grands principes du système politique occidental, la participation et la représentation. La participation à la gestion de la cité ou tout au moins de manière indirecte, la tentative d'influencer les politiques et les opinions est une entrée en politique et donc une activité citoyenne.

Petr Uhl est un activiste des manifestations de rue. Grand dissident de gauche, il est un des signataires de la charte 77 et était le coordinateur de la solidarité Polono-tchécoslovaque. Après 1989, il continue son activité de militant, entre autres, dans l'association Host, promouvant la tolérance et soutenant les mouvements antifascistes. Il dénonce régulièrement les violences policières dans les manifestations.

« Moi, je suis toujours du côté de la rue, jamais de la police. »

Et tu manifestes?

Pour tout avouer, j'aime les manifestations, mais je n'aime pas la foule. J'ai peur de la violence, je n'aime pas ça. Donc, je soutiens, mais je ne manifeste pas.

Son soutien aux manifestations est argumenté par l'enjeu de la participation et son intérêt pour les générations à venir. Car cette participation, c'est pour lui une entrée en politique qui permet à la démocratie de vivre et de ne pas se réduire à des procédures manipulées par les puissants.

Outre la dimension participative, la manifestation a aussi une dimension représentative et surtout, ouvre la porte aux organisateurs pour demander la légitimité de la représentation d'une cause ou bien de l'opinion d'individus ayant participé à la manifestation.

Être organisateur d'une manifestation permet au préalable d'aller voir les pouvoirs publics, les politiciens, les médias, les grands hommes de la société civile afin de demander un soutien à sa cause. Acceptant le travail d'organisateur, ces personnes revêtent le vêtement de leur cause. Elles ne sont plus seulement individus mais représentent une cause. « C'est madame Tchétchénie », entend-on parfois. « Elle? C'est la mémoire de l'holocauste » me résume en quelques mots ce que représente une personne parmi les activistes de la société civile. Une étiquette, voulue,

parfois recherchée, d'autres fois regrettée. Cet 'endossage' de la cause ne passe pas seulement par les manifestations de rue et ces dernières ne sont qu'un des passages menant de la participation à la représentation d'une cause.

Parfois, les causes peuvent tellement se confondre avec la personne qui les défend et les représente, que l'individu devient une cause et a ses soutiens personnels.

Ainsi, Martin Mejstřík, héros et ancien leader de la Révolution de velours a été remis en avant par l'anniversaire des dix ans de cette dernière. L'anniversaire de la révolution et les manifestations de *Merci, mais Partez* l'ont rappelé au grand public. Ses convictions de droite anti-communiste sont associées à un refus de se salir par un rapprochement avec la droite populiste de Václav Klaus. Il s'est fait élire aux élections sénatoriales, où l'appartenance partisane était une exigence moins forte.

Un autre cas de médiatisation d'un individu par les manifestations de rue est celui de Kateřina Jacques. Directrice du secrétariat d'Etat aux droits de l'homme, elle s'est fait battre par la police, sous l'œil des caméras, lors de sa participation avec ses enfants à une manifestation pacifique écologiste, s'opposant à la thèse d'une autre manifestation d'extrême droite. Les excuses publiques du Premier ministre et les enquêtes qui ont suivi lui ont donné une image dont elle n'arrive à se débarrasser que difficilement. Les élections qui ont suivi, où elle s'est fait élire député du parti vert, étaient déjà organisées et sa place sur les listes décidée. Cependant, pour de nombreux citoyens, sa candidature et même son élection semblent découler de son activité manifestante, ce qui est vu avec un regard très critique par les électeurs⁵⁸⁴.

Organiser une manifestation peut être aussi l'occasion de tenter une carrière en politique par l'utilisation du label ainsi obtenu. Cette opération peut se solder par plus ou moins de succès, l'économie des états n'étant possible que sous certaines conditions.

Josef Brož a été l'un des organisateurs de la manifestation *Merci, mais Partez*. Ceci a été pour lui l'occasion de construire un monde, pour y régner. La première manifestation de

⁵⁸⁴ Entretien le 28.05.2007.

1999 comptant autour de 60 000 participants et étant la plus grande que la République tchèque avait connue depuis 1989, le mit à la tête d'un monde important. La deuxième manifestation, en 2000 ne comptait plus que 2 000 participants, ce qui a été largement interprété comme une perte d'intérêt pour le mouvement. L'association *Merci, mais Partez*, qu'il a créée et qu'il préside jusqu'à aujourd'hui, a toutefois une certaine importance. L'utilisation de ce label, justifiant d'un *état* dans un monde dont il est difficile de juger du soutien de la société et de son utilité dans le système de compétition électorale, permet d'exister en politique. Cet *état* lui a permis d'être associé à la création par Monika Pajerová, d'un parti politique et surtout de négocier son soutien au financeur du parti pour éliminer Monika Pajerová de la direction. Cela lui permet aussi de signer des déclarations communes avec d'anciens dissidents de premier plan à la tête d'autres OMS influentes mais manquant cruellement de soutien social clair. Sans qu'il ne devienne un politicien de premier plan, la manifestation de rue et la légitimité apportée par-là, constitue un label qu'il contrôle en partie, ce qui lui permet d'entrer en politique. Il faut toutefois bien noter que ce label reste vide du premier sens qui lui a été donné, tant les départs progressifs des *anciens étudiants* de *Merci, mais Partez* en ont affecté la légitimité dans le monde de la post-dissidence.

c) **L'ethos et l'éthique**

Les organisateurs de manifestations partagent un ethos commun et souvent une éthique commune. Lors des entretiens, l'étude des discours et des déclarations, permet de trouver dans les justifications et les lignes axiologiques des traits structurants communs aux organisateurs, quel que soit leur ligne idéologique et la cause qu'ils défendent. Nous retrouvons une base commune rejetant l'argent comme valeur et la recherche de pouvoir comme motivation, soulignant l'importance d'une éthique personnelle. Les militants les plus grands ou les plus socialisés à ce type d'action soulignent l'importance de la société civile. Nous tenterons ici de présenter ces grands traits et nous émettrons l'hypothèse d'une cause structurelle de ces similitudes.

L'argent et le pouvoir sont rejetés comme valeur. Dans la justification de l'engagement pour une cause, l'intérêt individuel est toujours nié et rejeté et est considéré comme la pire des insultes.

Pourtant, les opinions politiques concernant la gestion de l'Etat sont variées. Certains organisateurs d'extrême gauche sont très opposés à la notion d'économie de marché, d'autres peuvent être de droite et la soutenir. Mais c'est bien l'aspect humain qui est mis en avant dans les discours de justification, dans les slogans et les tracts.

D'après un organisateur anarchiste du groupuscule *Solidarita* tenant à ce que l'on ne dévoile pas son nom (pour se protéger de la police dit-il) :

[parlant des manifestations de la Révolution de velours en 1989] Ben, moi, je pense que les gens qui l'ont faite étaient pleins d'idéaux, qu'ils voulaient changer les choses, ici, mais malheureusement, cela a tourné différemment de ce qu'ils voulaient. Il y a, par exemple, des recherches sur ce que faisaient ces gens avant et après 1989, comment, par exemple, ils s'imaginaient une économie idéale. Juste après 1989, il y avait une majorité de personnes désirant un système intermédiaire entre le socialisme et... Les gens ne voulaient sûrement pas une dictature de l'économie de marché. Dans une certaine mesure, ces personnes étaient extrêmement naïves. Elles pensaient; « Oui, maintenant, on a viré les communistes et maintenant, tout sera cool » et puis il y avait cette mode de l'Ouest; « on va être aussi bien qu'à l'Ouest », mais malheureusement, la réalité est différente.

Un écologiste britannique, Martin Shaw, venu pour coordonner les manifestations à l'occasion du sommet du FMI et de la Banque mondiale à Prague :

« ... je voudrais créer une alternative positive, peut-être un projet écologique, devenant un fermier quelque part caché dans la campagne, quelque part... Mais toujours très impliqué dans les processus sociaux et les changements sociaux. Mais pour le moment, je suis, comment dire, un gars entre le marché libre capitaliste où chacun ne s'occupe que de lui-même et un communisme organisé de manière centrale; il y a là un large spectre d'expériences humaines qui peuvent être explorées et qui pourraient être très intéressantes. Un projet comme ça... »

Lenka Vítková travaille pour Amnesty International comme directrice du bureau d'Amnesty pour la République tchèque. Au moment de l'entretien, elle reconnaît avoir voté pour le parti Unie Svobody (Union pour la liberté), un parti de centre droit, fortement libéral économiquement et défendant, par ailleurs, des valeurs proches du Président Havel de l'époque. Elle s'explique et presque s'excuse:

« Si j'habitais ailleurs, si j'étais aux Etats unis, je voterais sans doute démocrate. Dans de nombreux autres pays, je voterais pour la gauche ou tout au moins pour des partis plus à gauche que ne l'est l'Union pour la liberté (Unie Svobody.) Néanmoins, j'ai le sentiment qu'ici, le spectre politique est légèrement distordu et que chez les sociaux-démocrates, je ne peux y retrouver ni les programmes ni les personnes que j'aimerais voir figurer. Donc je vote plus à droite, même si je me considère moi-même comme au minimum au centre et dans ce qui concerne la sphère sociale, sans aucun doute à gauche, comme la majorité des personnes travaillant dans les organisations non-gouvernementales ».

Malgré leurs différences d'opinion politique, ces organisateurs se comportent de manière extrêmement égalitaire avec les autres participants et organisateurs. Les différences de statut social, d'argent ou de pouvoir ne sont pas soulignées, si ce n'est dans un but fonctionnel (mettre en avant l'expérience pour renforcer le poids de son argumentation, mettre en avant sa position pour justifier d'une fonction particulière) et ce, avec une grande prudence.

L'argumentation justifiant l'action et ses motivations tournent autour de termes comme « responsabilité », « désintéressement » et ce n'est qu'avec une certaine gêne ou complicité que n'est avoué un autre type d'intérêt que la cause.

Chez les activistes les plus militants, les discours sur la société civile et sur l'abnégation de soi pour la cause sont remplis d'un pathos et les grands défenseurs de ces conceptions sont respectés pour ce point. On retrouve ici, une fois de plus, au sommet du monde de la société civile, les anciens dissidents.

Nous présentons ici une hypothèse de cause structurelle du rattachement discursif et logique des différents discours à un monde commun, le monde de la société civile. Le type d'action, la

participation au nom d'une cause, ainsi qu'une représentation résultant d'une logique non-procédurale ne peuvent être justifiés que par le sens profond d'une telle action. Le romantisme explicatif pourrait toutefois choisir des justifications de type charismatique, mais la faiblesse des organisations de mouvements sociaux et le sentiment de leur fragilité dans les sociétés post-communistes poussent à la recherche d'une justification commune, à une coalition discursive. La société civile étant le seul cadre interprétatif suffisamment large et répandu pour être un point de référence commun, se trouve naturellement soutenu. Il est le plus haut justificateur commun et constitue un monde ayant ses origines dans la dissidence. Malgré les conflits idéologiques et politiques, il amène de nombreux héros de l'avant 1989 à en être au sommet, *état* assumé et revendiqué par la plupart de ces derniers.

Chapitre 2

La société civile et l'action manifestante

Lors de nos recherches sur les manifestations de rue, nous avons été régulièrement confronté à la « notion », à l'« argument » de la *société civile*. En effet, parlant de manifestations de rue, certains journaux tchèques écrivaient sur la « prise de parole de la *société civile* », alors que d'autres s'efforçaient de montrer qu'il ne s'agissait pas de la vraie *société civile*. Des individus considéraient avoir le droit de parler au nom de la *société civile* ou en tout cas le revendiquaient, droit qui leur était parfois attribué par des médias, par des hommes politiques, par des citoyens. Être la voix de la *société civile* était l'argument légitimant principal de certains discours et constituait une source majeure de légitimité pour certaines manifestations de rue et pour ses porte-parole. Cet argument était tellement important qu'il nous est clairement apparu comme essentiel de consacrer un chapitre à l'étude de ce phénomène.

Une autre remarque concernait le sens de la *société civile* et de 'ses amis'. Nous nous sommes aperçu assez rapidement qu'à Prague, ce terme n'évoquait pas tout à fait les mêmes associations d'idées et n'était pas associé exactement aux mêmes forces politiques et idéologiques qu'en France, par exemple. On ne pouvait ainsi séparer la notion de *société civile* d'un contexte politique, historique et culturel.

Nous nous sommes posé alors les questions suivantes :

- Qu'est-ce que la *société civile* ?
- Quelle est la différence de réalité ou de compréhension entre la *société civile* tchèque et française ?
- Quelles sont les logiques sociales permettant à certains plus qu'à d'autres d'en être la voix dans la presse et dans des négociations politiques ?

Pour répondre à cette question, notre première démarche a été de nous tourner vers la littérature scientifique concernant la question⁵⁸⁵. En effet, la notion de *société civile* nous semblait problématique telle qu'elle était utilisée dans la presse, dans la vie quotidienne, comme dans les ouvrages de science politique et de sociologie que nous avons lus jusqu'ici.

1. LA SOCIÉTÉ CIVILE

a. Des réponses scientifiques

Avant de présenter ces approches et les questionnements qu'elles ont posés, il nous faut exprimer une première observation concernant la sociologie politique de la *société civile*. La *société civile* existe, tout au moins en tant que fait social. La *société civile* tout comme les *mouvements sociaux* permet d'obtenir des subventions pour publications, d'être invité à des conférences, la *société civile* crée des réseaux scientifiques (le *civil society network* et le *social movement network* aux rencontres desquels nous avons eu l'occasion de participer.) Enfin, la *société civile* crée des sujets de thèse... Quelle que soit l'approche adoptée, avoir ce label permet de participer à l'effervescence du monde académique et de ses questionnements.

L'étude de la *société civile* et de ses significations fait l'objet de recherches approfondies dépassant le cadre de notre étude. Les conceptions et compréhensions de la *société civile* étaient

⁵⁸⁵ Cette réflexion méthodologique n'a pas été présentée dans le Titre 1, étant donné qu'elle ne faisait pas partie de nos interrogations méthodologiques préalables à l'étude, puisqu'elle ne concerne pas l'action manifestante, mais, comme nous le verrons par la suite, la structuration d'un monde social dans lequel s'insèrent discursivement et structurellement de nombreuses manifestations ou leurs organisateurs.

multiples et ont évolué d'Aristote à St Augustin, Hobbes, Vauban, Rousseau, Ferguson Kant, Hegel, Bonald Fichte, Tocqueville, Marx, Pie IX, Gramsci et Jean-Paul II. Les éléments inclus dans la notion de *société civile* ou traduits comme tels sont si divers qu'utiliser un seul terme pour les désigner tous peut sembler une erreur. Ce qui pourrait n'être qu'une maladresse de style (nous entendons par-là l'utilisation dans un même texte de ce même terme de *société civile* dans des sens divers) a des conséquences graves, provoquant presque systématiquement des confusions importantes et amenant à croire que les divers éléments évoqués par ce même terme n'en sont qu'un seul ou bien encore qu'ils découlent les uns des autres, qu'un lien logique les relie ou encore qu'ils ne sont que les multiples aspects d'un même fait social.

D'autre part, c'est une autre erreur que de séparer une conception du contexte historique et social dans laquelle elle apparaît. Si les mots de *société civile* voulaient dire autre chose pour des auteurs vivant en des temps et lieux éloignés, leur pensée participait de débats politiques et intellectuels donnant en partie sens à ces conceptions. La position sociale du penseur, la manière dont il était lu, les intérêts et les préjugés sont autant de variables dont dépend l'influence de cette conception sur le fonctionnement de la cité. Ainsi, c'est en étudiant la généalogie de la *société civile*, en l'insérant dans son contexte social que l'on peut comprendre cette conception dans toute sa dimension historique et intellectuelle. Mais notre objectif n'est pas de retracer cette généalogie, ce qui a déjà été fait⁵⁸⁶. Notre interrogation relève uniquement de deux préoccupations qui nous permettront d'analyser les éléments actuels:

- Quels sont les concepts fonctionnels concernant la *société civile* dans la sociologie ou la science politique moderne ?
- Comment est conçue la *société civile* dans le contexte de la République tchèque, tout ceci afin de pouvoir analyser les événements actuels.

Nous avons relevé trois types d'approches de la *société civile* que ce soit en sociologie, science politique, histoire et chez certains penseurs. Nous les appellerons réciproquement l'approche du militantisme démocratique, l'approche déconstructiviste et l'approche dissidente. Ces approches étaient, pour nous problématiques, avant que, comme nous vous le présentions, nous ne décidions de poser le problème à l'envers.

⁵⁸⁶ Colas D., *Le Glaive et le Fléau, Généalogie du fanatisme et de la société civile*, éd. Grasset & Fasquelle, Paris 1992.

b. L'approche du militantisme démocratique

L'approche du militantisme démocratique, telle que nous l'appelons, semble être la plus souvent rencontrée de nos jours dans les revues de référence en sciences sociales. Elle met l'accent sur l'influence qu'a la participation à des associations pour la création d'une culture démocratique et souligne les bénéfiques politiques d'une *société civile* apolitique. Il s'agit d'une approche que l'on peut faire remonter à Tocqueville et aux moralistes écossais du 19^{ème} siècle, tels Adam Smith, Adam Fergusson, Francis Hutcheson.

Robert D. Putnam, dans son célèbre livre *Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy*⁵⁸⁷, présente une étude ayant la grande qualité de s'intéresser à la démocratie au niveau local et de plus, ne se limitant pas aux études électorales. Il veut par-là renouveler les approches traditionnelles de science politique qui ne lui permettent pas d'appréhender les grandes différences régionales qu'il perçoit en Italie en particulier, dans la vie politique. Ces différences, l'auteur les observe principalement dans la différence « d'efficacité » des institutions. Il cherche la réponse dans la culture civique (*Almond et Verba*) des citoyens et dans son évolution lors des processus de décentralisation. L'engagement citoyen, l'égalité politique, la solidarité, la confiance et la tolérance seraient les variables permettant une amélioration de cette efficacité. Les associations sont des structures de coopération et de par leur travail de production de discours, augmentent les adhésions à leurs causes et donc augmentent la qualité de la représentation démocratique. L'auteur, pour son étude, fait le décompte du nombre d'associations, répertorie les sphères de leurs actions, superpose ces données à celles de la participation au vote, des statistiques de la lecture des journaux etc.... La *société civile* est, d'après l'auteur, non religieuse, non corporatiste et non partisane. Il explique la différence 'de *société civile*' entre le Nord et le sud de l'Italie par des différences remontant au moins à l'an 1100. Il retrace donc l'histoire de la création d'une tradition civique.

Sa méthodologie pose des problèmes non négligeables. En analysant la *société civile* comme des statistiques, l'auteur la présente (contrairement à la thèse principale du livre) comme statique et structurelle (nombre d'associations, de journaux lus....) Pourtant, l'explication de ses raisons d'être est historique et culturelle, faisant un lien qui n'est pas évident et qui est même erroné quand nous y regardons de plus près. En effet, comment expliquer par l'imaginaire partagé et la

⁵⁸⁷ Putnam R., *Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton University Press 1993.

tradition – comme base de la confiance, une différence de taux de lecture de journaux dans une région plutôt que dans une autre sans remarquer le fait que certains individus, dans chaque région n'en lisent pas. Rester au niveau régional et statistique sans voir ni comprendre ce qui se passe au niveau individuel ne nous permet pas de répondre à la question de 'pourquoi' s'engage un individu et rend douteux l'ensemble du paradigme. L'explication culturelle ne prend en compte ni le contexte d'action, ni les structures sociales, ni les réseaux, les savoir-faire accumulés par certains. Elle met de côté les logiques de structures. De la même manière, étudier les ONG en termes de statistiques, sans étudier les différences de structure de ces ONG, les différences de participation individuelle et surtout précisément les formes que prend l'action d'influence sur le pouvoir local, ne permet pas de montrer quelle est leur réelle influence sur l'efficacité de la démocratie locale que prétend observer Putnam. Nous nous permettons même d'émettre l'hypothèse que certaines associations peuvent, à l'occasion et de par leur influence, diminuer cette dite efficacité. Nous pouvons, par exemple, dans ce cadre, mener une réflexion sur l'action des organisations non gouvernementales dans la montée de la terreur nazie. Eliminer les organisations religieuses⁵⁸⁸, les partis, les corporations pose un vrai problème de définition de la frontière de la partisanité, de ce qui est politique, économique, religieux et ce qui ne l'est pas. Rattacher le concept aux valeurs de solidarité, de tolérance ne fait que rajouter à ces premiers problèmes plutôt que de les éliminer. En effet, qui doit décider du caractère tolérant de certaines associations ? Comment classer les associations produisant de l'intolérance ? Les liens avec le monde économique touchant quasiment l'ensemble des associations, où tracer la frontière entre le corporatisme et la vraie *société civile* ?

Les concepts de Putnam représentent le mieux l'approche du militantisme démocratique. C'est justement l'égalité naïve faite entre les associations et ces valeurs qui amène à de nombreuses fausses conclusions. *Solidarnosc*, puis la chute des régimes communistes offrent au concept de *société civile* une nouvelle carrière. C'est sans doute par soutien politique et idéologique à la libéralisation, au mouvement de *solidarność*, à la construction démocratique d'après 1989 qu'est remise à l'honneur la notion.

Les critiques marxistes et post-marxistes de la notion sont toutes rejetées sans distinction en même temps que les régimes communistes. « Le bébé est jeté avec l'eau du bain ! » L'utilisation

⁵⁸⁸ Nous pouvons faire référence à l'étude du lien entre politique et religieux qui a été fait par Patrick Michel, entre autres, s'intéressant au religieux comme un lieu de production de sens, de solidarités etc., sous le communisme en Pologne. Ne pas s'intéresser à ce qui se passait dans les paroisses en Pologne à l'époque, dans l'étude de l'activisme civique, serait passer à côté d'un aspect essentiel de l'engagement militant de l'époque.

de la notion devient un *must* des sciences sociales « libérées » du giron du passé. Des fondations pro démocratiques offrent des subventions pour la recherche et la reconstitution de la *société civile*, des rencontres d'intellectuels du plus haut niveau sont organisées pour réfléchir à ce qui semble être le ciment de la démocratie.

Par exemple, Krzysztof Michalski, directeur de l'IWM (*Institut für die Wissenschaften vom Menschen*) a organisé à Castel Gandolfo, dans la résidence d'été du Pape Jean-Paul II, une grande rencontre d'intellectuels et de savants autour du sujet de l'Europe et de la *Société civile*, dont les débats ont été publiés en 1994. Ces rencontres étaient un moment important et symbolique du renouveau de la conception. Eduard Shils y a défini la *société civile* comme une société où l'auto conscience collective citoyenne est importante. Charles Taylor, différenciant la *société civile* des lobbies, en donnera trois définitions :

1) la *société civile* existe partout où il y a des associations indépendantes de la tutelle du pouvoir d'Etat.

2) Dans un sens moins large, la *société civile* existe si et seulement si la société comme un tout peut s'organiser et coordonner ses actions par des associations libres de la subordination à l'Etat.

3) dans un sens alternatif ou bien complémentaire, nous pouvons parler de *société civile* partout où des associations peuvent influencer de manière non négligeable la politique de l'Etat.

Ralf Dahrendrof, de son côté, énonce deux principes comme préalables à la définition de la *société civile*. Le premier, de nature normative comme le reconnaît l'auteur lui-même, est que la *société civile* est un élément positif, désirable. Un régime libéral aurait « besoin de la coopération d'institutions politiques qui permettent le changement de pouvoir sans effusion de sang (la démocratie) et d'institutions sociales qui permettent l'expression autonome des intérêts, valeurs et préférences (*la société civile*.) La démocratie et la *société civile* doivent s'accorder pour rendre réelles les conditions de la démocratie »⁵⁸⁹. Le second est la nécessité d'avoir un élément non structurel tel que la citoyenneté et donc « l'auto conscience collective »⁵⁹⁰. La *société civile* est

⁵⁸⁹ p. 235, de Dahrendrof R., p.222-236, « Zagrozone Spoleczenstwo Obywatelskie » [la *Société civile* menacée] in *Europa i Spoleczenstwo obywatelskie, rozmowy w Castel Gandolfo*, [L'Europe et la *Société civile*, discussion à Castel Gandolfo], Znak, Cracovie 2004.

⁵⁹⁰ p. 235, de Dahrendrof R., p.222-236, « Zagrozone Spoleczenstwo Obywatelskie » [la *Société civile* menacée] in *Europa i Spoleczenstwo obywatelskie, rozmowy w Castel Gandolfo*, [L'Europe et la *Société civile*, discussion à Castel Gandolfo], Znak, Cracovie 2004.

caractérisée par l'existence d'organisations et d'institutions autonomes, c'est-à-dire non dirigées par l'Etat ou par un autre centre, celles-ci étant des organes de la volonté du peuple⁵⁹¹.

Nous retrouvons de la même manière, presque chez tous les participants aux discussions⁵⁹², des définitions très normatives et participant du projet démocratique, confondant une structure (nombre d'associations) et une idéologie (la volonté du peuple.) Ainsi, pour ces auteurs, la *société civile* est positive, désirable. Il s'agit, en même temps, de la vraie volonté du peuple, d'une multitude d'associations et, en même temps, d'une culture. Nous voyons qu'il s'agit bien d'une notion exprimant des éléments très divers, qui deviennent synonymes entre autres par la force de leur appellation commune.

L'approche du militantisme démocratique toutefois pose des problèmes à plusieurs niveaux, car elle recoupe quatre types d'argumentation : structurelle, culturelle et idéologique et holiste.

La *société civile* serait en même temps

- a. un certain nombre d'organisations non gouvernementales, quelle que soit leur taille, le nombre de leurs membres et leur activité (sic !),
- b. certaines normes démocratiques intégrées par les individus d'une société,
- c. un projet idéologique, celui de la démocratisation,
- d. la société.

Le plus curieux et douteux, dans cette approche, est la relation faite entre ces quatre éléments. Ils seront alternativement présentés comme un seul et même élément, la *société civile* et comme des éléments découlant les uns des autres. Ce brouillage conceptuel laisse fortement perplexé.

Une autre étude majeure des sciences sociales concernant la *société civile* était celle menée par Samuel H. Barnes et Simon Janos⁵⁹³. Le livre est le résultat de l'analyse d'une grande recherche internationale initiée par Simon Janos et par Laszlo Bruszt. La recherche a été menée entre 1990

⁵⁹¹ p. 236, de Dahrendorf R., p.222-236, « Zagrozone Spoleczenstwo Obywatelskie » [la *Société civile* menacée] in *Europa i Spoleczenstwo obywatelskie, rozmowy w Castel Gandolfo*, [L'Europe et la *Société civile*, discussion à Castel Gandolfo], Znak, Cracovie 2004.

⁵⁹² Participent entre autres Krzysztof Michalski, W. Theodore de Bary, Ernst-Wolfgang Bockenforde, Owen Chadick, Ralf Dahrendorf, Bronislaw Geremek, Reinhart Koselleck, Edwards Shils, Charles Taylor, Tu Wei-Ming.

⁵⁹³ Barnes S.H. & Janos Simon (éd.) *The Postcommunist Citizen*, Erasmus Foundation and IPS of HAS, Budapest 1998.

et 1992 et se concentre sur l'étude de 11 pays post-communistes, avec des échantillons variant entre 1000 et 1500 enquêtés par pays. Les données sont analysées dans diverses perspectives par 11 auteurs⁵⁹⁴.

Dieter Fuchs et Edeltraud Roller⁵⁹⁵ y présentent une étude appelée « Les conditions Culturelles de la transition à la démocratie libérale en Europe Centrale et Orientale. » Les auteurs adoptent une approche parsonienne et eastonienne. La légitimité des structures et des valeurs des nouveaux régimes est le résultat d'expériences individuelles et de socialisation. N'ayant aucune information concernant les expériences individuelles, les auteurs ont eu à limiter leurs analyses aux attitudes pendant la transition. Ils séparent donc la question de la légitimité des structures et des valeurs de la perception de leur performance. C'est donc sur la base de statistiques liées à des sondages d'opinions que les auteurs concluent en l'existence de conditions pour la démocratie libérale mais soulignent le caractère inachevé de la consolidation.

Les analyses de Samuel Barnes⁵⁹⁶ « La mobilisation des identités politiques dans les nouvelles démocraties » montrent qu'il est prématuré de faire la moindre conclusion concernant la mobilisation des identités politiques. L'Europe de l'Est semblerait avoir moins de mobilisations que l'Europe Centrale. Une des explications pourrait être le manque de *société civile* (c'est-à-dire d'associations, le degré d'indépendance des églises.) Quoiqu'il en soit, le degré d'institutionnalisation des mobilisations en Pologne amène l'auteur à relativiser lui-même ses conclusions, prouvant que la réalité est plus compliquée.

Jacques Thomassen et Jan van Deth⁵⁹⁷ se proposent d'étudier la participation politique conventionnelle et celle qu'ils considèrent comme moins conventionnelle (le vote, les pétitions, les manifestations légales, les grèves...) Les questionnaires concernant la légitimité de ses formes de participation nous donnent des informations intéressantes sur ce sujet. Adoptant un cadre explicatif inspiré par Dahl mais aussi Almond et Verba et surtout Putnam, les auteurs essaient de définir les cultures démocratiques avec un cadre théorique qui semble plus les déranger que les aider. Les tentatives d'intégrer les expériences individuelles et la notion de

⁵⁹⁴ Voir sur ce sujet le compte-rendu de Nicolas Maslowski, *Central European Political Science Review*, Volume 1, nr.1, Budapest Spet.2000, p.109-110.

⁵⁹⁵ Dieter Fuchs&Edeltraud Roller « Cultural Conditions of Transition to liberal Democracy in Central And Eastern Europe », in Barnes S.H. & Janos Simon (éd.) *The Postcommunist Citizen*, Erasmus Foundation and IPS of HAS, Budapest 1998, p. 35-78.

⁵⁹⁶ Samuel H.Barnes « The mobilisation of Political Identity in New Democracies » in Barnes S.H. & Janos Simon (éd.) *The Post communist Citizen*, Erasmus Foundation and IPS of HAS, Budapest 1998, p.117-138.

⁵⁹⁷ Jacques Thomassen et Jan van Deth « Political Involvement and Democratic Attitudes », in Barnes S.H. & Janos Simon (éd.) *The Post communist Citizen*, Erasmus Foundation and IPS of HAS, Budapest 1998, p. 139-164.

culture en termes nationaux restent incohérentes, tant leur présentation de la notion de culture reste du domaine de l'imaginaire partagé et son interaction avec le critère expérience individuelle ne fait plus sens.

c. L'approche déconstructiviste

C'est face à ces incohérences que se positionne l'approche déconstructiviste. On peut trouver les origines intellectuelles de cette critique chez Karl Marx⁵⁹⁸. La *société civile* n'aurait de réalité qu'aux origines du temps, lorsque l'*Etat* et la *Société civile* ne faisaient qu'un et à la fin de l'histoire, lors de la nouvelle fusion entre *Etat* et *Société civile*. La critique marxiste de la notion a des éléments à conserver jusqu'aujourd'hui, qui permettent de relativiser les approches telles que celles de Putnam.

Gramsci⁵⁹⁹, de la même manière décrit la *société civile* chronologiquement comme un idéal de société à venir, sans *Etat*, une société où la politique disparaîtra. Hors ces deux moments critiques, la *société civile* n'est qu'une illusion, donnant l'impression de liberté à l'esclave et donnant le nom de citoyen au bourgeois. La seule réalité serait celle d'une lutte des classes. C'est dans le cadre de la *société civile* que les intellectuels joueraient leur rôle spécifique, celui de la légitimation des groupes dominants, leur offrant par leur travail la paix sociale⁶⁰⁰. On retrouve aussi dans la sociologie de Bourdieu et de son école la dénonciation régulière des illusions que forment les constructions sociales derrière lesquelles se cachent des stratégies de domination qui formeraient la réalité des relations sociales⁶⁰¹. Ces illusions seront utilisées par les groupes dominants, eux-mêmes étant en concurrence entre eux.

C'est dans cette perspective paradigmatique que s'insère entre autres Sandrine Devaux dans sa thèse de doctorat, une des rares études concernant la République tchèque et son phénomène associatif lors de la transformation du système de type soviétique en démocratie. L'auteur préfère parler de phénomène associatif plutôt que de *société civile*. La notion de « *société civile* »

⁵⁹⁸ Voir sur le sujet de la critique marxiste, « Critique de l'illusion politique », dans Colas D., *Le Glaive et le Fléau, Généalogie du fanatisme et de la société civile*, éd. Grasset & Fasquelle, Paris 1992, p.297 à 303.

⁵⁹⁹ Voir Norberto Bobbio, « społeczeństwo obywatelskie » in Szacki J., *Ani kisaze, ani kupiec: obywatel*, Znak, cracovie 1997, p. 63 à 83 traduction de « La società civile » de Bobbio N., *Stato, governo, società. Frammenti di un dizionario politico*, Einaudi Tascabili, Torino 1995, p. 23-42.

⁶⁰⁰ Gramsci A., *Nowoczesny ksiazek* [le prince moderne] ; traduit par Barbara Sierakowska in *Pisma wybrane* [Ecrits choisis], Ksiazka i Wiedza, Varsovie 1961, p. 615 et les suivantes.

⁶⁰¹ Pour voir la *société civile* comme un mythe ou encore la critique de la multiplicité des sens et leur incohérence, voir l'ouvrage collectif *La société civile*, Puf, Paris, 1986 et en particulier, l'article de Danièle Lochak « La *société civile* : du concept au gadget » p. 44 à 75.

relèverait, toujours d'après l'auteur, de l'illusion d'optique empêchant de rendre compte de la césure du contexte d'action en 1989, de la différence des formes et des quantités d'associations entre les pays d'Europe du Centre-Est. Elle dénonce le biais normatif du concept et l'oubli d'une partie du secteur de l'espace public qui en découle, celui qui n'est pas fortement opposé à l'Etat⁶⁰². Cependant, malgré l'utilisation des ressources théoriques de la *déconstruction d'illusions* qu'utiliseraient des groupes dominants pour la lutte pour le pouvoir, l'auteur mène une étude de terrain pratique observant d'autres phénomènes que ceux pour lesquels étaient originellement construits ces concepts et s'éloigne de fait de la sociologie de la domination, en analysant les travaux de réinterprétations individuelles et collectives du passé et donc le subjectif et les structures d'intersubjectivité. L'intérêt de l'étude et des résultats obtenus nous encourage dans l'idée qu'il faudrait continuer dans cette direction et nous incite à poursuivre la réflexion sur les concepts, en parallèle aux études de terrain.

Les perspectives déconstructivistes nous font faire un progrès considérable par rapport aux théories du *militantisme démocratique* à travers leur remise en cause de ce qui est considéré comme allant de soi (*taken for granted*) un peu trop vite. Cette remise en cause passe par l'introduction de l'utilitarisme méthodologique, soulignant les facteurs de concurrence, de fait d'une forme de 'manipulation'. Ernest Gellner, n'adoptant pas l'approche naïve du militantisme démocratique, présente toutefois une critique forte de la démythification des théories marxistes⁶⁰³ et post-marxistes. Il considère la *société civile* comme un élément essentiel de nos sociétés que nous ne pouvons nier et face à la difficulté de préciser sa nature, propose de la définir comme un pluralisme institutionnel d'un certain type⁶⁰⁴ ou encore une série de diverses institutions non gouvernementales, assez fortes pour contrebalancer l'Etat et l'empêcher de dominer et

⁶⁰² Devaux S., *Analyse du phénomène associatif dans la société tchèque en transformation : du système de type soviétique à la démocratie*, thèse pour le doctorat de science politique, présenté en juin 2002, à l'université de Paris X-Nanterre, voir en particulier l'introduction.

⁶⁰³ « There is a certain fittingness in the notion of Civil Society becoming the central slogan in the dismantling of Marxist society because, as started at the beginning, the central institution of Marxism can be summed up as the claim that civil society is a fraud, or so it was claimed: there were in collusion, the state was a cover agent of a dominant sub-part of the civil society, and not at all a neutral peace-keeper or arbitrator. It only presented itself equally fraudulent! It masked the pathological institutionalization of greed and acquisitiveness, alien to real human nature, in a game in which victors and vanquished alike were both victims in the end.

It turned out that it was after all the alleged Marxist overcoming of the idea of Civil Society in which was really fraudulent. The alleged fraud in fact contained something enormously valuable and indispensable. In the end, it was not that expropriators were expropriated, but rather that the would-be de-mystifiers were shown to be the greatest perpetrators of mystification and fraud.”

in Gellner E., *Conditions of Liberty, civil society and its rivals*, Hamish Hamilton Ltd – Londres 1994, p.53.

⁶⁰⁴ Gellner E., *Conditions of Liberty, civil society and its rivals*, Hamish Hamilton Ltd – Londres 1994, p.60.

d'atomiser le reste de la société⁶⁰⁵. Nous voyons ainsi que malgré une tentative de se limiter à une définition structurelle, même un sociologue aussi fin et prudent qu'Ernest Gellner ne peut s'empêcher de proposer en même temps une définition fonctionnelle cachant mal un certain normativisme. Ainsi, sa critique, malgré son grand intérêt, n'amène pas entièrement à un renouvellement ni à la proposition d'une alternative conceptuelle viable.

Que peut-on garder de ces perspectives ? Les sociologues et politistes adoptant l'approche du militantisme démocratique confondent un projet démocratique, une structure et une culture. Les critiques marxistes, post-marxistes et déconstructivistes ne nous permettent pas d'analyser la société avec d'autres critères que ceux de la domination, ce qui ne permet pas de saisir les différences de fonctionnement existant de fait et sans conteste entre régimes, ne serait-ce que ceux de type soviétique, par exemple et les démocraties libérales. Ainsi, le concept est flou, incohérent et semble inutilisable. D'un autre côté, nier l'existence d'une plus grande autonomie des ONG par rapport à un Etat-providence centralisé, nier des différences de fonctionnement et de rétribution (telles les rétributions du militantisme) ou se limiter aux stratégies de domination seraient des impasses. Mais comment mesurer l'autonomie ? La liberté ? Et pourquoi sa perception est-elle diversifiée en fonction de groupes sociaux, des pays ? La réponse à toutes ces questions est celle du contexte interprétatif, du sens donné aux événements et institutions. Pour répondre à cela, nous allons reconstituer les conditions de la construction du projet de « la *société civile* » par ceux appelés, de nos jours, les dissidents tchécoslovaques⁶⁰⁶.

d) L'approche dissidente

Craig Calhoun dans son analyse de la *société civile*, adopte une approche originale, que nous rattachons aux perspectives déconstructivistes. Il se démarque toutefois de la dénonciation de l'illusion et de la quête de la domination. En effet, il considère que la *société civile*, tout comme la nation, est un moyen d'intégration, par une socialisation progressive des citoyens. En

⁶⁰⁵ Gellner E., *Conditions of Liberty, civil society and its rivals*, Hamish Hamilton Ltd – Londres 1994, p.5.

⁶⁰⁶ Ce retournement de réflexion m'a été inspiré par Paul Veyne, *Foucault révolutionnaire l'Histoire*, Edition du Seuil Paris 1978.

parallèle, il remarque que l'utilisation de cette notion était une technique utilisée par la dissidence pour se distancier de l'Etat⁶⁰⁷.

Nous retrouvons des militants de la *société civile* non seulement chez les dissidents, mais aussi chez leurs amis occidentaux, parmi les adeptes des mythes de l'autogestion et chez les sociologues de la gauche anti-totalitaire. Entre autres, Pierre Rosenvallon proposera que l'Etat accepte de diminuer, en partie, son pouvoir afin de permettre une plus grande autonomie à la *société civile*, pour laquelle il faudrait introduire un 'droit social' autonome. Cette *société civile* que l'Etat ne fait que déranger permettra de rendre plus lisible la démocratie au simple citoyen, en la soustrayant aux lois du marché.

Mais revenons en République tchèque. La *société civile* est une expression utilisée dans le monde entier, connaissant des traductions sans doute dans toutes les langues. Pourtant, en vivant en République tchèque, parlant tchèque, nous pouvons nous apercevoir que derrière des mots semblant identiques, rencontrés au quotidien dans les journaux français et tchèques, par exemple, s'exprime un sens différent, comme nous l'avons déjà évoqué. Une des manières les plus nettes de s'apercevoir de cette différence de sens est l'observation des implications de l'utilisation de ce terme, ne serait-ce qu'en République tchèque et en France. En effet, ce terme prend tout son sens non seulement abstraitement, tel qu'il est défini succinctement dans un dictionnaire, mais aussi par la pratique de son utilisation. Deux grandes approches dans le sens commun (mais en sociologie politique aussi) sont, à cet effet, généralement appliquées. Une approche sémiotique, propose une analyse cognitive se concentrant sur l'influence qu'a l'expression de termes sur la manière dont les individus appréhendent un problème. A titre d'exemple, nous pouvons lire des articles de journaux (mais aussi des études scientifiques) proposant de montrer que la prise en compte du critère « *société civile* » permettrait d'améliorer la qualité de la démocratie : « cet homme politique veut travailler avec la *société civile* ... », « Il sait à quel point travailler avec la *société civile* est important. » L'autre approche, utilitariste, se concentre sur l'étude de la manière dont sont utilisés ces termes à des fins diverses et bien souvent différentes de celles qui sont exprimées. Des articles de journaux (mais aussi des études scientifiques) dénoncent, par

⁶⁰⁷ Calhoun, C. "Nationalisme and Civil Society : Democracy, Diversity and Self-determination », in *social Theory and the Politics of Identity*, ed. Craig Calhoun, Blackwell 1994, p. 304-335.

exemple, le cynisme d'individus pragmatiques, manipulant les termes de « *société civile* », créant une illusion, à des fins de recherche de pouvoir, de légitimation personnelle ou autre⁶⁰⁸.

Nous ne voyons pas de raisons d'être épistémologiques à cette césure entre approche sémiotique et approche utilitariste. L'utilisation de ces termes particuliers de *société civile* dans le discours peut être menée à des fins intéressées ou à des fins analytiques, pour appréhender, comprendre une situation. Cette utilisation a des conséquences sur le résultat même de l'analyse d'une situation, que cette analyse soit présentée à des fins de manipulation ou à des fins de compréhension. Il semblerait, même que dans bien des cas, il soit impossible de séparer ce qui est manipulation de ce qui est concept aidant à l'analyse, l'utilisation étant le résultat d'un mélange subtil des deux objectifs, l'utilisateur semblant finir par s'y perdre. Cette utilisation influe sur la forme qui est donnée à la légitimité, à la norme. Aussi, afin de pouvoir mener notre enquête, il nous faut définir les implications tenant aux normes entrant en jeu, ainsi que leur domaine de définition dans la société et dans le temps. Il nous faut définir ce que veut dire la *société civile* dans un groupe donné, dans un temps donné, dans quels contextes ce concept est-il utilisé et ce que cela implique⁶⁰⁹. Il nous faut donc reconstituer l'histoire de ce concept, l'intégrant dans la pratique qui en est faite.

L'imbrication de l'expression *société civile* dans un jeu de légitimation amène à lier le sens des mots à la pratique qui en est faite. La *société civile* est multiple et même s'il est difficile de donner une définition faisant l'unanimité, c'est généralement l'ensemble de tous les citoyens dont on veut parler, du moins en théorie. Mais dans la pratique, ces mots sont utilisés dans une société qui n'est pas plate. 'Certains' seront plus légitimes que d'autres pour prétendre être la voix de la *société civile*. Ces 'certains' ne seront pas, bien entendu, les politiciens. Ce seront des gens qui, par le passé ou par leur action, ont prouvé leur adhésion à certaines valeurs. Ces individus ont donc une histoire, proviennent d'institutions, d'associations et la compréhension du terme *société civile* est liée aussi à la légitimité attribuée à certains pour la représenter. Une analyse faisant abstraction des passés, la *tabula rasa*, ne permettrait pas de comprendre qui sera légitimé par la défense de l'ensemble conceptuel appelé société civile et son utilisation d'une part et quelles sont les représentations sociales dans lesquelles s'inscrit cette utilisation d'autre part, ces deux aspects n'étant que les deux faces d'un phénomène.

⁶⁰⁸ En utilisant d'autres termes, c'est bien le phénomène que décrit Vladimíra Dvořáková dans « Civil society in the Czech Republic: 'Impulse 99' and 'Thank You, Time To Go' », p.134-156 in Petr Kopecký, Cas Mudde, *Uncivil Society? « Contentious politics in post-communist Europe »*, Routledge Londres 2002.

⁶⁰⁹ Suivant l'approche ici de Bernard Lepetit, voir l'introduction de Lepetit B. (dir.), *Les formes de l'expérience*, Albin Michel, Paris 2000.

La *société civile* tchèque, dans le sens commun, a, tout comme la française, ses visages, ses représentants, ses valeurs. Mais comme ces représentants tchèques sont différents des français, chaque société et chaque individu ayant sa propre histoire, société, structure, culture, il serait illusoire de croire que les termes de *société civile* voudraient dire, dans le sens commun, la même chose en France, en République tchèque ou encore dans un autre contexte. Ces termes peuvent être utilisés pour justifier des actes extrêmement diversifiés, avec une force légitimatrice variable, par des individus aux positions différentes. Les possibles de l'utilisation du terme en politique, entre autres, ne sont pas les mêmes dans les deux contextes. Sans prendre en compte ce fait, nous ne pouvons comprendre, par exemple, comment des intellectuels « sociaux-démocrates » peuvent avoir parfois, comme nous le verrons plus tard, une position entièrement opposée à celle de leurs homologues français sur les questions concernant la *société civile*. Il faut bien évidemment prendre en compte que la perception de ce terme est le résultat de la rencontre entre l'histoire locale de son utilisation, s'intégrant dans l'histoire locale et des sens internationaux interagissant dans le cadre de phénomènes liés à la mondialisation. Il n'est pas surprenant que des sociologues de différents pays puissent partager la même définition de la *société civile*. Les différentes utilisations du terme, les différents sens qui lui sont attribués dans deux pays, deux sociétés, ne sont pas systématiquement différents, mais dans le *sens commun* comme nous le verrons par la suite, ils recouvrent des mondes de significations ne se superposant pas. La réflexion sur ce sujet a été, pour nous, primordiale pour nos analyses.

Il nous est apparu que les définitions de *la société civile* et celles de leurs implications sociales nous étaient essentielles pour pouvoir analyser les stratégies et perceptions de certaines manifestations de rue en République tchèque. Là encore, nous nous sommes heurté à la difficulté suivante. La définition du terme et les définitions de ses implications sociales, pour bien comprendre les enjeux en jeu, ne pouvaient se limiter au « niveau national. » Le sens que *société civile* avait pour certains groupes, les références qui y étaient liées, n'étaient pas toujours partagés de « toute la nation. » S'il y a des sens partagés de manière très large par l'ensemble de la population tchèque, d'autres aspects de l'interprétation de certains termes et les implications qui en découlent ne sont le fait que de groupes particuliers, aux frontières mal définies. C'est la difficulté à définir les frontières de ces groupes qui nous a amené à penser la situation en d'autres termes, « décrochant » le discours d'un groupe particulier.

En effet, le discours a une vie en lui-même. Evidemment, les termes d'un discours ne prennent corps que par la pratique qui en est faite, mais la capacité à convaincre amène des individus à adhérer plus ou moins à certains discours, dans des mesures différentes, parfois à adhérer à

plusieurs discours en même temps, sans que les incohérences que cela nous semblait provoquer ne suscitent systématiquement une recherche de cohérence. Il est courant que des discours de justification se retournent contre leurs auteurs. C'est ces discours qui donnent sens au monde qui nous entoure et les luttes discursives amènent plusieurs sens à être en concurrence. Et c'est de ces différences de sens, de leurs implications sociales et des luttes qui y étaient liées que provenait l'essence même de l'explication de certaines manifestations de rue.

Ce n'est qu'en remontant aux origines de cet ensemble de justifications constituant les années suivantes un *monde* au sens de Boltanski-Thévenot⁶¹⁰ que peuvent être mis en lumière des aspects essentiels des jeux et enjeux menant à la *société civile* actuelle. C'est sur cette base que le *monde de la société civile* après 1989 se constituera, le changement de situation amenant toutefois à des changements importants des sens premiers, de ce que Boltanski et Thévenot appellent la *cité*⁶¹¹.

Le monde de la *société civile* est défini par un ensemble d'argumentations, une logique d'attribution des qualifications et donc des * tats* dans ce monde, avec à leur sommet ceux qui portent un sens englobant, l'interprétation suprême des choses telles que le monde les propose.

Nous pourrions écrire longuement sur ce que la *société civile* peut vouloir dire pour telle ou telle personne. Les avis sont particulièrement divisés et ce monde ne connaît pas la discipline discursive que l'on pourrait rencontrer dans un parti politique professionnel. Il s'agit au contraire d'une caractéristique essentielle de ce monde. Il légitime et soutient une production du sens décentralisé. De grands discours réussiront toutefois à s'y établir.

Nous pouvons ainsi considérer comme faisant partie de ce monde autant des membres d'associations ayant des opinions politiques extrêmement différentes, voire opposées. Suivant les logiques de participation au monde de la *société civile*, nous pouvons observer des rapports de forces, des interprétations contradictoires des formes de la légitimité. Ainsi, par exemple, lors des manifestations s'opposant à l'installation du radar américain à Brdy, des contre-manifestations étaient organisées afin de justifier de la diversité d'opinions de la *société civile* sur ce sujet. La quantité de manifestants n'est pas toujours le critère essentiel déterminant le

⁶¹⁰ Boltanski L., Thévenot L., *De la justification, les économies de la grandeur*, Gallimard, Paris 1991.

⁶¹¹ Boltanski et Thévenot, dans leur modèle, décrivent les origines philosophiques de la constitution d'un monde de justification (*la cité*) comme figées. De notre analyse, il découle que des évolutions progressives peuvent amener à un changement de sens par rapport à une *cité* constitutive, ce qui disqualifierait toute explication purement «génétique» des mondes de justification. Dans une lecture différente, il est possible de comprendre la cité comme une référence, sans lui attribuer d'influence a-temporelle dans notre civilisation. Dans ce cas, l'étude de l'apparition et des évolutions de ces cités nous semble d'un intérêt primordial.

résultat de ce rapport de force. Par exemple, lors des manifestations des artistes contre la politique culturelle de la ville de Prague en mai 2008, des manifestants soutenant la mairie et comprenant des artistes, se sont mêlés aux premiers. Cette tactique a permis de compenser la faible quantité de manifestants par l'illisibilité de la situation. Ceci a permis aux médias de ne conclure qu'à l'existence de deux tendances opposées.

Mais dans l'effervescence qui caractérise ce monde et que ce monde légitime, nous pouvons aussi observer des rapprochements, des coalitions organisationnelles ou discursives. Ainsi, être organisateur d'une manifestation peut permettre de tenter ces rapprochements pour monter dans le monde de la *société civile*. Les rapprochements peuvent être faits par la concentration d'initiatives diverses soutenant la même cause ou encore, par la proximité de plusieurs causes dans un même discours. Suite à la première manifestation de *Merci, mais Partez*, les organisateurs retrouvent une légitimité nouvelle. L'association *Merci, mais Partez* qui sera créée par la suite signera des pétitions et organisera des protestations communes avec d'autres mouvements, issus du même monde, celui de la post-dissidence. Cette légitimation mutuelle entre les héros de la Révolution (dissidents de la dernière heure) venant d'être investis d'une légitimité nouvelle et d'anciens dissidents leur permet de prétendre à un *état* haut dans la *société civile* ou à renouveler l'actualité de cet *état*.

L'ensemble des initiatives ouvrant aux organisateurs la possibilité de briguer le label de *société civile* leur permet de se présenter comme des producteurs d'une citoyenneté alternative à l'engagement dans des partis politiques classiques. Ceci leur permet d'être une source alternative pour les journalistes. Ceci leur confère la possibilité d'influer sur les interprétations, en mettant en avant leur propre production de sens. La *société civile* telle que nous la comprenons nous, joue bien, par-là, le rôle que lui attribuait Putnam, en renforçant la fluidité des décisions politiques démocratiques ou tout au moins en tentant d'être un « correctif à l'élection » par la promotion de causes particulières. Leur réelle influence peut être analysée sur des cas particuliers, mais il est difficile de se faire une idée générale.

L'histoire de la constitution de ce monde est essentielle pour pouvoir reconstituer sa structure actuelle. Cette histoire est toutefois difficile à thématiser et à saisir. Un monde étant défini par ces états les plus hauts, nous avons choisi le biais de l'étude des carrières dans la *société civile*, à

partir des histoires de vie. Ce sont les carrières individuelles des sommets qui permettent de faire apparaître, comme une tache dans un tableau impressionniste, l'une des faces de ce monde.

2. FAIRE CARRIÈRE DANS LA SOCIÉTÉ CIVILE EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Lors de nos entretiens avec les organisateurs de manifestations, nous avons cherché à comprendre comment se construisaient les carrières manifestantes. Il s'agissait plutôt de carrières dans la *société civile* ne se limitant pas à la seule manifestation, mais relevant d'une logique plus large. Pour cela, nous avons utilisé les histoires de vie. Nous avons répertorié deux types de carrière.

a) La carrière par la dissidence

Certains grands noms de la société civile se recoupent avec les grands citoyens⁶¹², agents sociaux des manifestations. C'est parce que les activistes et ses grands citoyens participent d'un monde social plus large, que nous avons décidé de présenter plusieurs de ces carrières, afin de dessiner, par les grands *états*, ce monde social.

Jiřina Šiklová⁶¹³ est une ancienne dissidente de gauche. Fille d'un médecin social-démocrate, elle rentre dans le parti communiste et étudie la philosophie et l'histoire à l'Université Charles de Prague. Elle collabore avec l'UFR de sociologie où elle étudie les mouvements étudiants et en même temps, elle est employée par le parti, avec la fonction de responsable du parti à la faculté. Avec le durcissement du régime et l'intervention du pacte de Varsovie à Prague, en signe de protestation, elle quitte le parti. Elle devient alors femme de ménage. Elle collabore avec Petr Pithart à la distribution de livres occidentaux et crée une maison d'édition illégale (un *szamizdat*.) Elle sera signataire de la Charte 77

⁶¹² Voir p.200.

⁶¹³ Voir entre autres Šiklová J., *Deník staré paní*, ed. Kalich, Prague 2003.

et connaîtra la répression et la prison dans les années 1980. Après 1989, elle s'engage pour la défense de la *société civile*. Elle désire poursuivre son engagement afin de recréer « une *société civile* » parmi les Tchèques. Elle s'engage dans de très nombreuses initiatives et veut être « toujours du côté de la *société civile*. » Elle épouse, entre autres, la cause féministe, la cause tchéchène, mais aussi elle soutiendra l'installation du radar antimissile en République tchèque : « Raději se budu mýlit s Amerikou, než mít pravdu s Ruskem. ». [Je préfère me tromper en compagnie des Américains qu'avoir raison en compagnie des Russes] dit Jiřina Šiklová⁶¹⁴.

Václav Havel est un ancien dissident, acteur et symbole de la Charte 77 et de la transition démocratique. Souffrant d'une discrimination au niveau de ses études et de sa carrière professionnelle pour ses origines de la haute bourgeoisie, Havel réussit à passer son bac en cours du soir et se met à écrire des articles et des pièces de théâtre. Suite à des petits emplois dans le monde du théâtre, il produit sa première pièce au théâtre de la balustrade en 1960. En tant qu'auteur, il est tout d'abord inspiré par le théâtre de l'absurde, mais il devient rapidement un auteur politique, promouvant la critique du régime ou les idéaux démocratiques. Lors de la libéralisation du régime communiste tchécoslovaque de 1968, Havel est le président des écrivains indépendants et un membre actif du club des sans-parti engagés. Cofondateur de la Charte 77 et premier porte-parole, il est la pierre d'angle du rapprochement des mondes sociaux constituant la dissidence tchécoslovaque : les mondes constitués (les anciens communistes réformateurs, les artistes, les chrétiens engagés) et un monde social rattaché et défendu, entre autres, par l'intermédiaire de son cousin Jiři Němec, celui de l'underground. Havel souffrira de la répression (5 ans de prison entre 1977 et 1989.) Président intérimaire de la transition, il reste président de la Tchécoslovaquie, puis de la République tchèque jusqu'à 2003. Il se distingue par sa volonté de rapprochement de l'Union européenne et de l'OTAN. Au niveau de la politique intérieure, il refuse, en accord avec ses convictions de la dissidence, de se lier avec un parti. Il promeut systématiquement la société civile⁶¹⁵, l'OTAN et l'idée d'Europe.⁶¹⁶ Il organise par ailleurs un Forum chaque année, appelé Forum de l'an 2000,

⁶¹⁴ Plusieurs entretiens, voir la liste à la fin de la thèse. Par ailleurs, voir aussi : Kouřil, V., « Ženy u nás mají slušnou pozici » [Les femmes ont chez nous une bonne position] dans la revue Internet écologique et socio-écologique *Sedmá generace* [septième génération, online]. 2008-01, année 2008, nr. 01 [cit. 2008-03-17].

⁶¹⁵ 17.11.1991, discours : « Výzva občanů », télévision tchécoslovaque : Československá televize, suivi de manifestations à Prague, Václavské náměstí, en soutien à cet appel « Výzvy občanů », 21.11.1991,

⁶¹⁶ Avant l'élargissement, Havel considérait que l'on pouvait définir l'Europe de trois façons : elle peut être une catégorie d'un atlas géographique, celui de l'ensemble des pays d'Europe occidentale n'ayant pas connu le communisme et donc ayant développé leur démocratie et leur société civile. L'idée de retour à l'Europe serait alors

où les représentants de la « société civile », des religions et les politiciens du monde entier peuvent se rencontrer et débattre. Il a exprimé sa sympathie pour les manifestations de *Merci, mais Partez*. A contre courant, il a exprimé des sympathies pour les manifestants alter-mondialistes (pour leur engagement et non pas pour les idéologies défendues lors du sommet du FMI et de la Banque mondiale à Prague en 2000.) Considérant que les médias ont fortement exagéré le danger des manifestations, il espère que la lumière sera faite sur les exactions policières⁶¹⁷. Il a soutenu aussi la révolte et les manifestations des journalistes rejetant la politisation de la TV publique.⁶¹⁸

Parmi les grands de la *société civile*, se trouve le prince Karel Schwarzenberg. Activiste des droits de l'homme, il a été le Président du Comité International d'Helsinki pour les droits de l'homme de 1984 à 1991. Particulièrement actif pour défendre la cause des dissidents d'Europe Centrale, dont Havel, il est récompensé en 1989, avec Lech Walesa, du prix des droits de l'homme du Conseil de l'Europe. Revenu en Tchécoslovaquie après 1989, il fait partie de l'équipe des conseillers du Président Havel, tout en s'engageant dans le Comité d'Helinski tchèque. Il soutient systématiquement les associations de défense des droits de l'homme de par son prestige ou sa fortune, il a été élu sénateur soutenu par son parti l'ODA⁶¹⁹ en 2004. Il devient ministre des Affaires Etrangères en 2007⁶²⁰.

celui du rapprochement de ces normes de démocratie et de société civile. Enfin, l'Europe peut être définie par un destin partagé, celui de passés complexes, d'une culture commune, de valeurs communes. (Voir discours de CÁCHY, RFA « Evropa jako úkol » du 15.05.1996)

⁶¹⁷ « Havel: Česká společnost má tendenci se uzavírat », entretien avec le Président de la République Václav Havel, *Lidové Noviny* du 18 octobre 2000.

⁶¹⁸ Sur le sujet, Whipple, Tim D., *After the Velvet Revolution : Václav Havel and the New Leaders of Czechoslovakia Speak Out*, Edited by Tim D. Whipple, Freedom House, New York 1991.

V. Havel, K. Hvízd'ala, *Havel, Václav, 1936-; À vrai dire : livre de l'après pouvoir : notes, carnets et entretiens avec Karel Hvízd'ala, 1986-2006* / traduits du tchèque par Jan Rubeš; La Tour-d'Aigues : Editions de l'Aube, 2007.

Havel V., Haloun K., Prokop J., *Česko. Prezident (1993-2003 : Havel), 1992 & 1993 : [projevy]* Paseka, Prague 1994.

⁶¹⁹ ODA: Alliance Démocratique Civique, parti conservateur, proche de Havel.

⁶²⁰ Nommé sur la recommandation du parti Vert, se voulant proche de Havel aussi.

Petr Uhl⁶²¹ est un ancien dissident entré dans l'opposition démocratique pour sa critique marxiste du régime. Se définissant plus tard comme trotskiste, il fait quatre ans de prison de 1969 à 1973 pour ses activités dans les mouvements étudiants en 1968. Il s'engage dans les mouvements de droits de l'homme à sa sortie de prison, pour devenir l'un des fondateurs de la Charte 77. Condamné à 5 autres années de prison pour ses activités dans VONS (le Comité de défense des ouvriers injustement poursuivis), il est en charge du bulletin d'information de la Charte 77, puis est en charge de la Solidarité Polono-tchécoslovaque. Depuis les années 80 à aujourd'hui, Uhl s'engage en tant que journaliste, mais aussi en tant que citoyen dans les activités du comité d'Helsinki, dans des associations de droits de l'homme ou antiracistes (Host) ou encore dans la défense et le soutien à la minorité rom. Il est marié à Anna Šabatová, ancienne prisonnière politique d'une grande famille, ancienne porte-parole de la Charte 77 (en 1986), prix des Nations-unies pour les droits de l'homme en 1998. Ombudsman (délégué aux droits de l'homme) du gouvernement tchèque 1998-2001, il est membre du parti vert depuis 2001.

b) La carrière par l'humanitaire

Šimon Pánek⁶²² est un leader étudiant en 1989. Après avoir négocié la fin du régime en 1989, aux côtés de Havel, il décide de se tourner vers l'action civique et de ne pas fréquenter la politique. Il avait déjà été actif dans l'humanitaire avant 1989, en organisant avec des amis une aide impressionnante pour les victimes du tremblement de terre en Arménie, en passant par l'ambassade soviétique. Contacté par le journaliste humanitaire

⁶²¹ Outre plusieurs entretiens, nous avons consulté sur le sujet:

- Uhl P., *Le socialisme emprisonné : une alternative socialiste à la normalisation* / Petr Uhl ; Trad. par Antonín Bašta et Jean-Yves Touvais ; Préf. de Pierre Frank ; Notes et présentation de Jean-Yves Touvais, Stock, Paris 1980.
- Hübl, Milan, *Cesty k moci* / Milan Hübl ; avec introduction de Petr Uhl et post-face de Miloš Hájek, éd. Naše vojsko, Prague 1990.
- Barelli, Yves, *La Révolution de velours en Tchécoslovaquie* / Yves Barelli ; préface de Petr Uhl, Editions de l'Aube, Marseille 1990.
- Uhl. P., *Program společenské samosprávy*, Index, Cologne 1982.
- Uhl P., *Právo a nespravedlnost očima Petra Uhla*, C.H. Beck, Prague 1998.
- Jiří Gruntorád, Petr Uhl (dir.), *O československém vězeňství : sborník Charty 77*, Prague : Orbis, 1990.
- *Procès à Prague Le V.O.N.S. : Comité de défense des personnes injustement poursuivies : Petr Uhl, Václav Havel, Jiří Dienstbier, Václav Benda, Otta Bednářová et Dana Němcová devant leurs juges, 22-23 octobre 1979*, F. Masperc, Paris 1980.

⁶²² Parmi les très nombreux articles et interviews sur son sujet, le plus accessible et complet en Français est peut-être celui du site officiel de la République tchèque <http://www.czech.cz/fr/reportages/republique-tcheque/simon-panek--peut-%C3%AAtre-notre-vie-est-elle-plus-difficile-que-celle-des-gens-qui-nont-rien-du-tout/>

Jaromír Štětina en 1992, il organise une collecte de fonds pour le Karabakh. Un peu plus tard, avec son ami Igor Blažević, il récupère un million de dollars d'aide humanitaire pour Sarajevo pendant le siège. C'est ainsi qu'est né « Personne dans le besoin » association dans laquelle il est toujours actif. Particulièrement présent lors des campagnes de sensibilisation de la population tchèque, il est présent à de très nombreuses manifestations de rue.

Tomáš Pojar, est en mars 2009 vice-ministre des Affaires Etrangères. Né en 1973, après des études de sciences politiques en République tchèque et à l'étranger, il a travaillé dans l'organisation humanitaire « Personnes dans le besoin », principale organisation humanitaire tchèque. Il en est devenu le directeur de 1997-2005, avant de devenir vice-ministre des Affaires Etrangères. Durant son travail dans l'humanitaire, outre les causes des droits de l'homme en ex-URSS et dans le monde, il a soutenu et développé l'idée de soutien de la société civile, de l'aide aux minorités roms et aux étrangers demandeurs d'asile en République tchèque.

3. SOCIÉTÉ CIVILE ET POLITIQUE

Il est difficile de décrire une scène politique, étant donné la multiplicité des oppositions qui peuvent être choisies comme structurantes, d'autant plus que la situation fluctue dans le temps. Toutefois, les lignes de partage opposant des manifestants ou plus généralement *le monde de la société civile* à une partie du monde de la politique tchèque concernaient les thématiques de la *société civile* et dans une moindre mesure, de l'Europe. Pour dire la même chose autrement, la question de la société civile est une des manières de décrire la structure du débat politique tchèque.

L'après 1989 a apporté aux Tchèques non seulement une nouvelle situation et de nouvelles perspectives d'avenir, mais aussi un nouveau passé⁶²³. Tout comme un De Gaulle a apporté à un pays qui collaborait un passé de résistance, Havel a apporté celui d'une dissidence glorieuse. Dans le « package » que constituait cette nouvelle mémoire, nouvelle vision du monde, nouvelle

⁶²³ Voir l'article de Nicolas Maslowski: « W Cieniu Waclawów, jaka role przeszłość odgrywa dziś w polityce i życiu publicznym », *Tygodnik Powszechny, dodatek Historia*, Cracovie 1.05.2007, p. 15.

interprétation de la situation, il n'y avait pas seulement l'héroïsme, mais aussi un certain nombre de thématiques, développées par l'opposition démocratique et un certain nombre de valeurs.

La scène politique tchèque de l'après-1989 s'est constituée suivant une opposition droite gauche telle que c'est courant en Europe. Une autre ligne de partage importante, est celle qui est souvent représentée par les « deux Václavs », Václav Havel and Václav Klaus. Cette opposition est apparue très tôt, dès 1991-1992 et a été ouvertement affichée par les deux protagonistes⁶²⁴. Václav Havel est l'un des intellectuels principaux tchèques, fameux ancien dissident sous le régime communiste, l'individu que réclamait la foule lors de la Révolution de velours en novembre 1989 et le premier Président de la Tchécoslovaquie, puis de la République tchèque après le divorce tchécoslovaque. Le second n'a connu qu'une activité extrêmement limitée dans la dissidence avant 1989 et faisait plutôt partie de ceux que l'on considérait comme des technocrates. Il est devenu un politicien professionnel, construisant et structurant un parti moderne, le parti civique démocratique (ODS, conservateur) et devenant le Premier ministre connu pour ses déclarations tonitruantes, son programme de privatisation par coupons et sa succession à Václav Havel.

Les deux personnalités et les deux types de leur légitimité, celle d'un artiste-intellectuel héros de la dissidence, contre celle d'un politicien populaire - craint et obéi dans son parti, constitueront l'ossature d'une ligne de division politique qui se superpose à celle du partage droite-gauche traditionnel, sans se recouper et qui ne suit même pas précisément la ligne de partage entre les partis politiques.

Václav Havel est fort de son *état* dans le monde de la dissidence, un monde de référence après 1989. Ses opinions éthiques et humanistes sont bien connues. Comme dissident et comme créateur de la Charte 77, il promouvait l'« apolitisme », la solidarité, la réconciliation et il portait les idées de Patočka sur la nécessité de revenir à la responsabilité individuelle, à la force de la « vérité » et de l'« amour »⁶²⁵. Cette responsabilité individuelle pour le monde est promue par une société civile forte, constitutive d'une vraie démocratie. Il a présenté ses projets de construction européenne et de collaboration centre Européenne. Il a commencé par la réconciliation tchéco-allemande, en s'excusant pour les expulsions des Allemands des Sudètes

⁶²⁴ Voir le film Koutecký P., *občan Havel / Citizen Havel*, Film et sociologie, Prague 2008.

⁶²⁵ Voir Ducreux M.E., « Les Tchèques et leur histoire », in *L'histoire et les historiens en Europe Centrale et Orientale après 1989*, L'Harmattan, Paris 1996.

trois jours après son élection. Il a soutenu les Etats-Unis et l'OTAN et a fait preuve d'interventionnisme pour les droits de l'homme et la démocratie (Kosovo, Irak...)

D'un autre côté, Václav Klaus a construit son profil politique tout d'abord en tant qu'expert économique, puis en élargissant les facettes de son profil dans l'opposition à Havel, en construisant un discours national conservateur et en utilisant aussi les ressources de ce type d'argumentation héritée de la propagande du régime communiste. Lorsque Havel parlait d'humanisme, Klaus parlait d'intérêt national. Face aux projets de collaboration politique en Europe centrale de Havel, Klaus préférait une sphère de libre-échange. Face aux projets de construction européenne des anciens dissidents, Klaus proposait sa doctrine d'« euroréalisme. » Il était partisan d'une ligne dure face aux Allemands et aux Autrichiens, dans des conflits qu'il réactivait, datant de 50 ou de 100 ans. Sa rhétorique et celle de son parti, le Parti Démocratique Civique, était celle d'un anticommunisme virulent qui s'est avéré être tourné paradoxalement et principalement contre ... les anciens dissidents. En effet, qui avait plus de contact avec le régime et les agents des services spéciaux (StB) que les anciens dissidents? De plus, une partie de la dissidence provenait d'anciens communistes d'avant 1968. Lorsque Havel parlait de remettre à l'honneur les artistes-intellectuels issus de la dissidence, inconnus de la majorité de la population pour cause de censure communiste, Václav Klaus y opposait des relations privilégiées avec des artistes issus de la sphère commerciale et donc s'étant un peu compromis avec l'ancien régime. Il a rejeté les « intellectuels », se défendant d'en faire partie. Enfin et surtout, face à l'interventionnisme humanitaire de Havel, il oppose un nationalisme isolationniste.

Nous pouvons ainsi considérer la scène politique tchèque comme héritière autant du post-communisme que de la post-dissidence. Václav Havel enfin s'est refusé à créer un parti politique, lui préférant la société civile. L'état de grand de la dissidence de Havel était contrebalancé par le fort soutien social de la population pour des thématiques mobilisées par Klaus. Il est intéressant de noter, comme illustration de ces faits, qu'en 2007 encore, Klaus considère comme un danger les idéologies suivantes : « L'Européanisme, l'écologisme et le multiculturalisme »⁶²⁶.

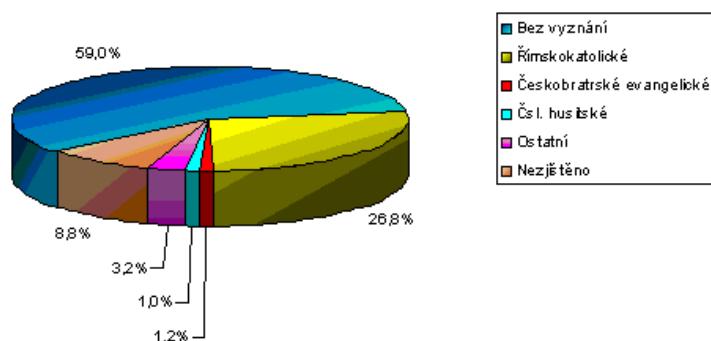
⁶²⁶ Entretien avec Vaclav Klaus dans Rzeczpospolita, journal polonais, du 05.07.07 nr 155..

Enfin, nous rappelons que le pays est très largement athée⁶²⁷ et que seul le petit parti démocrate chrétien déclare son attachement à la religion. De forts accents anticléricaux peuvent être trouvés dans tous les autres partis, en particulier chez les plus nationalistes. Le partage identitaire droite-gauche ne concerne donc pas vraiment les questions de mœurs.

Le partage entre ceux que nous appelons les partisans de la démocratie subsidiaire et les centralistes nationaux, comme nous les définirons par la suite, est issu des analyses de profils idéologiques, aux niveaux discursif et symbolique. Il s'agit de catégories qui s'expriment peu en termes identitaires et qui sont rarement ouvertement revendiquées. Elles expliquent toutefois nombre de coalitions discursives qui ne pourraient être comprises par une analyse limitée au partage gauche-droite. Le monde de la société civile s'avèrera être une des structures majeures constituantes du camp de Havel. Ce camp, derrière des apparences de divisions, connaît une base idéologique commune forte, celle de la démocratie subsidiaire.

⁶²⁷ D'après l'Institut tchèque de Statistiques, 59% de la population déclare être athées et 26.8% catholiques. On estime à moins d'un tiers les catholiques pratiquants : ici, en bleu les athées, en jaune les catholiques, en rouge les protestants, en bleu clair les hussites, en orange les indéterminés (8.8%) et en violet les autres (bouddhistes, musulmans, sectes diverses.) :

Figure 21, religiosité en République tchèque

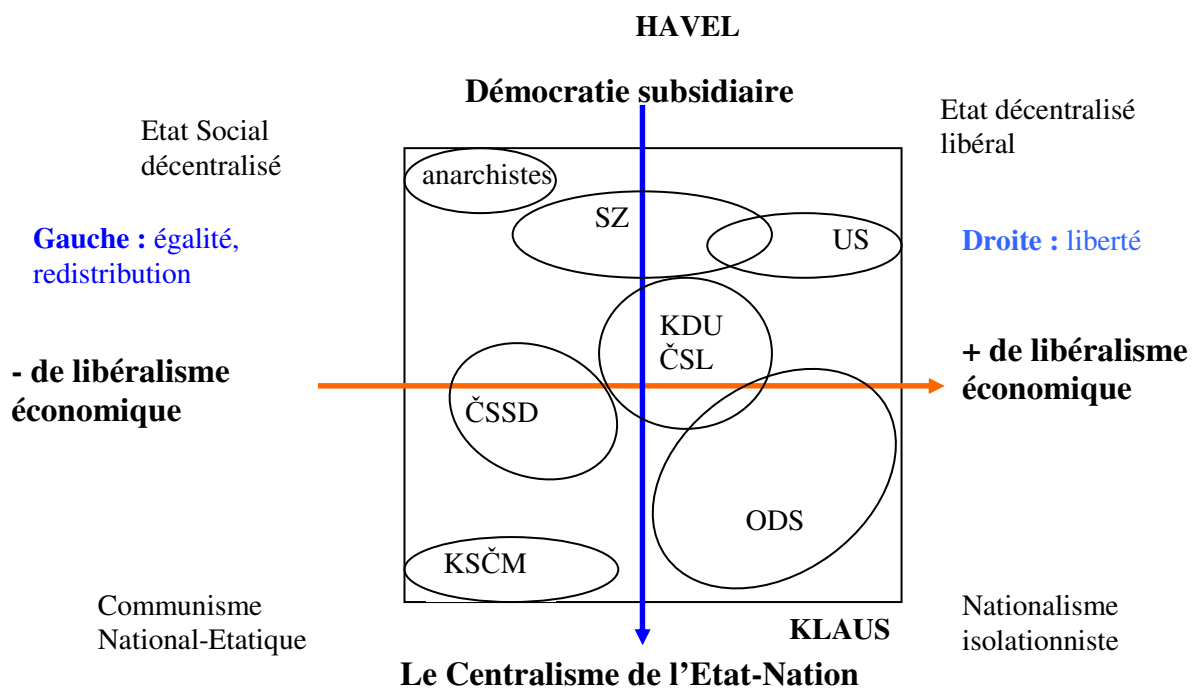


Source: Český statistický úřad 2008 d'après les pages internet <http://www.czso.cz>

FIGURE 22

MODELE DE PRÉSENTATION DES GRANDES LIGNES DE PARTAGE IDÉOLOGIQUE TCHÈQUE

Démocratie subsidiaire: La démocratie est assurée par la prise en compte et l'acceptation des particularismes et de la multiplicité des lieux de décision et de leur légitimité. La démocratie se construit au niveau de l'individu (Droits de l'homme), au niveau de la famille, des associations, des églises, du monde universitaire ou artistique, de la démocratie locale, nationale, européenne, (pour certains, occidentale : OTAN/ ou encore internationale comme l'ONU etc.) C'est l'ensemble de ces corps et de ces sous-ensembles qui constitue la richesse de notre société et est nécessaire à son bon fonctionnement.



Centralisme de l'État-Nation : L'égalité et la liberté sont garanties par un Etat fort. Pour conserver sa cohérence, il défend les citoyens et le système de l'influence néfaste d'autres pouvoirs, tels les groupes d'intérêts, les particularismes représentés par des corps intermédiaires entre le citoyen et l'État, les pouvoirs étrangers. Le multiculturalisme, les églises et associations, la protestation contre l'Etat constituent des dangers pour le fonctionnement de la République !

Légende :

- ODS : Parti civique démocratique (Klaus)
- KSČM : Parti communiste de Bohême et de Moravie
- ČSSD : Parti Social-démocrate
- KDU ČSL : Parti Chrétien-démocrate
- US : Union de la Liberté
- SZ : Le parti des Verts
- (bleu) : Ligne de Partage Gauche-droite
- (orange) : Ligne de partage Centralisme national-Démocratie Subsidiaire

a) Le camp de Havel et le monde de la société civile en politique

L'opposition Havel Klaus n'est pas seulement une question de personnes, mais aussi et surtout correspond à l'opposition de la légitimité de mondes, chacun ayant ses mesures de la grandeur et du sens des choses, mondes à la tête desquels ces deux Václav se placent. La manière d'interpréter un monde peut amener à soutenir des positions politiques plutôt que d'autres. Les positions politiques du monde de la société civile (Havel) concernent des sujets variés et sont pro américaines, pro européennes et pro centre européennes en termes de politique internationale, c'est-à-dire soutenant la gestion à différents niveaux de la civilisation (Occident démocratique, Europe, Europe post-communiste.) Havel est favorable à la décentralisation et à la société civile en termes de politique intérieure et a souvent rejeté la politique en tant que telle, concept hérité de la dissidence (la politique non politicienne.) Cette position politique, celle d'une démocratie subsidiaire, est ce que l'on appelle en France être « démocrate »⁶²⁸, reconnaissant l'importance et l'utilité de corps intermédiaires entre l'Etat central et les citoyens, que ce soit les syndicats, les églises, les associations, la nécessité de la gestion à un niveau le plus adapté aux questions de la communauté. La question de la responsabilité individuelle et morale pour le monde, dans l'héritage de Patočka⁶²⁹, tout comme celle des droits de l'homme, en constituent un axe majeur.

Les groupes soutenant cette approche s'étendent :

- du centre-gauche (l'aile de Vladimír Špidla⁶³⁰, ancien Premier ministre social-démocrate, actuellement commissaire européen ou encore l'aile Sobotka⁶³¹, ancien ministre des Finances)
- jusqu'au centre-droit (le parti Chrétien démocrate, le KDU ČSL et entre autres, son représentant l'ancien dissident et ancien communiste Petr Pithart, Président, puis vice-Président du Sénat)
- et les nationalistes conservateurs chrétiens pro européens et plus ou moins anti-Klaus (comme la rédaction de la revue *Střední Evropa* [Europe Centrale]),
- ainsi que les libéraux séparés du parti civique démocratique de Václav Klaus de Unie Svobody [l'Union de la liberté]

⁶²⁸ Ce parallèle connaît toutefois ces limites, ne serait-ce que dans la relation aux Etats Unis. Il nous faut rester dans un contexte d'analyse national.

⁶²⁹ Voir Alexandra Laignel-Lavastine, *Jan Patočka, L'Esprit de la dissidence*, Michalon France 1998.

⁶³⁰ Nous verrons entre autres intervenir Vladimír Špidla aux côtés des manifestants de *Merci, mais Partez*.

⁶³¹ Par exemple, Tomáš Sedláček, anciennement conseiller économique de Havel, devenant celui de Sobotka.

- et plus tard les verts (que ce soit les tendances écologistes de gauche comme Jakub Patočka, le rédacteur en chef de *Literární noviny* ou l'ancien dissident et ancien trotskiste Petr Uhl ou les tendances droits-de l'Homme-istes, comme chez l'ancien dissident de l'*underground*, le prêtre protestant Svatopluk Karásek, ancien secrétaire aux droits de l'homme ou encore l'aile libérale des verts, c'est-à-dire Martin Bursík – Président du Parti vert et Kateřina Jacques - Présidente du groupe parlementaire vert en 2007-2008 et ancienne directrice du Secrétariat d'Etat aux Droits de l'homme).

Dans ce large éventail de soutiens, nombreux sont ceux qui expriment leurs désaccords sur certains points avec Václav Havel, mais ils reconnaissent son autorité morale et le respectent. Sur les axes principaux de ses convictions, ils le rejoignent. Les verts ou les sociaux démocrates ne sont pas toujours favorables aux relations entre l'Etat et les Eglises, les chrétiens sociaux-libéraux ne sont pas toujours de grands défenseurs de syndicats très liés à la sociale-démocratie etc. Mais tous défendent l'existence de la société civile et de ces corps intermédiaires, qui devraient être des partenaires de l'Etat et des références respectées dans la société. Ils reconnaissent d'autres légitimités que celle d'un Etat nation centralisé et par conséquent, ils respectent la légitimité des individus qui représentent ces corps : associations, églises, universités, manifestants, tout ce que Havel appelle la *société civile*.

L'alliance objective (cachée par une opposition discursive) entre l'aile la plus à gauche du Parlement tchèque (les communistes et une partie des sociaux-démocrates) avec l'aile la plus à droite (le parti démocratique civique ODS de Václav Klaus) durant les deux dernières élections présidentielles (élections indirectes) autour de la candidature de Václav Klaus explique le choix des contre-candidats. Le centre-droit et le centre-gauche ont présenté à l'élection présidentielle des individus bénéficiant d'une légitimité de la dissidence de l'ancien régime, légitimité constitutive du monde de la société civile tchèque. C'est beaucoup l'argument nationaliste étatiste qui sera opposé à ces candidatures.⁶³²

⁶³² Mozerová, qui n'était pas vraiment une dissidente par choix, mais qui était le médecin ayant soigné Jan Palach, lorsqu'il s'était immolé pour protester contre l'invasion soviétique de 1968 et contre l'apathie tchèque lors de la normalisation du régime. Elle avait alors révélé les dernières paroles du malade, se mettant les autorités à dos. Jan Sokol, intellectuel catholique, marié à la fille de Jan Patočka, s'était fait connaître aussi par son activité lors des séminaires illégaux de la dissidence. Plutôt rattaché à ce monde par la dissidence et par le monde des intellectuels et des artistes. Petr Pithart, ancien communiste converti à la dissidence, universitaire et actuellement chrétien démocrate. Tous symbolisent la dissidence, bénéficient de la légitimité de leur profession et de leur passé, défenseurs de l'Union Européenne, de la société civile, proposant un patriotisme différent de celui de Klaus. Tous seront soupçonnés par Klaus ou ses amis, de mal défendre les intérêts nationaux de par leurs relations à l'étranger. Karel Schwarzenberg (bien que n'étant pas candidat à la présidence) bénéficiera d'une attaque préventive, ses

b) Le camp des centralistes nationaux-étatistes de Klaus

D'un autre côté, certains politiciens et analystes perçoivent la souveraineté de l'Etat-Nation comme mise en danger par ses corps intermédiaires, par l'ingérence potentielle de l'Union Européenne dans le pays. La réaction craintive lors des négociations d'adhésion s'est transformée en rejet net du traité de Lisbonne, par exemple. Les logiques discursives reprennent largement l'héritage du national-communisme, avec de fortes tendances nationales-isolationnistes et l'ODS l'associe à un discours ultra-libéral. Le camp de Klaus défend un Etat fort et centralisé au niveau de l'Etat-Nation. Ce schéma correspond à ce qui est défini en France comme une approche républicaine⁶³³. Les corps intermédiaires incontrôlés sont considérés comme des dangers pour un Etat fort. Nous classons dans cette optique et dans le camp de Klaus concernant les thématiques invoquées, le principal parti de droite, parti démocratique civique (ODS) du Président Klaus, l'aile gauche du parti social-démocrate tchèque (ČSSD) considérée comme celle des amis de Miloš Zeman et évidemment le parti communiste des pays tchèques et moraves (KSČM.)

relations avec les catholiques autrichiens et avec l'Autriche tout comme pour Sokol étant considérées comme une preuve du danger de manque de loyauté nationale.

Dans le contexte tchèque, le catholicisme est considéré par les nationalistes comme une forme de domination étrangère, étant donné l'alliance existante entre le trône et l'autel du temps de la domination Habsbourgeoise du 19^{ème} siècle. (Voir Marie-Élisabeth Durcreux « Entre catholicisme et protestantisme: l'identité tchèque », *Le Débat*, no 59, 1990, p. 106-125.)

Pithart et Sokol, comme Havel lui-même en son temps, se verront fortement reprocher leur attitude conciliante à l'égard des descendants allemands des Sudètes expulsés. Leur volonté de réconciliation ou leur excuse pour une expulsion liée à la notion de faute collective des citoyens tchécoslovaques de langue allemande ont été interprétées comme une mise en danger de l'intégrité territoriale tchèque. Cette thématique nationaliste permet à Klaus de bénéficier d'un fort soutien chez les nouveaux habitants des Sudètes, bastion de l'électorat communiste.

Jiří Švejnar se verra reprocher sa double nationalité tchèque et américaine, ainsi que son séjour prolongé en tant qu'adulte aux Etats Unis. Schwarzenberg, qui n'était pas candidat, mais pressenti par beaucoup, se verra aussi reprocher par Klaus et ses amis ses liens privilégiés en Autriche et son passeport autrichien, ainsi que les origines autrichiennes de la famille avant le XVI^{ème} siècle (Schwarzenberg bénéficiant d'un passeport suisse et ayant vécu en Autriche, le Président Klaus aurait fait une confusion, en lui reprochant son passeport autrichien.) Il est à remarquer ici, que bien souvent, dans le débat sur l'Europe et celui sur l'occident, comprenant les Etats-Unis, se confondent à droite et au centre de l'échiquier politique. Ce phénomène a tendance à disparaître lentement après l'élargissement de l'Union en 2004.

En 2008, lors du congrès de l'ODS, parti de Vaclav Klaus, nous avons vu que le camp Havel pouvait connaître des victoires partielles même après son départ à la retraite (6-7.12.2008.) Le traité de Lisbonne, la collaboration politique avec les partis centristes ont été soutenus par une partie importante des délégués, ce qui a amené Klaus à quitter la présidence honorifique du parti qu'il avait dirigé si longtemps, et même à se brouiller avec son propre parti en mars 2009.

⁶³³ Suivant la définition de Michel Debré, reprise par Michel Wiewiorka, dans un entretien: Nicolas Maslowski, « Republika nebo demokracie. Rozhovor s Michelem Wiewiorkou » [La République ou la Démocratie. Discussion avec Michel Wiewiorka], *Babylon*, janvier 2008, p. 1 et 5. Cette opposition reprend en partie celle des Girondins et Jacobins, mais s'élargit aux institutions non étatiques.

Il est bien clair que lors des conflits droite-gauche, les sociaux-démocrates et les communistes ne sont pas dans le camp de Klaus. Les élus des partis de gauche, seraient plus que peinés, voire offusqués d'être classés dans le même camp que l'élu de droite, tant leur identité de gauche est forte. Mais régulièrement, il arrive que soit mobilisé un autre type de débat que celui issu du partage droite-gauche, mettant en scène cette opposition entre partisans de la démocratie subsidiaire et centralistes nationaux. Cette opposition est provoquée par certaines thématiques particulières et amène d'autres types d'alliances et d'autres regroupements que ceux des partages droite-gauche. Ce sont les thématiques de la souveraineté nationale, de la sécurité, de l'ordre et donc des relations autant avec les pays voisins, l'Union européenne, qu'avec les Etats-Unis, mais elles concernent aussi les relations entre l'Etat et les composantes de la société civile. Ce fut le cas pour les différentes élections présidentielles, entre autres. Il arrive enfin (et c'est le plus souvent le cas) que cette opposition entre partisans de la démocratie subsidiaire et entre centralistes nationaux⁶³⁴ se recoupe avec une opposition droite-gauche et parfois avec d'autres oppositions encore. Ceci amène à des structurations complexes du monde politique.

Ces politiciens sont unis par un discours soulignant le danger provoqué par l'Union Européenne (fragilisant le centralisme étatique des décisions) et surtout par la crainte du voisin autrichien et d'un autre, le tout puissant voisin allemand (d'autant plus puissant qu'il est allié aux français dans l'UE.) Le danger d'une mauvaise organisation de l'Etat (peu d'efficacité, mauvais contrôle car décentralisé) correspond, dans le discours à un danger pour la nation. Les diverses élections et en particulier celles de 2002 précédant l'élargissement de l'Union, ont donné lieu à une campagne xénophobe réveillant les craintes d'une fausse réinterprétation de l'Histoire faisant des Tchèques des bourreaux, faisant des germanophones des victimes tout ceci pouvant mener à la perte territoriale des Sudètes⁶³⁵. Les politiciens partisans d'un centralisme national soulignent le danger pour la nation, voire le mettent en scène.

Les sociaux-démocrates, à l'opposé du parti démocratique civique (ODS), allient à un électorat relativement plus eurosceptique que la moyenne, une idéologie favorable à la construction européenne. En pratique, Miloš Zeman, l'homme qui a fait du parti Social-

⁶³⁴ Je rappelle que ces termes ne sont pas utilisés en tchèque et que cette opposition n'est généralement tout simplement non conceptualisée.

⁶³⁵ Voir Muriel Blaive, Georges Mink (eds), *Benešovy dekrety. Budoucnost Evropy a vyrovnávání se s minulostí* [Les décrets Benes. Le futur de l'Europe et la gestion du passé], Prague, Dokořan, 2003 ; voir aussi Muriel Blaive, « Tchèques, Allemands, Autrichiens : La gestion d'un passé douloureux. » Commentaire de l'article de Jacques Rupnik « Das andere Mitteleuropa : Die neuen Populismen und die Politik mit der Vergangenheit », *Tr@nsit online*, (23), Fall 2002. Voir surtout le livre de Neumayer L., Mink G., *L'Europe et ses passés douloureux*, La Découverte 2007.

démocrate un grand parti d'alternance, (le dirigeant de 1993 jusqu'à 2001) et l'ancien Premier ministre (1998-2002), Stanislas Gross (qui dirige le parti et le gouvernement de 2004 à 2005) et Jiří Paroubek (qui dirige le parti depuis 2006 et qui a dirigé le gouvernement en 2005-2006), associent une rhétorique « républicaine » de centralisme national, soulignant l'importance d'avoir une main forte contre les désordres provoqués par les groupuscules et les étrangers et d'une position ferme, provocatrice face aux Autrichiens et aux Allemands⁶³⁶. Et par ailleurs, ils veulent une politique soutenant de fait la construction européenne et, dans une moindre mesure, les associations de la société civile. L'aile droite des sociaux-démocrates se démarquera en s'affichant nettement plus pro-européenne et soutenant une démocratie subsidiaire.

Nous pouvons chercher dans la construction discursive du Président Klaus, des politiciens de l'ODS qui lui sont proches, mais aussi chez les communistes et chez une partie des sociaux-démocrates, le retour d'une argumentation anti-occidentale, comme du temps des tendances panslavistes, bien que la version actuelle soit évidemment beaucoup moins pro-russe qu'avant 1968⁶³⁷. Le rejet d'un occident dangereux et envahissant ne les pousse toutefois pas à admirer le système politique russe, mais plutôt à lui préférer ... le système tchèque. Les pays slaves environnant, comme la Serbie et autres héritiers slaves de la Yougoslavie⁶³⁸, la Slovaquie et la Pologne deviennent les seuls alter ego, bien que les mettre sur un pied d'égalité ne soit pas évoqué. Aussi, il ne sera pas étonnant que ce camp s'oppose au bombardement de la Serbie par les Américains (par l'OTAN), à l'indépendance du Kosovo, à l'intervention en Irak ou encore à

⁶³⁶ Soulignant régulièrement l'existence d'un danger venant de l'étranger, en particulier de l'Autriche et de l'Allemagne.

⁶³⁷ Les origines du panslavisme tchèque datent encore de la définition de l'Identité nationale au 19^{ème} siècle. Le souvenir du danger autrichien et allemand dans l'Histoire tchèque se superpose avec le rejet du catholicisme (main armée de l'Autriche) et donc de l'occident. Le souvenir de la trahison occidentale lors des accords de Munich en 1938, rendent cette perception plus vive. Il nous faut toutefois souligner que l'aile droite des centralistes nationaux, représentée par l'ODS, ne peut en rien être soupçonnée d'un soutien quelconque à la domination soviétique de 1948 à 1989.

⁶³⁸ Il est à noter que la récente reconnaissance du Kosovo par l'Etat tchèque a mené à remobiliser cette ligne de division entre les amis de l'intervention humanitaire, de l'Amérique et de l'Europe, soutenant l'indépendance de la province (le camp Havel) et les centralistes nationaux, solidaires de la cause serbe. A la frontière entre les deux camps, Alexandr Vondra aura une attitude hésitante face à la question Kosovarde, comme il l'a face à celle de la construction européenne. Le Kosovo, de plus, sera mis en parallèle avec la question de la légitimité de l'appartenance à la nation tchèque du territoire des sudètes, qui avait connu, lui aussi une minorité. Le parallèle entre l'envahisseur turc des nations slaves des Balkans et l'envahisseur germanophone date lui aussi du 19^{ème} siècle. Un dernier argument, est que la Yougoslavie a été un des rares pays communistes européens à ne pas intervenir en 1968 à Prague.

Petr Uhl commentera la chose : « Sans doute que personne n'a dit au Premier ministre que la Yougoslavie ne faisait pas partie du pacte de Varsovie lors de l'intervention de 1968! » Lors de la table ronde organisée par Marie-Claude Maurel, directrice du Cefres, « Le printemps de Prague », Prague, Komerční Banka, 21 May 2008.

l'installation du radar d'un système antimissile américain sur le territoire tchèque.⁶³⁹ Les centralistes nationaux se distinguent très clairement du « Camp Havel » de par leur nationalisme isolationniste, opposé à la notion d'intervention humanitaire ou démocratique si chère à l'ancien dissident et à ses amis. Nous remarquerons une fois de plus, ici, que la structuration de la scène politique tchèque diffère thématiquement de la française sur ces points⁶⁴⁰.

Václav Klaus va si loin dans cette direction que le commissaire à l'intégration notera, lors d'une intervention à l'Université Charles de Prague, que c'est la République tchèque qui veut intégrer l'Union Européenne et non l'inverse⁶⁴¹. Dans un séminaire en 2005, dans une intervention ironiquement intitulée « View from a Post-Communist Country in a Predominantly Post-Democratic Europe » prononcée à Reykjavik, Island, Václav Klaus une fois de plus dénoncera le danger d'Européanisme, de l'ONG-sme, qu'il considère comme des idéologies de substitution au socialisme (c'est-à-dire du communisme, pour lui). Parmi ces idéologies dangereuses, il inclura l'environnementalisme, donnant malheureusement (pour lui) la priorité à la terre et non à la liberté, le droit-de l'homme-isme radical, l'idéologie de « la société civile » ou du communitarisme, le multiculturalisme et le féminisme (sic!)⁶⁴². Il se distinguera aussi dans sa dénonciation des « hypothèses controversées » et « hystériques » du réchauffement climatique⁶⁴³, leur accordant un livre.

Outre son attitude anti-Havel, s'opposant à tout ce qu'il représente, Klaus construira un discours très libéral, considérant comme son modèle Margaret Thatcher. Il attaque pour cela la construction européenne, menant à la « dénationalisation de la citoyenneté. » Il considère que la

⁶³⁹ Noting, however, that the relationship to the United States is not a question of « right » or « left », but of pro-American « humanitarian » interventionism against isolationist nationalism Klaus' style.

⁶⁴⁰ Voir analyses de Inga Czerny, Nicolas Maslowski, Petr Pehe... sur Euronews du 18.07.2008 dans *La République tchèque : prochain obstacle sur la voie du Traité de Lisbonne*.

⁶⁴¹ Voir Blaive M., Maslowski, N., « The World of the Two Václavs : European Intellectuals vs. National(ist) Politicians in Czechia » in Lacroix J., and Nicolaïdis K., *European Stories, How National Intellectuals Debate Europe*, à paraître à Oxford 2009.

⁶⁴² See <http://www.brusselsjournal.com/node/206>, (The Brussels Journal, The Voice of Conservatism in Europe.) Voir encore Blaive M., Maslowski, N., « The World of the Two Václavs : European Intellectuals vs. National(ist) Politicians in Czechia » in Lacroix J., and Nicolaïdis K., *European Stories, How National Intellectuals Debate Europe*, à paraître à Oxford 2009.

⁶⁴³ Václav Klaus, [La planète est bleue et non verte. Qu'est ce qui est réellement en danger : le climat ou la liberté?] *Modrá, nikoli zelená planeta. Co je ohroženo : klima nebo svoboda ?*, Prague, Dokořan, 2007.

démocratie n'a de racines irremplaçables que sur les territoires nationaux et que l'Union Européenne la met donc en danger⁶⁴⁴.

Un autre exemple de nationalisme idéologique est la relation à la collaboration centre-européenne. La collaboration centre-européenne semblait un atout aux anciens dissidents arrivés au pouvoir après 1989 (Lech Wałęsa - Mazowiecki en Pologne, Václav Havel en Tchécoslovaquie et Árpád Göncz en Hongrie) et même un devoir moral de solidarité⁶⁴⁵. En conséquence, la collaboration de Visegrad fut mise en place.

Le temps des premiers gouvernements post-dissidents étant passé, les nouveaux gouvernements dits pragmatiques ou parfois populistes sont arrivés au pouvoir. Ils ont remis en cause les *a priori* et projets des anciens dissidents et des intellectuels pour soutenir un langage national, voire nationaliste⁶⁴⁶ ainsi que des projets centrés sur l'Etat-nation et voulant représenter un Etat-nation supérieur à celui des voisins⁶⁴⁷.

c) Génèse et évolutions des relations entre les deux camps depuis 1989

Les manifestations du 17 novembre 1989 avaient poussé les dirigeants Tchécoslovaques à suivre le chemin qu'avaient adopté tous les autres pays postcommunistes les voisinant. Marián Čalfa, dirigeant communiste tchécoslovaque de premier plan a négocié la transition démocratique avec le Forum Citoyen. Il a pris la tête d'un gouvernement dit d'unité nationale qui a conduit à des élections libres, alors que Havel était élu Président par l'assemblée encore communiste. Marián

⁶⁴⁴ Toujours dans See <http://www.brusselsjournal.com/node/206>, (The Brussels Journal, The Voice of Conservatism in Europe.) « It is Europe where we witness the crowding out of democracy by post democracy, where the EU dominance replaces democratic arrangements in the EU member countries, where [some people] do not see the dangers of empty Europeanism and of a deep, and ever deeper, but only bureaucratic unification of the whole European continent. » The « European political system » would be endangered by a « postmodern interpretation of human rights » with its « dominance of group rights and entitlements over individual rights and responsibilities ».

⁶⁴⁵ Michal Kopeček, « The Ups and Downs of Central Europe. Chapters from Czech Symbolic Geography », in Zora Hlavíčková, Nicolas Maslowski (eds), *The weight of History in Central European Societies of the 20th Century*, Prague, CES (Central European Studies in Social Sciences), 2005.

⁶⁴⁶ Václav Klaus en République tchèque, Vladimír Mečiar en Slovaquie et Viktor Orbán en Hongrie. En Pologne, le parti paysan et les partis sociaux démocrates postcommunistes ont suivi dans une moindre mesure la même évolution. Ils n'ont toutefois pas remis en cause ouvertement et brutalement ces directions politiques, mais ont plutôt donné des signes de manque de motivation.

⁶⁴⁷ Pour le cas de Václav Klaus voir Jan Čulík, « Les élections sont-elles légitimantes dans le contexte des nouvelles pratiques démocratiques de l'Europe centrale ? » Conférence *Les formes de la légitimité dans la construction démocratique*, organisée par Muriel Blaive et Nicolas Maslowski, Prague, Centre français de recherches en sciences sociales, 23-25 novembre 2000 ; concernant Vladimír Mečiar voir Tomáš Strážay, « Nationalist Populism and Foreign Policy: Focus on Slovak-Hungarian Relations », *Slovak Foreign Policy Affairs*, 1/2005.

Čalfa, sous l'étiquette de VPN (Public contre la Violence, mouvement d'opposition démocratique Slovaque) a été élu au Parlement fédéral et a été Premier ministre jusqu'à 1992. Havel, Président de la dissidence, assurait ainsi une transition « de velours », associant un ancien communiste soutenant la transition, slovaque de surcroît (pour éviter les réactions nationalistes), à la direction du pays. Ceci était un moyen de rassurer les très nombreux membres du parti communiste en cette période pour eux délicate.

Le choix de ce type de transition a provoqué des remous chez les anti-communistes, qui ne comprenaient pas pourquoi l'on devait encore traiter avec les hommes de l'ancien régime. La voie « centriste » pour le mouvement d'opposition tchèque du Forum Citoyen OF était aussi l'objet de critique de la part des partisans d'une politique plus libérale économiquement et donc considérée comme plus de droite.

Václav Klaus était l'une des premières personnalités obtenant une certaine position dans le Forum Citoyen, sans provenir des mondes dissidents, intellectuels ou artistiques. Ayant étudié l'économie (le plan), il s'est constitué un profil d'expert en économie (qualité rare dans ce mouvement) et a été nommé ministre des Finances par Marián Čalfa. Les réformes économiques lui ont alors donné un poids important. Nous considérons que c'est la différence du type de légitimité qui a influencé son parcours politique et ses opinions. Ce sont les opinions et non le profil individuel qui devaient être la base de l'existence d'un homme politique. Il est alors devenu partisan d'une politisation du Forum Citoyen, devant mener à des réformes politiques plus importantes sous sa direction. Faire du Forum Citoyen un parti de droite, plutôt qu'un mouvement centriste a été assez vite soutenu par les tendances les plus patriotiques ou anticommunistes. Ça a été le moment des premières confrontations entre Havel et Klaus.

Les structures de la dissidence et son habitus étaient celles de salons principalement pragoïses. Les nouveaux délégués politiques qui avaient dans un premier temps accepté la nouvelle mémoire et la hiérarchie du monde de la dissidence, ont découvert assez vite la liberté de pensée et de parole que laissait ce type d'organisation basé sur l'éthos plutôt que sur l'idéologie. Václav Klaus et d'autres ont organisé alors, de 1990 à 1991, un lobby visant par un discours commun à unifier les nouveaux politiciens, désireux de participer à un pouvoir perçu comme monopolisé par un club de dissidents pragoïses. En 1991, Klaus a participé à la création d'un parti de droite moderne, le Parti Démocratique Civique - ODS, parti unifié par un discours et programme commun clairs et faisant un travail de mobilisation et de négociation dans tout le pays, avec les représentants

locaux, contrairement aux amis de Havel, qui se limitaient au monde des idées et de la communication. Le Forum Citoyen s'est finalement divisé entre l'ODS et le Mouvement Citoyen OH, social libéral plus modéré. L'ODS a alors hérité de structures régionales, en grande partie, alors que le Mouvement Citoyen collectionnera les grands noms de ministres et d'anciens dissidents.

Promettant la prospérité du libéralisme, le Parti Démocratique Civique, sous la direction de V.Klaus, a gagné les élections et Klaus est devenu Premier ministre fédéral en juin 1992.

Klaus, toutefois, se heurtait systématiquement au pouvoir symbolique de Havel et de ses amis. Il s'est alors progressivement constitué un profil idéologique **systématiquement opposé** à celui de Havel, défendant le type de légitimité qu'il pouvait représenter lui-même. Il s'agissait du rejet de la légitimité intellectuelle, des anciens dissidents, de la société civile, de l'Union Européenne, ne laissant place qu'à un nationalisme centralisateur et libéral. En négociant avec Vladimír Mečiar la séparation tchécoslovaque voulue par les nationalistes et populistes slovaques, il a provoqué la séparation tchécoslovaque et la dissolution du Parlement fédéral.

L'influence et la mainmise des vénérés anciens dissidents et de leurs amis, tous au Parlement fédéral, ont alors disparu de la scène politique officielle avec le Parlement lui-même. Le Parlement tchèque, sous la fédération, était un pouvoir de second ordre. Cette séparation l'a amené à devenir un Parlement national et ses politiciens de second ordre à être les principaux représentants de la majorité et de l'opposition. Le pouvoir de Klaus, basé sur l'unité idéologique forte, s'en trouvait fortement renforcé par la disparition d'opposants bénéficiant de positions hautes dans le monde de la dissidence au Parlement. Il a aussi, sans doute pour la même raison, repoussé les élections sénatoriales jusqu'en 1996, empêchant ainsi ces personnalités de premier plan, marginalisées par la suppression du Parlement fédéral, de se représenter rapidement aux élections.

Devenu Premier ministre tchèque, Klaus est resté au pouvoir jusqu'en 1998. Les gouvernements de Klaus, jusqu'en 1996, ont été marqués par sa réforme économique basée sur la technique de la privatisation par coupons et par un profil de plus en plus anticommuniste, nationaliste et anti-européen. Ces trois types de profils seront utilisés pour critiquer systématiquement Havel et ses amis du monde de la post-dissidence, excepté ses alliés. Parallèlement, le régime de fidélité au leader, par une adhésion la plus forte possible à ses opinions, s'est renforcé progressivement dans le parti, ne laissant plus la place à une quelconque opposition interne. Les amis de Havel

devaient se faire, dans l'ODS, de plus en plus discrets ou quitter la politique. Klaus constituait, par une pirouette logique, un discours anticomuniste discréditant les anciens dissidents, comme base idéologique de son parti.

Malgré la discipline partisane, Havel continue d'avoir de nombreux amis y compris parmi les élus de l'ODS. Mais la discipline partisane et les nécessités des élections mènent-elles ces mêmes individus à soutenir Klaus et son discours. Un vrai bras de fer s'engage alors, autant au niveau symbolique que discursif, concernant le sens des choses. Malgré son nationalisme, utile pour avoir le soutien de la frange dure de la droite, Klaus ne réussira à remettre en cause ni la volonté d'intégration à l'Union Européenne, ni celle d'intégrer l'OTAN. Les prétextes aux attaques mutuelles se multipliaient. Un exemple peut en être la grâce présidentielle accordée par Havel à un jeune condamné à une peine importante de prison ferme pour avoir fumé du cannabis.

C'est sur le modèle de l'ODS que semble s'être structuré le parti des Sociaux démocrates ČSSD sous la direction de Miloš Zeman. Ce dernier parti a réussi à devenir progressivement le principal parti d'opposition au parti démocratique civique, dépassant même les communistes, parti considéré comme honteux, boycotté au niveau national par les autres partis et voué à être dans l'opposition.

L'échec relatif aux élections a conduit le parti démocratique civique ODS à constituer un gouvernement de coalition minoritaire, gouvernant grâce à la tolérance des Sociaux-Démocrates. Les nombreux scandales de corruption concernant la transformation économique et la politique de rigueur imposée en 1997 ont provoqué une crise majeure. Klaus était soupçonné d'être lié à des financements illégaux. Après que les petits partis centristes (ODA – Conservateurs et KDU-ČSL – Chrétiens démocrates) ont quitté le gouvernement, Klaus a démissionné et ils ont été remplacés par un gouvernement technique.

L'affaiblissement relatif de Klaus a donné espoir aux politiciens désirant lier l'héritage de la dissidence (et donc les bonnes relations avec Havel) à la constitution d'un grand parti de droite. Les rebelles du parti démocratique civique ODS ont alors constitué le parti Union de la Liberté (Unie Svobody), faisant une allusion ouverte au parti polonais du même nom, constitué par les libéraux, héritiers de la dissidence.

Une fois de plus, le monde de la post-dissidence a eu un succès d'estime chez les intellectuels et les artistes, a été apprécié par de nombreuses personnalités, mais n'a pas bâti de structures fortes de son appareil dans le cœur du pays, ni de structures idéologiques suffisamment simplifiées et claires.

Les sociaux-démocrates, de leur côté, alliaient autant les critiques du centralisme national de Klaus, de son euroscepticisme, proches de Havel, que des critiques principalement de gauche, de politiciens se sentant plus proches des communistes et soutenant un autre type de centralisme étatique/national.

Les années 1999-2000 ont été marquées par une mobilisation du monde de la société civile. Nous lui consacrons pour cette raison un développement plus conséquent.

Le contexte de 1999

C'est surtout dans le contexte de l'anniversaire des dix ans de la Révolution que la mobilisation de comités d'organisation de manifestations de rue ou d'autres actions publiques a réactivé et renforcé le monde de la post-dissidence.

Depuis 1999, l'opposition de façade du parti Démocrate civique de Klaus et de celui des Sociaux démocrates cachait un accord de gouvernement, dit « d'opposition », qui les a amené non seulement à se positionner l'un contre l'autre, mais aussi à tenter de supprimer les petits partis du centre et le pouvoir du président Havel. A cet effet, ils adoptaient une rhétorique, commune sur un certain nombre de points, considérée par Havel et par ses amis comme populiste. Cette coalition parlementaire les poussait à partager les thèmes proches du centralisme national : sécurité, danger provenant des étrangers, relativisation d'autres types de légitimité que celle des élections, etc. La coalition parlementaire prenait des aspects de coalition discursive.

Les anciens dissidents et leurs amis, bien que bénéficiant d'un état important dans le monde de la dissidence et donc dans l'histoire du temps présent, se retrouvaient de plus en plus obligés

d'avoir à se confronter à des appareils partisans puissants, ayant une forte capacité de socialisation politique à leur idéologie et étant des adversaires redoutables si ce n'est dangereux dans la gestion politique et dans celle du sens.

A l'étroit entre le parti démocrate civique de Václav Klaus et l'aile gauche du parti Social-démocrate dirigé par Milos Zeman, ils cherchent leur place soit dans des petits partis soutenant Havel, soit dans des initiatives civiques dénonçant le populisme des partis et de ce qui est politisé.

C'est en reprenant des formes rappelant celles de la dissidence ou se référant à ce capital, que ces anciens héros tentent de reprendre la parole, entourés de jeunes alliés ou admirateurs. C'est face à cet accord qu'a été organisée la mobilisation « Merci, mais Partez » par les anciens étudiants, comme cela a déjà été décrit. Cette grande mobilisation a donné l'espoir de la création d'un mouvement politique qui éliminerait la suprématie de Klaus. Elle a abouti aux plus grandes manifestations depuis 1989. L'espoir était que le réveil de la société civile ramènerait Havel au premier plan et les politiciens professionnels et leur populisme au second plan. L'espoir de « Merci, partez » est resté sans lendemain, mais a amené de nombreux politiciens à revoir leur position, à entendre l'opinion des électeurs.

Outre le mouvement de *Merci mais Partez*, c'est ainsi qu'est apparu en 1999 le mouvement impulsion 99, comme son nom l'indique.

Reprenant le thème de la dissidence de la politique apolitique, l'initiative apparaît comme un appel à la société tchèque toute entière à discuter sur les directions que prend cette dite société. Faisant le constat de l'incapacité des politiciens à prendre en compte tant les voix de l'Union Européenne que celles des corps intermédiaires (professeurs, économistes, syndicats, églises), les signataires du texte appellent à l'objectivité (opposée pour eux au populisme.) Ceci les amène, au nom de l'objectivité, à prendre position pour l'intervention de l'OTAN au Kosovo, pour la construction européenne, la décentralisation, la limitation des déficits et de la dette, la lutte contre la corruption, la tolérance et surtout les Droits de l'homme... Cet appel aura, comme la Charte 77, trois porte-parole représentant différentes tendances et milieux : Tomáš Halík, prêtre, sociologue et théologien, Jiří Pehe, politologue; et Jana Šmídová, journaliste.

Cette initiative, a été signée le 22 juillet 1999 à Prague et à Brno (décentralisation et lutte contre le prago-centrisme oblige !) et a créé des groupes de discussion dans tout le pays, constituant des réseaux d'individus aux convictions semblables.

Outre *Merci, mais Partez* et *Impulsion 99*, d'autres initiatives, en 1999 ont vu le jour, mais étant moins clairement marquées dans cette famille politique. L'*appel de Dřevíč* (Dřevíčská výzva), a réuni des économistes appelant les dirigeants à des réformes économiques. L'initiative *nous sommes dans l'Otan* a été assez active aussi. Cependant, ces dernières initiatives ne se sont pas retrouvées dans nos manifestations de rue étudiées.

Enfin, se prononçant moins directement sur la politique intérieure tchèque, plusieurs manifestations concernant les droits de l'homme ont vu le jour, dont entre autres SOS Tchétchénie que nous avons étudiée plus en détail. L'interventionnisme pour les Droits de l'homme et contre les méfaits des régimes communistes a aussi connu plusieurs initiatives de soutien aux dissidents cubains. Les associations des prisonniers politiques tchèques, enfin, ont essayé de jouer un rôle dans le domaine public.

Une autre crise majeure a été provoquée par la tentative de Klaus de politiser trop ouvertement la télévision publique. L'ensemble des forces de la « démocratie subsidiaire » se sont alors jointes aux protestataires pour s'opposer au pouvoir du Premier ministre Klaus.

Au niveau des partis politiques, quatre partis centristes et proches de Havel (US, KDU-ČSL, ODA, DEU) se sont alliés pour faire face au risque de disparition et de bipolarisation de la scène politique tchèque. Ils ont décidé de consacrer une partie de leurs sièges à des représentants de la société civile.

Le sommet contre la Banque mondiale et contre le FMI a été l'occasion d'une autre opposition. Les manifestants alter mondialistes (et principalement ceux venus de l'étranger) ont été considérés comme des extrémistes. Le ministre de l'Intérieur social-démocrate, Stanislav Gross, a rejoint l'opinion de Klaus face à la nécessité d'une approche sévère et musclée. L'organisation de Droits de l'homme aux tendances centristes *ekologicky pravni servis*, se consacrant à la défense juridique des victimes d'injustices policières a été considérée par les deux politiciens

comme une organisation gravement extrémiste. Klaus a même expliqué, un an après, que ce genre d'organisation était responsable des attentats du 11 septembre.

Les violences durant les manifestations ont contribué à diviser le camp Havel. Celui-ci expliquait que les manifestants lui étaient proches par leur sens de la responsabilité pour les générations à venir⁶⁴⁸. Il a toutefois préféré un débat encadré plutôt que des manifestations. Par ailleurs, le pro-américanisme de Havel « passait » mal chez de nombreux manifestants.

Chez les Sociaux démocrates, plusieurs tendances s'opposaient. La tendance du centralisme national, dirigée par Zeman, a pris le pouvoir alors. Mais, afin d'éviter l'explosion du parti suite à l'accord d'opposition, Zeman a promis de céder le pouvoir à la tendance plus centriste représentée par V.Špidla et ce dès 2001.

Après l'accord d'opposition

L'opposition du monde de la post-dissidence à la politique de Klaus a été particulièrement clairement représentée par le gouvernement Spidla de 2002 à 2004 réunissant les Sociaux-démocrates Centristes anti-communistes et pro-européens, les Chrétiens démocrates et libéraux pro-européens.

Les gouvernements de la Social-démocratie suivants ont été en coalition avec les partis du centre. Mais leurs dirigeants avaient une position intermédiaire sur l'échelle de la démocratie subsidiaire-centraliste nationale. Stanislav Gross, jeune politicien, est devenu particulièrement populaire pour son maintien de l'ordre musclé contre les manifestants réunis à l'occasion du sommet de la Banque mondiale et du FMI à Prague en l'an 2000 et par ses appels à la mobilisation face aux dangers venus de l'étranger (en particulier d'Al Kaida.) Il a malgré cela mené une politique pro-européenne et d'alliance avec le centre plutôt qu'avec les communistes. Suite à des scandales de corruption, il fut remplacé par Paroubek. Ce dernier a atteint de hauts sommets de popularité par la répression musclée d'une fête techno dans un champ à la campagne (qui s'est avérée être légale.) Ses discours contre le désordre et les étrangers venus le provoquer l'ont mené au sommet de sa popularité. Pour ces raisons, le monde de la société civile, dans sa majorité, s'est distancié de ces deux dirigeants.

⁶⁴⁸ Dans les journaux, mais aussi dans sa prise de position filmée: voir le film de Pavel Kouřecký, *Citizen Havel*, Prague, Film et sociologie, janvier 2008. L'équipe a tourné 45 heures d'images et enregistré 90 heures de son durant 13 ans.

Depuis le 16 août 2006, Mirek Topolánek dirige un gouvernement avec les forces du centre (parti vert et chrétiens démocrates.) Son choix de collaborer avec le centre plutôt qu'avec les centralistes nationaux de la social-démocratie lui ont attiré les foudres de Klaus et d'une partie du parti-Démocratique Civique. L'unité idéologique de ce dernier parti, sous la direction de Klaus, s'est toutefois affaiblie.

Les présidentielles

Outre les élections, le monde du centralisme national et celui de la démocratie subsidiaire (ou de la société civile) se sont principalement opposés lors des élections présidentielles tchèques indirectes.

Havel a été élu avant même le changement de régime, recevant sa première légitimité de grand dissident de la part des communistes! Il a été toutefois réélu en 1990.

Le pouvoir montant de Klaus ne lui a jamais donné une influence absolue sur les élus. En 1993, Havel a été élu à nouveau, sans qu'aucun contre-candidat sérieux ne se présente, tant sa position était forte. De la même manière, en 1998, Havel a été à nouveau élu Président de la République, malgré ses mauvaises relations avec Klaus et l'absence de parti politique lui étant ouvertement rattaché. En conséquence de cette opposition, sans doute, Havel n'a été étonnamment élu qu'au deuxième tour.

En 2003, Havel part à la retraite. Les forces du camp Havel furent incapables de trouver un candidat crédible face à Václav Klaus pour les élections présidentielles indirectes (multiples tentatives), en 2003 et en 2008. Elles se sont évertuées à présenter des « anciens dissidents » ou universitaires (Pithart, Mozerová, Sokol), alors que les Sociaux-Démocrates présentaient leurs propres candidats, représentant l'aile gauche du parti, proche des centralistes nationaux, pouvant ainsi espérer récupérer les voix communistes. Václav Klaus, par son discours nationaliste et par des tractations secrètes, a semble-t-il, réussi à obtenir lors du vote secret les voix des communistes et de la droite nationaliste, s'opposant au catholicisme et aux contacts autrichiens du contre-candidat Sokosho⁶⁴⁹.

⁶⁴⁹ Cet argument fait allusion à l'utilisation par l'Autriche-Hongrie de la structure ecclésiastique comme un des piliers de sa domination. Il s'agit de réactiver des réflexes nationaux datant de plus d'un siècle dans un contexte ne le justifiant pas à première vue.

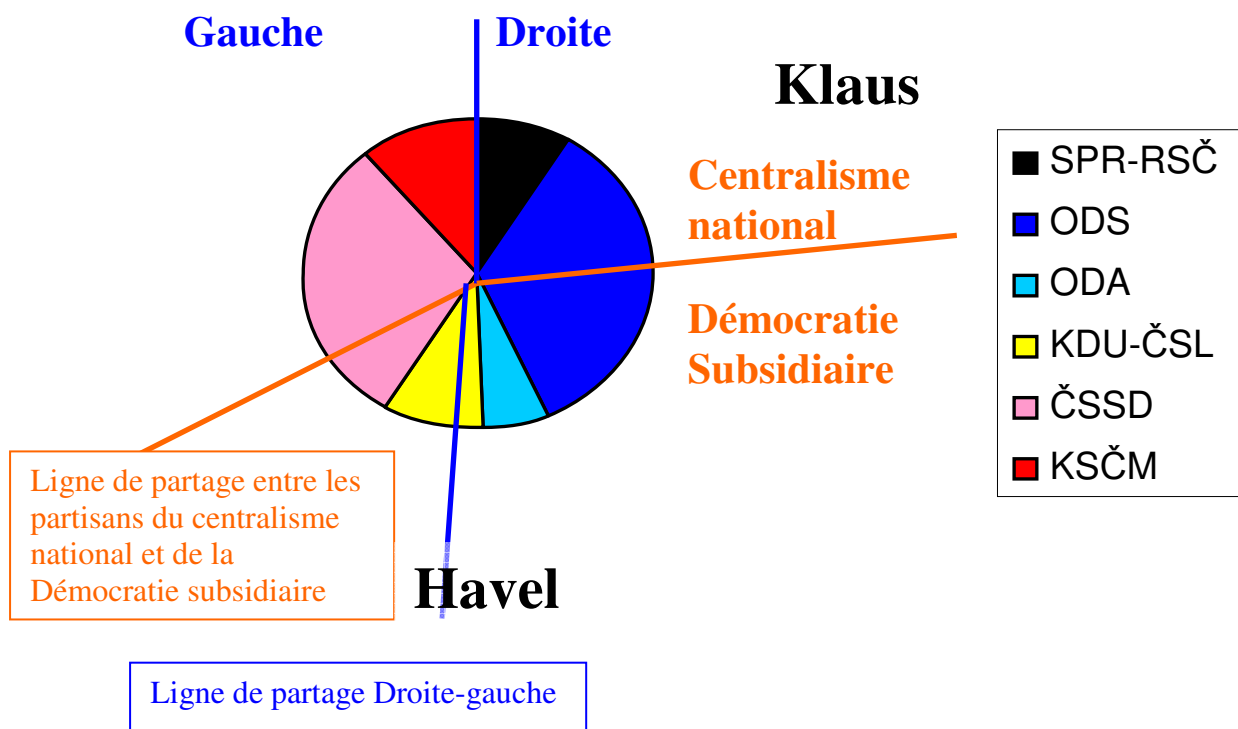
Jan Švejnar, en 2008, a perdu à nouveau contre Klaus. Une fois de plus, ses liens avec l'étranger seront présentés comme un argument majeur et Klaus a reçu, selon toute vraisemblance, le soutien de votes communistes, voire de l'aile gauche des sociaux-démocrates.

C'est suivant ce partage de la scène politique tchèque qu'il faut analyser aussi l'entrée au Parlement du parti des verts en 2006 et son soutien par Havel. Le parti vert, a alors soutenu la candidature du Prince Karel Schwarzenberg au poste de ministre des Affaires étrangères. Pourquoi un parti écologiste refuse-t-il toute collaboration avec le parti communiste, lui préférant la droite et soutient-il un aristocrate au poste de ministre? Cela doit encore une fois être analysé par le prisme de la post-dissidence, monde dans lequel le prince Schwarzenberg a une place très importante et celui de la société civile, où il a joué un rôle moteur dans les organisations de défense des Droits de l'homme.

Le rejet d'une collaboration entre l'ODS et des partis plus proches de Havel ont mené Klaus, en 2009, à une rupture avec son parti d'origine. Il s'en suivra une chute du gouvernement. L'ODS tentera alors d'obtenir un soutien symbolique de Havel, soutenant des thématiques pro-européennes, entre autres. Le grand écart discursif que tentera de faire l'ODS, pour mobiliser de l'électorat le plus nationaliste à l'électorat centriste proche de Havel ne sera pas toujours convaincant. Le parti vert, tentant de réunir les forces « centristes » proches de Havel, connaîtra des divisions suivant la ligne de partage droite-gauche.

Figure 23 :

Résultats des élections à la Chambre basse du
Parlement tchèque du 31.5.- 1.6.1996 en termes de
sièges

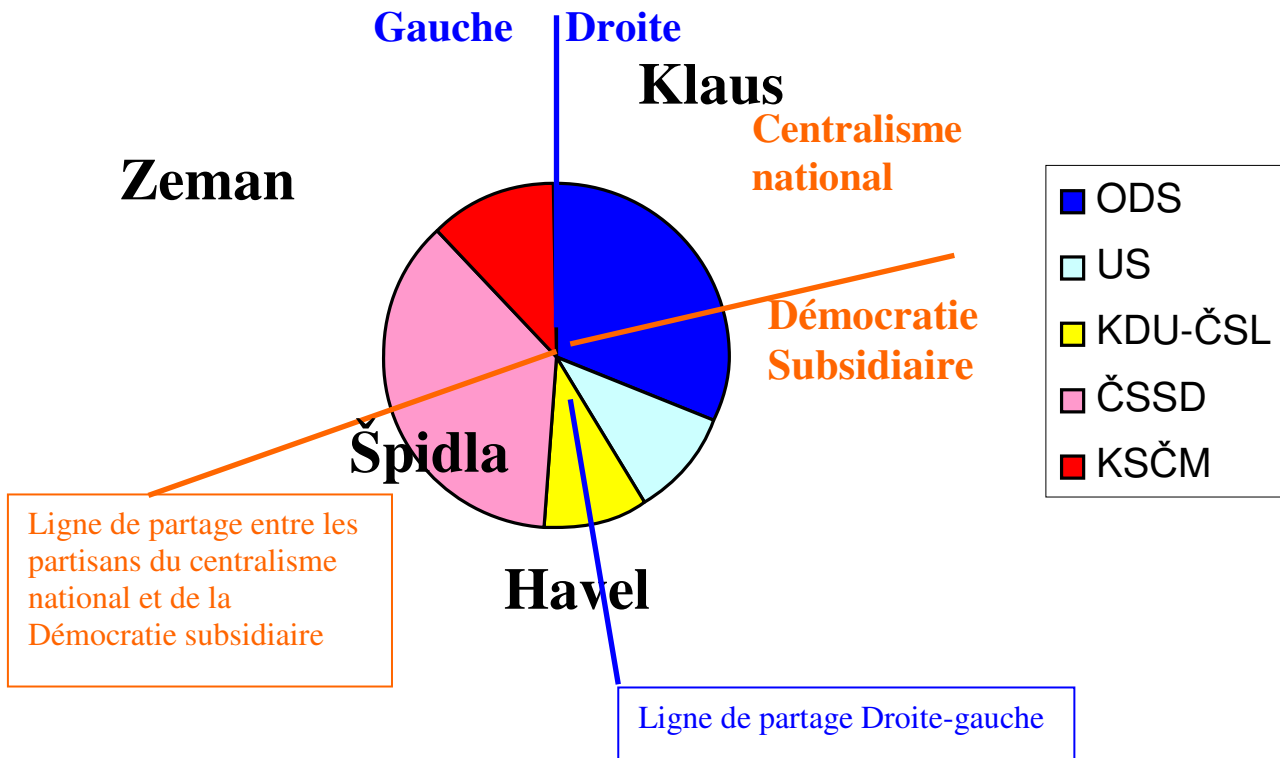


Nombre de sièges attribués par parti à la chambre basse du Parlement : 31.5. - 1.6.1996

ČSSD : Parti Social-démocrate	61
ODS : Parti Démocratique Civique (Klaus)	68
ODA : Alliance Démocratique Citoyenne (Parti Conservateur)	13
KDU-ČSL: Parti populaire Chrétien Démocrate	18
KSČM: Parti Communiste de Bohême et de Moravie	22
SPR-RSČ : Parti Républicain (extrême-droite)	18

Figure 24 :

Résultats des élections à la Chambre basse du Parlement tchèque du 19.6. - 20.6.1998 en termes de sièges

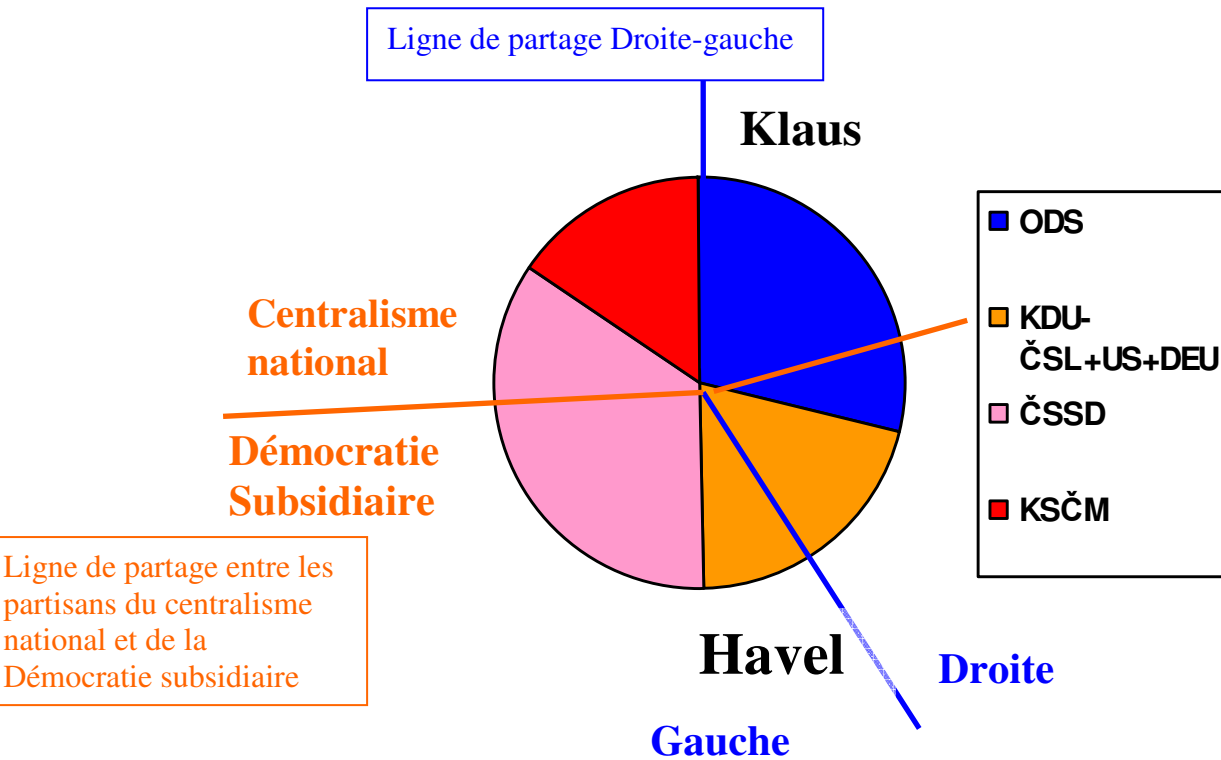


Nombre de sièges attribués par parti à la chambre basse du Parlement : 19. - 20.6.1998

KDU-ČSL: Parti populaire Chrétien Démocrate	20
ODS : Parti Démocratique Civique (Klaus)	63
ČSSD : Parti Social-démocrate	74
KSČM: Parti Communiste de Bohême et de Moravie	24
US : Union de la liberté (Parti libéral pro-européen)	19

Figure 25 :

Résultats des élections à la Chambre basse du Parlement tchèque du 14-15.6.2002, en termes de sièges

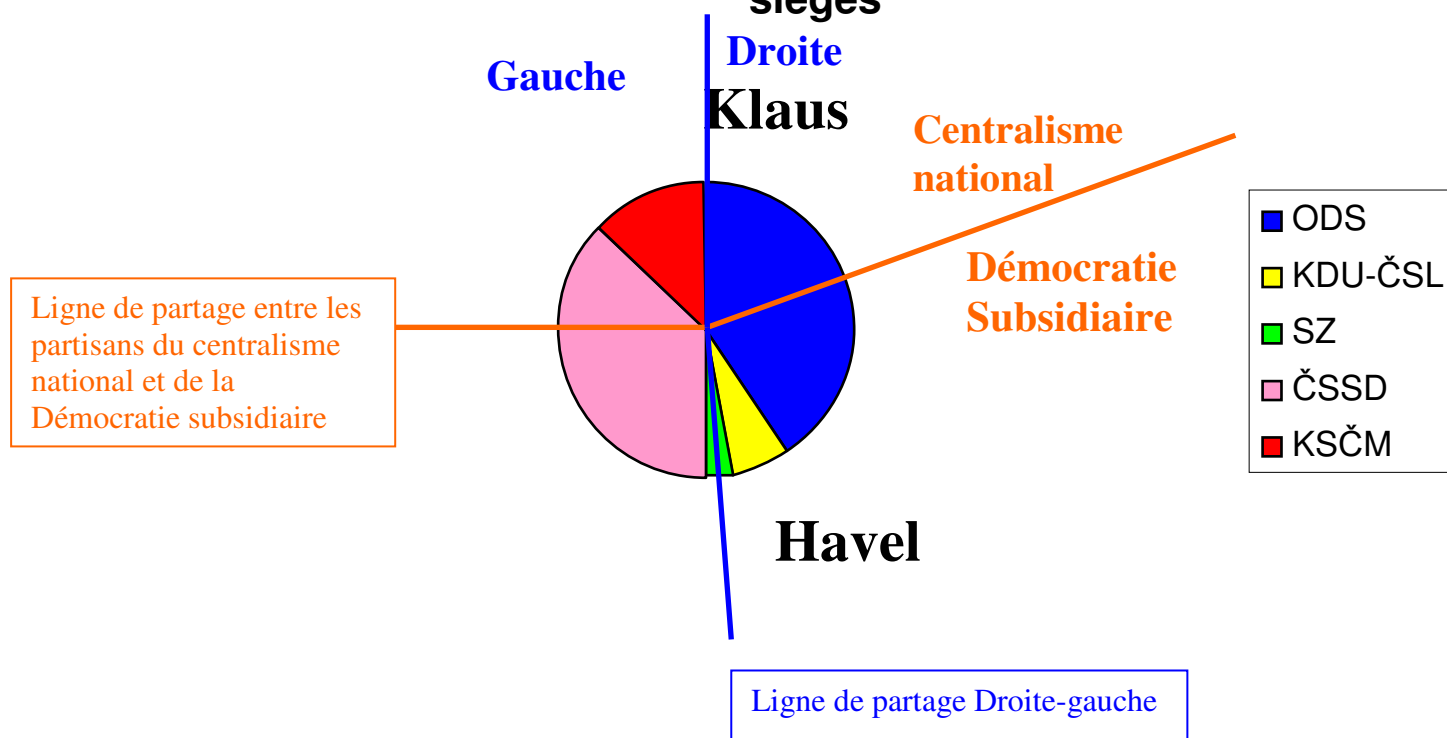


Nombre de sièges attribués par parti à la chambre basse du Parlement : 14. - 15.6.2002

ČSSD : Parti Social-démocrate	70
ODS : Parti Démocratique Civique (Klaus)	58
KSČM: Parti Communiste de Bohême et de Moravie	31
Koalice KDU-ČSL, US-DEU: Coalition du parti Chrétiens-démocrates, du parti Union de la Liberté (Libéral)	41

Figure 26 :

**Résultats des élections à la chambre basse du
Parlement tchèque du 2. - 3.6.2006 en termes de
sièges**



**Nombre de sièges attribués par parti à la chambre basse du Parlement : 2. -
3.6.2006**

ODS : Parti Démocratique Civique (Klaus)	81
ČSSD : Parti Social-démocrate	74
SZ: Parti vert	6
KSČM: Parti Communiste de Bohême et de Moravie	26
KDU-ČSL: Parti populaire Chrétien Démocrate	13

Il est à noter, dans les schémas précédents, que les partages entre droite et gauche, démocrates subsidiaires et centralistes nationaux évoluent. Les critères utilisés sont ceux de la relation aux étrangers et à l'Union européenne, ainsi que de la relation à la société civile et enfin de la relation à Havel et à Klaus. La relation à Havel reste un critère même après son départ à la retraite politique, en 2003.

Chapitre 3

Les mondes sociaux

des manifestations

Un des aspects de l'intérêt de l'étude des manifestations en République tchèque est ce qu'elle nous apprend sur la société tchèque elle-même. Les usages de la manifestation sont extrêmement variés, en fonction des pays d'Europe et même du monde. Ils sont des conventions qui sont fonction non seulement de problèmes structurels, mais aussi d'une variable nationale, différenciant des pays aussi proches que la France et la Belgique. Cette variable nationale est probablement due autant à la structure de l'Etat qu'à ses structures sociales, aux thématiques politiquement mobilisables, à leur efficacité.

La question du sens et de la perception jouent ici un rôle primordial. C'est parce que nous percevons la réalité qui nous entoure d'une certaine manière et que nous voulons influencer sur la manière de la percevoir que nous organisons ou participons à une manifestation. C'est pourquoi, nous avons décidé, à cet effet, de concentrer notre travail sur l'étude des usagers de l'organisation manifestante et sur leurs ressources et stratégies. Ceci implique avant tout d'étudier les origines des différentes légitimités concurrentielles utilisées, structurées principalement par les mondes sociaux d'appartenance ou ceux que l'on veut influencer. Les mondes sont alors à considérer comme des ressources pour l'engagement, expliquant les motivations de l'action, mais aussi des « matrices » permettant l'interprétation des causes comme des conséquences de la pratique manifestante et enfin comme la « fin » ou « finalité » de

l'engagement manifestant (la manifestation doit changer l'interprétation d'une situation, elle est un argument dans une construction de discours justificateurs.)

Enfin, la place des mondes sociaux utilisant la pratique manifestante dans la politique tchèque ayant été traitée dans le chapitre précédent, nous ne reprendrons pas une argumentation déjà largement développée. La relation entre pratique sociale (manifestante), mondes sociaux (de la société civile, entre autres) et politique n'en est pas moins un aspect essentiel de nos observations.

La raison de l'existence des liens entre mondes sociaux et manifestations de rue est la production de sens. Les organisateurs de manifestations, tout comme les politiciens, les artistes, les prêtres ou les chercheurs, sont des *producteurs de sens*, leur travail de mobilisation les différenciant toutefois. La gestion du sens qu'ils font dépend du contexte politique, d'opportunités, de stratégies, de coalitions permettant de porter tout ou partie du sens recherché. Ces *producteurs de sens* créent des mondes sociaux ou s'insèrent dans d'autres, acceptant une hiérarchie des discours justificatifs et les qualités nécessaires pour monter dans leurs hiérarchies. Le plus souvent, les producteurs de sens s'insèrent dans des mondes discursifs existants, tentant toutefois de les faire évoluer ou de les réinterpréter. Les organisateurs de protestations de rue, mobilisant les manifestants, leur proposent une *consommation participante de sens*, ce qui explique les parallèles qui sont parfois faits entre sectes, religions et manifestations.

Afin de comprendre comment se construit l'action participante, quelles sont les structures de sens qui motivent à l'action, les hiérarchies sociales d'arguments et de personnes qui légitiment, il nous faut avoir la connaissance des mondes sociaux entrant en compte dans la structuration de l'événement. Connaître et décrire l'ensemble des mondes sociaux existant en République tchèque est un but inaccessible. Pour notre étude, il nous suffit de nous limiter à ceux qui participent de par leurs logiques, à l'interaction.

Afin de pister les mondes sociaux qui donnent cette *grandeur* à certains des organisateurs ou participants des manifestations, ces *états*⁶⁵⁰, nous avons reconstitué, par des entretiens et la

⁶⁵⁰ Ces *états*, positions données par un ensemble de justifications à tendances universalistes, comparables à un « poste », peuvent être créés par un individu, mais ne restent pas attachés à son nom et à sa personne. Dans la théorie de Boltanski-Thévenot, les états sont donnés par les *cités*, grands ensembles de justifications au nombre limité, à la source de tous les autres mondes sociaux. Dans notre étude, sur la base de notre terrain, nous avons toutefois « décroché » la notion d'*état* de celle de *cité* et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, ils étaient directement constitués par les mondes sociaux dans notre étude. Par ailleurs et enfin, la théorie du rattachement de ces mondes sociaux à des *cités* n'était pas une aide conceptuelle pour interpréter la réalité, mais plutôt un obstacle, tant le

lecture de la littérature et de la presse, la forme de leur *grandeur*, c'est-à-dire les moyens qui sont utilisés pour justifier de leur grandeur de citoyen. Bien entendu, étant donné la multiplicité des critères de justification d'une action, la diversité des raisons du soutien ou de la critique d'une action collective, cet *état* de grand citoyen fait l'objet de polémiques ou d'appréciations. Le fait qu'un *état*, qu'une grandeur fasse l'objet de polémiques ne veut pas dire, toutefois, qu'il n'existe pas. L'*état* existe dans un monde social et sera donc considéré comme tel partout où ce monde social s'étendra. Le fait que pour certains individus participant de certains mondes sociaux, cet *état* existe, (et ce pour des raisons que nous observons de façon réitérée) nous amène à prendre ce critère en compte. Une autre raison de son intérêt est le fait qu'il soit pris en compte dans les stratégies des différents agents sociaux de la manifestation et peut devenir ainsi un enjeu à lui tout seul.

1. LES MONDES DES OMS: ENTRE CONTEXTE D'ACTION ET STRUCTURES SUBJECTIVES

Une étude de terrain approfondie nous a permis d'observer que plusieurs organisations, bien que se distinguant par quelques subtiles différences de profilages et surtout par leur identité juridique et leurs moyens financiers, partagent les mêmes thématiques mobilisatrices et utilisent les mêmes réseaux. Ces OMS ont été étudiées dans leur interdépendance et en fonction de la cause qu'ils défendent. Les étudier séparément ne permet pas de comprendre comment ces réseaux sont partagés, pourquoi les noms d'individus se répètent d'organisation en organisation et comment se font et se défont les OMS sans que jamais la cause ne se retrouve sans soutien.

Ces OMS sont inséparables, reliées entre elles par des thématiques, des personnes et même par un discret sentiment de concurrence qui confirme qu'elles ont conscience de leurs similitudes. Notre étude de terrain nous a clairement montré qu'une approche limitée aux stratégies individuelles dans une OMS, même recoupée avec les stratégies des OMS entre elles et face à

caractère universel et logique de la construction de ces deux auteurs était lié à une rigidité conceptuelle qui ne correspondait pas à notre observation de terrain.

Voir Botlanski L., Thévenot L., *De la justification, les économies de la grandeur*, Edition Gallimard, Paris 1991, p. 96-103.

l'Etat, aux médias et aux autres agents sociaux du domaine public, ne permettait pas de comprendre le lien qui pouvait exister entre le sens et la mobilisation. Car pour comprendre comment plusieurs organisations sont en concurrence pour représenter les « porte-voix » d'une cause, il nous faut revenir sur la constitution de la cause et de ses valeurs, comprendre comment fonctionne l'économie du sens. Les causes ont tendance à se rattacher à des causes plus grandes, qui sont portées par des structures sociales déjà existantes, des logiques, des valeurs.

D'un autre côté, prendre comme clef d'entrée le « sens », la « cause », sans étudier les OMS qui s'y insèrent, qui les réinterprètent et les font évoluer en fonction de stratégies nous ferait tomber dans un holisme naïf. Nous avons choisi ici plutôt l'approche de la sociologie pragmatique.

Entre individualisme méthodologique et holisme, nous avons décidé de regrouper par « monde » les OMS, analysant leurs positions dans le monde discursif qu'elles constituent et incarnent. Les agents sociaux sont bien les OMS, un monde discursif ne manifestant pas. Cependant, la reconstitution de ces mondes discursifs et de leurs porte-paroles, est une source de capital et de contrainte dans lesquels des OMS se meuvent. De fait les OMS interagissent à plusieurs niveaux, entre autres dans des mondes sociaux plus larges que celui seul des manifestants et de leurs causes. Par ailleurs, la gestion du sens d'une cause participe de logiques ne se recoupant qu'en partie avec l'action de ces OMS. Pour dire cela différemment, la cause évolue en fonction de logiques complexes parmi lesquelles les actions des OMS ne constituent qu'une partie.

Nous avons répertorié les OMS les plus importantes, actrices des mises en place des manifestations que nous avons étudiées, sans en être toujours directement les organisatrices. La représentativité ou la non-représentativité de ces OMS a été attribuée en fonction de la confrontation aux données quantitatives. Néanmoins, c'est par l'étude de ces mouvements sociaux que nous avons pu analyser les contextes d'action des manifestations ou bien des logiques en cours.

Nous avons classé ces OMS dans de grandes catégories, celles de mondes discursifs. En effet, elles émergent de communautés semblables, partagent les mêmes valeurs et sont en concurrence pour représenter la voix d'un même monde. Même si, encore une fois, il s'agit bien d'organisations distinctes de par leurs organes directeurs, leurs structures et leurs appellations.

2. LES MONDES SOCIAUX COMME CONSTRUIT HISTORIQUE

Les mondes sociaux connaissent une structuration qui s'étend dans les différentes catégories sociales, dans l'espace, mais aussi dans le temps. De petites initiatives, des ensembles de discours et matrices d'analyse d'un individu ou d'un petit groupe, peuvent grandir pour constituer un monde social important. L'histoire de la constitution de ce monde, son évolution expliquent l'importance des individus et des idées qui le constituent.

a) De l'homme de culture au citoyen

C'est à partir de 1968 que s'est constitué la dissidence tchécoslovaque. C'est aussi lors du dégel de 1968 que les notions de « retour à la nation », de donner la parole à la « vraie société » sont devenues des argumentations publiques. La libéralisation a permis, à ce moment là, certaines formes de pluralisme. Si la *société civile* est apparue dans le discours⁶⁵¹, elle est restée imprégnée dès le début d'une autre forme de légitimation, celle de l'intellectuel – homme de culture⁶⁵².

Les intellectuels avaient « un rôle spécifique », toujours dans les discours de justification. Dans un premier temps, c'est la notion de culture et celle de son rôle ou de la mission particulière des intellectuels-hommes de culture qui étaient mises en avant, qui leur donnaient cette position dans la société⁶⁵³. Ce sont bien les *hommes de la culture* qui se permettent d'aller le plus loin hors des limites idéologiques⁶⁵⁴. Cette représentation a aussi ses conséquences dans la langue tchèque

⁶⁵¹ P.Grémion note l'apparition du concept central chez L.Lakatos de *société civile* à la veille de 1968, *Paris Prague ; La gauche face au renouveau et à la régression tchécoslovaque 1968-1978*, Juilliard 1985 ; p.28 ou encore noté par Skilling, G. A. dans *Czechoslovakia's Interrupted Revolution* Princeton University Press, New Jersey, 1976, p.359, faisant référence aux articles de Lakatos dans *Kulturni noviny* du 24 février, 5, 26 avril et dans *Svobodné slovo* du 21 juillet.

⁶⁵² Participant de ce discours, Jacques Rupnik considère par exemple que la sublimation de la politique par la culture est caractéristique de l'Europe Centrale, dans *L'autre Europe*, Paris, Odile Jacob 1990 p.23. Voir encore l'introduction de Michel Maslowski, p. 11-25, dans Delsol C., Maslowski M., Nowicki J. (dir.), *Mythes et symboles politiques en Europe centrale*, Puf, Paris 2002. Celui-ci considère la construction d'un discours identitaire passant par la culture comme spécifique à l'Europe du Centre-est.

⁶⁵³ Il est à noter que ce type de justification, répandu en Europe du Centre-est, a connu son miroir dans la politique anticommuniste américaine favorisant la liberté de la culture, cf. Grémion P., *intelligence de l'anticommunisme ; le congrès de la culture à Paris, 1950-1975*, Fayard 1995.

⁶⁵⁴ Les représentants les plus symboliques en étaient Milan Kundera et Josef Škvorecký. Ils pouvaient vraiment être considérés comme déviant de la ligne du parti. Vaclav Havel représentait cette tendance à la libéralisation dans le domaine du théâtre.

elle-même : « homme de la culture » prend en même temps le sens d'artiste et celui de citoyen 'mieux' socialisé, ayant de bonnes manières, étant correct, de bon niveau et ayant une bonne « culture générale ». Ces sens, en tchèque, se superposent et même parfois, se confondent.

« Les Tchèques sont, sauf erreur de ma part, l'unique peuple d'Europe à avoir traversé la majeure partie du XVIIe Siècle ainsi que tout le XVIIIe, sans avoir une aristocratie nationale, laquelle était alors l'ordinaire support de l'instruction, de la culture et de la politique. Du fait de la germanisation et de la re-catholicisation par la force qui caractérisent chez nous les deux siècles en question, la politique tchèque moderne a pris naissance comme un nécessaire effort de résurrection de la langue et de la civilisation nationale. Ceux qui se chargèrent de cette tâche, écrivains, linguistes, savants, entrèrent donc en lice, dans les pays tchèques, au lieu et à la place de la noblesse, devenant l'élite spirituelle nationale de l'élément serf et bientôt son élite politique [de la politique culturelle.]

[...] bref, dès l'instant qu'il y a carence de la politique, c'est la culture qui en assume le rôle.[...] combien de temps notre culture demeurera-t-elle capable de tenir ce rôle qui lui appartient sur le devant de la scène politique ? »⁶⁵⁵

Antonin Liehm

Ces « élites culturelles » avaient peu à peu obtenu du pouvoir de Novotny une certaine autonomie culturelle par rapport à la volonté de maintien et de contrôle d'une culture officielle. La période précédant 1968 est une époque de libéralisation du régime, soutenant l'idée d'un communisme national (à visage humain disait-on)⁶⁵⁶.

⁶⁵⁵ Liehm A., « Sur la culture, la politique, l'histoire récente, les générations et aussi les entretiens » p. 9 et 10, in Liehm A., *Trois générations*, Gallimard 1970.

⁶⁵⁶ La situation, extrêmement complexe, a été analysée de différentes manières, par de nombreux auteurs, entre autres :

Bilak, V *Paměti II* Agentura Cesty Prague, 1991,

Dubcek, A *Naděje umírá poslední Vlastní život Alexandara Dubčeka* Svoboda-Liberta Prague 1993,

Grémion, P., *Paris Prague ; La gauche face au renouveau et à la régression tchécoslovaques 1968-1978*, Juilliard 1985,

La normalisation fait apparaître la dissidence. Un groupe d'intellectuels⁶⁵⁷, communistes et non communistes, composé symboliquement d'élites « culturelles » et « politiques » signait le *Manifeste en 10 points* rédigé par l'écrivain L.Vaculik. Ils signaient en tant que « citoyens » exigeant certaines limites à la normalisation⁶⁵⁸. Nous pouvons voir dans cette initiative le début d'une argumentation constituant peu à peu le monde de la *société civile*. Ils signaient en tant que simples citoyens, mais de par la diversité de leurs secteurs d'appartenance et de par leurs importances relatives au sein de chacun de ces secteurs, ils voulaient symboliser la voix du peuple.

Ces positions publiques d'intellectuels avant et après la normalisation avaient parfois un coût - telle la prison pour certains des signataires de la pétition évoquée ci-dessus - et entraînaient toujours des risques. Il en résultait qu'au sein de ce monde de justification qui se mettait en place, le *courage d'une prise de risque* était la compétence permettant d'avoir une position forte au sein de la *société civile*⁶⁵⁹. Il s'agissait d'épreuves qui justifiaient d'une position haute. Souffrir pour la cause transformait ces héros en porte-parole « naturels » de cette cause. Cette cause était celle de la société, de la vérité, de la liberté, de la nation, des citoyens...

La justification des actions de dissidence portait des traits caractéristiques, opposant très généralement la société des citoyens à l'Etat ou encore soulignant le rôle de porteur de la nation qu'avaient les hommes de culture et en général les intellectuels⁶⁶⁰. Les citoyens étaient, dans ce discours, la vraie nation par opposition à l'Etat et les « grands citoyens » acquéraient, par l'épreuve du prix qu'ils payaient pour leur prise de parole, la *compétence* d'être sa voix légitime. Il n'en reste pas moins que les discours de justification soulignaient fortement l'égalité de tous les citoyens et au sein *du monde de la société civile*, dans lequel le travail était distribué en

Jakeš, M *Dva roky generálním tajemníkem* Regulus Prague, 1996,
Mechýr, J « Na okraj legend roku 1968 », *Soudobé dějiny* 1(1)pp 11-23; 1993,
Mlynář, Z *Mráz přichází z Kremlu* Mlada fronta, Prague 1990,
Prokeš E, *Konec jednoho experimentu (Krise a pád totalitního režimu v Československu 1968 1969)* Ustav dejin strední a východní Evropz CSAV, Prague, 1993,
Skillling, G *A Czechoslovakia's Interrupted Revolution* Princeton University Press, New Jersey, 1976,
Šik, O, *Jarní probuzení Iluze a Skutečnost* Mlada fronta Prague, 1990,
Vančura, J *Naděje a zklamání Pražské jaro 1968* Mladá fronta Prague, 1990.

⁶⁵⁷ En août 1968. Parmi eux, R.Battek - politicien, V.Havel - dramaturge, L.Kohout - politiste, J.Tesar - historien ...

⁶⁵⁸ Concernant la propagande, voir le cahier de l'Institut d'études du temps présent de l'Académie tchèque des sciences de Marina Zavacka « Co člověk měl a musel vědět. K problematice totalitní propagandy ve 20.století » (commentaire Muriel Blaive, Petre Cajthaml, 2003, dans le cadre du groupe d'étude des caractéristiques du régime communiste en Tchécoslovaquie 1945-1989.

⁶⁵⁹ Sur une approche de la société civile comme d'un mythe, voir *La société civile*, ouvrage collectif rédigé par le C.U.R.A.P.P. (dir. J.Chevallier), PUF 1986.

⁶⁶⁰ Voir par exemple sur le projet politique Uhl P., « Úvodní slovo »p.9 à 16 in Gruntorad J., *Informace o Chartě 77, článková bibliografie* Doplněk, Prague 1998 ou encore sur le rôle des hommes de culture Liehm A., *Trois générations, entretien sur le phénomène culturel tchécoslovaque*, Gallimard 70 (traduction française), Hejdanek L., *Dopisy přáteli*, OIKOYMENH 1993, Tigríd Pavel, *Amère révolution*, Albin Michel, Paris 1977.

fonction *des compétences* et pour le bien commun. Ce sont les compétences, telles qu'elles avaient été labellisées qui offraient la possibilité ou le devoir d'action et dans tous les cas, son argument justificateur. Les « dissidents » constituaient bien un *monde social*. Ces compétences permettaient à certains d'être des voix de la société civile « plus égales » que d'autres, d'avoir un autre rôle, d'autres devoirs, d'agir à un autre niveau. Les *compétences* étaient labellisées au moyen de signes marquants, clairement perceptibles.

La voix de la *société civile* se voulait une voix apolitique, voire anti-politique⁶⁶¹. C'est par ce côté pluraliste que les groupes constituant ces appels, réunissant hommes de lettres et anciens hommes politiques, anti-communistes et anciens communistes, pouvaient prétendre représenter la nation, dans ses différentes tendances.

Les dissidents, comme ils étaient appelés à l'occident, s'occupaient principalement de la production d'un sens, en alternative au sens officiel. Par des publications et des gestes symboliques, ils construisaient progressivement un monde, produisant une justification à partir d'autres normes que celles de l'Etat. En Tchécoslovaquie, cette activité restait toutefois principalement restreinte à un public limité, amenant certains à parler d'activité de salons. Les compétences spécifiques alors acquises ne relèvent donc pas de la création de réseaux larges, mais de justifications principalement limitées au monde des intellectuels.

Le passage de l'homme de culture au citoyen et donc d'un type de justification à un autre, était facilité par le fait que dans le discours identitaire national tchèque, la tchéquité est identifiée à la citoyenneté et que la démocratie est considérée comme une caractéristique constitutive de la civilisation tchèque ou tchécoslovaque. Défendre la démocratie et les citoyens revenait à défendre la communauté et la nation⁶⁶². Et nous rappelons que la nation était définie par la culture. Les hommes de culture sont donc automatiquement de grands citoyens.

⁶⁶¹ Ash T.G., « L'Europe centrale existe-t-elle ? », *Lettre Internationale* n°10, 1986.

⁶⁶² Muriel Blaive, « La démocratie pour les Tchèques : une légitimité politique et une composante identitaire », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1/2003, p. 59-82.

b) Dissidence et Société Civile

L'initiative la plus importante en termes de production d'une justification alternative, fut sans conteste la Charte 77. Initiative *civique* voulant défendre les droits civiques contre l'Etat, elle était animée par un monde d'argumentation de la *société civile* qu'elle a élevée au plus haut niveau. Il s'agissait d'une pétition appelant au respect des droits des citoyens, signée dans un premier temps par des représentants de trois milieux, artistiques, communistes d'avant 1968 et chrétiens (principalement des intellectuels catholiques), suivis ensuite de bien d'autres.

La Charte 77 est née d'un contexte, mais aussi d'une opportunité. Ces premiers liens entre hommes de culture, hommes politiques et chrétiens étaient rendus possibles par le fait qu'ils se trouvaient être des hommes de culture et des intellectuels en même temps. Le « rôle spécifique de l'homme de culture et de l'intellectuel » permettait d'être la voix de la nation, d'y prétendre, dans une période où la normalisation d'après 68 pouvait être ressentie par beaucoup comme imposée de l'URSS et donc exogène à la nation.

Le 23 mars 1976, les autorités tchécoslovaques ratifiaient la convention internationale sur les droits civiques et politiques, ainsi que la convention internationale sur les droits économiques, sociaux et culturels. Cette signature et la ratification qui suivit offraient l'opportunité de reprendre le discours d'Etat pour l'utiliser contre lui-même. Les rédacteurs de la Charte 77, inspirés par un contexte national et l'opportunité internationale des conventions, ont suivi des exemples de techniques est-européennes, celles de leurs « amis » soviétiques (comité Sakharov, groupe Helsinki) et polonais (KOR : Comité de défense des ouvriers.)

La remise en cause de la légitimité du régime était « jouée » tactiquement par l'utilisation de plusieurs sortes de légitimité avec une multiplication des registres légitimant les opposants et délégitimant le régime. Comme nous l'avons souligné, le registre universitaire et intellectuel était particulièrement important. Jan Patočka, ancien collègue de Husserl et de Heidegger, de par sa qualité intellectuelle, symbolisait l'intolérance du régime face à certaines idées. Sa philosophie devint, par-là, une référence pour l'opposition se constituant. Tout cela amènera les rédacteurs à se tourner vers lui pour qu'il devienne l'un des premiers signataires de la Charte 77 et son premier porte-parole.

La philosophie patočkienne, appelait à la prise de responsabilité de chaque individu pour l'ensemble de la société⁶⁶³. Appeler à une mobilisation citoyenne pour obtenir ce qui était officiellement un projet d'Etat, rendait difficile un rejet étatique franc de l'initiative. En même temps, le centralisme démocratique ne pouvait essentiellement qu'être en contradiction profonde avec la décentralisation la plus grande, celle donnant à chaque citoyen la responsabilité du projet de veiller aux droits de l'homme. La notion de « vrai » et de « bon » faisait quitter une légitimité déontologique pour proposer une approche téléologique des sources de la légitimité du droit, les droits de l'homme étant considérés comme *une fin en soi*. Le discours de justification qui en découle amène à parler de société et non d'Etat, de résultats et non de procédures, de justice et non de légalité ...

« Il semble que le concept même de ‘pacte sur les droits de l’homme’ comprend en lui-même, que les Etats, que les formations sociales se soumettent comme un tout à la souveraineté du sentiment moral qu’ils reconnaissent au-dessus d’eux-mêmes comme quelque chose d’inconditionnel. Ce sentiment moral les engage de manière inattaquable et intouchable à présenter et à garantir, avec leurs propres forces, les normes juridiques. Ils veulent participer et servir cette cause.

(...)

C’est cette conviction qu’exprime la Charte 77 : elle donne conscience aux citoyens de la joie d’avoir un Etat qui par sa signature, confirme les droits de l’homme et les droits sociaux et fait d’eux un droit positif, qu’il déclare comme appartenant aux principes moraux supérieurs de tout ce qui est politique et fait prendre conscience de sa volonté de participation active à l’accomplissement progressif, dans la vie publique, des principes déclarés dans ces actes. »⁶⁶⁴

Jan Patočka

⁶⁶³ Dans les textes traduits, voir par exemple « Entretiens de J. Patočka avec ses élèves (juillet 1976) in *Le messenger européen* nr. 2, 1988, p.205-225.

⁶⁶⁴ Jan Patočka, « O povinnosti bránit se proti bezpráví » [sur le devoir de se défendre contre le non-droit], 1979 et Prečan, V. (ed.) *Charta 1977- 1989*, 1990, p. 32, Cz. Středisko nezávislé literatury , Schinfeld - Schwancenburg a Archa Bratislava, texte écrit le 8 mars 1977.

La Charte 77, ses signataires, ses porte-parole ont construit un système d'argumentations, de justifications, défendant le droit des individus à être différents de ce qu'indiquait la ligne du régime. Ecrite à l'occasion d'une mobilisation pour défendre des musiciens et chanteurs de l'underground tchécoslovaque, considérés comme des marginaux, des intellectuels symbolisant trois mondes adoptèrent un discours universaliste. C'est en tant que citoyens qu'ils appelaient au respect des droits de l'homme et du citoyen tel que le propose l'Etat. Malgré la référence de circonstance faite à la volonté de l'Etat de respecter ces droits, volonté exprimée par la ratification de la convention d'Helsinki, c'est bien l'Etat qui était potentiellement accusé de ne pas les respecter et la Charte soutenait l'interprétation que c'est aux citoyens de les lui rappeler. L'opposition entre Etat et citoyens était nette dans les pratiques comme dans les discours. Aussi, ne pouvons-nous pas nous étonner de voir ce milieu défendre l'indépendance du milieu artistique. *Plastic People of the Universe* était un groupe culte de musique de l'*underground*. La création de la Charte 77 en défense de ce groupe a amené le monde de l'*underground* à se rapprocher de ce type de justification, et a donné une base potentielle de partisans à ce petit groupe d'intellectuels. Ainsi, prendre la protection de ces marginaux permettait aussi à ces intellectuels de se démarginaliser.

Les individus participant au mouvement de l'*underground* étaient considérés comme des marginaux, se comportant en dehors de toute société correcte, faisant ce qui ne se fait pas, disant ce qui ne se dit pas. Les intellectuels de la Charte étaient marginalisés suivant un autre répertoire : politiquement, pour leur pensée. Ils étaient marginalisés physiquement, mais étant donné leur éducation, leur passé et leur comportement, ils ne pouvaient être rattachés aux asociaux. Simplement, leur action était marginale par sa discrétion, par sa non-diffusion. Prendre la défense de l'*underground* a ouvert à l'initiative tous les canaux de diffusion de celle-ci et de plus la sympathie de nombreuses personnes.

Les penseurs de la Charte 77 construisaient des discours légitimant toutes les autres initiatives sociales qui pouvaient sembler un danger pour l'Etat. Il s'agissait de soutiens aux milieux hippies, punks et nouvelle vague (club ou concerts) qui subissaient des répressions dues au danger que voyait l'Etat dans leur discours alternatif et critique. Il s'agissait aussi des artistes alternatifs toujours à cheval entre légalité et *underground*.

Dans sa philosophie, Jan Patočka considérait que chaque citoyen devrait avoir le sens de la responsabilité pour l'ensemble de la communauté et ceci devrait se concrétiser par une action publique. Si chaque citoyen avait et en même temps devait avoir la responsabilité de la société, l'action de la Charte pourrait être considérée comme une rétribution symbolique pour ceux qui agissent de cette manière. Les chartistes reconnaissaient l'injustice que ces citoyens subissaient, et offraient, par-là, les mots pour dire l'injustice qu'ils ressentaient. Les « citoyens responsables » étaient des membres de la société civile et en même temps, ils la produisaient. Le milieu de la Charte, avait une production normative offrant une justification de nature universelle englobant l'ensemble des activités de la société, reconnaissant les actions engagées et responsables, quelles qu'elles soient, pour autant qu'elles puissent être considérées comme actions de la société des citoyens.

Le fait d'offrir l'ensemble le plus large et universel de justifications que pouvaient utiliser différents groupes mettait les chartistes au sommet *du monde de la société civile*, un monde proposant un sens alternatif englobant les formes les plus diverses de l'activité sociale.

Plus, un an après la signature de la Charte, Václav Benda, autre grand constructeur du monde de la *société civile*, proposait une stratégie de construction et d'élargissement de cette *polis* parallèle⁶⁶⁵. Il s'agissait d'utiliser la légitimation au droit moral et à la responsabilité des citoyens, de travailler à l'amélioration du système et de créer des structures citoyennes au niveau communal pour remplacer et humaniser les structures existantes de l'Etat :

- en utilisant les incohérences et diversités d'interprétations possibles de la loi créée principalement pour des raisons de propagande,
- la Culture parallèle étant la branche la plus développée à l'époque, elle devait servir de modèle aux autres branches de cette cité parallèle,
- Le projet de la mise en place d'un système d'éducation parallèle était très important, en particulier pour les membres de l'*underground* qui ont été ralliés à la cause et se sont partiellement dé marginalisés,
- La reconstitution du système d'information de la Charte,

⁶⁶⁵ « O svobodě a moci », 1979 et Prečan, V. (ed.) *Charta 1977- 1989*, 1990, p. 43, Cz. Středisko nezávislé literatury, Schinfeld - Schwancenbourg a Archa Bratislava, texte écrit le 17 avril 1978.

- La constitution d'une économie parallèle et d'un système politique parallèle était aussi prévue.

Il s'agit d'une pensée paradoxale, qui dans des espaces libérés de l'influence totalitaire ou communiste permettait de faire ressortir la vraie société. Il en découle que la vraie société n'existait que dans des îlots marginaux de l'ensemble de la société. Malgré son incohérence, cette pensée était confortée par le sentiment fort et partagé qu'avaient les constructeurs et promoteurs de ces « espaces de liberté » de l'évidence de l'illégitimité sociale du pouvoir.

« [...] On ne peut parler des « dissidents » et de leurs activités sans avoir préalablement parlé de l'activité de tous ceux qui participent de près ou de loin à la « vie indépendante de la société » et qui ne sont pas forcément considérés comme des « dissidents. » Il faut d'abord parler des écrivains qui écrivent à leur façon, sans tenir compte de la censure et des exigences officielles et qui – lorsque les maisons officielles refusent de les éditer – diffusent leurs œuvres sous forme de *samizdats*. Il faut parler des philosophes, des historiens, des sociologues et de tous les autres savants qui suivent la voie de la création et de la recherche scientifique indépendante et – à défaut du pouvoir à l'intérieur ou à la limite des structures officielles – diffusent également leurs œuvres sous forme de *samizdat* ou organisent des discussions, des conférences et des séminaires privés.

Il faut aussi parler des enseignants qui apprennent aux jeunes ce que l'école officielle leur cache ; des ecclésiastiques qui, à l'intérieur de leur paroisse ou en marge lorsqu'ils sont privés du droit d'exercer, s'efforcent de mener une vie religieuse ; des peintres, des musiciens, des chanteurs qui créent sans se préoccuper de ce que les institutions officielles peuvent penser de leur art.

Il faut parler de tous ceux qui diffusent et participent à cette culture indépendante, des individus qui s'efforcent par tous les moyens possibles d'exprimer et de défendre les véritables intérêts sociaux des travailleurs, qui s'efforcent de rendre leur vrai sens aux syndicats ou d'en créer d'autres, indépendants.

Il faut parler de ceux qui ne craignent pas d'attirer l'attention des autorités sur les injustices et s'engagent pour le respect des lois ; des différentes associations de jeunes qui tentent de s'affranchir de la manipulation et de vivre à leur façon, en créant leur propre hiérarchie de valeurs, etc. »⁶⁶⁶

Václav Havel

Il faut rapprocher les conceptions de Benda de celle de « société parallèle » d'Elmer Hankiss en Hongrie et de celle d'« espace d'autonomie sociale » de Jacek Kuroń⁶⁶⁷. Le projet était très proche de celui du syndicat Solidarność et de ses stratèges, proposant une autogestion auto limitée. Ainsi, comme dans toute l'Europe centrale, cette opposition Etat-société était la structure de la plupart des réflexions dissidentes. L'ancien ministre des Affaires étrangères de 1968, rédacteur de la Charte 77, Jiří Hájek, considérait lors d'un débat en 1986 que le phénomène de la Charte 77 était le signe net d'une pensée bi-polaire⁶⁶⁸.

Il est intéressant de noter que la critique dans les journaux officiels, concernant l'ensemble des activités de la Charte et attaquant personnellement des chartistes, se concentrait toutefois sur des arguments découlant de la différence profonde des types de légitimation, donc refusant la déontologie comme source de la légitimité du droit ainsi que la vision de la société et de l'individu comme une fin *en soi*. Ainsi, l'article typique de Rudé Právo :

⁶⁶⁶ V.Havel, p.120-121 tiré de « Le pouvoir des sans-pouvoir » p. 65 à 158 in *Essais Politiques*, Calmann-Lévy 1989. Il s'agit d'un article de 1978 justifiant de l'action de la Charte 77, l'analysant comme la conséquence du réveil de la société civile. Havel décrivant la « vie indépendante de la société », autre terme pour société civile, laisse sentir qu'elle a ses héros, qui luttent ou risquent ou encore travaillent à la cause. Ainsi, il s'agit de toute la société, mais en même temps, dans le monde de la *société civile*, certains ont une position haute. Ils sont les créateurs de sens alternatif au sens officiel. La reconnaissance de ce fait, ici, touche les trois milieux représentés dans la Charte, ainsi que la jeunesse de l'*underground*.

⁶⁶⁷ Cf. le chapitre « La reconstitution de la société civile » p.105-107 de Mink G., *Vie et Mort du Bloc Soviétique*, Casterman-Giunti 1997.

⁶⁶⁸ « Beseda informací o chartě 77, s Václavem Bendou, Jiřím Hájkem, Václavem Havlem a Ladislavem Hejdánkem » in Prečan, V. (ed.) *Charta 1977- 1989*, 1990, p. 136, Cz. Středisko nezávislé literatury , Schinfeld - Schwancenburg a Archa Bratislava, texte écrit en 1986. Le phénomène était très proche, en Pologne, par exemple, avec le partage eux-nous que fera Tereza Toranska.

« (...) le dernier pamphlet, appelé la Charte 77, regroupant des gens tirés des rangs de la réaction bourgeoise tchécoslovaque ayant perdu leur position, ainsi que d'organiseurs contre-révolutionnaires de 1968, écrit à la commande des centrales anti-communistes et sionistes et transmis à certaines agences de presse occidentales, en fait partie.

(...)

Ces individus autoproclamés, dédaigneux du peuple, de ses intérêts, de ses organes représentatifs élus, s'octroient le droit de représenter notre peuple, exigent le « dialogue avec le pouvoir politique et étatique » et même voudraient jouer le rôle d'une espèce « d'intermédiaire en cas de situations conflictuelles. » (...) »⁶⁶⁹

Rudé Právo

La Charte 77 étant une déclaration et non un parti, elle procédait d'une manière inhabituelle. Il s'agissait d'une pétition ayant des porte-parole qui en faisaient évoluer le sens, en l'étendant par des justifications concernant des individus ou des groupes pour qui les droits de l'homme n'avaient pas été respectés. Un groupe d'activistes, principalement composés des premiers signataires, avait une autre initiative méritant une attention particulière, le VONS. Le VONS, Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies, a été créé en 1978. Identifié à la Charte et se positionnant dans sa continuité, le VONS restait une initiative indépendante. Le VONS a publié régulièrement des « communiqués » numérotés, poursuivant ce monde de justification opposant société et Etat.

Dans les années 1980 et en particulier durant la seconde moitié de ces années, diverses activités illégales ou indépendantes du régime se multiplient, telles les rencontres pacifistes, les rencontres religieuses et celles de leurs clubs de discussions, les activités écologistes, l'établissement de communes anarchistes, la multiplication des concerts punk. La répression dont faisait l'objet toutes ces activités amenait à élargir le discours de justification pour en augmenter

⁶⁶⁹ Extrait d'un article de Rudé Právo du 12 janvier 1977 « Ztroskotanci a samozvanci » [naufragés et autoproclamés]. En temps qu'article typique, il est retranscrit dans l'ouvrage regroupant les textes importants de la Charte 77 : Prečan, V. (ed.) *Charta 1977- 1989*, 1990, p.23-31.

le caractère universel. Souvent, le discours du monde de la société civile était adopté par leurs idéologues.

D'un autre côté, un travail de socialisation, correspondant aux projets de la fin des années 70, tel celui de Benda, était mis en place. Des séminaires d'appartements étaient organisés. Rappelons qu'il s'agissait de cours et de conférences donnés dans des appartements privés et qui n'avaient pu, pour des raisons idéologiques, être acceptés dans une université normale. Les premiers séminaires d'appartements étaient apparus dès les années 50, organisés par des universitaires qui ne pouvaient plus enseigner, soit pour des raisons d'origines sociales, s'ils provenaient de familles bourgeoises, soit parce qu'ils n'avaient pas voulu céder à l'idéologie, quant aux contenus de leurs séminaires. C'est entre autres le cas de Jan Patočka, qui, renvoyé de l'université en 49, a rapidement mis en place des séminaires pour ses anciens étudiants. Réintégré et devenu professeur en 1968, ses cours ont été à nouveau interdits dès 1970. D'autres séminaires d'appartements étaient organisés dans les années 70. L'impossibilité pour les enfants des intellectuels engagés d'avoir le droit d'étudier était une autre motivation pour les chartistes d'organiser ces universités : les trois fils de Ludvík Vaculík et les deux autres de Otká Bednařová, le fils et la fille d'Ivan Klima, le fils de Jiří Ruml, les filles de Jiří Gruši et de Rudolf Battěka ainsi que les sept enfants des Němec. Les séminaires se multipliaient après l'apparition de la Charte 77, comprenant non seulement les enfants de la dissidence, mais aussi leurs amis provenant au plus d'une centaine de familles pragoises⁶⁷⁰. La fondation d'éducation Jan Hus, par exemple, organisait des cycles de conférences avec des intervenants étrangers, toujours suivant les méthodes de la conspiration ; et c'est par-là que Derrida a connu un internement (de courte durée.)

Les rôles de producteurs de sens des différentes activités « alternatives » (écologie, pacifisme, Jazz, rencontres religieuses, arts, musique dite *underground*...), élevant les multiples discours en les intégrant au monde de la société civile, étaient créés et interprétés soit par des activistes politisés/socialisés grâce à ces séminaires (ou à des publications), soit par des jeunes de ces séminaires (enfants de la dissidence ou non) s'engageant dans l'activité alternative.

Par ailleurs, les magazines samizdats se multipliaient et comportaient des textes défendant les droits des citoyens et la liberté d'opinion de la société civile⁶⁷¹. Le bulletin du mouvement

⁶⁷⁰ Dayová B., *Sametoví Filozofové*, Ed. Doplněk, Brno 1999, p. 21-25.

⁶⁷¹ Sur les Samizdats, avec entre autres des données intéressantes sur les quantités, le nombre de maisons d'éditions illégales, etc., voir l'étude de Posset Johana, *Česká Samizdatová Periodika 1968-1989*, [Les périodiques *Samizdats* tchèques], éd. Továrna na síto tisk. ve spolupráce se Společnosti pro reklamu a tisk R&T, traduction Z. Petráček, Prague 1990, p. 178-193.

pacifiste indépendant *Nezavislé Mirové Hnutí* (NMH) en était un exemple important. La principale activiste, Hana Marvanova, a été emprisonnée pour cela. Elle a été défendue par Petr Uhl dans le bulletin de la Charte. Le bulletin du N.M.H., de son côté, produisait un discours qui intégraient les catégories et les valeurs du discours des intellectuels de la Charte. Cela donnait aux chartistes la reconnaissance de la supériorité de leurs discours universels, c'est-à-dire les plaçait au-dessus⁶⁷². Tout ceci contribuait à la structuration de l'opposition et en même temps, du monde de justification.

Un autre exemple en est le journal Samizdat *Lidové Noviny* et entre autres, les articles de son rédacteur en chef, Jan Ruml. Il s'insérait entièrement dans le monde de la société civile, soulignant surtout l'importance de la pluralité des points de vue⁶⁷³.

En novembre 1989, la perestroïka fait rage en Russie, tandis qu'en Pologne ont eu lieu des élections libres et qu'en Hongrie, le régime se réforme. En Tchécoslovaquie, certains étudiants étaient plus actifs que d'autres dans la production d'un sens alternatif.

D'une part, il y avait les structures plus ou moins secrètes se considérant comme liées à la dissidence et comprenant des enfants de dissidents, des étudiants des séminaires d'appartements, tels l'association pour une vie quotidienne joyeuse (S.V.S.) organisant des happenings, inspirés par le mouvement polonais Pomaraczowa Alternatywa ou l'organisation STUHY (rubans), étant un réseau inter-facultés d'étudiants à Prague ou encore le mouvement pour la société civile HOS.

D'autre part, des étudiants « normaux », non liés à la dissidence et faisant le choix de risques limités, se mettaient à avoir des activités indépendantes. Il s'agissait principalement de revues de facultés. Pour pouvoir publier ces revues, soit ils collaboraient avec l'association de la jeunesse socialiste, soit se décidaient à plusieurs d'en prendre le pouvoir et ce à partir de 1987. En 1989, a été créé le Centre de la Presse Etudiante STIS auprès de l'association de la jeunesse socialiste de la ville. Les responsables de ces revues et du Centre de Presse Etudiante ont préparé, plusieurs mois à l'avance, une grande manifestation. Le 17 novembre, le jour de la fête « des étudiants », ils lancèrent leur manifestation, peu prêts, peu sûrs d'eux-mêmes. Suite aux violences policières,

⁶⁷² Voir par exemple l'article de Petre Blažek « Dejte šanci mirů!, Pacifismus a neformální mirové aktivity mladeže v Československu 1980-1990 » p. 11-106 in Vaněk M. a kol., *Ostruvky svobody, Kulturní a občanské aktivity mlade generace v 80. letech v Československu*, Ústav pro soudobé dějiny AVCR/Votobia Prague 2002, ainsi que les 6 premiers numéros du bulletin de N.M.H.

⁶⁷³ Par exemple dans *Lidové Noviny* May 1988, 24. Concernant la continuité des mondes sociaux, il est intéressant de noter que c'est entre autres Ruml et Marvanova qui provoqueront la scission du parti démocratique civique ODS, en constituant l'Union de la Liberté US en 1998.

une coordination étudiante a été mise en place, avec des élections et des représentants par faculté.

Les élus étudiants étaient pour beaucoup les personnes les plus actives, soit dans le journal de l'association de la jeunesse socialiste de la faculté, soit dans l'autre type de réseau décrit précédemment. Pour certains étudiants et en particulier pour le dirigeant de la mobilisation Martin Mejstřík, les relations avec les chartistes n'allaient pas de soi. Mais après des jeux complexes de négociations et de relations avec le Forum Citoyen réunissant les chartistes, les mobilisations portaient finalement la revendication de « Havel Président », ce qui conduisit à la fin du régime. Le travail de structuration du monde de la dissidence était constant et constitué par des négociations entre organisations d'opposition.

Pour mieux décrire le monde de la dissidence, il nous faut revenir sur les interactions discursives entre le régime et la dissidence. Le régime communiste tchécoslovaque utilisait un discours légitimant national, voire souvent nationaliste, ravivant des mythes et symboles de l'histoire tchèque pour renforcer leur emprise sur la société. Ainsi Jean Hus, réformateur religieux du 14^{ème} siècle, se trouvait présenté comme le premier révolutionnaire, précédant la Révolution française, et la Révolution bolchevique. Il s'opposait dans cette présentation historique à saint Venceslas, l'homme de l'occident, le traître catholique vendu aux Allemands, car en tant que Roi, il était devenu Empereur du saint Empire Romain Germanique. L'Ouest, le catholicisme, les Autrichiens et les Allemands étaient les ennemis nationaux. Les projets communistes étaient panslavistes et le développement industriel devait permettre de prouver à l'Ouest qui avait raison. Les dissidents, eux, n'étaient que des « internationalistes » à la solde de l'Allemagne, des fainéants hippys.

La dissidence, au contraire, développait les notions de société civile face au centralisme démocratique, soulignait son attachement au passé européen, occidental. La nation avait été arrachée artificiellement aux familles d'appartenance, l'occident⁶⁷⁴, pour être enlevée par un orient barbare. Le nationalisme tchèque dans la version qu'en présentait l'Etat était perçu comme un danger pour l'humanisme et les initiatives de tolérance envers les Roms - les gitans - se multipliaient tout comme la volonté de réconciliation avec l'Allemagne et l'Autriche, particulièrement sous l'influence des mouvements chrétiens. Enfin, face à la politique industrielle, s'est constituée une critique écologiste du développement.

⁶⁷⁴ Milan Kundera, « L'Occident kidnappé ou la tragédie de l'Europe centrale », *Le Débat*, 27, Paris, 1983, p. 3-22.

Avec la fin du communisme, nous aurions pu nous attendre à la disparition du monde de la dissidence. Son héritier, le monde de la post-dissidence, existe, mais connaît peu d'OMS le structurant. Ce monde est constitué par un ensemble de discours et des *états*, c'est-à-dire une position haute dans la hiérarchie de ce monde d'un individu lié à un rôle.

Nous avons répertorié comme principaux états celui d'ancien dissident ainsi que celui d'ancien étudiant.

L'état d'ancien dissident

L'opposition au régime communiste existait en Tchécoslovaquie, comme dans les autres pays de la région, dès les premières heures du régime. Malgré une forte adhésion d'une partie de la population à l'idée de communisme avant la seconde guerre mondiale, jamais il n'a existé une unanimité autour de cette idée et l'anticommunisme était issu d'une tradition presque aussi ancienne que l'apparition de l'idéologie communiste. Les grands procès des années 50 ainsi que les propensions totalitaires du régime n'ont jamais fait disparaître les voix discordantes et critiques, que ce soit dans les milieux ouvriers, dans une certaine mesure ou chez les intellectuels et chez les artistes⁶⁷⁵.

Les opposants au régime n'en étaient pas moins divisés dans leurs critiques et dans leurs actions. Mais l'idée de construire un communisme national, le « socialisme à visage humain », lors de la prise de pouvoir des « réformateurs » dans le cadre du parti, avec à leur tête Alexander Dubček, a amené les opposants à l'exprimer ouvertement et même à trouver un langage commun avec un certain nombre de communistes, soutenant le processus de libéralisation du régime⁶⁷⁶.

⁶⁷⁵ Parmi de très nombreux livres sur le sujet, voir entre autres Muriel Blaive, (Krzysztof Pomian, préface) *Une déstalinisation manquée: Tchécoslovaquie 1956*, Editions Complexe, 2005, Hruby P., *Fools and Heroes, The Changing role of Communist Intellectuals in Czechoslovakia*, Oxford, Pergamon Press 1980; Vaněk M. (réd.), *Mocní? a Bezmocní? : politické elity a dissent v období tzv. normalizace : interpretační studie životopisných interview*, Prague, Prostor, 2006 ; Skilling G., *Czechoslovakia's Interrupted Revolution*, Princeton, Princeton University Press 1976; Burian V., a Tichák T., *Listy v exilu : obsahová analýza časopisu Listy, který v letech 1971 až 1989 vydával v Římě Jiří Pelikán / Dušan Havlíček*; Olomouc 2008; Devátá M., Suk J., Tůma O. (réd.), *Charta 77 - od obhajoby lidských práv k demokratické revoluci*, Prague 2007 [editoři]; Placák P., *Fízl*, Torst Prague, 2007.

⁶⁷⁶ Ivan Láluha, Miroslav Pekník, Boris Zala (dir.) *Revolučné a protitotalitné hnutia v Európe po II.svetovej vojne : medzinárodná konferencia k nedežitým 80. narodeninám Alexandra Dubčeka : november 2001*, Bratislava : Veda, 2004; Mencl V., *Osm měsíců pražského jara 1968* ; (Préface Alexandr Dubček) Prague, Práce, 1991; Tigrid, P., *La chute irresistible d' Alexander Dubcek*; traduit de l'anglais par Jean Bloch-Michel, Paris : Calmann-Lévy, 1969; Shawcross, W., *Dubcek : Dubcek and Czechoslovakia 1968-1990*, London : Hoggarth Press, 1990; Uher, J., *Alexander Dubček : život a doba* Košice : Oriens, 1999

L'intervention de l'armée rouge et la normalisation ont relancé les répressions contre toute forme de contestation au régime, projetant brutalement dans l'opposition, les anciens communistes réformateurs. Malgré plusieurs initiatives d'intellectuels, d'artistes rejoints par les hommes d'état communistes, les opposants au régime restaient divisés et isolés et principalement limités aux milieux intellectuels et artistiques⁶⁷⁷.

C'est avec la rédaction de la Charte 77 (décembre 1976) que l'on a cessé de parler d'opposants politiques pour parler d'opposition démocratique ou encore de *dissidence*, pour reprendre le terme du régime. La Charte 77, en effet, était conçue comme une pétition appelant l'Etat à respecter les engagements de la Charte des droits de l'homme d'Helsinki (1975.) Il s'agissait ici de prendre l'Etat au mot et de soutenir les citoyens au nom de ce que l'Etat lui-même s'engageait à faire⁶⁷⁸. En appelant à faire respecter la loi du régime, la Charte 77 rendait difficile les critiques du régime lui-même. Cet appel a été organisé à l'occasion du procès d'un groupe de rock de l'*underground*, les *plastics people of the universe*. En effet, les mondes hippies, pacifistes, rock, aux cheveux longs, aux usages peu conservateurs et à la grande liberté de ton, étaient victimes des mêmes persécutions que les intellectuels et opposants politiques. Cette initiative a eu une audience relativement large comparée aux autres organisations d'opposition tchécoslovaque : 242 signataires à ses débuts. Elle suivait une initiative polonaise du même genre, la constitution du KOR (Comité de défense des ouvriers, septembre 1976), amenant intellectuels et artistes à défendre les ouvriers au nom de la légalité du régime et non pas au nom de l'*underground*, comme la charte. Cette différence a été décisive pour expliquer la différence de structuration de ces deux dissidences.

La Charte 77 avait trois porte-parole simultanés, représentant, suivant une règle non écrite, les trois grands types de participants de l'initiative: un représentant du monde artistique, un représentant des opposants chrétiens et un représentant des communistes réformateurs⁶⁷⁹.

⁶⁷⁷ Ježek, V., Lukeš K., Prokš P., Čas normalizace : Československo v letech 1968 - 1989 : učební text pro žáky 7. - 9. roč. zákl. škol ; (úvod Miroslav Šesták, Fortuna, Prague 1991 ; voir aussi Pelikan J. ancien directeur de la télévision tchécoslovaque. « La normalisation en Tchécoslovaquie, » Le Monde du 21 août 1973 ou encore Mayer F., « Témoignages de communistes tchèques après 1989 », in Autobiographies, Autocritiques, Aveux dans le monde communiste, sous la direction de Claude Penetier et Bernard Pudal, Belin, Paris 2002.

⁶⁷⁸ Concernant la philosophie de la Charte, voir entre autres Laignel-Lavastine A., *Jan Patočka, L'Esprit de la dissidence*, Michalon, Paris 1998.

⁶⁷⁹ Skilling G.H., *Charter 77 and human rights in Czechoslovakia*, London, G. Allen and Unwin, 1981; Císařovská B., Prečan V., *Charta 77: Dokumenty 1977-1989*, Prague, Ústav pro soudobé dějiny AV ČR, 2007; Ruml J. (préface de V. Havel), *Dialogy s mocí*; Prague Fortuna, 1995; Bugajski J., *Czechoslovakia : Charter 77's Decade of Dissent*, New York, Praeger, 1987; Havel V., *The Anatomy of a Reticence, Charta 77*, Stockholm 1986.

Etre un dissident ou un ancien dissident, c'est comme être un ancien résistant. Lorsque l'on est un grand dissident, il n'y a pas de doute de l'appartenance au groupe des dissidents. Et même s'il n'y a pas de règles formalisées permettant de hiérarchiser, il y a un accord sur les plus grands dissidents : au sommet sont les premiers signataires de la Charte 77, voire les rédacteurs de la Charte. Ensuite, les participations aux différentes activités de la dissidence doivent être prises en compte : la rédaction ou la publication de *Szamizdats*, la prison et la discrimination pour avoir participé à la cause et enfin la reconnaissance par les pairs. Pour simplifier, pour le grand public, est un ancien dissident, outre les plus grands, ceux qui sont déclarés être comme tels par Václav Havel. La définition de l'appartenance par la fonction dans la lutte pour une cause en fait un monde⁶⁸⁰. La dissidence, et donc la post dissidence, est structurée non seulement socialement par des réseaux, du matériel, une grandeur, mais l'est aussi discursivement, autour de thèmes construisant la rationalité de la justification. Tous les anciens dissidents ne partagent pas les mêmes idées, mais de grandes thématiques définissent la dissidence et donc le monde de la post dissidence, tels la société civile, le rejet du politique, le retour à l'Europe, la nécessité d'une collaboration centre-européenne et surtout les droits de l'homme et du citoyen⁶⁸¹.

Les anciens dissidents se retrouvent considérés comme des *grands citoyens* dans un certain nombre de mondes de la protestation. Leur présence légitime une cause et les organisateurs qui veulent l'incarner. La protestation, d'autre part, réactualise l'état de *grands citoyens* de ces anciens dissidents.

Lors de la manifestation de *Merci, mais Partez*, étaient présents en personne et par de nombreux articles dans les journaux ou par d'autres apparitions dans les médias (télévision, radio) Jiřina Šiklová, Petr Uhl, Svatopluk Karásek, Jan Ruml, Tomáš Halík et bien d'autres. Václav Havel a écrit une lettre de soutien qui a été lue. Les manifestations concernant la Tchétchénie ont connu la présence bienveillante, voire l'intervention de Jaromír Štětina, Jiřina Šiklová, Svatopluk Karásek, Karel Schwarzenberg, Dana Němcova. Les manifestations du 1^{er} mai des anarchistes et les répressions policières ont été commentées dans les journaux par Petr Uhl et Jiřina Šiklová. L'approche répressive face aux manifestants anti-mondialisation a été commentée dans la presse par Havel (« ces manifestants me sont proches par leur sentiment de responsabilité pour les

⁶⁸⁰ Nous nous référons toujours à la conception définie dans le livre Boltanski L. & Thevenot L., *De la justification : les économies de la grandeur*, Gallimard, Paris 1991.

⁶⁸¹ Voir plus sur ce point chapitre VII.

générations futures »), ainsi que pour Petr Uhl, Jiřina Šiklová, Halík. Les manifestations de la cause *Télévision Chose publique* ont connu un soutien de Havel, les présences et visites de Jaroslav Hutka, de Jiřina Šiklová, de Petr Uhl, de Tomáš Halík, de Jaroslav Štětina.

L'état d'ancien étudiant

L'état d'*ancien étudiant* est apparu avec la Révolution de velours. Le terme d'*ancien étudiant* est utilisé non pas pour toute personne étant passée par un établissement d'éducation supérieure, mais est réservé, au contraire, à un petit groupe aux contours flous, comme nous l'avons déjà évoqué, celui des leaders étudiants de la Révolution de velours. De fait, le grand public ne connaît que les noms de Martin Mejstřík, considéré comme le leader étudiant principal, de Monika Pajerová et dans une moindre mesure celui de Igor Chaun.

En 1999, lors des célébrations du 10^{ème} anniversaire de la chute du régime, les médias, pour éviter d'être considérés comme politisés et d'être accusés de soutenir Václav Havel en conflit avec Václav Klaus, ont principalement mis l'accent sur le rôle, dans la Révolution, des *anciens étudiants*. Ces héros de la dernière heure devaient au quotidien s'exprimer sur tous les sujets, sur la Révolution, écrire des articles... Deux historiens, dont un *ancien étudiant*, à l'occasion des célébrations des 10 ans, le 17 novembre 1999, ont baptisé leur livre de témoignages d'*anciens étudiants*, 100 Révolutions étudiantes⁶⁸². Dans ce livre, ils ont donné une liste, certes incomplète, mais tout de même assez importante, de noms d'anciens étudiants. Avoir son nom dans cette liste devenait un des critères principaux permettant de bénéficier de l'*état d'ancien étudiant*.

Outre le fait que, durant les manifestations des *anciens étudiants* dans le cadre de la cause de *Merci, mais Partez*, d'*anciens étudiants* ont participé à nombre de manifestations ou se sont exprimés sur le sujet dans les médias, nous avons observé, comme nous l'avons déjà dit, entre autres, de nombreuses réactions lors des manifestations contre la Banque mondiale et le FMI. Il y a eu une participation impressionnante et active lors des manifestations « Télévision, chose publique », d'Igor Chaun, de Martin Mejstřík, de Monika Pajerová et de bien d'autres. Martin Mejstřík a également participé aux manifestations SOS Tchétchénie.

⁶⁸² Otahal M., Vaněk M. *Sto studentských revolucí, studenti v období pádu komunismu, Životopisná vyprávění*, Nakl lidove noviny, Prague 1999.

c) Le monde *post-underground*

« Les débuts de l'*underground* tchèque sont actuellement liés et ce avec justesse, au milieu qui était proche, au début des années 70, du groupe *The Plastic People of the Universe*. Il y avait bien entendu d'autres foyers d'activités indépendantes[...] Dans la seconde moitié des années 70, l'establishment tchécoslovaque s'est rendu compte du danger grandissant que représentait pour lui l'extension du mouvement *underground*,[...] Au début de l'année 1976, des interventions en masse ont été opérées contre certains protagonistes de l'*underground* – l'attaque était principalement dirigée contre les groupes *Plastic People*, DG 307 et les foyers de la bohême du Nord réunis autour de *Hever* et *Vazelin* -. Plus de vingt personnes ont été enfermées, l'establishment supposait que leur jugement et condamnation ne seraient pas remarqués, car les représentants de l'*underground* s'occupaient bien plus de créer une société indépendante que de faire la moindre publicité. Cependant, des voix se sont élevées pour la défense de l'*underground* – ce qui fut une surprise pour l'establishment – d'écrivains et de politiciens d'autres structures indépendantes qui après la liquidation du printemps de Prague commençaient à se constituer en dehors de la vie culturelle officielle. C'était avant tout le mérite de Václav Havel, qui peu avant cela avait commencé à se rapprocher de l'*underground*, mais aussi de Jiří Nemeč, de Jan Lopatka et de bien d'autres. L'*Establishment* s'est aperçu, plus tard, que la solidarité dans un monde totalitaire peut et doit dépasser les différences d'opinion et de relation à la culture. Il est assez connu qu'en conséquence du procès des membres de *Plastic people* est apparue la Charte 77 – parce que justement, en arrière plan de ce processus, les gens de bonne volonté de Tchécoslovaquie ont pris conscience que ce qui les unit dans la lutte commune contre le nivelage totalitaire de tout est plus important que les différences temporaires ou durables dans les opinions, la compréhension de la culture et de la politique.

[...], l'*underground* représente actuellement une force politique importante. Le mot politique, je l'utilise bien entendu avec précaution : il faut garder en mémoire qu'il provient du mot polis; il s'agit de l'intérêt pour la chose

commune, la chose publique, le fait d'avoir de l'influence sur elle et d'y participer – non pas la pseudo-politique, comme la proposent aux citoyens tous les *establishments* de notre malheureux monde partagé.»⁶⁸³

Ivan M. Jirous

Sous le pseudonyme de Magor

Le monde de l'*underground* tchécoslovaque de la période communiste s'est constitué sur un double sens. Il est le résultat d'une fusion inachevée entre deux mondes, inséparables, mais en certains points distincts. L'*underground* ou encore *podzemi* était constitué, d'une part, de tout ce qui n'était pas production officielle de sens : les intellectuels qui ont été classifiés comme dissidents, mais aussi les artistes, musiciens, poètes, depuis les années soixante. Dans ce sens, la dissidence et l'*underground* se recoupent, l'*underground* étant un peu plus large et prenant un sens plus artistique. En effet, un concert punk de lycéens n'étant pas une musique officielle et n'ayant aucune autorisation, faisait partie de l'*underground* sans faire partie de la dissidence. La répression était toutefois bien un élément constituant de l'*underground*.

L'autre accession de l'*underground* était le pendant tchèque ou tchécoslovaque du monde américain de l'*underground*. Structuré autour du refus de l'autorité de musiciens provocateurs, il défendait un style de vie libéral, le rejet du conservatisme bourgeois et était souvent lié à un mode de vie comprenant beaucoup d'alcool, de sexe et même dans une certaine mesure, de drogues (d'après tous les témoignages, beaucoup moins en Tchécoslovaquie qu'aux Etats Unis.) Les groupes musicaux américains de *Velvet underground* et *Franck Zappa* en constituaient des références obligées. Cette autre accession ne faisait pas de Havel et de ses amis le *summum* du monde de l'*underground*. Ce monde était assez épars et entre les mouvements pacifistes, écologistes, anarchistes, jazz et folk (entre autres chrétiens), les différences étaient criantes. Cependant, de concerts en concerts, d'expositions en expositions, il se constituait en monde structuré.

Ivan Martin Jirous, surnommé Magor suite à ses séjours dans les hôpitaux psychiatriques, était un des idéologues principaux et un grand organisateur de l'*underground* tchèque. Manager et idéologue (directeur artistique) du groupe *plastic people of the universe*, en tant que responsable d'un club de rock, il a participé à la constitution du monde de l'*underground* en organisant des

⁶⁸³ Extraits de l'article de Magor (pseudonyme de Ivan Jirous), "Český underground – geneze a přítomnost hnutí" *Infoch*, Roc.II, c.6 (1988) p. 14-16, [L'*underground* tchèque, genèse et actualité du mouvement.] tiré du bulletin d'information de la carte et écrit pour le *bulletin de la Solidarité Polono-tchécoslovaque*.

rencontres de poètes et de nombreux concerts. Les lieux de production de *l'underground* étaient les mariages et enterrements et outre les concerts, la production comprenait des expositions d'art plastique et des débats réunissant chrétiens, marxistes et libres penseurs...

Magor a constitué une première définition du monde de *l'underground* dans *Zpráva o třetím českém hudebním obrození*⁶⁸⁴ (1975) [rapport sur le troisième renouveau musical tchèque⁶⁸⁵]. Mettant en avant de manière impressionniste un certain nombre de groupes musicaux et d'individus et décrivant leur style et leur recherche, Magor formalise l'interprétation des qualités et compétences de *l'underground* et constitue le premier Panthéon de ce monde. Il remarque déjà la constitution de thématiques communes. Il remarque par exemple que la thématique chrétienne ne concerne pas que le pasteur protestant Karásek, mais aussi des individus que l'on serait plutôt tenté de classer parmi les libertins ou les dégénérés, tels l'ironique Soukup ou encore Zajíček. Un autre élément thématique commun d'après Magor, dans ce rapport, est la définition du monde de *l'underground* comme systématiquement opposé à *l'establishment*, que constitue toute personne ayant la moindre autorité dans le pays et ce principalement au nom de la liberté.

Dans un autre texte datant de 1990, Magor considérait *l'underground* comme constitué à la base par un milieu ouvrier, autour du *groupe plastic people of the universe*. Ce milieu s'est élargi progressivement et s'est enrichi au contact des rédacteurs de la revue chrétienne Tvář. C'est la rencontre entre ces artistes indépendants et les intellectuels de la dissidence qui a constitué le début d'une coalition d'intérêts, dont l'événement fondateur était la Charte 77. Les intellectuels défendaient les droits des jeunes de *l'underground* et de leurs musiciens (jeans, cheveux longs, révoltés) et mettaient en place des stratégies d'éducation de ce milieu (séminaires d'appartements, volonté de créer une société parallèle.) Nombre de ces intellectuels ont adopté les goûts artistiques de *l'underground* (Havel ...) Cette volonté d'unir ces deux mondes extrêmement distincts ont amené les enfants de la dissidence à se lier d'amitié avec les jeunes de *l'underground*, lors de concerts et de séminaires d'appartements. Petr Placák, David Němec, Jáchem Topol et autres enfants d'intellectuels dissidents ont plus tard constitué la nouvelle génération de la dissidence.

⁶⁸⁴ Ce rapport, publié tout d'abord comme Samizdat, peut être trouvé à la bibliothèque Libri Prohibiti, édition expedice nr6, en 1976. Sa première publication est dans *svědectví* nr 51 en 1976. Une nouvelle publication est toutefois parue dans : Ivan Jirous, *Magorův zápisník*, Torst, Prague 1997.

⁶⁸⁵ C'est ainsi qu'il définissait et analysait le mouvement *underground*, dans l'histoire de la musique.

Un autre créateur du monde de l'*underground*, Egon Bondy, n'a proposé de synthèse qu'en 1990⁶⁸⁶, dans un texte sur les origines de l'*underground* des années 1949-1953. Cependant, ses poésies et textes de chanson ont participé fortement à la thématisation de l'*underground* : révolte, dénonciation, reprise de thématiques chrétiennes ou de textes bibliques détournés de leurs sens premiers.

La multiplication des doubles de radiocassettes dans les années 1980 a contribué à la popularité de la musique rock non-officielle. Le rapprochement avec la dissidence a eu comme conséquence les publications *Samizdats* concernant la musique rock, qui circulaient entre autres beaucoup parmi les jeunes ouvriers, lycéens et plus tard, dans les formations professionnelles. Elles comportaient des textes de la dissidence ou la soutenaient dans ses thématiques et argumentations. L'*underground*, d'illégal devient semi-légal ou toléré dans les années 1980. Dans tout le pays, des jeunes organisent des concerts punks ou rocks, qui ne connaissent que de temps en temps la répression policière⁶⁸⁷.

Nous retrouvons, après 1989, la continuité de la coalition discursive entre le monde de la post-dissidence et le monde de l'*underground*. Le soutien de groupes de rock au mouvement *Merci, mais Partez* en est un exemple. On retrouve presque systématiquement, dans les groupes alternatifs (cheveux longs, piercings, style vestimentaire hors normes), un rejet du centralisme national et donc des partis ODS, communiste et dans une certaine mesure, des sociaux démocrates, partis ayant une direction musclée. L'investissement dans les activités de la société civile en est une contrepartie.

d) Le monde des écologistes

Il serait artificiel de séparer les débuts du monde écologiste des tendances pacifistes qui y régnaient. En effet, le monde de justification écologique tchèque avait au sommet de sa constitution, comme dans bien des sociétés, John Lennon. L'Union soviétique soutenait cette idéologie à l'Ouest, mais paradoxalement, elle soutenait ce qui est devenu une des principales ressources de la critique du régime de type soviétique au sein des sociétés y vivant. Le

⁶⁸⁶ Bondy Egon, *Koření českého literárního undergroundu v letech 1949-1953*, [les racines de l'*underground* littéraire tchèque dans les années 1949-1953], Vokno 18, 1990.

⁶⁸⁷ Voir l'article de l'excellent spécialiste Martin Machovec, « Od avantgardy přes podzemí do undergroundu », in *Alternativní kultura*, ouvrage collectif, ed. Lidové Noviny Prague 2001. Martin Machovec a développé ce sujet lors de l'université d'été Fullbright du Collegium Minor de Prague, en juillet 2008.

phénomène *Beatles* a été un des moyens de socialisation les plus efficaces à un ensemble de discours permettant la critique du régime. Aussi, les amoureux des Beatles ont été sensibilisés à un nouveau monde, mais en parallèle, les opposants au régime se sont appropriés ces critiques, sensibles au répondant qu'elles avaient.

Le monde de l'écologie est devenu partie intégrante des mondes de l'*underground* et de la dissidence, tout en gardant sa logique propre. C'est pour cette raison que l'on retrouve aujourd'hui des politiciens de droite comme de gauche, sensibles à ces questions, parmi les partisans de la démocratie subsidiaire, bien entendu. Outre le fait que l'on retrouve quelques écologistes dans la Charte 77, le rendez-vous des pacifistes était l'anniversaire de la mort de Lennon, le 8 décembre 1980 devant le « mur de Lennon » où chacun signait ou dessinait. Ces rencontres tournaient tous les ans en manifestations contre les SS-20 de l'armée soviétique et contre l'occupation de l'armée rouge. On pouvait compter alors, selon certains témoignages, jusqu'à un millier de participants au milieu des années 1980. Cette rencontre annuelle a créé un noyau dont a émané l'organisation « jeunes artistes pour la paix », dont la déclaration constitutive a recueilli 600 signatures, en 1986.

Le 8 décembre 1988, le MKJL, club pour la paix de John Lennon, a été constitué, en soutenant entre autres les personnes emprisonnées pour leur activité dans l'*underground* (organisation de concerts...)

Le 16 avril 1988, l'association pacifiste indépendante-initiative pour la démilitarisation de la société (NMS-IDS) a été créée pour promouvoir l'annulation du service militaire. Elle a entretenu des relations avec le WiP en Pologne, avec le CND en Grande Bretagne, le DG en Allemagne. Elle aura comme porte parole Marvanová (plus tard, politicienne de l'Union pour la liberté US) et J.Diensbier (plus tard, politicien de la social-Démocratie ČSSD.)

L'écrivain Petr Placák, dissident et fils de dissident, a essayé d'allier écologie, humour, monarchie et refus de toute autorité dans le parti « Les enfants tchèques » (České děti.) Cette initiative, réunissant d'importants artistes de l'*underground* tels que Magor et J.Topol, a été à l'origine de manifestations humoristiques telles les manifestations dans le parc de Stromovka aux cris de « Vivent les arbres. »

L'initiative la plus importante et sérieuse était sans aucun doute la société écologiste constituée au sein de la Charte 77 autour de Ivan Dejmal. Elle créait le lien personnel et idéologique avec le sommet du monde de la dissidence.

Il faut noter aussi l'importance des thèmes écologistes dans les multiples associations apparues en 1989 telles que les mères tchèques etc. Le parti radical (représenté au Parlement italien par l'actrice porno la Ciciolina), soutenant un discours droit-de-l'homme et humoristique a été rejoint par le très écologique Ivan Jirous-Magor et complété par une branche tchèque dirigée par le très anti-communiste Petr Cibulka.

Toutes ces organisations ont participé activement aux manifestations de 1989.

Après 1989, les initiatives isolées et associations indépendantes se sont multipliées. Le parti vert tchèque ČSZ a été constitué juste après 1989, mais a aussitôt été dénoncé par Dejmal et d'autres importants du monde écologiste comme une initiative douteuse des services secrets. La plupart des anciens dissidents écologistes se lançant en politique dans le nouveau régime ont fait le choix d'entrer dans des partis non constitués sur des critères écologistes. Dejmal et Bursík sont entrés dans des partis chrétiens démocrates (respectivement KDS et KDU ČSL), les Kužvart au parti social démocratique. Enfin, la revue intellectuelle Literární noviny, dirigée par Jakub Patočka, voulait constituer une base intellectuelle au mouvement vert.

Une première tentative de structuration du mouvement a été la constitution du parti vert SZ au début des années 1990. Ce parti se définissait plus à droite et moins radical que ses semblables occidentaux. Il refusait toute collaboration avec le parti communiste. Le parti centriste post-dissident OH le considérait comme un partenaire de coalition potentielle. Mais le bruit ayant couru qu'il s'agissait de cryptocommunistes explique largement l'échec électoral de ce parti, très populaire à ses débuts. Les électeurs du parti vert SZ, dans les années 1990 votaient finalement pour le parti de droite civique démocratique ODS, puis plus tard pour le parti Union de la liberté US⁶⁸⁸.

Le Forum de Brandýs en 2001 a été l'occasion de la rencontre de quatre partis du centre-droit opposés à l'accord d'opposition (la coalition parlementaire entre le parti Civique Démocratique ODS de Klaus et le parti Social Démocrate de Zeman). Décidant de représenter contre ces « politiciens pragmatiques » la vraie « société civile », ils décident d'accorder des places sur leurs listes à des représentants de la société civile. Des écologistes ont alors été invités, tels Jakub Patočka, Martin Prokop du mouvement écologiste conservateur Duha, Petr Pospihál du comité d'Helsinki pour les droits de l'homme, Alena Müllerová, dirigeante des manifestations du mouvement *TV chose publique*.

⁶⁸⁸ Pečinka Pavel, *Zelená zleva*, d. G plus G, Prague 2002.

Le nouveau souffle donné au parti vert à partir de 2002, suite à l'effondrement des soutiens aux autres partis centristes, a amené un regain d'intérêt pour ce dernier. Les OMS écologistes ont mis en place une stratégie d'adhésion au parti pour le changer de l'intérieur, sous l'impulsion de Jakub Patočka. Le parti décide de se lier symboliquement au monde de la post-dissidence, de l'humanitaire et de la société civile. L'entrée au Parlement du parti vert en 2005 le mène à former une coalition avec les partis chrétiens démocrates et civiques démocratiques ODS. Ceci provoque une crise, le parti ne sachant s'il doit se considérer comme de droite ou de gauche, mais connaissant un rejet net pour l'ODS (comme pour le parti communiste et dans une moindre mesure, pour le parti Social Démocrate et son leader.) Les activistes droits-de l'hommes du parti, socialisés au discours des anciens dissidents, constituent la frange de centre-droit, alors que les activistes environnementalistes, socialisés aux discours du mouvement international, s'identifient plutôt avec la gauche.

e) Le monde de l'humanitaire

Le monde de l'humanitaire et celui des droits de l'homme est constitué par toute une série d'organisations. Au sommet de ce monde, *Člověk v tísni*, « personne dans le besoin », ainsi que le comité d'Helsinki. Ces organisations se veulent dans la continuation de l'esprit de la Révolution de 1989 et se lient directement au monde de la dissidence.

On y retrouve autant le police-watch OPH, le centre de conseil aux réfugiés (PPU) créé par Dana Němcová, que Berkat (créé entre autres par SOS Tchétchénie),...

L'état de grand dans l'humanitaire

Etre grand dans l'humanitaire permet, presque au même titre qu'ancien dissident, d'apporter une caution morale à une cause par sa propre présence. Cet aspect de la grandeur n'a pas besoin d'être plus approfondi, tant il se recoupe avec une problématique déjà traitée pour d'autres époques et pour d'autres sociétés⁶⁸⁹.

L'état de grand de l'humanitaire permet de légitimer, par sa présence, les causes de nature humanitaire. C'est ainsi qu'il faut comprendre la présence de Šimon Pánek ou de Tomáš Pojar,

⁶⁸⁹ Par exemple, Boltanski L., , *L'amour et la justice comme compétences*, Métailié, Paris 1990., Dauvin P., Siméant J., *Le travail humanitaire*, Presses de Sciences Po, Paris 2002.

lors des manifestations concernant la Tchétchénie ou encore celle d'Igor Blaževic, de Jaromír Štětina et de Dana Němcová (qui portent, eux deux, la double casquette d'humanitaire et de dissident), de Petra Prochazková ou encore la présence de Šimon Pánek et de Tomáš Pojar lors des manifestations de *Télévision chose publique*.

f) Le monde des anarchistes

Les anarchistes tchèques puisent dans les mêmes références idéologiques internationales que ailleurs dans le monde occidental, même s'il est vrai qu'il existe des aspects spécifiques à l'histoire de l'anarchisme tchèque⁶⁹⁰. Le monde actuel des anarchistes tchèques ne s'est toutefois constitué qu'après 1989. Certes, des représentants de la gauche radicale ont participé de la dissidence, tel l'écologiste anciennement trotskiste Petr Uhl, mais aussi des intellectuels de gauche aux tendances anarchistes tels Egon Bondy, Alexandr Kramer, Vladimír Řiha etc. Ces derniers ont néanmoins participé plus à la construction du monde de la société civile et de la post-dissidence, après 1989, qu'à la construction des groupuscules anarchistes.

En 1988 et 1989, Petr Uhl et Egon Bondy collaboraient dans *Levá Alternativa*, l'alternative de gauche. Dans ce cadre, nous pouvons retrouver des individus qui participaient à l'association indépendante pacifiste et à la Fédération tchécoslovaque Anarchiste (structure extrêmement restreinte), tels Roman Laude et Ladislav Novák. Juste après la Révolution de 1989, le 18 juillet, l'alternative de gauche devient une organisation officielle, comptant parmi ses membres Jakub Polák, un des rares activistes anarchistes de l'avant 1989 et l'un des plus éminents. L'alternative de gauche fonctionnait, au début des années 1990 dans le cadre du forum citoyen (OF), plateforme de la post-dissidence. C'est l'alternative de gauche qui a rétabli l'ancienne tradition de manifestations trockisto-anarchistes pour le premier mai sur l'île aux archers et ce dès 1990. Ces manifestations étaient l'occasion de déterminer les rapports de forces entre les différentes tendances de l'extrême gauche. L'alternative de gauche devient le partenaire de la LCR, en France et avec le secrétariat unifié de la IV internationale. Ce groupement de gauche avait toutefois tendance à se sentir à l'étroit, dans le cadre du forum citoyen, en compagnie d'une aile droite de plus en plus radicale représentée par Klaus. En 1992, l'identité de gauche a pris le pas sur le monde de la dissidence. L'alternative a décidé de collaborer avec le parti communiste, ce qui fut fatal à l'institution et provoqua des départs en masse de ses militants. Sa dernière action

⁶⁹⁰ Tomek, Václav, *Ideologie českého anarchismu*, éd.. Academia, Prague 1988.

d'éclat était une manifestation de rue réunissant 2000 personnes contre les nouvelles inégalités sociales symbolisées par un bal, en février 1992⁶⁹¹.

Les aspects anarchiques de l'*underground* tchèque ont déjà été évoqués. Parmi les quelques centaines de punks et autres participants au monde de l'*underground*, rares sont ceux qui se considéraient comme politisés et ouvertement anarchistes. Le monde des anarchistes qui se constitue dès la fin 89 prétend être, (lui aussi) le sommet politique de ce monde de l'*underground*. Le premier pas vers la constitution de ce monde a été la constitution de l'association tchécoslovaque anarchiste ČAF en août-septembre 1989. En tant que sommet d'un nouveau monde constitué, la ČAF a servi alors de plate-forme et de représentation aux multiples cellules anarchistes qui sont apparues dans tout le pays en 1990 et 1991. Les créateurs de ce monde étaient principalement Jakub Polák et Petr Bergmann. La liberté d'opinion apparue après 1989, le rejet de toute autorité classique chez la jeunesse adolescente, mais aussi les premières réformes libérales sont la source de la politisation des jeunes amis de la scène musicale punk et hard rock que constituait la jeunesse de l'*underground*. L'idéologie anarchiste était évidemment façonnée par Proudhon et Bakounine, principalement. Les contacts avec les anarchistes allemands ont convaincu rapidement les Tchèques aux activités manifestantes.

Un des thèmes majeurs de l'après-89 était pour les anarchistes le rejet du service militaire. On note deux manifestations à Prague sur ce sujet, ainsi que plusieurs autres en province pour la seule année 1991. Les autres thèmes étaient le soutien aux religions alternatives, la préférence à la prévention pour les drogues plutôt qu'à la répression. L'antifascisme, thème importé de l'occident, est devenu rapidement un des piliers de l'anarchisme tchèque⁶⁹².

Les premiers conflits physiques entre anarchistes et extrême droite en 1990 ont abouti à la création de plusieurs initiatives antifascistes dès 1991. L'antifascisme devient alors l'un des éléments définissant le monde anarchiste, à côté des manifestations et des confrontations aux forces de l'ordre.

A partir de la seconde moitié de l'année 1991, les rapports de forces entre les anarchistes antifascistes et skinheads néo-fascistes deviennent violents et réguliers, provoquant des blessés

⁶⁹¹ Bastl Martin, *Rádikální levice v České Republice, devadesátá léta dvacátého století*, Masarykova Univerzita v Brně, mezinárodní politologický ústav, Brno 2001 p. 22-25.

⁶⁹² Bastl Martin, *Rádikální levice v České Republice, devadesátá léta dvacátého století*, Masarykova univerzita v Brně, mezinárodní politologický ústav, Brno 2001 p. 56-62.

graves⁶⁹³. Ces mondes commencent alors à se définir l'un contre l'autre, ce qui explique l'engagement, fin 1991, du monde anarchiste dans la lutte contre le racisme et pour la collaboration avec les organisations roms. Le congrès national roms, collaborant avec les anarchistes, a finalement choisi de limiter ses collaborations politiques à Havel et à son entourage.

Une grande partie des activistes du monde anarchiste étant commune au monde écologiste, cela explique l'engagement des organisations anarchistes pour les droits des animaux, avec la constitution, entre autres, du Front de Libération des Animaux, ALF.

L'opposition à la séparation tchécoslovaque, en 1992, a réuni et consolidé le monde anarchiste. La revue A-kontra joue alors un rôle de premier plan, tentant d'allier l'héritage de l'*underground* (revue Vokno) et l'idéologie anarchiste.

La question de la collaboration avec le parti communiste a mené à l'effondrement de la ČAS, fin 1992. Le mouvement anarchiste est depuis divisé, avec quelques organisations qui seront phares. Les grandes tendances idéologiques (trotskistes, anarcho-syndicalistes, féministes) et les goûts musicaux (punk, hard rock) constituent la base des regroupements anarchistes. Les tendances fortement anti-parti communiste prédominent. Créée en 1996, la section tchèque de la fédération anarchiste anti-fasciste AFA devient un des agents sociaux majeurs de ce monde.

Un autre moyen d'activer ses membres, en collaboration avec les mondes écologistes, dans le cadre du monde de l'*underground*, était l'organisation de manifestations de rue festives communes appelées *street party*. « Penser global, agir local » était le thème de la première *Street Party*, organisée le 16.5.1998 qui se voulait alter-mondialiste. Le succès de l'opération inattendue (plus de 3000 participants) s'est achevé par une intervention policière très controversée. Depuis, cette réunion d'alter mondialistes, principalement coordonnée par les rédacteurs de la revue anarchiste *konfrontace*, s'est répétée plusieurs fois par an, dans différentes villes. Il s'agit d'une grande fête, dans la rue, comprenant musique techno très forte, banderoles et rencontres amicales.

⁶⁹³ Bastl Martin, *Rádikální levice v České Republice, devadesátá léta dvacátého století*, Masarykova univerzita v Brně, mezinárodní politologický ústav, Brno 2001 p. 21.

Par exemple, le 5.6.1999, on estime à environ 8000 le nombre des participants à une *street party*. Cette action est devenue une protestation contre le bombardement de la Yougoslavie⁶⁹⁴ et a provoqué des jets de pierres contre l'ambassade américaine.

Les manifestations contre le FMI et la Banque mondiale, en 2000, a été l'occasion de renforcer les initiatives du monde anarchiste, par l'intermédiaire de *Food No Bomb* ou encore de INPEG, la plate-forme de coordination des manifestations anarchistes-écologistes, devant assumer le bon déroulement des activités des alter mondialistes..

Les relations du parti communiste avec les différentes organisations anarchistes sont à l'origine de conflits, notamment en raison des tentatives de récupération des manifestations anarchistes par les jeunesses communistes. Certaines organisations, comme les trotskistes SOP reçoivent de larges subventions des communistes en échange de leur collaboration. Pour le monde anarchiste, les communistes et les nationalistes restent deux maux à éviter. Ce monde se définit pourtant comme très majoritairement d'extrême gauche⁶⁹⁵.

g) Le monde de l'extrême droite

Si l'on peut retrouver actuellement des éléments de récupération idéologique de l'extrême droite tchèque d'avant la seconde guerre mondiale, ainsi que des références ouvertes, il n'y a pas eu de continuité entre ces mondes séparés par 40 ans de communisme. Néanmoins, nous retrouvons dans certains groupes skinheads du début des années 90 des allusions, voire un culte pour des organisations fascistes antisémites et perçues comme pro-hitlériennes de la Première République. L'antisémitisme était toutefois alors répandu dans tout le spectre politique tchèque, les juifs étant perçus comme des alliés potentiels des nations de langue allemande. L'extrême droite était alors liée au nationalisme tchèque de groupes luttant pour l'Etat nation et s'opposant au « réalisme » de Masaryk⁶⁹⁶. Les groupes et partis s'opposaient aussi au marxisme, à la franc-maçonnerie et généralement soutenaient des conceptions pan-slavistes. Ils représentaient toutefois moins de 8%

⁶⁹⁴ Bastl Martin, *Rádikální levice v České Republice, devadesátá léta dvacátého století*, Masarykova univerzita v Brně, mezinárodní politologický ústav, Brno 2001 p. 63-64.

⁶⁹⁵ Le journaliste R.Špaček se définit, par exemple, comme une anarchiste de droite, ultra-libérale.

⁶⁹⁶ Miroslav Mareš, *Pravicový extremismus a radikalismus v ČR*, Barrister&principal, Prague 2003 p. 109 et 110.

des votes toutes tendances confondues, ce qui, loin d'être négligeable, restait largement minoritaire⁶⁹⁷. Les perceptions du danger pour la nation provoqué par les amputations territoriales du traité de Munich expliquent un renforcement des tendances nationalistes et autoritaires durant la Seconde République (1938-1939), menant à un régime autoritaire.

L'extrême droite, fortement combattue par le régime communiste, a presque disparu du pays de 1948 à 1989. Bien que le régime utilise fortement une légitimité nationale, voire nationaliste, les groupes extrémistes étaient associés à l'hitlérisme et rejetés fortement. Le régime communiste a organisé des campagnes antisémites lors des procès staliniens, ainsi qu'après l'invasion de 1968. Un autre élément en était la politique d'intolérance face aux populations Roms, comprenant les assimilations forcées, l'interdiction de la vie de voyage. Le discours fortement nationaliste du régime peut expliquer aussi le racisme et l'intolérance face aux étrangers en général, dont on note régulièrement l'existence. Du côté de la dissidence, autant les mouvements anti-communistes d'extrême gauche étaient acceptés (mouvement de la jeunesse révolutionnaire, par exemple), autant jamais le moindre extrémiste de droite n'a jamais été associé aux mouvements d'opposition⁶⁹⁸.

L'après 89 a été l'occasion d'une souveraineté retrouvée et sur le marché politique, de nombreuses initiatives extrémistes ont fait leurs apparitions. Les très nombreuses incohérences idéologiques de ces groupes (comme les nazis tchèques nationalistes) et la grande fluctuation de leurs membres les plus actifs nous amène à étudier l'extrême droite comme un monde de justification structuré par ses positions par sa capacité de mobiliser et par ses thèmes, sans que la cohérence idéologique n'influe sur le monde de la justification. Ces fortes incohérences sont aussi expliquées par la faible structuration de ce monde.

Les groupes sont organisés suivant des partis, des groupes d'intérêts, autour de médias, de participants à des activités de subcultures communes (concerts etc.) et d'organisation de militants et de terroristes.

Le début des années 90 a vu tout d'abord apparaître des mouvements que Mareš classe en quatre types⁶⁹⁹:

- des individus ou groupes s'inspirant de l'extrême droite occidentale, entre autres, française et américaine pour créer des partis politiques. Il s'agit notamment de Miroslav

⁶⁹⁷ Miroslav Mareš, *Pravicový extremismus a radikalismus v ČR*, Barrister&principal, Prague 2003 p. 131.

⁶⁹⁸ Miroslav Mareš, *Pravicový extremismus a radikalismus v ČR*, Barrister&principal, Prague 2003 p. 160-168.

⁶⁹⁹ Miroslav Mareš, *Pravicový extremismus a radikalismus v ČR*, Barrister&principal, Prague 2003 p. 180-181.

Sládek et de ses amis, qui ont créé le parti portant le nom de « Association pour la république, parti républicain tchécoslovaque », qui est entré au Parlement.

- Les individus tentant de faire renaître, en accord avec une tradition familiale, des structures et conceptions d'avant-guerre (catholicisme traditionaliste, antisémitisme, tendances autoritaires.)
- Des exilés tchèques aux Etats Unis qui revenant au pays, tentent de faire vivre les conceptions de groupes auxquels ils étaient attachés en Amérique (Maccartisme, antisémitisme, souvent rattachés aux groupes les plus conservateurs du parti républicain.)
- La subculture skinhead ; apparue dans la seconde moitié des années 80, qui se démarque du monde punk et *underground*, se rattachant à une dimension raciste. Le début des années 90 connaît un fort développement des crimes racistes skinheads.

Toujours d'après Mareš, nous pouvons constituer trois phases de l'évolution de l'extrême droite tchèque :

1. De 1989 à 1992, ce monde se constitue.

Le parti de Sládek tente de récupérer la sympathie des mouvements skinheads en fort développement. Des groupes de skinheads se donnent des noms, se réunissent à l'occasion de concerts du type du groupe Orlik, organisent des actions violentes contre les anarchistes ou les Roms.

2. 1993 à 1998, structuration

Le parti de Sládek, entre au Parlement fédéral en 1992 avec 6,5% des voix et au Parlement tchèque, après la partition, en 1996, avec 8% des voix. Les conceptions nationalistes sont anti-catholiques et pro-hussites, sont tchécoslovaquistes (sic!), anti-sémites, anti-roms et autoritaires.

3. Depuis 1998 des mouvements au sein des structures d'extrême droite

Les échecs électoraux ont amené les politiciens de ce parti à s'engager en masse dans différentes organisations, à tenter de structurer les mouvements post-skin et à constituer de nouveaux partis. *Národní Odpor* en fut l'une des occasions.

Les concerts sont devenus le moyen de structuration le plus efficace. Leur rentabilité est assurée par l'invitation de néo-nazis allemands au pouvoir d'achat supérieur. Le second moyen, sont les manifestations autorisées et régulières contre les anarchistes et l'extrême gauche.

Les participants à des mouvements d'extrême droite semblent être en progression vertigineuse depuis 1999 (d'après les travaux d'observation de l'association *Tolerance*)⁷⁰⁰.

3. LA DIMENSION SOCIOLOGIQUE ET ANTHROPOLOGIQUE DES MONDES SOCIAUX

Les mondes sociaux définissent ce qui est important et ce qui ne l'est pas, ce qui est en haut et ce qui est en bas ainsi que les qualités qui sont nécessaires pour obtenir certains *états*, dans ces mondes.

La compétition entre mondes sociaux pour la définition du sens porte un enjeu de pouvoir et peut devenir l'enjeu d'ambitions personnelles ou de groupes. Il ne s'agit toutefois que d'un enjeu parmi d'autres. La « victoire » d'un monde social sur l'autre détermine aussi et même peut-être avant tout quelle est l'identité nationale des Tchèques, quelle est la forme de la citoyenneté dans ses grandes interprétations.

Cet aspect des choses est très bien connu des politiciens. Et ce n'est pas par hasard si la critique des écologistes et des verts se recoupe souvent avec la critique que font les conservateurs d'un certain mode de vie, d'un type de tenues vestimentaires, etc. Considérer par exemple des manifestants comme des extrémistes par avance peut déterminer la conception de l'homme et de sa vie en société, telle qu'elle existe en République tchèque.

Un autre enjeu est l'imaginaire de la nation. La nation n'est évoquée que lors des manifestations de rue les plus grandes. Mais elles sont l'occasion de détermination des normes et conventions.

⁷⁰⁰ Leurs manifestations de rue sont régulièrement filmées et documentées par l'association. Il s'agit de rassemblements réunissant des membres de tout le pays, environ toutes les deux semaines. Les principales organisations sont Narodni Odpor (résistance nationale), delnicka strana (le parti ouvrier.)

Il est à remarquer que la professeur Vladimíra Dvořáková, dans son article « Anatomie radikálních a krajně pravicových stran » [anatomie des partis radicaux et d'extrême droite], Listý 2/2006 considère que ces derniers ne devraient pas avoir d'influence décisive sur la scène politique tchèque. Toutefois, face au phénomène, il devient urgent de mettre en place un système de défense de la démocratie.

a) Les mondes dans la société

Dans nos observations, les individus participent à la construction de mondes, s'insèrent dans ces derniers, utilisent leurs justifications, construisant ainsi des stratégies complexes. La mise en place du monde de la dissidence tchèque est un exemple de stratégies de la réutilisation du monde de l'intellectuel et de l'artiste pour le transformer, le reconvertir, le réinterpréter en un monde de la société civile.

Ces mondes sociaux constituent une ossature de société, une structure dont la connaissance aide les individus dans la construction de leurs stratégies. Nous verrons que connaître un monde et les personnes en ayant les plus grands états, savoir comment il fonctionne est une ressource utilisée par les organisateurs de manifestations.

Il ne s'agit toutefois pas d'une structure fixe, mais constituant un ensemble d'arguments, qui ne prennent corps que dans la pratique de leur utilisation⁷⁰¹. Un ancien dissident ne devient un grand de la société civile que s'il décide de s'y engager, d'en défendre les causes et de justifier de son état par la continuité discursive avec son passé. Ce sera le cas de Schwarzenberg, de Petruška Šustrová, de Jiřina Šiklová, que l'on retrouve entre autres à s'engager pour des causes, dans l'organisation de manifestations. Alexandre Vondra, Jan Ruml, Martin Mejstřík par exemple, ne se sont engagés que dans des thématiques anti-communistes, pro-américaines ou encore s'opposant à l'impérialisme russe. Le passé de grand de la dissidence n'en fait pas systématiquement, dans ces cas, des grands de la société civile. Ils ne le sont que concernant certaines thématiques précises.

Les individus utilisent les arguments justificateurs en ce qu'ils constituent en même temps des représentations, dont l'économie quotidienne connaît des règles régulières. Ainsi, la symbolique et le sens des choses sont des lieux de marchandage, d'échanges mais aussi de conflits entre groupes sociaux⁷⁰². L'exemple de Brož, que nous avons développé précédemment, montre comment nous pouvons convertir une représentation en une autre, dans une économie complexe, lors du mouvement *Merci, mais Partez*. Mais l'organisation de ces manifestations de *Merci, mais*

⁷⁰¹ Nous ne faisons ici que suivre la rupture avec la pensée de Lévi Strauss entamée en son temps par Bourdieu, déjà.

⁷⁰² Nous considérons, ici aussi comme Pierre Bourdieu, que ces conflits concernent des groupes sociaux et non des classes sociales. Nous nous insérons toutefois dans une perspective Boltanskienne en ce que nous déterminons ces groupes comme des mondes sociaux. Les conflits personnels entre ces deux grands sociologues ne nous empêchent pas de considérer que leurs perspectives ne sont pas toujours contradictoires et sont même, dans ce cas, compatibles.

Partez sera le moyen de mobiliser les partisans de la démocratie subsidiaire, s'opposant à un pouvoir relevant du centralisme national.

Tout comme l'observait Bourdieu, mais aussi Boltanski, nous pensons qu'il faut dépasser l'opposition entre structure et agent ou, comme le conceptualisent les Anglo-saxons, entre *structure et agency*. Les agents, dans notre étude, ne sont pas déterminés entièrement par des structures les dépassant, les mondes sociaux. Sinon, comment expliquer l'apparition de nouveaux mouvements protestataires, tels ceux de *Télévision Chose publique* où un monde professionnel peut voir ses structures et le sens de son action réinterprétés par les individus qui le constituent ?

Toutefois, la critique d'un structuralisme trop poussé, telle que celle de Touraine (qui se veut du côté de la liberté), structuralisme retrouvé parfois même chez Bourdieu, connaît toutefois les limites dans notre étude. Les individus ne sont pas non plus créateurs libres et rationnels des activités sociales. L'action et le sens ont de fortes tendances à se couler dans des formes qui existaient auparavant. Changer la forme et le sens représente un coût que tous ne peuvent se permettre de payer. C'est pourquoi nous avons pu observer tant de réutilisations de mondes déjà existants.

Les conflits entre les mondes sociaux constituent une séparation entre dominés et dominants. La supériorité d'un groupe sur un autre est une question d'interprétation, et, dans une certaine mesure, de capacité à convaincre. Puisque l'on utilise la gestion du sens pour dominer, pour convaincre, la capacité à argumenter marche.

Pourquoi ? La domination n'est pas le seul moteur de l'action sociale. Certains décident d'accepter de perdre un pouvoir pour un sens auquel ils croient : certains parents acceptent de perdre volontairement leur domination sur leurs enfants, certains politiciens quittent leur parti pour le bien de ce dernier. Des particuliers font des dons d'argent aux organisations humanitaires. Certes, comme le dirait Bourdieu, ils en sont symboliquement récompensés par leur perception d'eux-mêmes, leurs convictions. Mais il y a un choix, ici, fait par l'individu, qui va à l'encontre de l'obnubilation de la domination et de la prison de la détermination sociale. Le principe marxiste, rendu avec beaucoup plus de finesse chez Bourdieu, impliquant qu'on a le point de vue de notre position sociale, n'est vrai qu'en partie.

Ni la domination ni la hiérarchie ne peuvent être l'enjeu principal. La gestion du sens peut avoir d'autres raisons et le sens peut être la raison de l'action. Si la hiérarchie est une question d'interprétation, elle n'est pas claire et le partage dominant dominé non plus.

Dans cela, nous comprenons et partageons, dans une certaine mesure, la critique de Bourdieu. Il ne s'agit pas de tomber dans l'excès inverse et ne pas voir le poids des structures mentales et sociales sur notre société, ce qui nous apparaît parfois chez lui.

La posture du sociologue engagé, chez Touraine comme chez Bourdieu, après 1968 peut expliquer la dénonciation du poids des structures dominantes, chez l'un et la foi dans le militantisme qui veut changer le monde, chez l'autre.

L'approche pragmatique dans l'étude des mobilisations, c'est-à-dire l'utilisation d'une sociologie politique pratique et pragmatique du monde tchèque nous semble être celle qui laisse une liberté d'action à l'individu, tout en présentant les mondes de justifications dans lesquels il s'insère. Elle pose un peu question, aussi. Elle est toutefois un pont pour rejoindre la sociologie américaine de Chicago⁷⁰³, tout en lui donnant la profondeur d'éléments de la stabilité sociale des structures de sens.

L'étude pragmatique des manifestations est l'occasion de mettre à mal l'illusion selon laquelle seul existe *l'espace public* et les citoyens, la société civile et l'opinion publique se fondant dans l'activité délibérative des groupes non étatiques.⁷⁰⁴ Elle nous offre aussi des clefs pour expliquer comment le passé ressurgit parfois⁷⁰⁵.

⁷⁰³ Voir Cefaï D., Trom D.(eds), *Les formes de l'action collective, Mobilisations dans des arènes publiques*, éd. de l'ehecs, Paris 2001.

⁷⁰⁴ Pour J.Habermas, par exemple, la société civile constitue l'ensemble des réseaux actifs dans l'espace public politique qui ne relèvent ni de l'appareil administratif et gouvernemental, ni du système marchand. Elle est le sujet de l'opinion publique – l'opinion qui se forme par l'usage public de la raison (voir FRYDMAN, Benoît, « Habermas et la société civile contemporaine », in Frydman B., (ed.) *La société civile et ses droits*, Bruylant, Bruxelles 2004,(p.125 et les suivantes.)

L'espace public est alors une caisse de résonance. Le cœur de la société civile est donc constitué par un tissu associatif qui institutionnalise dans le cadre d'espaces publics organisés les discussions qui se proposent de résoudre les problèmes concernant les sujets d'intérêt général. (Habermas, J., *Droit et démocratie. Entre faits et normes*, Gallimard, Paris 1997, p. 394.

Nous voyons bien dans notre étude que des OMS peuvent créer de nouveaux questionnements et non pas répercuter ceux existants et ce pour des raisons de logique des structures. Par ailleurs, nous voyons ici que la société civile est aussi un monde social ayant des interprétations locales et structures variantes.

⁷⁰⁵ Nous retrouvons, par une autre voie, les questionnements présentés par Mink G., Neumayer L. (réd) *L'Europe et ses passés douloureux*, La Découverte, Paris 2007.

b) Les mondes postcommunistes

Dans l'étude des pratiques, l'importance des mondes sociaux apparaît aussi lorsque l'on prend une perspective d'études post-communistes. Dans le cas de la recomposition politique opposant les centralistes nationaux aux démocrates subsidiaires, déterminant de nombreux domaines des manifestations, nous nous sommes aperçus de l'importance du monde post-dissident, entre autres, mais aussi de ceux de l'*underground* etc. Le post-communisme constitue une société spécifique, mais pas comme un facteur indépendant et séparable. Le poids de l'héritage communiste joue ici par l'intermédiaire des mondes sociaux et de leur évolution.

L'approche de la *path dependency* ou dépendance par rapport au chemin suivi, fait alors sens, mais uniquement dans le cadre de cette approche néo-institutionnaliste, pragmatique. Enfin, cette approche ne doit pas être comprise comme un moyen de déterminer les changements, mais plutôt comme un soutien permettant de donner sens aux événements, de reconstituer les rationalités d'agents sociaux, les structures des mondes intervenant. C'est la reconstitution des chemins suivis par les mondes sociaux qui nous ont permis de comprendre les jeux, enjeux et positions des organisateurs des manifestations de rue.

Nous considérons l'ensemble de ces mondes comme des ressources utilisables dans les mobilisations. Ceci permet d'en souligner la capacité de changement, la liberté individuelle qui y règne. Les considérer comme des institutions permet d'un autre côté de mettre en avant le poids de ces structures sur l'action à venir. Car la structure du marché des ressources a une influence sur la structuration de l'action et donc la différenciation entre structures institutionnelles et ressources est, ici, artificielle.

La question du caractère faiblement protestataire des sociétés communistes est aussi explicable, en partie, par les mondes sociaux. C'est même au contraire la limitation des capacités à socialiser aux discours de mondes sociaux qui explique la difficulté à mobiliser. Pour dire cela autrement, mobiliser sans une cause commune, une interprétation commune et sans organisateurs dont on

sait ce qu'ils représentent est difficile. Ceci est une explication complétant et non contredisant les théories⁷⁰⁶ de type structurel.

c) Les mondes sociaux face aux paradigmes de l'international

Nous avons pu observer, aussi, des phénomènes d'internationalisation et en particulier d'Européanisation de mondes sociaux. Le succès de la constitution du monde anarchiste et des mondes de l'extrême droite ne pourrait s'expliquer sans l'influence des relations avec des mondes similaires occidentaux et dans notre cas particulier, allemands principalement.

L'alter mondialisme et l'écologie locale s'insèrent dans des mondes de justifications internationaux, des structures de sens qui dépassent la seule République tchèque. Cependant, l'arrivée de Greenpeace et des grands thèmes internationaux ne doit pas donner l'illusion d'une homogénéité des mondes. Le monde tchèque de l'écologie, bien que s'insérant dans des justifications de nature internationale, est avant tout structuré au niveau national, se constituant sur l'héritage de l'*underground* et de la dissidence. Ceci explique, entre autres, comment un mouvement écologiste-pacifiste se retrouve à soutenir la construction d'un radar pour la base anti-missile américaine sur le sol tchèque.

d) De l'inséparabilité des mondes sociaux des pratiques sociales

Les mondes sociaux n'existent que dans la mesure où ils sont mobilisés. Ils sont des « justifications potentielles » qui expliquent les coalitions discursives anticipatrices, par exemple. La pratique peut amener des mondes sociaux à se scinder, car ils sont constitués eux-mêmes de mondes plus restreints que nous pouvons, pour des raisons heuristiques appeler secteurs (nous considérons ici que les mondes sociaux et les secteurs sont de même nature.)

La manifestation est une forme de tentative de mobilisation d'un monde, de constitution de coalitions entre plusieurs mondes ou encore de constitution d'un nouveau monde, pour y régner ou pour changer les esprits. Tous ne sont pas égaux face à cette pratique et certains mondes la

⁷⁰⁶ Pieter Vanhuysse, *Divide and Pacify – Strategic social policies and political protests in post-Communist democracies*, Budapest, CEU Press, 2006.

Mais aussi Greskovits Béla, *The Political Economy of Protest and Patience, East European and Latin American Transformations Compared*, Budapest, CEU Press, 1998.

favorisent plus que d'autres. Certains n'en acceptent que certaines formes⁷⁰⁷. L'étude de la pratique manifestante nous permet de découvrir à nouveau, que la société n'est pas plate...

⁷⁰⁷ Je rappelle ici les controverses chez les amis de la société civile qu'ont provoqué les brutalités des manifestants alter-mondialistes en 2000.

Chapitre 4

Eléments de modélisation

des règles du débat dans les arènes publiques

Nous allons tenter, dans ce chapitre, de proposer un modèle décrivant les règles de fonctionnement du débat dans les arènes publiques. Inspiré par nos analyses, ce modèle constitue un essai et non une étude.

Les mondes sociaux évoluent lors de l'utilisation de la pratique manifestante. Ils connaissent leur hiérarchie et arguments justificatifs modifiés, réinterprétés. Mais la manifestation est aussi l'occasion de la confrontation de différentes logiques, de différents mondes sociaux, permettant de donner des arguments à certains mondes plutôt qu'à d'autres. Nous avons appelé arène publique le lieu de confrontation de ces mondes sociaux⁷⁰⁸.

Les logiques de la confrontation argumentative suivent des règles complexes que nous avons essayé de modéliser⁷⁰⁹, sans toutefois reprendre l'ensemble des théories de Bourdieu et en les adaptant à notre propos.

⁷⁰⁸ Le terme d'arène publique est utilisé par Daniel Cefraï et Danny Trom dans leur ouvrage *Les formes de l'action collective, mobilisations dans des arènes publiques*, ed. ehess, Paris 2001.

⁷⁰⁹ Nous inspirant entre autres du paradigme kabyle de Bourdieu : dans son essai d'ethnologie « le sens de l'honneur » publié en 1972, Pierre Bourdieu décrit certains aspects de la « Culture » ou plutôt de la société kabyle. L'auteur n'emploie pas le mot de « culture » dans l'ouvrage, sans doute pour éviter de tomber dans des biais conceptuels présentant des structures immuables d'un imaginaire partagé qui nous permettrait d'avoir une explication causale et déterminée des actions, ce qui serait en profonde contradiction avec la pensée de Bourdieu. Par ailleurs, cette forme de description ne permettrait pas d'expliquer les différences de rationalités et d'actions provenant de la différenciation sociale. Bien au contraire, il propose de modéliser l'interaction comme un jeu comprenant un certain nombre de coups et de logiques différentes d'acteurs. Il y a une diversité des interprétations que chaque individu peut donner à une situation et une multiplicité de possibilités

Pour analyser le débat dans les arènes publiques, nous avons voulu déterminer la règle du jeu, proposer des outils d'observation et de description du débat et de ses agents, nous avons voulu reconstituer l'économie des formes légitimantes, pour enfin revenir à la question de la culture légitime.

1. LA RÈGLE

Nous avons tenté de construire un modèle de règles permettant de saisir l'interaction sur la scène publique de la démocratie tchèque.

Dans le cas de situations de confrontations (ou de dons), les règles de l'interaction et ses agents ordonnent le *sens de la légitimité du le débat dans les arènes publiques*⁷¹⁰. Une seule règle profonde est le moteur de toute ces actions :

d'actions dues entre autres au temps existant entre deux actions liées entre elles (l'une répondant à l'autre). L'incertitude qui en découle n'apparaît pas dans des modèles déterministes ou dans des interprétations trop figées. Concernant ce dernier point, la casuistique joue un rôle de premier plan.

On est alors en droit de se demander si l'ethnologie a un sens, s'il n'est pas possible de décrire une culture. Peut-on écrire quoi que se soit sur une « culture » sans tomber sous le joug de la critique méthodologique post-bourdieuvienne?

1. Les outils de l'observation et ceux de la description

Pierre Bourdieu voit dans le sens de l'honneur les règles de la pratique qui définissent un ensemble de relations dans la société kabyle. Il répond en décrivant tout un panel de situations dessinant les règles du défi et de la riposte mettant en jeu l'honneur, mais dont l'enjeu est aussi la hiérarchie sociale. Les interprétations de cette règle par chaque individu dépendent du cas et relève du wishful thinking (casuistique dans la pratique). Mais la règle du jeu n'explique pas l'ensemble des relations de la société kabyle.

Il présente donc son travail en trois parties distinctes : la première concerne les règles profondes des relations humaines des Kabyles, règles intégrées dans l'habitus (qu'il définit comme l'ensemble des dispositions ou encore comme une disposition cultivée) et qui sont basées sur le sens de l'honneur.

Dans la seconde partie, on peut découvrir et décrire le sacré. Le sacré est ce qui est attaqué par la remise en cause de l'honneur (en l'occurrence par le défi ou par le don). Il est mis en lumière par l'étude des règles de l'interaction qui en découle. Pour cette analyse, il se concentre sur la description et l'étude du *nif*, le point d'honneur, un moteur de l'action en tension, face à une remise en cause qui « appelle » réponse.

Enfin, en dernière partie, analysant les formes de l'interaction (défi ou don), il décrit l'éthos de l'honneur et donc le système mysthico-rituel. Cette structure des référents et de l'imaginaire décrite, il propose de modéliser suivant un biais économiste l'action des individus ou des groupes. Les acteurs participent à un jeu suivant des règles et un cadre pré-établis, dont le but serait l'augmentation d'un capital symbolique et matériel.

2. La règle et ses corollaires :

Je rappelle la règle structurant l'habitus des Kabyles ainsi que ses trois corollaires, nous en verrons plus loin les raisons. La règle : « pour qu'il y ait défi, il faut que celui qui le lance estime celui qui le reçoit digne d'être défié, c'est-à-dire capable de relever le défi, bref, le reconnaisse comme son égal en honneur ... » : Il s'agit du principe de la reconnaissance mutuelle de l'égalité en honneur.

Premier corollaire : le défi fait honneur

Deuxième corollaire : celui qui défie un homme incapable de relever le défi, c'est-à-dire incapable de poursuivre l'échange engagé, se déshonore lui-même.

Troisième corollaire : seul un défi (ou une offense) d'un homme égal en honneur mérite d'être relevé.

⁷¹⁰ et non le sens de l'honneur comme dans l'essai d'ethnologie kabyle de Bourdieu.

La règle : « pour qu’il y ait défi, il faut que celui qui lance le défi estime celui qui le reçoit digne de le relever, c’est-à-dire qu’il le reconnaisse comme son égal *légitime pour débattre dans des arènes publiques...* » (c’est le principe de la reconnaissance mutuelle de *l’égalité en légitimité pour débattre dans les arènes publiques*).

Les agents peuvent être de mauvaise foi et ce n’est pas leur sincérité qui sera le critère de la règle, en ce qui concerne le terme « estime. » On peut l’exprimer d’une autre manière, plus dynamique et stratégique, en soulignant que par le défi, celui qui le lance exprime la reconnaissance de l’égalité dans la légitimité de son adversaire pour débattre dans les arènes publiques.

Ainsi, les deux leaders des deux partis politiques principaux vont accepter un débat télévisé les opposant et par là vont se donner mutuellement la reconnaissance de leur égalité en droit dans un débat. Ils se présentent en tant qu’alternative l’un à l’autre. Cette règle, très proche de celle que Bourdieu dit être structurante de l’habitus des Berbères de Kabylie a aussi ses corollaires⁷¹¹.

- Premier corollaire : le défi fait exister dans le débat dans l’arène publique
- Deuxième corollaire : défier un agent incapable de relever le défi fait perdre sa propre légitimité.
- Troisième corollaire : seul le défi (ou l’offense) d’un homme égal dans la légitimité à prendre part au débat dans l’arène publique mérite d’être relevé.

Pour le premier corollaire, si le défi fait exister sur la scène publique, l’on peut exister sans prendre part au défi⁷¹².

Pour le deuxième corollaire, un tel défi fait-il vraiment perdre toute légitimité ? Et bien, sur la scène publique (ou encore politique) tchèque⁷¹³, l’art de la rhétorique comme l’éloquence et tout autre élément constituant les *capacités à convaincre* jouent un rôle de premier plan sur l’interprétation des événements, des actions et de la situation. Ainsi, c’est bien l’opinion publique qui juge. Nous verrons, dans un second temps, que le lien entre discours et position des agents sur l’échelle des légitimités multiples (ou plutôt, devrait-on dire étant donné l’importance de l’interprétation, sur les échelles multiples de la légitimité) n’est ni direct ni constant.

⁷¹¹ Dans notre adaptation, exister dans le débat public est à l’honneur, ce qu’est le sens de la légitimité dans le débat public au sens de l’honneur dans la société kabyle.

⁷¹² Condition suffisante et non nécessaire.

⁷¹³ Comme chez les Kabyles.

Un autre élément du jeu : l'absence de riposte (et donc la perte de légitimité) et le refus de la riposte (mépris, exprimant que le défi ne mérite pas d'être relevé, que l'adversaire n'est pas légitime), souvent ne diffèrent que par l'interprétation. Aussi, c'est la capacité à convaincre qui sera décisive.

2. LES OUTILS DE L'OBSERVATION ET CEUX DE LA DESCRIPTION

a) Le positionnement

Le positionnement⁷¹⁴ est donc la pointe de la position, de la stratégie mise en place dans la participation au débat dans l'arène publique, concernant la légitimité d'y participer. Qu'il s'agisse d'une action physique ou symbolique, le positionnement change la perception d'une situation de l'opinion publique. Il consiste en une série de coups, joués après l'élaboration d'une stratégie, tel un joueur d'échec avançant son pion.

Par la réaction, le positionnement, on peut reconstruire la cause qui l'a provoqué. Une légitimité remise en question, nous permet d'observer le « sacré ». Nous écrivons « sacré » entre guillemets, car il ne s'agit pas d'un *sacré* immuable, comme celui que décrivent les ethnologues, mais de référents ayant des forces légitimantes plus ou moins grandes et donc d'une évolution de la légitimité plus ou moins rapide. Il est inutile de ré expliquer que ce modèle n'empêche pas d'être conscient que ces référents sont plus ou moins légitimants en fonction des mondes sociaux. Le sacré est alors à la base de la production du sens.

b) Le monde social

Le positionnement observé ouvre sur l'agent et la rationalité, intervient sur l'interprétation (comme chez Goffman) et donc appelle à la réaction. L'observation des positionnements amène à identifier l'agent. Pour décrire l'agent, son monde social de rattachement, il nous faut décaler l'étude de celui-ci, même si l'étude du positionnement nous donne des éléments. Ainsi la description sera une liste ou le cas échéant, une typologie d'agents.

⁷¹⁴ Tout comme nous avons remplacé l'honneur dans la société kabyle par la légitimité dans le débat public, dans le parallèle fait entre notre modélisation et celle de Bourdieu, nous remplaçons le nife par la position.

Mais comment décrire ce que certains appellent une « culture politique » alors que le jeu en fait constamment changer le contexte et les buts ? Et bien, certaines formes de la légitimité changent moins vite que d'autres et certaines formes sont légitimantes à long terme et donc peuvent être considérées comme structurantes. Comment 'rendre' la multiplicité des choix possibles des agents pour faire 'ressortir' l'importance du choix ? Il nous faut alors différencier ce qui relève de la structure, de la situation et du contexte.

L'action, ou plutôt les interactions, deviennent intelligibles par la connaissance des agents, des possibilités d'action et des formes qu'elles peuvent prendre. Nous classons selon trois ordres les formes dans lesquelles l'action a tendance à se mouler : les *référents*, les *répertoires d'actions* et les *registres du débat*.

3. LES CERCLES DE L'ACTION OU L'ÉCONOMIE DES FORMES LÉGITIMANTES

Les actions ont tendance à se mouler dans des formes déjà existantes. Le terme d'existantes, veut dire ici faisant partie des répertoires d'actions d'un monde. Les individus étant plus ou moins socialisés aux mondes de justifications, ces formes seront plus ou moins partagées.

Par ailleurs, certaines peuvent être transformées, réinterprétées ou inventées. C'est de là que vient la frustration du chercheur face aux approches déterministes. Aussi, pour décrire de manière dynamique ce qui relève des rationalités, de la situation et du contexte, nous avons décidé d'utiliser trois concepts déjà évoqués : *les référents*, *les répertoires d'actions* et *les registres du débat* dans l'arène publique.

4. Les Référents

L'imaginaire partagé définit les référents. Nous utilisons des mots, des gestes qui sont compris de tous, qu'il s'agisse d'actes symboliques ou physiques. Le 17 novembre 1989 est par exemple un *Référent* important pour les Tchèques... Ainsi, le référent est construit par rapport à un groupe et peut *parler* à un groupe. Le monde du politique peut être celui de toute la société.

Si nous ne pouvons parler de la structure rigide des référents, ces derniers ne sont pas pour autant égaux les uns aux autres. Tout comme il y a des échelles de légitimité des participants au débat dans l'arène publique, il y en a pour les référents. Le brave soldat Švejk ne joue pas le même rôle

dans les imaginaires partagés que les autres héros de la littérature. Saint Venceslas a une « position autrement plus forte » que l'ancien Premier ministre Zeman entamant une polémique contre lui (bien qu'il soit mort.) Pour mesurer la position respective de ces référents (et éviter de nous limiter à une liste, qui est intéressante mais aussi subjective qu'est l'appréciation de l'art), il nous faut voir leur utilisation dans l'action.

Nous n'allons pas légitimer un référent par son utilisation. Les référents constituent des arguments qui peuvent être « joués » contre nous et il en découle des stratégies de leur utilisation ou non-utilisation. Le parti démocrate chrétien-populaire KDU ČSL, par exemple, dans un discours nationaliste, fera plus souvent allusion à Saint-Venceslas, le patron national, alors que des partis plus de gauche ou très nationalistes préféreront parler de Jan Hus.

Tactiquement, il est possible de renforcer des *Référents* facilement mobilisables pour renforcer sa propre position ou pour affaiblir un « adversaire ». On peut renforcer les outils permettant de construire plus ou moins facilement des interprétations, des justifications qui sont plus ou moins favorables aux agents. Václav Klaus fera un parallèle entre l'anti-américanisme des violents manifestants anti-globalisation et les attentats aux Etats-Unis liés à l'anti-américanisme des terroristes⁷¹⁵.

5. Les Répertoires d'action

Ceux-ci sont des *référents* partagés par toute la société ou bien uniquement par les membres du corps collectif; ils font partie de l'ensemble des possibles pour un agent à un moment donné. Il s'agit d'un concept issu des travaux de Charles Tilly sur les phénomènes révolutionnaires. Or, ils sont non seulement déterminés par les *Référents*, mais aussi par les mondes sociaux. Il y en a deux utilisations, une théorique et une pratique. L'imaginaire de ce qui se fait, de ce qui peut être fait, lié à la potentialité de faire un choix stratégique dessine le *répertoire d'actions*. Ne pouvant pas connaître ni observer les imaginaires et les potentiels avec précision Charles Tilly a été amené à voir les répertoires d'actions à travers la liste des actions qu'il a pu répertorier en France à une époque donnée. Ainsi les syndicats peuvent organiser des manifestations, faire des grèves, écrire des pétitions, réunir des meetings, organiser une insurrection... L'histoire des manifestations de rue, en France, nous montre par exemple à quel point il s'agit d'une invention récente, absente du répertoire d'actions il y a encore 150 ans.

⁷¹⁵ Ces phénomènes sont décrits assez finement en utilisant une modélisation dite de type « mobilisation des ressources » dans une optique stratégeste faisant tout de même une différence entre les stratégies conscientes et inconscientes. La description doit cependant être ouverte, pour rendre compte de la place laissée à l'invention, à la création des nouveaux référents.

Les enjeux de l'action sont diversifiés. Les actions sont choisies dans le répertoire en fonction de ces enjeux. Nous pouvons ainsi décider de manifester pour renforcer notre légitimité personnelle au sein d'un groupe, pour lutter pour une 'cause', etc. Dans notre modèle, nous ne parlerons que des *enjeux* de légitimité (étant donnée la règle structurante.) Pour cela nous différencierons les buts, liés à des stratégies conscientes, des *enjeux* qui sont fonction des évolutions des légitimités. Ainsi, il nous faut faire clairement la distinction entre les structures objectives (*enjeux, logiques d'évolutions*) et subjectives (*buts, stratégies.*) Les *structures d'opportunités*⁷¹⁶, ne faisant pas la différence entre structures objectives et subjectives, ne permettent d'être un modèle efficace de description de l'action que si celle-ci est menée par de bons stratèges, bien informés, ayant une vision générale que des clairs-voyants peuvent qualifier de « très fine » et proche d'un modèle rationnel, prévisible.

Nous proposons une typologie des répertoires d'actions légitimantes. Dans un modèle idéal (*Idealtypen* de Weber), nous pouvons distinguer trois axes. Il s'agit de la légitimité par le *Vrai*, le *Bien* et le *Réel*. L'action ne colle pas à ces types de légitimité de manière directe, mais par la *praxis*. Celle-ci amène à faire couler l'action dans la forme légitimante ou dans une constellation de formes légitimantes et par ce simple fait de creuser le lit d'une nouvelle forme légitimante.

Si l'on prend l'exemple d'un individu, il va par son action faire jouer la légitimité de celle-ci. Il sera l'homme de la situation car il sera « celui qui sait » (le spécialiste, l'expert, l'homme du secret, celui qui dit/sait ce qui est *Vrai*), « celui qui a raison » (l'intelligent, le sage, celui qui fait ce qu'il faut, ce qui est *Bien*) ou « celui qui peut » (a le pouvoir, donc est efficace, dont l'action est *Réelle*.) Evidemment, dans les jeux de légitimités étudiées, nous pouvons faire ressortir ces éléments, mais aucune action n'est abstraite et par ailleurs il s'agit généralement d'actions mettant en jeu les trois axes. En découle des tactiques légitimantes assez courantes : rétention d'informations (*le Vrai*), culte de la personnalité/mythification (*le Bien*), désinformation sur l'étendue de son propre pouvoir (*le Réel*.) Des tactiques et stratégies en découlent aussi pour des corps collectifs, pour des idéologies, en fonction des enjeux... Les phénomènes ici décrits se recourent avec ce que Lagroye⁷¹⁷ appelle la production de sacré. En étudiant comment est produit ce sacré, qui en sont les « prêtres », nous obtenons une description dynamique de ce que Balandier appellerait sans doute l'anthropologie politique (Le positionnement, jouant sur l'interprétation de sa propre position et de la situation, définit le sacré.)

⁷¹⁶ Sidney Tarrow, *Power in Movement : Social Movements and Contentious Politics*, New York et Cambridge, Cambridge University Press, 2ème édition révisée, 1998.

⁷¹⁷ Sociologie Politique, p 398, qui reprend Kantorowicz et de fait (sans le citer) G.Balandier, anthropologie politique.

Bien évidemment, les enjeux de l'interaction sont non seulement diversifiés pour les différents membres du corps menant une action collective, mais de plus, nous pouvons parler de motivations variées pour un individu. Ainsi, comprendre les causes décisives de l'action relève de la présentation compréhensive et non des sciences naturelles. Cette compréhension relève ainsi de l'étude de la prise de décision dans le groupe et accompagne les évolutions en termes de processus de légitimation / dé légitimation à l'œuvre.

6. Le Registre

Les échelles de la légitimité sont multiples en fonction de secteurs, périodes, enjeux et aires politiques. Il y a pourtant des perceptions des positions diverses sur ces échelles et des enjeux des luttes les alternant. L'action légitimante/dé légitimante, qu'elle soit consciente (stratégies) ou non, joue sur ces perceptions. Cette action, modélisée en positionnement, joue sur les perceptions, les interprétations. Le registre est la forme que prend cette action.

Les positionnements se répondent les uns aux autres, autour du débat dans l'arène publique. Que nous parlions du débat dans l'arène publique en termes d'enjeux, de négociations, d'affrontements, de jeu, il s'agit (je le répète) d'une construction imaginaire. Ces enjeux, thèmes et perceptions sont différents pour chaque agent. Cependant, il y a des indicateurs. Ceux-ci aussi font l'objet de débats, mais nous pouvons faire un lien direct entre les structures objectives et subjectives du débat. Il en découle la légitimité des indicateurs, pas toujours appréciés mais pourtant généralement reconnus et sur la base desquels se construisent les stratégies. Par exemple, les journaux « qui comptent ».

Le monde des registres n'est pas descriptible de manière exhaustive. Mais dans la pratique, le registre potentiel est aussi important que les registres dans l'action. Ainsi il y a les registres utilisés souvent comme des *démons* en politique. Le centre-gauche (le parti social démocrate, ČSSD) peut être rejeté au nom des horreurs du stalinisme. Le « Je ne laisserai pas détruire Prague » du ministre de l'Intérieur Gross définit les manifestants en les démonisant, ce qui le légitime en tant que garant de la sécurité. Mettant en scène son pouvoir protecteur, il est légitime en tant que celui qui peut.

Les grands débats : Il nous reste de nombreuses questions. Il serait entre autres intéressant d'élargir ce modèle afin qu'il soit explicatif de la constitution des grands et des petits débats. La notion de points de focalisation d'Hirshman peut être un instrument intéressant à utiliser à cet effet. La question d'une correspondance partielle avec la lutte des classes, des intérêts, des

processus de légitimation qui y sont liés et son insertion dans la pratique sont des réflexions à développer⁷¹⁸.

Nous n'avons pas besoin de nous étendre sur les dangers de tomber dans l'illusion herméneutique ni dans la théorie du complot Bourdévienne (groupes sociaux manipulant dans un but de domination sociale), même si ces deux méthodes nous mettent en lumière des éléments explicatifs intéressants.

Les registres mobilisés pour le conflit ou tout au moins l'interaction jouant sur *la légitimité à prendre part au débat dans l'arène publique* définissent le débat lui-même. Nous pouvons y voir un (des) système(s) mythico-rituel(s). Qu'ils soient appelés mythe ou idéologie, des systèmes interprétatifs sous-jacents peuvent être construits comme des modèles explicatifs. Ainsi en étudiant le défi dans le débat dans l'arène publique, nous pouvons définir les structures de sens de ce débat dans l'arène publique et les domaines de luttes (symboliques ou non) pour sa définition ou son évolution. Le registre est choisi (ou défini, dans la mesure où il est nouveau) par le positionnement.

L'observation, les sources et la réflexion lors de l'étude d'un terrain nous amène à « remonter » du registre à l'identification des agents et par leur étude à la définition de leurs répertoires d'actions. Enfin, les *référents mobilisés* dans les différents cas sont des indicateurs des structures des mondes sociaux et de la place de ces référents en leur sein.

Ainsi, la reconstruction des rationalités, des processus cognitifs est le socle de la modélisation des interactions. Le danger de la métaphore du jeu est de faire penser (croire) que la rationalité est partagée par les agents d'un jeu commun. Or si la *règle* (donc les instruments, les mots utilisés), est la même, les buts du jeu et les intérêts sont très différenciés d'un agent à l'autre. La différence touche parfois même les rationalités de manière si forte, que la métaphore du jeu perd tout son sens.

L'ensemble des trois R, Répertoire, Registres et Référents, sans oublier le quatrième R qui est celui de la Règle sont la modélisation que nous proposons pour décrire les interactions sur la scène publique.

⁷¹⁸ Nous pensons en particulier à Daniel Seiler (1980 *Partis et familles politiques* et *De la comparaison des partis politiques*, 1986) qui, à l'occasion de sa classification des familles politiques, analyse 7 types de clivages : (Possédants/Travailleurs, Eglise/Etat, Centre/Périphérie, Rural/urbain, Structure/légitimité, utilisation/ pratique.) Il faudrait voir dans quelle mesure cette typologie est toujours d'actualité.

4. CULTURE, LÉGITIMITÉ ET CULTURE LÉGITIME

L'Etat-Nation a, dans le modèle idéal d'E. Gellner, le monopole de la « culture légitime ». Dans *la distinction* de P. Bourdieu, cette « culture légitime » est aux mains de la classe dominante, même si l'on peut observer des luttes incessantes entre différentes fractions de cette classe pour la définition de cette dernière. Le terme de légitimité, pour les deux auteurs, permet d'introduire dans la description l'inégalité de la force des *référents*, avec une forte schématisation (légitime, illégitime/populaire ; ou encore, tout élément de la culture à un référent défini par l'Etat le classant sur une échelle de légitimité.)

En outre, des individus créent des *Référents*, deviennent (ou leur action) des *Référents* ou encore se fondent dans des *Référents*. Ainsi, pour Bourdieu, tout comme il y a un sentiment d'ascension sociale lorsque l'on passe des « classes » dites basses des modèles de stratification sociale à des « classes » plus hautes, il est possible d'exprimer la différence de pouvoir par le terme « légitime. »

Peuple -> culture populaire ;

Classe dominante -> culture légitime (et non dominante).

La gestion de la difficulté d'accès à cette culture fait partie des stratégies conscientes ou inconscientes pour garder le pouvoir. Ainsi, la légitimation permet de faire croire aux dominés que les choses vont de soi⁷¹⁹.

L'introduction de l'idée de légitimité est extrêmement utile, mais nécessite, dans notre modèle, des adaptations qui permettent d'affiner l'analyse. En effet, les descriptions en termes de mobilisation des ressources nous permettent de souligner le lien existant entre les stratégies de légitimation et l'entourage. Ce lien entre les grands et les petits⁷²⁰, apparaît dans des descriptions de l'individualisme méthodologique (type « manipulation des masses par les élites ») comme par des descriptions de type holiste (« la voix du peuple ») et est développé dans les réflexions sur le populisme. Il y a bien une inégalité d'influence en fonction de la position sociale (mais aussi de la situation) sur les définitions des légitimités. Cependant, il y a bien une graduation des

⁷¹⁹ *Taken for granted.*

⁷²⁰ Ce que certains appelleraient le lien entre le peuple et la classe dominante.

influences. Par ailleurs, nous ne pouvons faire fi du « peuple » pour comprendre comment la « classe dominante » définit la *culture légitime*. Les groupes ayant une « forte légitimité » ne dépendent pas toujours de l'appartenance aux classes sociales, mais aussi du *débat dans l'arène publique* et de la capacité à jouer des coups dans des mondes sociaux particuliers. Ainsi, un homme politique peut définir une situation en proposant son interprétation lui convenant fortement, légitimant des thèses populaires⁷²¹.

La modélisation doit donc toucher les trois aspects cités ci-précédemment, car il y a une réelle interaction entre les référents, les répertoires d'actions et les registres. Pour dire cela autrement, étudier les agents et leurs rationalités internes afin d'analyser les interactions nécessitent de prendre en compte le débat dans l'arène publique. Le *positionnement* est un élément majeur dans les interactions sur la scène publique.

Un important travail de déconstruction de ces mythes est fait depuis des années déjà. Il ne s'agit pas ici de suivre une démarche purement éthnométhodologique, s'appuyant sur l'étude du sujet/texte du « débat » pour expliquer l'interaction. Nous savons que se limiter à l'herméneutique du débat (étude de la presse, par exemple) biaise la perception des rationalités des agents, ne permet pas de voir les vrais enjeux. Ce n'est pas l'approche que nous proposons. Le « débat dans l'arène publique », lieu imaginaire et différencié dans les imaginaires, reste tout de même un élément majeur dans la construction des perceptions et dans l'explication des rationalités menant à l'action. Le positionnement dans le *débat dans l'arène publique* n'est pas compris comme uniquement oral, mais au contraire, comprend une série de coups changeant la perception des possibles stratégiques...

Les objets que nous observons (entretiens, journaux, actions de maintien de l'ordre...) participent « au débat dans l'arène publique. » Cette méthode permet d'éviter de tomber dans le piège d'une description qui nous ferait finalement dire des concepts qu'ils existeraient par eux-mêmes, dans l'absolu. Les formes de l'action planifiée par lesquelles les agents cherchent à trouver leur légitimité nous donnent des indications sur les formes qu'ils considèrent comme légitimantes. La réussite de ces stratégies et tout au moins la perception de celles-ci auront une influence sur les formes que les agents pensent légitimantes.

⁷²¹ Sur le statut du politique pour Bourdieu, voir Lahouari Addi « Violence symbolique et statut du politique dans l'œuvre de Pierre Bourdieu », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 6, décembre 2001, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques Paris 2001 p. 949-963, en particulier p.958 et 959.

Les formes de la légitimité, dont les définitions sont l'objet de lutte, déterminent ce que l'Etat considère comme la culture légitime. La mondialisation est l'occasion d'observer une montée de l'importance de légitimations non-étatiques dont les définitions sont des enjeux complexes, aux retombées polysémiques en fonction *des débats dans les arènes publiques* dans lesquelles ils font leurs apparitions.

Conclusion

Conclusion

La généralisation d'un énoncé de corrélation ou de régularité dans un déroulement constitue une opération logique susceptible d'être maîtrisée par les sciences expérimentales, parce que celles-ci peuvent contrôler la variation du contexte de leurs observations par la construction active de protocoles et, partant, par une série finie d'énoncés qui commandent leurs concepts descriptifs. Au contraire, les conditions de l'observation historique - à savoir les conditions d'une observation qui énonce ses constats en prélevant ses «faits» dans des configurations non reproductibles, dont elle ne peut énumérer les caractéristiques pertinentes pour l'observation - excluent la généralisation inductive. Dans les sciences sociales, un constat, même raffiné et croisé, de relations entre variables livre un sens qui, stabilisé de façon univoque dans les limites de cette observation, redevient problématique dès qu'on s'éloigne de la singularité de la configuration de co-occurrences qui fait la sûreté de son indexation empirique. On est sans cesse tenté de l'oublier, du fait que rien n'est plus naturel que d'économiser l'énonciation complète du contexte et des conditions d'un constat, tant que l'énoncé de ce constat se réfère lui-même *implicitement* à son contexte de validité, que ce soit par les mots qui expriment son contenu concret ou par l'évidence allusive d'un environnement actuel qui désigne les «circonstances» de l'énonciation (sur le mode du «cela va sans dire»).

(...)Il faut tirer toutes les conséquences du fait que le raisonnement sociologique se distingue du récit historique par des *moments de raisonnement expérimental*, mais que ces moments de pureté méthodologique alternent nécessairement dans son travail interprétatif avec d'autres moments du raisonnement naturel.

Jean-Claude Passeron

Pour mener notre étude de la pratique manifestante, nous avons mobilisé de très nombreux paradigmes, chacun apportant des points de vue différents, avec des limites variables. Cette méthode, l'approche pluriparadigmatique, nous a permis de multiplier les angles d'approches, mettant au centre de notre recherche l'objet de notre observation. Les questions de sciences sociales (politiques, historiques, anthropologiques et sociologiques) ou de connaissance d'un territoire donné (tchèque, centre-européen, européen ou international) ont pu être confrontées à

l'étude de la pratique. Ainsi, le titre 1 constitue un prolongement méthodologique et théorique de notre introduction.

C'est l'observation des utilisations de pratique manifestante ainsi que les explications de cette utilisation qui forment les résultats de notre étude.

A. Manifester en République tchèque

Notre étude s'est tout d'abord consacrée aux agents sociaux.

Les comités d'organisation y jouent un rôle particulier. Il apparaissent en fonction des structures d'opportunité, suite à un *événement cause*, à un *événement prétexte*, et lors d'un événement que nous appelons la *constituante*. L'événement cause peut être celui qui ouvre une structure d'opportunité pour des stratégies d'individus ou de groupes, tel l'anniversaire des dix ans de la révolution de velours pour les anciens héros de cette révolution. L'événement prétexte est un événement recherché pour une prise de position politique publique par un groupe déjà constitué, tels des comités anarchistes, pour qui l'action manifestante est un présupposé avant même l'existence de l'événement. Ces comités d'organisation évoluent, suivant des stratégies de gestion des ressources. Le temps est une ressource primordiale pour ce type d'engagement. Les comités mettent en place des stratégies d'alliance. Il s'agit, entre autres, d'individus ayant un état de *grand* dans la défense d'une cause, dans un monde social. Parmi ces grands hommes, l'ancien dissident est un des états recherchés pour les défenseurs des droits de l'homme. Ces comités connaissent aussi des rapports de force interne permettant d'accéder à une position plus ou moins forte dans le comité. En effet, l'appartenance au comité directeur est généralement établie par la *constituante*, qui donne une forte légitimité aux initiateurs. Enfin, certains comités échouent dans leurs tentatives d'organisation d'une manifestation.

Outre les comités d'organisation, les Organisations de Mouvements Sociaux (OMS) forment une autre catégorie d'agents sociaux de la manifestation. Ils sont traités séparément dans la mesure où il est difficile parfois de considérer certains comités comme des organisations. Par ailleurs, certaines OMS peuvent constituer des agents sociaux d'une manifestation sans faire partie du comité d'organisation. Nous avons classé les OMS en fonction de leur degré d'institutionnalisation. Nous avons tout d'abord traité le cas paradoxal des syndicats tchèques. Ils

ont un rôle de prestataire de service ayant une activité de représentation, au caractère limité. Les manifestations de rue sont considérées comme des activités atypiques de protestation et ne sont en rien la base d'une stratégie de revendication. C'est dans les voies de transformation, dans une approche néoinstitutionnelle, que nous trouvons l'explication de ce fait : les syndicats se sont convertis après 1989 dans une situation de manque relatif de concurrence dans le domaine de la protestation, avec une légitimité faible. Les autres organisations ont été divisées en OMS institutionnalisées et OMS non institutionnalisées. Le degré d'institutionnalisation confère aux OMS des caractéristiques de fonctionnement qui vont primer sur les activités. Pour les OMS les plus institutionnalisées, la recherche de subventions de fonctionnement devient prioritaire par rapport à la protestation. Elles peuvent toutefois apporter un soutien logistique parfois essentiel aux OMS moins institutionnalisées. Un autre type d'agent social non négligeable est celui des *grands citoyens*. Leur *état* de grandeur dans une cause ou dans un monde social permet de les identifier à une institution à part entière.

Enfin, les organes d'Etat sont des agents sociaux majeurs dans l'interaction manifestante. La police suit une logique dépendant en premier chef de ses structures et de ses priorités internes. Ses interventions de maintien de l'ordre suivent généralement plutôt une logique politique que juridique. Face aux agents de force de l'ordre, la légitimité des manifestants, telle qu'ils la perçoivent, est un élément qui va structurer leur action. Par ailleurs, la police a, en collaboration avec les organes de l'Etat, joué un rôle de démonisation « préventive » des manifestants, notamment lors du sommet du FMI et de la Banque mondiale de 2000. L'administration locale, tout comme la police, peut parfois outre-passer ses attributions, interdisant sans raisons juridiquement valables une manifestation.

Outres les agents sociaux, les manifestations peuvent se définir par le sens qu'elles portent. Les causes de chaque mobilisation sont réunies dans le sens commun, dans de grands domaines. Cette classification des subjectivités fait partie du sens même de l'action manifestante. Le passage au domaine permet d'éviter, aussi, les polémiques sur le sens réel de la cause. Nous avons étudié les domaines de la manifestation sur la base des matériaux de la police, pour toute la République tchèque, puis mené une étude approfondie concernant Prague, la capitale.

Nous nous sommes aperçu, dans notre étude, du caractère nettement minoritaire des protestations sectorielles/économiques pour les manifestations. Les domaines les plus représentés en République tchèque, phénomène accentué dans le cas de Prague, sont des questions de politique

internationale, les protestations d'anarchistes et trotskistes, et celles d'extrême-droite. En terme de nombre de participants (manifestants par domaine), nous voyons une explosion des manifestations de types politiques classiques, s'additionnant à la traditionnelle surreprésentation des anarchistes et de l'extrême-droite. Celle-ci est à comprendre dans le cadre des opportunités offertes par les dix ans de la révolution de velours. Les manifestations anarchistes ou de l'extrême-droite sont relativement fréquentes, mais comptent peu de participants.

Les manifestations sont encadrées par des règles.

Ces règles sont avant tout de nature juridique. Il est bien entendu nécessaire de les confronter à la pratique de l'application du droit, et enfin aux règles structurant les manifestations dans la pratique de l'action publique.

Le droit joue, en République tchèque, comme dans une grande partie du monde occidental, un rôle important normatif et symbolique. Il comporte des dispositions internationales et européennes qui engagent la République tchèque et qui portent entre autres sur la liberté de réunion et d'association. Ensuite, la Constitution tchèque (1992) stipule spécifiquement, dans le cadre de la Charte des droits de l'homme et des libertés fondamentales qui lui est associée, le droit de réunion pacifique qui est assuré et qui ne peut en aucun cas être conditionné à une permission d'un organe de l'administration publique. Enfin, dans la loi (de 1990 mais amendée de nombreuses fois), les modalités d'utilisation de cette expression politique sont règlementées. Cette loi est en contradiction avec l'esprit de la Constitution, conditionnant de fait le droit à manifester à une autorisation administrative.

L'étude de l'application du droit passe par la question du bon fonctionnement de la structure étatique, en l'occurrence celle de la jurisprudence. Nous avons limité notre étude aux juridictions d'appel les plus importantes : la Haute cour administrative tchèque, la Cour constitutionnelle tchèque et la Cour européenne des Droits de l'Homme. La Haute cour administrative est analysée comme parfois militante, incohérente dans ses décisions et l'absence de sanctions en cas d'illégalité d'actes administratifs rend son rôle de contrôle tout à fait illusoire. La Cour constitutionnelle a un réel rôle de contrôle de juridiction, définissant la constitutionnalité des lois et décisions juridiques. Elle n'a pas de réel rôle d'organe de contrôle des applications des politiques publiques, n'appliquant quasiment pas de sanction en cas de violation des droits civils. La Cour Européenne des Droits de l'Homme est la dernière instance de litige entre un individu et l'Etat tchèque. Une seule affaire concernant une manifestation en République tchèque a été

portée devant cette Cour. Mais la Cour européenne a dénoncé à l'occasion la limite dans les fonctions de contrôle de la Cour constitutionnelle tchèque.

Les règles dans la pratique diffèrent évidemment de la loi. Nous songeons notamment au cas controversé des manifestations non-déclarées qui devraient être passibles d'une amende mais sont, en pratique, considérées comme illégales et presque systématiquement dispersées par les forces de l'ordre.

Enfin, les règles peuvent connaître un aspect contextuel, dépendant de la perception d'un danger ou d'une situation politique. C'est le cas particulier des mobilisations altermondialistes lors du sommet du FMI et de la Banque Mondiale à Prague en l'an 2000 que nous avons analysé. Les lois alors appliquées sont le résultat d'interactions de logiques policières sectorielles, de logiques politiques, de logiques administratives. La notabilité du manifestant devient alors un élément essentiel définissant les règles de la protestation par la rue.

Les modalités de mise en œuvre de la manifestation représentent le dernier aspect traité pour décrire les manifestations observées.

Tout d'abord, nous avons défini 10 étapes de la mise en œuvre, commençant avec la constitution du comité d'organisation et finissant par l'institutionnalisation potentielle du mouvement.

Nous avons ensuite étudié la gestion du sens. Pour cela, nous avons défini les ressources de la création du sens. Elles concernent entre autres les moyens de communications, mais il peut s'agir aussi de la structure des débats dans une arène publique, ou encore des ensembles de justifications offerts par des mondes sociaux. Le sens peut aussi se recevoir en héritage, celui d'une OMS particulière. Les questions de sens mènent à l'existence d'une économie de la grandeur propre aux manifestations, liée à une économie du sens. Elle est aussi l'occasion de coalition discursive. La gestion du sens se fait de manière ciblée et est adaptée à la cible. Nous avons là déterminé trois cercles du sens, celui du comité d'organisation, celui des militants et celui du grand public. Certaines mobilisations peuvent exiger une analyse plus complexe.

Les ressources et contraintes peuvent aussi avoir un aspect structurel et cyclique. Les questions saisonnières nous ont semblé être un facteur majeur. La température hivernale en République tchèque, par exemple, explique le creux existant à cette époque dans la protestation par la rue.

Afin de comprendre les différents éléments observés, nous avons, dans le titre 3, développé un certain nombre d'études thématiques.

B. Expliquer l'action manifestante

Notre titre 2 est consacré à l'observation et à l'analyse des pratiques manifestantes. Mais qu'est-ce qui amène donc les individus à manifester ? Nous avons consacré une partie de notre étude aux organisateurs et à ce qui pouvait les conduire à ce travail d'organisation. La relation entre *société civile* et action manifestante a été l'objet d'un second chapitre, à l'occasion duquel nous avons été obligé de revenir sur la notion de société civile elle-même. Ensuite, nous avons répertorié les *mondes sociaux* de la manifestation en République tchèque. Enfin, nous avons essayé de modéliser le débat dans une arène publique, tentant de généraliser nos observations et notre étude du terrain tchèque.

Les organisateurs ont été l'objet d'une étude approfondie. Ils sont, en effet, à l'origine de la mobilisation.

Tout d'abord, nous avons émis l'hypothèse d'une sur-socialisation des organisateurs. Après une présentation critique des diverses approches sur ce sujet, les organisateurs, par leur manifestation, sont considérés comme participants de plusieurs débats à la fois. Ceci leur permet de se prévaloir d'*états* de grands dans plusieurs mondes sociaux : droite/gauche, Havel/Klaus, décentralisateur/centralisateur... La socialisation à un ou plusieurs mondes sociaux est une cause comme une conséquence du travail d'organisation. Elle peut même être considérée comme une qualité requise. La socialisation à certains mondes sociaux peut mener à un phénomène de reproduction des élites, en l'occurrence des organisateurs.

La question de la relation entre les trajectoires individuelles des organisateurs et leur état d'organisateur nous a semblé importante. Tout d'abord, dans les motivations et stratégies. La socialisation à certains mondes sociaux peut structurer les stratégies. Néanmoins, c'est généralement en termes de tactiques et non de stratégies qu'il nous faut analyser les rationalités des organisateurs. Dans une approche weberienne, nous voyons que les domaines des manifestations influent sur les motivations : les *motivations en valeurs* sont plus présentes dans les mouvements liés à une idéologie se voulant universelle, par exemple internationale

(anarchistes). Renforcer le comité d'organisation ou un camp auquel il est rattaché est une motivation courante (manifestations anarchistes, communistes, altermondialistes). Les motivations individuelles à l'engagement ont été classées suivant le type de ressources recherchées: ressource matérielle, pouvoir et ressource essentielle (aidant à la construction de la personnalité, telle l'image de soi-même...). Les organisateurs ont aussi des dispositions à le devenir : disposition à s'engager pour des causes, à effectuer un travail d'organisation dans la société civile et à l'engagement politique.

La société civile est une problématique à laquelle nous avons accordé un chapitre.

Plusieurs définitions de la société civile existent en sciences sociales. Le label société civile permet de participer à des programmes de recherche et est donc un terme important. Il n'est pas toujours neutre, et participe du *romantisme démocratique*. Certaines approches déconstructivistes, l'interprétant comme une illusion, permettent de prendre une distance saine face à certains discours, mais ne permettent pas toujours de comprendre les tenants et aboutissants de ses implications normatives. Nous nous proposons donc de l'intégrer dans l'histoire de sa compréhension (D. Colas) et dans la pratique sociale qui en est faite. C'est une thématique, à Prague, qu'il nous faut relier au monde de la dissidence. La société civile était pour les dissidents non seulement un moyen d'analyser alternativement la situation, mais aussi un instrument de socialisation à d'autres discours. Elle a constitué un monde social, connaissant ces *grands* de la société civile. Ce monde social, tout comme la thématique de la société civile, a connu dans l'après 1989 un succès considérable.

Ce monde social, de la société civile, a ouvert la voie à des carrières militantes. La carrière dans ce monde par la dissidence était la première voie. Elle a constitué un monde de justification alternatif permettant de nombreuses reconversions de grands du monde de la dissidence. Une autre voie en a été l'humanitaire. Initialement relié au monde de la dissidence par des individus, il s'est toutefois autonomisé.

Le monde social de la société civile est devenu une des thématiques structurant la politique tchèque. Elle se retrouve dans l'opposition entre l'ancien dissident Václav Havel, premier Président de l'après 1989 et Václav Klaus, Premier ministre puis Président tchèque. Ce dernier a construit son profil politique dans l'opposition aux mondes sociaux où Havel était grand. S'opposant donc aux grandes thématiques de la dissidence, il prend progressivement la tête d'un ensemble de justifications de ce que nous appelons le centralisme national. Il se retrouve donc à

refuser toute légitimité à la protestation par la rue. Nous retrouvons à la tête du monde de la *démocratie subsidiaire* Havel, soutenant les thématiques de la société civile, et de la subsidiarité en démocratie. Cette opposition ne se recoupe pas avec l'opposition majeure, droite-gauche, de la scène politique tchèque. Elle est toutefois essentielle dans le cas de notre problématique.

Outre le monde de la société civile, les manifestations agissent dans le cadre de nombreux autres mondes sociaux.

Ces mondes sociaux sont avant tout ceux des Organisations de Mouvements Sociaux (OMS).

Ces mondes sociaux sont un construit historique. Ils sont issus de la conversion de ressources discursives ou légitimantes. Ainsi, la dissidence a utilisé la légitimité de l'homme de culture pour assoir la sienne, pour construire son monde. Ce dernier est à l'origine de la construction du monde de la société civile chez les dissidents. La révolution de velours a de plus donné une position aux héros de l'événement, les *anciens étudiants* dans le monde de la société civile comme dans celui de la post-dissidence. Le monde de l'écologie puise dans celui du mouvement dissident underground. Le monde des anarchistes s'est retrouvé partagé entre une identité de gauche marquée et le rejet du communisme...

Ces mondes sociaux connaissent une dimension sociologique et anthropologique. Le chemin suivi des mondes sociaux n'est pas que le résultat d'une adaptation discursive aux relations de domination. Ces mondes sont dépendants de la cohérence des arguments. Les discours internationaux rencontrent des mondes sociaux structurés nationalement et ces deux ensembles de justifications fusionnent en provoquant de nouvelles divisions. Ce fut par exemple le cas du monde des écologistes autour de la question de l'installation d'un radar américain en République tchèque. Le discours pacifiste et internationaliste a trouvé un contre-poids lié à l'ancienne dissidence, pro-américain et interventionniste. Notre étude montre que la séparation de la pratique manifestante de son sens et donc des mondes sociaux dans lesquels elle intervient, ne permettrait pas de comprendre les enjeux. La société n'est pas plate. Les hiérarchies et structures complexes sont à prendre en compte.

C'est en fonction de cela que nous avons tenté de modéliser les règles du débat dans les arènes publiques.

Nous l'avons constituée autour du sens de la légitimité dans les arènes publiques. Elle passe par le positionnement stratégique. Celui-ci se fait dans des structures de sens, les mondes sociaux. L'action suit alors une logique découlant de l'économie des formes légitimantes, prenant en compte référents, répertoires d'action et registres de l'action. Néanmoins, les règles du jeu ne mènent pas à la définition d'un but commun. Les formes de la légitimité déterminent ce que l'Etat considère comme la culture légitime.

C. L'intérêt de ma méthode

Ce ne serait qu'une illusion scientifique⁷²² que de donner aux sciences sociales une unité et des vertus de prédiction qu'elles n'ont pas. Les sciences sociales ne sont qu'une interprétation de logiques sociales que l'on ne peut reconstituer que partiellement. La vision générale que propose le chercheur est alors comparable à celle d'un impressionniste : d'éléments détachés les uns des autres, il doit se construire une vision générale. Le chercheur doit alors donner les éléments de logiques sociales observées, détachées les unes des autres, offrant ainsi par sa rédaction autant la possibilité de voir sa vision d'ensemble que la possibilité de la refuser et de n'en choisir que certains éléments. Il doit alors oublier toute ambition de faire du raisonnement sociologique un raisonnement expérimental de part en part.

L'étude des manifestations en tant que pratiques sociales, en ne prenant qu'un seul aspect de son rôle social et politique pourrait permettre d'en dégager une variable. Notre terrain nous a convaincu que la multiplicité des niveaux d'action sociale des manifestations était un élément important, et que de se limiter à l'étude d'une seule variable menait à passer à côté des aspects essentiels de cette pratique. C'est une construction complexe, alliant actions, structures sociales, structures de sens, mobilisation, et le tout en interaction avec le débat public que nous avons observé et qu'il nous a paru essentiel de dégager. Ne pouvant saisir tous les éléments de la réalité, nous nous sommes concentré sur les aspects qui nous ont semblé les plus importants. Etant donnée la multiplicité des facteurs contextuels, des corrélations se fondant sur des constats empiriques, ayant des fondations dans un moment de l'histoire, à un certain emplacement des structures sociales, dans un contexte culturel, politique particulier, proposer une universalisation décontextualisée serait une erreur découlant d'une illusion scientifique. La cohérence ou

⁷²² Passeron J.C., *Le raisonnement sociologique – L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Nathan, Paris 1991.

l'incohérence théorique des paradigmes hors du domaine d'application de notre étude, bien qu'un élément de réflexion passionnant des sciences sociales fondamentales, ne remet en rien en cause leur utilisation dans un contexte particulier, dans lequel elles « marchent », dans le cadre du domaine d'application d'une théorie ou d'un ensemble de théories. L'approche pluriparadigmatique est alors dans cette optique justifiée. Des éléments de raisonnement sociologique peuvent être apposés aux côtés de raisonnements anthropologiques, géographiques, politiques pour constituer un tableau d'auteur.

Un avantage de ce travail pluriparadigmatique est la recherche de synthèse, à laquelle est alors confronté le chercheur, qui permet de dépasser des frontières entre disciplines en sciences sociales que l'on sait depuis longtemps injustifiées. Une telle recherche est donc l'occasion, outre de l'étude d'un terrain, (la pratique sociale de la manifestation de rue en République tchèque de 1989 à nos jours), celle de l'évolution transdisciplinaire. L'interdisciplinarité, bien que pratiquée couramment depuis plus de trente ans, n'a pas encore gommé les usages et structurations disciplinaires.

L'individu n'est pas prisonnier des structures, mais il doit faire avec. Les structures de sens, aussi insaisissables qu'elles soient, ont des influences variées et changeantes. Les mondes sociaux montent et descendent, grâce aux manifestations de rue parfois. La socialisation à un discours national, communiste ou non, n'a jamais été suffisamment poussée et forte pour faire disparaître les autres mondes sociaux, les autres sources de légitimité. Des groupes d'individus avec des convictions politiques, religieuses, éthiques ont constitué des critiques du régime communiste. Concertées, elles constituaient des mondes sociaux.

Le régime communisme, qui voulait avoir un contrôle total sur les sociétés et les individus, n'a jamais réussi totalement à le faire. Le communisme n'était pas aussi plat que l'on pensait, malgré le coût qu'avait l'engagement. Dans l'étude de l'après 1989, l'héritage du communisme est aussi visible que l'héritage de la dissidence. Les vingt ans de démocratie libérale voient se multiplier progressivement les organisations intermédiaires, faisant grandir et se développer des mondes sociaux trouvant leurs racines dans la dissidence. Ils génèrent les conditions de l'apparition de nouveaux mondes sociaux.

D. Les nouveaux questionnements

Le 16 mai 2009, à Prague, place du château, entre 20 et 30 000 personnes ont manifesté, à l'appel des syndicats, contre les retombées de la crise économique. De nombreuses organisations étrangères (polonaises, allemandes) étaient présentes, Prague symbolisant l'Union Européenne,

le temps de la présidence tchèque. Une majorité de manifestants étaient des tchèques. Ce court épisode nous rappelle que les domaines des manifestations, les OMS et les pratiques évoluent. Les questions sociales pourraient être amenées, dans l'avenir, à prendre une place plus importante dans la protestation en République tchèque.

En ce qui concerne l'idée d'une européanisation ou internationalisation, il nous semble qu'en parallèle à l'observation de phénomènes de transmission des pratiques et d'unification des discours à un niveau supra-national, il faut revenir à la question du contexte social. Il serait une erreur d'agrèer des situations de groupes sociaux ou d'individus différenciés par l'étude seule des discours, des mondes sociaux.

Par ailleurs, il serait intéressant de faire une carte des niveaux de production du sens au niveau européen. Les discours se construisent-ils dans les partis, les syndicats, à l'université, dans les associations, dans les journaux, au niveau national, régional, sectoriel ? La démocratie participative, si défendue par l'Union Européenne, est-elle une réalité commune de l'Union ? Connaît-elle des aspects différenciés nationalement ou sectoriellement ?

Pour répondre à ces questions, il nous faudrait étudier la pratique *des mondes de la société civile* dans toute l'Europe, en les confrontant systématiquement aux questions sociales objectives. La poursuite du lien, entre les sciences sociales pragmatiques et l'étude des pratiques sociales de l'action collective, nous semble être la voie à suivre.

Bibliographie générale

Bibliographie générale

A. Positions concernant la théorie

a. Sciences Sociales générales

- Beaud S., « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'«entretien ethnographique» *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 1996 Vol. 9 Nr. 35 pp. 226-257
- Bensa A., Fassin E., « Les sciences sociales face à l'événement », *Qu'est-ce qu'un événement ? terrain n°38 mars* Paris 2002 p.5-20
- Bertaux D., *L'apprentissage en boulangerie dans les années 1920-1930*, Paris, Cordes, 1978
- Bertaux D., *Les récits de vie : Perspective ethnosociologique*, Nathan Université, Paris 1996
- Bobbio N., « społeczeństwo obywatelskie » in Szacki J., *Ani kisaze, ani kupiec: obywatel*, Znak, cracovie 1997, p. 63 à 83 traduction de « La società civile » de Bobbio N., *Stato, governo, società. Frammenti di un dizionario politico*, Einaudi Tascabili, Torino 1995, p. 23-42
- Bobbio N., *L'Etat et la démocratie internationale. De l'histoire des idées à la science politique*, Editions Complexe, Paris 1999
- Boltanski L., *L'amour et la justice comme compétences. Trois essais de sociologie de l'action*, Métailié, Paris 1990
- Boltanski L., *La souffrance à distance*, Métailié, Paris 1993
- Boltanski L., *L'amour et la justice comme compétences*, Métailié, Paris 1990.
- Boltanski L., *Les cadres : la formation d'un groupe social*, Ed. de Minuit, Paris 1982
- Boltanski L., Thévenot L., *De la justification : les économies de la grandeur*, Gallimard, Paris 1991
- Boudon R., *L'art de se persuader des idées fausses, fragiles ou douteuses...* Fayard, Paris 1990
- Boudon R., *Le juste et le vrai : Etude sur l'objectivité des valeurs et de la connaissance*, Fayard, Paris 1995
- Bourdieu P., *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Droz, Genève 1972
- Bourdieu P., & Passeron J.-C., *Les Héritiers, Les étudiants et la culture*, Les éditions de Minuit Paris 1964
- Bourdieu P., « L'illusion biographique » *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 62-63, 1986 p. 69-72

- Bourdieu P., « Le fonctionnement du champ intellectuel » p. 1-28 *Regards Sociologiques nr17-18*, Université Marc Bloch de Strasbourg 1999
- Bourdieu P., « L'objectivation participante » *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 2003, Vol. 150, nr. 150, pp. 43-58
- Bourdieu P., « L'opinion publique n'existe pas » *Les temps modernes*, 318, janvier 1973, pp. 1292-1309
- Bourdieu P., *Ce que parler veut dire*, Fayard, Paris 1982
- Bourdieu P., *Homo Academicus*; Minuit Paris 1984
- Bourdieu P., *Les Règles De L'art - Genèse Et Structure Du Champ Littéraire*, Édition Paris 1998
- Boureau A., « L'Historien et le stigmate de l'événement » in Petit J.-L., *L'événement en perspective*, Paris 1991, édition de l'EHESS p. 141-156
- Braudel F., *Grammaire des Civilisations*, (avec Préface de M.Aymard), Flammarion, Paris 1999
- Cadar G., *Art et Pouvoir*, Fiche de Visite, Musée d'Orsay 1998 en particulier p.1-4
- Cefraï D., Trom D., *Les Formes de l'action collective, Mobilisation dans des arènes publiques*, Edition de l'EHESS, Paris 2001
- Chateauraynaud F., « Invention argumentative et débat public. Regard sociologique sur l'origine des bons arguments » *Cahiers d'économie politique*, vol. 47, pp. 191-213 L'Harmattan, Paris 2004
- Colas D., *Le Glaive et le Fléau, Généalogie du fanatisme et de la société civile*, éd. Grasset & Fasquelle, Paris 1992
- Collovald A., *Jacques Chirac et le gaullisme : Biographie d'un héritier à histoires* Paris : Belin, 1999
- CURAPP, *La société civile*, Paris, PUF, Paris 1986
- Dahrendrof R., p.222-236, « Zagrozone Spoleczenstwo Obywatelskie » [la *Société civile* menacée] in Michalski K., *Europa i Spoleczenstwo obywatelskie, rozmowy w Castel Gandolfo*, Znak, Cracovie 2004
- Davis J., « Toward a Theory of Revolution », *American Sociological Review*, n°27 p. 2-19, 1962
- Dobry M. (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Albin Michel, Paris 2003
- Dobry M., « Février 1934 et la découverte de l'allergie de la société française à la « Révolution fasciste » », *Revue française de sociologie*, n° 3, Paris 1989, p.511-533
- Dobry M., *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Presses de la FNSP, Paris 1992
- Dobry M., « Clausewitz et « l'entre-deux », ou de quelques difficultés d'une recherche de paternité légitime » *Revue Française de Sociologie* n.4, Paris 1976, p.652-664

- Duchesne S., « Entretien non-pré structuré, stratégie de recherche et étude des représentations ; peut-on déjà faire l'économie de l'entretien « non-directif » en sociologie ? », *Politix* vol.9 nr. 35, 1996, p.189-206
- Emirbayer, M., Mishe, A. « What Is Agency? », *American Journal of Sociology* nr 103; p.962-1023, 1998
- Forest M., Mink G.(ed.), *Postcommunisme : les Sciences sociales à l'épreuve*, Cefres, Prague 2003
- Frydman B., « Habermas et la société civile contemporaine », in Frydman B.(ed.) *La société civile et ses droits*, Bruylant, Bruxelles, 2004
- Gellner E., *Conditions of Liberty, civil society and its rivals*, Hamish Hamilton Ltd, Londres 1994
- Goffman E., *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*, trad. de Liliane et Claude Lainé, Éditions de Minuit, Paris, 1979 (rééd.)
- Goffman E., *Les cadres de l'expérience*, Minuit, Paris 1991
- Gramsci A., *Nowoczesny ksiądz [le prince moderne]* ; traduit par Barbara Sierakowska in *Pisma wybrane [Ecrits choisis]*, Książka i Wiedza, Varsovie 1961
- Gurr T., *The conditions of Civil Violence : First Tests of a Causal Model*, Center of international Studies, Princeton University, Princeton 1967
- Gurr T., *Why men Rebel*, Princeton University Press Princeton, 1970
- Habermas J., *Droit et démocratie. Entre faits et normes*, Paris, Gallimard, 1997
- Hannigan, J.A. « Alain Touraine, Manuel Castells and Social Movement Theory; a critical appraisal », *The Sociological Quarterly*, 26, 4, p.435-54, Londres 1985
- Joignant A., « Pour une sociologie cognitive de la compétence politique », *Trajectoires de la notabilité, I. Pratiques et Stratégies*, *Politix* nr 65, 2004 p. 149-173
- Kaase M. (Dir.), *Three Social Science disciplines, Central and Eastern Europe*, IZ Berlin – Collegium Budapest, Budapest 2002
- Kantorowicz E., *Les Deux Corps du roi.*, Gallimard, Paris 2000
- Kennedy, M. *Professionals, Power and Solidarity in Poland.*, Cambridge University Press, Cambridge 1991
- Kuhn T.S., *La Structure des Révolutions Scientifiques*, Trad. Française, Flammarion, Paris 1972
- Lagroye J., Bastien f., Sawicki F., *Sociologie politique*, Dalloz-Sirey, Paris 2006
- Lahire B., « Risquer l'interprétation : pertinences interprétatives et surinterprétations en sciences sociales », *Enquêtes* 3, 1996, 61-87
- Lahire B., « Variation autour des effets de légitimité dans les enquêtes sociologiques », *Critiques Sociales* 8-9, 1996, p. 93-101

- Lahouari A., « Violence symbolique et Statut du politique dans l'œuvre de Pierre Bourdieu », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 6, décembre 2001, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques Paris 2001 p. 949-963
- Latour B., « Si l'on parlait un peu politique? » *Politix*, vol.15, nr.58, 143-165, 2002
- Lepetit B., « Histoire des pratiques, pratique de l'histoire » in Lepetit B. (dir.), *Les formes de l'expérience : une autre histoire sociale* Albin Michel, Paris 1995 p.9-22
- Lochak D., « La société civile : du concept au gadget », in CURAPP, *La société civile*, Paris, PUF, Paris 1986, p. 44-75
- Malinowski B., *Les Argonautes du Pacifique occidental*, 1922., Éditions Gallimard, Paris 1963
- Marx K., *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Ed. Sociales Internationales, Paris 1928
- Marx K., *Le Capital : critique de l'économie politique*,. *Livre premier : Le procès de production du capital*; publ. sous la responsabilité de Lefebvre J.-P.. PUF, Paris 1993
- Merton R.K., *Eléments de théorie et de méthode sociologique*, Armand Colin, Paris 1997
- Michelat G., « Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie », *Revue française de Sociologie* XVI 1975 p. 229-247
- Mink G., Neumayer L., *L'Europe et ses passés douloureux*, (co-dir.), La Découverte, Paris 2007
- Neveu E., *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, Paris 2000
- Offenstadt N. « Construction d'une "grande cause": La Réhabilitation des "fusillés pour l'exemple" de la grande guerre » In: *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 44-1, janv.-mars Paris 1997, p. 68-85
- Olson M., *Logique de l'action collective*, préface de Boudon R., PUF, Paris 1978
- Parsons T., *The Social System*, Londres, Routledge et Kegan Paul, 1967
- Passeron (J.-C.), « L'espace menral de l'enquête (II). L'interprétation et les chemins de la preuve », *Enquête*, 3, 1996, pp. 89-126
- Passeron J.C., *Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Nathan, Paris 1991
- Percheron A., *La socialisation politique*, A.Colin, Paris 1993
- Perrineau P. (dir.) *Le désenchantement démocratique*, Edition de l'Aube, Paris 2003
- Pharo P., Quéré L., *Les formes de l'action, sémantique et sociologie*, édition de l'EHESS Paris 1990
- Putnam R., , *Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton University Press, Hardcover 1993

- Putnam R., Leonardi R., Raffaella Y. Nanetti, *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton University Press, Hardcover 1993
- Revel J., « Micro-analyse et construction du social » p.15-36 in Revel J.(dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse de l'expérience*, Gallimard/le Seuil, Paris 1996
- Ricoeur P., « événement et sens » in Petit J.L., *L'événement en Perspective*, Edition de l'EHESS Paris 1991
- Seiler D., *Partis et familles politiques et De la comparaison des partis politiques*, economica, Paris 1986
- Sewell, W.. *A Theory of Structure: Duality, Agency, and Transformation*. American Journal of Sociology nr 98: p.1-29, 1992
- Siméant J., *Le travail humanitaire*, Presses de Sciences Po, Paris 2002
- Spalová B., « La révolution de velours dans les sciences sociales tchèques » p.103 -134 – *Critique internationale no 32*, juillet-septembre 2006
- Sperber D. et Wilson D., *La pertinence. Communication et cognition*, Paris, Editions de Minuit, 1989
- Sperber D., « L'étude anthropologique des représentations : problèmes et perspectives », in Jodelet (D.) (dir), *Les représentations sociales*, Paris, PUF, 1994, (4^e éd.), pp. 115-130
- Swidler A., « Culture in Action: Symbols and Strategies. », *American Sociological Review*, 51, p. 273-286
- Tarrow S., « Transnational politics : Contention and Institutions in International Politics », *Annual Review of Political Science*, 4, 2001, p.1-20
- Thévenot L. « L'action qui convient » p.39-70 in Pharo P., Quéré L., *Les formes de l'action, sémantique et sociologie*, édition de l'EHESS 1990
- Touraine A., *Le retour de l'Acteur, essai de sociologie*, Fayard Paris 1984
- Touraine A., *La société post-industrielle*, Denoël-Gonthier, Paris 1969
- Trom D., Cefraï D. (réd.), *Les formes de l'action collective, mobilisation dans des arènes publiques*, éditions de l'EHESS, Paris 2001
- Veyne P., « Foucault révolutionne l'histoire », in Veyne P., *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Le Seuil, 1971 ; suivi de *Foucault révolutionne l'histoire*, Le Seuil, Paris 1978
- Veyne P., *Comment on écrit l'histoire. Essai d'épistémologie*, Éditions du Seuil, 1971 ; rééd. Seuil, « Points histoire », Paris 1996
- Weber M., *Économies et Société*, Plon, 1971, édition pocket, Paris 1995
- Wieviorka M, Maslowski N. (entretien), « Republika nebo demokracie. Rozhovor s Michelem Wiewiorkou » [La République ou la Démocratie. Discussion avec Michel Wieviorka], *Babylon*, janvier 2008, p. 1 et 5

b. Démocratie et Société Civile

- Adamski W., Machonin P., Zapv W. (réd), *Transformace a modernizační výzvy, Symposium evropských sociologů v Praze 2001*, Prague 2001
- Addi L., « Violence symbolique et statut du politique dans l'oeuvre de Pierre Bourdieu », *Revue française de science politique, vol.51,nr.6, p. 949-963*, 2006
- Allemand S., « Citoyens de tous les pays... », *Sciences Humaines*, nr.111, p.16-20, 2000
- Anker J., « Collective Action and Workfare », 5th. Conference of the European Sociological Association, Helsinki 28.8.-1.10.2001
- Arato A. *Civil Society, Constitution, and Legitimacy* Andrew Rowman & Littlefield Publishers, Inc. New York 2000
- Bachet J., « L'histoire face au présent perpétuel » in *Les usages politiques du passé, éd. Ehess*, Paris 2001
- Balme R., Chabanet D., *L'action collective en Europe. Collective Action In Europe*, Presses de Sciences Po, Paris 2002
- Barnes S.H., « The mobilisation of Political Identity in New Democracies » in Barnes S.H. & Janos Simon (éd.) *The Post communist Citizen*, Erasmus Foundation and IPS of HAS, Budapest 1998, p.117-138
- Bastl M., *Rádikální levice v České Republice, devadesátá léta dvacátého století*, Masarzková Univerzita v Brně, mezinárodní politologický ústav, Brno 2001
- Becker H.S., « L'enquete de terrain : quelques ficelles du métier », *Travail de terrain et observation des comportements, nr.40*, p.151-164, 2000
- Bekkers R., « Participation in voluntary associations: resources, personality, or both? », in *5th. Conference of the European Sociological Association*, Helsinki 28.8.-1.10.2001
- Bělohoubek I., « Proč ekologům globalizace nevoní » in *Lidové noviny*, 19.04.2000 p.1, 10
- Benguigui G., « L'observation des incidents et des crises », *sociétés contemporaines nr.40*, p.135-149, 2000
- Bothwell R.O., « Philanthropic funding of social movements, social change and nonprofit advocacy and the diminution of progressive policy making », in *5th. Conference of the European Sociological Association*, Helsinki 28.8.-1.10.2001
- Bouget D., Brovelli G., « Citizenship, Social Welfare System and Social Policies in France », in *Conference Civil Society in the Making*, Varsovie 19-22.9. 2002
- Bourdieu P.. « Le champ littéraire », *Actes de la recherche en sciences sociales* n° 89, Sept. 1991. pp.4-46
- Bozóki A. (ed.), *Democratic Legitimacy in Post-communist Societies*, T-TWINS Publishers, Budapest 1994
- Buriánek, Jiří: « Globální Bobovize? Aktuální studie občanské neposlušnosti české veřejnosti » (Global Bobovision? A topical study of civil disobedience of the Czech public) in Večerka, K (réd.); *Sborník příspěvků ze seminářů sekce sociální patologie MČSS (Zátoň 2001)*. MČSS, Prague 2002, p. 137-146.
- Cabin P., « Identité et action collective » in *Sciences Humaines*, 103, p.38-41,2000

- Caramel L., « Les réseaux de l'antimondialisation », *Critique internationale* nr.13, p. 153-162, 2001
- Chevallier J. (dir.), *La société civile*, ouvrage collectif rédigé par le C.U.R.A.P.P., PUF, Paris 1986
- Claessen H.J.M. « Changing Legitimacy » in Cohen R., *State formation and political legitimacy*, p.23-44, New Jersey 1988
- Cohen R., « Introduction » in Cohen R., *State formation and political legitimacy*, p.1-22, New Jersey 1988
- Cohen R., « Legitimacy, Illegitimacy, and State Formation » in Cohen R., *State formation and political legitimacy*, p.69-84, New Jersey 1988
- Colas D., *Le glaive et le fléau*, Bernard Grasset, Paris 1987
- Coser L.A., *Les fonctions du conflit social*, Presses Universitaires de France, Paris 1982
- Cox T., « Civil Society and Interest Representation in Hungary in the 1990s », *VI ICCEES World Congress*, Tampere Finland 29.7.-3.8.2000
- Czerny I., Maslowski N., Pehe P., « La République tchèque : prochain obstacle sur la voie du Traité de Lisbonne . », *Euronews* du 18.07.2008
- Čambáliková M., Mansfeldová Z., « Social Partnership in the Czech Republic and the Slovak Republic », *Sociológia* 29, p.301-313, 1997
- Čulík J., « Anti-Communism and Emotional Substitutes », konference CEFRES « The Forms of Legitimacy in the Democratic Construction », Prague 23.-25.11
- Čulík J., « Jak získávají politické strany v českém prostředí od pádu komunismu volební legitimitu? », CEFRES, 20.11.2000
- Dahl R., *Modern Political Analysis*, Prentice Hall, 2e éd., Hardcover 1970
- Dahrendorf R., *After 1989 : morals, revolution and civil society*, Macmillan Press in association with St Anthony's College, Oxford 1997
- Delibas K., « Political Islam in Turkey: Continuities-Discontinuities », in *5th. Conference of the European Sociological Association*, Helsinki 28.8.-1.10.2001
- Devaux S.(dir.), *Les nouveaux militantismes en Europe : une mise en perspective Est/Ouest*, L'Harmattan, Logiques politiques, Paris, 2005
- Di Palma G., « Legitimation from the top to Civil Society », *World Politics*, vol.44, nr.1, p.49-80, 1991
- Dobry M., « Introduction », *Revue Francaise de science politique*, vol20, nr.4-5, 2000, p.579-584
- Eschle C., Stammers N., « Taking Part: Social Movements, Ingos and Global Change », in *5th. Conference of the European Sociological Association*, Helsinki 28.8.-1.10.2001
- Etzioni A., *Demonstration democracy*, Gordon and Breach, New York 1970
- Fagin A., « Environnemental Protest in the Czech Republic: Three Stages of Post-Communist Development », *Czech Sociological Review*, 2000 Vol. 8 (No. 2: 139-156)
- Fassin E., Bensa A., « Les sciences sociales face a l'événement », *Qu'est-ce qu'un événement?*, Mars 2002, p.5-20

- Frič P., *Aktivita a potřeby neziskových organizací v České republice : výsledky kvantitativního sociologického šetření* / [Les activités et besoins des organisations non gouvernementales en républiques tchèques, résultat d'une recherche quantitative] ; Agnes : ICN, Prague 1998
- Frk P. « Zákáz, rozpuštění a jiná omezení shromáždění podle zákona o právu shromažďovacím » p. 751-576, *Právní Rozhledy*, 16/2006, Prague 2006
- Geisler R., « Between Trust and Risk, Re-building Civil Society in Upper Silesia », in *Conference Civil Society in the Making, Warsaw 19-22.9. Varsovie 2002*
- Giugni M., « L'impact des mouvements écologistes, antinucléaires et pacifistes sur les politiques publiques », *Revue française de sociologie*, octobre-décembre, 641-665, 2001
- Gliński P., « NGO's modes of action in Poland: Interest or Public Benefit Groups? » in *Conference Civil Society in the Making, Warsaw 19-22.9. 2002, Varsovie 2002*
- Granik S., « Beyond Belief – the Consumer Behaviour of Collective Activists », in *5th. Conference of the European Sociological Association, Helsinki 28.8.-1.10.2001*
- Greskovits B., « Les analyses concurrentes de la société de marché postcommuniste retour sur le passé d'une controverse », *Revue française de science politique* 50 nr.4, , p.713-746
- Greskovits G., « Muddling through Exit and Voice « Back to Europe » », international colloquium « Revisiter 1989 », Paris 19.-20.11.1999
- Hartl J., Huk J., Haberlová V., *Česká společnost 1998* [La société tchèque 1998] Management Press : STEM - Středisko empirických výzkumů, Prague 1999
- Hasenfeld Y., Gidron B., « Toward the Integration of Civil Society, Social Movemnts, and Third Sector Theories: Lessons from an internation study of peace/conflict resolution organisations », in *5th. Conference of the European Sociological Association, Helsinki 28.8.-1.10.2001*
- Higley J., Pakulski J., « Jeux de pouvoir des élites et consolidation de la démocratie en Europe centrale et orientale », *Revue française de science politique vol:50, nr4, 2000, p.657-678*
- Hofner T., « Construction of the « Folk Cultural Heritage » in Hungary », *Ethnologia Europaea* 21:2, p.145-170
- Janos A.C., « Social Science, Communism, and the Dynamics of Political Change », *World Politics*, vol.44, nr.1, p.81-112, 1991
- Jones R.R., « Democratic Survival Capacity: Democratic Consolidation, Civil Society, and Social Capital in East-Central Europe and the Blatic States », *Annual Meeting of the American Political Science Association, Atlanta 2.-5.9.1999*
- Jourdain V., *Etats des lieux rapides du syndicalisme en République Tchèque*, Cefres, Prague 2000
- Juhem P., « Étatsiques de régulation de la violence dans les quartiers populaires », *Revue française de science politique*, vol.50, nr.1, p.53-72, 2000
- Kluegel J.R., Mason D.S., Wegner B., « The Legitimation of Capitalism in the Postcommunist Transition. Public Opinion about Market Justice, 1991-1996, », *European Sociological Review*, vol.15. nr.3, 251-283, 1999
- Lagerspetz M., « EstonianNOGs as Civil Society? », in *5th. Conference of the European Sociological Association, Helsinki 28.8.-1.10.2001*
- Lannoy P., « L'action au carrefour de ses rationalités de quelques apories prosaïques de l'individualisme cognitiviste Raymond Boudon et le sens des valeurs » *Revue française de science politique*, vol.50, nr.6, p.941-965, 2000

- Lengyel Gy. (éd.), *New Economic Actors, Institutions and Attitudes in Central and Eastern Europe, A volume of workshop proceedings*, Budapest 1999
- Leshchenko N., « New Role for Civil Society: Theoretical and methodological considerations on the impact of civil society over the wider public » in *Conference Civil Society in the Making*, Varsovie 19-22.9. 2002
- Makki S., « The role of civil society in shaping the future European foreign and security policies (CFSP) of an enlarging European Union: dynamics and opportunities », in *Conference Civil Society in the Making*, Varsovie 19-22.9. 2002
- Manicas P.T., « The Legitimation of the Modern State: A Historical and Structural Account » in Cohen R., *State formation and political legitimacy*, p.173-198, New Jersey 1988
- Maslowski N., *book review Barnes S. & Janos S. The post communist citizen* in Central European Political Science Review Vol.1 Nr.1, CEPSR Budapest 2000
- Mayerhofer H., « Paid and Unpaid work in Non Profit Organisations, Human Resource Management Strategies in Use and their Consequences for the New Voluntarism », in *5th. Conference of the European Sociological Association*, Helsinki 28.8.-1.10.2001
- Mink G., « La société postcommuniste : « amorphe » ou active ? », *les sociétés post-communistes en mouvement, Le Courrier des Pays de l'Est nr 1019*, 2001
- Montero J.R., Gunther R., Torcal M., « Légitimité, mécontentement et désaffection dans les nouvelles démocraties le cas de l'Espagne » *Revue française de science politique*, vol.49, nr.2, p.171-204, 1999
- Moore, S.F., « Legitimation as a Process: The Expansion of Government and Party in Tanzania » in Cohen R., *State formation and political legitimacy*, p.155-172, New Jersey 1988
- Morlino L, « Architectures constitutionnelles et politiques démocratiques en Europe de l'Est », *Revue Française de science politique*, 2000, vol20, nr.4-5, p.679-712
- Možný I., *Proč tak snadno*, édition Slon, Prague 1999 (version de 1991 augmentée d'une seconde introduction)
- Müller K. jr., « Koncept občanské společnosti: Konceptualizace, dilemata a nebezpečí », *Politologická revue VII, 2001/1, p.3-26*
- Niedźwiedzki D., « Social leaders and civil society », in *Conference Civil Society in the Making*, Varsovie 19-22.9. 2002
- Offe C., « Vers le capitalisme par construction démocratique? », *Revue française de science politique* vol.42, nr.6, p.923-942, 1992
- Öncü A., Kocan G., « Global Village of Business versus Global Community of Villagers: How did Bergama villagers become global civic actors? », in *5th. Conference of the European Sociological Association*, Helsinki 28.8.-1.10.2001
- Ostermann P., Voigt K., « Mythologized Tradition without Institutional Continuity », *Conference Civil Society in the Making*, Varsovie 19-22.9. 2002
- Passeron J., « La pluralité des théories ne condamne pas les sciences sociales au scepticisme », *Le monde* 11.04.2000, p.14
- Pečinka P., *Zelená zleva ?*; ed. G plus G, Prague 2002
- Pleyers G., « An uprising worldwide social movement against liberal globalisation », in *5th. Conference of the European Sociological Association*, Helsinki 28.8.-1.10.2001

- Potůček M. (dir.), *Česká společnost na konci tisíciletí : konference pořádaná Fakultou sociálních věd UK v rámci oslav 650. výročí založení Univerzity Karlovy / Karolinum*, Prague 1999 [La société tchèque à la fin du millénaire, conférence organisée par la faculté des sciences sociales de l'Université Charles de Prague à l'occasion des 650 ans de la créations de l'Université Charles]
- Potůček M., *Křižovatky České Sociální Reformy* [Les carrefours de la réforme sociale tchèque], Slon, Prague 1999
- Potůček M., Purkrábek M., Vavroušek J., *Zrod teorie veřejné politiky v České republice*, Fakulta sociálních věd UK, Prague 1994
- Potůček, M., *Výsledky výzkumů názorů občanů a představitelů místní správy na sociální zabezpečení, odbory a tripartitu*. Pohledy, Prague 1997, nr.3, p. 7-9
- Poulligny B., « Acteurs et enjeux d'un processus équivoque », *Critique internationale nr.13*, 2001, p. 163-176
- Poulligny B., « Une société civile internationale? », *Critique internationale nr.13*, 2001, p. 120-121
- Purkrábek M.(réd.), *Veřejná politika a její aktéři*. Fakulta sociálních věd UK, Prague 1996
- Putnam R. avec Leonardi R., Nanetti R. Y., *Making democracy work : civic traditions in modern Italy*, Princeton University Press, Princeton, N.J. 1993
- Radley A., « Abhorrence, compassion and the social response to suffering », *Health 3(2)*, Londres 1999
- Ramet S.P., « Processes of Decay, Engines of Transformation: An Introduction » in Ramet S.P., *Adaptation and transformation in communist and post-communist systems*, p.1-10, Westview Press, Colorado, Oxford 1992
- Ramet S.P., « When Systems Collapse » in Ramet S.P., *Adaptation and transformation in communist and post-communist systems*, p.279-300, Westview Press, Colorado, Oxford 1992
- Ray K., Savage M., Tampubolon G., Longhurst B., Tomlinson M., Warde a., « An Exclusive Political field?: Membership patterns and networks in social movement organisations », in *5th. Conference of the European Sociological Association*, Helsinki 28.8.-1.10.2001
- Ricoeur P., Bobbio N., Havel V., Hersch J., Williams B., Paz O., Waterlot G., Garapon A., Bettati M., Menuhin Y., Jahanbegloo R., Bouhdiba A., Küng H., « La tolérance entre l'intolérance et l'intolérable », *Diogenè*, nr.176, 1996
- Rosanvallon P., *Le peuple introuvable, Histoire de la représentation démocratique en France* Gallimard, Paris 1998
- Rose R., Weller C., « Coping with organizations: Networks of Russian social capital », in CSPP (Centre for the Study of Public Policy), http://www.socialcapital.strath.ac.uk/catalog31_0.htm
- Sartori G., *The Theory of Democracy Revisited*, Chatham House Publisher, Chatham 1987
- Skalník P. (ed.), *Politická kultura: antropologie, sociologie, politologie*, Set Out, Prague 2004
- Skalny J.P. et Rechčígl M. (jr.), *The transformation of Czech and Slovak societies on the threshold of the new millennium and their role in the global world : selected papers from the 21st World Congress University of West Bohemia, Plzen, Czech Republic June 23-30, 2002*, Plzeň 2002

- Sniderman P.M. (et al.), *The clash of rights: liberty, equality, and legitimacy in pluralist democracy*, Yale University Press, New Haven 1996 p.251-257
- Spoon J., « Green Games: Exploring the Movement-Party Relationship in the Verts and Grünen », in *5th. Conference of the European Sociological Association*, Helsinki 28.8.-1.10.2001
- Stangherlin G., « Non-governmental organizations in field of development cooperation. How the concept of « solidarity » can give a new comprehension of transnational social movements? », in *5th. Conference of the European Sociological Association*, Helsinki 28.8.-1.10.2001
- Swindler A., « Culture in Action: Symbols and Strategies », *American Sociological Review*, vol.51, p.273-286, 1986
- Sýkora M., « Rozdíl mezi legálností a legitimitou na okresní úrovni », *Literární noviny*, 28.02.2001
- Szabó I., « La socialisation politique en Hongrie: la continuité dans le changement », *International Political Science Review*, vol.8, p.261-271, 1987
- Szabó I., « Vécus collectifs dans la socialisation politique en Hongrie » in Hudon R., Fournier B., (ed.) *Jeunesses et politique, Mouvements et engagements depuis les années trente*, Sainte-Foy, p.311-336, Paris 1994
- Szabó M., « Some Lessons of Collective Protests in Central European Post-communist Countries » in *East Central Europe/L'Europe du Centre Est: Eine wissenschaftliche Zeitschrift*, Vol.27, part 1, p.59-76, 2000
- Szawiel T., « The Origins and Diagnosis of « Social Capital » in Poland Before and After 1989 », in *Conference Civil Society in the Making*, Varsovie 19-22.9. 2002
- Škopa M., « Parlament ctí víc Listinu než Ústavní soud » in *Via Iuris*, janvier, Brno 2003
- Tamas P., « Elite Networks, Trust and Social Capital . The Role of Media and Policy Intellectuals in Reshaping the Civil Society. », *Conference Civil Society in the Making*, Warsaw 19-22.9. 2002
- Tamas P., « Social Capital and Civil Society in Post-socialism: the Russian Options », in *Conference Civil Society in the Making*, Varsovie 19-22.9. 2002
- Thomassen J., van Deth J., « Political Involvement and Democratic Attitudes », in Barnes S.H. & Janos Simon (éd.) *The Post communist Citizen*, Erasmus Foundation and IPS of HAS, Budapest 1998, p. 139-164
- Tomek, Václav, *Ideologie českého anarchismu*, éd.. Academia, Prague 1988
- Touraine A., *Qu'est-ce que la Démocratie*, Fayard, Paris 1994, p.55
- Trom D., « De la réfutation de l'effet *nimby* considérée comme une pratique militante », *Revue française de science politique*, vol49, nr.1, p.31-50, 1999
- Van der Meeren S., *La Politique d'Aristote*, Editions Bréal, Rosny 2002
- Vladislavljević N., « Political Opportunity Structure in the East and West: Party-Staty and Popular Mobilization in the Socialist Yugoslavia, 1985-1991 », in *5th. Conference of the European Sociological Association*, Helsinki 28.8.-1.10.2001
- Weber M., *Économies et Société*, Plon, 1971, édition pocket, Paris 1995
- Wesolowski W., « Legitymizacja jako potoczna filozofia władzy », *Studia socjologiczne* 2, 5-35, 2001
- Wettergren Å., « Like moths to a flame – culture jamming and the global spectacle », in *5th. Conference of the European Sociological Association*, Helsinki 28.8.-1.10.2001

Willis R., « Public and Personal Ideology in an Early State » in Cohen R., *State formation and political legitimacy*, p.85-94, New Jersey 1988

Zaleski P., « Global Nongovernmental Administrative System », Conference Civil Society in the Making, Varsovie 19-22.9. 2002

c. Les théories de la mobilisation et du maintien de l'ordre

- « Holzer B., « Anti-Corporate Protest: A New Social Movement? Conflicts over Rules and Standards in a Stateless World Polity », in *5th. Conference of the European Sociological Association*, Helsinki 28.8.-1.10.2001
- « Some lessons of collective protests in Central European Post-Communist Countries », *East Central Europe* nr 27/1, Collegium Budapest, Budapest 2000, p. 59-76
- Arnould C., Berlioz J., Clémot C., Perrin F., « Table ronde: a propos des matériels de maintien de l'ordre », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, nr.27, 136-149, 1997
- Balasinski J., Mathieu L. (dir.), *Art et contestation*. Presses Universitaires de Rennes, Rennes 2006
- Barnes S. H., Kaase M., *Political action: mass participation in five Western democracies*, Sage Publications, Londres 1979
- Blaha J., « Apres Seattle, Prague...les memes, et l'on recommence...au Qatar », *La nouvelle Alternative*, Nr.2 (54), p.127-130, 2001
- Braconnier C., « Braconnages sur terres d'état. Les inscriptions politiques séditeuses dans le Paris de l'après-commune (1872-1885) », *Genèses* 35.06., p.103-130, 1999
- Bruneteaux P., *Le maintien de l'ordre, les transformations de la violence d'Etat en régime démocratique*, les presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris 1996
- Burciv F. (colonel), Cech B., *Technické prostředky Bezpečnostních služeb*, Policejní akademie České republiky, Prague 1999
- Bureš R., Žárský M., *Budování policie jako služby občanům*, Ministerstvo vnitra ČR, Prague 2000
- Buriánek J., « Proměny české policie (po r.1989), seminář CEFRES, Prague 16.10.2000
- Buriánek, Jiří: « Globální Bobovize? Aktuální studie občanské neposlušnosti české veřejnosti » (Global Bobovision? A topical study of civil disobedience of the Czech public) in Večerka, K (éd.); *Sborník příspěvků ze seminářů sekce sociální patologie MČSS (Zátoň 2001)*. MČSS; Prague 2002. s. 137-146
- Cefraï D., Trom D., *Les formes de l'action collective, mobilisation dans des arènes publiques*, 2ditions de l'EHESS, Paris 2001
- Chaffee L.G., *Political Protest and Street Art*, Greenwood Press, Londres 1993
- Charles Tilly, *La France conteste, de 1600 à nos jours*, Fayard, 1986
- Chazel F., « Individualisme, mobilisation et action collectives » p.244-268 in Birnbaum P., Leca J.(dir.), *Sur l'individualisme*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris 1986
- Chazel F., « *Les ajustements cognitifs dans les mobilisations collectives* » in *Cognition et sciences sociales*, Paris puf 1997 p. 193-206
- Collovald A., « Des désordres sociaux à la violence urbaine », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 2001, Vol. 136, Nr 136-137, pp. 104-113
- Dahrendorf R., *Reflexion on the revolution in Europe*, éd. Transaction Publishers, Washington 2004

- Davis J., « Toward a Theory of Revolution », *American Sociological Review*, n°27 p. 2-19, 1962,
- Dobry M., « Calcul, concurrence et gestion du sens, quelques réflexions à propos des manifestations étudiantes de novembre-décembre 1986 » in Favre P. (dir.), *La manifestation*, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques 1990 p. 357-386
- Dobry M., *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Presses de la FNSP, Paris 1992
- Dvořáková V., « Civil society in the Czech Republic, « Impulse 99 » and « Thank you, Time To Go » », in Kopecký P.(éd), Mudde C.(éd), *Uncivil Society? Contentious politics in post-communist Europe*, p.134-156, Rougledte, Londres-New York 2003
- Dvořáková V., Kunc J., « Transformation policière en République tchèque: une réforme ambivalente? » p. 83-102, *Les cahiers de la sécurité intérieure nr 41*, Paris 2000
- Ekiert G, Kubik J., *Rebellious Civil Society, Popular protest and Democratie consolidation in Poland, 1989-1993*, Ann Arbor, The University of Michigan Press 1999
- Fagin A., « Environnemental Protest in the Czech Republic: Three Stages of Post-Communist Development », *Czech Sociological Review*, 2000 Vol. 8 (No. 2: 139-156)
- Favre P. (dir.), *La manifestation*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris 1990
- Favre P., Fillieule O., Mayer N., « La fin d'une étrange lacune de la sociologie des mobilisations. L'étude par sondage des manifestants : fondements théoriques et solutions techniques » In: *Revue française de science politique*, n° 1, févr. 1997, p. 3-28.
- Ferret J., « Police et nouveaux enjeux de la proximité en France Bilan critique de 10 ans de recherches IHESI », séminář CEFRES, Prague 16.10.2000
- Fillieule O., *Stratégies de la Rue, les manifestations en France*, Presses de Sciences Po, Paris 1997
- First R., Stantejský M., Fojtík I., *Obušek s kolmou rukojetí, Tonfa (I et II)*, Policejní akademie České republiky, Prague 1996
- Gamson W.A., « Political Discourse and Collective Action », *International Social Movement Research*, 1, 1988, pp. 219-244
- Gaxie D., « Economie des Partis et rétribution du militantisme », *Revue française de Sciences Politiques*, vol 27 nr1, Paris 1977
- Greskovits B., *The Political Economy of Protest and Patience, East European and Latin American Transformations Compared*, Budapest, CEU Press, 1998
- Gurr T., *The conditions of Ceivil Violence : First Tests of a Causal Model*, Center of international Studies, Princeton University, Princeton 1967
- Gurr T., *Why men Rebel*, Princeton University Press Princeton, 1970
- Hobsbawm E.J. *Nations and Nationalism since 1780. Programme, Myth, Reality*. 2nd edition, Cambridge University Press, 1997
- Hofer T., « The Demonstration of March 15, 1989, in Budapest: A Struggle for Public Memory » in *Program on Central and Eastern Europe Working Paper Series 16*, Harvard University
- Hrazdára I. a kol., *Základy metodiky výcviku a taktiky služebních zákroků*, Policejní akademie České republiky, Prague 1996

- Huérrou A.L., Maslowski N., « « Offre » et « demande » de sécurité: Evolution des pratiques et nouveaux acteurs (Republique tcheque, Pologne, Russie) », Conference Ceri 22 mars 2002
- Jasper J., *The Art of Moral Protest, Culture, Biography and Creativity in Social Movements*, Chicago, University of Chicago Press 1997
- Kitschelt H., « Political opportunity structures and political protest : anti-nuclear Movement in four democracies », *British Journal of Political Science* 16, p.57-85
- Kramer M., « Collective protests and democratization in Poland 1989-1993: was civil society really « rebellious »? », *Communist and Post-communist studies*, vol.35, nr.2, p.213-221, 2002
- Kunc J., « Transition et désorganisation policière:le cas tchécoslovaque », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, nr. 8, 39-47, Paris 1992
- Lafargue J., « La rue africaine en mouvement : politique et action collective », *Politique africaine*, 63, 1996, pp. 24-38
- Law, D. De « Solidarity », *Sociological Review*, 32, nr 2, p.429-31. Londres 1984
- Loi n. 283/1991 Sb
- MacCarthy J.D., Zald M., « Resource mobilization and social movements:a partial theory », *American journal of sociology*, vol. 82, 1977, p. 1212-1241
- Macek P., Csc. A kol., *Pořádková činnost policie*, Policejní akademie České republiky, Prague 1996
- Macek P., Csc., JUDr. Lubomir Kvíčala, *Základní útvary služby pořádkové policie*, Policejní akademie České republiky, Prague 1998
- Macek P., Filák A., Gregor M., Chmela Z., Maslowski N., *Úloha policie a dalších subjektů při hromadných narušeních veřejného pořádku*, [le rôle de la Police et des autres sujets lors des atteintes collectives à l'ordre public], Ppolicejní Akademie Č.R. Prague 2000
- Marada R., *Kultura protestu a politizace každodennosti*, Centrum pro studium demokracie a kultury (CDK), Brno 2003
- Marx K., *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Les Editions sociales, Paris 1969
- Maté Szabo, « some lessons of collective protest in Central european post-communist countries: Poland, Hungary, Slovakia and East Germany in 1989-1993 » in *East Central Europe*, Collegium Budapeszt, vol.27, part 1, 2000, p.59-76
- Mayer N., Siméant J., *Les ONG face aux mouvements altermondialistes*, RFSP volume 54, nr 3 de juin 2004. Mayer N., Siméant, J. « L'espace de l'altermondialisme », *RFSP* volume 54, nr 3 p. 373-378, juin 2004
- Mayer N., Siméant, « L'espace de l'alter mondialisme », *RFSP* volume 54, nr 3 p. 373-378, juin 2004, www.cefres.cz/boyer.pdf
- Mc Adam, D., Mc Carthy, J., et Zald, M.N (dir.), *Comparative perspective on social movements. Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*, Cambridge University Press, Cambridge 1996
- Mc Adam, D., Mc Carthy, J., et Zald, M.N. (« Introduction : opportunities, mobilizing structures, and framing processes - toward a synthetic, comparative perspective on social movements », Pp. 1-20 in McAdam D., McCarthy J., et Zald M. N. (dir)*Comparative perspective on social movements. Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*, Cambridge University Press, Cambridge 1996

- Mc Carthy J.D., Zald M.N., *The trend of social movements in America: Professionalization and resource Mobilization*, Morristown, General Learning Press, 1973
- Mc Carthy, J.D. et Zald M.N., « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, 1977, p. 1212-1241
- Melucci A., « Liberation or Meaning ? Social Movements, Culture and Democracy », *Development and Change*, 23, 3, 1992, pp. 43-77
- Monjardet D., *Ce que fait la police, Sociologie de la force publique*, La Découverte, Paris 1996
- Neveu E., *Sociologie des mouvements sociaux*, la découverte Paris 2000
- Oberschall A., *Social Conflict and Social Movement*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1973
- Obershall A., *Social Conflicts and Social Movements*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, New Jersey 1973 p. 115-116
- Ocqueteau F., « Les Français, la sécurité et leur police », séminaire CEFRES, Prague 16.10.2000
- Ocqueteau F., « Les frontières des secteurs public et privé dans le domaine de la sécurité intérieure en France », séminaire CEFRES, Prague 16.10.2000
- Offerlé M., *Sociologie des groupes d'intérêts*, Montchretien, Paris 1994
- Okwuje I.M.F., « Hate Speech on the Internet: The Movement, Countermovement and Future », in *5th. Conference of the European Sociological Association*, Helsinki 28.8.-1.10.2001
- Olivier J.I., « Towards peaceful protest: Managing collective action in South Africa », Annual Meeting of the American Political Science Association, Atlanta 2.-5.9.1999
- Ollitrault S. « De la caméra à la pétition web : le répertoire médiatique des écologistes », *Réseaux* n 98, 1999, p. 153-185
- Oskarsson M., Peterson A., « Policing Political Protest, A Study of the Police Handling of Protest Events in Conjunction with the EU Summit Meeting in Göteborg, June 2001 », 5th. Conference of the European Sociological Association, Helsinki 28.8.-1.10.2001
- Ozouf M., *La fête révolutionnaire, 1789-1799*, Gallimard, Paris 1976
- Peillon M., « Exclusionary Protests in Southern Ireland », in *5th. Conference of the European Sociological Association*, Helsinki 28.8.-1.10.2001
- Purkrábek M.(réd.), *Veřejná politika a její aktéři*. Fakulta sociálních věd UK, Prague 1996
- Quéré L. « Agir dans l'espace public, l'intentionnalité des actions comme phénomène social » p.85-112, in Pharo P., Quéré L., *Les formes de l'action, sémantique et sociologie*, édition de l'EHESS Paris 1990
- Rakušanová P., *Povaha občanské společnosti v České republice v kontextu střední Evropy*, Sociologický ústav AV ČR, v.v.i., Prague 2007
- Rendlová E., « Názory veřejnosti na činnost policie České republiky v letech 1990-2001 » Centrum pro výzkum veřejného mínění, Prague 2002
- Scott, A. « Action. Movement and Intervention: Reflections on the Sociology of Alain Touraine », *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 28, 1, 30-45, 1991
- Siméant J., *La cause des sans-papiers*, Presses de Sciences Po, Paris 1998
- Snow (D.) et Benford (R.D.), « Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization », *International Social Movement Research*, 1, 1988

- Snow D. A., Rochford E.B., Worden S.K., Benford R.D., « Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation », *American Sociological Review* 51, p.464-481, 1986
- Szabó M., « Adaptation and Resistance: the Institutionalization of Protest Movements (1990-1994) » in Bozóki A. (ed.), *Democratic Legitimacy in Post-communist Societies*, p.137-154, T-TWINS Publishers, Budapest 1994
- Tarrow S. *Power in movement : social movements, collective action and politics*, Cambridge University Press, Cambridge 1994
- Tarrow S., « The Europeanisation of conflict : reflection from a social movement perspective », *West European Politics* 18, N.2, Londres 1995, p. 223-251
- Tartakowsky D., *Le pouvoir est dans la rue, crises politiques et manifestations en France*, Aubier, Paris 1998 p. 18
- Terry, S.M. compte rendu sur « Solidarity », *Political Science Quarterly*, 99, 3, p.574-5, Londres 1984
- Tilly C., *From mobilization to revolution*, Addison-Wesley 1978
- Touraine A., *La voix et le regard*, Seuil, Paris 1978
- Touraine A. avec Dubet F., Hegedus Z., Wieviorka M., *Lutte étudiante*, Seuil, Paris 1978
- Touraine A., Wieviorka M., Dubet F., Strzelecki I., *Solidarité*, Fayard, Paris 1982
- Touraine A., Wieviorka M., Dubet F., *Le mouvement ouvrier*, Fayard, Paris 1984
- Trom D., Cefraï D. (réd.), *Les formes de l'action collective, mobilisation dans des arènes publiques*, éditions de l'EHESS, Paris 2001
- Van Aelst P., Walgrave S., « Globo-protesters: Virtual or real? », 5th. Conference of the European Sociological Association, Helsinki 28.8.-1.10.2001
- Vanhuyse P., *Divide and Pacify – Strategic social policies and political protests in post-Communist democracies*, CEU Press, Budapest 2006
- Watson, M., compte rendu de « Solidarity », *Soviet Studies*, 36, 3, p. 467-9, Londres 1984
- Zald M. N., McCarthy J. D. (dir.), *Social movements in an organizational society : collected essays*, New Brunswick, N.J. , Transaction, 1987
- Zald M. N., McCarthy J. D. (dir.), *The dynamics of social movements : resource mobilization, social control, and tactics*, (*Frontiers of Sociology Symposium Vanderbilt University 1977*), Winthrop Publishers, Cambridge, Mass 1979
- Zald M., MacCarthy J., *Social Movement Industries : competitions and cooperation among movement organizations*, working paper 201 du CRSO University of Michigan, 1979 consultable sur internet <http://deepblue.lib.umich.edu/bitstream/2027.42/50975/1/201.pdf>
- Zalewski F., « Conflits d'interprétations et conflits sociaux dans la Pologne post-communiste : l'exemple des mobilisations paysannes », in Antoine Roger (dir.), *Des partis pour quoi faire ? La représentation politique post-communiste*, Bruylant, Bruxelles 2003, p. 61-76

d. La nation

- Anderson B., *L'imaginaire national: Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris : La Découverte, 1996
- Calhoun, C. "Nationalisme and Civil Society : Democracy, Diversity and Self-determination », in *social Theory and the Politics of Identity*, ed. Craig Calhoun, Blackwell 1994
- Colas D., *Citoyenneté et nationalité*, Gallimard, Paris 2004
- Csurgai Gy., *La nation et ses territoires en Europe centrale : Une approche géopolitique*, Peter Lang, Bern 2005
- Francfort D., *Le Chant Des Nations : Musiques Et Cultures En Europe, 1870-1914*, Hachette, Paris 2004
- Gellner E., *Nation et Nationalisme*, Payot, Paris 1989
- Gusdorf G., *L'homme romantique*, Payot-Rivages, Paris 1984
- Havelka M., *Dějiny a Smysl*, éd. Knížnice Dějin a Současnosti, Prague 2001
- Hermet G., *Les populismes dans le monde : une histoire sociologique, XIXe-XXe siècle*, Fayard, Paris 2001
- Hermet G., *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, Seuil, Paris 1996
- Hlavičková Z., Maslowski N., *Nacionalismus v současných dějinách střední Evropy. Od mobilizace k identitě*, CES Prague 2005
- Hobsbawm E., Ranger T. (dir.) *The invention of Tradition*, Cambridge University Press, Londres 1983
- Hobsbawm E., « Mass-producing Traditions : Europe 1870-1914 » in Hobsbawm E., Ranger T. (dir.) *The invention of Tradition*, Cambridge University Press, Londres 1983
- Hroch M., *Social Preconditions of National revival in Europe. A Comparative Analysis of the Social Composition of Patriotic Groups among Smaller European Nations*. Cambridge University Press, Vambridge 1985
- Kastoryano R., « Vers un nationalisme transnational. Redéfinir la nation, le nationalisme et le territoire », *Revue française de science politique*, Vol. 56 n° 4, août, p. 533-553, RFPS, Paris 2006
- Lajos Németh, « Changement de statut de l'Artiste Hongrois au cours du XIXe et du XXe Sècle » in Le Goff J., Köpeczi B. (réd.) *Intellectuels français, intellectuels hongrois, XIIIème-XXème siècle*, Akadémiai Kiado, Budapest 1985 ; éditions du CNRS, Paris 1985, p.279-284
- LeCaine A.. *Origins of the Czech National Renaissance*. , University of Pittsburgh Press, Pittsburgh et Londres 1993
- Mačura V., *Znamení Zrodu, České Národní Obrození jako Kulturní typ*, Prague, H&H 1995, p.103 –104
- Manent P., *La raison des nations*, Gallimard, Paris 2006
- Michel B., *Nations et nationalismes en Europe centrale, XIXe-XXème siècle*, Aubier, Paris 1995

- Nora P., « De la République à la Nation », in Pierre Nora (dir.) *Les lieux de mémoires, I. La république*, Gallimard 1984 p. 651-659
- Pomian K., *L'Europe et ses Nations*, Le Débat-Gallimard, Paris 1990
- Pryzel I., *National Identity and Foreign Policy. Nationalism and Leadership in Poland, Russia and Ukraine*. Cambridge University Press, 1998
- Romsics G. « The national story : a constructivist independent variable for sociologists » in Hlavičková Z., Maslowski N., *The Weight of History in Central European Societies of the 20th Century*, CES 2005 p. 153-163
- Rosenvallon P., *Le peuple introuvable, histoire de la représentation démocratique en France*, Gallimard, Paris 1998
- Rychlík J., « Česká a slovenská historiografie období komunismu v Československu » in Hlavičková Z., Maslowski N., *Nacionalismus v současných dějinach střední Evropy. Od mobilizace k identitě*, CES Prague 2005 p. 62-72
- Servant C., *Critique et nation*, Université Paul Valéry, Montpellier 2001
- Schöpflin G., *Nations, Identity, Power*, NYU Press, New York 2000
- Tronquoy P., Schnapper D., Thiesse A.-M., « L'identité nationale », *Cahiers français*, n° 342, janv.-fév., la documentation française, Paris 2008

e. **Transitologie**

- Barnes S.H. & Janos Simon (réd.) *The Postcommunist Citizen*, Erasmus Foundation and IPS of HAS, Budapest 1998
- Bresser Pereira L.C., Maravall J.M. et Przeworski A., *Economic Reforms in New Democracies. A Social-Democratic Approach*, Cambridge University Press, Cambridge 1993
- Bruszt L, Stark D., *Postsocialist Pathways: Transforming Politics and Property in East Central Europe*, Cambridge University Press, New York and Cambridge 1998
- Bunce V., « Quand le lieu compte spécificités des passés autoritaires et réformes économiques dans les transition à la démocratie », *Revue française de science politique* vol.50, Nr4, p.633-656
- De Waele J.-M., « Les théories de la transition à l'épreuve de la démocratisation en Europe Centrale et Orientale », in Delwit P., De Waele J.M., (Dir.), *La Démocratisation en Europe Centrale, la coopération pan-européenne des partis politiques*, L'Harmattan, Paris 1998
- Delwit P., De Waele J.M., (Dir.), *La Démocratisation en Europe Centrale, la coopération pan-européenne des partis politiques*, L'Harmattan, Paris 1998
- Dobry M., (dir.), *Democratic and Capitalist Transition in Eastern Europe, Lesson for the Social Sciences*, Academic Publishers, Kluwer 2000
- Dobry M., « Les voies incertaines de la transitologie, choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de Path dependence », *La Revue Française de Sciences Politiques* vol.50, nr 4-5, p.585-614, 2000
- Dobry M., « Les transitions démocratiques, Regard sur l'Etat de la « transitologie », Introduction », *La Revue Française de Sciences Politiques* vol.50, nr 4-5, p.579-583, 2000
- Dupré-Latour N., *Le retour à l'Europe : la pensée dissidente tchèque (tchécoslovaque) et le projet européen*, doctorat à IEP Paris, 2006
- Éthier D., *Economic Adjustment in New Democracies. Lessons from Southern Europe*, Macmillan/St-Martin's Press, Londres/New York 1998
- Fuchs D.& Roller E., « Cultural Conditions of Transition to liberal Democracy in Central And Eastern Europe », in Barnes S.H. & Janos Simon (éd.) *The Postcommunist Citizen*, Erasmus Foundation and IPS of HAS, Budapest 1998, p. 35-78
- Guilhot N., « The transition to the human world of democracy - notes for a history of the concept of transition, from early Marxism to 1989. », *European Journal of Social Theory* 5, no. 2 (2002) Gerard Delanty & Sussex University UK, Brighton 2002, pp. 219-243
- Guilhot N., *The democracy makers. Human rights and the politics of global order*, Columbia University Press, New York 2005
- Guilhot, N., Schmitter, P. « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des democratization studies. », *Revue Française de Science Politique* 50, no. 4-5, Paris 2000, pp. 615-631
- Hadjiisky M., « Des leaders sans parti » in Arnaud L., Guionnet C. (dir.), *Les frontières du politique : enquête sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Presses universitaires de Rennes, Rennes 2005, pp.263-291

- Hadjiisky M., « Les formes de la démocratie en Europe post-communiste. Le débat tchèque », *Transcontinentales*, 1, 2ème semestre 2005, p.107-124
- Hadjiisky M., « République tchèque », in P. Perrineau, D. Reynié (dirs.), *Le Dictionnaire du Vote*, Presses Universitaires de France, 2001, p.895-898
- Higley J., Pakulski J., « Jeux de pouvoir des élites et consolidation de la démocratie en Europe centrale et orientale », *Revue Française de science politique*, vol20, nr.4-5, p.657-678, Paris 2000
- Huntington S., *The Third Wave : Democratization in the Late Twentieth Century*, University of Oklahoma Press, Norman 1991
- Kaase M., Sparschuh V., (ed), Wenninger A. (Co-ed.) *Three Social Science Disciplines in Central and Eastern Europe, Handbook on Economics, Political Science and Sociology.*, Social Science Information Centre (IZ), Berlin / Collegium Budapest, Budapest 2002
- Korzeniewicz R. P. and Smith W.C., (eds), *Latin America in the World-Economy*, Greenwood Press, Londres 1996
- Linz, J., Stepan A., *Problems of democratic transition and consolidation, Southern Europe, South America and Post-communist Europe*, Baltimore, John Hopkins University press, Baltimore, et Londres 1996
- Mainwaring S., O'Donnell G. et al., (dir.), *Issues in Democratic Consolidation. The New South American Democracies in Comparative Perspective*, University of Notre Dame Press, Notre Dame 1992
- Mink G., « La circulation des élites en Europe centrale : forces et faiblesses des paradigmes « élitistes » », in ; Andrew W. (dir.), *La Transition vers le marché et la démocratie, Europe de l'Est, Europe centrale et Afrique du Sud*, coll. Recherches, La Découverte, Paris 2006, p.127-145
- Mink G., *L'énigme polonaise*, film documentaire d'Arte, 2005
- Mink.G., Szurek J.-C., *La grande conversion*, Seuil, coll. « L'Épreuve des faits », Paris 1999
- Munck G., « Democratic Consolidation », in Clarke P.B. et Foweraker J., (eds), *Encyclopedia of Democratic Thought*, Routledge, Londres 2001
- Nelson J.M. & Eglinton S.J., *Encouraging Democracy, what Role for Conditioned Aid ?*, Overseas Development Council, Washington DC 1992
- O'Donnell G. et Schmitter P., *Transitions from Authoritarian Rule. Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore 1986
- O'Donnell G., « Horizontal Accountability and New Polyarchies », *Journal of Democracy* 9 (3),), The Johns Hopkins University Press, Baltimore 1998, pp. 112-126
- O'Donnell G., « Delegative Democracy », *Journal of Democracy* (5), The Johns Hopkins University Press, Baltimore 1994
- O'Donnell G., « Illusions about Consolidation », *Journal of Democracy* 7 (2),), The Johns Hopkins University Press, Baltimore 1996
- Oxhorn Ph. et Ducatenzeiler G., (dir.), *What Kind of Democracy ? What Kind of Market ? Latin America in the Age of Neoliberalism*, Penn State University Press, Pennsylvania 1998

- Perron C., *Les Pionniers de la démocratie*, (Postface de Jacques Rupnik, préface de Bronislaw Geremek), PUF, Paris 2004
- Plattner, M., Dir., *Democracy after communism*, Baltimore, John Hopkins University press, Baltimore 2002
- Pridham G., (ed.), *Transitions to Democracy. Comparative Perspectives from Southern Europe, Latin America and Eastern Europe*, Dartmouth Publishing Co., Brookfield, VT 1995.
- Roger A., « Le "champ politique" dans les sociétés post-communistes : une notion en débat, Transitions » vol.43:n°2, Bruxelles 2002, p.3-153, avec entre autre un article de F. Zalewski.
- Roger A., *Les grandes théories du nationalisme*, A. Colin, Paris 2001
- Sachs, J., Woo, W.T., « Structural factors in the Economic Reforms of China, Eastern Europe and the Former Soviet Union », in *Economic Policy*, 18, Blackwell Publishing / Centre for Economic Policy Research, Center for Economic Studies, Maison des Sciences de l'Homme, Oxford 1994, pp. 100-145
- Staniszki J., *W poszukiwaniu paradygmatu transformacji*, ISP. PAN, Varsovie 1994
- Stark D., « Path Dependency and Privatization Strategies in East Central Europe », *Eastern European Politics and Societies*, 6(1), pp. 17-53
- Stark, D., Bruszt L., *Postsocialist Pathways, Transforming Politics and Property in East Central Europe*, Cambridge University Press, 1998
- Szelenyi I., Szelenyi S., « Circulation or reproduction of elites during the post-communist transformation of Eastern Europe : introduction », *Theory and society*, vol 24, n°5, octobre, springer Netherland, Dordrecht, 1995, pp. 615-638
- Szelenyi I., Eyal G.(Dir.), *Making Capitalism Without Capitalists: Class Formation and Elite Struggles in Post-Communist Central Europe*, Verso, Londres 1999
- Valenzuela S. J., « Democratic Consolidation in Post-Transitional Settings : Notion, Process, and Facilitating Conditions », in Mainwaring S., O'Donnell G. et al., (dir.), *Issues in Democratic Consolidation. The New South American Democracies in Comparative Perspective*, University of Notre Dame Press, Notre Dame, 1992, pp. 57-104
- Wheeler R., « The United Nations Commissions on Human Rights », *Canadian Journal of Political Science*, Cambridge University Press 1999, pp. 75-101
- Whitehead L., *The International Dimensions of Democratization*, Oxford Univ. Press, Oxford, 1996
- Yankova G.(Harvard University) "Historical Determinants of Post-Communist Power Relations: A Comparative Case Study of Hungary and Russia", dans le cadre de la conférence *One Ring to Rule Them All? Power and Power Relations in East European Politics and Societies* organisée à The University of California - Berkeley, 8-10.11.2002 par James Krapfl & Maria Stoilkova
- Zalewski F., *Paysannerie et Politique en Pologne. Les transformations du parti paysan polonais PSL, 1945-2000*, Éditions Michel Houdiard, Paris 2006

B. Positions concernant l'étude du terrain

a. Europe Centrale

- Ash T.G., « L'Europe centrale existe-t-elle ? », *Lettre Internationale n°10*, Aujourd'hui international, Paris 1986
- Barnes S.H. & Janos Simon (éd.) *The Postcommunist Citizen*, Erasmus Foundation and IPS of HAS, Budapest 1998
- Beauvois D., Aleksiu N., Ducreux M.-E., *Histoire de l'Europe du centre-est*, Presses universitaires de France, Paris 2004
- Bibó I., *Misère des petits Etats d'Europe de l'Est*, L'Harmattan, Paris 1986
- Delaperrière M., *Histoire littéraire de l'Europe médiane des origines à nos jours*, L'Harmattan, Paris 1998
- Delsol C., Masłowski M., Nowicki J., *Mythes et symboles politiques en Europe centrale*, Puf, Paris 2002
- Delsol C., Masłowski M., Nowicki J., (dir.) *Dissidences*, Puf, Paris 2005
- Ducreux, M.-E., Mares A. (dir.), *Enjeux de l'histoire en Europe centrale*, L'Harmattan, Paris 2002
- Dufoix S., *Politiques d'exil, Hongrois, Polonais, Tchécoslovaques en France après 1945*, PUF, Sociologie d'aujourd'hui, Paris 2002
- Ekiert, J., Kubik G., « Contentious Politics in New Democracies: East Germany, Hungary, Poland, and Slovakia, 1989-9 », *World Politics - Volume 50, Number 4, July 1998*, pp. 547-581
- Foucher M.(dir.), *Fragments d'Europe, Atlas de l'Europe médiane et orientale*, Paris Fayard 1993
- Frybes M., CFTD, *Une nouvelle Europe centrale*, Cahiers libres Découverte, Paris 1998
- Frybes, M., « Le syndicalisme en Europe centrale : à la recherche d'une nouvelle légitimité sociale et politique », *Cahiers internationaux de sociologie*, juil.-déc. 93 : p. 275-287, Paris 1993
- Goldfarb, J. *Beyond Glasnost, the post-totalitarian mind*, University of Chicago Press, Chicago, 1989
- Grabowska M., « The post-communist cleavage on the national and the local level in Poland », in: Zarycki T., Kolankiewicz G., *Regional issues in Polish Politics*, School of Slavonic and East European Studies, University College London, 2003
- Hadjiisky M., *De la mobilisation citoyenne à la démocratie de partis : participation et délégation politiques dans la nouvelle démocratie tchèque (1989-1996)*, Thèse de doctorat de Science politique, Institut d'études politiques, Paris 2004
- Hlavičková Z., Masłowski N., *The Weight of History in Central European Societies of the 20th Century*, CES Prague 2005
- Hyde-Price, *Germany and European Order : Enlarging NATO and The E.U.*, Manchester Univ. Press, Manchester 2000
- Kopeček M., « The Ups and Downs of Central Europe. Chapters from Czech Symbolic Geography ». In Hlavičková Z., Masłowski N. *The Weight of History in Central European Societies of the 20th Century*, CES Prague 2005 p. 41-59

- Křen J, *Dvě století střední Evropy*, Argo, Prague 2005
- Kundera M., « Un Occident kidnappé, ou la tragédie de l'Europe Centrale », *Le Débat*, Gallimard, Paris 1983, p.1-22
- Lajos Németh, « Changement de statut de l'Artiste Hongrois au cours du XIXe et du XXe Sècle » in Le Goff J., Köpeczi B. (réd.) *Intellectuels français, intellectuels hongrois, XIIIème-XXème siècle*, Akadémiai Kiado, Budapest 1985 ; éditions du CNRS, Paris 1985, p.279-284
- Law, D. De « Solidarity », *Sociological Review*, 32, nr 2, p.429-31. Londres 1984
- Marès A. (dir.), *Histoire et pouvoir en Europe médiane*, L'Harmattan, Paris 1996
- Masłowski M. (réd.), *Identité(s) de l'Europe centrale*, Institut d'Etudes Slaves, Paris 1995
- Masłowski M.(réd.), *L'Europe du Milieu*, Presses universitaires de Nancy, Nancy 1991
- Masłowski N., « Book review , Barnes S.H. & Janos Simon (réd.) The Postcommunist Citizen, Erasmus Foundation and IPS of HAS, Budapest 1998 », *Central European Political Science Review*, Volume 1, nr.1, sept.2000, CEPSR, Budapest p.109-110
- Maurel M.-C., « Différenciation et reconfiguration des territoires en Europe centrale », *Annales de géographie*, Vol. 113, Numéro 636, Paris 2004, pp. 124-144
- Maurel M.-C., « L'élargissement à l'Est: une nouvelle donne pour l'Union européenne », *Annales de géographie*, Vol. 113, Numéro 636, Paris 2004, pp. 115-123
- Maurel M.-C., *Recomposition de l'Europe médiane*, SEDES, Montpellier 1997
- Maurel M.-C., « La géographie électorale à la croisée du politique et du social : Élections et Géographie », *Annales de géographie*, Vol. 98, Numéro 550, Paris 1989, pp. 710-711
- Michel B., *Nations et Nationalismes en Europe Centrale XIX-XXème siècles*, Aubier Montaigne, Paris 1995
- Michel P., *L'Europe médiane : au seuil de l'Europe*, Harmattan, Paris 1997
- Miłosz Cz., *Une autre Europe*, Gallimard, Paris 1964
- Mink G., « Les mystères de l'acteur invisible. Remarques sur l'hypothèse du retour des communistes en Europe centrale et orientale », In: *Cahiers internationaux de sociologie*, n° vol. XCV, juil.-déc. 1993, p. 417-433
- Mink G., « Intégration européenne et mutations sociales en Europe centrale », *Politique étrangère*, n° 2 vol 96, Paris 2004 p.373-386
- Mink G., Neumayer L., « Contagion anti-européenne en Europe centrale », *Politique étrangère*, vol. 67, Paris 2002 p.665-681
- Mink G., Szurek J.-C. (réd.), *Cet étrange postcommunisme. Rupture et Transitions en Europe centrale et orientale* , Presses du CNRS/La Découverte, Paris 1992
- Mink G., Szurek J.-C., « Agir ou subir : les nomenklaturas polonaise et tcheque face a la grande mutation économique (1988-1993) », *Revue d'études comparatives Est/Ouest*, n° 4, déc., CNRS Paris 1994, p. 47-63
- Mink G., Szurek J.-C., *La grande conversion : le destin des communistes en Europe de l'Est*, éd. du Seuil, Paris 1999
- Mink G., Szurek J.-C., « Paradigmes sociologiques : héritages et nouveaux questionnements », n° 4, déc., CNRS, Paris 1994, p. 5-13
- Mink G., *Vie et mort du bloc soviétique*, Casterman, Firenze, Giunti, Paris 1997

- Mink, G., Szurek J.-C., « L'ancienne élite communiste en Europe centrale : stratégies, ressources et reconstructions identitaires », *Revue française de science politique*, Volume 48, Numéro 1, 1998 pp. 3-41
- Nowicki J., *Quels repères pour l'Europe*, Harmattan, Paris 1996
- Perron C., *La transformation des élites politiques locales tchèques et est-allemandes, 1989-1998 : une comparaison de la construction démocratique dans deux sociétés post-communistes*, Thèse de doctorat de Science politique. Institut d'études politiques, Paris 2002
- Pomian K., « les particularités historiques de l'Europe centrale et orientale », *Le Débat nr.63*, Paris 1991, p.26-39
- Pynsent R. (ed.), *The Phoney Peace. Power and Culture in Central Europe 1945-49* SSEES Occasional Paper no.46, Sees ed. Londres 2000
- Rupnik J., *Intellectuals and power in Czechoslovakia*, Publications du CERI, Paris 1988
- Rupnik J. *L'autre Europe*, Paris, Odile Jacob 1990
- Szűcs J., *Les trois Europes*, L'Harmattan, Paris 1985
- Terry, S.M. « compte rendu sur « Solidarity », *Political Science Quarterly*, 99, 3, p.574-5, Londres 1984
- Wandycz P., *The Price of Freedom. A History of East Central Europe from the middle Ages to the Present*, Routledge, Londres - New York 1992
- Watson, M., « compte rendu de « Solidarity », *Soviet Studies*, 36, 3, p. 467-9, Londres 1984
- Zarycki T., Kolankiewicz G., *Regional issues in Polish Politics*, School of Slavonic and East European Studies, University College London, Londres 2003

b. Héritage, politique et société tchèque

(mélange de sources primaires et secondaires car il n'y a pas de frontière existante faisant sens dans cette sous-partie)

- « Beseda informací o chartě 77, s Václavem Bendou, Jiřím Hájkem, Václavem Havlem a Ladislavem Hejdánkem » in Prečan, V. (ed.) *Charta 1977- 1989*, 1990, p. 136, Cz. Středisko nezávislé literatury , Schinfeld - Schwancenbourg a Archa Bratislava, Samizdat, textes écrits à Prague 1986
- « Prohlášení Charty 77 » in Prečan V.(éd.), *Charta 77, 1977-1989, Od morální k demokratické revoluci*, p.9-16, Čs.dokumentační středisko nezávislé literatury, Scheinfeld - Prague - Bratislava 1990
- « Entretiens de J.Patocka avec ses élèves (juillet 1976) », *Le messenger européen* nr. 2, 1988, p.205-225
- « Ztroskotanci a samozvanci » , *Rudé Právo* du 12 janvier 1977
- Alan J. (réd.), *Alternativní kultura, příběh české společnosti 1945-1989*, Nakl. Lidové Noviny 2001
- Barelli, Yves, *La Révolution de velours en Tchécoslovaquie*; préface de Petr Uhl, Editions de l'Aube, Marseille 1990
- Benda V., « Paralelní polis » in Prečan V.(éd.), *Charta 77, 1977-1989, Od morální k demokratické revoluci*, p.43-51, Čs.dokumentační středisko nezávislé literatury, Scheinfeld – Prague – Bratislava 1990
- Bilak, V *Paměti II Agentura Cesty Praha*, Prague 1991
- Blaive M, *Une déstalinisation manquée. Tchécoslovaquie 1956*, Paris/Bruxelles, IHTP-CNRS/Complexe, coll. « Histoire du temps présent », Paris 2005
- Blaive M., « Tchèques, Allemands, Autrichiens : La gestion d'un passé douloureux. » Commentaire de l'article de Jacques Rupnik "Das andere Mitteleuropa : Die neuen Populismen und die Politik mit der Vergangenheit" », *Tr@nsit online*, (23), Fall 2002
- Blaive M., « La démocratie: une composante identitaire et une légitimité politique pour les Tchèques », Conference CEFRES, Prague 23-25.11.2000
- Blaive M., Maslowski, N., « The World of the Two Václavs : European Intellectuals vs. National(ist) Politicians in Czechia » in Lacroix J., and Nicolaïdis K., *European Stories, How National Intellectuals Debate Europe, à paraître en Oxford 2009*
- Blaive M., Mink G. (eds), *Benešovy dekrety. Budoucnost Evropy a vyrovnávání se s minulostí* [Les décrets Benes. Le futur de l'Europe et la gestion du passé], Prague, Dokořan, 2003
- Blažek P. (dir.), *Opozice a odpor proti komunistickému režimu v Československu 1968-1989*, éd. Ústav českých dějin FF UK/Dokořán, Prague 2005
- Blažek P., « Reprezentace zemědělských zájmu v politickém systému České republiky: ekonomické (profesní) zájmové skupiny », *Politologická revue* 1, 1/6/2002, 23-38
- Blažek P.« Dejte šanci míru!, Pacifismus a neformální mírové aktivity mládeže v Československu 1980-1990 » p. 11-106 in Vaněk M. a kol., *Ostrůvky svobody, Kulturní a*

- občanské aktivity mladé generace v 80. letech v Československu*, Ústav pro soudobé dějiny AVCR/Votobia, Prague 2002
- Bondy E., *Filosofické eseje*, Zbyněk Fišer, Prague 1999
- Bondy E., *Koření českého literárního undergroundu v letech 1949-1953*, [les racines de l'underground littéraire tchèque dans les années 1949-1953], Vokno 18, Prague 1990
- Bova R., « Political Dynamics of the Post-Communist Transition », *World Politics*, vol.44, nr.1, p.113-138, 1991
- Bozóki A.(ed.), *Intellectuals and Politics in Central Europe*, CEU Press, Budapest 1999
- Bradley J., *Czech Nationalism in the Nineteenth Century*, *East European Monographs No.CLVII*, Columbia University Press, New York 1984
- Bugajski J., *Czechoslovakia : Charter 77's Decade of Dissent*, Praeger, New York 1987
- Bunce V., « Quand le lieu compte. Spécificités des passés autoritaires et réformes économiques dans les transitions à la démocratie », *Revue Française de science politique*, vol20, nr.4-5, p.633-656, 2000
- Burian V., a Tichák T., *Listy v exilu : obsahová analýza časopisu Listy, který v letech 1971 až 1989 vydával v Římě Jiří Pelikán / Dušan Havlíček*; éd.: Burian V., a Tichák T, Olomouc 2008
- Cabada L., *Komunismus, levicová kultura a česká politika 1890-1938*, Vydavatelství a nakladatelství Aleš Čeněk, s.r.o., Plzeň 2005
- Císařovská B., Prečan V., *Charta 77: Dokumenty 1977-1989*, Ústav pro soudobé dějiny AV ČR, Prague 2007
- Colas D., (dir.), *L'Europe Post-communiste*, PUF, Paris 2002
- Dayová B., *Sametoví Filozofové*, Ed. Doplněk, Brno 1999, p. 21-25
- Décret du gouvernement tchécoslovaque nr. 48 de 1950 du 23. 5. 1950
- Décret nr 28 du 9.4.1992
- Devátá M., Suk J., Tůma O. (red.), *Charta 77 - od obhajoby lidských práv k demokratické revoluci*, Praha 2007 [editoři]; Placák P., *Fízl*, Torst Prague, 2007
- Devaux S., *Analyse du phénomène associatif dans la société tchèque en transformation : du système de type soviétique à la démocratie*, thèse pour le doctorat de science politique de l'université de Paris X-Nanterre, Nanterre 2002
- Dopis redakci « Reforma Strany zelených » in *Lidové noviny, Horizont*, 19.12.2001
- Dossier: Visite du président Havel en France les 2-4 février 1999*, 1991
- Dubček, A *Naděje umírá poslední. Vlastní život Alexandara Dubčeka* Svoboda-Liberta Praha 1993
- Ducreux M.E. (red.), *Histoire et mémoire : résistance et collaboration pendant la Seconde Guerre mondiale*, Cefres, Prague 1997
- Ducreux M.E., « Les Tchèques et leur histoire », in *L'histoire et les historiens en Europe Centrale et Orientale après 1989*, Paris, L'Harmattan 1996
- Durasoff D., « Revitalization Processes in Post-Communist Eastern Europe: Religion as Active Participant in Political Transformation », in Ramet S.P., *Adaptation and transformation in communist and post-communist systems*, p.185-208, Westview Press, Colorado, Oxford 1992

- Durcreux M.E., « Entre catholicisme et protestantisme: l'identité tchèque », *Le Débat*, no 59, 1990, p. 106-125
- Dvorský S., « Z podzemí do podzemí » [de l'illégalité à l'illégalité], p. 77 à 154, dans Alan J. (éd.), *Alternativní kultura, příběh české společnosti 1945-1989*, Nakl. Lidové Noviny 2001
- Dvořáková V., « Civil society in the Czech Republic, « Impulse 99 » and « Thank you, Time To Go » », in Kopecký P.(éd), Mudde C.(éd), *Uncivil Society? Contentious politics in post-communist Europe*, p.134-156, Routledge, London-New York 2003
- Eyal G., *The Origins of Postcommunist Elites, From Prague Spring to the Breakup of Czechoslovakia.*, University of Minnesota Press, Minneapolis, London 2003
- Frk P., « Základní politické právo pokojně se shromažďovat – jeho garance a omezení », *Právo, časopis pro právní teorii a praxi*, 4/2008
- Grémion P., *Intelligence de l'anticommunisme ; le congrès de la culture à Paris, 1950-1975*, Fayard, Paris 1995
- Grémion P., *Paris Prague ; La gauche face au renouveau et à la régression tchécoslovaque 1968-1978*, Juilliard, Paris 1985
- Gross S., « Zpráva statutárního místopředsedy ČSSD o činnosti ÚVV ČSSD XXXI. sjezdu ČSSD, konanému v Praze 28.-30.03.2003 »
- Gruntorád J., Uhl P. (dir.), *O československém vězeňství : sborník Charty 77*, Orbis, Prague 1990
- Hadjiisky M., « La démocratie par le marché », *Politix*, nr.47, 1999, p.63-88
- Hahn E., « Vytváření identity a její legitimizace jako postoje „proti“: Češi v konfrontaci s „Německou otázkou“ od roku 1945 po dnešek », Konference CEFRES, Praha 23-25.11.2000
- Havel V., « Výzva občanů », 17.11.1991, discours, télévision tchécoslovaque, Československá televize, ce discours à été suivi de manifestations à Prague, Václavské náměstí, en soutien à cet appel "Výzvy občanů", 21.11.1991
- Havel V., , « Evropa jako úkol » Čáchy du 15.05.1996, consultable entre autres sur <http://old.hrad.cz/president/Havel/evropa/projevy.html>
- Havel V., « O svobodě a moci », Samizdat, Prague 1979, et in Prečan, V. (ed.) *Charta 1977-1989*, 1990, p. 43, Cz. Středisko nezávislé literatury, Scheinfeld - Schwancenbourg a Archa Bratislava, textes écrits le 17 avril 1978
- Havel V., « Jak se rodila Charta 77 » in Prečan V.(éd.), *Charta 77, 1977-1989, Od morální k demokratické revoluci*, p. 17-23, Čs.dokumentární středisko nezávislé literatury, Scheinfeld – Praha – Bratislava 1990
- Havel V., « Le défi historique de l'Europe », *Transeuropéennes*, nr.8, p.15-23, 1996
- Havel V., « Les intellectuels orphelins du politique? », *Esprit*, nr.216, p.112-117, 1995
- Havel V., « Les nouvelles démocraties d'Europe, l'Otan et la Russie », *Esprit*, nr.7, p.69-83, 2001
- Havel V., « Projev prezidenta republiky Václava Havla » in colloque „Myšlenky Václava Havla a koncept občanské společnosti“, Prague 26.04.1999
- Havel V., « Rép. tchèque: Ne pas se préoccuper que de soi », *La nouvelle alternative*, nr.34, p.24-30, 1994

- Havel V., « Česká společnost má tendenci se uzavírat », entretien avec le Président de la République Václav Havel, *Lidové noviny* du 18 octobre 2000
- Havel V., « Le pouvoir des sans-pouvoir », in *Essais Politiques*, Calmann-Lévy 1989 p. 65 à 158.
- Havel V., Errera R. (éd.), Vladislav J. (éd), *Essais politiques*, Calmann-Lévy, Paris 1991
- Havel V., Haloun K., Prokop J., *Česko. Prezident (1993-2003 : Havel), 1992 & 1993 : [projevy]* Paseka, Prague 1994
- Havel V., Hvižďala K., *Interrogatoire à distance*, 2ditions de l'Aube, Paris 1989
- Havel V., Hvižďala K., *Havel, Václav, 1936-; À vrai dire : livre de l'après pouvoir : notes, carnets et entretiens avec Karel Hvižďala, 1986-2006 / traduits du tchèque par Jan Rubeš;* Editions de l'Aube, La Tour-d'Aigues 2007;
- Havel V., *Il est permis d'espérer*, Calmann-Lévy, Paris 1997
- Havel V., *Le Pouvoir des sans-pouvoir*, Samizdat, Prague 1978
- Havel V., *Méditations d'été*, Aube, Paris 1991
- Havel V., Rubeš J., *Pour une politique postmoderne*, Ed.de l'Aube, La Pour-d'Aigues 1999
- Havel V., *Slovo o slovu = Quelques mots sur la parole*, Aube, Avignon 1989
- Havel V., *The Anatomy of a Reticence*, Charta 77, Stockholm 1986
- Havel, V., Klaus V., Pithart P. "Civil Society after Communism: Rival Visions." p.12-23, *Journal of Democracy* 7:, The Johns Hopkins University Press, Maryland USA, Baltimore 1996
- Havelka M., « Nepolitická politika. Kontexty a tradice », *Sociologický časopis*, XXXIV, (4/1998) Prague 1998, p455-466
- Havelka M., *Dějiny a Smysl*, [L'Histoire et le Sens], éd. Knihovny Dějin a Současnosti, Prague 2001
- Havlík P., Pečinka B., *Politika z obou stran*, Ivo Železný, Prague 2005
- Hejdánek L., *Dopisy příteli*, OIKOYMENH, Prague 1993
- Hlavičková Z., Maslowski N., *The Weight of History in Central European Societies of the 20th Century*, CES 2005 p. 153-163.
- Host*, 3/2000
- Hrubý P., *Fools and Heroes, The Changing role of Communist Intellectuals in Czechoslovakia*, Pergamon Press, Oxford 1980
- <http://www.brusselsjournal.com/node/206>, (The Brussels Journal, The Voice of Conservatism in Europe.)
- Hübl, M., *Cesty k moci* avec introduction de Petr Uhl et post-face de Miloš Hájek, éd. Naše vojsko, Prague 1990
- Hvižďala, K., *Rozhovory na přelomu tisíciletí* [Conversations à la frontière du millénaire], Dokořán, Prague 2002
- Charte des droits fondamentaux de l'UE* proclamée sous les numéros 2000/C 364/01, le 7 décembre 2000 à Nice
- Jakeš, M *Dva roky generalním tajemníkem* Regulus, Prague 1996

Ježek, V., *Čas normalizace : Československo v letech 1968 - 1989 : učební text pro žáky 7. - 9. roč. zákl. škol* Fortuna, Prague 1991

Jirous I., *Magorův zápisník*, Torst, Prague 1997

Jirous I., « Český *underground* – geneze a přítomnost hnutí » *Infoch*, Roc.II, c.6 (1988) p. 14-16, [L'*underground* tchèque, genèse et actualité du mouvement.] tiré du bulletin d'information de la carte, et écrit pour le *bulletin de la Solidarité Polono-tchécoslovaque*, Prague 1988

Kalousek M., « Pomluva jako nový politický styl? » <http://www.filosofie.cz/odejdete/tisk.htm> 20.08.2001

Kasl J., « Primátor se omlouvá za výrok o ekofašistech », *Mladá fronta dnes*, 01.11.2001

Klaus V., [La planète est bleue et non verte. Qu'est ce qui est réellement en danger : le climat ou la liberté?] *Modrá, nikoli zelená planeta. Co je ohroženo : klima nebo svoboda ?*, Dokořan, Prague 2007

Konopásek Z. (dir.), *Otevřená minulost: autobiografická sociologie státního socialismu*, [Le passé ouvert : sociologie autobiographique du socialisme d'Etat], Karolinum Prague 1999

Konopásek Z., Kusá Z., « Budovanie komunistickej moci a bezmocnosti » , *Konopasovy home Page*, http://www.cts.cuni.cz/~konopas/texty/bez_moc.htm , 21.04.2002

Körösényi A., « Intellectuals and Democracy: The Political Thinking of Intellectuals » in Bozóki A.(ed.), *Intellectuals and Politics in Central Europe*, CEU Press, Budapest 1999 p.227.-244

Kouřil V. , « Ženy u nás mají slušnou pozici » [Les femmes ont chez nous une bonne position dans la revue Internet socio-écologique *Sedmá generace* [septième génération, online]. 2008-01, année 2008, nr. 01 [cit. 2008-03-17]

Koutecký P., *občan Havel / Citizen Havel*, Film et sociologie, Prague 2008

Kraus M. Stanger A. (dir.). *Irreconcilable Differences? Explaining Czechoslovakia's Dissolution*. Rowman & Littlefield Publishers, 2000.

Křen J.& Otahal M. a další « Diskuse o českých dějinách » [discussions sur l'Histoire des Pays tchèques], *Historické studie* 26, Prague 1989, p. 127-128.

Laignel-Lavastine A., *Jan Patočka, L'Esprit de la dissidence*, Michalon, Paris 1998.

Laluha I., Pekník M., Zala B.(dir.) *Revolučné a protitotalitné hnutia v Európe po II.svetovej vojne : medzinárodná konferencia k nedožitým 80. narodeninám Alexandra Dubčeka, november 2001*, Veda, Bratislava 2004

Lavabre MC, *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Presse de la FNSP, Paris 1994

Liehm A., « Sur la culture, la politique, l'histoire récente, les générations et aussi les entretiens » p. 9 et 10, in Liehm A., *Trois générations, entretien sur le phénomène culturel tchécoslovaque*, Gallimard Paris 1970

Liehm A., *Trois générations, entretien sur le phénomène culturel tchécoslovaque*, Gallimard Paris 70 (traduction française)

loi SNR č. 6/1945 SNR č. 7/1945

Lomax B., « The Strange Death of « Civil Society » in Post-Communist Hungary », *Journal of Communist studies and Transition Politics*, vol.13, nr.1, p. 41-63, 1997

Machovec M., « Od avantgardy přes podzemí do undergroundu », *Alternativní kultura*, ouvrage collectif, ed. Lidové Noviny, Prague 2001

- Mansfeldová, Z., M. Tuček: *Současná česká společnost. Sociologické studie* [La société tchèque contemporaines, études sociologiques]; version électronique, Institut de sociologie, académie des sciences, 2003
- Marada R., *Pozvánka na diskusní seminář zaměřený na základní otázky vývoje občanské společnosti*, Prague 2000
- Marada R., « Politický systém a občanská společnost », *Podkladová analytická studie pro Úřad vlády ČR*, Prague 2000
- Marès A., *Histoire des pays tchèques et slovaques* Hatier; Paris 1995
- Marès A., Témoignages d'exilés et de réfugiés politiques d'Europe centrale en France après 1945, *Matériaux pour l'Histoire de notre Temps*, 44, oct.-déc. 1996, p. 48-54
- Mareš M., *Pravicový extremismus a radikalismus v ČR*, Barrister&principal, Prague 2003
- Marešová A.(ed.), *Socialně-patologické jevy u mládeže a návrh opatření k omezení jejich vzniku*, l'Institut pour la criminologie et la prévention sociale, Prague 1997
- Masaryk T.G., *Cesta Demokracie III* [la voie de la Démocratie], UTGM Prague 1994
- Masaryk T.G., *Česká Otázka. Naše nynější krize*, Čin Prague 1935
- Masarykova Idea československé státnosti ve světle kritiky dějin* [La pensée de Masaryk de L'Etat Tchécoslovaque à la lumière de la critique de l'Histoire], Ú.T.G.M., Prague 1994.
- Masarykův lid, čtvrtletník nezávislého diskusního klubu dr.Milady Horákové*, 4, 1999
- Maslowski N. (Rozhovor s)« Demonstrácie vo Francúzsku nie sú žiadnou zvláštnosťou », *SME*, octobre 2000
- Maslowski N., « introduction » p. 9-15 in Hlavičková Z., Maslowski N., *The Weight of History in Central European Societies of the XX century*, New Central European Studies in Social Sciences, CES 2005
- Maslowski N., « The Social Logics which are Bringing People to Organize Street-demonstrations in Prague », in *Conference Civil Society in the Making*, Warsaw 19-22.9. 2002
- Maslowski N., « W Cieniu Waclawów, jaka role przeszłość odgrywa dziś w polityce i życiu publicznym », *Tygodnik Powszechny, dodatek Historia*, Cracovie 1.05.2007, P. 15
- Mayer F., « Témoignages de communistes tchèques après 1989 », *Autobiographies, Autocritiques, Aveux dans le monde communiste*, sous la direction de Claude Penetier et Bernard Pudal, Belin, Paris 2002
- Mayer F., *les Tchèques et leur communisme*, éditions EHESS, Paris 2004
- Mechýr, J « Na okraj legend roku 1968 », *Soudobé dějiny* 1(1), pp 11-23, Prague 1993
- Melichar M., *Od Durkheimovy sociologie náboženství k « Sametové revoluci »*, bakalářská práce FFUK, Prague 1999
- Mencl V., *Osm měsíců pražského jara 1968* ; (Préface Alexandr Dubček), Práce, Prague 1991
- Mikule M., « Former dissidents protest against President Klaus' criticism of non-governmental organizations », *radio Prague* du 23/05/2005, consultable sur <http://www.radio.cz/en/article/66798>
- Mink G., « Les sociétés post-communistes », *Le courrier des pays de l'Est*, 1019, p. 4-15, 2001

- Mink G., Szurek J., « Democracy and Capitalism, The Role of the Former Elites in Postcommunist Transformation », *Diogenes*, Nr.194, vol.49/2, p.115-119, 2002
- Mink G., Szurek J.C. (dir.), *Cet étrange postcommunisme*, CNRS éd./la découverte, Paris 1992.
- Mink G., *Vie et Mort du Bloc Soviétique*, Casterman-Giunti Paris 1997
- Mink, G., Neumayer L., *L'Europe et ses passés douloureux*, La Découverte Paris 2007
- Mitterrand F., Havel V., Rubeš J., *Sur l'Europe, Allocutions prononcées le 9 mai 1991 à l'occasion de la remise du prix Charlemagne: Dates clés de l'histoire tchèque*, Aube, Paris 1991
- Mitterrand F., Havel V., Rupnik J., *Intellectuels en Europe. Paris-Prague = Intelektualove v Evrope: Pariz-Praha*, Institut Français de Prague, Prague 1994
- Mlynář, Z., *Mráz přichází z Kremlu Mladá fronta*, Prague 1990
- Muriel Blaive, « La démocratie pour les Tchèques : une légitimité politique et une composante identitaire », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1/2003, p. 59-82
- Musil, J. (dir.). *The End of Czechoslovakia*. Central European University Press, Budapest 1995
- Myant M., « Klaus, Havel and the debate over civil society in the Czech Republic », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, Volume 21, Issue 2 June 2005 , pages 248 – 267
- Navara L., « Dana Němcová, disidentka, domovnice », *Mladá fronta Dnes*, Prague 19.03.2003
- Nekvapil V., *Impuls pro občanskou společnost, esej o třetím rozměru demokracie* », *Nové směry*, Prague 2003
- Nelson D.N., « The Rise of Public Legitimation in the Soviet Union and Eastern Europe » in Ramet S.P., *Adaptation and transformation in communist and post-communist systems*, p.11-40, Westview Press, Colorado, Oxford 1992
- Neumayer L., Mink G., *L'Europe et ses passés douloureux*, La Découverte, Paris 2007
- Otahal M., Vanek M. *Sto studentských revolucí, studenti v období pádu komunismu, Životopisná vyprávění*, Nakl. Lidové noviny, Prague 1999
- Othalal M., « O nepolitické politice », *Sociologický časopis* nr 34, nr 4 p . 453-477
- Paggioli R., *The Theory of the Avant-garde*, Harvard University Press, Cambridge 1968
- Panek S., //www.czech.cz/fr/reportages/republique-tcheque/simon-panek--peut-%C3%AAtre-notre-vie-est-elle-plus-difficile-que-celle-des-gens-qui-nont-rien-du-tout/
- Patočka J., « O povinnosti bránit se proti bezpráví » [sur le devoir de se défendre contre le non-droit], *Samizdat*, Prague 1979
- Perottino M., *L'héritage démocratique tchèque*, thèse de doctorat présenté en 1998 à l'université de Nice-Sophia Antipolis
- Posset J., *Česká Samizdatová Periodika 1968-1989*, [Les périodiques *Samizdats* tchèques], éd. Továrna na síto tisk. ve spolupráce se Společnosti pro reklamu a tisk R&T, traduction Z. Petráček, Prague 1990, p. 178-193
- Prečan V.(éd.), *Charta 77, 1977-1989, Od morální k demokratické revoluci*, Čs.dokumentační středisko nezávislé literatury, Scheinfeld – Prague – Bratislava 1990
- Prečan, V. (ed.) *Charta 1977- 1989*, 1990, p. 32, Cz. Středisko nezávislé literatury , Schinfeld - Schwancenburg a Archa Bratislava, texte écrit le 8 mars 1977
- Prečan, V. (ed.) *Charta 1977- 1989*, 1990, p.23-31

- Procès à Prague Le V.O.N.S. : Comité de défense des personnes injustement poursuivies : Petr Uhl, Václav Havel, Jiří Dienstbier, Václav Benda, Otta Bednářová et Dana Němcová devant leurs juges, 22-23 octobre 1979, F. Masperc, Paris 1980*
- Projev statutárního místopředsedy ČSSD Stanislava Grosse na XXXI.sjezdu ČSSD
- Projev Vladimíra Špidly na XXXI.sjezdu ČSSD
- Prokeš E, *Konec jednoho experimentu (Krise a pád totalitního režimu v československu 1968 1969) Ustav dejin strední a východní Evropz CSAV, Prague 1993*
- Report on State strategy in punishing criminal offences motivated by racism and xenophobia or committed by supporters of extremist groupes, Ministère de l'Intérieur, Prague 1998*
- Report on the proceedings of the state authorities in prosecuting crimes motivated by racism and xenophobia or committed by supporters of extremist groups and on the activities of extremist groups in the Czech Republic in 1998 II. Ministère de l'Intérieur, Prague 1999*
- Rubeš J., *Václav Havel, Un révolutionnaire de velours*, Ed.de l'Aube, La Tour-d'Aigues 1999
- Rudé právo 12.01.1977, « Ztroskotanci a samozvanci » in Prečan V.(éd.), *Charta 77, 1977-1989, Od morální k demokratické revoluci*, p.23-31, Čs.dokumentační středisko nezávislé literatury, Scheinfeld – Prague – Bratislava 1990
- Ruml J. (préface de V. Havel), *Dialogy s mocí*; Fortuna, Prague 1995
- Rychlík J., *Češi a Slováci ve 20. století*. [2 tomes] Academic Press, Bratislava Ústav T.G.Masaryka, Prague 1998
- Shawcross, W., *Dubček : Dubček and Czechoslovakia 1968-1990*, Hoggarth Press, Londres 1990
- Skilling G., *Czechoslovakia's Interrupted Revoution*, Princeton University Press, Princeton 1976
- Skilling G.H., *Charter 77 and human rights in Czechoslovakia*, G. Allen and Unwin, Londres 1981
- Srpen 68-69, příloha Lidových novin*, Prague 20.08.2004
- Staniszki J., « Postkomunizm: obumicranie państwa (legitymizacja jako problem przeszłości), 31.10.2000, Konference CEFRES, Prague 23-25.11.2000
- Suk J.(éd), *Hlasy občanské společnosti 1987-1989*, Čs.dokumentační středisko, Ústav pro soudobé dějiny AV ČR, Prague 1999
- Szabó I., « La socialisation politique en Hongrie: la continuité dans le changement », *International Political Science Review*, vol.8, p.261-271, 1987
- Szabó I., « Le discours national en Hongrie depuis 1989 » Une recomposition de l'identité collective aou une légitimation politique? », Konference CEFRES, Prague 23-25.11.2000
- Szarka L., « Identita založená na „protikladu“ (Úloha vytesnenie Maďarov pri vytvorení slovenskej identity) », Konference CEFRES, Prague 23-25.11.2000
- Šik, O., *Jarní probuzení. Iluze a Skutečnost, Mladá fronta* Prague 1990
- Šiklová J., « Feminism and the Roots of Apathy in the Czech Republic », *Social Research*, vol.64, nr.2, p.258-280, 1997
- Šiklová J., « Ten Years After... », The countries of Eastern and Central Europe between Project and Reality », Bucharest 15-19.9.1999
- Šiklová J., « The Solidarity of the Culopable », *Social Research*, vol.60, nr.4, p.937-51, 1993

- Šiklová J., « Why I understand Him and Praise Him » (o Havlovi), Non publié, Prague 1994
- Šiklová J., *Deník staré paní*, ed. Kalich, Prague 2003
- Špidla V., « Zpráva předsedy ČSSD XXXI. sjezdu ČSSD, konanému v Praze 28.-30.03.2003 »
- Thompson M., « To shoot or not to Shoot: Post-Totalitarianism in China and Eastern Europe », Annual Meeting of the American Political Science Association, Atlanta 2.-5.9.1999
- Tigríd Pavel, *Amère révolution*, Albin Michel, Paris 1977
- Tigríd, P., *La chute irresistible d' Alexander Dubček*; traduit de l'anglais par Jean Bloch-Michel, Calmann-Lévy, Paris 1969
- Trestní řád (141/1961 Sb.)
- Trestní řád (141/1961 Sb.)
- Trestní zákon (140/1961 Sb.)
- Trestní zákon (140/1961 Sb.)
- Třeštík D., « Svatý Václav kontra Tomáš Garrigue Masaryk », *Lidové noviny*, 06.06.2000, p.11
- Tucker A., « The Politics of Conviction: The Rise and Fall of Czech Intellectual-Politicians » in Bozóki A.(ed.), *Intellectuals and Politics in Central Europe, ú.185-206*, CEU Press, Budapest 1999
- Uher, J., *Alexander Dubček : život a doba*, Oriens, Košice 1999
- Uhl P., « Alternativní společenství jako revoluční avantgarda » in Prečan V.(éd.), *Charta 77, 1977-1989, Od morální k demokratické revoluci*, p.81-88, Čs.dokumentární středisko nezávislé literatury, Scheinfeld – Prague – Bratislava 1990
- Uhl P., « Úvodní slovo »p.9 à 16 in Gruntorad J., *Informace o Chartě 77, clankova bibliografie* Doplněk, Prague 1998
- Uhl P., *Le socialisme emprisonné : une alternative socialiste à la normalisation*, Trad. par Antonín Bašta et Jean-Yves Touvais ; Préf. de Pierre Frank; Notes et présentation de Jean-Yves Touvais, Paris, Stock, 1980
- Uhl P., *Právo a nespravedlnost očima Petra Uhla*, C.H. Beck, Prague 1998
- Uhl. P., *Program společenské samosprávy*, Index, Cologne 1982
- Vancura, J. *Naděje a zklamání, Pražské jaro 1968* Mladá fronta, Prague, 1990
- Vaněk M. (réd.), *Mocní? a Bezmocní? : politické elity a dissent v období tzv. normalizace : interpretační studie životopisných interview*, Prostor, Prague 2006
- Vaněk, M. (dir.), *Ostrůvky svobody : kulturní a občanské aktivity mladé generace v 80. letech v Československu* Ústav pro soudobé dějiny AV ČR/ Votobia, Prague 2002
- Večerník, J. « Escaping from Socialist Paternalism: Social Policy Reform in the Czech Republic », *Czech Sociological Review*, vol.1, nr.2
- Večerník, J., « La formation d'une nouvelle régulation sociale en Tchécoslovaquie », *Cahiers du CEFRES*, p.187-221, Prague nov.1994
- Whipple, Tim D., *After the Velvet Revolution : Václav Havel and the New Leaders of Czechoslovakia Speak Out*, Edited by Tim D. Whipple, Freedom House, New York 1991
- Základní (vnitřní) dokumenty ČMKOS , Statut ČMKOS, Jednací rady, Volební rady*[documents fondamentaux ČMKOS (interne) : statuts, règlements intérieurs, règlements électoraux], ČMKOS Mars 2000

Zákon o obecní policii (553/1991 Sb.)

Zákon o Policii ČR (283/1991 Sb.)

Zákon o právu shromažďovacím (84/1990 Sb.)

Zákon o právu shromažďovacím (84/1990 Sb.)

Zákon o přestupcích (200/1990 Sb.)

Zákon o přestupcích (200/1990 Sb.)

Zavacká M., *Co člověk měl a musel vědět. K problematice totalitní propagandy ve 20.století*
(Blaive M.,Cajthaml P., komentáře), ÚSD, Prague 2003

Znoj M., « Občanská společnost ve dvojím podání », *Přítomnost*, 1/2000, p.18-19

c. Les manifestations étudiées

Les tracts, autocollants ou certaines autres sources primaires n'ont généralement pas de date et de lieu d'impression indiqués etc. Ils sont parfois imprimés pour une manifestation particulière ou recyclés, réutilisés. Pour cette raison, ils sont indiqués sans ces informations.

- « Agenti FBI jednali s vedením policie o přípravách na zasedání MMF », *Lidové noviny*, 10.08.2000
- « Aktivisté obsazují české ambasády po celé Evropě », *Lidové noviny*, 30.9.2000
- « Americký novinář nebyl vpuštěn do české republiky », *Lidové noviny*, 25.9.2000
- « Anarchisté hladoví ze solidarity k chudým », *Lidové noviny*, 26.08.2000
- « Anketa LN o globalizaci », *Lidové noviny*, 26.08.2000
- « Antiglobalisté chtějí přerušit jednání plechovkami s pískem », *Lidové noviny*, 21.9.2000
- « Až se v Praze něco semele, přerušíme běžný program », *Lidové noviny*, 23.9.2000
- « Baněři a anarchisté se dohodli », *Lidové noviny*, 30.9.2000
- « Bartoška: Nejde jen o jméno ředitele », *Lidové noviny*, 19.12.2000
- « Basche M., Slovo starosty », *Noviny Prahy 2*, září 2000, p.1
- « Bezpečnostní opatření k zasedání Mezinárodního měnového fondu a Světové banky », in <http://www.mfcr.cz/mmf 05.11.2000>
- « Bezpečnostní zóna přijde na mnoho milionů », *Pražská strážník 6/2000*, p.5
- « Bitva o MMF », *Lidové noviny*, 10.08.2000
- « Bitva u Prahy », *Lidové noviny*, 29.07.2000
- « Bobošíková: Šefová bez podřízených », *Lidové noviny*, 27.12.2000, p.3
- « Boj o Českou televizi vrcholí », *Lidové noviny*, 27.12.2000, p.1
- « Britové si stěžují na českou policii », *Lidové noviny*, 11.10.2000
- « Bude mít Havel projev na ČT? », *Lidové noviny*, 27.12.2000
- « Čechů bude protestovat jen několik tisíc », *Lidové noviny*, 25.08.2000
- « Cedulky », *Lidové noviny*, 06.9.2000
- « Češi to zvládli lépe než policisté v Seattlu, ale... », *Lidové noviny*, 28.9.2000
- « Česká televize – věc veřejná, Prohlášení 2000 slov v roce 2000 », Prague 23.12.2000
- « Česká televize několikrát porušila zákon », *Lidové noviny*, 28.12.2000, p.3
- « Česká televize přestala vysílat », *Lidové noviny*, 28.12.2000, p.1
- « Česká televize selhala při summitu MMF », *Lidové noviny*, 5.10.2000
- « Česká televize, nebo Rumburak », *Lidové noviny*, 27.12.2000, p.10
- « Český helsinský výbor získal průkazné výpovědi o bití zatčených », *Lidové noviny*, 18.10.2000
- « Čeští policisté se budou kvůli zasedání MMF školit v USA », *Lidové noviny*, 27.03.2000

- « Chci jednat s ekologickými aktivisty », *Lidové noviny*, 18.02.2000
- « Chráním německého bankéře, prozrazuje bývalý příslušník StB, nyní kapitalistův bodyguard », *Lidové noviny*, 25.9.2000
- « Cizí radikálové školí české kolegy », *Lidové noviny*, 31.08.2000
- « Co se děje kolem zasedání MMF », *Lidové noviny*, 25.9.2000
- « Co se dělo v ČT », *Lidové noviny*, 27.12.2000, p.2
- « Co si myslíte o současném dění v České televizi? », *Lidové noviny*, 27.12.2000
- « ČSSD nemá malé cíle », <http://www.socdem.cz> 28.03.2003
- « ČT je panna lákající různé skupiny násilníků, aby se ji pokusili zprznit », *Lidové noviny*, 28.12.2000, p.8
- « Daniela Drtinová: Šlo mi o to, aby televize zůstala nezávislá », *Mosty*, 30.04.2001
- « Dánové demonstrovali na podporu odpůrce MMF vězněného v Česku », *Lidové noviny*, 27.10.2000
- « Dav se chová jako živel », *Právo*, 9.9.2000
- « Dějiště summitu MMF je v obležení policie », *Lidové noviny*, 19.9.2000
- « Delegáty MMF v Praze obklíčí trojitý prstenec z lidí », *Lidové noviny*, 08.9.2000
- « Demonstrace odpůrců globalizace bude mít dohru na obvodním úřadě », *Lidové noviny*, 18.04.2000
- « Demonstrace proti MMF přijdou pojišťovny na několik milionů korun », *Lidové noviny*, 9.10.2000
- « Demonstranti budou bydlet na Strahově », *Mladá fronta dnes*, 19.07.2000
- « Demonstranti se v Praze přivázali k mostu », *Lidové noviny*, 26.09.2000
- « Díky zasedání bankéřů mají být v Praze prázdniny », *Lidové noviny*, 19.01.2000
- « Diskuse », *Lidové noviny*, 02.01. 2001, p.11
- « Do ČR chce přijet cyklokaravana demonstrantů », *Lidové noviny*, 21.9.2000
- « Dopravní omezení kvůli MMF platí ode dneška », *Lidové noviny*, 18.9.2000
- « Dva tisíce slov v roce dva tisíce (připojuje se jako aktualizovaná verze tzv.Vltavské výzvy ze 17.12.2000 », *déclaration de pétition pour la liberté des médias, sous la réd. De Ludvík Vaculík, Prague 23.12.2000*
- « Dvacet demonstrantů proti MMF je tresně stíháno », *Lidové noviny*, 21.10.2000, p.4
- « Fanatismus nic nevyřeší », *Lidové noviny*, 22.9.2000
- « FBI brzy otevře svou kancelář i v Praze », *Lidové noviny*, 12.05.2000
- « Finančníci: suvenýry a pryč z Prahy », *Lidové noviny*, 29.9.2000
- « Finančníky hlídají ze střech vysokých budov odstřelovači », *Lidové noviny*, 21.9.2000
- « Gross chce pro MMF 90 milionů », *Lidové noviny*, 14.06.2000
- « Gross chystá kvůli MMF manévry », *Lidové noviny*, 30.08.2000
- « Gross má ambiciózní plány », *Lidové noviny*, 18.07.2000
- « Grossovi lidé šetří brutalitu policisty v civilu », *Lidové noviny*, 31.10.2000, p.1
- « Hádky mohou ustát, i když Špidla v čele strany zůstane », <http://www.socdem.cz> 28.03.2003

- « Havel chce zařídit setkání anarchistů s MMF » *Lidové noviny*, 28.04.2000, p.6
- « Havel touží po dialogu o globalizaci, Klaus ho odmítá » *Lidové noviny*, 01.06.2000
- « Havel udělil milost cizinci, který v Praze demonstroval proti MMF » *Lidové noviny*, 25.10.2000
- « Havel: Česká společnost má tendenci se uzavírat » *Lidové noviny*, 18.10.2000, p.13
- « Hokejisté se včera vrátili z Petrohradu a čekalo je bouřlivé přivítání » *Lidové noviny* p. 2, le 10 mai 2000
- « Hodač a rebelové se dohodli: Projev Václava Havla bude » *Lidové noviny*, 30.12.2000
- « Hodač versus vzbuřenci – válka strategií » *Lidové noviny*, 02.01.2001, p.3
- « Hořké konce morálního práva » *Lidové noviny*, 02.01.2001, p.1
- « I česká policie počítá s pouličními střety » *Lidové noviny*, 14.04.2000
- « Iniciativa proti globalizaci se chystá na kontrasummit » *Lidové noviny*, 25.08.2000
- « INPEG: Zablokujeme Kongresové centrum » *Lidové noviny*, 21.9.2000
- « Interpol pomůže hledat svědka » *Lidové noviny*, 18.10.2000
- « Italové se střetly s organizátory kempu na Strahově » *Lidové noviny*, 25.9.2000
- « Já pochopení nemám - Ohlasy a dopisy » *Lidové noviny*, 2.10.2000
- « Jak se žije v obležené čtvrti? Skoro jako za války... » *Lidové noviny*, 27.9.2000
- « Jak to vidí kontrasummit » *Lidové noviny*, 25.9.2000
- « Jak vidíte zásah policie proti demonstrantům v ulicích Prahy? – názory » *Lidové noviny*, 28.9.2000
- « Jan Kasl chce, aby obvody povolily demonstrace » *Mladá fronta Dnes*, 6.05.2000, supplément Prague p.1
- « Jednání MMF jako kulisa » *Lidové noviny*, 30.9.2000
- « Jihokorejský ekonom strávil v policejní cele dvacet čtyři hodin » *Lidové noviny*, 9.10.2000
- « Jiří Hodač: šéf přijatelný pro politiky, nepřijatelný pro redaktory » *Lidové noviny*, 21.12.2000, p.3
- « K opevněným delegátům doléhal zvuk bomb se slzným plynem » *Lidové noviny*, 27.9.2000
- « Kavčí hory? Česká parlamentní televize » *Lidové noviny*, 14.12.2000, p.4
- « Kdo porušil zákon? Názory se různí » *Lidové noviny*, 27.12.2000
- « Koho vpustit, koho ne » *Lidové noviny*, 21.9.2000
- « Kolem místa zasedání MMF roste Potěmkinova vesnice » *Lidové noviny*, 05.9.2000
- « Komunisté se vydali na pochod Prahou » *Lidové noviny*, 28.9.2000
- « Kongresové centrum je dostavěné a připravené pro zasedání MMF » *Lidové noviny*, 02.06.2000
- « Kongresové centrum je plné zatím jen organizátorů » *Lidové noviny*, 20.9.2000
- « Konstruktivní demonstrant » *Lidové noviny*, 30.9.2000
- « Kontrola z MMF byla spokojena » *Lidové noviny*, 01.08.2000
- « Krajský soud v Ostravě zrušil úřední zákaz demonstrace proti MMF » *ČTK*, 13.9.2000
- « Kritici: Světová banka a MMF nectí lidská práva » *Lidové noviny*, 21.9.2000

- « Krize v České televizi », *Lidové noviny*, 30.12.2000, p.3
- « Krize v České televizi, Nové vedené Kavčích hor připravilo divákům šok », *Lidové noviny*, 28.12.2000, p.2
- « Kroky členů rady ohrožují přípravu nových pořadů », *Lidové noviny*, 13.12.2000, p.2
- « Kvůli bankéřům apokalypsa nebude », *Lidové noviny*, 01.08.2000
- « Kvůli demonstracím je ve vazbě 16 lidí », *Lidové noviny*, 3.10.2000
- « La Croix: Praha v zajetí hysterie ze zasedání MMF a SB », *Lidové noviny*, 20.9.2000
- « Langer: S autory petice se bavit nebudu », *Lidové noviny*, 19.12.2000
- « Lidé nesouhlasí se Street Party », *Pražská strážník 6/2000*, p.8
- « Lidé přinášejí redaktorům jídlo a pití », *Lidové noviny*, 02.01.2001, p.3
- « Lidé z nás mají strach, říká demonstrantka z Anglie », *Lidové noviny*, 23.9.2000
- « Lidé ze zpravodajství nesouhlasí s rozhodnutím Rady ČT », *Lidové noviny*, 21.12.2000, p.3
- « Listopadové události v datech », <http://www.spolecnost89.cz/listopad1989.htm>
- « Listopadové události v datech », <http://www.spolecnost89.cz/listopad1989.htm>
- « Lobkowicz nechce komentovat spekulace o vzniku strany », *České noviny*, 05.03.2001, <http://www.filosofie.cz/odejdete/tisk.htm> 20.08.2001
- « Matoucí volání po krvi », *Lidové noviny*, 18.07.2000
- « M.Ježek preferuje la critique a la fonction publique », *Radio Prague*, 30.11.1999
- « Makrlíková: Chci dodržovat zákon », *Lidové noviny*, 27.12.2000, p.3
- « Manifestation a Ostrava », *Radio Prague*, 27.11.1999
- « Mediareport, ČT po 31.říjnu: Je čas myslet na budoucnost », *Literární noviny*, 45, 2001
- « Městská policie je tu pro vás », *Noviny Prahy 2*, březen 2000, p.1
- « Metropoli čekají první masové protesty », *Lidové noviny*, 23.9.2000
- « Mezi poradci premiéra Zemana propukl otevřený boj », *Lidové noviny*, 19.08.2000
- « Mezi typy má ochranka převahu nad aktivisty », *Lidové noviny*, 22.9.2000
- « Mínění odjinud », *Lidové noviny*, 15.08.2000
- « Ministr vnitra není spokojen s přípravami na zasedání MMF », *Lidové noviny*, 06.05.2000
- « Mluvčí vnitra: Zákaz vycházení neplánujeme », *Lidové noviny*, 25.07.2000
- « MMF a Světová banka mají své chyby », *Lidové noviny*, 26.07.2000
- « MMF: Demonstrace v Praze zřejmě doznívají », *ČTK*, 29.9.2000
- « Na demonstrace proti MMF jsou údajně verbováni studenti », *Lidové noviny*, 09.06.2000
- « Na hranicích se hromadí demonstranti », *Lidové noviny*, 15.9.2000
- « Na Kavčích horách panuje nervozita », *Lidové noviny*, 19.12.2000
- « Na německých hranicích čekali řidiči až tři hodiny », *Lidové noviny*, 16.9.2000
- « Na Strahově chce zatím bydlet necelých šest tisíc lidí, kteří se chystají protestovat proti MMF and SB », *Lidové noviny*, 18.9.2000
- « Na Strahově vyroste kemp i s internetem », *Lidové noviny*, 22.07.2000
- « Nad Prahou o víkendu vlály rudé prapory », *Lidové noviny*, 25.9.2000

- « Nakupte si, nebojte se a důvěřujte vládě – všechno bude v pořádku », *Lidové noviny*, 25.07.2000
- « Naplňme si nádrže », *Lidové noviny*, 13.9.2000
- « Návrh jednacího řádu XXXI.sjezdu ČSSD »
- « Nebezpečná sekta zkoumala strategická místa v Praze », *Lidové noviny*, 27.10.2000, p.1,7
- « Nechystáme násilné protesty », *Lidové noviny*, 07.08.2000
- « Nejde jen o efektní divadlo », *Lidové noviny*, 4.10.2000
- « Nejsme jako oni! », *Lidové noviny*, 2.10.2000
- « Největší policejní manévry v dějinách ČR », *Lidové noviny*, 21.9.2000
- « Někteří cizinci nebudou při MMF vpuštěni do ČR », *Lidové noviny*, 11.08.2000
- « Nemocnice chce zrušit středočeskou polikliniku », *Lidové noviny*, 15.12.2000
- « Nemocnice při zasedání MMF odloží některé operace », *Lidové noviny*, 01.9.2000
- « Nemocnice také připravena », *Noviny Prahy 2*, octobre 2000, p.1
- « Nemusí diskutovat, ale ať nabídnou alternativu », *Lidové noviny*, 15.08.2000
- « Nesmiřitelní »in *Lidové noviny*, 28.12.2000
- « Nikdo se v Praze s demonstranty mazlit nebude », *Pražská strážník 4/2000*, p.4
- « Nizozemští kuchaři vstoupili včera do ČR », *Lidové noviny*, 16.9.2000
- « Nová strana na obzoru » *Právo*, 04.03.2001, <http://www.filosofie.cz/odejdete/tisk.htm> 20.08.2001
- « Nový ředitel nevyloučil potrestání vzbouřenců », *Lidové noviny*, 21.12.2000, p.3
- « O člancích v Magyar Nemzet », *Lidové noviny*, 9.10.2000
- « O křeslo šéfa České televize bojovaly dvě desítky uchazečů », *Lidové noviny*, 20.12.2000, p.1
- « Obavy z demonstrací bychom neměli přehánět », *Lidové noviny*, 01.08.2000
- « Občanské hlídky: Policie týrala a ponižovala zadržené », *Lidové noviny*, 2.10.2000
- « Občanské právní hlídky podávají trestní oznámení na policisty », *Lidové noviny*, 19.10.2000, p.4
- « Občanské právní hlídky, Právní postavení účastníků demonstrací », Prague 2000
- « Obrana Jiřího Hodače », *Lidové noviny*, 27.12.2000
- « Obyvatelé Prahy musí ustoupit zasedání MMF », *Lidové noviny*, 07.06.2000
- « ODA znepokojil zásah policie proti anarchistům », *České noviny*, <http://www.ceskenoviny.cz> , 02.05.2000
- « Odpůrci globalizace chtějí příští sobotu demonstrovat v Praze », *Lidové noviny*, 10.04.2000
- « Odpůrci globalizace cvičili přímé akce », *ČTK*, 21.9.2000
- « Odpůrci globalizace protestovali proti MMF »in *Lidové noviny*, 17.04.2000
- « Odpůrci globalizace si hráli na Světovou banku », *Lidové noviny*, 15.08.2000
- « Odpůrci globalizace zahájili kampaň proti MMF », *Lidové noviny*, 03.08.2000
- « Odpůrci MMF již ohlásili na 180 protestních akcí », *Lidové noviny*, 25.08.2000
- « Odpůrci MMF se prý s vojáky nepotkají », *Lidové noviny*, 29.07.2000

- « ODS sháněla předsedu Rady České televize, Klaus byl rozezlen », *Lidové noviny*, 28.12.2000, p.1
- « ODS si zamluvila dvě náměstí v Praze, slíbené akce tu však nepořádá », *Lidové noviny*, 19.9.2000
- « Ohlasy a dopisy », *Lidové noviny*, 28.12.2000
- « Okolí Kongresového centra připomíná Zakáhané město », *Lidové noviny*, 21.9.2000
- « Opůrci globalizace vybírali vstupné na Karlově mostě », *Lidové noviny*, 28.08.2000
- « Oslava Grosse je nesmyslná », *Lidové noviny*, 29.9.2000
- « Ostravští policisté trénovali zásahy proti demonstrantům », *Lidové noviny*, 08.9.2000
- « Pétition pour la Tchetchenie », *Radio Prague*, 29.11.1999
- « Podle videozáznamu policie zadržela cizinku bezdůvodně », *Lidové noviny*, 14.10.2000
- « Pohyb psů se v centru omezí », *Pražská strážník 6/2000*, p.5
- « Pojišťovny hlásí před zasedáním MMF zvýšený zájem o pojištění », *Lidové noviny*, 16.9.2000
- « Policejní šéf odmítá gumové projektily », *Lidové noviny*, 13.10.2000, p.5
- « Policie asi porušila zákon o ochraně osobních dat », *Lidové noviny*, 23.9.2000
- « Policie má problém: Temelín a MMF najednou », *Lidové noviny*, 15.08.2000
- « Policie nedovolila anarchistům ani dočíst projevy », *Lidové noviny*, 02.05.2000
- « Policie nevpustila kvůli zasedání MMF do země odpůrce globalizace », *Lidové noviny*, 14.9.2000
- « Policie se bojí anarchistů a už nyní se připravuje na zasedání MMF », *Lidové noviny*, 19.01.2000
- « Policie se připravuje na zasedání MMF », *Lidové noviny*, 14.01.2000
- « Policie slibuje, že bude při zasedání MMF tolerantní », *Lidové noviny*, 13.9.2000
- « Policie stále učí větší tvrdosti vůči radikálům », *Lidové noviny*, 29.02.2000
- « Policisté budou cvičit zásah proti demonstrantům », *Lidové noviny*, 17.08.2000
- « Policisté budou opět trénovat na zasedání MMF », *Lidové noviny*, 24.08.2000
- « Policisté nacvičovali zákrok proti demonstrantům », *Lidové noviny*, 31.05.2000
- « Policisté přiměli demonstranty k ústupu », *Lidové noviny*, 01.9.2000
- « Policisté se vzdělávají kvůli zasedání MMF »in *Lidové noviny*, 22.06.2000
- « Policisté ze Zlína odjeli, přesto ubylo trestných činů », *ČTK*, 27.9.2000
- « Politici drží služby u vzbouřenců », *Lidové noviny*, 28.12.2000
- « Politici se slétnou », *Lidové noviny*, 04.07.2000
- « Polský antiglobalista dostal trest odnětí svobody s podmínkou », *ČTK*, 06.11.2000
- « Poslanci ODS Havlovi netleskali », *Lidové noviny*, 10.10.2002
- « Pracovní skupiny DO k přípravě shromáždění 3.12.1999 », document interne, 11.1999
- « Praha 2 se připravuje na zasedání MMF a Světové banky », *Noviny Prahy 2*, srpen 2000, p.1
- « Praha a vnitro podepsaly smlouvu o zapůjčení Strahova kvůli MMF », *Lidové noviny*, 28.07.2000

- « Praha a Washington zažily velké policejní manévry », *Lidové noviny*, 17.04.2000
- « Praha byla blízko dopravnímu chaosu », *Lidové noviny*, 6.10.2000
- « Praha má strach z MMF », *Lidové noviny*, 15.08.2000
- « Praha ocení policisty zraněné při MMF », *Lidové noviny*, 27.10.2000, p.4
- « Praha patrně odmění medailemi policisty zraněné při MMF », *Lidové noviny*, 6.10.2000
- « Praha se stává centrem finančního světa », *Lidové noviny*, 19.9.2000
- « Praha si oddychla, středa proběhla v poklidu », *ČTK*, 27.9.2000
- « Prahu přijede zkontrolovat šéf MMF », *Lidové noviny*, 31.07.2000
- « Prahu zachvátilo násilí », *Lidové noviny*, 27.9.2000
- « Před ambasádami ČR pokračovaly demonstrace odpůrců globalizace », *ČTK*, 3.10.2000
- « Před pikolou, za pikolou », *Lidové noviny*, 16.10.2000
- « Přehled protestních akcí proti zasedání MMF a SB », *Lidové noviny*, 21.9.2000
- « Prezident by chtěl zařadit diskusi mezi finančníky a odpůrci globalizace », *Lidové noviny*, 28.04.2000
- « Prezident Havel uspořádal diskusi se zástupci MMF a Světové banky », *Lidové noviny*, 30.10.2000
- « Prezident ocenil statečnost novinářů », *Lidové noviny*, 02.01.2001, p.2
- « Při zasedání finančníků se v centru Prahy nebude moci na trávníky », *Lidové noviny*, 30.08.2000
- « Při zasedání MMF asi pomohou i vojáci », *Lidové noviny*, 12.04.2000
- « Privatizace ČT je nesmysl », *Lidové noviny*, 23.12.2000
- « Příznivci MMF vytlačili odpůrce globalizace », *Lidové noviny*, 05.9.2000
- « Proč hned odklízet trosky? », *Lidové noviny*, 04.08.2000
- « Proč MMF a Světová banka přitahují protesty? », *Noviny Prahy 2*, Août 2000, p.1
- « Proč obhajovat násilí », *Lidové noviny*, 17.10.2000, p.12
- « Prohlášení občanské aktivity Česká televize – věc veřejná », *Lidové noviny*, 27.12.2000, p.11
- « Projev předsedy ODS Václava Klause na XI. Kongresu v Plzni », *ČTK*, 16.10.2000
- « Projev prezidenta republiky Václava Havla na sympóziu „Myšlenky Václava Havla a koncept občanské společnosti“, 26.04.1999, consultable sur <http://old.hrad.cz/president/Havel/speeches/1999/2604a.html>
- « Protesty proti globalizaci se organizují především přes internet », *Lidové noviny*, 25.07.2000
- « Protesty proti Mezinárodnímu měnovému fondu a Světové bance », *Lidové noviny*, 11.04.2000
- « Protesty proti MMF připravují i mladí komunisté », *Lidové noviny*, 07.9.2000
- « Proti MMF mají demonstrovat « brigádníci », *Lidové noviny*, 09.06.2000
- « Proti násilí je vždy třeba zakročit », *Lidové noviny*, 5.10.2000
- « Proti pražskému zasedání MMF se chystají protesty », *Lidové noviny*, 05.04.2000
- « Průvodce po zasedání MMF pro nezúčastněné », *Lidové noviny*, 21.9.2000
- « Rada zvolí ředitele ČT pod tlakem politiků », *Lidové noviny*, 20.12.2000

- « Radikálové určili den „D“: 26. září v Praze », *Lidové noviny*, 25.07.2000
- « Radikálové z celého světa odpočítávají: zbývá 63 dní », *Lidové noviny*, 25.07.2000
- « Radní žádají od demonstrantů odpovědnost », *Pražská strážník 5/2000*, p.5
- « Radnice Prahy 1 zakázala sérii demonstrací proti zasedání MMF », *Lidové noviny*, 24.05.2000
- « Rady účastníkům demonstrací », Antinato, www.antinato.cz 19.11.2002
- « Rebelové si věří a doufají, že je podpoří i regionální studia », *Lidové noviny*, 02.01.2001
- « Redaktoři ČT: Jdeme do toho », *Lidové noviny*, 21.12.2000. p.1, 3
- « Ředitel České televize Chmelíček byl odvolán », *Lidové noviny*, 13.12.2000
- « Rich countries: Let them eat laptops », *The Miami Herald*, 27.7.2000
- « Řidiče pro zasedání MMF školí němečtí závodníci », *Lidové noviny*, 06.9.2000
- « Rodiče dánského demonstranta přijeli do Čech žádat Havla o milost », *Lidové noviny*, 10.11.2000
- « Rušení policejních vysílaček bylo profesionální sabotáží », *Lidové noviny*, 30.9.2000
- « S iniciativou přišel Havel », *Lidové noviny*, 05.08.2000
- « S příchodem jara začala sezona demonstrací », *Lidové noviny*, 03.04.2000
- « Sedláci protestovali proti vládě », *Lidové noviny*, 13.12.2000, p.13
- « Šéf FBI pochválil přípravy na summit, tvrdí Havel », *Lidové noviny*, 08.9.2000
- « Šéf MMF a Havel: Obavy z demonstrací přehnané », *Pražská strážník 6/2000*, p.4
- « Šéf Světové banky vyrazí do Čech », *Lidové noviny*, 27.05.2000
- « Šéfové stran: Zkrotíme ČT », *Lidové noviny*, 30.12.2000, p.1, 4
- « Setkání světových finančníků se blíží », *Lidové noviny*, 19.01.2000
- « Severomoravští policisté už začali odjíždět kvůli MMF do Prahy », *ČTK*, 21.9.2000
- « Situace v ČT je stále napjatá a nepřehledná, ODS už není v boji za Hodače jednotná », *Lidové noviny*, 27.12.2000, p.2
- « Skini slavili v Praze, Ostravě a Příbrami », *Lidové noviny*, 30.10.2000, p.2
- « Šlouf si na mě Zemanovi stěžoval, říká o zákulisních tazích premiérových poradců exministr vnitra Václav Grulich », *Lidové noviny*, 14.10.2000
- « Soud uložil první trest za násilné protesty proti MMF: rok vězení », *Lidové noviny*, 08.11.2000
- « Špičky ODS brojí proti ČSSD, ale o zrušení opoziční smlouvy nemluví », *Lidové noviny*, 15.05.2000
- « Spidla podporil vznik regionalni tripartity », *Pravo*, le 20 mai 2000 p.16
- « Spiklenecký syndrom », *Lidové noviny*, 16.10.2000
- « Společenská užitečnost kozy », *Lidové noviny*, 18.08.2000
- « Spotřeba piva v tradičních zemích klesá, Česko se drží první » du 22.7.2002 de l'agence tchèque de presse ČTK, Prague 2002
- « Státní zástupkyně zastavila stíhání dvou demonstrantů », *Lidové noviny*, 20.10.2000, p.4
- « Summit MMF je pro mnohé hlavně dobrým kšeftem », *Lidové noviny*, 13.9.2000
- « Svatováclavská čtyřkoaliční dohoda » www.unie.cz/svatyvaclav.html

- « Svatováclavská čtyřkoaliční dohoda » www.unie.cz/svatyvaclav.html
- « Svět podle CNN », *Lidové noviny*, 31.05.2000
- « Svět se obejde i bez Světové banky », *Lidové noviny*, 18.04.2000
- « Svět si stěžuje na chování policistů během MMF », *Lidové noviny*, 08.11.2000
- « Svět sleduje dění v Praze », *Lidové noviny*, 25.9.2000
- « Světová banka a MMF nectí lidská práva », *Lidové noviny*, 21.9.2000
- « Svobodu! Volal dav na Kavčích horách », *Lidové noviny*, 27.12.2000, p.4
- « Táhněte domů! », *Lidové noviny*, 30.9.2000
- « Televizní odbory vyhlásily stávkou », *Lidové noviny*, 02.01.2001, p.1
- « Těsně před zasedáním MMF a Světové banky », *Noviny Prahy 2*, září 2000, p.1
- « The Daily Telegraph: Praha zažila nejhorší noc násilí od ruské invaze v roce 1968 », *ČTK*, 27.9.2000
- « Trávníkáři z Prahy 1 », *Lidové noviny*, 30.08.2000
- « Trest bez důkazů », *Lidové noviny*, 04.11.2000
- « Tušil jsem, že se mě zbaví, říká Chmelíček », *Lidové noviny*, 13.12.2000, p.2
- « Účet pro levicové radikály a ministra Grosse: Milionové škody v Praze », *Lidové noviny*, 28.9.2000
- « Účet za zasedání MMF: Česko zaplatí miliardu », *Lidové noviny*, 3.10.2000
- « Udržení reálných mezd » p.1, *Stavebník de fevrier 2000 nr.1*, Prague 2000
- « Umělci protestovali na Kavčích horách », *Lidové noviny*, 20.12.2000, p.3
- « Umělci: Nevolte ředitele ČT », *Lidové noviny*, 19.12.2000
- « Upozornění...dnešní tisková konference ministra vnitra Stanislava Grosse k bezpečnostní situaci v Praze se nebude konat », *Záběry z Pražských ulic*, Prague 28.09.2000
- « USA varovaly turisty : Nejezděte do Prahy v době zasedání MMF! », *Lidové noviny*, 18.08.2000
- « V Brně bude demonstrace proti globalizaci », *České noviny*, <http://www.ceskenoviny.cz>, 03.05.2000
- « V České televizi to vše », *Lidové noviny*, 23.12.2000, p.2
- « v České televizi vypukla vzpoura », *Lidové noviny*, 21.12.2000, p.1
- « V Praze dnes končí výroční zasedání MMF a Světové banky », *Lidové noviny*, 28.9.2000
- « V Praze to bude horší než v Seattlu, pohrozili radikálové », *Lidové noviny*, 24.07.2000
- « V pražských ulicích se střetli anarchisté se skingeady », *Lidové noviny*, 23.9.2000
- « V sobotu se ukáže síla demonstrantů proti MMF », *ČTK*, 22.9.2000
- « V televizi to vše, začalo propuštění », *Lidové noviny*, 23.12.2000, p.1,2
- « V době zasedání MMF budou v Praze prázdniny », *Lidové noviny*, 29.02.2000
- « Vedení policie: Policisté budou na zasedání MMF dobře vybaveni », *Lidové noviny*, 02.9.2000
- « Viděl jsem smrt na břehu Jordánu », *Lidové noviny*, 11.10.2000
- « Vlak s aktivisty skupiny YA BASTA! Stále stojí na hranicích », *Lidové noviny*, 25.9.2000

- « Vliv komunistů roste, varuje prezident », *Lidové noviny*, 26.08.2000
- « Vnitro odmítlo převzít zodpovědnost za ubytování odpůrců globalizace », *Lidové noviny*, 26.07.2000
- « Vnitro si zřejmě pronajme Strahov pro odpůrce MMF », *Lidové noviny*, 19.07.2000
- « Vnitro uvažuje o policejních posilách pro MMF », *Lidové noviny*, 24.07.2000
- « Vnitro vyšetřuje policistu, který měl bít aktivisty », *Lidové noviny*, 31.10.2000, p.1
- « Volné pole propagandě », *Lidové noviny*, 20.10.2000
- « Vylidněnou Prahou táhly tisíce demonstrantů », *Lidové noviny*, 25.9.2000
- « Výsledek války o Českou televizi: nezávislost míří tak či onak do pekel », *Lidové noviny*, 30.12.2000, p.2
- « Výsledky organizace vztahující se k výzkumnému záměru », CEZ:H01/98:000100000, CMKOS, Prague 1998
- « Výtržnost ve jménu ekologie », *Lidové noviny*, 27.04.2000
- « Výzva studentům, kteří sympatizují s protestem pracovníků ČT a ... »
- « Vzbouřenci vysílají přes družice », *Lidové noviny*, 28.12.2000
- « We are česká policie », *Lidové noviny*, 22.06.2000
- « Zahraniční média komentují nepokoje uvnitř ČT, Svět už si dvojích zpráv České televize všiml », *Lidové noviny*, 28.12.2000, p.4
- « Zahraniční zjevně pokulhávalo v násilnostech za pražskými protesty proti MMF a SB », *ČTK*, 29.9.2000
- « Zářijové protesty ohrožují pražskou schůzku G7 », *Lidové noviny*, 04.9.2000
- « Zásah policie? To není vyloučeno », *Lidové noviny*, 28.12.2000
- « Zasedání MMF a SB: hodně slov, málo činů », *Lidové noviny*, 2.10.2000
- « Zasedání MMF a Světové banky končí překvapivě o den dříve », *Lidové noviny*, 28.9.2000
- « Zasedání MMF má Česku přinést miliardy », *Lidové noviny*, 25.08.2000
- « Zasedání MMF není zádné neštěstí », *Lidové noviny*, 24.08.2000
- « Zasedání MMF v Praze stálo bez započtení škod miliardu a šedesát milionů korun », *ČTK*, 31.10.2000
- « Zasedání MMF: užitečná diskuse o světě », *Lidové noviny*, 03.08.2000
- « Zastánci a odpůrci globalizace se sejdou na Hradě 23.září », *Lidové noviny*, 15.08.2000
- « Zažije dnes Praha horké chvíle? », *ČTK*, 27.9.2000
- « Zeman dnes na zasedání MMF zdůraznil význam zahraničních investic », *ČTK*, 22.09.2000
- « Zeman odmítl stížnosti na chování policistů během zasedání MMF », *Lidové noviny*, 13.10.2000, p.5
- « Zemědělci blokovali v Praze dopravu », *Lidové noviny*, 13.12.2000
- « Žena ugandského delegáta je v nemocnici », *Lidové noviny*, 27.9.2000
- « Zhruba 500 odpůrců globalizace vyrazilo na pochod Prahou », *Lidové noviny*, 24.9.2000
- « Zinkové rakve jdou na dračku », *Lidové noviny*, 25.07.2000

- « Zpráva o výsledcích kolektivního vyjednávání na vyšším stupni v roce 1997 », ČMKOS, Prague 1997
- « Zpráva o výsledcích kolektivního vyjednávání na vyšším stupni v roce 1998 », ČMKOS, Prague 1998
- « Zpráva o výsledcích kolektivního vyjednávání na vyšším stupni v roce 1999 » ČMKOS, Prague 1999
- « Zrušit Českou televizi! », *Lidové noviny*, 27.12.2000, p.11
- Akontra, zpráva alternativních aktivit, ČSAF, 116/ 2, 2000*
- Autocollant « Děkujeme, odejděte!! »
- Bárníková G., « Pozvánka na tiskovou konferenci při příležitosti podpisu smlouvy o pronájmu Strahova »... 31.06. 2000 »
- Bártíková G., « Infoservis ministerstva vnitra o průběhu předchozích zasedání WTO v Seattlu a MMF a SB ve Washingtonu », *déclarations M.V.*, Prague 9.2000
- Bártíková G., « Jednání Ministerstva vnitra o výpůjčce plochy Strahova s Magistrátem hl.m. Prahy ve středu 19.července. » *déclarations M.V.*, Prague 9.2000
- Bártíková G., « Kapesní adresář pro policisty „Kam se obrátit v případě setkání s osobou v obtížné životní situaci », *déclarations M.V.*, Prague 9.2000
- Bártíková G., « Ministerstvo vnitra iniciovalo jednání o možnosti pronájmu areálu Strahov od Magistrátu hl.m.Prahy », *déclarations M.V.*, Prague 9.2000
- Bártíková G., « Ministersvo vnitra vyhodnocuje aktuální bezpečnostní rizika », *déclarations M.V.*, Prague 9.2000
- Bártíková G., « Ministr vnitra nabídl jednání zástupcům demonstrantů », *M.V.*, Prague 24.9.2000
- Bártíková G., « Návrh smlouvy o výpůjčce plochy Strahova je pro Ministerstvo vnitra neakceptovatelný », *déclarations M.V.*, Prague 9.2000
- Bártíková G., « Návštěva prvního tajemníka Norského královského velvyslanectví », *Záběry z Pražských ulic*, Prague 27.9.2000
- Bártíková G., « Pozvánka na tiskovou konferenci ministra vnitra Stanislava Grosse », Prague 08.09.2000
- Bártíková G., « Pozvánka na tiskovou konferenci...dne 26.9.2000 », *déclarations M.V.*, Prague 26.9.2000
- Bártíková G., « Prohlášení ministra vnitra Stanislav Grosse ke spekulacím o šíření poplašných zpráv a koordinaci příprav zasedání MMF a SB », *déclarations M.V.*, Prague 26.9.2000
- Bártíková G., « Situační zpráva Ministerstva vnitra », *déclarations M.V.*, Prague 26.9.2000
- Bártíková G., « Upozornění na dezinformace », *Záběry z Pražských ulic*, *déclarations M.V.*, Prague 27.9.2000
- Bártíková G., « Ustavení pracovní skupiny pro komunikaci týkající se bezpečnostních opatření v souvislosti se zasedáním MMF a SB », *déclarations MV.*, Prague 9.2000
- Bártíková G., « všech 800 vest pro novináře již bylo vydáno », *déclarations M.V.*, Prague 25.9.2000
- Bártíková G., « Výlety do Prahy v době zasedání MMF a SB »*déclarations M.V.*, Prague 9.2000

- Bártíková G., « Zajištění majetku před odjezdem na dovolenou », *déclarations M.V.*, Prague 8.2000
- Bártíková G., dopis « Vážení, v době zasedání Mezinárodního měnového fondu a Světové Banky v Praze Vám nabízíme možnost zasílání tiskových zpráv... », *déclarations M.V.*, Prague 8.2000
- Bártíková G., « Stovky občanů vyjadřují svou podporu policii », *Záběry z Pražských ulic*, *déclarations M.V.*, Prague 27.9.2000
- Bártíková G., « Středeční tisková konference se koná již od 18.00 hod », *Záběry z Pražských ulic*, *déclarations M.V.*, Prague 27.9.2000
- Basche M., « Slovo starosty... », *Noviny Prahy 2*, červen 2000
- Bělohoubek I., « Proč ekologům globalizace nevoní », *Lidové noviny*, 19.04.2000 p.1, 10
- Bém P., Chalupa T., *informační leták pro obyvatele Prahy týkající se MMF*, Prague 2000
- Blanda R., « Nová strana by mohla stát po boku 4K », *Právo*, 06.03.2001, <http://www.filosofie.cz/odejdete/tisk.htm> 20.08.2001
- Brodský V., dopis « Vážení exstudenti », 29.11.1999
- Brožová E., « Neděle se v Praze obešla bez incidentů – shrnutí 24.9.2000 », *déclarations Policejny prezidium*, Prague 25.9.2000
- Brožová E., « Policisté při sobotních akcích nemuseli zakročovat – shrnutí 23.9.2000 », *déclarations Policejny prezidium*, Prague 24.9.2000
- Brožura *Policejní akademie ČR*, Prague 1999
- Carte postale « Dnes demonstrace proti demonstracím », Prague 2000
- Cesty, Křižovatky, střety nových odborů*, [Les chemins, carrefours et protestations des nouveaux syndicats], Editions CMKOS, Prague 2000, p. 114-118
- Chat o DO, <http://www.pruvodce.cz/kluby/dekujeme...> 06.12.1999
- Chaun I., « Teze DO », Prague 03.12.1999
- Chaun I., Mejstřík M., Řehák V., Ježek V., Pánek Š., Brož J., « Děkujeme, odejděte! Prohlášení bývalých studentů k desátému výročí 17.listopadu 1989 », http://www.filosofie.cz/odejdete_el.html Prague 17.11.1999
- Chaun I., Mejstřík M., Řehák V., Ježek V., Pánek Š., Brož J., « Prohlášení někdejších studentských vůdců k 17.listopadu 1989 », 17.11.1999
- Dědečková J., « Rada televize nemůže dělat chůvů mladému řediteli bez zkušeností », *Lidové noviny*, 20.12.2000
- Diakonie Českobratrské církve evangelické, « Prohlášení Kampaň Milostivé léto 2000 v ČR k summitu G7 v Okinawě », Most 2000
- Dienstbier J., « Odpůrci globalizace střílejí vedle », *Lidové noviny*, 31.08.2000
- DO, « Chcete nám pomoci?...potřebujeme v tuto chvíli především... », Prague 1999
- DO, « Aktuálně » <http://www.filosofie.cz/odejdete/right.htm> 20.08.2001
- DO, « Informace », <http://www.filosofie.cz/info.html> 06.12.1999
- DO, « Prohlášení iniciátorů výzvy za 7.prosince 1999 », <http://www.filosofie.cz/odejdete.html> 09.12.1999
- DO, Anketa « Děkujeme, odejděte! » <http://www.filosofie.cz/anketa.html> 06.12.1999

DO, Prohlášení Koordinačního výboru « Děkujeme, odejděte », <http://www.filosofie.cz/odejdete.html> 09.12.1999

Doležal J.X., « Proti NATO, proti felaci », *Revlex online*, <http://www.reflex.cz>, 19.11.2002

Drbal J., « Demonstranti jsou neúnavní », *Záběry z Pražských ulic*, Prague 27.9.2000

Drbal J., « Demonstranti jsou neúnavní », *Záběry z Pražských ulic*, Prague 27.9.2000

Drbal J., « Používání dlažebních kostek policisty proti demonstrantům », *Záběry z Pražských ulic*, Prague 27.9.2000

Drbal J., « Používání dlažebních kostek policisty proti demonstrantům », *Záběry z Pražských ulic*, Prague 27.9.2000

Dudek P., « Libor Novák, nešťastný právník, nebo volavka? », *Lidové noviny*, 19.04.2000
econet, <http://zpravodajstvi.ecn.cz/index.stm?apc=zkvx3-357988>

Fax « Všem médiím... Shromáždění občanů na podporu petice „Děkujeme, odejděte!“ se uskuteční i ve Zlíně » 30.11.1999

Haisová M., « Žižka s Kozinou budou mít v září navrch », *Lidové noviny*, 28.04.2000

Harmonogram manifestace 25.února 2000

Havel V., « Všichni dobře víme, co se má a co se nemá », *Lidové noviny*, 02.01. 2001 p.11

Hníková M., « Vyzývám k zastavení přehnaně dramatických vystoupení », 20.08.2000

Holub J., « Incident na Nuselském mostě », Skupina pro styk s veřejností P ČR Správy hlavního města Praha, Prague 25.9.2000

Holub J., « Vzduchem létaly kameny », Skupina pro styk s veřejností PP ČR, Prague 26.9.2000

Holubec S., « O zaostalosti českých zemí », *Haló noviny*, 6.1.2003, p.III

Hrubý Z., « Veřejná výzva Zdeňka Hrubého, vládního zmocněnce pro pořádání výročních zasedání MMF a SSB », 24.8.2000

Hrubý Z., « Veřejná výzva Zdeňka Hrubého, vládního zmocněnce pro pořádání výročních zasedání MMF a SSB », 24.8.2000

<http://olsos.freeyellow.com/index.htm>

<http://olsos.freeyellow.com/index.htm>

<http://www.nasedike.cz>

<http://www.nasedike.cz>

<http://www.youtube.com/watch?v=KTEgqdmB0&feature=related>

Informace o celkových nákladech vynaložených na uspořádání Výročních zasedání MMF/SSB v září 2000 v Praze, K č.j.: 10/104913/2001/1232IK

Informace z *Antinato*, <http://www.antinato.cz/akce.htm>

Informationbroschüre *Prag, 26.September: Globaler Aktionstag*

Invitation « Festival proti MMF, 7.5.2000 », Prague 2000

Just V., « Několik vzkazů pro klonované teleradní », *Lidové noviny*, 20.12.2000, p.11

Kalendář zářijových akcí INPEG během summitu MMF

Kavan J., « Kdo bude novým ředitelem České televize? », *Lidové noviny*, 19.12.2000

Knížák M., « Nepodpořím rebely v ČT », *Lidové noviny*, 28.12.2000

- Kolářová M., « Zadrženi zvláštního vlaku z Itálie na hraničním přechodu v Horním Dvořišti », Prague 24.9.2000
- Kolářová M., « Zvláštní vlak z Itálie odjel z hraničního přechodu Horního Dvořiště », Prague 24.9.2000
- Kontrast, časopis radikální alternativy, 25.9.2000*
- Kopal J., Prokop M., Veselý M., *Report on violence*, Ekologický právní servis OPH, 2000
- Kopecký M., « Rudá záře nad Českou televizí », *Lidové noviny*, 27.12.2000, p.10
- Kříž I., « To není mnoho povyku pro nic... », *Lidové noviny*, 02.01.2001, p.10
- Kubita J., « Co všechno Stanislav Gross nezvládl », *Lidové noviny*, 29.9.2000
- Lette N. Maslowskému od Ministerstva financí, K č.j.: 10/104913/2001/1232IK
- Lette N. Maslowskému od L. Roučka, mluvčího vlády ČR, Č.j.: 21777/01 – OTI, 31.01.2001
- Lette starosty Praha 15 spoluobčanům o zasedání MMF, Prague 1999
- List *Bankwatch network*, 1/2000
- List *Bankwatch network*, 4/2000
- Loewy J., « Septemberfest? », *Lidové noviny*, 15.08.2000
- Malý kalendář akcí od INPEGU « Prague 2000 », Brno 2000
- Manifest ČSAF
- Mapka « how to find the camp... », Prague 1999
- Marboe-Hrabincová M., « Protestují, protože je ženou zjištěné zájmy », *Lidové noviny*, 27.12.2000, p.11
- Matocha P., « Další plod nespokojenosti byl již počat », *Týdeník Euro*, 22.01.2001, p.1
<http://www.filosofie.cz/odejdete/tisk.htm> 20.08.2001
- Miklíková E., « Události u ministerstva vnitra dne 28.září », *Záběry z Pražských ulic*, Skupina pro styk s veřejností P ČR Správa hl.města Prahy, Prague 28.09.2000
- Miklíková E., « Aktuální informace k dopravním omezením v centru Prahy – informace pro řidiče », Skupina pro styk s veřejností P ČR Správy hlavního města Praha, Prague 26.9.2000
- Miklíková E., « Aktuální informace k dopravním omezením v centru Prahy », Skupina pro styk s veřejností P ČR Správy hlavního města Praha, Prague 26.9.2000
- Miklíková E., « Bude dnes v Praze klidněji?! », *Záběry z Pražských ulic*, Prague 27.9.2000
- Miklíková E., « Demonstrace se neobešly bez následků », *Záběry z Pražských ulic*, Prague 26.9.2000
- Miklíková E., « Demonstranti včera polevili – shrnutí 27.9.2000 », *Záběry z Pražských ulic*, Skupina pro styk s veřejností P ČR Správa hl.města Prahy, Prague 28.09.2000
- Miklíková E., « Infolinka končí », *Záběry z Pražských ulic*, Skupina pro styk s veřejností P ČR Správa hl.města Prahy, Prague 28.09.2000
- Miklíková E., « Počty zadržovaných se zvyšují », *Záběry z Pražských ulic*, Prague 27.9.2000
- Miklíková E., « Trasa C metra je v provozu neustále », Prague 26.9.2000
- Miklíková E., « uzavření metra trasy C », Skupina pro styk s veřejností PP ČR , Prague 26.9.2000

- Miklíková E., « V Praze je zatím klid », *Záběry z Pražských ulic*, Skupina pro styk s veřejností PP ČR Správa hl.města Prahy, Prague 27.09.2000
- Miklíková E., « V Praze se demonstruje naostro », Prague 26.9.2000
- Miklíková E., « Ve večerní Praze bylo rušno », *Záběry z Pražských ulic*, Prague 26.9.2000
- Ministerstvo vnitra ČR, Policie České republiky, MVČR*, Prague 1999
- Ministerstvo vnitra, Ministerstvo spravedlnosti, « Zpráva o problematice extremismu na území České republiky » MV, Prague 2001/2002
- Misztal B., « 1989 as Social Movement », *international colloquium « Revisiter 1989 »*, Paris 19.-20.11.1999
- Musil M., « Nechci lakovat situaci na růžovo, říká Kavan », *Lidové noviny*, 30.9.2000
- Nabídkový list Děti Země k červnu 1999
- Názory a postoje představitelů společenských elit v České republice a ve Slovenské republice* [Les opinions et considérations des représentants des élites sociales de la république tchèque et de la république slovaque], Středisko empirických výzkumů, Prague 1995
- Nekvapil V., *Impuls pro občanskou společnost, esej o třetíú rozměru demokracie*, Nové směry, Prague 2003
- Neonacismus, příloha Lidových novin*, 02.10. 2001
- Neonacismus, příloha Lidových novin*, 02.10. 2001
- Nové hnutí, (Charta 97), « Prohlášení z celostátního setkání konaného 12.9.1998 v Brně »
- Oficiální program Kontrasummitu 2000, INPEG
- Patch à coudre « INPEG 2000 »
- Patočka J., « Mějme pochopení pro demonstrace », *Lidové noviny*, 26.9.2000
- Pavlata M., « Churchillova fotka, major a Tmavomodrý svět », *Lidové noviny*, 08.08.2000
- Pavlata M., « Papoušek je sirotek », *Lidové noviny*, 23.08.2000
- Pavlitová K., « Nenadávej na zrcadlo... », *Lidové noviny*, 24.08.2000
- Pędział M., Rozhovor s představitelem Světové banky Michaelem Waltonem, (pro Lidové noviny)
- Pehe J., « Sociální demokraté nepřekvapili », *Hospodářské noviny*, 09.04. 2001.p11
<http://www.filosofie.cz/odejdete/tisk.htm> 09.04.2001
- Pétition « Připojujeme se tímto k výzvě „Dost bylo Havla“ »
- Pétition « Pro Český kras a českou krajinu II. », Děti Země
- Photo « Demonstranti proti globalizaci »
- Piorecký V., « Bojujeme proti nové totalitě », *Lidové noviny*, 21.9.2000
- Policie i přes protesty « vrátila amerického novináře », *Lidové noviny*, 26.9.2000
- Program Kontrasummitu 2000, Prague 2000
- Ráž Z., « Posílení pražští hasiči v pohotovosti », Prague 24.9.2000
- Ráž Z., « Souhrnná informace o průběhu dnešního dne u hasičů », *Záběry z Pražských ulic*, Prague 26.9.2000
- Ráž Z., « Tiskové sdělení ředitelství HZS MV ČR », Prague 26.9.2000

Rendlová E., « Veřejnost o zasedání MMF a SB », IVVM 2000

Rokos M., « Zeleným žádný převrat nehrozí », *Lidové noviny, Horizont*, 18.12.2002

Ronfard B., *Vaclav Havel. La patience de la vérité*, Desclée De Brouwer, Paris 1994

Ruml J., « Globalizace », *Lidové noviny*, 27.9.2000

Ruml J., « Poslední slovo, Televize », *Lidové noviny*, 21.12.2000

Sb. zákonů 84/1990 Sb. 29.03.90 Zákon o právu shromažďovacím Akt. znění 84/1990 Sb.

Slačálek O., « NATO jako korouhvička », *Lidové noviny*, 18.11.2002

Složka pro novináře « AntiNATO »

Spurný J., « Pražský summit a teroristé », *Respekt 21-28.10.2002*, p.2

Stížnost a tisková zpráva o situaci Ladronky v Praze, Prague 05.09.2000

Strouhal J., Výstava « Czech Photo a Hlavní město Praha », Prague 2000

Šustrová P., « Nechtěla by Rada České televize řídit zeměkouli? », *Lidové noviny*, 21.12.2000

Sutter J., « Ochrana majetku », Ministerstvo vnitra České republiky, 2000

Suttner J., « Informace o podaných stížnostech na jednání policistů během konání zasedání MMF a SB », *Záběry z Pražských ulic*, Skupina pro styk s veřejností Policejního prezidia České republiky, Prague 2000

Suttner J., « Označování policistů », Skupina pro styk s veřejností PP ČR, Prague 23.9.2000

Suttner J., « Pokles kriminality », Skupina pro styk s veřejností PP ČR, Prague 23.9.2000

Suttner J., « Policejní prezident monitoruje situaci v Praze », Skupina pro styk s veřejností PP ČR, Prague 23.9.2000

Suttner J., « Policie České republiky je připravena », Prague 26.9.2000

Suttner J., « Policie České republiky odmítá názor INPEGu », Skupina pro styk s veřejností PP ČR, Prague 23.9.2000

Suttner J., « Policie eskortovala 60 cizinců », Skupina pro styk s veřejností PP ČR, *Záběry z Pražských ulic*, Prague 27.9.2000

Suttner J., « Policie povolává další posily », Skupina pro styk s veřejností PP ČR, Prague 26.9.2000

Suttner J., « Policie předvedla několik stovek demonstrantů », *Záběry z Pražských ulic*, Skupina pro styk s veřejností PP ČR, Prague 27.9.2000

Suttner J., « Policie přijala podněty občanských právních hlídek », Skupina pro styk s veřejností PP ČR, Prague 26.9.2000

Suttner J., « Policisté, kteří kritizovali podmínky ubytování v Praze se vrátili ke svým útvarům », Skupina pro styk s veřejností PP ČR, Prague 25.9.2000

Suttner J., « Press information on aliens detained in connexion with the violent protests against IMF and WB », Police presidency of the Czech Republic, Public Relations Unit, Prague 2000

Suttner J., « Prohlášení mluvčího INPEG Viktora Pioreckého považuje policie za výsvěh reality », Skupina pro styk s veřejností PP ČR, *Záběry z Pražských ulic*, Prague 27.9.2000

Suttner J., « Stan va státní hranici ČR », *Záběry z Pražských ulic*, Skupina pro styk s veřejností PP ČR, Prague 27.9.2000

Suttner J., « Tisková informace k zadrženým cizincům v souvislosti s násilnými protestními akcemi k zasedání MMF a SB », *Záběry z Pražských ulic*, Skupina pro styk s veřejností Policejního prezidia České republiky, Prague 09.1999

Suttner J., « Zraněno již patnáct policistů a první zadržení demonstranti », Skupina pro styk s veřejností PP ČR , Prague 26.9.2000

Tachograf, *Okresní organizace sdružení Děkujeme, odejděte – Tachov – přípravný výbor*, 1999

Tisková zpráva « Organizační centrum a společný sekretariát připravují kongresové centrum na příjezd delegátů výročních zasedání MMF a skupiny Světové banky »

Tract « ...obsahuje základní rady pro obyvatele naší městské části » – kvůli zasedání MMF a SB

Tract « 2.nejdůležitější zákon celosvětového tržního hospodářství »

Tract « Abolish NATO, The IMF's Strike Force!... »

Tract « Anketa o titul roůák roku » a o zelenou perlu » 2000

Tract « Bojujme s těmi, kteří nám berou naše sociální práva a svobodu! »

Tract « Food not Bombs, Jídlo Místo Zbraní »

Tract « For a new revolutionary Marxism - Socialist utopia for civilization, against the system »

Tract « Informace! » o opatřeních v okolí Tylova náměstí kvůli demonstrantům proti MMF a SB 23.-30.9.2000

Tract « Jak bojovat proti globálnímu kapitálu, organizuje časopis Doleva! »

Tract « Kampaň proti dostavbě jaderné elektrárny Temelín pokračuje », Hnutí Duha 2000

Tract « L'art d'interviewer les dirigeants »

Tract « Le Printemps Tchecoslovaque 1968 »

Tract « Le Vatican et l'éclatement de la Yougoslavie »

Tract « Legal advice », Prisoner Support

Tract « Malík Urvi »

Tract « Nicole Grimaud – La Tunisie a la recherche de sa sécurité »

Tract « Občanská iniciativa Česká televize – Věc veřejná, manifestace 3.ledna 2001 »

Tract « Otevřený dopis Humanistické aliance iniciátorům výzvy „Děkujeme, odejděte“ »

Tract « Pomoc Čečensku »

Tract « Proti válce, NATO, kapitalismu »

Tract « Rady spoluobčanům jak se chovat během zasedání MMF a SB při styku s demonstranty », Prague 2

Tract « Rady spoluobčanům jak se chovat během zasedání MMF a SB při styku s demonstranty », Prague 2

Tract « Revolutionary Communists League of Turkey »

Tract « Shromáždění občanů, signatářů a sympatizantů na podporu prohlášení Děkujeme, odejděte! »

Tract « Stop diktátu MMF a SB! »

Tract « Stop MMF a SB!, Demonstrace 16.4.2000 »

Tract « Světový den bez Aut, 21.9. »

Tract « The Revolutionary Swedish Union »

Tract Akontra « Jiný svět »

Tract AVA « Bojujme s těmi, kteří nám berou naše sociální práva a svobodu! »

Tract *Camp Strahov*

Tract Carbusters « Kdo řídí automobilovou kulturu? »

Tract Centa pro aktivisty « Místo Střetáváníů »

Tract Citizens initiative against 2004 Olympics – Greece « Prague 2000 – Athens 2004: resistance to the world thieves »

Tract CPGB « Anti-capitalism is not enough! »

Tract ČSAF, « Co je to ekonomická globalizace? »

Tract ČSAF, brněnská pobočka « Co se skrývá za přívětivou tvář MMF a SB? »

Tract dvojjazyčný « MMF a SB z pohledu Bible »

Tract INPEG « Co je MMF?! »

Tract INPEG « Ne MMF a SB »

Tract INPEG, « Co je to afinitní skupina a jak ji udělat? »

Tract INPEG, « Oni říkají »

Tract INPEG, « Otázky, které by vás mohly napadnout, až se v září sejdou MMF a Světová Banka v Praze »

Tract INPEG, « The World Bank Fails – in its Own Words »

Tract INPEGu « Co smí a nesmí městský strážník »

Tract International Action Center, New York « Abolish NATO, The IMF's Strike Force!... »

Tract ISWoR « Russian workers are fighting back! »

Tract Jubilee 2000 Coalition « Drop the Debt »

Tract Kalenderpanden, « No eviction »

Tract MKS « Totalitní světvláda »

Tract NESEHNUTÍ « ABC přímé akce »

Tract NESEHNUTÍ « Čím se finančníci nechlubí »

Tract Network of Movement for Political and Social Rights - Greece « We demonstrate in Prague »

Tract OPH « Legal capacities for participating demonstrators »

Tract OPH « O zasedání MMF v různých jazycích »

Tract OPH, « Situation juridique des participants a la démonstration »

Tract s úvodem Zdeňka Hrubého, vládního zmocněnce pro pořádání výročních zasedání MMF a SB

Tract Sozialistische Alternative « Zerschlagt IWF und Weltbank »

Tract UN IFCCC COP6, « Carbon Wars »

Tract US Network for Global Economic Justice, « our Demands of the IMF and World Bank September 2000 »

Tract Worker's Power « Shut down global capitalism on 1 May 2001 »

Tract Ya Basta! « The White Overalls will Arrive in Prague Armed! »

Tract, čtyřjazyčný, anarchistický, ORA, « Ani státní ani soukromý kapitalismus! Za svobodu, samosprávu a socialismus! »

Tracts « Deset pravd o dluhu », Milostivé léto 2000

Tracts « Praha nabízí možnost, jak napravit neúspěch z letošního léta », Milostivé léto 2000

Urban J., « Zkouška zralosti demokracie », *Mladá fronta dnes*, 19.07.2000, p.2

Vaculík L., « Právem vzpoury », *Lidové noviny*, 27.12.2000, p.11

Veis J., « Horší to být nemůže? Ale může! », *Lidové noviny*, 9.10.2000

Vidlařová E., Cibulka P., Popelka S., « Dost bylo Havla, prohlášení bývalých „vězňů svědomí“ a disidentů), » 30.11. 1999

Vlajka, časopis novodobého národovectví, nr.4, 1, Prague 2001

Výzva « Vyzýváme občany, aby formou dopisu, faxu nebo e-mailu napsali svým poslancům/poslankyním podle místa bydliště. »

www.czechia.cz/host

www.oph.cz

Zahradníček T., « ODS dobývá Kavčí hory », *Lidové noviny*, 27.12.2000, p.10

Zákon o právu shromažďovacím Akt. znění 84/1990 Sb. 01.01.2003

Zákon o právu shromažďovacím Akt. znění 84/1990 Sb. 01.01.2006, Akt. znění 84/1990 Sb. 01.01.2009

Zákon o právu shromažďovacím Akt. znění 84/1990 Sb. 01.07.2002

Zákon o právu shromažďovacím Akt. znění 84/1990 Sb. 01.07.90

Zákon ze dne 15.listopadu 1867, č.135 ř.z., o právu shromažďovacím

Zápis ze zasedání Krizového štábu ObÚ MČ, Prague 19.9. 2000

Zápis ze zasedání Krizového štábu ObÚ MČ, Prague 20.7. 2000

Zápis ze zasedání Krizového štábu ObÚ MČ, Prague 24.srpna 2000

Zápis ze zasedání Krizového štábu ObÚ MČ, Prague 26.6. 2000

Zelenáková I., « Tisková zpráva Policie ČR », Prague 24.9.2000

Zelenáková I., « Zadržén vlak vypravený z Itálie », Prague 24.9.2000

Zvěřina M., « Vyšehradské panoráma », *Lidové noviny*, 25.08.2000

d. La police, le maintien de l'ordre lors de protestations, l'administration

- « 1. máj: nejživější byli anarchisté v Praze », ainsi que « policie v akci », *Mladá fronta Dnes* 2.5.2000, p.2, photos de l'interventions et commentaires
- « 1. máj, oslavy a incidenty », *Mladá fronta Dnes*, 2.5.2000, p.1, photos de l'interventions et commentaires
- « Agenti FBI jednali s vedením policie o přípravách na zasedání MMF », *Lidové noviny*, 10.08.2000
- « Anarchisté a policie se navzájem viní z útoků » in *Právo*, 03.05.2000. p.2
- « Bezpečnostní opatření k zasedání Mezinárodního měnového fondu a Světové banky », <http://www.mfcr.cz/mmf05.11.2000>
- « Bitva o MMF », *Lidové noviny*, 10.08.2000
- « Britové si stěžují na českou policii », *Lidové noviny*, 11.10.2000
- « Češi to zvládli lépe než policisté v Seattlu, ale... », *Lidové noviny*, 28.9.2000
- « Český helsinský výbor získal průkazné výpovědi o bití zatčených », *Lidové noviny*, 18.10.2000
- « Čeští policisté se budou kvůli zasedání MMF školit v USA », *Lidové noviny*, 27.03.2000
- « Dánové demonstrovali na podporu odpůrce MMF vězněného v Česku » in *Lidové noviny*, 27.10.2000, p.8
- « Demontrace anarchistů bude navzdory zákazu », *Mladá fronta Dnes* du 29.04.200 p.1 et 3
- « Demontrace v Klidu », *MF Dnes*, 9.5.2000
- « Dialektika Střeleckého ostrova » commentaire de Martin Hekrdla, *Pravo* du 3.5.2000 p.6
- « FBI brzy otevře svou kancelář i v Praze », *Lidové noviny*, 12.05.2000
- « Gross chce pro MMF 90 milionů », *Lidové noviny*, 14.06.2000
- « Gross má ambiciózní plány », *Lidové noviny*, 18.07.2000
- « Gross se odmítá vyjadřovat ke sporu o policii », *Lidové noviny*, 06.05.2000
- « Grossovi lidé šetří brutalitu policisty v civilu », *Lidové noviny*, 31.10.2000, p.1
- « Havel chce zařídit setkání anarchistů s MMF » *Lidové noviny*, 28.04.2000, p.6
- « Havel: Česká společnost má tendenci se uzavírat », *Lidové noviny*, 18.10.2000, p.13
- « I česká policie počítá s pouličními střety », *Lidové noviny*, 14.04.2000
- « Interpol pomůže hledat svědka », *Lidové noviny*, 18.10.2000, p.2
- « Italové se střetli s organizátory kempu na Strahově », *Lidové noviny*, 25.9.2000
- « Jak vidíte zásah policie proti demonstrantům v ulicích Prahy? – názory », *Lidové noviny*, 28.9.2000
- « Jak vidíte zásah policie proti demonstrantům? – názory », *Lidové noviny*, 29.9.2000
- « Jihokorejský ekonom strávil v policejní cele dvacet čtyři hodin », *Lidové noviny*, 9.10.2000
- « Kdo se chce bít, policii si vždy najde », *Mladá fronta Dnes* du 4 mai 2000 (opinion de Tomas Sokol)
- « Kolem místa zasedání MMF roste Potěmkinova vesnice », *Lidové noviny*, 05.9.2000
- « Krajský soud v Ostravě zrušil úřední zákaz demonstrace proti MMF », *ČTK*, 13.9.2000

- « Kužvart podpoří požadavek Prahy na úhradu nákladů na MMF », *České noviny*, <http://www.ceskenoviny.cz>, 02.07.2000
- « Matoucí volání po krvi », *Lidové noviny*, 18.07.2000
- « Městská policie je tu pro vás », *Noviny Prahy 2*, březen 2000, p.1
- « Městský soud v Praze zrušil zákaz zářijové demonstrace proti MMF », *Lidové noviny*, 17.05.2000, p.2
- « Mínění odjinud », *Lidové noviny*, 20.10.2000
- « Ministr vnitra není spokojen s přípravami na zasedání MMF », *Lidové noviny*, 06.05.2000
- « Ministři vnitra », *Mladá fronta dnes*, 07.07.2002
- « Na demonstrace proti MMF jsou údajně verbováni studenti », *Lidové noviny*, 09.06.2000
- « Na Strahově vyroste kemp i s internetem », *Lidové noviny*, 22.07.2000
- « Naplníme si nádrže », *Lidové noviny*, 13.9.2000
- « Největší policejní manévry v dějinách ČR », *Lidové noviny*, 21.9.2000
- « Nemocnice při zasedání MMF odloží některé operace », *Lidové noviny*, 01.9.2000
- « O člancích v Magyar Nemzet », *Lidové noviny*, 9.10.2000
- « Občanské hlídky: Policie týrala a ponižovala zadržené », *Lidové noviny*, 2.10.2000
- « Občanské právní hlídky podávají trestní oznámení na policisty », *Lidové noviny*, 19.10.2000, p.4
- « ODA znepokojil zásah policie proti anarchistům », *České noviny*,
- « ODA znepokojil zásah policie proti anarchistům », *České noviny*, <http://www.ceskenoviny.cz>, 02.05.2000
- « Odpůrci globalizace si hráli na Světovou banku », *Lidové noviny*, 15.08.2000
- « Odpůrci MMF se prý s vojáky nepotkají », *Lidové noviny*, 29.07.2000
- « Oslava Grosse je nesmyslná », *Lidové noviny*, 29.9.2000
- « Ostravští policisté trénovali zásahy proti demonstrantům », *Lidové noviny*, 08.9.2000
- « Podle videozáznamu policie zadržela cizinku bezdůvodně », *Lidové noviny*, 14.10.2000
- « Poklidnou konopnou demonstraci narušili jen anarchisté », *Lidové Noviny* du 9.5.2000
- « Policejní násilí? Soud nerozhodl », *Mladá fronta dnes, příloha Praha*, 11.05.2000, p.2
- « Policejní šéf odmítá gumové projektily », *Lidové noviny*, 13.10.2000, p.5
- « Policie asi porušila zákon o ochraně osobních dat », *Lidové noviny*, 23.9.2000
- « Policie i přes protesty „vrátila“ amerického novináře », *Lidové noviny*, 26.9.2000
- « Policie má od roku 1990 nejvyšší důvěru lidí. Proč? », *Mladá fronta dnes*, 13.08.2001, p.A3
- « Policie má problém: Temelín a MMF najednou », *Lidové noviny*, 15.08.2000
- « Policie má zásah proti anarchistům za adekvátní », *České noviny*, <http://www.ceskenoviny.cz>, 02.05.2000
- « Policie nedovolila anarchistům ani dočíst projevy », *Lidové noviny*, 02.05.2000
- « Policie nepustila kvůli zasedání MMF do země odpůrce globalizace », *Lidové noviny*, 14.9.2000
- « Policie obvinila dalšího pčastníka prvomájové demonstrace », *Lidové noviny*, 5.5.2000, p.2

- « Policie obvinila dalšího účastníka prvomájové demonstrace », *Lidové Noviny* du 5.05.2000 p.2
- « Policie obvinila jen jednoho účastníka pondělní demonstrace », *České noviny*, <http://www.ceskenoviny.cz> , 02.05.2000
- « Policie se bojí anarchistů a už nyní se připravuje na zasedání MMF », *Lidové noviny*, 19.01.2000
- « Policie se připravuje na zasedání MMF », *Lidové noviny*, 14.01.2000
- « Policie slibuje, že bude při zasedání MMF tolerantní », *Lidové noviny*, 13.9.2000
- « Policie stále učí větší tvrdosti vůči radikálům », *Lidové noviny*, 29.02.2000
- « Policie zasáhla proti demonstraci, která zablokovala silnici v Plzni », *Lidové noviny*, 19.05.2000 p.4
- « Policie zasáhla proti nepovolené demonstraci », *České noviny*, <http://www.ceskenoviny.cz> , 02.05.2000
- « Policie zastavila průvod anarchistu, kteří se vydali k rozhlasu », *CTK* 6.5.2000
- « Policie zatím neobvinila žádného z 53 zadržených anarchistů », *České noviny*, <http://www.ceskenoviny.cz> , 02.05.2000
- « Policisté budou cvičit zásah proti demonstrantům », *Lidové noviny*, 17.08.2000
- « Policisté budou opět trénovat na zasedání MMF », *Lidové noviny*, 24.08.2000
- « Policisté nacvičovali zákrok proti demonstrantům », *Lidové noviny*, 31.05.2000
- « Policisté obvinili jen jednoho anarchistu », *Mladá frontaDnes*, 3.9. 2000 p.2 et dans la rubrique opinion des lecteurs « Byl 1. maj, - a kde zustaly vlajky » p.11
- « Policisté přiměli demonstranty k ústupu », *Lidové noviny*, 01.9.2000
- « Policisté se vzdělávají kvůli zasedání MMF », *Lidové noviny*, 22.06.2000
- « Policisté ze Zlína odjeli, přesto ubylo trestých činů », *ČTK*, 27.9.2000
- « Politici se slétnou », *Lidové noviny*, 04.07.2000
- « Praha 1 zakázala anarchistům pochod », *Pravo* 29.04.2000
- « Praha a vnitro podepsaly smlouvu o zapůjčení Strahova kvůli MMF », *Lidové noviny*, 28.07.2000
- « Praha a Washington zažily velké policejní manévry », *Lidové noviny*, 17.04.2000
- « Praha byla blízko dopravnímu chaosu », *Lidové noviny*, 6.10.2000
- « Praha I zakázala anarchistům pochod », *Právo*, 29.04.2000. p.4,
- « Praha ocení policisty zraněné při MMF », *Lidové noviny*, 27.10.2000, p.4
- « Praha patrně odmění medailemi policisty zraněné při MMF », *Lidové noviny*, 6.10.2000
- « Prahu zachvátilo násilí », *Lidové noviny*, 27.9.2000
- « Proč obhajovat násilí », *Lidové noviny*, 17.10.2000, p.12
- « Protest levicových odpůrců MMF si nevyžádal policejní zásah », dans *CTK* le 7 mai 2000
- « Protesty proti MMF připravují i mladí komunisté », *Lidové noviny*, 07.9.2000
- « Proti násilí je vždy třeba zakročit », *Lidové noviny*, 5.10.2000
- « Prvomájové strey », *Pravo* 2.5.2000 p. 3
- « Radnice Prahy 1 zakázala sérii demonstrací proti zasedání MMF », *Lidové noviny*, 24.05.2000

- « Radnice Prahy 1 zakázala sérii demonstrací proti zasedání MMF », *Lidové noviny*, 24.05.2000
- « Řidiče pro zasedání MMF školí němečtí závodníci », *Lidové noviny*, 06.9.2000
- « Šabatová nesouhlasí s policejním zákrokem proti anarchistům », *České noviny*, <http://www.ceskenoviny.cz>, 02.05.2000
- « Šéf FBI pochválil přípravu na summit, tvrdí », *Lidové noviny*, 08.9.2000
- « Skinheadi na srazu hajlovali », *Mladá fronta Dnes*, 21.2.2000 p.2
- « Šlouf si na mě Zemanovi stěžoval, říká o zákulisních tazích premiérových poradců exministr vnitra Václav Grulich », *Lidové noviny*, 14.10.2000
- « Soud odročil případ ženy, kterou zbili policisté » (commentaire et foto), *Mladá fronta Dnes*, supplement prague, p.1 du 27.4.2000
- « Soud odročil případ ženy, kterou zbili policisté », *Mladá fronta dnes*, příloha Praha, 27.04..2000, p.3
- « Spiklenecký syndrom », *Lidové noviny*, 16.10.2000
- « Státní zástupkyně zastavila stíhání dvou demonstrantů », *Lidové noviny*, 20.10.2000, p.4
- « Účet pro levicové radikály a ministra Grosse: Milionové škody v Praze », *Lidové noviny*, 28.9.2000
- « Upozornění...dnešní tisková konference ministra vnitra Stanislava Grosse k bezpečnostní situaci v Praze se nebude konat », *Záběry z Pražských ulic*, Prague 28.09.2000
- « Upozornění...dnešní tisková konference ministra vnitra Stanislava Grosse k bezpečnostní situaci v Praze se nebude konat », *Záběry z Pražských ulic*, Prague 28.09.2000
- « V Praze hajlovali skiní za Haidera », *Lidové Noviny*, 21.2.2000 p. 3
- « Vedení policie: Policisté budou na zasedání MMF dobře vybaveni », *Lidové noviny*, 02.9.2000
- « Vedení Prahy není spokojeno s přípravami na zasedání MMF a SB », *České noviny*, <http://www.ceskenoviny.cz>, 02.07. 2000
- « Viděl jsem smrt na břehu Jordánu », *Lidové noviny*, 11.10.2000
- « Vlak s aktivisty skupiny YA BASTA! Stále stojí na hranicích », *Lidové noviny*, 25.9.2000
- « Vnitro odmítlo převzít zodpovědnost za ubytování odpůrců globalizace », *Lidové noviny*, 26.07.2000
- « Vnitro si zřejmě pronajme Strahov pro odpůrce MMF », *Lidové noviny*, 19.07.2000
- « Vnitro uvažuje o policejních posilách pro MMF », *Lidové noviny*, 24.07.2000
- « Vnitro vyšetřuje policistu, který měl bít aktivisty », *Lidové noviny*, 31.10.2000, p.1
- « Všichni jsme zkracováni v ústavním právu », commentaire de Petr Uhl dans *Pravo* du 3.5.2000 p.6
- « We are česká policie », *Lidové noviny*, 22.06.2000
- « Zásah proti anarchistům » foto et commentaire, *Mladá fronta Dnes* supplément Prague, le 2 mai 2000
- « Zasedání MMF a Světové banky končí překvapivě o den dříve », *Lidové noviny*, 28.9.2000
- « Zažije dnes Praha horké chvílky? », *ČTK*, 27.9.2000
- « Zeman odmítl stížnosti na chování policistů během zasedání MMF », *Lidové noviny*, 13.10.2000, p.5

- Bárníková G., « Pozvánka na tiskovou konferenci při příležitosti podpisu smlouvy o pronájmu Strahova... 31.července 2000 »
- Bártíková G., « dopis: Vážení, v době zasedání Mezinárodního měnového fondu a Světové Banky v Praze Vám nabízíme možnost zasílání tiskových zpráv... »
- Bártíková G., « Infoservis ministerstva vnitra o průběhu předchozích zasedání WTO v Seattlu a MMF a SB ve Washingtonu »1999
- Bártíková G., « Jednání Ministerstva vnitra o výpůjčce plochy Strahova s Magistrátem hl.m. Prahy ve středu 19.července. », .Prague, 7.2000
- Bártíková G., « Ministerstvo vnitra iniciovalo jednání o možnosti pronájmu areálu Strahov od Magistrátu hl.m.Prahy », Prague 8.2000
- Bártíková G., « Ministersvo vnitra vyhodnocuje aktuální bezpečnostní rizika », Prague 8.2000
- Bártíková G., « Návrh smlouvy o výpůjčce plochy Strahova je pro Ministerstvo vnitra neakceptovatelný », Prague 08.2000
- Bártíková G., « Návštěva prvního tajemníka Norského královského velvyslanectví », *Záběry z Pražských ulic*, Prague 27.9.2000
- Bártíková G., « Pozvánka na tiskovou konferenci ministra vnitra Stanislava Grosse ». Prague 08.09.2000
- Bártíková G., « Pozvánka na tiskovou konferenci...dne 26.9.2000 », Prague 26.9.2000
- Bártíková G., « Prohlášení ministra vnitra Stanislav Grosse ke spekulacím o šíření poplašných zpráv a koordinaci příprav zasedání MMF a SB », 09.2000
- Bártíková G., « Situační zpráva Ministerstva vnitra », Prague 26.9.2000
- Bártíková G., « Upozornění na dezinformace », *Záběry z Pražských ulic*, Prague 27.9.2000
- Bártíková G., « Ustavení pracovní skupiny pro komunikaci týkající se bezpečnostních opatření v souvislosti se zasedáním MMF a SB »
- Bártíková G., « všech 800 vest pro novináře již bylo vydáno », Prague 25.9.2000
- Bártíková G., « Výlety do Prahy v době zasedání MMF a SB », Prague 09.2000
- Bártíková G., « Zajištění majetku před odjezdem na dovolenou », Prague 09.2000
- Bártlíková G., « Stovky občanů vyjadřují svou podporu policii », *Záběry z Pražských ulic*, Prague 27.9.2000
- Bártlíková G., « Středeční tisková konference se koná již od 18.00 hod », *Záběry z Pražských ulic*, Prague 27.9.2000
- Basche M., « Slovo starosty... », *Noviny Prahy* Prague 2, 6.2000 p.1
- Bém P., Chalupa T., *informační leták pro obyvatele Prahy týkající se MMF*, Prague 2000
- Brožová E., « Neděle se v Praze obešla bez incidentů – shrnutí 24.9.2000 », Prague 25.9.2000
- Brožová E., « Policisté při sobotních akcích nemuseli zakročovat – shrnutí 23.9.2000 », Prague 24.9.2000
- Burciv F. (colonel), Cech B., *Technické prostředky bezpečnostních služeb*, Policejní akademie České republiky, Prague 1999
- Dopis N. Maslowskému od Ministerstva financí, K čj.: 10/104913/2001/1232IK
- Dopis tajemníka Obvodního úřadu Městské části Praha 1, čj.606/taj/2000, Prague 01.11.2000
- Drbal J., « Demonstranti jsou neúnavní », *Záběry z Pražských ulic*, Prague 27.9.2000

- Drbal J., « Používání dlažebních kostek policisty proti demonstrantům », *Záběry z Pražských ulic*, Prague 27.9.2000
- First R., Stantejsky M., Fojtik I., *Obušek s kolmou rukojetí,, Tonfa (I et II)*, Policejní akademie České republiky, Prague 1996
- Hníková M., « Vyzývám k zastavení přehnaně dramaických vystoupení », 20.08.2000
- Holub J., « Incident na Nuselském mostě », Skupina pro styk s veřejností P ČR Správy hlavního města Praha, Prague 25.9.2000
- Hrazdira I., a kol., *Základy metodiky výcviku a taktiky služebních zákroků*, Policejní akademie České republiky, Prague 1996
- Hrubý Z., « Veřejná výzva Zdeňka Hrubého, vládního zmocněnce pro pořádání výročních zasedání MMF a SSB », 24.8.2000
- <http://olsos.freeyellow.com/index.htm>
- <http://www.blisty.cz/2006/5/2/art28207.html>
- <http://www.ceskenoviny.cz> , 02.05.2000
- http://www.ekolist.cz/staracisla/11_95.htm
- <http://www.nasedike.cz>
- <http://www.rozhlas.cz/izurnal/cesko/zprava/266664ue>
- Informace o celkových nákladech vynaložených na uspořádání Výročních zasedání MMF/SSB v září 2000 v Praze, K čj.: 10/104913/2001/1232IK
- Kolářová M., « Zadržení zvláštního vlaku z Itálie na hraničním přechodu v Horním Dvořišti », déclaration MV, Prague 24.9.2000
- Kubita J., « Co všechno Stanislav Gross nezvládl », *Lidové noviny*, 29.9.2000
- Tract « Rady spoluobčanům jak se chovat během zasedání MMF a SB při styku s demonstranty », Prague 2, 2000
- Macek P., Filák A., Gregor M., Chmela Z., Maslowski N., *Úloha policie a dalších subjektů při hromadných narušeních veřejného pořádku*, [le rôle de la Police et des autres sujets lors des atteintes collectives à l'ordre public], Policejní Akademie Č.R. Prague 2000
- Macek P., dir., *Pořádková činnost policie*, Policejní akademie České republiky, Prague 1996
- Macek P., Kvicala L *Základní útvary služby Pořádkové policie*, Policejní akademie České republiky, Prague 1998
- Miklíková E., « Události u ministerstva vnitra dne 28.září », *Záběry z Pražských ulic*, Skupina pro styk s veřejností P ČR Správa hl.města Prahy, Prague 28.09.2000
- Miklíková E., « Události u ministerstva vnitra dne 28.září », *Záběry z Pražských ulic*, Skupina pro styk s veřejností P ČR Správa hl.města Prahy, Prague 28.09.2000
- Miklíková E., « Aktuální informace k dopravním omezením v centru Prahy – informace pro řidiče », Skupina pro styk s veřejností P ČR Správy hlavního města Praha, Prague 26.9.2000
- Miklíková E., « Aktuální informace k dopravním omezením v centru Prahy », Skupina pro styk s veřejností P ČR Správy hlavního města Praha, Prague 26.9.2000
- Miklíková E., « Bude dnes v Praze klidněji?! », *Záběry z Pražských ulic*, Prague 27.9.2000
- Miklíková E., « Demonstranti včera polevili – shrnutí 27.9.2000 », *Záběry z Pražských ulic*, Skupina pro styk s veřejností P ČR Správa hl.města Prahy, Prague 28.09.2000

Miklíková E., « Infolinka končí », *Záběry z Pražských ulic*, Skupina pro styk s veřejností P ČR Správa hl.města Prahy, Prague 28.09.2000

Miklíková E., « Počty zadržených se zvyšují », *Záběry z Pražských ulic*, Prague 27.9.2000

Miklíková E., « Trasa C metra je v provozu neustále », Prague 26.9.2000

Miklíková E., « uzavření metra trasy C », Skupina pro styk s veřejností PP ČR , Prague 26.9.2000

Miklíková E., « V Praze je zatím klid », *Záběry z Pražských ulic*, Skupina pro styk s veřejností PP ČR Správa hl.města Prahy, Prague 27.09.2000

Ministerstvo vnitra ČR, Policie České republiky, MVČR, Prague 1999

Photo « 1.máj: oslavy a incidenty », *Mladá fronta dnes*, 02.05.2000, p.1

Policejní akademie ČR, Brochure, Prague 1999

Pozvánka « Festival proti MMF, 7.5.2000 »

Pravo, 2.5.2000, « Proti anarchistům na Streleckém ostrove nasadila policie obusky », p. 3, ainsi que les opinions de Petr Uhl et de Jan Křen

Ráž Z., « Posílení pražští hasiči v pohotovosti », Prague 24.9.2000

Rendlová E., « Veřejnost o zasedání MMF a SB », IVVM

Sokol T., « Kdo se chce bít, policii si vždy najde », *Mladá fronta dnes* 04.05.2000, p.9

Stížnost a tisková zpráva o situaci Ladronky v Praze, 05.09.2000

Sutter J., « Ochrana majetku », Ministerstvo vnitra České republiky, 2000

Suttner J., « Informace o činnosti Letecké služby Policie ČR », *Záběry z Pražských ulic* , Ministerstvo vnitra – Bezpečnostní opatření k zasedání MMF a SB, Prague 2000

Suttner J., « Označování policistů », Skupina pro styk s veřejností PP ČR , Prague 23.9.2000

Suttner J., « Pokles kriminality », Skupina pro styk s veřejností PP ČR , Prague 23.9.2000

Suttner J., « Policejní prezident monitoruje situaci v Praze », Skupina pro styk s veřejností PP ČR , Prague 23.9.2000

Suttner J., « Policie České republiky je připravena » Prague 26.9.2000

Suttner J., « Policie České republiky odmítá nátor INPEGU », Skupina pro styk s veřejností PP ČR , Prague 23.9.2000

Suttner J., « Policie eskortovala 60 cizinců », Skupina pro styk s veřejností PP ČR, *Záběry z Pražských ulic*, Prague 27.9.2000

Suttner J., « Policie povolává další posily », Skupina pro styk s veřejností PP ČR , Prague 26.9.2000

Suttner J., « Policie předvedla několik stovek demonstrantů », *Záběry z Pražských ulic*, Skupina pro styk s veřejností PP ČR, Prague 27.9.2000

Suttner J., « Policie přijala podněty občanských právních hlídek », Skupina pro styk s veřejností PP ČR , Prague 26.9.2000

Suttner J., « Policisté, kteří kritizovali podmínky ubytování v Praze se vrátili ke svým útvarům », Skupina pro styk s veřejností PP ČR, Prague 25.9.2000

Suttner J., « Stan va státní hranici ČR », *Záběry z Pražských ulic*, Skupina pro styk s veřejností PP ČR, Prague 27.9.2000

Suttner J., « Tisková informace k zadrženým cizincům v souvislosti s násilnými protestními akcemi k zasedání MMF a SB », *Záběry z Pražských ulic*, Skupina pro styk s veřejností Policejního prezidia České republiky, Prague 2000

Suttner J., « Zraněno již patnáct policistů a první zadržení demonstranti », Skupina pro styk s veřejností PP ČR , Prague 26.9.2000

Tisková zpráva « Organizační centrum a společný sekretariát připravují kongresové centrum na příjezd delegátů výročních zasedání MMF a skupiny Světové banky »

www.czechia.cz/host

www.oph.cz

Zákon ze dne 15.listopadu 1867, č.135 ř.z., o právu shromažďovacím

Zápis ze zasedání Krizového štábu ObÚ MČ Prague 2 dne 19.9. 2000

Zápis ze zasedání Krizového štábu ObÚ MČ Prague 20.7. 2000

Zápis ze zasedání Krizového štábu ObÚ MČ Prague 24.srpna 2000

Zápis ze zasedání Krizového štábu ObÚ MČ Prague 26.6. 2000

Zelenáková I., « Tisková zpráva Policie ČR », Prague 24.9.2000

Zelenáková I., « Zadržen vlak vypravený z Itálie », Prague 24.9.2000

Liste de figures et tableaux

Tableaux :

Tableau 1. : Evolution des adhésions aux organisations syndicales en République tchèque (ou dans les pays tchèques et dans la Tchécoslovaquie de l'avant 89) en % de la population de plus de 15 ans et en pourcentage de la population employée 1990-2003	p. 149
Tableau 2. : La confiance dans les syndicats en %	p. 150
Tableau 3. : L'utilisation du sens dans le débat public	p. 265

Figures :

Figure 1 : Schéma explicatif de la transition démocratique d'Adam Przeworski	p. 64
Figure 2 : Manifestations par domaine en République tchèque en 1997	p. 195
Figure 3 : Manifestations par domaine en République tchèque en 1998	p. 196
Figure 4 : Manifestations par domaine, en République tchèque en 1999	p. 197
Figure 5 : Manifestations par domaine, à Prague en 1997	p. 198
Figure 6 : Manifestants par domaine, à Prague, en 1997	p. 199
Figure 7 : Manifestations par domaine, à Prague en 1999	p. 200
Figure 8 : Manifestants par domaine, à Prague en 1999	p. 201
Figure 9 : Manifestants par domaine, exceptée la manifestation <i>Merci, mais Partez</i> à Prague en 1999	p. 202
Figure 10 : Les cercles de la production du sens	p. 263
Figure 11 : Nombre de manifestations par mois en 1997 en République tchèque	p. 267
Figure 12 : Nombre de manifestations par mois en 1998 en République tchèque	p. 268
Figure 13 : Nombre de manifestations par mois en 1999 en République tchèque	p. 268
Figure 14 : Nombre de manifestants par mois en 1997 en République tchèque	p. 269
Figure 15 : Nombre de manifestants par mois en 1998 en République tchèque	p. 270
Figure 16 : Nombre de manifestants par mois en 1999 en République tchèque	p. 270
Figure 17 : Nombre de manifestants par mois en 1997-1999 en République tchèque	p. 271
Figure 18 : Nombre de manifestants par mois en 1997-1999 en République tchèque exceptée la manifestation <i>Merci mais Partez</i>	p. 271
Figure 19 : Stratégies et rationalité	p. 300
Figure 20 : Les trois cercles des motivations	p. 317

Figure 21 : Religiosité en République tchèque	p. 350
Figure 22 : Modèle de présentation des grandes lignes de partage idéologique tchèque	p. 351
Figure 23 : Résultats des élections à la Chambre basse du Parlement tchèque du 31.05-1.06.1996 en termes de sièges	p. 368
Figure 24 : Résultats des élections à la Chambre basse du Parlement tchèque du 19.06-20.06.1998 en termes de sièges	p. 369
Figure 25 : Résultats des élections à la Chambre basse du Parlement tchèque du 14-15.6.2002, en termes de sièges	p. 370
Figure 26 : Résultats des élections à la Chambre basse du Parlement tchèque du 02-03.6.2006, en termes de sièges	p. 371

Liste des manifestations étudiées

Manifestations étudiées uniquement sur archives journalistiques des OMS ou sur témoignages:

1991, 1992, 1994, 1995, 1996, 1997

Les manifestations d'instituteurs ou d'étudiants réclamant la démission du ministre Vopěnka, s'opposant à la réforme du financement de l'école à Prague et Brno ou s'opposant à l'instauration de droits d'inscriptions à l'université.

5.1.1995, Hnutí Duha [Mouvement arc-en ciel], Brno, Manifestation contre la guerre en Tchétchénie.

1996

25.03. 1996, le personnel de santé manifeste contre les bas salaires du secteur et le sous-financement de la santé, Prague

1998

16.05.1998, Global Steet party, autour de 3000 participants, écologistes et underground, protestant contre les problèmes écologiques et la mondialisation. Attaques contre des biens privés, dont trois Mac Donald et plusieurs voitures.

Manifestations étudiées sur la base de documents, d'observation participante, d'entretiens avec les organisateurs ou autres.

1999

25.03.1999, Printemps, Manifestations du « Demonstrace pořádaná petičním výborem » [comité de la pétition] contre les bombardements de l'OTAN en Yougoslavie.

25.03.1999, près de 200 lycéens manifestent contre les mathématiques comme matière obligatoire au bac

04.05.1999, près de 100 lycéens manifestent contre les mathématiques comme matière obligatoire au bac

05.06.1999, Global street party à Prague, suivie d'une manifestation connaissant plusieurs incidents dirigés contre l'ambassade des Etats-Unis. Estimation 5000 participants.

6.10.1999, le personnel de santé manifeste pour l'augmentation des salaires.

12.10 1999, happening „Zed' pro civilisty“ [Un mur pour les civils], manifestation contre la guerre en tchéchénie, Brno

28.10.1999, manifestation antifasciste, Prague, environ 30 personnes

13.11.1999, manifestation de défense de Mumia Abu-Jamala (Federace Socialnich Anarchistu) devant l'ambassade des Etats-Unis, 14h, environ 30 personnes

17.11.1999, Place du château (hradčanské nám), manifestation du KSČM contre l'introduction de l'obligation de visa pour les pays d'Europe de l'Est, environ 10-20 personnes

28.11.1999, Ostrava, 150 jeunes républicains [Extrême-droite] de Národní aliance (documents seulement)

28.11.1999, Ostrava, manifestation d'une trentaine d'anarchistes contre Národní aliance (documents seulement)

03.12.1999, manifestation « Merci mais Partez » comptant entre 60 000 et 100 000 participants sur la place Venceslas contre l'alliance et le partage du pouvoir entre la droite conservatrice de l'ODS et des Sociaux-Démocrates, afin de supprimer les petits partis centristes et d'affaiblir le Président Havel.

10.12.1999, manifestation contre la guerre en Tchétchénie, comité SOS tchéchénie, organisée devant l'ambassade Russe à Prague

13.12.1999, manifestation d'organisations écologistes et droit-de l'hommistes contre la guerre en Tchétchénie devant le consulat russe de Brno.

16.12.1999, manifestation d'organisations écologistes et droit-de l'hommistes „Čečna volá o pomoc“ [La Tchétchénie appelle à l'aide] et „mírová hlídka“ [peace observers], contre la guerre en Tchétchénie à Brno.

21.12.1999, manifestation du cmkos sous les fenêtres du Parlement. Moins de 2000 manifestants d'après nous, 100 000 manifestants d'après le syndicat, pour demander des augmentations de salaire.

23.12.1999, manifestation contre la guerre en Tchétchénie, SOS Tchétchénie, Karlovy Vary

30.12.1999, manifestation d'organisations écologistes et droit-de l'hommistes et religieuses d'une pensée pieuse pour les victimes de la guerre en Tchétchénie à Brno. (Documents seulement)

2000

20.01.2000, manifestation d'aveugles contre la baisse des dotations aux aveugles, organisée par la SONS, Prague

9.2.2000, manifestation de soutien à la Tchétchénie du comité SOS Tchétchénie face à l'ambassade Russe. Fotos de morts de la guerre, bougies. Présence de Šimon Pánek, de Ludvík Vaculík, de Jířína Šiklová, du député Marek Benda ...

20.02.2000, Narodni Aliance a organisé une manifestation d'une centaine de skins, qui ont fait le salut hitlerien aux pieds de la statue de St Venceslas, en soutien de Jorg Haider et de sa victoire aux élections en Autriche.

Une vingtaine d'anarchistes se sont réunis à Jugmanovo Nam., puis ont marché en direction des skins, aux cris d'anti-fascisme.

Après avoir intimidés les anarchistes par de longs contrôles d'identité, fotos etc, environ 150 policiers avec des chiens protégeaient les 150 skins des agissements de la vingtaine d'anarchistes de l'initiative *Lidi proti racismu* (gens contre le racisme)- sont restés a manifester suffisamment longtemps pour que les skins se fatiguent et aillent boire une bière. Ce fait a permis aux anarchistes une victoire symbolique. Marchant jusqu'à la statue de Saint Venceslas, ils l'ont libérée symboliquement des fascistes.

24.02.2000, manifestation devant l'ambassade du Mexique de Prague organisée par les trotskistes du SOP et les jeunes communistes en soutien aux 300 étudiants grévistes de l'Université UNAM de Mexico City emprisonnés

25.02.2000, pour le 52ème anniversaire de l'instauration du régime communiste, organisé par l'association *Merci, mais Partez*, contre le totalitarisme. Manifestation appelée *anti-février 1948*. Environ 600 participants. Interventions de Josef Brož représentant l'association, de Martin Mejstřík, de Josef Jařab ou encore de Slavomil Hubálek de Impuls 99, devant la statue de saint Venceslas.

25.02.2000, manifestation naine de l'Alliance Nationale, après l'arrestation avant la manifestation de leur chef à la sortie du métro. La manifestation non autorisée s'est poursuivie devant le siège du parti communiste (environs 30 manifestants)

30.03.2000, *Street party* à Plzen pour soutenir l'idée d'un référendum sur la centrale nucléaire de Temelin (documents seulement)

13.04.2000, manifestation pour le respect des droits de l'homme en Tchétchénie, kampa (sous le pont Charles). Participations de Tomáš Pojár, Věra Roubalová, Ondřej Šimon, Vladmír Merta, Fedor Gal, Lenka Vítková, Jana Hradilková, Tomáš Halik, Milos Rejchrt

16.04.2000, 400 manifestants altermondialistes, Prague, contre le sommet du FMI

30 personnes ont occupé le KFC de Brno (documents)

10 personnes devant le Palais des congrès

27.04.2000, manifestation face au Théâtre National à Brno, les actionnaires des fonds de coopératives ayant banqueroutées (sur documents seulement)

27.04.2000, « Stop au maïs transgénique » devant la mairie de la ville de Prague, manifestation d'une dizaine d'activistes de Greenpeace, déguisés en lapins, protestant contre le maïs génétiquement modifié, et son effet supposé sur l'action des antibiotiques

27.04.2000, Nová huť, manifestation des ouvriers s'inquiétant de licenciements possibles. (documents seulement)

01.05.2000, manifestation non déclarée administrativement (considérée comme interdite par la police) des anarchistes, sur l'île des archers, Prague

Manifestation sous forme de réunion sur l'île des archers. Intervention policière, interdiction de scander. Quiconque s'exprimait publiquement (à la foule) ou scandait était emmené par les forces de l'ordre. Ondřej Slačálek monte dans un arbre pour scander, d'autres s'enfuient en bateau. Mini-manifestations en ville. Pique-nique sur Kampa. 53 Arrestations. Polémique de Sabatova, Uhl, Kroupa, Zantovsky etc...

01.05.2000, contre-manifestation de l'extrême droite de Masarykovo nadrazi. Aucun incident, les manifestants étant protégés par la police.

01.05.2000, manifestation du KSČM à Letná.

01.05.2000, A Karviná, manifestation de l'extrême-droite (documents seulement)

03.05.2000, pétition/manifestation de Greenpeace pour l'indication des aliments génétiquement modifiés organisée par Greenpeace, Place de la paix.

04.05.2000, manifestation d'activistes écologistes contre le nucléaire, à Brno

05.05.2000, Prague, Happening contre la guerre en Tchétchénie, ambassade de Russie.

06.05.2000, Anarchistes contre le fascisme et la violence policière, Prague

06.05.2000, manifestation « udelej si tank », dans le parc de letna, une manifestation-happening a eu lieu, sous le titre de « fais-toi un tank ». Les manifestants se sont construits des tanks en cartons, avant de se rendre à l'ambassade russe pour « libérer la Russie » tout comme elle « libère » la Tchétchénie . Une soixantaine de manifestants, présence policière symbolique.

06.05.2000, manifestation happening pour la légalisation du Cannabis (namesti miru)

06.05.2000, manifestation des anarchistes (tentative de récupération de la manif Cannabis, puis marche jusqu'au bâtiment de la radio). Plus d'une centaine de policiers pour 23 manifestants. Marche jusqu'à la radio par groupes de 13 + un group de 10. Un mètre et demi d'espace pour manifester (une moitié de trottoir, deux personnes) en silence jusqu'à la radio

06.05.2000, manifestation du KSM et de SOP contre le congrès du FMI de septembre 2000 de Zizkovsky vysilac à nam. Míru. Les manifestants scandent avec banderoles, entourés de nombreux policiers, puis marchent jusqu'à la rue politické vezne, pour entrer au kscm.

07.05.2000, L'Union des Jeunesses communistes manifeste contre le FMI à Prague

06-07.05. 2000, manifestation pour l'utilisation libre du Cannabis, Prague

10.05.2000, manifestation pour un Réferendum sur Temelin, Prague

14.05.2000, manifestation de l'extrême-droite contre l'homosexualité à Karlovy Vary (documents seulement)

16.05.2000, manifestation alter-mondialiste et anti-FMI, Prague

18.5.2000, manifestation écologiste bloquant la voie rapide sur la voie Plzeň-Prague à Plzeň(documents seulement)

19.05.2000, manifestation écologique contre la construction d'une autoroute, Plzeň (documents seulement)

27.05.2000, manifestation d'alter-mondialistes à Brno, 100 personnes environ

30.06.2000, manifestation de type street party contre le FMI et la Banque Mondiale de la place palacky à la place de la paix, autour de deux cents personnes. Les manifestants se sont déplacés sans encombres, après une longue négociation avec la police. Le slogan principal était « la rue aux gens ». manifestation de 16.50 à 20h.

01.07.2000, près de 20 personnes ont manifesté leurs soutien à la culture des sorabes de lusace.

02.07.2000, 20.000 membres des sokols ont défilé à travers la ville. Bien que portant un message et une idéologie, les sokols n'ont pas été considérés comme des manifestants, leurs message étant consensuel et non contestataire.

23.9.2000, manifestation des jeunes communistes à Těšnov (documents seulement)

23.9.2000, Place Palacký, écologistes divers

23.9. 2000, Place de la vieille ville (Starom.nám.)

24.9.2000, manifestation de communistes de toute l'Europe contre le FMI

30.9.2000, Place de la vieille ville (Starom.nám.) altermondialistes

21.10.2000, Place Venceslas., 500 altermondialistes

22.10. 2000, I.P.Pavlova, 150 altermondialistes

23.10.2000, manifestations altermondialistes diverses :

Place Jan Palach., auteur de l'appel Zdeněk Zewel

Náměstí míru (place de la paix), altermondialistes

à Letná, associations skinhead et extrême-droite divers contre les organisations supra-nationales

Těšnov, manifestation de L'Union des jeunes communistes (Komunistický svaz mládeže)

Rue Na Příkopech, Association « Obrana životního prostředí » [défense de l'environnement]

24.10.2000, Letná- Hradčanské náměstí, manifestation pour la défense des droits de l'homme

25.10.2000, manifestation de Letná, contre la dévastation sociale et écologique de la planète.

25.10.2000, manifestation de *Socialistická solidarita* à Mahlerovy sady [le verger Mahler]

25.10.2000, manifestations multiples aux frontières mal définies place Míru, place Palacký, place Venceslas

26.10.2000, Journée principale des mobilisations, estimation moins de 10000 manifestants, principalement venus de l'étranger

27.10.2000, place Jungmanovo– manifestation pour la protection de la forêt amazonienne.

28.10.2000, manifestations anti-fascistes (jour symbole pour l'extrême droite)

Outre la manifestation organisée par l'AFA et les anarchistes et écologistes(300-400 personnes), une manifestation organisée par la jeunesse communiste et les trotskistes SOP a réuni autour de 30 personnes. Les tentatives de fusionner les deux manifestations ont été infructueuses et les cris des anarchistes-écologistes dénonçant le communisme n'étaient pas recouverts pas les micros de la camionnette équipée de hauts-parleurs des communistes.

Après la manifestation, la police s'est opposée à plusieurs groupuscules anarchistes et a utilisé la violence et procédé à des arrestations à relativement grande échelle.

12.12.2000, agriculteurs contre le système des quotas laitiers.

14.12.2000, manifestation d'étudiants en art contre Mr Knížák, directeur de la galerie nationale devant le palais des expositions « Veletržní palác », „Pryč s Knížákem“ [à bas Knížák], participation de Knížák lui-même avec une pancarte contre lui-même

22.12.2000, à Kavčí hory, Prague, employés de la télévision publique tchèque contre les licenciements

23.12.2000, à Kavčí hory, Prague, Acteurs et artistes pour la Télévision publique tchèque, « Česká televize – věc veřejná » [Télévision tchèque chose publique]

24.12.2000, devant la Télévision Publique tchèque, 500 personnes avec des bougies, appel au boycott de toute coopération avec la télévision publique (documents seulement)

Nombreuses autres manifestations, quotidiennes, du 24.12.2000 au 09.01.2001 (documents seulement)

2001

5.5.2001, légalisation du cannabis nam miru

2002

16.11.2002, « antinato », protestations contre le sommet de l'OTAN à Prague. Environ 500 participants, plusieurs manifestations confondues.

2006 :

01.05.2006, manifestation de l'extrême droite fasciste Narodni Odpor et contre-manifestation anti-fasciste. Arrestation brutale de Kateřina Jacques

2008

10.02.2008, manifestation anti-fasciste en réaction aux manifestations et attaques néo-nazie contre le quartier gitan de Janov

2009

5.2.2009, manifestation en soutien au projet de l'architecte Kaplický de la bibliothèque nationale, projet soutenu par Havel.

Liste des manifestations d'extrême-droite

étudiées sur documents et films tournés par l'association Tolerance a Občanská společnost de 1999-2008 dans le cadre du Projet Monitoring :

1999

- 20.3.1999 Prague manifestation NA
- 16.4.1999 Prague manifestation VF
- 17.4.1999 Rakovník manifestation NA
- 1.5.1999 Prague manifestation NO
- 29.5.1999 Prague manifestation NA
- 19.6.1999 Krnov manifestation VF
- 17.7.1999 Karviná manifestation RM
- 21.8.1999 Prague manifestation NO
- 21.8.1999 Pardubice manifestation VF
- 25.9.1999 Rakovník manifestation NA
- 28.10.1999 Prague manifestation VF
- 28.10.1999 Prague manifestation NO
- 27.11.1999 Ostrava manifestation NA

2000

- 8.1.2000 Rakovník manifestation NA, acte de piété en l'honneur des légionnaires / VLAJKA/
- 19.2.2000 Prague manifestation NA en soutien à Jorga Haider
- 18.3.2000 Prague manifestation RM Karlův Most
- 18.3.2000 Mladá Boleslav manifestation VF+ON
- 8.4.2000 Prague manifestation NA
- 22.4.2000 Jihlava manifestation NA
- 1.5.2000 Karviná manifestation RM
- 13.5.2000 Karlovy Vary manifestation NA
- 27.5.2000 Bohumín manifestation RM
- 27.5.2000 Most manifestation VF
- 24.6.2000 Brno manifestation VF

6.7.2000 Prague manifestation VL
 22.7.2000 Opava manifestation RM
 19.8.2000 Kladno manifestation VF
 19.8.2000 Ostrava manifestation NA+RM
 23.9.2000 Prague manifestation NA
 28.10.2000 Prague manifestation VF
 28.10.2000 Příbram manifestation NA
 28.10.2000 Ostrava manifestation VF
 28.10.2000 Plzeň manifestation VF
 4.11.2000 Jablonec nad Nisou manifestation VRS
 16.11.2000 Prague manifestation VRS ambassade de RFA, contre l'interdiction du NPD
 17.11.2000 Chrudim manifestation NA
 17.11.2000 Orlová manifestation RM

2001

14. 02.2001 Prague: acte de piété RM + VF, dépôt de gerbes sur la tombe de R.Gajdy
 10. 03.2001 Jablonec nad Nisou manifestation contre l'augmentation des prix et l'entrée dans l'Union européenne, 60 participants
 17. 3.2001 Blansko HNS manifestation contre la drogue, 110 participants
 20. 3.2001 Prague NSB manifestation Václavské nám, Právý blok, KAN, soutien à Pepa Nos
 31. 3.2001 Orlová RM manifestation contre la drogue et pour l'identité nationale
 14. 04.2001 Mladá Boleslav ON, NSB, 80 participants
 01.05.2001 Prague manifestation NSB, nám. Míru, Hlas krve 250 participants
 15.5.2001 Prague manifestation NSB, à l'occasion du jour international de la famille, environ 80 participants
 19. 5.2001 Litvínov, acte de piété de VF présentation du monument Reha à Most, 100 participants
 2. 6.2001 Bohumín manifestation RM, 180 participants
 16.6.2001 Brno manifestation, VF, NOV, contre l'entrée de la République tchèque dans l'Union européenne et contre l'OTAN, 65 participants
 16.6.2001 Liberec manifestation, NSB, 150 participants
 23.6. 2001 Rakovník setkání s občany, NSB 25 participants
 23.6. 2001 Brno manifestation, VF, NOV proti drogám, 100 participants
 06.07.2001 Prague manifestation anniversaire de M. Jana Husa, VL 30 participants

- 13.7.2001 Prague manifestation contre l'interruption VF, en collaboration avec S 2 (organisation chrétienne), 30 participants
- 21.7.2001 Strakonice manifestation en soutien à Temelín et contre la drogue - VF 20 participants
- 26.7.2001 Prague manifestation en soutien à Milošević, 30 participants
- 29.7.2001 Havlíčkův Brod manifestation anniversaire de K.H.Borovského, NSB 20 participants
- 12.8.2001 Prague manifestation contre la répression policière, NSB, Droits de l'Homme pour les extrémistes, 45 participants
- 21.8.2001 Ostrava manifestation contre le pacte de Varsovie, NSB, 50 participants
- 15.9.2001 Most manifestation contre la criminalité des gitans, NSB, 30 participants
- 22.9.2001 Rakovník manifestation, NSB, 25 participants
28. 10.2001 Prague manifestation NSB Pour la paix, la liberté et l'indépendance, contre l'impérialisme culturel américain, 150 participants

2002

- 00.02.2002 Prague manifestation – NSB – contre le départ de Radio Europe Libre (RFE), 70–100 participants
- 30.03.2002 Karlovy Vary manifestation –Národní odpor, environ 60 participants
- 20.04.2002 Karlovy Vary manifestation – contre la démocratie et contre-manifestation contre le Fascisme
- 01.05.2002 Brno manifestation Národní odpor, environ 400 participants
- 21.10.2002 Ostrava manifestation Národní odpor, environ 30 participants
- 26.10.2002 Prague manifestation des Républicains de Miroslav Sládek, environ 50 participants
- 28.10.2002 Prague manifestation Pravá Alternativa, environ 60 participants
- 28.10.2002 Prague manifestation Národní sjednocení, environ 150 participants
- 28.10.2002 Ostrava manifestation Národní odpor, 60-80 participants
- 22.11.2002 Prague manifestation Národní strana, environ 30 participants

2003

- 16.04.2003 Liberec manifestation « Citoyens contre l'UE », et NSJ contre l'entrée dans UE, 20 participants
- 26.07.2003 Havířov manifestation NO, 30 participants

- 01.05.2003 Prague manifestation RM, NO
- 16.08.2003 Jeseník manifestation NO, marche avec des slogans appelant à faire les comptes des victimes du communisme, 18 participants
- 28.11.2003 Liberec manifestation, « Marche pour notre camarade tué » 100 participants

2004

- 21.02.2004 Prague, manifestation Pechanec, devant le ministère de la Justice, 60 participants
- 18.04.2004 Prague, Contre-manifestation Národní odpor ICEJ. Valdštejnské zahrada
« Všichni jsme lidi », 40 participants
- 18.04.2004 Prague manifestation Národní odpor, Olšanské hřbitovy, Radola Gajda
- 01.05.2004 Prague manifestation, Národní sjednocení, contre l'entrée dans l'UE Václavské nám.
- 01.05.2004 Prague manifestation, Vlastenecká fronta, contre l'entrée dans l'UE, Staroměstské náměstí
- 01.05.2004 Brno manifestation, Národní odpor manifestation pour le 1^{er} mai
- 15.05.2004 Litvínov manifestation, en mémoire de Miloš Řeha, arrêt à Most en route, visite à son monument , 20 participants
- 21.08.2004 Jeseník manifestation, Tůma contre le communisme et en mémoire d'une de ses victimes non nommées (Hess), 30 participants
- 21.08.2004 Wunsiedel manifestation –souvenir, pour Rudolf Hess, participation internationale
- 29.09.2004 Cheb manifestation, KČP Dělnická strana, contre la montée en pouvoir des allemands des Sudètes, 300 participants
- 28.10.2004 Prague manifestation Národní strana, Dělnická strana, České hnutí za národní jednotu, Národní sjednocení
- 17.11.2004 Prague manifestation nationaliste Hučín,

2005

- 1.5.2005 Prague manifestation
- 1.5.2005 Brno manifestation Národní odpor, 400 participants
- 21.5.2005 Litvínov manifestation en souvenir de Miloš Reha, 80 participants
- 21.5.2005 Most manifestation
- 25.5.2005 Bohumín manifestation Národní strana, republikáni, 30 participants
- 28.9.2005 Kladno manifestation Autonomní nacionalisti, 80 participants

- 28.9.2005 Prague manifestation Národní strana, 80 participants
- 28.10.2005 Prague manifestation Národní odpor en soutien à Ernest Zündel, 110 ou 120 participants
- 28.10.2005 Prague manifestation VF, Staroměstské náměstí – Václavské náměstí, 200 participants
- 28.10.2005 Prague manifestation Dělnická strana, Palackého náměstí, 50 participants
- 28.10.2005 Prague manifestation Národní strana, 100 participants
- 17.11.2005 Prague manifestation Bc. Kalinovský, les manifestants devaient brûler les livres de Karel Čapek, 15 participants
- 25.11.2005 Prague demo NSJ, souvenir du 90. anniversaire du général Augusto Pinochet

2006

- 21.1.2006 Lety manifestation, 60 participants NS Národní strana
- 25.2.2006 Bruntál manifestation, 120 participants, enterrement de deux amis
- 1.5.2006 Prague manifestation, 420 participants NO Národní odpor
- 1.5.2006 Prague manifestation, 60 participants NS Národní strana
- 20.5.2006 Most manifestation, 120 participants NK + NO action de piété sur la tombe de Miloš Řeha
- 20.5.2006 Litvínov manifestation, 120 participants NK + NO souvenir de la mort de Františka Řeha
- 27.5.2006 Hodonín manifestation, 150 participants NK, contre la discrimination politique du nationalisme.
- 1.7.2006 Břeclav manifestation, 150 participants NK Národní korporativismus
- 22.7.2006 Svitavy manifestation, 80 participants NOS marche pour Vlastimil Pechanec - Litera scripta
- 22.7.2005 Prague manifestation, 30 participants VF+NK manifestation contre le fait qu'il soit légal de diffamer la nation tchèque
- 29.7.2006 Chomutov manifestation, 30 participants NK + DS, manifestation pour la peine de mort
- 19.8.2006 Opava manifestation contre le partenariat enregistré (des couples homosexuels), 100 participants NK
- 27.8.2006 Prague manifestation, 50 participants NO
- 30.9.2006 Kladno manifestation, 150 participants NK+VF+ANK Národní korporativismus, Vlastenecká fronta

- 28.10.2006 Prague manifestation, 120 participants VF+ NK + NM Vlastenecká fronta
- 28.10.2006 Ostrava manifestation, 100 participants NK, Národního korporativismu
- 28.10.2006 Prague manifestation, 30 participants NS Národní strana
- 11.11.2006 Hlučín manifestation, 100 participants NK
- 9.12.2006 Orlová manifestation, 100 participants NK
- 16.12.2006 České Budějovice manifestation, 40 participants NO
- 22.12.2006 Prague manifestation, 40 participants NK en soutien à Pinochet
- 9.12.2006 Prague manifestation, NO - Erik Sedláček, contre la participation de la République tchèque à l'occupation de l'Irak

2007

- 13.01.2007 Otrokovice manifestation NK contre l'extrême-gauche, 200 participants
- 19.01.2007 Prague manifestation VF refus d'intervenir dans les élections parlementaires en Serbie, 30 participants
- 27.01.2007 Vratimov manifestation NK, DS « Légaliser la peine de mort! », 140 participants
- 10.02.2007 Bohumín manifestation de piété in memoriam Aleš Mareček a David Friedel, 140 participants
- 17.2.2007 Olomouc manifestation NK contre l'embargo d'informations
- 24.2.2007 Beroun manifestation NACIONALISTE, contre l'installation d'une base américaine, 80 participants
- 10.3.2007 Přerov manifestation, 200 participants NK pour prévenir du danger communiste
- 15.3.2007 Prague manifestation, 20 participants NS, Vlastenci vlastencům, « en souvenir du premier jour de l'occupation Nazie, dire non au radar »
- 17.3.2007 Plzeň Bory manifestation, 80 participants Václav Bureš pour Vlastimil Pechanec
- 17.3.2007 Blansko manifestation, 80 participants Národní čest contre la criminalité des étrangers mongoles dans la région
- 31.3.2007 Neratovice manifestation, 100 participants NK contre la dévastation de l'environnement
- 21.4.2007 Plzeň manifestation, 80 participants, Václav Bureš, protestation contre l'enfermement de Vlastimil Pechanec.
- 1.5.2007 Brno manifestation, 700 participants Národní odpor, au nom de la fête du travail
- 1.5.2007 Prague manifestation, 60 participants VF + NSJ, en souvenir des policiers américains tombés à Chicago en 1886.

- 8.5.2007 Prague manifestation, 30 participants NS, marche contre la Fondation des allemands des Sudètes
- 19.5.2007 Most manifestation, 220 participants en souvenir de Miloš Řeha
- 16.6.2007 Liberec manifestation NK pour prévenir du danger de la discrimination positive
- 9.6.2007 Havířov manifestation NK contre l'utilisation des drogues
- 21.7.2007 Svitavy manifestation, 250 participants NO
- 28.7.2007 Vlašim manifestation NK+NO tzv. « le jour des races »
- 14.7.2007 Frýdek Místek manifestation, 80 participants NK Ernest Zundel, organisateur Roman Fojtík
- 25.8.2007 Holešov manifestation NK Kamil Čech
- 1.9.2007 Prague manifestation, 80 participants VF
- 6.9.2007 Prague manifestation NS, blocade de l'ambassade belge
- 28.9.2007 Bruntál manifestation, 90 participants NK NO MK
- 29.9.2007 Kladno manifestation, 250 participants ANK, 3. anniversaire de la manifestation de St Venceslas
- 16.10.2007 Prague manifestation, NS, contre les tentatives d'adoption législative de la loi anti-discrimination
- 28.10.2007 Prague manifestation, 60 participants VF
- 28.10.2007 Ostrava manifestation, 200 participants NK, DS, NČ
- 28.10.2007 Prague manifestation, 80 participants NS
- 10.11.2007 Prague manifestation, 600 participants MND Mladí národní demokraté
- 17.11.2007 Prague manifestation, 200 participants ANK

2008

- 19.1.2007 Plzeň manifestation pour la liberté d'expression
- 19.1.2007 Prague manifestation NO, ANK, NK, WRU manifestation pour la liberté d'expression
- 23.2.2008 Prague manifestation AN, contre l'indépendance du Kosovo et en soutien des Serbes du Kosovo
- 1.3.2008 Plzeň manifestation NO Bureš
- 14.3.2008 Nitra manifestation contre les drogues
- 15.3.2008 Prague manifestation DS Kosovo
- 15.3.2008 Prague manifestation NO + Filip Vávra contre le radar

- 21.3.2008 Prague manifestation NS à l'occasion du jour contre la discrimination raciale, protestation contre « la discrimination positive »
- 29.3.2008 Prague manifestation NK d'expression du désaccord avec la violation des droits élémentaires des droits de l'Homme en Allemagne
- 08.04.2008 Prague manifestation NS, jour des Roms international « protestation contre la criminalité Rom »
- 19.04.2008 Olomouc manifestation
- 01.05.2008 Prague manifestation NO marche de la résistance nationale pour la liberté de la parole
- 1.5.2008 Prague manifestation NS « jour de lutte contre le neomarxisme et le bolchévisme
- 14.5.2008 Prague manifestation NO zákaz - Sedláček, Kalinovský, en souvenir des 60 ans d'occupation de la Palestine
- 17.5.2008 Litvínov manifestation AN vzpomínka na Miloše Řehu,
- 14.6.2008 Děčín manifestation ANS
- 28.6.2008 Brno manifestation DS la première Queer Parade tchèque
- 28.6.2008 Brno manifestation NS Národní garda
- 11.7.2008 Trenčín manifestation
- 26.7.2008 Svitavy manifestation NO pour la libération de Vlastimil Pečanec
- 1.8.2008 Třebíč manifestation NO protestation contre le festival juif
- 28.9.2008 Kladno manifestation AN , « journée de l'Etat tchèque sv. Václav

Abréviations :

AN Autonomní nacionalisté

NA Národní odpor

VF Vlastenecká fronta

NO Národní odpor

RMS - Republikáni Miroslava Sládka

VL Vlastenecká fronta

NNS Národní strana

Pravá Alternativa

NK Národní korporativismus

Liste des principaux entretiens :

1. Bartoň David, ancien directeur d'Amnesty International, ancien conseiller du Président de la chambre basse du Parlement Zaozálek, conseiller de Karasek, de Schwarzenberg, etc...19.12.2006
2. Bureš Radim, vice-directeur du département de prévention de la criminalité, ministère de l'Intérieur, 11.04.2001
3. Bláha J., directeur de la police municipale, 20.04.2000, et 11.01.2001
4. Brabec Martin, Impeg, organisateur du contre-sommet de l'an 2000, 15.09.2000 et discussions informelles en mars et avril 2001
5. Buriánek J., directeur du département de sociologie de la faculté de lettres de l'Université Charles, mai 2001
6. Brotánek Aleš, architecte, *Sos Tchétchénie*, entretien le 12.02.2001
7. Brož Josef, *Merci mais Partez*, entretien le 24 novembre 1999
8. Brož Vladan, responsable du service juridique du Centre de conseil pour les réfugiés-PPU
9. Cakl Ondřej, Tolerance, entretiens multiples, dont le 03.05.2000, le 12.09.2004, le 20.10.2008
10. Chaun Igor, ancien étudiant, *Merci mais Partez*, entretien le mercredi 26 janvier 1999 et de nombreux entretiens informels
11. Chyba Radim, directeur de la Police de la ville de Prague, le 05.02.2002
12. Cerqueirová Andrea, journaliste fonctionnant dans le monde des écologistes, le 17.08.2008
13. Čornejová Helena, directrice de la section socio-économique du CMKOS, le 12.06.2002
14. Daniel Milan, journaliste et activiste des droits de l'homme, entretien le 10.12.1999
15. Entretiens avec un organisateur anonyme de *Non aux bases*, 12 octobre 2007
16. Fasman Martin, section macroéconomique, Českomoravské konfederace odborových svazů, 12.02.2001
17. Grondin Solange, juriste au Centre des questions de migration, entretiens multiples
18. Hradečná Marie, membre du conseil d'administration du comité d'Helsinki-République tchèque, activiste, 15.04.2007
19. Hálová Daniela, ministère de la Justice, 17.07.2007
20. Halík Tomáš, prêtre ancien dissident, activiste, 12.04.2001
21. Hůtka Jaroslav, chanteur folk, ancien dissident, activiste, le 27.04.2003
22. Hůtka Vavřinec, activiste du parti Vert, le 17.08.2008
23. Hradilková Jana, *Berkat, SOS Tchétchénie, Asoka*, le 16.02.2000 et le 25.08.2005
24. Illner Michal, sociologue, 02.02.2000
25. Jacques Kateřina, activiste, politicienne 28.05.2007
26. Křeček Jan, anarchiste, 04.07.2003
27. Jarkovský Jaroslav, directeur de la section organisation du CMKOS, 04.02.2002
28. Javorský Vojtěch, *Sos tchéchénie*, entretien le 15.03.2000
29. Jirous Martin « Magor », père spirituel de l'underground tchèque, 07.08.2007
30. Jiří, paroissien, entretien le 11.10.2000
31. Karásek S., ancien dissident, activiste, le 07.05.2008
32. Kasl Jan, maire de Prague, 12.06.2000
33. Kliková Alice, *Impuls 99*, 05.06.2000
34. Komers Adam, *Télévision chose publique*, le 19.12.2000
35. Kopecký Petr, *Télévision chose publique*, 19.12.2000

36. Koura Petr, *Merci mais Partez*; 14.12.1999
37. Kvíčala Colonel, (depuis Général), directeur des unités de maintien de l'ordre 1997-2006, le 10.11.1999, entretien le 27 novembre 1999 et le 22.03.2000
38. Macek, Csc., JUDr. Pavel, directeur de l'ufr des unités de maintien de l'ordre de l'Académie de Police, novembre 1999, et 20 juin 2000
39. Mansfeldová Zdenka, sociologue, 10.5.2000
40. Marada Radim, sociologue, 17.06.2007
41. Martin « X », trotskiste de *Socialistická solidarita*, 05.03.2001
42. Mazel, Colonel. ancien directeur des unités de maintiens de l'ordre, le 22.11.1999
43. Mejstřík Martin, *ancien étudiant*, 09.12.1999
44. Merta Vladimír, chanteur folk et ancien dissident, le 07.04.2002
45. Moulisová Marcela, centre de prévention de la criminalité, ministère de la Justice, 02.02.2002
46. Müllerová Alena, *Télévision chose publique*, 17.01.2000
47. Němec David, ancien activiste de l'underground, plusieurs entretiens dont le 27.04.2000
48. Němcová Dana, ancienne dissidente, fondatrice de l'organisation PPUet psychologue, entretiens informels en 2007 et 2008.
49. Officier supérieur ayant une fonction de direction des unités de maintien de l'ordre, demande à rester anonyme, juin 2000.
50. Ondráčková Vladka, syndicat des medecins du CMKOS, 15.02.2002
51. Organisateur anonyme des anarchistes du groupuscule *Solidarita*, 10.10.2002
52. Patočka J., Rédacteur en chef de *Literární Noviny*, 20.04.2001
53. Pavel « X » de SOP, 12.10.2002
54. Payerová Monika, *ancienne étudiante*, 15.12.1999
55. Pešák Milan, président de l'organisation unifiée des aveugles et mal-voyants, le 02.02.2000.
56. Piorecký, Viktor, *Nesehnutí*, Inpeg, demonstrace proti MMF, 04.15.2000
57. Pojar Tomáš, directeur de *Člověk v tísni*, le 07.02.2002
58. Polák Michal, *légalisation du Cannabis*, 12.09.2000
59. Membre anonyme de SOP, 11.11.2000
60. Radek (Černý), anarchiste, entretien le 15.3.2000, et le 17.04.2001
61. Rejchrt Miloš, pasteur protestant, ancien dissident, le 12.04.2002
62. Roubalová Věra, activiste des droits de l'homme et de la mémoire de l'holocauste, *Berkat, Tolerance, etc...*, 12.08.2007 et le 14.05.2008
63. Rytířová Bohdana, anarchiste-juriste, Inpeg, le 3.10.2001
64. Šaffer Martin, ČSKOM directeur, 14.09.2002
65. Schifferová Marie, directrice d'un centre d'accueil et de formation et de requalifications pour aveugles à Prague, Dedina de l'organisation unifiée des malvoyants et aveugles, 05.02.2000
66. Shaw Martin, activiste britannique professionnel, le 14.08.2000
67. Šifta Jaroslav, conseiller du Président du CMKOS, entretien le 15 novembre 1999
68. Šiklová Jiřina, ancienne dissidente, UFR du travail social de l'Université Charles, 17.10.2002
69. Šikulová Mme., directrice d'un centre pour aveugles, 05.02.2000
70. Šimon Ondřej, le 10.10.2001
71. Slačák Ondřej, anarchiste, le 12.10.2001
72. Slavíková Halka. dir. du bureau de *Merci, mais Partez*, le 31.01.2000
73. Šopová, Jolanta, *Merci mais Partez*, entretien le 9.12.1999
74. Soukup Ondřej, journaliste, informateur de milieu, activiste, nombreux entretiens

75. Štefek Zdeněk, premier vice-président de l'Union des jeunesses communistes, le 09.11.2000.
76. Štetina Jaromír, activiste de l'humanitaire, journaliste, le 02.03.2000
77. Uhl Petr, ancien dissident, le 05.11.2000
78. Uhlíř Jan, président de l'association Kovo (syndicat des métallurgistes membre du mkos), le 02.09.2001
79. Vítková Lenka responsable d'Amnesty International République tchèque, le 05.07.2000
80. Vondrová Alena, syndicats des fonctionnaires du CMKOS, le 15.11.1999
81. Zapletal, Josef, UFR de criminologie, Académie de Police, le 04.10.2002
82. Zvel Zdeněk de SOP le 29.10.2000

Par ailleurs, nous avons mené des entretiens personnels et anonymes avec de nombreux manifestants, lors d'interventions douces des agents police. Nous avons aussi eu de nombreux échanges informels avec les organisateurs. Nous avons enfin participé à de nombreuses réunions de préparation de manifestations, dont nous avons la retranscription de certaines.

Manifester en République tchèque

Etude de la protestation par la rue 1989-2009

	page
Remerciements	3
Sommaire	5
Citation	7
Introduction générale	9
Titre 1 : L'étude pluriparadigmatique de l'objet	23
Chapitre 1 : L'étude des manifestations de rue en sciences sociales	25
1. LA MANIFESTATION COMME ACTE POLITIQUE	25
<i>a) Les manifestations et leurs influences sur la politique</i>	26
<i>b) L'incitation à l'action manifestante politique</i>	31
2. LA MANIFESTATION COMME CONSTRUIT HISTORIQUE	36
<i>a) Les manifestations symbolisant le peuple</i>	37
<i>b) Le romantisme démocratique contre la démocratie procédurale</i>	38
<i>c) La régulation d'une pratique sociale</i>	39

3. LA DIMENSION ANTHROPOLOGIQUE DES MANIFESTATIONS	40
<i>a) L'imaginaire de la nation</i>	42
<i>b) Les normes et les conventions</i>	42
<i>c) La nation, les groupes dominants et la manifestation</i>	44
4. LA DIMENSION SOCIOLOGIQUE DE LA MANIFESTATION DE RUE	45
<i>a) Les agents sociaux</i>	46
<i>b) Le sens de l'action et les perceptions</i>	51
<i>c) Les manifestations comme ayant une influence sociale</i>	56
Chapitre 2 : La manifestation de rue comme sujet d'études territoriales	58
1. LES ETUDES POSTCOMMUNISTES	59
<i>a) Les études soviétiques et postcommunistes</i>	60
<i>b) Les politistes et sociologues dit transitologues</i>	61
<i>c) La protestation dans le postcommunisme</i>	69
2. L'ETUDE DE L'EUROPE CENTRALE	72
<i>a) Qu'est ce que l'Europe centrale ?</i>	72
<i>b) Les études centre-européennes, -logiques d'aera studies,</i>	75
<i>c) La protestation et l'Europe Centrale</i>	77
3. L'ETUDE DE LA NATION ET DE LA SOCIETE TCHEQUE	79
<i>a) La nation tchèque</i>	79
<i>b) La société tchèque</i>	87
<i>c) La protestation dans la société et nation tchèque</i>	91
4. LES PARADIGMES DE L'INTERNATIONAL	92
<i>a. L'europeeanisation des études centre-européennes</i>	92
<i>b. L'étude de la mondialisation et des mouvements anti-mondialisation</i>	95

Chapitre 3 : Méthode d'observation et d'étude	98
1. L'OBSERVATION DES MANIFESTATIONS DE RUE	100
<i>a) L'analyse des institutions de la manifestation</i>	100
<i>b) L'analyse des domaines de la manifestation</i>	103
<i>c) L'analyse des règles du jeu</i>	103
<i>d) L'analyse des modalités de mise en oeuvre du jeu</i>	104
2. COMPRENDRE LE MILITANTISME	106
<i>a) Comment reconstituer les motivations à l'engagement et à l'action ?</i>	107
<i>b) Comprendre les organisateurs</i>	111
3. VOIR AU DELA DE LA MANIFESTATION DE RUE	115
<i>a) Sociologie urbaine contre sociologie agricole ?</i>	115
<i>b) Les mondes sociaux des manifestants</i>	117
<i>c) Du monde social à l'action manifestante</i>	118

Titre 2 : Manifester en République tchèque	121
---	------------

Chapitre 1 : Les agents sociaux	123
1. LES COMITES D'ORGANISATION	123
<i>a) Les modalités de leurs apparitions</i>	124
<i>b) Des comités en évolution</i>	139
2. LES ORGANISATIONS DE MOUVEMENTS SOCIAUX (O.M.S.)	145
<i>a) Les syndicats paradoxaux, ou poids de l'héritage</i>	146
<i>b) Les Organisations de Mouvements Sociaux institutionnalisées</i>	153
<i>c) Les OMS faiblement institutionnalisées</i>	161
3. LES GRANDS CITOYENS	167
4. LES ORGANES DE L'ETAT	168
<i>a) La police</i>	168
<i>b) L'administration</i>	188

Chapitre 2: Les domaines des manifestations	189
1. LES DOMAINES DES MANIFESTATIONS EN REPUBLIQUE TCHEQUE	191
<i>c) Les méthodes d'observation des domaines</i>	191
<i>d) Les domaines observés</i>	193
2. LES DOMAINES DES MANIFESTATIONS A PRAGUE	198
Chapitre 3: Les règles encadrant la manifestation	203
1. LA REGLEMENTATION	204
<i>a) Les dispositions internationales et européennes</i>	204
<i>b) Les dispositions constitutionnelles</i>	210
<i>c) Les dispositions législatives et réglementaires</i>	212
2. L'APPLICATION DU DROIT: LA JURISPRUDENCE	217
<i>a) La Haute Cour de Justice Administrative</i>	220
<i>b) La Cour constitutionnelle</i>	220
<i>c) La Cour européenne des Droits de l'Homme</i>	222
3. LES REGLES DE LA MANIFESTATION DANS LA PRATIQUE	223
<i>a) Le sens commun et la loi</i>	223
<i>b) La contradiction en pratique entre la loi et la Constitution</i>	224
<i>c) La pratique policière</i>	224
<i>d) La notabilité du manifestant</i>	228

4. LES REGLES CONTEXTUELLES: ETUDE DU CAS DES	
MANIFESTATIONS CONTRE LE FMI ET LA BANQUE MONDIALE EN	229
2000 A PRAGUE	
a) <i>Les agents</i>	231
b) <i>L'entrée en scène</i>	232
c) <i>La surenchère des arguments</i>	235
d) <i>Panique ou démonisation ? Du cadre sécuritaire à l' anti- manifestant</i>	237
e) <i>De la logique d'affrontement à l'action : Les temps des manifestants</i>	238
f) <i>La répression</i>	239
Chapitre 4 : Les modalités de mise en œuvre de la manifestation	243
1. LES ETAPES DE LA MISE EN ŒUVRE D'UNE MANIFESTATION	243
a) <i>La constitution du comité d'organisation</i>	244
b) <i>L'identification de la manifestation</i>	245
c) <i>La mobilisation</i>	245
d) <i>L'organisation du scénario</i>	246
e) <i>Les invités spéciaux ?</i>	246
f) <i>La manifestation</i>	247
g) <i>La dissolution/l'intervention de la police</i>	247
h) <i>L'après-manif : juste après</i>	248
i) <i>Les déclarations de presse</i>	248
j) <i>L'institutionnalisation potentielle</i>	249

2. GESTION DU SENS DES MANIFESTATIONS DE RUE	249
<i>a) Les ressources de la création du sens</i>	250
<i>b) Recevoir le sens en héritage et la gestion de l'héritage</i>	254
<i>c) L'économie de la grandeur</i>	257
<i>d) L'économie du sens</i>	258
<i>e) La différenciation des stratégies de gestion du sens des OMS en fonction des cibles</i>	259
3. RESSOURCES ET CONTRAINTES STRUCTURELLES, CYCLIQUES	266
<i>a) Les ressources structurelles des OMS</i>	266
<i>b) Le choix de la période et climat : les cycles manifestants</i>	267

Titre 3 : Expliquer l'action manifestante	273
--	------------

Chapitre 1 : Les organisateurs	275
1. LA THEORIE D'UNE SUR SOCIALISATION DES ORGANISATEURS ?	278
<i>a) Un citoyen engagé est un bon citoyen</i>	278
<i>b) Un organisateur est-il un individu mieux socialisé que les autres ?</i>	280
<i>c) Reproduction ou circulation des organisateurs ?</i>	294
2. TRAJECTOIRES INDIVIDUELLES ET L'ETAT D'ORGANISATEUR ?	297
<i>a) Motivations et stratégies</i>	299
<i>b) Entrer en politique</i>	320
<i>c) L'ethos et l'éthique</i>	323
Chapitre 2: La société civile et l'action manifestante	327
1. LA SOCIETE CIVILE	328
<i>a) Des réponses scientifiques</i>	328
<i>b) L'approche du militantisme démocratique</i>	330
<i>c) L'approche déconstructiviste</i>	335
<i>d) L'approche dissidente</i>	337

2. FAIRE CARRIERE DANS LA SOCIETE CIVILE EN REPUBLIQUE	343
TCHEQUE	
a) <i>La carrière par la dissidence</i>	343
b) <i>La carrière par l'humanitaire</i>	346
3. SOCIETE CIVILE ET POLITIQUE	347
a) <i>Le camp Havel et le monde de la société civile en politique</i>	352
b) <i>Le camp des centralistes nationaux-étatistes de Klaus</i>	354
c) <i>Génèse et évolutions des relations entre les deux camps depuis 1989</i>	358
Chapitre 3: Les mondes sociaux des manifestations	373
1. LES MONDES DES OMS: ENTRE CONTEXTE D'ACTION ET	375
STRUCTURES SUBJECTIVES	
2. LES MONDES SOCIAUX COMME CONSTRUIT HISTORIQUE ET	377
POLITIQUE	
a) <i>De l'homme de culture au citoyen</i>	377
b) <i>Dissidence et Société Civile</i>	381
c) <i>Le monde post-underground</i>	395
d) <i>Le monde des écologistes</i>	398
e) <i>Le monde de l'humanitaire</i>	401
f) <i>Le monde des anarchistes</i>	402
g) <i>Le monde de l'extrême droite</i>	405

3. LA DIMENSION SOCIOLOGIQUE ET ANTHROPOLOGIQUE DES MONDES SOCIAUX	408
<i>a) Les mondes dans la société</i>	409
<i>b) Les mondes postcommunistes</i>	412
<i>e) Les mondes sociaux faces aux paradigmes de l'international</i>	413
<i>f) De l'inséparabilité des mondes sociaux des pratiques sociales</i>	413
Chapitre 4: Essai de modélisation du débat dans une arène publique	415
	416
1. LA REGLE	
2. LES OUTILS DE L'OBSERVATION ET CEUX DE LA DESCRIPTION	418
<i>a) Le positionnement</i>	418
<i>b) Le monde social</i>	418
3. LES CERCLES DE L'ACTION OU L'ECONOMIE DES FORMES LEGITIMANTES	419
<i>a) Les Référents</i>	419
<i>b) Les Répertoires d'action</i>	420
<i>c) Le Registre</i>	422
4. CULTURE, LEGITIMITE ET CULTURE LEGITIME	424
Conclusion	427
Bibliographie générale	441
A. Positions concernant la théorie	443
a. Sciences Sociales générales	443
b. Démocratie et Société Civile	448
c. Théories de la mobilisation et du maintien de l'ordre	455
d. Nation	460
e. Transitologie	462

B. Positions concernant l'étude du terrain	466
a. Europe Centrale	466
b. Héritage, politique et société tchèque	469
c. Manifestations étudiées	479
d. Police...	498
Liste des figures et tableaux	505
Liste des manifestations étudiées	507
Liste des manifestations d'extrême-droite étudiées	517
Liste des entretiens	525
Table des matières	529
Annexes	539

Annexes

Table des annexes

AFFAIRE ŠTEFANEC, La Cour européenne des Droits de l'Homme	648
Fondement juridique des obligations de la République tchèque en matière de respect des libertés fondamentales :	657
la première déclaration de <i>Merci mais Partez</i>, version anglaise du comité	659
Global street party (16.05.1998), photo 1 et 2	660
Tract antifasciste	660
Dessin humoristique	660
Carte humoristique	661
Annonce d'exposition de photos	661
Entretien avec Svatopluk Karásek	662
Entretien avec Kateřina Jacques Présidente du groupe Parlementaire Vert	666

ANCIENNE DEUXIÈME SECTION

AFFAIRE ŠTEFANEC c. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

(Requête no 75615/01)

ARRÊT

STRASBOURG

18 juillet 2006

DÉFINITIF

18/10/2006

Cet arrêt deviendra définitif dans les conditions définies à l'article 44 § 2 de la Convention. Il peut subir des retouches de forme.

En l'affaire Štefanec c. République tchèque,

La Cour européenne des Droits de l'Homme (ancienne deuxième section), siégeant en une chambre composée de :

MM. J.-P. Costa, *président*,

A.B. Baka,
R. Türmen,
K. Jungwiert,
M. Ugrekhelidze,
M^{me} D. Jočienė,
M. D. Popović, *juges*,
et de M^{me} S. Dollé, *greffière de section*,

Après en avoir délibéré en chambre du conseil le 27 juin 2006,

Rend l'arrêt que voici, adopté à cette date :

PROCÉDURE

1. A l'origine de l'affaire se trouve une requête (n° 75615/01) dirigée contre la République tchèque et dont un ressortissant de cet Etat, M. Milan Štefanec (« le requérant »), a saisi la Cour le 10 octobre 2001 en vertu de l'article 34 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (« la Convention »).

2. Le requérant est représenté par M^c M. Tuháček, avocat au barreau tchèque. Le gouvernement tchèque (« le Gouvernement ») est représenté par son agent, M. V.A. Schorm.

3. Le requérant alléguait en particulier que la décision de lui infliger une sanction administrative en vertu de la loi sur le droit de réunion portait atteinte à sa liberté d'expression, et se plaignait de l'impossibilité de faire réexaminer cette décision par un tribunal.
4. La requête a été attribuée à la deuxième section de la Cour (article 52 § 1 du règlement). Au sein de celle-ci, la chambre chargée d'examiner l'affaire (article 27 § 1 de la Convention) a été constituée conformément à l'article 26 § 1 du règlement.
5. Par une décision du 25 août 2005, la Cour a déclaré la requête partiellement recevable.
6. Le 1^{er} avril 2006, la Cour a modifié la composition de ses sections (article 25 § 1 du règlement). La présente requête a cependant continué à être examinée par la chambre de l'ancienne deuxième section telle qu'elle existait avant cette date.
7. Tant le requérant que le Gouvernement ont déposé des observations écrites sur le fond de l'affaire (article 59 § 1 du règlement).

EN FAIT

I. LES CIRCONSTANCES DE L'ESPECE

8. Le requérant est né en 1973 et réside à Brno.
9. Le 22 mai 2000, D.Š. annonça à l'autorité municipale compétente de Brno son intention d'organiser un défilé pacifique, visant à dénoncer l'impact négatif de la circulation automobile sur l'environnement et la santé des habitants de Brno. Ce défilé devait avoir lieu le 27 mai 2000, à la suite d'une fête municipale.
10. Le 23 mai 2000, ladite autorité prononça l'interdiction de ce défilé, invoquant le danger pour la santé des participants et le fait que les limitations nécessaires de la circulation et de l'approvisionnement seraient contraires à l'intérêt public. Un appel fut interjeté devant le tribunal régional (*Krajský soud*), lequel approuva la décision attaquée le 28 mai 2000, soit un jour après la date prévue pour le défilé.
11. Nonobstant cette interdiction, le défilé eut lieu le jour prévu. Lors de cette manifestation, le requérant se servit de son équipement technique (mégaphone) pour communiquer avec la police, répéter les appels des autorités afin de prévenir d'éventuels actes de violence et informer les manifestants que le défilé avait été interdit et qu'un appel contre cette décision avait été interjeté.
12. Le 7 septembre 2000, la commission d'arrondissement de Brno-centre chargée de l'examen de contravention infligea au requérant une amende de 500 CZK (environ 17,5 EUR) pour avoir contrevenu à la loi n° 84/1990 sur le droit de réunion :

« La loi [sur le droit de réunion] permet de poursuivre les organisateurs d'un rassemblement qui a été interdit. Il apparaît sur l'enregistrement vidéo que le [requérant] négociait avec la police au sujet du tracé du défilé (...), qu'il était toujours en tête du défilé et qu'il parlait aux participants à l'aide d'un mégaphone. (...) Il discutait des démarches à faire non seulement avec la police mais aussi avec les autres organisateurs de cet événement interdit. (...) »

La commission constate que bien que le [requérant] s'oppose à son inculpation, il ressort de ses activités exercées tout au long du défilé qu'il a organisé, avec les autres inculpés, une réunion qui avait été interdite. »
13. Le 10 octobre 2000, le requérant fit appel auprès de la municipalité (*magistrát města*) de Brno. Tout en admettant avoir communiqué avec la police lors du défilé, il s'opposait à être considéré comme « organisateur » de celui-ci. Selon lui, il ressortait de l'article 6 § 5 b) et d) de la loi n° 84/1990 que ne pouvait être « organisateur » d'une manifestation qu'une personne majeure chargée de cette tâche par le convocateur de celle-ci et qui recevait des instructions obligatoires de la part de ce dernier, ce qui n'avait pas été le cas en l'espèce. Il insistait également sur ses efforts de communiquer aux participants les appels de la police et d'assurer que le défilé se déroule sans violence.

14. Le 20 décembre 2000, l'appel du requérant fut rejeté et la décision du 7 septembre 2000 confirmée, et ce pour les motifs suivants :

« Selon les allégations dans son appel, le [requérant] s'efforçait de prévenir les conflits avec la police, ce en quoi il avait probablement réussi, mais il aurait dû, dans le cadre de son activité d'intermédiaire volontaire entre les manifestants et la police, lorsqu'il s'était mis en tête du défilé, utiliser sa présence et son équipement technique pour inviter les participants à se disperser, et non pas pour leur annoncer amèrement que les autorités avaient arbitrairement interdit le défilé (...) et provoquer ainsi des sentiments de mécontentement. Sur la base des faits susmentionnés, l'autorité d'appel considère comme établi d'une manière indubitable que le [requérant] avait organisé un rassemblement (...) qui avait été interdit, ce qui lui était connu. »

15. Par les décisions des 20 et 21 décembre 2000, la même autorité d'appel annula les sanctions infligées pour les mêmes faits à D.R. et M.A., considérant, compte tenu de la présomption d'innocence, qu'il n'était pas possible de prouver d'une manière indubitable que ceux-ci avaient organisé un défilé interdit. La décision concernant D.R. énonce entre autres :

« Il apparaît sur l'enregistrement vidéo que D.R. était en tête du défilé ; reste cependant qu'il y avait eu en tête du défilé d'autres personnes contre lesquelles aucune procédure n'avait été engagée. Si l'enregistrement montre également que D.R. discutait avec les représentants des autorités et de la police, il n'en est pas évident qu'il agissait en tant qu'organisateur. Ses déclarations, à la différence de celles du [requérant], n'ont pas été interceptées en raison du bruit émis par la foule. »

16. En février 2001, le requérant attaqua les décisions administratives le concernant par un recours constitutionnel, dans lequel il alléguait que son inculpation de contravention et la sanction infligée portaient atteinte à ses libertés d'expression et de réunion pacifique. Invoquant l'article 6 § 1 de la Convention et se référant à l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 52/2001 (par lequel avait été annulée, avec effet au 28 février 2002, la disposition légale excluant du réexamen judiciaire les décisions sur les contraventions passibles d'une amende inférieure à 2 000 CZK), il se plaignait d'avoir été privé de la possibilité de faire réexaminer les décisions administratives par un tribunal indépendant.

17. Le 25 avril 2001, la Cour constitutionnelle (*Ústavní soud*) rejeta le recours du requérant pour défaut manifeste de fondement, après avoir rappelé qu'elle n'était pas compétente pour réexaminer la légalité générale des décisions adoptées mais seulement pour établir s'il y avait eu atteinte aux droits fondamentaux de l'intéressé.

Rappelant que le défilé avait été interdit en vertu de la loi (comme menaçant la vie et la santé des participants), la cour souscrivit aux conclusions des autorités administratives et considéra que les limitations nécessaires imposées au requérant résultaient du fait qu'il avait organisé un rassemblement interdit.

II. LE DROIT INTERNE PERTINENT

Loi n° 84/1990 sur le droit de réunion (en vigueur au moment des faits)

18. Aux termes de l'article 5 § 2, en l'annonçant la tenue d'un rassemblement aux autorités, le convocateur doit les informer, entre autres, du nombre des organisateurs qu'il a choisis et de la manière dont ils seront désignés.

19. L'article 6 § 4 dispose que le convocateur est autorisé à donner, directement ou avec l'aide des organisateurs, des instructions aux participants en vue d'assurer un bon déroulement du rassemblement. Aux termes de l'article 6 § 5 b) et d), le convocateur est tenu, entre autres, d'assurer un nombre nécessaire des organisateurs âgés de plus de dix-huit ans, de leur donner des instructions obligatoires et de mettre fin au rassemblement.

20. Aux termes de l'article 12 § 1, si le rassemblement a lieu malgré l'interdiction, le représentant de l'autorité locale compétente invite le convocateur à mettre immédiatement fin à celui-ci. Si le convocateur ne prend pas de mesures efficaces afin que les participants se dispersent, le représentant de l'autorité locale les informe de la dissolution du rassemblement.

21. En vertu de l'article 14 § 1, celui qui convoque ou organise un rassemblement sans l'avoir préalablement annoncé aux autorités, qui organise un rassemblement qui a fait l'objet d'une interdiction, ou qui enfreint une autre obligation incombant au convocateur peut se voir infliger une amende allant jusqu'à 1 000 CZK. Selon le paragraphe

2 de l'article 14, une même amende peut être infligée à celui qui, entre autres, désobéit aux instructions émises par le convocateur ou les organisateurs désignés, ou qui empêche les participants d'accéder au rassemblement, d'atteindre le but de celui-ci ou de se disperser.

Loi n° 200/1990 sur les contraventions (en vigueur au moment des faits)

22. Selon l'article 83 § 1, ne peuvent faire l'objet d'un contrôle judiciaire que les décisions infligeant pour contravention une amende supérieure à 2 000 CZK, une interdiction d'exercer une activité donnée pendant plus de six mois ou la confiscation d'un objet d'une valeur supérieure à 2 000 CZK.

EN DROIT

I. SUR LA VIOLATION ALLÉGUÉE DE L'ARTICLE 6 § 1 DE LA CONVENTION

23. En premier lieu, le requérant se plaint de l'impossibilité de soumettre à un tribunal indépendant les décisions rendues en l'espèce par les autorités administratives. Il invoque à cet égard l'article 6 § 1 de la Convention, dont la partie pertinente est ainsi libellée :

« Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue (...) par un tribunal (...), qui décidera (...) des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil (...). »

24. Le Gouvernement fait valoir que la cause du requérant a été entendue par la Cour constitutionnelle, qui remplit tous les critères de l'article 6 § 1. En l'espèce, après avoir réexaminé les décisions attaquées à la lumière de la législation pertinente et des arguments du requérant, elle a constaté que la sanction administrative résultait du fait que la manifestation litigieuse avait été interdite. Quant à l'objection principale du requérant consistant à dire qu'il n'était pas « organisateur » du défilé, la Cour constitutionnelle a estimé, compte tenu des faits établis (dont notamment le comportement de l'intéressé et ses actes envers les autres participants), que la décision de le considérer comme « organisateur » était justifiée et dépourvue d'arbitraire. Le Gouvernement soutient donc que, nonobstant la teneur de la loi à l'époque, il est incontestable que l'affaire a été réexaminée par l'organe suprême chargé de la protection de la constitutionnalité et que le requérant a eu une possibilité adéquate de soumettre les décisions administratives à un tribunal conforme aux exigences de l'article 6 de la Convention.

25. Le requérant s'oppose à cette thèse et souligne, tout en admettant l'indépendance de la Cour constitutionnelle, que cette juridiction n'a pas examiné le fond de son affaire et qu'elle a même énoncé dans sa décision qu'elle ne pouvait pas réexaminer la légalité générale des décisions adoptées. Par ailleurs, elle a déjà déclaré auparavant que la disposition de l'article 83 § 1 de la loi n° 200/1990 était contraire à l'article 6 § 1 de la Convention.

26. La Cour rappelle que, s'il n'est pas incompatible avec la Convention de confier à des autorités administratives la tâche de poursuivre et de réprimer les contraventions, l'intéressé doit cependant pouvoir soumettre toute décision ainsi prise à son encontre au contrôle ultérieur d'un tribunal offrant les garanties de l'article 6 (*Lauko c. Slovaquie*, arrêt du 2 septembre 1998, *Recueil des arrêts et décisions* 1998-VI, § 64).

27. Or, il est à noter que la procédure devant la Cour constitutionnelle tchèque est limitée à l'examen de questions de constitutionnalité et n'implique pas une appréciation directe et entière des droits de caractère civil des intéressés (voir, par exemple, *Malhous c. République tchèque* [GC], n° 33071/96, § 62, 12 juillet 2001). Dès lors, l'on ne saurait affirmer qu'il s'agit « d'un organe judiciaire de pleine juridiction » compétent pour réexaminer les points de fait et de droit, comme l'exige la jurisprudence de la Cour (voir, entre autres, *Ortenberg c. Autriche*, arrêt du 25 novembre 1994, série A n° 295-B, § 31). La Cour se doit donc de rejeter l'argument du Gouvernement selon lequel la carence litigieuse a été en l'espèce redressée par la Cour constitutionnelle.

28. La Cour observe par ailleurs que la disposition litigieuse de la loi sur les contraventions a été entre-temps annulée par la Cour constitutionnelle tchèque au motif qu'elle contredisait l'article 6 § 1 de la Convention. Toutefois, ce changement n'a pu avoir un impact quelconque sur la situation du requérant en l'espèce.

29. Dans ces conditions, la Cour considère qu'il n'y a pas eu en l'espèce de contrôle judiciaire d'une portée suffisante au regard de l'article 6 § 1 de la Convention et que, partant, le requérant a été privé du droit d'accès à un « tribunal » au sens de cette disposition.

Par conséquent, il y a eu violation de l'article 6 § 1 de la Convention.

II. SUR LA VIOLATION ALLÉGUÉE DE L'ARTICLE 10 DE LA CONVENTION

30. En second lieu, le requérant se plaint que la sanction administrative qui lui a été infligée en application de l'article 14 § 1 de la loi sur le droit de réunion a enfreint l'article 10 de la Convention, qui dispose comme suit :

Article 10 de la Convention

« 1. Toute personne a droit à la liberté d'expression. (...) »

2. L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale (...). »

A. Sur l'existence d'une ingérence

31. Le Gouvernement est convaincu qu'il n'y a eu en l'espèce aucune ingérence dans la liberté d'expression du requérant. En effet, dans la mesure où le défilé litigieux a été interdit, personne, ni donc le requérant, n'avait le droit d'y participer. *A fortiori*, l'intéressé ne disposait pas du droit de faire usage de sa liberté d'expression pour organiser un tel défilé illicite ; les autorités nationales n'ont donc pas pu porter atteinte à un droit qui était inexistant. La décision du 7 septembre 2000 à l'appui, le Gouvernement souligne en outre que, contrairement à ce que le requérant allègue, il n'a pas été sanctionné pour avoir critiqué la décision d'interdire le défilé ou exprimé son mécontentement avec le procédé des autorités nationales, mais pour avoir organisé un défilé qui avait été interdit.

32. Le requérant affirme que même si la sanction litigieuse se basait sur une disposition de la loi sur le droit de réunion, laquelle ne vise pas en principe la réglementation de la liberté d'expression, c'est dans ce but que les autorités en ont fait application dans son cas car elles ont voulu le punir pour avoir diffusé certaines informations. Il soutient à cet égard que la décision de le sanctionner a été motivée en premier lieu par le fait qu'il avait, à l'aide de ses moyens techniques, publiquement informé les participants au défilé non seulement des actes de la police, mais aussi de son opinion personnelle et subjective sur l'affaire.

33. La Cour constate que la présente affaire diffère de la plupart des affaires relatives à la liberté d'expression dont elle a eu à connaître. En l'espèce, le requérant allègue avoir été sanctionné pour ses propos tenus lors d'un rassemblement interdit, en raison desquels les autorités l'ont considéré comme organisateur de ce rassemblement et lui ont infligé une amende en vertu de la loi sur le droit de réunion.

Il est vrai, comme dit le Gouvernement, que le requérant a été sanctionné en vertu de l'article 14 § 1 de la loi sur le droit de réunion, qui permet d'infliger une amende entre autres à celui qui « organise un rassemblement qui a fait l'objet d'une interdiction ». Cependant, pour conclure que le requérant avait effectivement organisé le défilé en question, les autorités nationales, dont notamment celle d'appel, se sont référées en particulier au contenu de ses propos tenus lors du défilé et à des sentiments que ceux-ci avaient provoqués chez les participants.

Dans ces conditions, la Cour estime que la décision d'infliger une amende administrative au requérant équivaut en l'espèce à une ingérence dans l'exercice du droit à la liberté d'expression.

34. Pour être compatible avec l'article 10, une telle ingérence doit satisfaire à trois conditions : être « prévue par la loi », viser un ou des buts légitimes au regard du paragraphe 2 précité et être « nécessaire, dans une société démocratique », pour atteindre ce ou ces buts.

B. L'ingérence était-elle « prévue par la loi » ?

1. Arguments des parties

35. Les parties s'accordent pour dire que l'ingérence litigieuse se basait sur l'article 14 § 1 de la loi n° 84/1990 sur le droit de réunion.

36. En réaction à la question posée par la Cour et concernant la prévisibilité de la loi concernée, le Gouvernement estime qu'il n'appartient pas à la Cour d'examiner ce point car le requérant ne l'a pas soulevé. Selon lui, l'intéressé ne fait qu'alléguer qu'il n'était pas organisateur du défilé litigieux et que les autorités ont commis une erreur s'ils l'ont considéré comme tel. Pour le Gouvernement, la question de savoir si le requérant était ou non organisateur d'un défilé au sens de l'article 14 § 1 de la loi sur le droit de réunion est en soi distincte de celle de savoir si cette disposition était prévisible.

37. A titre subsidiaire, le Gouvernement estime que le requérant tend à obtenir que la Cour réexamine l'appréciation des faits effectuée par les autorités nationales ainsi que le résultat de celle-ci, ce que l'article 19 de la Convention ne lui permet pas. Le Gouvernement est d'ailleurs convaincu que les autorités n'ont commis aucune erreur de fait ni de droit, et d'autant moins une erreur susceptible de porter atteinte aux droits et libertés du requérant sauvegardés par la Convention. En effet, il a été clairement établi en l'espèce que le requérant avait activement participé au défilé, qu'il avait eu une influence déterminante sur son déroulement, négocié avec la police et communiqué avec les autres participants à l'aide d'un mégaphone. Dès lors, la conclusion des autorités internes, selon laquelle le requérant était organisateur du défilé, doit être considérée comme légitime et acceptable. Cette conclusion se basait sur une appréciation indépendante de faits dûment établis, que la Cour n'est pas appelée à réexaminer, et correspondait au sens commun du mot tchèque « organisateur », c'est-à-dire celui qui prépare, s'occupe du déroulement, gère un événement.

38. Le Gouvernement soutient enfin que l'expression litigieuse contenue dans l'article 14 § 1 de la loi sur le droit de réunion, à savoir « celui qui organise un rassemblement qui a fait l'objet d'une interdiction », est suffisamment prévisible et le sens de tous les termes est évident. Ainsi, le requérant disposait d'une base suffisante pour prévoir, à un degré raisonnable de probabilité, les conséquences de ses actes et il aurait dû savoir que son comportement pouvait être qualifié d'« organisation » au sens de la disposition légale en question.

39. Le requérant admet que l'infliction de la sanction a été formellement conforme à l'article 14 § 1 de la loi sur le droit de réunion, mais conteste la motivation des décisions rendues en l'espèce, notamment de celle prise par l'autorité d'appel qui l'aurait sanctionné pour la manière dont il a fait usage de sa liberté d'expression. Il souligne que la loi ne prévoit aucune sanction pour une simple participation à une manifestation interdite. En effet, toute responsabilité pour le déroulement d'une telle manifestation incombe au convocateur/organisateur, et les participants ne peuvent être sanctionnés que pour le non-respect des obligations prévues par l'article 14 § 2 de la loi n° 84/1990. Or, bien qu'il n'ait aucunement organisé le défilé en question et qu'il n'ait pas été chargé d'une telle organisation par le convocateur, les autorités ont arbitrairement mis à sa charge l'obligation de mettre fin au défilé, laquelle incombait uniquement au convocateur, à savoir D.Š. La décision de lui infliger une amende était donc contraire au droit interne.

40. A l'appui de son argument selon lequel il a été sanctionné notamment pour avoir exprimé son opinion, le requérant affirme avoir été le seul à qui une amende a été infligée. Si le but de la mesure a été d'exécuter la décision du 23 mai 2000, comme le dit le Gouvernement, l'intéressé s'étonne du fait qu'aucune sanction n'a été prononcée contre D.Š. Puis, il ressort selon lui de la décision du 20 décembre 2000 que la seule « circonstance aggravante » constituant la différence entre son affaire et les cas de D.R. et M.A. (lesquels ont obtenu l'annulation de la sanction) consistait en ses déclarations par lesquelles il aurait « provoqué des sentiments de mécontentement ». Dès lors, le motif de sa sanction n'a pas été son activité d'organisateur ou d'intermédiaire entre la police et les manifestants (activité exercée par d'autres personnes n'ayant pas été punies), mais avant tout le fait qu'il ait librement et publiquement exprimé son mécontentement avec la conduite des autorités.

2. Appréciation de la Cour

41. La Cour rappelle sa jurisprudence constante selon laquelle l'expression « prévue par la loi » non seulement impose que la mesure incriminée ait une base en droit interne, mais vise aussi la qualité de la loi en cause : celle-ci doit être accessible au justiciable et prévisible (*Rotaru c. Roumanie* [GC], n° 28341/95, § 52, CEDH 2000-V; *Maestri c. Italie* [GC], n° 39748/98, § 30, CEDH 2004-I). Dès lors, avant de se pencher sur le respect des autres exigences résultant du paragraphe 2 de l'article 10, la Cour se doit à chaque fois de rechercher si, à la lumière des circonstances particulières de l'affaire, la condition de la qualité de la loi a été respectée. Elle doit donc vérifier si celle-ci était accessible et prévisible, même si ce point n'est pas expressément contesté par le requérant; il suffit que celui-ci se plaigne, comme dans la présente affaire, que l'ingérence litigieuse n'a pas été conforme à l'article 10 de la Convention car les autorités ont fait une application arbitraire de la loi interne.

42. En l'espèce, la Cour relève que l'article 14 § 1 de la loi n° 84/1990 sur le droit de réunion constitue la disposition juridique ayant servi de fondement à la sanction prononcée contre le requérant (voir paragraphe 21 ci-dessus). Elle conclut donc que la mesure avait une base en droit interne.

43. Au sujet de l'accessibilité, la Cour constate que ledit article répondait à ce critère car la loi n° 84/1990 a été publiée au Journal officiel.

44. En ce qui concerne la prévisibilité, cette condition se trouve remplie lorsque le justiciable peut savoir, à partir du libellé de la disposition pertinente, et, au besoin, à l'aide de son interprétation par les tribunaux, quels actes et omissions engagent sa responsabilité. En particulier, une norme est « prévisible » lorsqu'elle offre une certaine garantie contre des atteintes arbitraires de la puissance publique (*Tourancheau et July c. France*, n° 53886/00, § 54, 24 novembre 2005) et contre une application extensive d'une restriction faite au détriment des justiciables (voir, *mutatis mutandis*, *Başkaya et Okçuoğlu c. Turquie* [GC], n°s 23536/94 et 24408/94, § 36, CEDH 1999-IV).

45. Dans la présente affaire, la Cour doit donc vérifier si la législation tchèque indiquait avec une précision suffisante les conditions dans lesquelles il était possible de considérer une personne comme organisateur d'un rassemblement et de lui infliger une sanction lorsque celui-ci avait fait l'objet d'une interdiction.

46. La Cour observe que les seules informations que la loi n° 84/1990 fournit quant aux caractéristiques de l'organisateur d'un rassemblement se trouvent dans ses articles 5 § 2 et 6 §§ 4 et 5. Aux termes de ceux-ci, il incombe au convocateur d'un tel événement d'assurer un nombre nécessaire des organisateurs et de leur donner des instructions obligatoires, en vue d'assurer avec eux un bon déroulement du rassemblement. Il résulte également de l'article 5 § 2 que les organisateurs devraient être désignés de manière appropriée, probablement pour pouvoir être distingués de la foule.

Or, force est de constater qu'aucun de ces éléments de la loi n'a été mentionné par les autorités dans les décisions litigieuses. La conclusion que le requérant était organisateur du défilé au sens de la loi en question ne se basait pas sur le fait qu'il était en contact avec le convocateur et recevait de lui des instructions nécessaires au bon déroulement du rassemblement, ou qu'il était visiblement désigné comme tel.

47. La Cour admet que le sens commun des mots « organiser, organisateur » est assez clair et ne prête d'habitude pas à controverse. Dans ces circonstances, elle admet que l'on puisse considérer comme organisateur d'un défilé celui qui se trouve à la tête de celui-ci, négocie avec les autorités et communique avec les autres participants. Sur la base de ces éléments, deux autres personnes, D.R. et M.A., ont d'abord été poursuivies, aux côtés du requérant, pour avoir organisé l'événement en question. Cependant, la sanction qui leur a été infligée en première instance a été annulée par l'autorité d'appel, faute de preuve indubitable. Il ressort des décisions concernées que la seule différence entre le cas du requérant et celui de ces deux personnes reposait sur le fait que les déclarations de l'intéressé avaient pu être interceptées et que leur contenu était donc connu des autorités. A cet égard, le requérant s'est vu reprocher par l'autorité d'appel qu'il avait, dans son « activité *d'intermédiaire volontaire* », utilisé son équipement technique pour annoncer amèrement aux participants que les autorités avaient arbitrairement interdit le défilé, et non pour les inviter à se disperser. Sur ce dernier point, le requérant fait à juste titre observer que l'obligation de mettre fin à un rassemblement interdit incombe, selon les articles 6 § 5 et 12 § 1 de la loi n° 84/1990, uniquement au convocateur de celui-ci.

48. La Cour estime donc que c'est essentiellement en raison du contenu de ses propos, et non pas parce qu'il s'est « occupé du déroulement ou géré » le défilé, que le requérant a été considéré comme organisateur du défilé et s'est vu infliger une amende. Pour la Cour, l'interprétation du droit pertinent à laquelle se sont en l'occurrence livrées les autorités administratives pour sanctionner le requérant, interprétation ensuite confirmée par la Cour constitutionnelle, constitue une extension du domaine d'application de la loi n° 84/1990 qu'il était raisonnablement impossible de prévoir dans les circonstances de l'espèce (voir, *mutatis mutandis*, *Karademirci et autres c. Turquie*, n°s 37096/97 et 37101/97, § 42, CEDH 2005-...).

49. La Cour ajoute que lorsque l'inobservation d'une obligation est réprimée par une sanction, la loi doit clairement définir les cas de son application. Or, les différences dans les décisions de l'autorité d'appel concernant le requérant et les deux personnes qui avaient d'abord également été considérées comme organisateurs montrent que tel n'a pas été le cas en l'espèce.

50. La Cour estime donc que l'article 14 § 1 de la loi n° 84/1990 sur le droit de réunion ne remplissait pas les exigences de prévisibilité dans son application à la présente affaire. Partant, il y a eu violation de l'article 10 de la Convention.

C. Le respect des autres conditions fixées par le paragraphe 2 de l'article 10 de la Convention

51. Ayant conclu que l'ingérence n'était pas prévue par la loi, la Cour n'estime pas nécessaire de vérifier si les autres conditions requises par le paragraphe 2 de l'article 10 – à savoir l'existence d'un but légitime et la nécessité de l'ingérence dans une société démocratique – ont été respectées en l'espèce.

III. SUR L' APPLICATION DE L' ARTICLE 41 DE LA CONVENTION

52. Aux termes de l'article 41 de la Convention,

« Si la Cour déclare qu'il y a eu violation de la Convention ou de ses Protocoles, et si le droit interne de la Haute Partie contractante ne permet d'effacer qu'imparfaitement les conséquences de cette violation, la Cour accorde à la partie lésée, s'il y a lieu, une satisfaction équitable. »

A. Dommage

53. Au titre du dommage matériel, le requérant réclame la somme de 34euros (EUR), correspondant au montant de l'amende infligée et aux frais de la procédure administrative suivie en l'espèce. Il demande en sus 1 000 EUR pour l'indemnisation du préjudice moral subi.

54. Le Gouvernement est d'avis que le constat de violation de la Convention constituerait en l'espèce une satisfaction suffisante pour le préjudice moral.

55. La Cour estime que l'existence d'un lien de causalité entre la violation de l'article 10 qu'elle a constatée et le préjudice matériel que le requérant affirme avoir subi se trouve suffisamment établie. Il y a donc lieu d'allouer au requérant 34 EUR au titre du dommage matériel.

Compte tenu des circonstances de la cause, la Cour considère en revanche que le constat de violation suffit à réparer le préjudice moral que le requérant pourrait avoir subi du fait de la violation de ses droits garantis par les articles 6 § 1 et 10 de la Convention.

B. Frais et dépens

56. Sur la base d'un contrat conclu avec son avocat, le requérant demande 1 012 EUR pour les frais afférents à la procédure devant la Cour

57. Le Gouvernement ne s'y oppose pas.

58. Compte tenu des éléments en sa possession, la Cour octroie au requérant la somme de 1 012 EUR pour ses frais et dépens.

C. Intérêts moratoires

59. La Cour juge approprié de baser le taux des intérêts moratoires sur le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne majoré de trois points de pourcentage.

PAR CES MOTIFS, LA COUR, À L' UNANIMITÉ,

1. *Dit* qu'il y a eu violation de l'article 6 § 1 de la Convention ;

2. *Dit* qu'il y a eu violation de l'article 10 de la Convention ;

3. *Dit* que le constat d'une violation fournit en soi une satisfaction équitable suffisante pour le dommage moral subi par le requérant ;

4. *Dit*

a) que l'Etat défendeur doit verser au requérant, dans les trois mois à compter du jour où l'arrêt sera devenu définitif conformément à l'article 44 § 2 de la Convention, 34 EUR (trente-quatre euros) pour dommage matériel et 1 012 EUR (mille douze euros) pour frais et dépens, plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt ; ces sommes sont à convertir dans la monnaie nationale de l'Etat défendeur au taux applicable à la date du règlement ;

b) qu'à compter de l'expiration dudit délai et jusqu'au versement, ces montants seront à majorer d'un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne applicable pendant cette période, augmenté de trois points de pourcentage ;

5. *Rejette* la demande de satisfaction équitable pour le surplus.

Fait en français, puis communiqué par écrit le 18 juillet 2006 en application de l'article 77 §§ 2 et 3 du règlement.

S. Dollé J.-P. Costa
Greffière Président

ARRÊT ŠTEFANEC c. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

ARRÊT ŠTEFANEC c. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Fondement juridique des obligations de la République tchèque en matière de respect des libertés fondamentales :
--

Article 6 de l'Accord européen avant l'adhésion:

Le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme, tels que définis dans l'acte final d'Helsinki et dans la charte de Paris pour une nouvelle Europe, ainsi que les principes de l'économie de marché, **inspirent les politiques intérieures et extérieures des parties et constituent des éléments essentiels de la présente association.**

Article 6 du traité sur l' Union européenne, version consolidée au 29.12.2006 :

1. **L'Union est fondée sur les principes de la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'Etat de droit**, principes qui sont communs aux États membres.
2. **L'Union respecte les droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales**, signée à Rome le 4 novembre 1950, et tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux États membres, en tant que principes généraux du droit communautaire.
3. L'Union respecte l'identité nationale de ses États membres.
4. L'Union se dote des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs et pour mener à bien ses politiques.

Article 11 du traité sur l'Union européenne, version consolidée au 29.12.2006 :

1. L'Union définit et met en oeuvre une politique étrangère et de sécurité commune couvrant tous les domaines de la politique étrangère et de sécurité, dont les objectifs sont:
 - la sauvegarde des valeurs communes, des intérêts fondamentaux, de l'indépendance et de l'intégrité de l'Union, conformément aux principes de la charte des Nations unies,
 - le renforcement de la sécurité de l'Union sous toutes ses formes,
 - le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité internationale, conformément aux principes de la charte des Nations unies, ainsi qu'aux principes de l'acte final d'Helsinki et aux objectifs de la charte de Paris, y compris ceux relatifs aux frontières extérieures,
 - la promotion de la coopération internationale,
 - le développement et le renforcement de la démocratie et de l'État de droit, ainsi que **le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.**

Article 181 A du traité instituant la Communauté européenne, version consolidée:

1. Sans préjudice des autres dispositions du présent traité, et notamment de celles du titre XX, la Communauté mène, dans le cadre de ses compétences, des actions de coopération économique, financière et technique avec des pays tiers. Ces actions sont complémentaires de celles qui sont menées par les États membres et cohérentes avec la politique de développement de la Communauté. La politique de la Communauté dans ce domaine contribue à l'objectif général du développement et de la consolidation de la démocratie et de l'État de droit, ainsi qu'à l'objectif du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Article 177 du traité instituant la Communauté européenne, version consolidée:

1. La politique de la Communauté dans le domaine de la coopération au développement, qui est complémentaire de celles qui sont menées par les États membres, favorise:
 - le développement économique et social durable des pays en développement et plus particulièrement des plus défavorisés d'entre eux, l'insertion harmonieuse et progressive des pays en développement dans l'économie mondiale,
 - la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement.
2. La politique de la Communauté dans ce domaine contribue à l'objectif général de développement et de consolidation de la démocratie et de l'État de droit, ainsi qu'à l'objectif du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.
3. La Communauté et les États membres respectent les engagements et tiennent compte des objectifs qu'ils ont agréés dans le cadre des Nations unies et des autres organisations internationales compétentes.

Article 11 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE: Liberté d'expression et d'information

1. Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la

liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontières.

2. La liberté des médias et leur pluralisme sont respectés.

Article 12 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE: Liberté de réunion et d'association

1. Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association à tous les niveaux, notamment dans les domaines politique, syndical et civique, ce qui implique le droit de toute personne de fonder avec d'autres des syndicats et de s'y affilier pour la défense de ses intérêts.

2. Les partis politiques au niveau de l'Union contribuent à l'expression de la volonté politique des citoyens de l'Union.

Thank you, now leave!

**The statement of former students about the 10th anniversary of
the November 17, 1989.**

Dear fellow-citizens!

We met yesterday, that means on the eve of November 17, 1989, next to Národní třída, the National Avenue, to celebrate the debut of the book "A Hundred of Student Revolutions". We composed this statement today and now we present you with it with all urgency.

We are happy to live in a basically free and democratic country! We appreciate the changes and opportunities brought by the past ten years. However, we are deeply disappointed and disturbed by the way the current political representation executes the assigned power. The 10th anniversary of November 1989 therefore finds us in the deepest marasmus so far - both political and moral one!

We feel cheated. We face an arrogant political power that is not able to agree on a functional leadership of the country and lays the blame on us, the citizens, for an allegedly bad vote!

The current representatives in their behaviour severely distort and damage the picture of our country abroad! And thus they raise sadness and despair in the nation, that enclose us back in the inner exile we used to know in the Communist era. We feel deep concern about this state! Therefore we ask both ourselves and you: What happened that we are governed by such people?

The burden of the 40 years of Communism still lies heavily on us. However, vast majority of current problems has been caused by NEW MISTAKES AND NEW VICIES. Between the state and the middle entrepreneur class, for instance, does not prevail cooperation but discord full of distrust, thievery, incompetence and corruption on the side of the state administration! Our politicians behave as if not aware of their responsibility not only for the assigned power but also for the atmosphere of the society for which their acts and stances become the most visible models! In the name of our generation and the generations that will follow, we call categorically for the return of decency, morals, political correctness and humanistic orientation and we ask the leading politicians of the main political parties to RESIGN in the interest of this country! They are not able to help this country any more, they are not able either to meet the appeals of uniting Europe or to be a reliable member of NATO, which is so immensely important for us. They became antiquated - and their incapability of mutual agreement proves that.

We ask ordinary members and party secretariats of the main political parties to renew their original democratic identity and find representatives who will prove competent in the dynamic conditions of the third millennium. Our state is facing a historical chance to return among the developed countries of Europe. And we have no other chance but to manage!

We wish to become again a normal country where decency and respect for the law are valid norms for ordinary citizens as well as leading politicians. The current situation destroys the great power and creativity of our people in which we believe and which was proved by November 1989. The current politicians are not any more able to employ this power, on the contrary, they feel threatened by it.

We are a society influenced by Masaryk and Čapek - and Franz Kafka in a way. In no way we want to be a society associated with the group of the current selfish and narrow-minded politicians whose arrogance and deafness can bring this country nothing more but damage.

Fellow-citizens! We appeal to your decency and sense of normality! We believe that the atmosphere which prevailed in our country is not typical for us but has its source in arrogance, cynism and megalomania of the vast majority of our current political leaders. Some politicians in our country have gotten almost on the same level with the ex-Communist ones!

The situation has come again when we have to cross the shells of our doubts and glumness and unite. This is our appeal. Appeal containing a hope that we are still a strong civic society with unexpected but existing power and able to deal with what overlies and suffocates us.

There are two requirements for the moral and intellectual regeneration of our society: everyone has to seek his own inner decency and those politicians, who became worn-out after the last years and changed their behaviour incredibly have to leave.

We greet and thank you for your very existence. We do not feel ashamed to declare our support to ideals and joy we all experienced ten years ago and we will do everything not to vote for a new way to Communism in the coming election.

**signatures (in
the alphabetic
order):**

Josef Brož
Igor Chaun

Vlastimil Ježek
Martin
Mejstřík
Šimon Pánek
Vrát'a Řehák



Global street party, 16.05.1998



NE SOUHLASÍM S VÁMI, PROFESORE. I MLADÁ GENERACE JE ZA NĚKTERÉ HODNOTY
ZÁPADNÍ CIVILIZACE OCHOTNA NASADIT ŽIVOT. TŘEBA ZA PRAVO BANÍKU NA VÍTĚZSTVÍ...

Je ne suis pas d'accord avec Vous, Monsieur le professeur. La jeune génération aussi est capable de risquer sa vie pour les valeurs de la civilisation occidentale. Par exemple, le droit [du club de football] baník à la victoire....

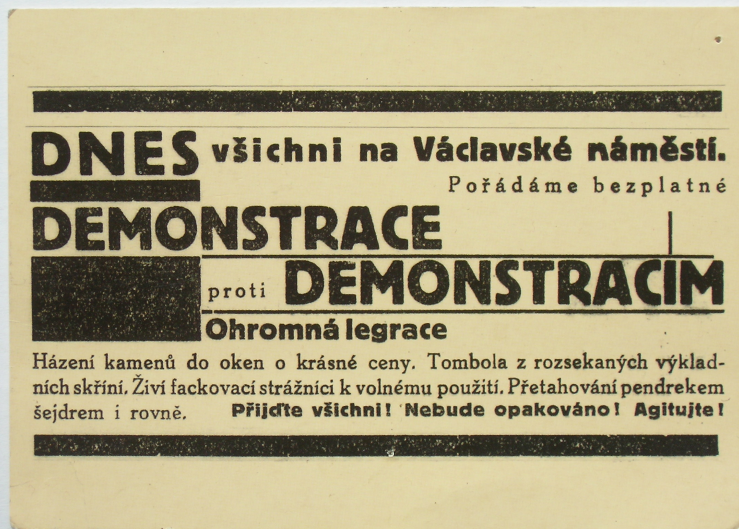


photo 3 : Carte postale d'humour montrant les réticences face aux manifestations :

Aujourd'hui, tous sur la place Venceslas

Manifestation contre les manifestations :

Amusement garanti

Concours de jets de pierres dans les fenêtres, distribution de prix de choix.

Tombola de vitrines détruites. Têtes à claque d'agents de force de l'ordre vivants. Poursuite à la matraque, en ligne droite ou en slalom.

Venez tous ! Cette occasion ne se répètera pas ! Venez agiter !

Josef Strouhal

Odpůrkyná globalizace, Praha 26 - 28. 9. 2000 / Aktualita, druhá cena Czech Press Photo 2000

In memoriam

(retrospektivní výstava fotografií)

Komorní galerie Domu fotografie Josefa Sudka, Maiselova 2, Praha 1

3. 9. - 6. 10. 2002

Mediační partner:

PRÁVO

Photo 4: Exposition de photos concernant les manifestations du FMI et de la Banque mondiale

Entretien avec Svatopluk Karásek



Svatopluk Karásek (gauche) et le philosophe David Bartoň (droite)

Entretien avec Svatopluk Karásek

le 07.05.2008

[...]

Comment est-ce que tu te présenterais?

Svatopluk Karásek, pasteur évangélique, mais comme notre histoire contemporaine était relativement dynamique, je n'ai pas toujours pu exercer ma profession, donc je me suis habitué à être un pasteur qui temporairement ne pouvait pas prêcher, et qui donc essayait de le faire différemment. Et donc, je suis aussi chanteur, et j'essayais, avec ma guitare, justement à l'époque où je ne n'avais pas le droit de prêcher, d'annoncer la bonne nouvelle de cette manière. Plus tard, j'ai eu différentes professions ouvrières, comme laveur de carreaux, mineur et autres. J'ai pu ainsi connaître cet aspect de la vie. Par ailleurs, je suis écrivain, j'ai écrit quelques livres, dont des recueils de poésie. Quoi d'autres... J'ai été un activiste du mouvement de la Charte 77, c'est-à-dire persécuté et dissident, dans le régime précédent.

Sous le nouveau régime, j'ai pu pleinement exercer mon métier de pasteur. J'en ai vraiment profité, j'ai apprécié la différence entre la surveillance étatique du régime communiste et la liberté.

Je dirais par ailleurs que j'ai été député en l'an 2000, médiateur des droits de l'homme, ce qui est une fonction assez importante. Maintenant, je suis à la retraite, et en même temps, je suis pasteur protestant à l'église Saint-Sauveur, à nouveau. Et puis, j'ai un magasin de vin, parce qu'en fait, j'avais fait des études d'œnologie avant d'étudier la théologie. Sur mes vieux jours, je joue à m'occuper de vin, comme un hobby. En fait, c'est aussi pour compléter ma retraite qui ne suffit pas: j'ai des enfants en bas âges à nourrir. Il s'agit donc d'un revenu agréable.

Certains te présentent comme un ancien dissident, d'autres comme une figure importante de l'underground. Comme définirais-tu l'underground?

C'est toujours un peu difficile à définir. L'underground c'était bien surtout avant de s'appeler comme ça. D'abord il est apparu, et ensuite il a reçu son nom. Moi, j'ai préféré la première phase. Ça n'avait pas de nom, et en fait, il s'agissait de la rencontre de différentes ... moi je dirais personnalités. Des gens, qui vivaient seuls quelque part, de manière béate. On vivait comme dans une société communiste dont on n'attendait rien. Alors on se concentrait sur

ce qui était personnel, pour que cela ait de la consistance. On voulait vivre tout dans notre vie privée, car la société était sombre. Alors chacun se constituait un nid et à la campagne, dans une maison toute simple, des gens se rencontraient, tu vois.

C'est justement au début des années 70 que ces loups solitaires ont commencé à se rencontrer et à se connaître, qu'ils aient été artistes ne pouvant exposer... Soit on s'adaptait au régime, et on pouvait exposer, quand il y avait des contrôles, il fallait dire qu'on était d'accord avec l'occupation, qu'il s'agissait d'une aide fraternelle. Mais qui ne le disait pas était éliminé. Un individu éliminé ne pouvait pas exposer. S'il rencontrait alors l'un d'entre nous, on se mettait d'accord, qu'on allait ramener les copains, et qu'on ferait une expo dans une grange. C'est ainsi que les gens ont commencé à se connaître, à organiser des événements. C'est ainsi qu'il faut comprendre la chanson de Kryl « Cette nuit ne sera pas courte. » C'était clair pour nous qu'il nous fallait organiser notre vie sans l'Etat ni les « machins » du parti.

Pareil pour la musique : qui ne passait pas le contrôle, ne pouvait plus jouer publiquement. Alors on essayait de jouer en privé, dans les mariages, lors des expos.

Nous avons commencé à tous nous connaître, et les personnages clefs étaient Martin Jirous et l'éternel Jirka Němec et Dana Němcová. Tout au moins l'underground pragoise a commencé à se réunir autour de ces gens là, et les événements étaient de plus en plus importants. La Police et l'Etat ne savaient pas encore que cet underground existait, d'ailleurs cela ne portait aucun nom. C'était des amis, c'était des rencontres régulières de personnalités.

L'underground était-il lié à la religion ?

A Prague, oui. Mais si je disais ça aux Skalák, qui venaient de Chomutov, ils diraient que non.

Chez nous, l'underground pragoise, autour des Němec et tout, et bien la philosophie, la foi étaient importantes. Jirka Němec était un philosophe. Hejdánek, Jirka Němec, Honza Sokol et Bonaventura donnaient des séminaires pour les « cheveux-longs » nouveaux venus. La foi y jouait un rôle important de mon point de vue.

Moi, pasteur, je n'avais pas le droit de prêcher, mais dans une maison de campagne, à Studena ou chez les Němec, j'y allais le dimanche après-midi. Il y avait des jeunes couchés sur des couvertures, et certains y lisaient la bible. Ce n'était pas une attitude affichée non plus. Mais ça intéressait.

[...]

Martin Jirous a lancé le slogan « Tous feront de l'art. » De nouveaux groupes se formaient, et tous participaient à un groupe. On poussait les gens à s'exprimer le plus possible.

Alors comment comprendre la différence entre la notion de dissident et celle d'underground ?

La dissidence, c'était une histoire intellectuelle, ils se rencontraient de temps en temps. L'underground, c'était un style de vie, une communauté. On se connaissait et on s'aimait bien. Quand je lis *le rêveur* de Vaculík, je vois ce qu'était la dissidence et le dissident, c'est quelqu'un d'un peu solitaire, avec des livres, qui se perd dans les rues. Quand je pense à ça, je ne veux pas croire qu'il s'agit de la même époque. Nous vivions tant de choses, il y avait beaucoup de joies, de rencontres et d'événements communs. Knížák nous critiquait un peu, et disait qu'on était comme des syndicalistes d'autrefois. Il faisait du Yoga, tout seul, et nous on participait toujours à quelque chose. De l'extérieur, ça avait l'air bizarre. Toujours ensemble, comme une grande bande, c'était une symbiose.

[...]

Peux-tu me parler de ta relation à la politique ?

Quand j'étais étudiant, il y avait ces communistes. Alors on disait toujours qu'on était apolitique, qu'on se foutait de la politique, qu'on voulait se consacrer surtout à l'art, la poésie, la foi. Cette foi, il nous fallait l'habiller, pour éviter que ce soit un truc un peu sec. On appelait cela la remythologisation. Donner un nouveau manteau à la foi, les poésies, les chansons nous semblaient être le véhicule le plus approprié pour transporter un homme moderne. On s'occupait de cela avec Vráťa Brabenec et les autres. C'est l'art justement, trouver le mot adéquat pour un manteau moderne ... Bon, et puis avec le temps, on prenait la voie des pasteurs modernes [...] Kocáb, Šimsák, et d'autres pasteurs modernes. On nous demandait [en 66] notre opinion politique, si on était de droite ou de gauche. Moi j'en riais, et je disais : « c'est votre génération qui est de droite ou de gauche, moi je m'en fous, et j'ai rien à voir avec la politique, et le seigneur Jésus non plus. [...] Puis est arrivé 68, les Russes, et surtout Jan Palach m'ont fait forte impression. Quand j'ai vécu l'enterrement de Jan Palach et j'ai vu à la télévision Horníček, par exemple qui disait « ne faites pas comme lui, mais restez fidèle à vous-mêmes » [...] Je n'ai plus fait de compromis avec le bolchévique. Après j'étais pasteur, d'abord ça allait. [...] Puis ils m'ont transféré dans la région frontalière. Il y avait les élections. Ils sont venus me voir avec l'urne. Pas question, tant que les Russes sont là ! Je me suis souvenu de Jan Palach et que je ne ferai plus de compromis. j'ai dit je n'irai pas, ce ne sont pas des élections, ce n'est pas une

démocratie. Je ne suis pas allé aux élections, j'étais seul là-bas, solitaire. Après, j'ai rencontré l'underground. Il en est né la Charte. Quand j'ai été enfermé pour mes chansons, j'ai connu le diable de près, et la Charte est devenue une évidence pour moi.

Et après 1989, le travail en politique était-il une continuité naturelle dans ta vie ?

Ben oui, certainement. La Charte, Havel Président, Honza Ruml, je soutenais chacun qui est entré en politique, que je connaissais d'avant, et les autres je ne les connaissais pas : ce Klaus et ceux-là. Je me disais, ça ira bien. Donc, en tant qu'immigré [de retour], je ne me proposais pour aucune fonction. J'étais juste pasteur, à Nové Město. Mais j'étais heureux de tous ceux que je connaissais du passé. Je ne pensais pas vivre assez vieux pour voir le départ des russes, et c'était pour moi un miracle. J'étais le seul Tchèque heureux à l'époque. Tous les autres rallaient. Moi je disais « c'est super, il y a la liberté, je peux jouer, je peux prêcher, je peux m'exprimer en politique, le plus libre du monde. » J'en étais très heureux.

Et tes relations aux partis, plus concrètement ?

L'ODS ne me convient absolument pas. C'est pour moi l'expression la pire de la politique contemporaine, surtout avec son style actuel, sa mentalité. J'accepte certains de leurs points de vues, il y en a peu : le pacte atlantique, les missions militaires, bon, là je suis en général d'accord. D'un autre côté, j'ai aussi des problèmes avec les opinions des Sociaux-Démocrates, qui s'opposent à notre participation en Afganistan. C'est en fait le seul point où je suis plutôt d'accord avec l'ODS. Sinon, leur anti-européanisme m'écœure franchement. Et me semble incompréhensible. [...] J'ai vécu au parlement une interpellation totalement fanatique et frénétique contre l'Europe de Fajmon, actuellement député européen. Celui-là, c'était le pire, il en bavait presque, quand il s'énervait contre l'Union Européenne. C'est ça qui m'énerve le plus, et puis leur approche : la morale est inutile et l'argent. Tu vois ce que je veux dire. La morale est un poids inutile et l'argent n'est jamais sale. Klaus et ceux-là ont fait ce qui me dérange le plus en politique, ce qui est le plus mauvais pour la politique.

Et leurs trucs aux niveaux locaux, et la bande de l'ODS qui est en même temps la police, le juge, c'est une hégémonie. C'est un genre de communisme à l'envers.

Bon après j'ai plus eu trop de choix, parce que quand il y avait le ČSSD et qu'il y avait Špidla, je saluais sa présence. Mais après, il s'est avéré qu'il avait des ennemis dans son parti, Grosse et ce Paroubek. Comme je suis contre l'ODS, on me dit que je suis automatiquement avec le ČSSD, mais... le ČSSD ne me plaît pas, leur politique personnelle, les anciens communistes, ils disent que tout ce passé ce n'est pas important. [...] Mais je préfère le ČSSD à l'ODS et quand il y avait Buzková, Sobotka, et le Président du Parlement Zaorálek. C'est eux qui me sont les plus proches. Même si ce n'est pas exactement... Mais si on est obligé de travailler avec quelqu'un, cette couche moyenne du ČSSD me plaît le plus. Ensuite, le KDU m'a terriblement déçu. Je voulais travailler un peu avec ceux-là, parce que je respecte Cyril Svoboda. Mais sinon, leurs machinations, la lutte pour le pouvoir et Kalousek. Et par exemple la loi contre les discriminations est restée bloquée trois ans à la chambre des députés, on l'avait préparée, et elle est très importante. On l'avait promis en entrant dans l'Union Européenne. Et le KDU, le dernier jour avant le vote a dit qu'ils ne la voteront pas, que ça va aider les homosexuels. C'est terrible, vous aller faire couler la loi pour ça? Onze de leurs députés n'ont pas levé la main. Ils m'ont terriblement déçu. A moins qu'un jour ne revienne à la tête de ce groupe ce qui sont censés: Cyril Svoboda et Petr Pithart, ceux qui sont censés. Mais les dirigeants actuels sont terribles. Les verts ne me disent rien. Je n'ai jamais été vert [...] En République tchèque, ils font les libéraux, mais ce n'est que dans la personnalité de Bursík. Quand il ne leur conviendra plus, ils le démettront, et se joindront aux verts occidentaux, et ne seront plus libéraux du tout. Je ne parle pas des communistes.

Donc, j'ai été dans Unie Svobody. J'y suis rentré quand elle était complètement au fond du gouffre. Je voulais essayer de la faire renaître et créer une autre approche [...].

As-tu participé à des protestations après 1989 ?

Bien, j'ai participé à certaines d'entre elles, en étant plus ou moins heureux de le faire. Le principal : on se rencontre toujours, sans se passer le mot, les mêmes personnes : Honza Ruml, Táňa Fisherová, Štětina, moi, et les gens de *Personnes dans le besoin*. C'était pour la Biélorussie, j'y étais toujours, pour l'Ukraine, quand il y avait des manifestations à Prague, pour Cuba, devant l'ambassade, et j'essayais toujours d'être présent à ces événements, d'exprimer de la solidarité avec ceux qui vivent ce que nous avons vécu avant, donc j'essayais d'être toujours actif. Sinon je me souviens d'une manifestation devant l'ambassade allemande, lorsque les Skinheads protestaient contre l'enfermement d'un négationniste, alors on s'est donné rendez-vous pour une confrontation. Des événements comme ça, dans les années 90-2000, j'en ai vécu. On est toujours que quelques-uns et on n'a pas tant de forces que ça, mais c'est plutôt comme du temps de la charte, est appelé celui qui pense encore aux autres, et qui n'est pas juste enfermé sur lui-même.

Que pensais-tu de *Merci, mais Partez* ! ?

Je n'y étais pas personnellement, mais c'était un bon truc, d'après moi. Un des derniers événements organisé par ce que l'on appelle la *société civile*. Depuis, on est tellement atomisé, que personne n'a réussi à remplir la place Venceslas. Plutôt 20 personnes... C'était le dernier événement qui a réussi à réunir des gens pour dire quelque chose. Mais avec les acteurs de *Merci, mais Partez*, je suis en contact permanent.

Concernant les manifestations durant le FMI et la Banque mondiale ?

Nous, à Saint Sauveur, quand j'étais alors pasteur, on avait aussi organisé une activité. Les gens se réunissaient le soir et discutaient. Ces activités me plaisent, les discussions, avec par exemple deux camps. Mais les manifestants entraînés, qui vont de pays en pays pour lutter avec la police, d'Italie ou d'Allemagne, ça je ne l'accepte pas [...] Peut-être devrait-on arrêter d'informer sur ce sujet à la télévision et dans les médias [pour lutter contre ce phénomène] ? Cela leur fait de la pub, quelqu'un lance des pavés dans une devanture, et c'est à la télévision, et c'est plus facile d'atteindre son but. Les discussions d'un autre type, ne peuvent espérer être aussi remarquées. Donc les violences doivent aider à rendre visible les revendications. Je pense que c'est mal, que l'on devrait lutter avec ce « terrorisme » en médiatisant les pétitions et les moyens pacifiques. Mais chez nous, c'est sans espoir.

Télévision Chose publique ?

Et bien je la rapprocherais des protestations *Merci, mais partez !*, Les gens, la *société civile* ont fait pression. Je considère ça comme les dernières actions collectives ou les gens ont accepté de sortir de leur anonymat pour faire quelque chose. C'était super.

[...]

Tu es actif dans la société civile, sinon ?

J'en ai fait tellement ! Tomáš Halík faisait ça et ça me plaisait : *Impuls*, et ces trucs là. Mais moi, j'ai plus le temps de rien. [...] En fait je cherche ça sans arrêt, ça devrait faire partie de la politique tchèque, comme c'était au début : le mouvement citoyen, le Forum Démocratique, Václav Havel, et bien ce n'est pour l'instant pas représenté en politique tchèque. Je pense que cela devrait en faire partie, et j'aimerais bien l'y apporter. [...] Mais on a de nouveaux projets.

**Entretien avec Kateřina Jacques
Présidente du groupe Parlementaire Vert**



28 mai 2007

Tout d'abord, pourrais-tu me parler des premiers scandales autour de ta manifestation d'avant *qui a précédé les élections* ?

Oui, le premier mai. [...]

Je considère ça comme un grand malheur pour ma carrière politique, et si j'avais la possibilité d'effacer cet épisode de mon histoire politique, je le ferais !

Pourquoi ?

C'est un stigmate négatif de quelqu'un de problématique, d'excessif, et nombre de personnes pense qu'il s'agit d'une mise en scène qui m'a permis de faire carrière en politique, ce que j'essaye de démentir, et je refuse cette interprétation fermement. J'ai gagné lors des primaires la seconde place sur les listes, place éligible [avant la manifestation]. Je suis persuadée que j'aurais été élue député sans cela, et j'y serais arrivée avec un « casier vierge ». Actuellement, on peut relativiser ma victoire et ma compétence en considérant que je n'ai été élue que par cet incident avec la police. Cela m'est très désagréable, et je prends cela comme une iniquité personnelle, par ce que j'ai été tout simplement victime d'une attaque absurde, que je n'ai provoquée en rien. J'ai été complètement passive, plutôt... défensive et je ne pouvais pas m'attendre à ce que m'arrive ce qui m'est arrivé.

Pour moi, cette journée ne devait pas être exceptionnelle du tout. On devait juste avoir un événement de deux heures de mobilisation, et nous avons ensuite prévu tout un programme pour l'après-midi. Et puis d'un coup ça a mal tourné, et cet intérêt des médias m'a vraiment étonnée. Je suis incapable de me l'expliquer jusqu'aujourd'hui. Le parti vert en tant que tel ne devait même pas être partie prenante [de la manifestation]. Nous avons séparé strictement l'incident du parti. J'ai été victime de quelque chose, mais le parti ne devait pas en profiter. Puis ensuite,

il y a eu cette théorie absurde des affiches. Le lendemain, deux affiches [électorales] étaient collées avec ma photo, mais CES AFFICHES ETAIENT PREVUES DEPUIS FEVRIER !!! Elles n'étaient payées qu'à partir du deux mai, mais les gens, dans leur fantaisie, se sont imaginé que nous avons aussitôt fait ces affiches [pour profiter électoralement de l'incident durant la manifestation]. C'était impossible de toute façon : j'avais été battue, et sur les photos, je suis bien comme il faut. Mais les gens croient à ses absurdités. Et des gens qui se disent politologues, comme Bohumil Pečírka, sont capables de déclarer que quiconque apparaît ainsi dans les médias devient politicien ! Il parlait de moi, et donc pour moi, [cet incident dans la manifestation] est un grand point négatif, un malheureux concours de circonstances, que je regrette. J'attends que le temps fasse son effet, et que cette étiquette s'efface. Je ne suis pas très heureuse que ce ne soit toujours pas le cas, que tout mon engagement et mon travail fait pale figure face à cet épisode, et que les gens ne voient que cette injure.

Qu'est-ce que c'est, cette injure ? Comment la définirais-tu ?

Il te faut faire cette conclusion toi-même. Moi, sur-moi-même ? je ne suis pas masochiste pour l'exprimer... [...] regarde Internet, les sondages. On ne parle pas de professionnalisme, ni d'engagement citoyen, [...], mais les manifestations, je considère ça comme légitime, comme quelque chose qui fait partie de la citoyenneté. [...] J'explique, sans succès, que l'engagement citoyen est légitime, et qu'il fait sens en société. J'ai toujours vécu ainsi, et je ne veux pas changer cela. Par ailleurs, il faut différencier une manifestation pacifique, d'une situation conflictuelle, ce qui n'était jamais le cas avec moi. J'ai participé à tant de manifestations de rue dans ma vie, et un incident malheureux, c'est en fin de compte peu. Si j'avais su, je ne me serais pas levée du lit.

Quel sont les éléments qui t'ont menée à l'engagement politique ?

Ce n'est pas une raison particulière. C'est tout simplement une évolution continue, depuis mon enfance. Je percevais positivement la dissidence de la Tchécoslovaquie de l'époque, parce que notre famille les rencontraient. Des enfants, mes copains, avaient leurs parents enfermés. J'ai donc eu une entrée forcée en politique comme un enfant, ce sens de la liberté, le sens de la liberté d'expression, de la justice, tout ça m'a toujours beaucoup intéressée. [...]

Tu as commencé ta carrière dans la haute administration du gouvernement...

C'était un concours de circonstances. Je dois dire que quand un jeune cherche du boulot, il prend ce qu'il y a, ce n'est pas facile. le hasard m'a amené à travailler pour l'administration du Premier ministre ou le médiateur aux droits de l'homme était Jan Jařáb, qui m'a beaucoup influencée.

Tu le connaissais auparavant ?

Oui, bien sûr. Je le connaissais de plusieurs cours, je l'avais rencontré quand je travaillais au Goethe Institut. J'organisais alors un cycle de conférences sur le racisme où il est intervenu. Donc je le connaissais. Je VOULAIS travailler avec lui, mais le hasard, c'est qu'il y avait un poste de libre.

Comment tu définirais le profil idéologique du parti vert?

C'est un parti qui est construit sur deux fondations, la protection de l'environnement (l'écologie) et les droits de l'homme. Ce sont ses leitmotiv. Sa réflexion va dans la direction du développement durable.

Il y a eu aussi un scandale concernant ta participation aux manifestations durant le sommet du FMI et de la Banque mondiale...

Non ce n'était pas un scandale. Juste un photographe qui en cherchant dans ces archives personnelles s'est aperçu qu'il avait la photo de la célèbre député. Il s'est dit qu'il pourrait y gagner de l'argent [...] Il y a ajouté un article manipulateur, en rendant scandaleux ce qui ne l'est pas, ce qui est légitime. Participer aux manifestations du FMI est légitime et il n'y a rien de scandaleux. [...]

Tu as l'impression que certaines forces politiques ou bien certains courants de pensée considèrent la manifestation comme non légitime?

Bien sûr. Toute notre société est conformiste, ce qui est un résidu du passé [communiste], lorsque participer à une manifestation (excepté les manifestations [du régime] organisées pour défendre la paix et le progrès) était

inacceptable. Les gens ont l'impression que l'expression du désaccord dans la rue est quelque chose de ... d'inconvenant.

La relation à la société civile, chez nous, c'est pareil. Il y a le courant de Klaus, qui ne reconnaît en rien la société civile, ne lui reconnaît aucune légitimité, qu'elle a ne serait-ce que parce qu'elle existe. Il voudrait que la société civile ait un mandat électoral, ce qui est incompatible. Donc ce type d'atmosphère existe dans notre société.

Actuellement, j'ai un mandat électoral, je suis député, mais en même temps, je me considère toujours comme citoyenne, car ce mandat est quelque chose de temporaire, que j'ai actuellement, que je n'aurai plus dans trois ans. Je resterai de toute façon citoyenne, et comme je n'arrive pas à séparer totalement la vie privée et la vie publique, je ne peux arrêter de me comporter en citoyenne une fois député... Tout ça, c'est le conformisme de notre société. Mais je pense que cela change beaucoup, que la rapidité d'expansion du secteur des ONG est phénoménale en République tchèque. Donc ni Klaus ni personne ne l'arrêtera, tout comme quand ils disent qu'ils n'y a pas de changement climatique....

Après la manifestation du 1er mai, tu as parlé de brutalité policière...

Mmm, de nombreuses fois. Mais pas après le 1er mai. L'année dernière, à Brno, quand on avait un happening pacifique, avec des balais, on voulait balayer le néonazisme de Brno, j'ai peut-être dit quelque chose sur le sujet sur mon Web. Et puis au Parlement, j'ai exprimé mon indignation contre l'attaque de CzechTech [festival de musique techno, note du traducteur], et qu'il n'y a pas de contrôle bien établi du travail de la police. Quoiqu'ils fassent, ils ne sont jamais punis.

Je pensais au comportement de la police envers les jeunes sociaux-démocrates ...

Quand les journalistes me demandaient Enfin, je pense qu'il s'agit d'une preuve visible de ce qui se fait couramment. La police ne se comporte pas avec les citoyens comme elle devrait, en respectant leur dignité et leurs droits de l'homme. [...]

Le parti vert peut travailler avec la droite comme avec la gauche?

Bien sûr. A l'exception des communistes.

A l'exception des communistes?

Oui, car l'un de nos piliers sont les droits de l'Homme et nous percevons le parti communiste actuel, non réformé, comme un sujet ne comprenant pas les droits de l'homme dans leur intégrité. Sinon, ils ne pourraient pas soutenir le régime de Cuba, ils ne pourraient pas accepter ce qui se passe en Biélorussie, ils ne pourraient pas accepter l'occupation du Tibet.

Pour nous, les communistes de République tchèque, étant donné leur comportement dans ces domaines.... Enfin, le principal, leur universalisme et unité ne les dérange pas lorsqu'il s'agit de la violation de droits de l'homme dans le monde, ce qui est pour nous inacceptable. Sinon, on a un potentiel de coalition énorme: la social-démocratie et l'ODS.

et le KDU-ČSL?

Le KDU-ČSL n'est pas, de ce point de vue là un partenaire. Personne ne peut s'appuyer sur eux, il nous faut toujours nous joindre à un grand parti [pour avoir une majorité] ... mathématiquement.

THÈSE

En vue de l'obtention du
Doctorat de l'Université Paris Ouest Nanterre la Défense (P.X.)
en Sciences Politiques
présentée et soutenue par Nicolas Maslowski
le 28 septembre 2009

Manifester en République tchèque **Etude de la protestation par la rue (1989-2009)**

Thèse sous la direction de Georges Mink



MEMBRES DU JURY

Monsieur Dominique Colas, Professeur des Universités, Institut d'Etudes Politiques de Paris
Monsieur Michel Dobry, Professeur des Universités, Université Paris I Panthéon Sorbonne
Monsieur Jan Keller, Professeur des Universités, Université d'Ostrava
Madame Marie-Claude Maurel, Professeur des Universités, E.H.E.S.S., directrice du Centre Français de
Recherches en Sciences Sociales de Prague
Monsieur Georges Mink, directeur de recherche au C.N.R.S., Institut des Sciences sociales du Politique

École doctorale de sciences juridiques et politiques

Remerciements

Je remercie, avant tout, le Professeur Georges Mink, d'avoir accepté de diriger cette thèse et de m'avoir fait confiance pendant toutes ces années. Sa pensée, ses conseils, ses corrections minutieuses, son soutien m'ont été d'autant plus précieux que j'étais à l'étranger.

Toute ma reconnaissance va également au Centre Français en Sciences Sociales à Prague, Cefres et à ses directeurs successifs Antoine Marès, Georges Mink, Christian Lequesne, Marie-Claude Maurel, ainsi qu'à l'assistante de direction Hana Netuková. Ce centre m'a accueilli, m'a permis de participer aux ateliers des Sciences Sociales, organisés en collaboration avec l'EHESS, d'organiser un colloque international ainsi que le cycle « confrontations sociologiques », de coordonner les séminaires doctoraux, et surtout de participer aux conférences des grands des sciences sociales françaises.

Je voudrais aussi remercier le réseau des séminaires doctoraux centre-européens (CES) pour leur apport méthodologique mais aussi en terme de connaissance de l'Europe Centrale. Je remercie aussi toutes les institutions de recherche et de formation auxquelles j'ai appartenu durant l'écriture de cette thèse ou dans lesquelles je travaille aujourd'hui ainsi que leur personnel : mon laboratoire de rattachement à Nanterre, le LASP puis l'ISP, l'Institut d'Etudes Politiques de l'Académie Polonaise des Sciences (et en particulier le Professeur Paczkowski), l'EHESS, le Collegium Minor de Prague, l'Université Charles de Prague, la Grande Ecole d'Economie de Prague... Merci aussi à toutes les personnes qui m'ont aidé sur le terrain, aux personnes qui ont accepté de m'informer, de me donner des entretiens ou l'accès à leurs archives, en particulier Ondřej Cakl de l'association Tolérance et le colonel Kvičala de la police tchèque.

Enfin, j'exprime toute ma gratitude à toutes les personnes qui, durant mes années universitaires en France, Pologne et République tchèque, m'ont apporté des encouragements ainsi qu'un soutien moral et matériel. Je pense avant tout à mes parents sans qui je n'aurais pu faire d'études. En plus du soutien moral, je remercie pour les relectures du texte tous ceux qui m'ont aidé et en particulier, ma mère Jacqueline, ma femme Solange, et Muriel Blaive.

SOMMAIRE

pages

9	Introduction
23	Titre 1 : L'étude pluriparadigmatique de l'objet
25	<i>Chapitre 1 : L'étude des manifestations de rue en sciences sociales</i>
58	<i>Chapitre 2 : La manifestation de rue comme sujet d'études territoriales</i>
98	<i>Chapitre 3 : Méthode d'observation et d'étude</i>
121	Titre 2 : Manifester en République tchèque
123	<i>Chapitre 1 : Les agents sociaux</i>
189	<i>Chapitre 2 : Les domaines des manifestations</i>
203	<i>Chapitre 3 : Les règles encadrant la manifestation</i>
243	<i>Chapitre 4 : Les modalités de mise en œuvre de la manifestation</i>
273	Titre 3 : Expliquer l'action manifestante
275	<i>Chapitre 1 : Les organisateurs</i>
327	<i>Chapitre 2 : La société civile et l'action manifestante</i>
373	<i>Chapitre 3 : Les mondes sociaux des manifestations</i>
415	<i>Chapitre 4 : Essai de modélisation du débat dans une arène publique</i>
427	Conclusion
441	Bibliographie
529	Table des matières

Il est fâcheux pour l'idéal de la rationalité instrumentale que des buts plausibles ne soient pas en fait disponibles, mais plus importante encore, à supposer que le but soit disponible, est l'absence d'un monde unique dans lequel l'efficacité pourrait être mesurée à la même aune unique. Je pense que cette pluralité des mondes a toujours fait partie de la condition humaine, qu'elle n'a donc rien de nouveau, mais que nous en sommes récemment devenus plus conscients.

Ernst Gellner, 1986

Introduction

